

Annexe

# Journal officiel des Communautés européennes

N° 140

Juillet 1971

LIBRARY

Édition de langue française

## Débats du Parlement européen

Session 1971-1972

Compte rendu in extenso des séances

du 5 au 9 juillet 1971

Maison de l'Europe, Strasbourg

### Sommaire

Séance du lundi 5 juillet 1971 ..... 1

Reprise de la session, p. 2 — Excuses, p. 2 — Dépôt de documents, p. 2 — Décision sur l'urgence, p. 2 — Ordre des travaux, p. 5 — Limitation du temps de parole, p. 8 — Règlement et décision relatifs à la fourniture de produits d'œufs au programme alimentaire mondial, p. 8 — Règlements relatifs aux importations de produits de la pêche originaires du Maroc et de la Tunisie, p. 14 — Directive concernant la fixation des taux communs du droit d'apport, p. 15 — Directives concernant les activités non salariées d'agent et de courtier d'assurances, p. 20 — Ordre du jour de la prochaine séance, p. 23.

Séance du mardi 6 juillet 1971 ..... 24

Adoption du procès-verbal, p. 25 — Félicitations à MM. Boersma et Boertien, p. 25 — Souhaits de bienvenue à une délégation du Parlement britannique, p. 25 — Limitation du temps de parole, p. 25 — Directives concernant les activités non salariées de l'opticien-lunetier, p. 26 — Conjoncture énergétique dans la Communauté, p. 34 — Dispositions particulières et nomenclature budgétaire applicables aux crédits de recherches et d'investissement, p. 52 — Suppression des contrôles dans le trafic intracommunautaire des voyageurs, p. 58 — Directive concernant le matériel électrique utilisable en atmosphère explosive, p. 63 — Directive concernant les unités de mesure, p. 65 — Ordre du jour de la prochaine séance, p. 67.

Prix : FF 16,50 / FB 150,-

(Suite au verso)

De'bois - # 140

## AVIS AU LECTEUR

En même temps que l'édition en langue française paraissent des éditions dans les trois autres langues officielles des Communautés : l'allemand, l'italien et le néerlandais. L'édition en langue française contient les textes originaux des interventions faites en langue française et la traduction en français de celles qui ont été faites dans une autre langue. Dans ce cas, une lettre figurant immédiatement après le nom de l'orateur indique la langue dans laquelle il s'est exprimé : (A) correspond à l'allemand, (I) à l'italien et (N) au néerlandais.

Les textes originaux de ces interventions figurent dans l'édition publiée dans la langue de l'intervention.

(Suite)

### Séance du mercredi 7 juillet 1971 ..... 68

Adoption du procès-verbal, p. 69 — Négociations sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE, p. 69 — Activité des Communautés en 1970, p. 81 — Délai de dépôt des amendements, p. 101 — Activité des Communautés en 1970 (suite), p. 101 — Ordre des travaux, p. 115 — Situation sociale dans la Communauté en 1970, p. 117 — Règlements concernant la fixation des prix agricoles. — Directive concernant l'octroi d'aides à certaines catégories d'exploitants agricoles, p. 135 — Ordre du jour de la prochaine séance, p. 163.

### Séance du jeudi 8 juillet 1971 ..... 164

Adoption du procès-verbal, p. 164 — Souhaits de bienvenue à MM. Boersma et Boertien, p. 164 — Question orale n° 5/71 avec débat : Retard dans la réalisation de la politique commune des transports, p. 165 — Question orale n° 7/71 avec débat : Sécurité routière dans la Communauté, p. 181 — Hommage à M. Posthumus, p. 188 — Ajournement d'un débat, p. 188 — Autorisation d'établir des rapports, p. 189 — Renvoi à une commission, p. 189 — Ordre du jour de la prochaine séance, p. 189.

### Séance du vendredi 9 juillet 1971 ..... 190

Adoption du procès-verbal, p. 191 — Règlements concernant l'exemption par catégories et l'article 4 du règlement n° 17/62, p. 191 — Règlement concernant l'organisation commune des marchés des céréales et du riz, p. 194 — Règlement concernant l'organisation commune du marché du riz, p. 196 — Règlements concernant les vins mousseux de qualité, p. 198 — Règlement concernant certaines mesures transitoires relatives au marché du vin, p. 198 — Règlements concernant le secteur du tabac, p. 198 — Rapprochement des législations concernant les aliments diététiques, p. 203 — Autorisation d'établir un rapport, p. 203 — Démission de membres du Parlement, p. 203 — Calendrier des prochaines séances, p. 204 — Adoption du procès-verbal, p. 204 — Interruption de la session, p. 204.

*Les résolutions adoptées lors des séances du 5 au 9 juillet 1971 figurent au Journal officiel des Communautés européennes n° C 78 du 2 août 1971.*

## SÉANCE DU LUNDI 5 JUILLET 1971

## S o m m a i r e

1. Reprise de la session .....	2	et de la Tunisie. — Discussion d'un rapport de M. Laudrin, fait au nom de la commission des relations avec les pays africains et malgache :	
2. Excuses .....	2		
3. Dépôt de documents .....	2	M. Laudrin, rapporteur .....	14
4. Décision sur l'urgence .....	2	Adoption de la proposition de résolution	15
5. Ordre des travaux :		9. Directive concernant la fixation des taux communs du droit d'apport. — Discussion d'un rapport de M. Van Amelsvoort, fait au nom de la commission des finances et des budgets :	
MM. Terrenoire, au nom du groupe de l'UDE ; Vredeling .....	6	M. van Amelsvoort, rapporteur .....	15
6. Limitation du temps de parole .....	8	MM. Artzinger, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Koch, au nom du groupe socialiste ; Cousté, au nom du groupe de l'UDE ; Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes .....	17
7. Règlement et décision relatifs à la fourniture de produits d'œufs au programme alimentaire mondial. — Exécution de l'aide alimentaire de la CEE en 1970-1971. — Aide alimentaire aux réfugiés bengalis. Discussion commune de deux rapports de M. Vredeling, faits au nom de la commission des relations économiques extérieures :		Adoption de la proposition de résolution	20
M. Vredeling, rapporteur .....	8	10. Directives concernant les activités non salariées d'agent et de courtier d'assurances. — Discussion d'un rapport de M. Armengaud, fait au nom de la commission juridique :	
M. Spénale, rapporteur pour avis ; MM. Westerterp, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Lange, au nom du groupe socialiste ; Bousquet, au nom du groupe de l'UDE ; Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes .....	11	M. Armengaud, rapporteur .....	20
Adoption des deux propositions de résolution .....	14	MM. Lautenschlager, au nom du groupe socialiste ; Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes .....	22
8. Règlements relatifs aux importations de produits de la pêche originaires du Maroc		Adoption de la proposition de résolution	23
		11. Ordre du jour de la prochaine séance ..	23

## PRÉSIDENCE DE M. BEHRENDT

*Président*

(La séance est ouverte à 16 h 35)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. *Reprise de la session*

M. le Président. — Je déclare reprise la session du Parlement européen qui avait été interrompue le 11 juin 1971.

2. *Excuses*

M. le Président. — MM. Furler et Arndt s'excusent de ne pouvoir participer à la présente période de session.

M. Burghbacher s'excuse de ne pouvoir assister aux séances d'aujourd'hui et de demain.

3. *Dépôt de documents*

M. le Président. — Depuis l'interruption de la session j'ai reçu les documents suivants :

a) *du Conseil des Communautés européennes*, des demandes de consultation sur :

— les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à :

I - un règlement (CEE) concernant le financement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section orientation, de projets s'inscrivant dans le cadre d'opérations de développement dans les régions agricoles prioritaires,

II - un règlement (CEE) relatif au Fonds européen de bonification d'intérêts pour le développement régional (doc. 76/71) ;

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture pour examen au fond et, pour avis, à la commission économique, à la commission des affaires sociales et de la santé publique et à la commission des finances et des budgets ;

— les propositions modifiées de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à :

I - une directive concernant la modernisation des exploitations agricoles,

II - une directive concernant l'encouragement à la cessation de l'activité agricole et à l'affectation de la superficie agricole utilisée à des fins d'amélioration des structures agricoles,

III - une directive concernant l'information socio-économique et la qualification professionnelle des personnes travaillant en agriculture,

IV - un règlement concernant les groupements de producteurs et leurs unions (doc. 77/71) ;

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture pour examen au fond et, pour avis, à la commission économique, à la commission des affaires sociales et de la santé publique et à la commission des finances et des budgets ;

— la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil sur la nomenclature applicable au « budget fonctionnel » pour les dépenses de recherches et d'investissement (doc. 81/71) ;

ce document a été renvoyé à la commission des finances et des budgets ;

— la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 543/69 du Conseil, du 25 mars 1969, relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route (doc. 82/71) ;

ce document a été renvoyé à la commission des transports pour examen au fond et, pour avis, à la commission des affaires sociales et de la santé publique ;

— les propositions de la Commission des transports pour examen au fond et, pour avis, à la commission des affaires sociales et de la santé publique ;

— les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à :

I - un règlement portant modification du règlement (CEE) n° 727/70 en ce qui concerne la fixation des primes pour le tabac brut,

II - un règlement fixant, pour le tabac emballé, les prix d'intervention dérivés et les qualités de références applicables à la récolte 1971,

III - un règlement fixant les primes octroyées aux acheteurs de tabac en feuilles de la récolte 1971 (doc. 84/71) ;

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture pour examen au fond et, pour avis, à la commission des finances et des budgets ;



**Président**

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant les règlements (CEE) n° 816/70 et n° 817/70 en ce qui concerne certaines mesures transitoires (doc. 93/71) ;

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture ;

- les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à :

- plusieurs règlements concernant la fixation des prix pour certains produits agricoles et

- une directive concernant l'octroi d'une aide au revenu à certaines catégories d'exploitants agricoles (doc. 95/71) ;

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture, pour examen au fond et, pour avis, à la commission des finances et des budgets et à la commission des relations économiques extérieures ;

- les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant :

- un règlement relatif à l'aide alimentaire en matière de céréales,

- un règlement modifiant le règlement n° 359/67/CEE portant organisation commune du marché du riz (proposition modifiée),

- un règlement relatif au financement communautaire des dépenses résultant de l'action d'aide alimentaire en faveur des réfugiés bengalis en Inde ainsi que de certains frais d'acheminement et de distribution afférents aux actions en faveur du Rwanda et du programme alimentaire mondial (doc. 99/71) ;

ce document a été renvoyé à la commission des relations économiques extérieures pour examen au fond et, pour avis, à la commission de l'agriculture et à la commission des finances et des budgets ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement relatif à l'octroi d'une aide spéciale à certains tabacs utilisés pour le capage de cigares (doc. 100/71) ;

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture pour examen au fond et, pour avis, à la commission des finances et des budgets.

- b) des commissions parlementaires, les rapports suivants :

- rapport de M. Pierre-Bernard Cousté, rapporteur général, sur le quatrième rapport général de la Commission des Communautés européennes sur l'activité des Communautés en 1970 (doc. 75/71) ;

- rapport de M. Helmut Artzinger, fait au nom de la commission économique, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à :

- I - un règlement habilitant la Commission à arrêter des règlements d'exemption par catégories,

- II - un règlement portant modification de dispositions de l'article 4 du règlement n° 17 du 6 février 1962 (n° 78/71) ;

- rapport de M. Marius van Amelsvoort, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil, relative à une directive concernant la fixation des taux communs du droit d'apport (doc. 79/71) ;

- rapport intérimaire de M. Alfred Califice, fait au nom de la commission économique, sur la suppression des contrôles dans le trafic intracommunautaire de voyageurs (doc. 80/71) ;

- rapport complémentaire de M. Alfred Califice, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur l'activité de la Commission des Communautés européennes dans le domaine du rapprochement des législations des États membres concernant les aliments diététiques (doc. 83/71) ;

- rapport de M. Francis Vals, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant :

- I - un règlement relatif aux vins mousseux, produits dans la Communauté, définis au point 12 de l'annexe II du règlement (CEE) n° 816/70,

- II - un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 817/70 en ce qui concerne les vins mousseux de qualité, produits dans des régions déterminées (doc. 85/71) ;

- rapport de M. Hervé Laudrin, fait au nom de la commission des relations avec les pays africains et malgache, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant :

- I - un règlement relatif aux importations dans la Communauté des produits du secteur de la pêche originaires du Maroc,

**Président**

- II - un règlement relatif aux importations dans la Communauté des produits du secteur de la pêche originaires de Tunisie (doc. 86/71) ;
- rapport de M. Joseph Lucius, fait au nom de la commission juridique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une directive concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux unités de mesure (doc. 87/71) ;
  - rapport de M. Carlo Scarascia Mugnozza, fait au nom de la commission politique, sur la communication faite au Parlement européen par le président en exercice du Conseil, le 10 juin 1971, conformément à la procédure prévue par le rapport du 27 octobre 1970 des ministres des affaires étrangères aux chefs d'État ou de gouvernement des États membres des Communautés européennes (doc. 88/71) ;
  - rapport de M. Alessandro Bermani, fait au nom de la commission juridique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 239/70) relative à une directive concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs complémentaires pour compteurs de liquides autres que l'eau (doc. 89/71) ;
  - rapport de M. Hendrikus Vredeling, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant :
    - un règlement relatif à la fourniture de produits d'œufs au programme alimentaire mondial,
    - un projet de décision concernant l'ouverture des négociations avec le PAM pour la fourniture de produits d'œuf séché entier à certains pays en voie de développement,
    - l'exécution de l'aide alimentaire fournie par la CEE en 1970-1971 sous la forme de céréales et de produits laitiers (doc. 90/71) ;
  - rapport de M. André Rossi, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur les propositions complémentaires de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant la révision et l'unification des règlements financiers :
    - I - proposition de la Commission modifiant sa proposition d'un règlement financier applicable au budget des Communautés européennes plus spécialement le titre VII Crédits de recherches et d'investissement,
    - II - proposition de la Commission sur la nomenclature applicable au « Budget fonctionnel » pour les dépenses de recherches et d'investissement (doc. 81/71),
    - III - proposition de la Commission concernant des dispositions particulières relatives à l'Office des publications officielles des Communautés européennes (annexe visée à l'art. 97 du règlement financier) (doc. 91/71) ;
  - rapport de M. Roger Houdet, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement n° 359/67/CEE portant organisation commune du marché du riz (doc. 92/71) ;
  - rapport de M. Raul Zaccari, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 41/71) relative à un règlement modifiant les règlements n° 120/67/CEE et n° 359/67/CEE portant organisation commune des marchés respectivement dans les secteurs des céréales et du riz (doc. 94/71) ;
  - rapport de M<sup>lle</sup> Astrid Lulling, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à :
    - un règlement fixant, pour le tabac emballé, les prix d'intervention dérivés et les qualités de références applicables à la récolte 1971,
    - un règlement fixant les primes octroyées aux acheteurs de tabac en feuilles de la récolte 1971,
    - un règlement portant modification du règlement (CEE) n° 727/70 en ce qui concerne la fixation des primes pour le tabac brut (doc. 96/71) ;
  - rapport de M. Jean-Eric Bousch, fait au nom de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, sur le rapport de la Commission des Communautés européennes, sur la conjoncture énergétique dans la Communauté — Situation 1970 — perspectives 1971 (doc. 97/71) ;
  - rapport de M. Tiemen Brouwer, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à :

**Président**

- plusieurs règlements concernant la fixation des prix pour certains produits agricoles et
  - une directive concernant l'octroi d'une aide au revenu à certaines catégories d'exploitants agricoles (doc. 98/71) ;
  - rapport de M. Hendrikus Vredeling, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant :
    - un règlement relatif à l'aide alimentaire en matière de céréales,
    - un règlement modifiant le règlement n° 359/67/CEE portant organisation commune du marché du riz (proposition modifiée),
    - un règlement relatif au financement communautaire des dépenses résultant de l'action d'aide alimentaire en faveur des réfugiés bengalis en Inde ainsi que de certains frais d'acheminement et de distribution afférents aux actions en faveur du Rwanda et du programme alimentaire mondial (doc. 101/71) ;
  - rapport de M. Francis Vals, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant les règlements (CEE) n° 816/70 et n° 817/70 en ce qui concerne certaines mesures transitoires (doc. 102/71).
- c) de M. Lautenschlager, au nom du groupe socialiste, une proposition de résolution relative à la sauvegarde des droits fondamentaux des citoyens des États membres dans l'élaboration du droit communautaire (doc. 103/71) ;
- ce document a été renvoyé à la commission juridique.

**4. Décision sur l'urgence**

**M. le Président.** — Je propose au Parlement de décider que les rapports qui n'ont pu être déposés dans les délais prévus par la réglementation du 11 mai 1967 soient discutés selon la procédure d'urgence.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

L'urgence est décidée.

**5. Ordre des travaux**

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la fixation de l'ordre des travaux.

Lors de sa réunion du 21 juin 1971, le bureau élargi avait établi un projet d'ordre du jour qui vous a été distribué.

Compte tenu des nombreuses demandes de modification déposées dans l'intervalle, je vous propose de fixer comme suit l'ordre de nos travaux :

**Cet après-midi :**

- discussion commune des rapports de M. Vredeling sur :
  - la fourniture de produits d'œufs au programme alimentaire mondial,
  - l'aide alimentaire aux réfugiés bengalis ;
- rapport de M. Laudrin sur les importations des produits de la pêche originaire du Maroc et de Tunisie ;
- rapport de M. van Amelsvoort sur la fixation des taux communs du droit d'apport ;
- rapport de M. Armengaud sur les activités non salariées d'agent et de courtier d'assurances ;

**Mardi 6 juillet 1971**

à 10 h 30 et à 15 h :

- rapport et rapport complémentaire de M. Lautenschlager sur les activités non salariées de l'opticien-lunetier ;

Vous vous rappelez que lors de sa période de session d'avril, le Parlement a renvoyé à la commission juridique trois amendements au premier rapport de ladite commission sur ce sujet.

La commission juridique ayant présenté de nouvelles conclusions dans son rapport complémentaire, je voudrais signaler, pour éviter tout malentendu, que ces amendements ne seront plus examinés. Il reviendrait aux auteurs de ces amendements de les introduire une nouvelle fois sous une forme adéquate compte tenu du nouveau texte dont le Parlement est saisi.

- rapport de M. Bousch sur la conjoncture énergétique dans la Communauté ;
- rapport de M. Rossi sur les dispositions particulières et nomenclature budgétaire applicables aux crédits de recherches et d'investissement et sur les dispositions particulières relatives à l'Office des publications officielles ;
- rapport intérimaire de M. Califice sur la suppression des contrôles dans le trafic intracommunautaire de voyageurs ;
- rapport de M. Pianta sur une directive concernant le matériel électrique utilisable en atmosphère explosible ;

**Président**

- rapport de M. Lucius sur une directive concernant les unités de mesure.

*Mercredi 7 juillet 1971*

*9 h et 15 h*

*et éventuellement le soir :*

- exposés de M. Malfatti, président de la Commission des Communautés européennes, et M. Pedini, président en exercice du Conseil, sur les différents accords conclus dans le cadre des négociations sur l'adhésion du **Royaume-Uni** ;
- rapport de M. Cousté sur l'activité des Communautés en 1970 ;
- rapport de M<sup>lle</sup> Lulling sur la situation sociale dans la Communauté en 1970 ;
- rapport de M. Brouwer sur la fixation des prix agricoles et l'octroi d'aides à certaines catégories d'exploitants agricoles.

*Jeudi 8 juillet 1971*

*à 15 h :*

- question orale n° 5/71 avec débat : Retard dans la réalisation de la politique commune des transports ;
- question orale n° 7/71 avec débat sur la sécurité routière dans la Communauté ;
- rapport de M. Scarascia Mugnozza sur l'application de la procédure prévue dans le rapport des ministres des affaires étrangères aux chefs d'État ou de gouvernement.

*Vendredi 9 juillet 1971*

*à 9 h :*

- rapport de M. Artzinger sur l'exemption par catégories et l'article 4 du règlement n° 17/62 ;
- rapport de M. Zaccari sur l'organisation commune des marchés des céréales et du riz ;
- rapport de M. Houdet sur l'organisation commune du marché du riz ;
- rapport de M. Vals sur les vins mousseux de qualité ;  
la commission a demandé que ce rapport soit examiné selon la procédure sans débat ;
- rapport de M. Vals sur certaines mesures transitoires relatives au marché du vin ;
- rapport de M<sup>lle</sup> Lulling concernant le secteur du tabac ;
- rapport complémentaire de M. Califice sur les aliments diététiques.

Il n'y a pas d'opposition ?

La parole est à M. Terrenoire.

**M. Terrenoire.** — Monsieur le Président, je voudrais d'abord élever, au nom de l'Union démocratique européenne, une protestation, en espérant qu'elle sera mieux entendue que nombre de protestations antérieures qui portaient sur le même sujet : le bouleversement de l'ordre du jour de notre session après qu'il a été fixé par le bureau.

Certes, Monsieur le Président, il ne vous a pas échappé que le mercredi 7 juillet va être une journée excessivement chargée, à la suite de l'introduction dans le programme de ce jour des exposés du président en exercice du Conseil et du président de la Commission des Communautés européennes.

Laissez-moi d'abord vous dire que nous nous demandons comment il est possible que des exposés aussi importants et dont nous attendons évidemment tous le contenu avec intérêt, n'aient pas été prévus préalablement à la réunion du bureau. Mon Dieu ! l'accord qui a été conclu à Luxembourg et qui laisse présager l'adhésion à notre Communauté de quatre pays nouveaux, méritait d'être exposé à cette Assemblée, mais l'on savait, au moment où notre bureau s'est réuni, que cet événement avait eu lieu et pouvait, dès lors, susciter ces interventions.

Nous nous trouvons à présent devant une journée extraordinaire, à l'ordre du jour de laquelle figurent la présentation du rapport général sur l'activité des Communautés, ce qui est un élément essentiel de notre activité annuelle, un rapport non moins important de M<sup>lle</sup> Lulling sur les réalisations sociales de la Communauté en 1970, et, enfin, le grand débat sur les prix agricoles, qui, comme toutes les fois précédentes, ne manquera pas de prendre beaucoup de temps et de susciter beaucoup d'interventions.

Il ne me paraît vraiment pas raisonnable, Monsieur le Président, d'avoir ainsi introduit, je ne dirais pas subrepticement, mais inopportunistement, sans que le bureau ait été consulté et, ce qui n'arrange rien, avec l'avis seulement de deux groupes sur quatre, ces deux interventions supplémentaires.

Pour que ma protestation ne soit pas purement verbale, je voudrais vous présenter une suggestion. A côté de la journée de mercredi, celle de jeudi paraît beaucoup moins chargée. Tout en étant toutes intéressantes, les interventions prévues pour ce jour ne me semblent pas, sauf peut-être celle du président de la commission politique, d'une importance comparable à celle des interventions de la veille. Ne serait-il pas possible dans ces conditions de décharger partiellement le mercredi sur le jeudi ?

Quoi qu'il en soit et quelles que soient les décisions que vous prendrez, Monsieur le Président, je vous supplie une fois de plus, ainsi que le bureau — et

**Terrenoire**

j'espère que cela ne sera pas en vain — de faire en sorte que notre ordre du jour ne soit pas chaque fois bouleversé au point de remettre en cause nombre de dispositions que les groupes peuvent avoir prises. C'est d'ailleurs le cas de notre groupe, qui puisque, mercredi, la séance commencera à 9 heures, devra supprimer une réunion importante qu'il devait tenir ce jour-là à 9 h 30.

Telles sont, Monsieur le Président, les quelques observations que je voulais vous présenter sur notre ordre du jour, avec l'espoir, un peu timide, je l'avoue, qu'elles seront entendues.

**M. le Président.** — Nous accordons bien entendu à vos déclarations toute l'attention voulue et le Bureau s'efforce de ne modifier l'ordre du jour que le moins possible. Je voudrais cependant faire les remarques suivantes au sujet de l'unique modification qui est proposée :

Lorsque le Bureau a établi l'ordre du jour, les négociations avec la Grande-Bretagne n'avaient pas encore abouti. Le Bureau ne pouvait donc pas, en l'occurrence, donner suite au vœu légitime, tant de la Commission que du Conseil, que soient prévues une discussion ou des déclarations.

Je voudrais ajouter qu'afin de pouvoir discuter le point qui a été ajouté à l'ordre du jour, nous avons proposé d'aborder dès 9 heures et non pas seulement à 10 h 30, la discussion des points prévus à l'ordre du jour de mercredi. Comme nous ne savions pas si les négociations avec la Grande-Bretagne se termineraient d'une façon positive, nous n'avons pas pu mettre ce point à l'ordre du jour, mais nous avons décidé ensuite, lorsque nous l'y avons inscrit, de commencer la séance une heure et demie plus tôt ; en tout cas, c'est ce que nous proposons. Vous dites que nous devrions remettre au jeudi certains des points prévus pour le mercredi, Monsieur Terrenoire, mais il se fait que le jeudi matin, nous devons avoir une table ronde avec les Anglais. Il est prévu, en outre, une réunion du Comité des présidents, et une réunion du Bureau. L'après-midi, à 15 heures, le ministre italien des transports doit répondre aux deux questions orales. M. Pedini n'est libre que le mercredi pour le rapport de M. Cousté et aussi, bien entendu, pour la déclaration de M. Malfatti, si bien que je ne vois pas, pour l'instant, ce que nous pourrions reporter.

Vous ne nous avez d'ailleurs pas dit quel point de l'ordre du jour du mercredi vous proposez de reporter au jeudi. Personnellement, je ne vois pour l'instant que la possibilité suivante : si nous commençons à 9 heures, du fait que M. Malfatti et M. Pedini ne parleront chacun que 10 minutes et les porte-parole des groupes, 5 minutes, la discussion du premier point de l'ordre du jour sera terminée à 9 h 45. Pour peu que nous limitions le temps de parole, les rapports Cousté et Lulling pourront être discutés entre 9 h 45

et 13 heures. Le Bureau avait décidé de commencer à 15 heures l'examen de l'importante question des prix des différents produits agricoles. La discussion de ces points de l'ordre du jour se prolongera donc jusque tard dans la nuit.

Je crois qu'il n'est pas possible de reporter du mercredi au jeudi la discussion du rapport sur les prix de différents produits agricoles. C'est ce rapport qui prendra sans doute le plus de temps et il ne peut donc pas être reporté au jeudi. Je ne vois donc, pour l'instant, aucune possibilité, Monsieur Terrenoire, de donner suite à votre demande, que je comprends très bien, et de reporter quelque point que ce soit du mercredi au jeudi.

Le projet d'ordre du jour a été soumis aux quatre groupes politiques et donc à vous-même. Les trois autres groupes se sont déclarés d'accord ; vous ne l'étiez pas entièrement et vous venez de formuler vos objections.

Les autres groupes ou M. Terrenoire veulent-ils reprendre la parole sur ce point ?

**M. Terrenoire.** — Je préciserai seulement, Monsieur le Président, que deux groupes seulement sur quatre ont pu être consultés et ont donc été prévenus du bouleversement de l'ordre du jour.

Si j'ai commis une petite erreur en disant que l'accord de Luxembourg était déjà conclu au moment où fut arrêté l'ordre du jour des travaux de la présente session, je dirai qu'étant donné l'importance extrême de ces négociations, notre Assemblée aurait de toute manière mérité d'être informée. On pouvait, par conséquent, considérer comme prévisibles les interventions du président en exercice du Conseil de ministres et du président de la Commission des Communautés européennes.

Je vous demande donc simplement de prendre acte de ma protestation. Je me rends compte qu'une fois de plus la session est tellement chargée qu'il est difficile de déplacer d'un jour sur l'autre les travaux prévus. Mais c'est précisément une raison de plus pour que, dans toute la mesure du possible, notre ordre du jour soit fixé une fois pour toutes.

**M. le Président.** — Monsieur Terrenoire, je partage entièrement votre opinion. Il convient effectivement d'éviter dans toute la mesure du possible de modifier le projet d'ordre du jour une fois qu'il a été arrêté. Dans ces conditions, je considère clos cet incident.

La parole est à M. Vredeling.

**M. Vredeling.** — (N) Monsieur le Président, ne conviendrait-il pas d'examiner simultanément la proposition relative à l'aide alimentaire en poudre d'œufs et la proposition, qui vient d'être présentée, sur l'aide

**Vredeling**

alimentaire aux réfugiés bengalis ? Cela ne pourrait que nous faire gagner du temps.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'ensemble du projet d'ordre du jour compte tenu de la proposition que vient de présenter M. Vredeling.

Le projet d'ordre du jour est adopté.

### 6. *Limitation du temps de parole*

**M. le Président.** — Lors de sa réunion du 21 juin 1971, le bureau élargi avait décidé de limiter le temps de parole pour la majorité des rapports.

Vous venez d'entendre que quelques points viennent encore d'être ajoutés à l'ordre du jour. Je vous propose donc de limiter comme suit le temps de parole pour tous les rapports inscrits :

- 15 minutes pour le rapporteur et pour les orateurs mandatés par les groupes politiques, étant entendu qu'il n'y aura qu'un seul orateur par groupe ;
- 10 minutes pour les autres orateurs ;
- 5 minutes pour les orateurs qui interviendront sur un amendement.

Il n'y a pas d'opposition ?

Il en est ainsi décidé.

### 7. *Règlement et décision relatifs à la fourniture de produits d'œufs au programme alimentaire mondial — Exécution de l'aide alimentaire de la CEE en 1970-1971 — Aide alimentaire aux réfugiés bengalis*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion commune du rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission des relations extérieures, sur :

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement relatif à la fourniture de produits d'œufs au programme alimentaire mondial ;
  - le projet de décision concernant l'ouverture des négociations avec le PAM pour la fourniture de produits d'œuf séché entier à certains pays en voie de développement
- et sur
- l'exécution de l'aide alimentaire fournie par la CEE, en 1970-1971, sous forme de céréales et de produits laitiers (doc. 90/71),

et du rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures,

sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant :

- un règlement relatif à l'aide alimentaire en matière de céréales,
- un règlement modifiant le règlement n° 359/67/CEE portant organisation commune du marché du riz (proposition modifiée),
- un règlement relatif au financement communautaire des dépenses résultant de l'action d'aide alimentaire en faveur des réfugiés bengalis en Inde ainsi que de certains frais d'acheminement et de distribution afférents aux actions en faveur du Rwanda et du programme alimentaire mondial (doc. 101/71).

La parole est à M. Vredeling qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Vredeling, rapporteur.** — (N) Monsieur le Président, est en même temps à l'ordre du jour, si j'ai bien compris, l'autre proposition de la Commission.

Sur cette proposition de la Commission des Communautés européennes d'inclure la fourniture de poudre d'œufs dans l'aide alimentaire, je dois vous dire que les sentiments des membres de la commission des relations économiques extérieures, qui l'a soumise à un examen assez approfondi, étaient très partagés.

Nous savons tous que l'approvisionnement en protéines est, au niveau mondial, l'un des problèmes les plus importants, notamment dans les pays en voie de développement, pour les personnes à revenus faibles et surtout pour les familles nombreuses. C'est un problème dont bien peu peuvent se représenter exactement l'ampleur.

Le quart de la population totale des pays en voie de développement est composé d'enfants de moins de huit ans. Environ 30 % de ceux-ci meurent avant d'avoir atteint leur cinquième année.

Le taux de mortalité élevé des pays en voie de développement s'explique pour 80 % par le décès d'enfants de moins de cinq ans.

Cette situation effroyable, qui, à mon avis, devrait inciter à la réflexion tous les habitants des pays industrialisés, résulte, en grande partie, du manque énormes de protéines, surtout de protéines d'origine animale, dont souffrent les mères de ces enfants.

C'est dire l'intérêt qu'il y a lieu d'accorder à l'équilibre mondial des protéines. Nous devrions rechercher un remède à cette situation atroce.

Récemment encore, le Conseil économique et social des Nations unies a chargé plusieurs experts d'établir un rapport. Ces experts étaient dirigés par M. Borlaug, directeur du programme d'amélioration du froment et du programme international d'amélio-

**Vredeling**

ration du maïs au Mexique, pays qui a gagné ses éperons dans l'amélioration des variétés de céréales. Concis et clair, le rapport montre nettement l'ampleur du problème. Lorsque, en tant que rapporteur de la commission des relations économiques extérieures, je lus ce rapport, je constatai qu'assez curieusement aucun paragraphe ne suggérait, comme solution à la pénurie de protéines dans le monde, l'aide alimentaire aux pays en voie de développement. En revanche, une série de renseignements intéressants y sont fournis sur l'amélioration des variétés de céréales en vue de l'accroissement de leur teneur en protéines.

Les sortes de protéines dont nous avons besoin ne se rencontrent guère dans les variétés actuelles. Il est possible d'en augmenter la teneur dans de très fortes proportions. L'on peut la doubler, voire la tripler, de sorte qu'il serait possible de combler le manque de protéines au moyen de céréales et de légumes secs. Je le signale, parce que, selon moi, ce point mérite la priorité absolue. La révolution verte ne sera pas davantage résolue par l'octroi d'une aide alimentaire aux pays en voie de développement par les pays industrialisés. Elle le sera sur place, par l'introduction de variétés très productives et adaptées aux conditions des pays en voie de développement. Je pense qu'il faut s'orienter dans la même voie pour l'approvisionnement en protéines. Au niveau mondial, celui-ci est fourni pour 50 % par des céréales et pour 12 % par des légumes secs et des noix. Le lait ne satisfait que 10 % des besoins de protéines ; les œufs, dont il est question ici, que 2 %. Je vous donne ces indications pour vous montrer l'importance relative des divers éléments du problème.

Nous ne voyons, en principe, aucun inconvénient à ce que ces 500 tonnes de produits d'œufs soient mis à la disposition du programme alimentaire mondial. Nous devons cependant bien nous dire que cette décision n'est pas inspirée par la pénurie de protéines dont souffrent les pays en voie de développement, mais par la circonstance de la situation particulièrement défavorable qui règne sur le marché des œufs de la Communauté. Devant le niveau bas des prix pratiqués, l'on a décidé de retirer du marché un certain nombre d'œufs. On ne les détruit cependant pas, mais on les met à la disposition des pays en voie de développement, pour remédier à la pénurie de protéines.

En soi, cette mesure se défend, mais, je le répète, nous devons bien nous rendre compte qu'elle est inspirée, non par le manque de protéines dans les pays en voie de développement, mais par la situation qui règne sur le marché des œufs dans la Communauté. La valeur nutritive des protéines contenues dans les œufs est absolument égale à celle des protéines du lait, mais leur extraction revient trois fois plus cher.

Il est donc clair que, si l'on a le choix, il est bien préférable de mettre à la disposition des pays en

voie de développement des protéines sous forme de poudre de lait que sous forme de poudre d'œufs. Et il vaut mieux encore, comme je l'ai déjà dit, s'efforcer d'accroître la production de protéines en améliorant les céréales et les légumes secs.

Il est question ici de quantités relativement réduites. Ce règlement concerne la fourniture de 500 tonnes de produits d'œufs, représentant une dépense de 2 millions u.c. Il va de soi que nous ne pouvons, dans le cadre de la discussion de ce règlement, examiner dans le détail toute la situation du programme alimentaire mondial. Nous aurons sans doute l'occasion d'y revenir. Les remarques critiques que je viens d'exprimer ont toutefois également été faites à la commission des relations économiques extérieures. On y estime qu'il serait préférable de fournir les protéines d'une autre façon. Étant donné, cependant, la situation difficile du marché des œufs, la commission ne s'opposera pas à la présente proposition.

Puisque l'aide alimentaire fournie par la Communauté était à l'ordre du jour, la commission des relations économiques extérieures a profité de l'occasion pour faire un certain nombre de remarques, toutes plus ou moins critiques, sur l'aide alimentaire en céréales et en poudre de lait. Il apparaît que le volume de l'aide alimentaire en céréales est encore, en grande partie, fixé par les États membres. L'on peut, certes, parler d'une part communautaire — au cours des trois dernières années, celle-ci est passée de 30 à 34 % —, mais c'est encore sur une base nationale que sont fournis les deux tiers de l'aide totale. Ce n'est pas ainsi qu'il faut concevoir le programme d'une aide fournie par la Communauté. Nous en avons déjà parlé. Nous voudrions demander à la Commission de présenter, à l'occasion de la nouvelle convention sur l'aide alimentaire (celle-ci doit encore être examinée dans le détail par notre Parlement), des propositions allant beaucoup plus loin. Il faut tendre à une aide alimentaire communautaire. A cet égard, une partie plus importante que ce ne fut le cas jusqu'ici doit être fournie par l'intermédiaire du programme alimentaire mondial : cet organisme a beaucoup plus d'expérience que la Communauté dans ce domaine et, de plus, opère d'une façon multilatérale qui a toutes nos sympathies.

J'en arrive maintenant à la résolution que nous avons adoptée lors de la session précédente. Il se présente en ce moment, une situation d'urgence : celle des habitants du Pakistan oriental qui se réfugient en Inde et au Bengale occidental. Cette résolution, dont l'adoption est due à l'initiative de plusieurs d'entre nous, a pour but d'exhorter la Commission et le Conseil à accélérer la fourniture d'aliments et de médicaments aux réfugiés. Nous nous trouvons maintenant en présence d'une proposition qui n'a été présentée que la semaine dernière. Seule, la commission de l'agriculture a pu se réunir pour en discuter ; la commission des relations économiques extérieures n'a pas pu le faire. J'ai été habilité, en ma qualité

**Vredeling**

de rapporteur, à faire adopter cette proposition le plus rapidement possible par la Commission. Nous avons néanmoins une petite critique à exprimer. Les délibérations sur la proposition de règlement concernant la fourniture de produits d'œufs au programme alimentaire mondial ont fait apparaître que la Communauté ne pouvait, en cas d'urgence, réagir au pied levé, mais devait suivre une procédure pesante : la Commission doit faire une proposition, des experts officiels doivent étudier la question, et, dans certains cas, le Parlement a, pour des raisons de forme, son mot à dire : ce n'est qu'alors que le Conseil peut prendre une décision. En ce qui concerne l'aide aux réfugiés pakistanais, le Parlement doit être consulté. Je souligne une nouvelle fois qu'à la session précédente nous avons insisté pour que l'action fût rapide. Il se peut que, dans la hâte, notre suggestion n'ait pas été bien entendue. La commission des relations économiques extérieures avait voulu suggérer à la commission des finances et des budgets d'inscrire un poste pour mémoire affecté à des aides d'urgence. Il faut passer par-dessus toutes les institutions bureaucratiques (en l'espèce, j'y inclus le Parlement), de façon que la Communauté puisse réagir de façon appropriée et sur le champ, en cas de catastrophe, au lieu de devoir, comme à présent, suivre une procédure extrêmement lourde. Je citerai un autre exemple. La Commission peut aussi profiter de l'occasion pour agir aussi en faveur du Rwanda. Pour des raisons de forme, il a fallu, ici aussi, passer par tous les stades, et cela uniquement parce que ce pays ne touchant pas à la mer et ne possédant pas de ports, une autorisation spéciale est nécessaire pour que la Communauté puisse intervenir dans les frais de transport de la côte africaine au Rwanda. Dans n'importe quelle situation nationale, toute administration est autorisée à agir de la sorte ; les décomptes budgétaires viennent ensuite. La situation européenne exige des procédures très lourdes. Nous insistons auprès de la commission des finances et des budgets, qui a, dans ce domaine, une responsabilité plus grande, pour que des procédures soient mises au point qui permettent à notre Communauté d'agir et de réagir sur le champ dans ce domaine, tout comme le peuvent faire le gouvernement des États-Unis ou celui d'un quelconque de nos États membres. Je profite de l'occasion pour insister une nouvelle fois sur ce point.

Je signalerai, d'autre part, que l'octroi aux Bengalis d'une aide alimentaire sous forme de céréales et de riz anticipe, en fait, sur la deuxième convention sur l'aide alimentaire, qui est liée à l'accord international sur le blé. La commission s'est demandé pourquoi l'on ne pourrait pas accorder une aide sur la base des obligations courantes de ce traité, ce qui permettrait d'éviter toutes les procédures formelles, telles que l'approbation du traité, la présentation de propositions, etc. A la lecture des documents, il m'est apparu que la Commission proposait (le Conseil a déjà pris une décision à cet égard, je l'ai lue dans

les communications à la presse du secrétariat général du Conseil) que, dans le cadre du traité d'aide alimentaire et de son schéma d'exécution pour 1970 et 1971, une décision fût prise concernant la conclusion d'un accord entre la CEE et le Comité international de la Croix-Rouge, relatif à la fourniture de 7 000 t de céréales brutes aux populations en détresse. J'ai l'impression qu'il s'agit des mêmes 7 000 t que celles qui ont été livrées au Pakistan oriental et à l'Inde pour soulager la détresse des réfugiés dans ces régions. Cela signifie que l'on a dû emprunter à la Croix-Rouge sur l'ancien programme alimentaire ; celui-ci devra être complété et les quantités devront être restituées à la Croix-Rouge au cours de la prochaine année d'aide alimentaire, 1971-1972, laquelle tombe sous la nouvelle convention sur l'aide alimentaire.

Des renseignements dont nous avons pu disposer, il ressort que les quantités de céréales livrées sous l'ancienne convention sont loin d'être épuisées. Il n'a été livré, dans le cadre du programme d'aide alimentaire de 1970-1971, qu'environ 50 % des céréales. Il en reste donc la moitié. Celle-ci permettrait d'amortir complètement la situation au Pakistan. Toutefois, on ne la livre pas, en arguant du fait qu'elle a été promise à d'autres. Il me semble néanmoins possible, étant donné l'urgence de la situation, de dire aux autres pays (comme on l'a fait avec la Croix-Rouge) que nos engagements restent valables, qu'ils seront honorés dans le cadre de la nouvelle convention d'aide alimentaire, mais qu'en ce moment, la situation de détresse du Pakistan étant prioritaire, nous fournissons, sans inutiles complications de procédure, les céréales dont nous pouvons disposer. Nous regrettons que les choses ne se soient pas passées de la sorte, mais nous n'en faisons pas un drame. Si vous et la commission des relations économiques extérieures le jugez opportun et si la Commission européenne est disposée à nous appuyer, nous proposons qu'à l'occasion du débat que nous devons encore organiser sur la deuxième convention sur l'aide alimentaire en matière de céréales (laquelle n'a encore été que paraphée et non ratifiée par les États membres), nous tenions un débat plus fondamental sur la manière dont notre Communauté fournit l'aide alimentaire, sur le problème de la pénurie alimentaire dans le monde ainsi que sur les contributions que peut fournir la Communauté.

Car j'ai personnellement la très nette impression, Monsieur le Président, et ce sera ma conclusion, que nous ne sommes pas sur la bonne voie dans la manière dont nous luttons contre la famine. J'ai déjà souligné que la priorité avait été donnée, ces dernières années, au soulagement des besoins alimentaires. La découverte et la diffusion de variétés nouvelles, qui ont permis au Pakistan de se pourvoir en céréales et à l'Inde de progresser vers cet autoapprovisionnement, ont été dans la lutte contre la famine une contribution plus importante que toutes



**Vredeling**

les fournitures qui ont pu être faites par les États-Unis, l'Union soviétique ou l'Europe. Je suis convaincu que le même raisonnement vaut pour l'approvisionnement en protéines.

Si nous donnions des fonds aux experts pour la propagation des variétés de maïs qui sont, en principe, déjà découvertes, pour la diffusion des connaissances acquises dans ce domaine, pour la propagation des céréales à teneur en protéines très élevée et des croisements prometteurs entre le froment et le seigle ainsi que de la variété d'orge, découverte en Abyssinie, dont la teneur en lysine est double, si nous pouvions suivre, en cela, l'exemple du Mexique, nous apporterions, selon moi, une contribution très importante à la lutte contre la famine. L'argent serait alors mieux employé qu'il ne l'est actuellement, tant par les États-Unis que par l'Europe, qui font cadeau aux pays en voie de développement de leurs propres excédents. Cette méthode est moins efficace que celle que j'ai indiquée et sur laquelle les experts des Nations unies ont déjà attiré l'attention.

Ce dernier point, Monsieur le Président, sort quelque peu du sujet, mais je tenais à en parler, en raison de l'énormité des problèmes que recouvrent ces pénuries alimentaires.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Pour éviter tout malentendu, je précise que nous allons examiner conjointement les deux rapports de M. Vredeling.

La parole est à M. Spénale, rédacteur de l'avis de la commission des finances et des budgets.

**M. Spénale, rapporteur pour avis.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, la commission des finances et des budgets a apprécié l'esprit qui anime la Commission dans la présentation de ces dossiers d'aide alimentaire et elle s'y est déclarée favorable en principe.

Au point de vue budgétaire, le problème se pose de la façon suivante : au budget de la Commission, titre spécial C, étaient inscrits 20 millions u.c. ; il apparaît que ces 20 millions u.c. ne seront pas utilisés cette année, dans le cadre des fournitures de la convention d'aide alimentaire, et que l'on peut couvrir sur ces 20 millions u.c. la fourniture de 500 tonnes de poudre d'œufs.

Il en résulte une première modification du budget : au titre spécial C, au lieu de 20 millions u.c. il faut lire : convention d'aide alimentaire : 18 millions ; fourniture de poudre d'œufs : 2 millions u.c.

Par contre, en ce qui concerne l'aide aux réfugiés bengalis dont le montant prévu est de 6 914 000 u.c., les moyens budgétaires n'existent pas au budget de l'exercice 1971. La Commission des Communautés a, par conséquent, présenté un projet de budget sup-

plémentaire n° 2 avec une inscription de 6 914 000 u.c., à la section III, titre spécial C, aide alimentaire.

La couverture de ces 6 914 000 u.c. est assurée par des contributions financières des États membres dans les conditions suivantes : Belgique : 567 974 u.c. ; Allemagne : 2 190 369 u.c. ; France : 1 939 654 u.c. ; Italie : 1 493 590 u.c. ; Luxembourg : 13 946 u.c. ; Pays-Bas : 708 567 u.c.

La commission des finances propose au Parlement d'approuver ce budget supplémentaire n° 2. Je voudrais seulement ajouter que je souscris sans réserve aux propos de mon collègue et ami M. Vredeling, qui estime que l'action de la Communauté dans ce domaine mériterait d'être mieux articulée et mieux dotée. Il a demandé à la commission des finances de faire un effort pour trouver de meilleures procédures et pour que nos interventions dans ce domaine puissent être plus rapides.

Je désire donner ici l'assurance que la commission des finances s'en préoccupera et me tourne vers la Commission des Communautés pour lui dire que, d'ores et déjà, elle devra prévoir, au budget de 1972, au titre spécial C, des propositions sensiblement supérieures à celles du budget de 1971. En effet, ces prévisions budgétaires se sont révélées insuffisantes, d'une part, et, d'autre part, une partie des dépenses du programme alimentaire prévu en 1971, devra être soldée sur le budget de 1972. Si la Communauté ne veut pas connaître, l'année prochaine, une gêne considérable dans un domaine où il est important qu'elle témoigne sa solidarité à l'égard des pays du tiers monde et des pays frappés par diverses calamités, il est indispensable que la Commission inscrive au budget une somme plus importante qu'en 1971 ; d'ores et déjà nous l'en remercions.

**M. le Président.** — La parole est à M. Westerterp, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Westerterp.** — (N) Monsieur le Président, le groupe démocrate-chrétien approuvera la proposition de la Commission européenne faisant l'objet du premier rapport de M. Vredeling sur la fourniture de poudre d'œufs à un certain nombre de pays en voie de développement, par l'intermédiaire du programme alimentaire mondial. Je voudrais toutefois, au nom de mon groupe, y mettre deux conditions. J'aimerais que le représentant de la Commission européenne puisse donner des assurances au Parlement à ce sujet.

La première condition, c'est que l'excédent communautaire occasionnel de poudre d'œufs ne soit pas la raison pour laquelle nous en fournissons par l'intermédiaire du programme alimentaire mondial. Bien entendu, ce n'est pas parce qu'il existe un excédent de poudre d'œufs que la Communauté doit s'abstenir d'en livrer au titre de l'aide alimentaire. Mais nous estimons que ce serait trop facile de ne fournir comme

**Westerterp**

aide alimentaire que des produits excédentaires. Nous souhaitons qu'il soit donné à cette aide un caractère plus structurel. Nous espérons que la Commission européenne ne manquera pas de faire écho à ces préoccupations.

La seconde condition, c'est que les ressources nécessaires, qui se chiffrent par deux millions u.c. et qui doivent être prélevées, en 1971, sur les crédits communautaires prévus pour les fournitures de céréales ne viennent pas en déduction des sommes qui doivent être affectées aux fournitures de céréales. Il faudra donc prévoir au budget de 1972, un poste supplémentaire équivalant à ce montant. Dans son exposé des motifs, la Commission européenne déclare qu'elle n'a pas présenté de budget supplémentaire parce que le budget de 1971 permettra de financer la fourniture de ces produits d'œufs par imputation des dépenses sur les crédits prévus pour 1971 pour les livraisons de céréales. Nous tenons absolument à ce que les pays en voie de développement n'aient pas à souffrir d'un ralentissement de l'exécution par la Communauté du programme d'aide alimentaire.

La Communauté sera peut-être bientôt élargie et il se pourrait que notre façon de considérer les choses s'en trouve modifiée. Je ne puis, en tout cas, qu'admirer la célérité dont le Conseil a su faire preuve en présentant au Parlement européen dans le courant du mois de juin une proposition qui lui avait été adressée par la Commission européenne le 29 avril, en priant ce même Parlement, dans la lettre à son Président, de donner son avis — cela mérite d'être noté — dans le plus bref délai ! J'espère que le Conseil se gardera de récidiver !

En second lieu, je voudrais dire quelques mots de l'aide alimentaire aux réfugiés bengalis qui se trouvent actuellement en Inde. Notre Parlement européen ne peut, lui non plus, qu'assister, impuissant, au drame qui se joue et dont les victimes sont les millions de Pakistanais qui sont venus chercher refuge en Inde. Je crois que la Communauté européenne ne ferait que preuve de solidarité humaine en accordant à bref délai une aide effective à ces sinistrés. Il s'agit, en l'occurrence, d'un conflit pour ainsi dire sans issue.

La Commission européenne n'est pas en mesure, actuellement, de manifester autrement sa solidarité avec les réfugiés victimes de ce conflit. Qu'elle accorde donc cette aide à bref délai. Notre groupe s'associe au rapporteur pour souhaiter que l'aide alimentaire aux réfugiés bengalis, d'un montant de près de sept millions de dollars, puisse être fournie au plus tôt. C'est possible pour autant que le Conseil fasse vraiment preuve de célérité et décide dans le plus bref délai d'octroyer cette aide alimentaire.

En conclusion, notre groupe approuve les différentes propositions qui ont été soumises au Parlement européen.

**M. le Président.** — La parole est à M. Lange, au nom du groupe socialiste.

**M. Lange.** — (A) Monsieur le Président, mes chers collègues, il n'y a certainement personne, dans cette Assemblée, qui soit opposé à l'aide alimentaire aux populations du monde qui souffrent de la faim et surtout, de la pénurie de protéines. Il n'y a certainement personne non plus qui ne souhaite voir apporter une aide aussi rapide que possible aux réfugiés du Pakistan oriental. Il convient qu'en l'occurrence, la Communauté et les Européens groupés au sein de la Communauté s'inspirent de considérations humanitaires. Il serait absolument intolérable que d'autres considérations, comme celles dont il est question aux paragraphes 3 et 4 de la résolution, jouent ou continuent de jouer un rôle dans ce domaine.

Nous devons tenter — et j'espère que sur ce point, nous sommes tous d'accord au sein de cette Assemblée — de définir une conception de l'aide alimentaire qui exclue, pour les Européens et la Communauté européenne, tout mobile égoïste.

Les Européens en ont le devoir, ne serait-ce que pour des raisons historiques. Nous ne pouvons pas parler ici, à chaque occasion, de notre solidarité avec les pays en voie de développement et d'autre part, admettre que jouent des mobiles qui n'ont absolument rien à y voir. Aussi demandons-nous instamment que l'aide qu'appelle la misère des réfugiés du Pakistan oriental soit aussi efficace et aussi peu bureaucratique et formaliste que possible, faute de quoi notre aide sera vaine, faute de quoi ce ne sera pas seulement la misère, mais aussi la bureaucratie, qui tuera. Nul d'entre nous, n'est-il pas vrai, ne veut en arriver là. C'est pourquoi le groupe socialiste appuiera tout ce qui est de nature à rendre effective dans le plus bref délai, sans aucun souci de formalisme, cette aide si urgente.

C'est dans cet esprit que le groupe socialiste votera les deux propositions de résolution. Il importe toutefois que tant la Commission que le Conseil nous donnent désormais la garantie que les mobiles qui, aujourd'hui, restent déterminants et qui ne procèdent que des nécessités du marché interne, cesseront de jouer un rôle en l'espèce, et que seules des considérations d'ordre humanitaire inspireront à l'avenir les mesures d'aide alimentaire.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Bousquet, au nom du groupe de l'UDE.

**M. Bousquet.** — Monsieur le Président, je tiens à joindre ma voix à celles des orateurs qui m'ont précédé, d'abord pour remercier M. Vredeling de son excellent rapport et de son exposé oral, et ensuite pour ajouter quelques considérations à celles qui

**Bousquet**

ont été développées par les représentants des groupes démocrate-chrétien et socialiste.

Il est incontestable que nous sommes tous choqués — nous en avons longuement débattu en commission des relations économiques extérieures — par le fait que nous avons eu l'air de considérer que nous donnions des produits d'œufs dans le cadre de l'aide alimentaire parce que nous avions trop de ces produits dans la Communauté.

C'est une situation choquante, qui ne doit absolument pas se renouveler. Beaucoup d'entre nous se sont d'ailleurs abstenus en commission des relations économiques extérieures, lors du vote, en attendant les explications de la Commission sur un point qui nous a beaucoup inquiétés. Je suis persuadé qu'à l'avenir la Communauté voudra honorer son rang et l'importance qu'elle a dans le monde, en justifiant, par une aide humanitaire aussi énergique, aussi profonde et aussi large que possible, le souci qu'elle a des populations déshéritées.

Par ailleurs, cette aide que nous accordons en 1970-1971 aux populations déshéritées ne doit pas l'être en une seule fois et pour une seule année. Il faut qu'elle soit renouvelée. Tel a été le sentiment du rapporteur et des membres de la commission. Nous avons donc introduit un amendement dans le texte de la résolution que nous allons examiner tout à l'heure prévoyant le renouvellement constant de cette mesure. Cela n'apparaît peut-être pas d'une façon aussi nette dans le texte de cet amendement, mais tel est vraiment notre désir.

J'ajoute, comme l'a d'ailleurs dit tout à l'heure M. Lange, que le geste que nous faisons sur le plan des produits d'œufs, ne doit pas avoir une incidence défavorable sur celui des céréales. Au contraire, nous constatons que les céréales sont fournies en quantité insuffisante par la Communauté. Si les États font à peu près leur devoir en la matière, je suis frappé de constater que sur le plan de la Communauté la participation est extrêmement faible. Il faudrait donc — et les États comme la Communauté s'en sont préoccupés — que sa participation augmente dans les années qui viennent de 50 % d'abord, puis de 75 %, pour être finalement doublée. C'est le sens de la résolution qui a été approuvée en commission et qui, je pense, sera votée par tout le Parlement.

De même, en ce qui concerne la poudre d'œufs, nous devons augmenter largement la contribution communautaire.

Nous avons une œuvre indispensable à accomplir et nous ne devons pas être jugés sévèrement par les pays du tiers monde. Au contraire, il faut que la Communauté européenne, qui sera élargie, dans les années qui viennent, à dix nations, fasse preuve de générosité, sache s'élever au-dessus d'elle-même et venir en aide à tous ceux qui souffrent.

**M. le Président.** — La parole est à M. Haferkamp.

**M. Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je suis extrêmement reconnaissant aux commissions et à cette Haute Assemblée d'avoir si rapidement défini leur point de vue sur les propositions de la Commission, en insistant sur l'importance de la question. Le débat d'aujourd'hui, les discussions qui ont eu lieu en commission et les rapports ne portent pas seulement sur les propositions et les mesures pratiques qu'elles impliquent, mais aussi — et je m'en félicite tout particulièrement — sur certains problèmes fondamentaux que soulèvent les propositions.

Je voudrais tout d'abord reprendre, pour la Commission, une idée du rapporteur. Nous aussi, nous estimons qu'il est indispensable que l'on discute dans le plus bref délai possible, au sein de cette Haute Assemblée, des principes de l'aide alimentaire, de façon que nous nous disions systématiquement ce que nous pensons des différents problèmes qui se posent dans ce domaine si important et si vaste, et que nous puissions discuter des solutions possibles. La Commission estime, elle aussi, que lorsque la Communauté accorde son aide, elle doit le faire avec célérité et efficacité. Cela implique évidemment que nous tirions de l'expérience que nous avons des procédures de proposition et de décision, des modalités, des procédures de proposition et de décision, des modalités d'application, des justifications juridiques, du financement, etc. et des conclusions qui nous permettent à tous d'accorder à l'avenir ces aides en évitant plus facilement toute motivation douteuse.

Je voudrais vous dire ma conviction personnelle que ce qui doit être déterminant en matière d'aide, ce sont les besoins de ceux qui doivent obtenir cette aide, et que notre première préoccupation doit être le devoir moral, humain et politique que nous avons de l'accorder. S'il faut parler d'excédents, ce ne doit être, à mon avis, que pour indiquer qu'ils nous permettent de faire quelque chose immédiatement et que nous n'avons pas à attendre que nous puissions disposer des quantités nécessaires de denrées alimentaires. Mais je me dois de m'élever contre ce qui a été dit ici : ce n'est pas parce que nous avons des surplus dont nous voulons nous débarrasser que nous proposons notre aide. C'est là une vue tout à fait fautive des choses.

Une autre question est celle de savoir quelles sont les possibilités dont dispose actuellement la Communauté, quelles sont celles qu'il faudrait éventuellement créer et sur quelle base la Communauté pourrait s'appuyer. Vous savez que les dispositions qui ont été arrêtées jusqu'ici se fondaient essentiellement sur les règlements agricoles, dont nous disposons. Il faudra examiner, à l'occasion d'un débat général, dans quelle mesure et comment on pourra modifier

**Haferkamp**

cet état de choses, afin de pouvoir aborder le problème dans l'esprit que je viens d'indiquer.

Je voudrais faire quelques brèves remarques au sujet du problème de la deuxième convention, dont il a aussi été question. On a souligné que les parlements nationaux n'avaient pas encore ratifié la convention et qu'il faudrait veiller à ce qu'elle puisse entrer en vigueur sans plus tarder. La Communauté et ses États membres ont fait une déclaration de mise en application qui permet de faire usage des possibilités prévues par cette convention avant même que la procédure officielle de ratification soit terminée.

Je ne doute pas que cette convention doivent jouer un grand rôle dans le débat général dont je viens de parler. C'est pourquoi je me bornerai à souligner que, dans ses propositions, la Commission a veillé en particulier à :

1. Accroître le volume des actions communautaires ;
2. Améliorer la coordination entre les actions communautaire et les actions nationales qui se poursuivent et s'y ajoutent ;
3. Prévoir une procédure qui permette de hâter l'intervention, comme on l'a souhaité ici-même, en cas d'urgence.

Je crois qu'ainsi, la convention tient déjà compte de certaines idées qui ont été exprimées au cours du débat et qui constitueront certainement un élément important du débat général auquel il sera procédé au sein de cette Haute Assemblée.

Permettez-moi d'en venir maintenant au rapport sur l'aide aux réfugiés bengalis, pour vous dire que la Communauté a, comme vous le savez, déjà décidé de livrer par l'intermédiaire du programme alimentaire mondial, 2 000 tonnes de lait en poudre destiné à être distribué aux réfugiés. La distribution proprement dite sera assurée par la Croix-Rouge internationale. En outre, la Commission a soumis au Conseil — voyez la proposition — d'autres propositions. Il s'agit de la fourniture de 50 000 t de céréales et de 35 000 t de riz, dont la distribution sera également assurée par la Croix-Rouge. Je vous rappelle que 7 000 t de ces produits sont disponibles et pourront être distribués immédiatement.

J'espère que j'ai répondu pour l'essentiel, aux questions qui m'avaient été posées. Si les indications que j'ai données au sujet de ces différents points ne vous satisfaisaient pas, je vous serais reconnaissant de bien vouloir me poser de nouvelles questions. Pour le reste, je crois que maintenant que nous avons votre accord sur les mesures proposées par la Commission, les décisions définitives et leur mise en œuvre ne se feront plus attendre, et d'autre part, il faudra envisager de mettre prochainement en discussion devant cette Assemblée, au cours d'un débat systématique, l'ensemble du problème. A cette occasion, nous pour-

rons discuter d'une façon plus approfondie les problèmes que nous n'avons pas pu examiner de près aujourd'hui.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix la proposition de résolution contenue dans le rapport sur la fourniture de produits d'œufs au programme alimentaire mondial.

La proposition de résolution est adoptée à l'unanimité (\*).

Je mets aux voix la proposition de résolution contenue dans le rapport relatif à l'aide alimentaire et au financement de l'aide alimentaire aux réfugiés bengalis.

La proposition de résolution est adoptée à l'unanimité (\*\*).

**8. Règlements relatifs aux importations  
des produits de la pêche  
originaires du Maroc et de la Tunisie**

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Laudrin, fait au nom de la commission des relations avec les pays africains et malgache sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant

- I - un règlement relatif aux importations dans la Communauté des produits du secteur de la pêche originaires du Maroc,
- II - un règlement relatif aux importations dans la Communauté des produits du secteur de la pêche originaires de Tunisie (doc. 86/71).

La parole est à M. Laudrin qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Laudrin, rapporteur.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, je pense que le texte qui nous occupe ne retiendra pas très longtemps l'attention de l'Assemblée, d'autant plus qu'il n'a pas beaucoup sollicité les discussions de notre propre commission.

Vous connaissez, pour l'essentiel, les problèmes qui se posent. La Communauté européenne a signé des accords sur la pêche avec la Tunisie le 28 mars 1969 et avec la Maroc le 31 mars 1969. Ces accords avaient pour but d'établir pour la pêche un régime intra-communautaire avec des contingents pour divers produits, en particulier le thon et les sardines. Comme vous le savez, depuis le 1<sup>er</sup> février de cette année, nous bénéficions — enfin, pourrions-nous dire — d'une

(\*) JO n° C 78 du 2 août 1971, p. 7.

(\*\*) JO n° C 78 du 2 août 1971, p. 10.

**Laudrin**

politique commune de la pêche. Il devient donc indispensable de modifier la réglementation des apports en provenance de la Tunisie et du Maroc et de lui donner une forme nouvelle. C'est ce qui vous est proposé aujourd'hui. Si vous le permettez, je ferai, au nom de la commission, deux remarques. L'une est teintée d'un peu de regret : nous n'avons eu que quelques minutes pour en débattre dans le cadre de notre commission, ce qui explique une rédaction parfois hâtive du texte que j'ai eu l'honneur de vous soumettre, et ce qui nous amènera peut-être à apporter des corrections très simples, qui ne touchent pas l'essentiel de ce qui avait été établi au terme de nos petits débats. L'autre remarque s'en prend au fond, et elle est beaucoup plus importante. En effet, le texte que nous étudions n'est pas très dense ; en matière de pêche, certains produits frais, originaires de la Tunisie et du Maroc sont libérés à l'importation et admis à la libre circulation dans la Communauté. Il ne s'agit d'ailleurs en l'espèce que de consolider la situation acquise. Pour une seconde catégorie de produits préparés et conservés, sauf le thon et les sardines, on établit une réduction linéaire de 75 % afin qu'il n'existe plus de différenciation dans le régime à l'intérieur même de la Communauté, ce qui constitue, à notre avis, un réel avantage pour la Tunisie et le Maroc. Mais, et c'est ici notre regret, on a écarté de toute réglementation nouvelles les conserves de thon et de sardines qui constituent les vraies richesses de la pêche de la Tunisie et du Maroc, au point de représenter, pour ce dernier pays, 78 % de ses exportations. Il faudra, dit le texte de la Commission qu'avant le 31 janvier 1972, la Commission organise enfin ce marché jusqu'ici réservé. Nous ne pouvons, en conséquence, que lui demander de hâter son travail et de le faire dans un esprit libéral.

Il faut aider la Tunisie et le Maroc à vendre sur nos marchés leurs meilleurs produits, d'autant plus qu'il n'apparaît pas que ce soit pour nos marins-pêcheurs une véritable concurrence, puisque les sardines et le thon disparaissent désormais de nos eaux de pêche.

On devine d'ailleurs que derrière ces restrictions, un problème se pose dans l'exercice du droit de pêche dans les eaux tunisiennes et marocaines, et c'est là que réside sans doute l'essentiel des difficultés. Il faut surmonter cette difficulté principale et à ce propos, je crois utile, avant même toute intervention, et afin de réduire la durée des discussions — ce qui sera très précieux — et peut-être même de les supprimer complètement, de proposer à l'Assemblée que je me corrige moi-même. Au paragraphe 2 de la proposition de résolution, il est dit :

« Estime qu'il convient de demander à la Tunisie et au Maroc d'éviter, lors de la conclusion d'accords concernant l'exercice de la pêche dans les eaux maritimes relevant de la juridiction de ces deux pays, que la réglementation applicable en vertu de ces accords conduise à des discriminations,

soit entre les États membres de la Communauté, soit entre ces États membres et des pays tiers. »

C'est ici que se situe ma rectification ; il faut lire :

« ... à des discriminations entre les États membres de la Communauté ».

J'amende le texte que j'ai présenté en supprimant : « entre ces États membres et les pays tiers ». Cela ne concerne en effet que secondairement le problème en cause, car dès que nous aurons réglé le problème de la pêche pour les pays de la Communauté, il n'y aura plus de difficulté pour régler les questions pendantes, j'ai cité les conserves de thon et les conserves de sardines.

Sous ces réserves, Monsieur le Président, je ne peux que demander, comme je l'ai exposé dans la proposition de résolution, que nous sachions trouver l'unanimité pour donner notre avis favorable à la Commission, afin que ce règlement puisse s'appliquer dans les limites que nous avons précisées, mais en l'invitant à hâter son travail pour qu'il n'y ait pas de retard et qu'au 31 janvier prochain l'affaire soit résolue, après un accord favorable de la Tunisie et du Maroc sur le problème que j'ai soulevé tout à l'heure.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix la proposition de résolution, compte tenu de la modification du paragraphe 2.

La proposition de résolution ainsi modifiée est adoptée à l'unanimité (\*).

#### 9. Directive concernant la fixation des taux communs du droit d'apport

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. van Amelsvoort, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une directive concernant la fixation des taux communs du droit d'apport (doc. 79/71).

La parole est à M. van Amelsvoort qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. van Amelsvoort, rapporteur.** — (N) Monsieur le Président, lorsqu'une entreprise d'un État membre de notre Communauté veut recueillir des capitaux à risques en émettant des actions, le fisc exige sa part. Cette entreprise doit payer un droit d'apport équivalent à un pourcentage déterminé du montant des capitaux qu'elle rassemble.

(\*) JO n° C 78 du 2 août 1971, p. 11.

**van Amelsvoort**

La commission des finances et des budgets estime qu'en fait, cette situation est absurde. Si l'on songe aux nécessités qui s'imposent à nos économies nationales en matière de croissance économique, au volume des capitaux dont elles ont besoin pour y faire face et à l'importance qu'ont, de ce fait, pour elles, les rassemblements de capitaux, il est assez curieux que les trésors nationaux de nos six pays continuent de frapper ces opérations d'un impôt spécial.

A l'époque où cet impôt fut créé, il pouvait très bien se justifier, car les régimes fiscaux étaient plus rudimentaires qu'aujourd'hui. Il n'en va plus de même à présent et il serait préférable de supprimer cet impôt.

Un deuxième inconvénient du droit d'apport, c'est que son taux n'est pas identique dans tous les États membres. Il est tantôt élevé, tantôt bas. Le moins élevé est inférieur à 1 % et le plus élevé atteint 2,5 %. En raison de ces différences, il est plus difficile de rassembler des capitaux dans tel État membre que dans tel autre, ce qui constitue une entrave à la libre circulation des capitaux. Il y a donc là une raison de plus de se demander s'il ne convient pas de supprimer le droit d'apport. Bien entendu, cette deuxième considération n'appelle pas nécessairement la suppression de ce droit, mais justifie en tout cas son harmonisation.

Si l'on examine la proposition à la lumière de ces deux considérations, on constate que le droit d'apport n'est ni abrogé, ni amené à zéro, mais est fixé au taux uniforme réduit d'un pour cent, sur lequel les États membres devront s'aligner d'ici un certain nombre d'années. Il est prévu des phases transitoires ; je ne m'y arrêterai pas, ce sont des détails techniques. Il reste qu'après un certain nombre d'années, le droit d'apport ne devra plus être que d'un pour cent dans les six États membres.

Vous comprendrez que la commission des finances et des budgets soit d'autant plus favorable à la proposition que celle-ci fixe le taux du droit d'apport à un niveau plus bas. Étant donné que certains États membres se refusent absolument à abroger cet impôt, nous admettons la proposition d'en fixer le taux au niveau le plus bas possible. Nous restons d'ailleurs ainsi fidèles à la position adoptée en d'autres occasions par le Parlement européen au sujet du droit d'apport.

La Commission européenne invoque, à l'appui de ses propositions, l'idée de rationalité. Dans son exposé des motifs, elle dit notamment que le droit d'apport ne trouve pas sa place dans un système fiscal rationnel. J'ai déjà dit que nous partageons ce point de vue et que pour nous, le droit d'apport a quelque chose d'anachronique, mais nous allons plus loin encore.

Si l'on place l'harmonisation fiscale dans le cadre des Communautés européennes sous le signe de la rationalité, nous estimons qu'il faut logiquement aller plus

loin encore dans cette voie. Il est curieux, en effet, que l'on ne se préoccupe que d'un secteur très limité de l'ensemble de la fiscalité ayant une incidence sur les rassemblements de capitaux et que l'on tente d'amener les États membres à harmoniser les seuls impôts de ce secteur. Si l'on se demande combien il faudra de temps pour réaliser cette harmonisation si restreinte, on constate que neuf années se seront écoulées entre le moment où la première proposition en la matière a été présentée et celui où l'harmonisation envisagée par la proposition qui nous occupe aura été réalisée.

Nous estimons donc que comme le démontrent les faits, la méthode qui consiste à ne s'attaquer qu'à un secteur limité pour tenter d'amener les États membres à procéder à l'harmonisation de ce secteur est très peu efficace.

L'une des difficultés auxquelles les tentatives d'harmonisation fiscale dans la CEE se sont toujours heurtées jusqu'à présent consiste dans le problème des compensations. Où les trésors nationaux retrouveront-ils les ressources dont les prive la réduction de certains impôts réalisée dans le cadre de l'harmonisation ? En fait, on ne voit pas vraiment pourquoi le problème des compensations devrait se poser chaque fois qu'il est question d'harmonisation fiscale. Harmonisation n'est pas nécessairement synonyme de réduction. Il faut dire, cependant, que les propositions élaborées jusqu'à présent en matière d'harmonisation fiscale ont toujours visé à une réduction des impôts, ce qui se comprend, dans une certaine mesure, du fait que l'harmonisation fiscale a toujours été placée jusqu'ici sous le signe de la mise en place du marché communautaire. Mais aujourd'hui, les choses ont changé. Il ne s'agit plus seulement de considérer le problème sous l'angle de la mise en place du marché communautaire, il s'agit aussi de réaliser l'union économique et monétaire. C'est tout autre chose !

C'est dans cet ordre d'idées que s'inscrit la conception de notre commission parlementaire, une conception plus globale du problème : il ne s'agit plus d'un seul impôt, mais d'un ensemble d'impôts qu'il faut précisément étudier dans leur ensemble et dans leurs rapports entre eux. Dans ces conditions, il est évident qu'à l'égard de cet ensemble, le problème des compensations se pose. Cela va de soi. Il se pose vraiment de lui-même. Si l'on considère les choses sous cet angle, on ne peut se soustraire à la nécessité d'examiner le problème des compensations. Nous présumons d'ailleurs que la Commission européenne partage notre point de vue. Les propositions qu'elle a présentées n'en témoignent peut-être pas, mais il faut toujours un certain temps pour que les propositions mûrissent et puissent être présentées. Nous supposons que la Commission européenne n'aura en tout cas pas manqué de s'interroger sur ce que j'ai appelé une conception plus globale du problème. La commission des finances et des budgets et, je le présume, le Parlement européen dans son ensemble aimeraient que la

**van Amelsvoort**

Commission européenne précise quelles sont, dans leurs grandes lignes, ses conceptions. En d'autres termes, nous aimerions que la Commission publie un document, disons un mémorandum, dans lequel elle définirait sa conception générale de la politique à suivre en matière d'harmonisation fiscale. Nous saurions ainsi de quelles idées générales la Commission européenne s'inspire pour élaborer ses futures propositions d'harmonisation fiscale.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Artzinger, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Artzinger.** — (A) Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord, au nom de mon groupe, vous dire que nous souscrivons sans réserves à la proposition de résolution. En outre, nous tenons à remercier vivement le rapporteur de l'excellent rapport qu'il a présenté. Il éclaire réellement tous les aspects du problème, sans pour autant être d'une longueur excessive. Nous remercions également M. Offroy, auteur de l'avis de la commission économique, qui a insisté sur le lien indissoluble existant entre l'impôt sur les sociétés et les impôts directs. Mais je ne vais pas, en séance plénière, répéter les détails des discussions que nous avons menées au sein des commissions. Je dois cependant souligner le malaise que nous ressentons devant les lenteurs de l'harmonisation fiscale et l'action fragmentaire de la Commission, malaise sur lequel le rapporteur, lui aussi, n'a pas manqué d'appeler vigoureusement l'attention.

M. van Amelsvoort a déjà dit que nous ne voyons pas l'idée directrice, la ligne générale, la conception globale dont la Commission s'inspire pour mener à bien cette œuvre d'harmonisation fiscale. Aujourd'hui c'est de l'impôt sur les sociétés qu'il s'agit ; demain, des taxes sur le tabac, et c'est très bien ainsi. Il n'empêche que nous souhaiterions voir aborder aussi, un jour, les problèmes majeurs qui se posent en l'espèce. Dans un article publié par le périodique « Communautés européennes », M. le vice-président Haferkamp a donné une foule de précisions sur les projets de la Commission en matière de rapprochement fiscal. Nous lui en sommes très reconnaissants. Mais il ne s'agit pas là d'un texte officiel dont le Parlement serait saisi. C'est pourquoi, au nom de mon groupe politique, je fais mien le vœu du rapporteur d'être saisi dans les meilleurs délais d'un mémorandum donnant une vision d'ensemble de la question pour que nous puissions, enfin, discuter des problèmes en les posant dans leur contexte véritable.

Monsieur le Président, nous sommes suffisamment versés dans la politique pour comprendre que la Commission entend procéder de manière pragmatique. Cela va de soi ! Mais cela ne saurait nous faire oublier le mot de Kant, selon lequel la pratique, sans la théorie, est aveugle. Aussi aimerions-nous savoir comment la Commission conçoit la chose. Nous ne

doutons pas qu'elle agit selon un programme admissible ; mais nous voudrions le connaître. D'où ce vœu.

Au point 10 de la résolution il est dit, et le rapporteur lui-même n'a pas manqué de rappeler cette réussite, que les problèmes de l'harmonisation des impôts devraient être soumis à l'Assemblée selon une méthode plus globale pour que l'on puisse aussi en apprécier plus ou moins les répercussions fiscales. Nous savons que l'on en discute depuis le début de la Communauté économique européenne et que l'harmonisation fiscale ne saurait être réalisée d'un seul coup. Mais il faut, à notre avis, davantage que par le passé, franchir des étapes plus importantes comme ce fut le cas par exemple, lors de l'harmonisation de l'impôt sur la valeur ajoutée qui vraiment présentait un pas important. L'impatience du Parlement — et je prie M. le vice-président Haferkamp de bien vouloir le comprendre — ne saurait plus longtemps être trompée par de menus progrès dont nous sommes loin de méconnaître l'utilité et la valeur, mais qui sont dépourvus de tout retentissement sur le plan politique. Par le biais de l'harmonisation fiscale, nous entendons également assurer l'interdépendance des systèmes fiscaux de manière à atteindre un « point de non-retour » à partir duquel il ne serait plus possible de briser la Communauté.

Nous ne pouvons pas, aujourd'hui, ouvrir un grand débat sur l'harmonisation fiscale. En tant que porte-parole de mon groupe, j'ai toutefois voulu dire à la Commission que nous devons aborder cette discussion le plus tôt possible.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Koch, au nom du groupe socialiste.

**M. Koch.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, au nom de mon groupe, je voudrais tout d'abord remercier M. le Rapporteur de l'excellent rapport qu'il nous a présenté ainsi que des observations qu'il a formulées à cette tribune. Permettez-moi de les compléter par quelques remarques :

Il nous semble indispensable que cette proposition de directive de la Commission trouve sa place dans un programme plus ample d'harmonisation fiscale qui débouche sur un véritable marché commun des capitaux. Il va sans dire que, considérée sous l'angle des objectifs à atteindre, une directive qui se limite au seul droit d'apport doit paraître insuffisante. Le but recherché est de favoriser la capitalisation au sein de la Communauté et, partant, la création dans cette Communauté de sociétés ayant suffisamment d'envergure pour soutenir la concurrence des sociétés étrangères.

Dans son mémorandum sur la politique industrielle, la Commission déclare que les frontières fiscales ne font pas, seules, obstacle à la réalisation d'un marché

**Koch**

intérieur unique. Dans cette optique, la présente proposition de directive n'est qu'un maillon de la chaîne. Appartiennent déjà à ce train de mesures, qui doit être complète, les dispositions concernant la suppression de l'impôt sur les titres et les valeurs mobilières. Sont par ailleurs prévues, des directives concernant la législation fiscale applicable aux fusions, une réglementation concernant les sociétés-mères et les filiales, ainsi qu'un régime de taxation uniforme des opérations boursières et de change, actuellement à l'étude à la Commission. Notons toutefois que l'obstacle principal à la libre circulation des capitaux est l'absence d'harmonisation en matière d'impôts directs. C'est ainsi que, dans certains États membres, la mobilisation de réserves et la distribution d'actions gratuites donnent lieu à une majoration de l'impôt supporté par les sociétés, ces opérations étant, dans le chef des bénéficiaires, exonérées de l'impôt général sur les revenus. En l'espèce, une mesure qui vise à harmoniser les taux du droit d'apport sans tenir compte de la législation sur les impôts directs, pourrait, le cas échéant, accroître les risques de distorsion de la concurrence, au lieu de les supprimer. Pour remédier à cet état de choses, il importerait d'assortir la réduction du droit d'apport dans les États membres qui le prélèvent encore d'une suppression des impôts directs frappant l'ensemble des opérations analogues à celles dont je viens de parler. Tel est d'ailleurs le cas, dès à présent, en République fédérale et au Luxembourg.

Le groupe socialiste approuve la proposition de directive de la Commission. Il ne souhaite pas moins relever les limites qu'elle comporte dans la situation actuelle. Si l'on veut effectivement atteindre l'objectif indiqué dans son exposé des motifs, il faut supprimer entièrement le droit d'apport. Bien entendu, nous nous félicitons de tout progrès, si minime soit-il, dans le domaine de l'harmonisation des systèmes fiscaux des six États membres. Mais nous espérons que l'évolution ira dans le sens d'une suppression complète du droit en question.

Par ailleurs, je puis déclarer au nom de mon groupe que nous voterons la proposition de résolution telle qu'elle nous est présentée.

(Applaudissements)

## PRÉSIDENCE DE M. TERRENOIRE

*Vice-président*

**M. le Président.** — La parole est à M. Cousté, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne.

**M. Cousté.** — Monsieur le Président, c'est, j'en suis sûr, avec le plus grand intérêt que l'on prendra connaissance, non seulement des propos du rapporteur, mais aussi de son rapport écrit. Celui-ci contient des

observations excellentes et il est complété par un avis, bien inspiré, à notre sens, de la commission économique, rédigé par notre collègue, M. Offroy.

Cela étant dit, et bien que l'orientation de la directive soit bonne, un certain nombre d'observations doivent être présentées, et ce dans cette vision d'ensemble que notre collègue Artzinger vient opportunément de rappeler.

La première observation est que le taux de 1%, retenu à l'article 1 de cette proposition, est finalement convenable.

Il est convenable, parce que, existant déjà dans un certain nombre de pays, il permet en quelque sorte d'harmoniser sans créer de disparités trop grandes par rapport aux habitudes acquises.

Mais il y a, à mon sens, une critique à exprimer quant à la limitation à 50 % de la quotité, de la réduction prévue en cas de fusion. Cette prévision de 50 % est, à mon sens, une aggravation par rapport à deux points essentiels.

Premièrement, c'est une aggravation par rapport à la doctrine exprimée en la matière par la Commission elle-même, dans sa directive du 17 juillet 1969. Celle-ci disait clairement que le taux pouvait être réduit à 0, et non pas seulement à 50 %. La directive disait textuellement : « de 50 % ou plus ». Je ne vois pas pourquoi, ayant opéré une réduction de 50 %, on n'irait pas finalement plus loin.

Mais c'est aussi une aggravation par rapport à la situation qui existe en France. Dans ce pays, en effet, nous appliquons, dans l'hypothèse retenue par la directive, un droit fixe de 150 francs, et non pas un taux, même réduit de moitié. C'est dire que l'on va à partir de 1974, aggraver la charge des entreprises situées en France, qui font cependant une politique visiblement communautaire. Il y a là un aspect pratique que, dans sa sagesse, la Commission ne pourra pas ne pas retenir dans ses démarches ultérieures, d'autant plus que nous devons rappeler un autre point.

Nous avons déjà exprimé des réserves sur l'orientation de la directive du 17 juillet 1969. Or, nous retrouvons justement, dans la nouvelle directive qui nous est soumise, une application qui faisait déjà l'objet des réserves de l'époque. C'est dire que nos réserves d'aujourd'hui ont une force plus grande. D'autant plus que l'on ne peut même pas dire que la Commission ait agi précipitamment, pour aller de l'avant. En effet, le paragraphe 8 de notre résolution « attire l'attention sur la durée de la préparation de l'harmonisation du droit d'apport, qui, des premières propositions présentées au début de 1965 à la mise en place du tarif commun au 1<sup>er</sup> janvier 1974, s'étalera sur neuf ans ». Il n'y a donc pas précipitation, et pourtant nous nous trouvons devant un texte qui, sur ce point en tout cas, est particulièrement peu satisfaisant. C'est pourquoi je n'hésite pas



**Cousté**

à dire, voulant prendre date, comme nous le ferons dans notre rapport général de mercredi prochain, qu'il ne s'agit pas de nous saisir de réglementations ou de directives partielles, comme cela a été dit. Ce qu'il faut, c'est que nous soyons saisis d'une vision d'ensemble avec des applications pratiques liées entre elles. Il est très bien, par exemple, de dire que nous sommes pour l'harmonisation des impôts sur les bénéfices, ce qui est favorable à une vision fiscale d'ensemble ; encore faut-il savoir que, dans un certain nombre de pays, tel le nôtre, nous nous trouvons devant une situation où non seulement se pose le problème des bénéfices, mais où des dividendes sont distribués gratuitement sur un certain nombre d'actions. Pour harmoniser véritablement, il faut saisir non une partie de la réalité, mais, qu'il s'agisse des personnes physiques ou des personnes morales, avoir une vision d'ensemble des taxations communautaires, parce que tout se tient.

C'est précisément parce que tout se tient que je voudrais faire nôtres les conclusions de la commission économique. Celle-ci déclare, en effet, aux paragraphes 12 et 13 de son avis : qu'elle « ne peut qu'approuver tout progrès, si minime soit-il, dans l'harmonisation des régimes fiscaux des six États membres. Elle espère que la suppression totale du droit d'apport sera rendue possible dans les meilleurs délais.

Cependant, l'instauration d'un taux commun du droit d'apport, voire sa suppression, ne peut être considéré que comme une étape dans le processus d'intégration des marchés économique et financier de la Communauté ».

A cette excellente conclusion j'ajoute un commentaire : par ce biais, nous visons à la libre circulation des capitaux. Car c'est cela que nous voulons dans l'Europe des Six, demain des Dix. Nous voulons la liberté de circulation des capitaux et, partant, la suppression de tout ce qui, étant différent dans chacun des pays, y fait obstacle ainsi qu'à l'alimentation en capitaux frais des entreprises, comme le veut la technique moderne.

Je conclus comme la commission économique : « C'est pourquoi, afin de mieux juger des progrès déjà réalisés ou à réaliser dans ce domaine, il serait souhaitable que la Commission des Communautés européennes accompagnât ses propositions d'un schéma d'ensemble. Ainsi serait rendue possible une plus juste appréciation du sens et de la portée de telle ou telle mesure par rapport au plan d'ensemble. »

C'est effectivement ce que nous demandons, une fois de plus, souhaitant que, cette fois, dans un domaine aussi important, le Parlement européen soit entendu je veux dire compris.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Haferkamp.

**M. Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je voudrais tout d'abord souligner que la proposition que nous examinons aujourd'hui ne prétend nullement représenter une initiative particulièrement importante dans le contexte de l'harmonisation des impôts. Nous savons tous qu'il s'agit d'une conséquence de l'article 7, paragraphe 2, de la directive adoptée le 17 juillet 1969, c'est-à-dire d'une mesure d'exécution d'une disposition déterminée assortie d'un délai, d'un prolongement d'une opération amorcée antérieurement dans un contexte différent.

D'autre part, je dirai une fois de plus — car nous l'avons déjà indiqué — que nous nous serions prononcés, nous aussi, en faveur de la suppression de l'impôt en question pour les raisons évoquées et soulignées à cette tribune. Nous avons déclaré ne pas exclure l'éventualité de cette suppression à un stade ultérieur. A l'heure actuelle, toutefois, il ne nous paraît pas possible de la proposer. Mais la mesure d'harmonisation que nous avons suggérée, nous estimons pouvoir la réaliser.

Je me félicite de l'excellent rapport et des avis présentés ici même. Ils ont une importance considérable non seulement dans le cas qui nous occupe, mais aussi, compte tenu des observations fondamentales qu'ils contiennent en ce qui concerne le contexte économique en général, pour nos travaux futurs. Permettez-moi une observation quant à ceux-ci. Il a été dit, à bon droit, qu'une action morcelée en matière d'harmonisation fiscale deviendrait, à la longue, inacceptable. C'est aussi l'avis de la Commission. Longtemps, le droit matériel, tel qu'il est inscrit dans les traités, a été la base, la seule, de l'harmonisation, notamment dans le domaine fiscal. Il va sans dire que, formellement, juridiquement, politiquement, les traités demeureront le fondement essentiel de notre action. Mais sur ce fondement juridique et contraignant est venue se greffer une incitation politique qui plonge ses racines dans le domaine économique ; c'est de la décision sur la réalisation par étapes de l'union économique et monétaire que je veux parler. Et ce n'est pas là la moindre raison pour laquelle, dans ses propositions en la matière, la Commission a traité, outre des problèmes économiques et monétaires d'ordre général, de la création du marché intérieur. Je tiens à souligner ici que, quelle que soit l'importance des grandes questions économiques que posent la programmation financière à moyen terme et la politique conjoncturelle, quelle que soit l'importance que revêtent les problèmes de monnaies dans une union économique et monétaire, leur solution ne nous avancerait guère si en même temps nous ne progressons pas sur la voie de la création d'une seule et vaste économie communautaire sans frontières. Cette union, nous devons la poursuivre en prise directe sur les réalités d'une grande économie communautaire européenne, ce qui implique que l'on franchisse des étapes déci-

**Haferkamp**

sives dans le domaine de l'harmonisation du droit, mais aussi par exemple, de la fiscalité.

Telle fut l'idée fondamentale qui nous a amenés à attribuer à cette matière un rôle particulier dans le contexte général de l'union économique et monétaire. Dans la décision du Conseil concernant la création de cette union, la partie consacrée à l'harmonisation des impôts, dans le cadre de la première étape, débute par la déclaration que les mesures en cause sont destinées à favoriser la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux. Pour progresser dans la libération de ces secteurs du marché, des mesures essentielles sont prévues pour la première étape. Elles portent sur l'impôt à la valeur ajoutée, les accises, les problèmes structurels de l'harmonisation, l'assiette de l'impôt, etc. Viennent ensuite les impositions qui se répercutent sur les mouvements des capitaux et, enfin, les mesures qui affectent la circulation des personnes sur le territoire de la Communauté.

Nous préparons à l'heure actuelle un certain nombre de propositions, que nous communiquerons au Conseil en temps voulu pour qu'il puisse, avant la fin de la première étape de l'union économique et monétaire, arrêter les décisions qui s'imposent dans ces divers domaines.

Nous envisageons d'autre part, la possibilité de saisir les institutions de la Communauté en temps utile avant la fin de la première étape, de suggestions propres à éclairer les problèmes qui se poseront durant la deuxième étape, de sorte que, dès avant que soient faites des propositions à caractère contraignant, on dispose d'une base de discussion propice à des mesures plus concrètes. En effet, il serait vain, à mon avis, d'élaborer un code complet d'articles et de paragraphes avant de connaître, par exemple les répercussions budgétaires de certaines propositions, les alternatives en présence, ou encore les conséquences d'ordre économique et social qu'elles auront pour les populations de la Communauté.

Je serai d'ailleurs tout disposé, aussitôt après les prochaines vacances, d'entretenir cette Assemblée, ou ses commissions compétentes, des détails de la question. Peut-être que, d'ici là, vous aurez été saisis d'une proposition relative à l'harmonisation des impôts spécifiques de consommation.

C'est d'ailleurs volontiers que je ferai rapport au Parlement sur l'ensemble des questions que j'ai évoquées à propos de l'union économique et monétaire, et que je répondrai à toutes les questions qu'il voudrait me poser.

Permettez-moi de vous remercier de l'intérêt que vous portez à l'ensemble de nos travaux et dont témoignent les questions qui ont été posées. Sachez qu'ici, comme dans les parlements nationaux, votre appui nous sera d'un grand secours dans l'accomplissement de cette tâche très complexe.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

*10. Directives concernant les activités  
non salariées d'agent et de courtier d'assurances*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Armengaud, fait au nom de la commission juridique, sur les propositions de la Commission des Communautés au Conseil relatives à :

- I - une directive concernant la réalisation de la liberté d'établissement pour les activités non salariées d'agent et de courtier d'assurances,
- II - une directive relative aux modalités des mesures transitoires dans le domaine des activités non salariées d'agent et de courtier d'assurances (doc. 74/71).

La parole est à M. Armengaud, qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Armengaud, rapporteur.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, en ce qui concerne, tout d'abord, la première directive, je voudrais rappeler que le programme général de suppression des restrictions à la liberté d'établissement prévoit la suppression des restrictions pour les activités d'agent et de courtier d'assurances ; c'est dans ce but que la première directive a été présentée par la commission au Parlement.

Mais il est nécessaire, à cet égard, de préciser ce que l'on entend par activité d'agent ou activité de courtier.

On considère, d'une part, comme agent toute personne agissant en vertu de liens contractuels ou de procurations spéciales, au nom ou pour le compte d'une ou de plusieurs entreprises d'assurances et, d'autre part, comme courtier toute personne qui, tout en mettant en rapport un preneur d'assurance ou un assureur en vue de la conclusion d'un contrat et tout en participant éventuellement à la gestion de ce dernier, n'a pas de liens de subordination à l'égard de l'assureur.

Par conséquent, la directive écarte de son champ d'application les activités d'assureur-conseil et celles d'expert d'assurance.

Quelles sont les dispositions essentielles de cette directive, et sur quels points la commission juridique a-t-elle fait des observations ?

L'article 2 définit les activités libérées, tout en faisant référence à celles qui sont visées par l'annexe. La Commission des Communautés précise dans son

(\*) JO n° C 78 du 2 août 1971, p. 12.

**Armengaud**

exposé des motifs, que l'énumération n'est pas exhaustive et que toute activité correspondant aux définitions données doit être libérée, quelle que soit cette dénomination.

La commission juridique s'est donc demandé s'il était sage de prévoir une formule aussi générale, alors qu'en fait l'on vise des activités bien déterminées. Elle préfère donc que la liste des activités soit complétée et qu'au paragraphe 2 de l'article 2, l'adverbe « notamment » soit supprimé.

Une deuxième observation porte sur la liste des personnes visées par la directive. L'on constate, en effet, que, sauf dans les tableaux de l'annexe, les courtiers de réassurances n'ont pas été mentionnés. La commission a donc demandé que cette précision soit réintroduite dans la liste des personnes visées par la liste des personnes visées par la directive.

En troisième lieu, la commission juridique a attaché un intérêt particulier au paragraphe 3 de l'article 2, qui prévoit une exception pour les courtiers d'assurance maritime qui exercent leurs activités sur certaines places en France. En l'espèce, ces personnes, propriétaires de leur charge, possèdent donc la qualité d'officier public en plus de celle de commerçant. Pour cette raison, ils doivent être, en France, de nationalité française. De plus, ils ont, en vertu d'une jurisprudence constante, le monopole du courtage, c'est-à-dire le droit d'être les seuls intermédiaires habilités à préparer et à négocier les contrats d'assurances. Évidemment, l'établissement d'un acte authentique est, sans conteste, une activité qui participe à l'exercice de l'autorité publique au sens de l'article 55 du traité et échappe donc à l'élimination des restrictions à la liberté d'établissement.

La commission juridique s'est donc demandé si ces courtiers jurés n'avaient pas une position particulière et s'il ne convenait pas de prendre, dans la rédaction de la directive, des précautions pour les écarter des dispositions prévues.

En effet, la majorité du Parlement a rejeté le rapport de notre collègue Jozeau-Marigné sur la libération de certaines activités de l'avocat, en considérant que les activités d'une profession participant à l'exercice de l'autorité publique ne pouvaient être dissociées des activités de la même profession considérées comme ne participant pas à cet exercice.

La commission juridique n'a pas voulu, par conséquent, se mettre en contradiction avec elle-même et avec le Parlement. Néanmoins, nous avons discuté avec la Commission, qui nous a présenté certaines observations. En effet, si l'on supprimait le paragraphe visant les courtiers jurés, il en résulterait que la directive s'appliquerait à ceux-ci. Or, les courtiers jurés n'existent que dans certains ports français, et leur intervention n'a pour résultat que de conférer une valeur authentique aux contrats d'assurances, alors que les contrats conclus dans les autres ports

par les courtiers dits « libres » n'ont pas de valeur authentique. Il en résulterait donc que l'authentification elle-même pourrait être détachée de l'activité de courtage.

Pour cette raison, la commission juridique a pensé qu'il fallait laisser la directive en l'état, en se bornant de recommander à la France de modifier l'article 79 de son Code de commerce en ce qui concerne les courtiers jurés.

Quatrième observation. Au grand-duché de Luxembourg, l'activité de courtier était interdite par une pratique administrative, à laquelle s'est substituée une loi du 6 septembre 1968.

En conséquence, l'activité d'intermédiaire ne peut être exercée que par des agents et non par des courtiers.

Il nous est apparu, en commission juridique, qu'il s'agissait là d'une discrimination contraire à la liberté d'établissement. Néanmoins, la Commission a soutenu l'opinion que la directive avait pour unique objet d'assurer l'égalité de traitement au Luxembourg entre les ressortissants luxembourgeois et ceux des autres États membres. Or, en la matière, il n'y a pas discrimination sur la base des articles 52 et 54 du traité instituant la CEE.

En conclusion, la commission juridique a décidé, sans proposer d'amendement au texte de la directive, de souligner dans sa proposition de résolution que les dispositions du droit luxembourgeois empêchant l'exercice de la profession de courtier d'assurances au grand-duché, devraient être supprimées.

Nous avons donc laissé la première directive en l'état; la commission n'a pas non plus formulé d'observation sur les articles 4 et 5 qui concernent des dispositions analogues à celles retenues en général chaque fois qu'il s'agit des libertés d'établissement.

Je viens maintenant, Monsieur le Président, à la deuxième directive et, là encore, mes explications seront brèves.

Il s'agit, en effet, de mesures transitoires. Il est apparu qu'il importait de résoudre les difficultés qui peuvent se poser pour l'application de la directive de libération, dont je viens de parler, compte tenu de ce que les activités libérées sont totalement ou partiellement réglementées dans trois pays — Belgique, France et Pays-Bas — et ne le sont pas dans les trois autres.

Faute de mesures transitoires, cet état de choses aboutirait à rendre difficile l'accès aux professions en cause pour les ressortissants des autres pays, dans les trois États où il existe une réglementation.

La Commission des Communautés s'est donc demandé si l'on pourrait, du point de vue de l'orientation professionnelle, établir une certaine équiva-

**Armengaud**

lence entre les activités d'argent et de courtier, en ce sens que l'expérience ou la formation acquises dans l'une de ces activités dans un pays membre pourrait être considérée comme suffisante pour habilitier les intéressés à exercer l'autre activité dans un autre pays membre. L'activité de courtier étant considérée comme plus importante, plus difficile à remplir et comportant plus de responsabilités que celle de l'agent, qui s'effectue sous le contrôle des entreprises d'assurances, la Commission des Communautés propose que l'expérience ou la formation acquise pour l'activité de courtier habilite automatiquement l'intéressé à exercer l'activité d'agent dans un autre pays membre. L'inverse, en revanche, ne serait pas possible.

Cela dit, la commission juridique s'est posé la question de savoir si, étant donné la situation, cette position de la Commission n'était pas excessive. Après une longue discussion, nous sommes arrivés à la conclusion que la durée d'exercice effectif des activités en cause par les agents d'assurances devait être suffisamment longue, qu'il s'agisse de courtiers ou d'agents, et en tout cas égale à celle requise comme preuve suffisante des connaissances indispensables pour l'exercice de cette profession, et que, par conséquent, si un agent avait exercé la profession pendant un temps comparable à celui des courtiers, on pouvait considérer que cette liberté d'établissement devait lui être acquise.

Pour cette raison, la commission juridique propose de compléter l'avant-dernier considérant par le membre de phrase suivant : « l'intéressé pouvant alors accéder à l'activité de courtier dans les États membres d'accueil ». Cela entraîne une modification rédactionnelle à l'article 3, auquel il y aurait lieu d'ajouter un paragraphe 2 nouveau ainsi libellé : « Est assimilé à l'exercice effectif de l'activité visée au paragraphe 1 du présent article, l'exercice, par le bénéficiaire, dans un autre État membre, dans les conditions de durée prévues au paragraphe 1 du présent article, d'une activité visée à l'article 4, paragraphe 1, pour autant qu'elle comporte une procuration permanente de la part d'une ou de plusieurs entreprises d'assurances, de nature à donner à l'intéressé les pouvoirs d'engager en leur nom, la ou les entreprises en cause, pour tout ou partie des actes relevant de l'exercice normal de leur activité ».

Enfin, la commission juridique souligne la nécessité d'une coordination ultérieure. En effet, la directive relative aux modalités de mesures transitoires comporte un article 9 qui fait expressément mention d'une coordination ultérieure des réglementations nationales concernant l'accès aux activités en cause et l'exercice de celles-ci. La commission juridique estime que c'est là un point très important, car c'est le fondement des travaux d'harmonisation que la Commission des Communautés se doit de poursuivre dans ce domaine.

Voilà, brièvement brossé le rapport sur les deux directives. Ainsi que vous le constatez, les modifications apportées par la commission juridique sont mineures. Elles ont permis, après discussion avec les représentants de la Commission, d'éclaircir un certain nombre de points sur lesquels, comme la Commission, nous nous étions posé des questions. J'espère que, dans ces conditions, le Parlement voudra bien suivre sa commission juridique.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Lautenschlager, au nom du groupe socialiste.

**M. Lautenschlager.** — (A) Monsieur le Président, au nom du groupe socialiste, je remercie M. Armengaud de son excellent rapport où les problèmes qui nous préoccupent sont exposés avec toute la clarté et la concision voulues. Le groupe socialiste votera le rapport et la résolution qu'il contient.

Mon groupe regrette, toutefois, que la proposition relative aux entreprises d'assurance, discutée par cette Assemblée dès 1968, soit jusqu'à ce jour demeurée en suspens auprès du Conseil de ministres, avec près de 280 autres propositions de directive et de règlement, et qu'elle n'y ait pas été adoptée ni même examinée.

Nous espérons que l'adoption de celles-ci permettra de lever les derniers obstacles à la liberté d'établissement des courtiers et agents d'assurances, de coordonner dans les meilleurs délais leurs conditions de formation et de perfectionnement professionnels, et de supprimer dans un avenir prévisible certaines réglementations nationales héritées du passé, qui ont subordonné l'accession à la profession à la possession d'une nationalité déterminée. Nous adopterons, je l'ai déjà dit, la résolution.

**M. le Président.** — La parole est à M. Haferkamp.

**M. Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (A) Monsieur le Président, je remercie la commission et surtout le rapporteur de l'excellent esprit de coopération qui a présidé aux débats que nous avons consacrés à la question, mais aussi des observations contenues dans le rapport et dans l'exposé qui en a été fait aujourd'hui. Je tiens à présenter quelques brèves remarques sur ce qui a été dit en la matière.

Et tout d'abord une observation sur la proposition de directive concernant la liberté d'établissement. Le vœu a été exprimé — notamment dans la résolution — de voir transformer en énumération exhaustive la liste qui énonce, à titre d'exemple, les dénominations en usage dans les États membres pour désigner les activités en question. Ce serait possible si, dans tous les États membres, toutes ces activités relevaient d'une réglementation stricte et si les dénominations étaient protégées par la loi. Or, tel n'est pas

**Haferkamp**

le cas. Dans certains États membres, il n'existe pas de réglementation, de sorte que n'importe qui peut y porter le titre d'agent ou de courtier d'assurance, même si, en fait, il n'exerce aucune de ces professions. Dans ces conditions il est clair que ces dénominations sont dépourvues d'effets juridiques, si bien que la solution choisie par la Commission semble serrer la réalité de plus près. Cette solution consiste à définir avec précision les activités dont la libéralisation est prévue, ce qui fait l'objet du premier paragraphe de l'article 2. Je ne soulève d'ailleurs aucune objection à l'encontre des additifs que vous avez proposés au paragraphe 2 du même article.

En ce qui concerne la suppression des dispositions qui interdisent l'activité de courtier d'assurance au grand-duché de Luxembourg, nous ne pouvons, à l'heure actuelle, que prendre acte de ce vœu, suivant en cela d'ailleurs le rapporteur. A mon avis, il ne pourra y être donné suite que par le biais d'une directive de coordination.

Et voici quelques observations sur la proposition de directive relative aux mesures transitoires. Il a été souligné — et c'est aussi l'avis de la commission — qu'un agent d'assurances doit pouvoir s'établir comme courtier dans un autre État membre s'il prouve que l'activité qu'il a exercé correspond, du moins en partie, à celle du courtier et si, de plus, il a l'expérience et la formation du courtier. Je peux me rallier à une telle solution. Elle répond au point de vue que nous avons toujours défendu en matière de droit d'établissement, selon lequel la libéralisation doit porter sur des activités exercées de facto, et non pas sur certains schémas professionnels déterminés.

Cette manière de voir — si vous me permettez de revenir un instant à l'article 2 de la directive de coordination — répond d'ailleurs à notre décision de ne pas donner un caractère définitif à la liste en question. Si celle-ci avait été exhaustive, le bénéficiaire n'aurait pu exercer dans tout autre pays que les activités ayant une dénomination identique ; en l'occurrence, cette condition ne serait réalisée que par l'agent d'assurances, et non par celui qui exerce réellement les activités de courtier.

La commission estime — c'est là un autre problème encore — qu'un agent d'assurances mandataire de plusieurs compagnies, devrait avoir le droit, dans le pays d'accueil, d'accéder à l'activité du courtier d'assurances, sans être obligé de s'y consacrer exclusivement, s'il a exercé sa profession pendant une durée égale à celle qui est exigée du courtier pour qu'il puisse exercer son activité. J'estime que dans la pratique la plupart des cas d'agents munis d'une procuration générale pourraient être réglés de la manière que je viens de suggérer.

Ces agents d'assurances répondent souvent aux conditions qui, en fait, sont exigées pour l'exercice de l'activité du courtier. Je ne voudrais pas, toutefois,

exclure pour l'avenir l'éventualité d'une modification de la directive en ce sens que les personnes en question seraient autorisées à exercer la profession de courtier, même si elles ne répondent pas, effectivement, à toutes les conditions requises.

Pour en arriver à un dernier point : on a souligné la nécessité de coordonner les dispositions des législations nationales concernant l'exercice des activités en question. La Commission ne peut que se rallier à ce point de vue et — souscrire à ce vœu. Je saisis l'occasion pour déclarer notre intention d'élaborer à ce sujet une proposition de directive une fois adoptée la directive actuellement à l'étude.

Une dernière observation concernant les problèmes soulevés par l'article 55, dont nous nous sommes déjà occupés en détail dans un autre contexte et dont nous serons certainement amenés à nous occuper encore. J'indiquerai seulement, aujourd'hui, que la Commission se propose d'adresser au gouvernement français une recommandation portant sur le droit commercial français, dès que la présente directive aura été adoptée.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

# 11. *Ordre du jour de la prochaine séance*

**M. le Président.** — La prochaine séance aura lieu demain, mardi 6 juillet 1971, avec l'ordre du jour suivant :

à 10 h 30 et 15 h :

- rapport de M. Lautenschlager sur la profession d'opticien-lunetier ;
- rapport de M. Bousch sur la conjoncture énergétique ;
- rapport de M. Rossi sur l'Office des publications des Communautés européennes et sur un règlement financier applicable au budget ;
- rapport intérimaire de M. Califice sur les contrôles dans le trafic intracommunautaire des voyageurs ;
- rapport de M. Pianta sur le matériel électrique ;
- rapport de M. Lucius sur les unités de mesure.

La séance est levée.

*(La séance est levée à 18 h 45)*

(\*) JO n° C 78 du 2 août 1971, p. 13.

## SÉANCE DU MARDI 6 JUILLET 1971

## S o m m a i r e

1. Adoption du procès-verbal .....	25	quet, au nom du groupe de l'UDE ; Leonard ; Armengaud ; De Winter ; Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Bousch ....	37
2. Félicitations à MM. Boersma et Boertien .....	25	Adoption de la proposition de résolution .....	52
3. Souhais de bienvenue à une délégation du Parlement britannique .....	25	7. Dispositions particulières et nomenclature budgétaire applicables aux crédits de recherches et d'investissement. — Dispositions particulières relatives à l'Office des publications officielles. — Discussion d'un rapport de M. Rossi, fait au nom de la commission des finances et des budgets : M. Rossi, rapporteur .....	52
4. Limitation du temps de parole .....	25	MM. Koch, au nom du groupe socialiste ; Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes .....	54
5. Directives concernant les activités non salariées de l'opticien-lunetier. — Discussion d'un rapport et d'un rapport complémentaire de M. Lautenschlager, faits au nom de la commission juridique : M. Lautenschlager, rapporteur .....	26	Examen de la proposition de résolution ..	56
MM. Laudrin, rapporteur pour avis ; Dittrich, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Scokaert, au nom du groupe socialiste ; Sourdille ; Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes .....	28	Amendement n° 1 au paragraphe 5 : MM. Gerlach ; Rossi ; Coppé ; Gerlach .....	57
Examen de la proposition de résolution ..	31	Retrait de l'amendement n° 1 .....	57
Amendement n° 1 à l'article 2 de la proposition de directive n° III : MM. Lautenschlager ; Laudrin ; Merchiers ; Sourdille ; Dittrich ; Haferkamp ; Sourdille ..	31	Adoption de la proposition de résolution ..	58
Retrait de l'amendement n° 1 .....	34	8. Suppression des contrôles dans le trafic intracommunautaire de voyageurs. — Discussion d'un rapport intérimaire de M. Califice, fait au nom de la commission économique : M. Califice, rapporteur .....	58
Adoption de la proposition de résolution ..	34	MM. Artzinger, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Seefeld, au nom du groupe socialiste ; Offroy, au nom du groupe de l'UDE ; Spinelli, membre de la Commission des Communautés européennes ; Califice .....	59
6. Conjoncture énergétique dans la Communauté. — Discussion d'un rapport de M. Bousch, fait au nom de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques : M. Bousch, rapporteur .....	34	Adoption de la proposition de résolution ..	63
MM. Springorum, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Oele, au nom du groupe socialiste ; Berkhouwer, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Bous-		9. Directive concernant le matériel électrique utilisable en atmosphère explosive. — Dis-	

*cussion d'un rapport de M. Pianta, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique :*

M. Pianta, rapporteur ..... 63

MM. Bermiani, rapporteur pour avis ; Spinelli, membre de la Commission des Communautés européennes ..... 65

Adoption de la proposition de résolution ..... 65

10. Directive concernant les unités de mesure. — Discussion d'un rapport de M. Lucius, fait au nom de la commission juridique :

M. Lucius, rapporteur ..... 65

MM. De Winter ; Spinelli, membre de la Commission des Communautés européennes ; De Winter ..... 66

Adoption de la proposition de résolution ..... 67

11. Ordre du jour de la prochaine séance .. 67

## PRÉSIDENCE DE M. BEHRENDT

*Président*

(La séance est ouverte à 11 h 05)

M. le Président. — La séance est ouverte.

### 1. Adoption du procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

### 2. Félicitations à MM. Boersma et Boertien

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, deux de nos collègues, MM. Boersma et Boertien, sont appelés à participer au gouvernement des Pays-Bas, pour y assurer l'un les fonctions de ministre des affaires sociales et l'autre celles de ministre de l'aide au développement.

Je suis certain d'exprimer les sentiments de l'Assemblée tout entière en félicitant vivement nos deux collègues de leur nomination qui honore notre Parlement et en leur souhaitant pleine réussite dans l'accomplissement des tâches nouvelles et importantes qui sont les leurs à présent.

Je suis persuadé que dans leurs nouvelles fonctions, où ils retrouveront deux de nos anciens collègues, MM. Bisheuvel, en sa qualité de président du Conseil, et Lardinois, en tant que ministre de l'agriculture,

ils continueront d'apporter tous leurs soins à la réalisation de nos aspirations européennes communes. (Applaudissements)

### 3. Souhais de bienvenue à une délégation du Parlement britannique

M. le Président. — Comme vous le savez, une délégation du Parlement britannique dirigée par M. Bennet a donné suite à l'invitation du Parlement européen de participer à une table ronde. Au nom du Parlement tout entier, je souhaite une cordiale bienvenue à nos collègues.

(Applaudissements)

Il ne s'agit pas d'une visite purement protocolaire, mais d'une visite d'information. J'espère que nos collègues britanniques auront une impression favorable du travail accompli par notre Parlement européen et de l'atmosphère agréable qui règne dans cette Assemblée. Je voudrais leur dire encore une fois combien nous nous réjouissons de leur visite, car nous espérons pouvoir les accueillir bientôt comme membres de ce Parlement européen.

(Applaudissements)

### 4. Limitation du temps de parole

M. le Président. — Je rappelle que lors de sa séance d'hier le Parlement a décidé de limiter comme suit le temps de parole, pour tous les rapports inscrits à l'ordre du jour de la présente période de session :

— 15 minutes pour les rapporteurs et les orateurs mandatés par les groupes politiques, étant entendu qu'il n'y aura qu'un seul orateur par groupe ;

— 10 minutes pour les autres orateurs ;

— 5 minutes pour les orateurs intervenant sur les amendements.

### 5. Directives concernant les activités non salariées de l'opticien-lunetier

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport et du rapport complémentaire de M. Lautenschlager, faits au nom de la commission juridique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à quatre directives fixant les modalités de la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités non salariées de l'opticien-lunetier (doc. 7/71 et 50/71).

Je rappelle que lors de sa séance du 20 avril 1971, le Parlement avait renvoyé à la commission juridique trois amendements au rapport de ladite commission sur ce sujet. Ces amendements ont été examinés dans le rapport complémentaire. Ils doivent donc être, le cas échéant, réintroduits par leur auteur à la fin de la discussion générale pour que je puisse les mettre aux voix.

La parole est à M. Lautenschlager qui l'a demandée pour présenter son rapport complémentaire.

**M. Lautenschlager, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, qu'il me soit permis, pour ce qui est du contenu matériel des directives relatives à la liberté d'établissement et à la libre prestation des services pour les activités de l'opticien-lunetier, de renvoyer à mes explications du 20 avril dernier. Je puis donc me dispenser d'exposer une fois de plus toutes les raisons qui ont donné lieu au renvoi du dossier en commission et me contenterai de commenter l'examen par la commission juridique des trois amendements proposés au rapport ou à la résolution.

Le Parlement avait justifié le renvoi en commission en arguant de ce que, s'agissant d'une question juridique difficile, le débat qui se serait engagé aurait par trop retardé les travaux de l'Assemblée plénière. La commission juridique était invitée à réexaminer les trois amendements. C'est ce que nous avons fait, et la commission juridique a constitué un groupe de travail comprenant non seulement des membres de la commission elle-même, mais aussi les auteurs des amendements ainsi que M. Laudrin, rapporteur de la commission des affaires sociales et de la santé publique sur ces directives.

Après un examen approfondi de la situation pratique et juridique, le groupe de travail a décidé de retenir les motifs invoqués initialement pour rejeter en principe l'obligation générale d'une prescription médicale pour toute délivrance d'un appareil correcteur de la vue, étant entendu qu'il serait précisé, au paragraphe 3 de l'article 2 de la troisième directive, que, dans certaines conditions, l'opticien-lunetier est tenu, sous peine de sanction d'adresser ses clients au médecin.

Cette clause souligne l'obligation, pour l'opticien-lunetier, d'adresser ses clients à un médecin chaque

fois qu'il constate une défectuosité de la vue due à une maladie ou à une altération pathologique de l'œil. La commission juridique a approuvé le résultat de l'étude effectuée par le groupe de travail et, je le souligne, elle a adopté à l'unanimité la proposition de résolution soumise à notre approbation.

Par suite de maladie, M. Hougardy n'a pas pu participer à la réunion du groupe de travail. Ce dernier fut, toutefois, d'avis que l'amendement de M. Hougardy était diamétralement opposé au point de vue adopté à une forte majorité par la commission juridique, selon lequel la prescription médicale ne devait pas être obligatoire pour toute délivrance d'un appareil correcteur. L'exercice du métier d'opticien-lunetier est une activité technique indépendante, complémentaire à celle du médecin. Cette constatation, que nous avons faite à plusieurs reprises déjà, aussi bien dans cet hémicycle que devant la commission juridique, n'a pas été réfutée jusqu'à présent. Cet ensemble de directives est destiné à réglementer la liberté d'établissement pour l'exercice d'une profession technique ; ce n'est pas de la profession d'oculiste qu'il s'agit. La distinction est parfois très difficile à faire. Certains de nos collègues, dans cette Assemblée, estiment, en effet, que l'activité de l'opticien-lunetier est une profession paramédicale, et les rapports entre l'activité de l'oculiste et celle de l'opticien-lunetier sont si étroits qu'il faut aussi prendre en considération, dans ce contexte, la monographie professionnelle de l'oculiste.

M. Sourdille a maintenu son amendement et s'est réservé de prendre toutes mesures qui lui paraîtraient utiles. Permettez-moi de faire observer, à ce propos, que l'amendement de M. Sourdille a trait à la médecine préventive. Nous avons estimé, tant au groupe de travail qu'à la commission juridique que, dans ce rapport, qui, comme je viens de le dire, traite du droit d'établissement pour l'exercice d'une profession technique, la médecine préventive serait étrangère au sujet.

Nous avons recommandé à M. Sourdille de soulever — sous la forme qui lui paraîtra appropriée, mais en dehors de ce rapport — la question de la médecine préventive devant cette Assemblée, de façon à amener la Commission à se prononcer sur ce point.

Permettez-moi de rappeler, dans ce même ordre d'idées, un des amendements que j'ai présentés à propos du rapport sur les médecins : j'y invitais la Commission à s'intéresser aussi à la question de la médecine du travail. Peut-être la Commission pourra-t-elle un jour examiner ces deux groupes de problèmes sous la forme d'un rapport ou d'une proposition.

Voilà ce que notre commission a recommandé à M. Sourdille, au sujet de son amendement.

M. Armengaud a retiré son amendement après l'insertion, à l'article 2 de la troisième directive, de la



**Lautenschlager**

disposition complémentaire dont j'ai parlé tout à l'heure, relative au renvoi obligatoire au médecin.

Pour le reste, je me permets de vous renvoyer au rapport que vous avez sous les yeux, du 23 mars 1971, et au rapport complémentaire du 18 juin, qui vous propose aussi une version modifiée de la résolution.

La commission juridique est d'avis que le compromis auquel on a abouti en insérant dans les directives le principe du renvoi obligatoire au médecin, répond à toutes les objections que pouvait susciter la conception libérale de l'obligation de la prescription médicale. Elle met expressément en garde contre les conséquences qu'entraînerait l'inscription dans ces directives de l'obligation générale de la prescription. Ces conséquences se situeraient dans le domaine de la législation sur les produits pharmaceutiques, qu'il faudrait de nouveau revoir. En effet, l'usage immodéré et sans contrôle médical de médicaments vendus librement peut, lui aussi, provoquer des troubles extrêmement graves de la santé.

Je m'en tiendrai, Mesdames, Messieurs, à ces quelques commentaires et vous recommande d'adopter aujourd'hui la proposition de résolution dans sa nouvelle version et avec son contenu nouveau.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Laudrin, rédacteur de l'avis de la commission des affaires sociales et de la santé publique.

**M. Laudrin, rapporteur pour avis.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais d'abord remercier M. Lautenschlager, rapporteur de la commission juridique, pour la clarté de son rapport et dire combien je suis satisfait — je pense que c'est aussi l'avis de l'Assemblée — de voir enfin se conclure un débat qui dure depuis trop longtemps. Voilà plus de dix-huit mois, en effet, que la commission des affaires sociales et de la santé publique a eu à en juger. Nous avons été l'objet de démarches parfois critiquables d'ailleurs, et je pense qu'il est temps de mettre un terme à un débat qui, encore une fois, a trop longtemps retenu notre attention pour ne rien apporter de neuf au texte primitif.

En conséquence, je voudrais tout d'abord préciser, au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, que c'est un problème essentiellement juridique en ce qu'il concerne la liberté d'établissement ; ce n'est pas un problème médical, et c'est pourquoi nous ne sommes saisis que pour avis, rendant ainsi un hommage à la commission juridique qui, elle, doit décider d'une façon prioritaire en la matière.

En second lieu, nous devons remercier la commission juridique de nous avoir associés à ses débats, qui ont également duré trop longtemps, puisqu'il a fallu

convoquer successivement les compétences médicales de tous ordres, pour savoir si nous étions bien dans la bonne direction. Enfin, je remercie la commission juridique d'avoir adopté un texte qui doit pouvoir rassembler l'adhésion de l'ensemble de ce Parlement, afin que nous en sortions désormais ; sinon nos discussions n'auraient pas de fin.

Je voudrais simplement noter, au titre de la commission des affaires sociales et de la santé publique, ce que nous avons défini en regard même du texte qui nous a été proposé par la Commission. C'est d'abord la définition de la fonction d'opticien-lunetier, reprise dans l'article 2 de la première directive, c'est-à-dire l'examen de la vue par la méthode objective et subjective, la fabrication de verres à lunettes, la vente des appareils correcteurs de défauts visuels, y compris les verres de contact.

La troisième directive — je laisse de côté la deuxième qui traite surtout de la formation, ce qui est très important et a été envisagé avec beaucoup de sérieux par la Commission — pose que cet acte de l'opticien est un acte indépendant ; ce n'est pas un acte nécessairement lié à l'acte médical, c'est un acte indépendant et qui, par conséquent, doit avoir son caractère strictement technique et doit être envisagé comme tel. Il n'est pas l'application simple d'une prescription médicale.

Il y a cependant, et la commission des affaires sociales et de la santé publique a tenu à le noter, deux limites : une première limite due au fait que dès l'instant où l'opticien-lunetier reconnaît un phénomène pathologique lorsqu'il examine la vue, il doit, en conscience, en vertu même de sa déontologie professionnelle, renvoyer son patient à un examen médical. C'est là un devoir élémentaire pour l'opticien qui se trouverait devant un cas de maladie ou d'anomalie qu'il aurait constaté et qui n'est pas de son propre ressort. Il faut donc le renvoyer directement au médecin, et au médecin qualifié.

Deuxièmement, ce qui est prudent de la part de l'opticien — et ce que nous avons fini par accepter, car je dois dire que la commission des affaires sociales et de la santé publique avait été beaucoup plus large, mais qu'elle s'est rangée en définitive à la sagesse de la commission juridique — c'est de demander pour les moins de 16 ans un certificat de non contre-indication et un même certificat de non contre-indication pour la pose des verres de lunettes.

Mais sous ces réserves, nous avons donc accepté purement et simplement le texte présenté par M. Lautenschlager.

Quand je signalerai que la commission des affaires sociales a voté ce texte à l'unanimité, quand je sais que la commission juridique a également eu l'assentiment de la très grande majorité, sinon de l'unanimité, de ses membres, je pense qu'il ne devrait pas y avoir de discussion après tant de débats, même

**Laudrin**

si mon excellent ami, M. Sourdille, soulève le problème de la santé. Je veux bien que la Commission prenne en charge de poser le problème de la protection de la vue chez les enfants, chez les travailleurs, chez les personnes âgées — c'est une autre affaire — mais il me semble que l'on ne doit pas, dans un règlement d'ordre technique et d'ordre juridique, poser un problème fondamental de santé qui déborde notre question.

En tout état de cause, le rapporteur de la commission des affaires sociales et de la santé publique serait obligé d'en revendiquer la charge principale, car le problème de la santé ne relèverait pas de la commission juridique, qui est aujourd'hui principalement en cause et que nous sommes heureux de rejoindre dans ses conclusions.

En conséquence, au nom de la commission des affaires sociales, je donne à M. Lautenschlager mon accord complet sur ses conclusions, et je ne peux qu'inviter l'Assemblée à le rejoindre sans plus débattre des problèmes qui peuvent être posés et qui nous occupent depuis trop longtemps.

**M. le Président.** — La parole est à M. Dittrich, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Dittrich.** — (A) Monsieur le Président, en prenant la parole, au nom du groupe démocrate-chrétien, sur cette directive relative à l'opticien-lunetier, je tiens à souligner tout d'abord que les commissions intéressées, c'est-à-dire la commission des affaires sociales et de la santé publique et la commission juridique, ne se sont certainement pas facilité la tâche, mais ont étudié très attentivement la question. C'est pourquoi je voudrais saisir cette occasion pour remercier non seulement M. Lautenschlager, mais également M. Laudrin, de la peine qu'ils se sont donnée pour rédiger respectivement leur rapport et leur avis.

La directive soumise à notre examen étudie les problèmes posés par l'exercice de la profession d'opticien-lunetier. Il importe de le préciser d'abord, car, au cours de la discussion, des collègues belges nous ont appris qu'en Belgique, certains pharmaciens étaient, eux aussi, habilités à délivrer des lunettes. Nous n'avons pas pu examiner cet aspect dans la présente directive, puisqu'elle concerne essentiellement les opticiens-lunetiers; non qu'elle revendique pour ces derniers quelque exclusivité, mais la législation belge relative à la délivrance des lunettes par les pharmaciens n'est évidemment pas touchée par cette directive.

Au cours d'une vaste audition d'experts, les commissions intéressées ont entendu aussi bien les opticiens-lunetiers que les oculistes. Les opinions étaient contradictoires. Mais le problème qui nous préoccupe n'est pas seulement celui des oculistes et des opticiens-lunetiers, quelque important qu'il soit pour eux, c'est aussi celui de l'administration à la popu-

lation de notre Communauté de verres correcteurs et de lentilles de contact. Il faut le souligner, et c'est sous cet angle que nous devons tout considérer.

La Commission a proposé deux exceptions, qui concernent la délivrance de verres aux personnes âgées de moins de seize ans et la délivrance de lentilles de contact.

Dans ces deux cas, le médecin doit être consulté avant l'adaptation et la délivrance des verres. Quand je dis médecin, j'entends les membres du corps médical en général, et non les seuls oculistes.

La Commission a prévu ces exceptions, mais je tiens à signaler que certains pays de la Communauté ne connaissent pas ces restrictions des activités de l'opticien-lunetier, de sorte que, dans une partie de la Communauté, la libre prestation des services pour les activités de l'opticien-lunetier se trouvera restreinte.

Le Comité économique et social, qui a étudié ces questions au cours d'une vaste discussion, à laquelle j'ai pu participer moi-même, n'a pas été d'avis que de telles restrictions devaient être introduites. Je vous rends compte de ses conclusions.

Je crois, Monsieur le Président, que nous fûmes bien inspirés, lors du premier examen de la directive en Assemblée plénière, d'en décider le renvoi en commission. Je crois, en effet, lorsque je fis cette proposition au nom du groupe démocrate-chrétien, que le débat serait sensiblement élargi. Entre temps, un groupe restreint, dont je fais partie moi-même, s'est saisi de ces questions, s'attachant surtout aux préoccupations de M. Armengaud ainsi que d'autres. Il a abouti à la conclusion que nous devons veiller à ce que, dans les cas pathologiques, lesquels relèvent de la médecine, l'opticien-lunetier renvoyât son client au médecin. En soi, la déontologie des opticiens-lunetiers leur enjoint déjà, lorsqu'il y a une maladie des yeux d'adresser leur client au médecin. Mais nous avons tenu à réaffirmer expressément cette exigence, pour exclure tout doute, convaincus que nous sommes que le souci d'éviter toute lésion de l'œil humain commande la plus grande prudence. Nous pensons avoir prévu ainsi une sécurité suffisante. L'opticien-lunetier a le droit, qui existe d'ores et déjà dans les pays de la Communauté — ainsi que, sur la base d'une loi de 1958, en Grande-Bretagne — de procéder, par des méthodes objectives et subjectives, à l'adaptation de lunettes. Il doit, ce faisant, observer les mesures de prudence prévues dans ces directives.

Nous pensons que tout a été fait pour mettre la population à l'abri de tous dangers. C'est pourquoi le groupe démocrate-chrétien donnera son approbation à la proposition de résolution telle qu'elle est formulée dans le rapport complémentaire.

**M. le Président.** — La parole est à M. Sokaert, au nom du groupe socialiste.

**M. Sokaert.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, le groupe socialiste se réjouit de constater qu'un effort méritoire d'harmonisation ait pu aboutir à la fixation des modalités de la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités spécifiques de l'opticien-lunetier.

Il votera la proposition de résolution présentée par la commission juridique.

Notre groupe tient à remercier le rapporteur, M. Lautenschlager, pour la clarté, le sérieux et l'objectivité de son remarquable rapport. Nous tenons également à associer à ces éloges la commission juridique et la commission des affaires sociales et de la santé publique, pour le travail considérable qu'elles ont déployé en vue d'apporter une solution valable et équilibrée à un important et délicat problème, qui, souvent, a débouché sur des débats passionnés.

Il marque particulièrement son accord sur la proposition de la Commission des Communautés européennes selon laquelle l'opticien-lunetier doit être habilité à procéder, sans prescription médicale préalable, aux examens subjectif et objectif de la vue pour la délivrance de lunettes.

L'exercice de la profession d'opticien-lunetier est, en effet, reconnu en pratique et par la jurisprudence comme un acte technique indépendant et complémentaire de l'acte médical. Obliger les clients à consulter un médecin ophtalmologiste avant l'achat de lunettes serait leur imposer une obligation inutile. La pratique prouve, en effet, qu'un opticien-lunetier, qui est soumis à une discipline très stricte et qui reçoit une formation générale et professionnelle appropriée, est préparé à l'examen de la réfraction oculaire et est moralement, pratiquement et légalement, obligé de renvoyer son client à un médecin dès qu'il soupçonne l'existence d'une maladie. Le rapport de M. Lautenschlager est très édifiant à ce sujet.

De plus, l'obligation de l'ordonnance médicale préalable va à l'encontre du droit fondamental qu'a tout citoyen de disposer librement de son être. Ce n'est que dans le cas où cette liberté peut être néfaste à la liberté des autres qu'une certaine contrainte, pour ne pas dire une contrainte certaine, doit être exercée. Il suffit d'évoquer la tuberculose et les maladies vénériennes, pour admettre que, dans le but de sauvegarder la santé de tous, une réglementation sévère puisse être imposée à tout citoyen.

L'obligation généralisée de la prescription médicale préalable à l'examen de l'opticien-lunetier priverait ce dernier de son indépendance, en ferait l'obligé du médecin ophtalmologiste et le réduirait au seul rôle d'exécutant.

Nous pourrions ajouter que son application équivaldrait à la mise à mort d'une profession respectable et respectée.

Enfin, si l'on veut être conséquent, l'introduction d'une obligation d'ordonnance pour la prescription de lunettes, afin de protéger la santé publique menacée, impliquerait la suppression de la liberté de vente de certains médicaments que chacun peut, actuellement, obtenir sans ordonnance et dont l'emploi abusif et sans contrôle médical peut également menacer la santé.

Bref, notre groupe est résolument opposé à l'obligation généralisée de la prescription médicale préalable.

En ce qui concerne les personnes âgées de moins de seize ans et la pose des verres de contact, notre groupe partageait l'avis premier de la commission des affaires sociales et de la santé publique, c'est-à-dire qu'il considérait que la prescription médicale préalable n'était pas indispensable non plus dans ces cas particuliers. Cependant, tenant compte que, dans l'examen des directives qui nous occupent aujourd'hui, ce sont surtout les aspects juridiques qui doivent être pris en considération, notre groupe ne considère pas qu'une modification du texte doive être proposée. Il est persuadé que, dans un proche avenir, apparaîtra clairement la nécessité de supprimer aussi ces deux restrictions.

L'orateur précédent a abordé la situation particulière qui se présente en Belgique, en ce qui concerne les pharmaciens autorisés à vendre des lunettes. Je demande à la Commission et au rapporteur s'ils confirment le point de vue de mon honorable prédécesseur, selon lequel cette situation n'est pas couverte par les directives que nous examinons aujourd'hui.

Le groupe socialiste marque encore son accord sur les modifications apportées au texte présenté par la Commission des Communautés européennes, visant à ne pas limiter le champ d'application de cette directive aux activités non salariées de l'opticien-lunetier, mais de l'élargir aux activités des salariés de cette profession.

Enfin, dans l'intérêt des patients autant que dans celui des opticiens-lunetiers, le groupe socialiste souligne, avec la commission juridique, qu'il faudra, à l'avenir, tendre à doter les opticiens-lunetiers d'une formation aussi poussée que possible et tenant compte des plus récentes découvertes scientifiques.

Telles sont les raisons pour lesquelles le groupe socialiste approuvera la proposition de résolution ainsi que les quatre directives.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Sourdille.

**M. Sourdille.** — Monsieur le Président, mes chers collègues ; on vient de nous dire à l'instant qu'il n'y avait plus de débat. Certes, je comprend votre lassitude. Cependant, je vais tenter la gageure de parler

### Sourdille

d'un sujet que je connais. Aujourd'hui le débat n'est pas sans intérêt. Il nécessite un instant de réflexion.

Tout d'abord, je tiens, moi aussi, à remercier la commission juridique qui, du moins, a eu le mérite, après plusieurs avis qui étaient, me semble-t-il, un peu trop tranchés, d'apporter au texte primitif des améliorations considérables, qui vont toutes dans le sens d'une garantie plus grande pour les sujets éventuellement malades.

En fait, si cette préparation a été si tourmentée, si, par moments, nous avons assisté à des oppositions passionnées, voire passionnelles, nous arrivons à un moment où, quand même, il faut faire place à la modération.

Cependant, comment ne pas souligner que, si cette préparation a duré deux ans, avec tant de complications, c'est probablement, comme toujours, parce que le problème avait été mal posé, ce qui explique les malentendus. Je me permettrai donc de dire, avec la plus grande conviction et beaucoup de simplicité, au rapporteur, qui sait ma sympathie, que le problème n'est pas aussi simpliste qu'il a bien voulu le dire.

En effet, tout un pan de l'argumentation a été méconnu : celui de la prévention à travers les rapports qui s'établissent entre les médecins et les opticiens. Les opticiens ont pris de temps en temps des positions — dont nous dûmes tenir compte — avec une certaine indignation comme si le seul fait de l'existence en Allemagne, en particulier, d'habitudes et d'une jurisprudence quelque peu différentes allait apporter, par le biais d'une législation européenne plus sévère, une sorte de *diminutio capitis* considérée comme une véritable indignité. Je souligne que dans tous les autres pays : la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et, dans certains domaines, l'Italie, il existe des limites extrêmement étroites, sur certains points, quant à l'exercice de la profession d'opticien. Je ne puis pas laisser passer l'affirmation selon laquelle cette profession ne serait réglementée qu'en France. Je veux, d'un mot, demander si, sous prétexte qu'elle est la plus récente, une loi, en l'occurrence la loi allemande, est nécessairement la meilleure.

Je ne puis pas non plus laisser passer sans un instant de réflexion l'affirmation selon laquelle l'apport de limites à l'exercice d'une profession est une humiliation. Enfin, je ne puis pas non plus ne pas poser la question de savoir si l'exercice indépendant est supérieur à la coopération entre deux professions.

Les médecins ont, certes, été maladroits et finalement ils paient une partie de leur maladresse.

Permettez-moi cependant d'aborder un instant le véritable problème. Celui-ci est que l'on demande maintenant aux opticiens de reconnaître ce qui est normal et ce qui est maladie. J'affirme que leur formation précisément ne leur permet pas de faire ce départ dont on veut les charger et, sans parler

médecine, longtemps, j'évoquerai simplement quatre grandes maladies qui nous posent un problème à tous. Comme je suis médecin hospitalier, l'on voudra bien admettre que je ne défends pas des points de vue financiers.

Le glaucome, en particulier, se manifeste précisément par une atteinte extrêmement sourde, et ce n'est qu'à la onzième heure, quand il sera trop tard, qu'il se manifestera par une atteinte perceptible par l'opticien, c'est-à-dire par une baisse de l'acuité visuelle.

Les tumeurs cérébrales, n'en parlons pas, elles sont plus rares. Mais il est bien certain que, dans ce domaine aussi, des diagnostics essentiels et qui intéressent la sécurité sociale, échapperont à cette vérité d'examen.

Je voudrais aborder deux maladies autrement fréquentes : le diabète et l'artériosclérose.

Le diabète est une affection dont le diagnostic peut maintenant être fait de façon très précoce, à travers un examen opéré vers les quarante, quarante-cinq ans, et l'on peut dire que les recherches qui seront du domaine de l'opticien le laisseront passer. Sachons que le diabète est responsable de la majorité des cas de cécité chez l'adulte.

Finissons par l'artériosclérose, car c'est elle la maladie qui, à nos âges, mes chers collègues, risque de nous frapper tous. Sachons qu'aujourd'hui plus que jamais, ces examens ophtalmologiques prennent de l'importance en ce domaine.

J'arrête là cette excursion dans le domaine médical. Elle était simplement destinée à montrer qu'il s'agit d'un problème de conscience. Nous sommes en train de légiférer sur une matière scientifique qui est éminemment évolutive. C'est un problème de santé publique, et l'on n'y a pas suffisamment pris garde, en voulant l'aborder simplement par le biais juridique du droit d'établissement.

Je souligne cependant que l'on ne parle guère ici, des oppositions unanimes qui sont venues des seules instances médicales que l'on ait bien voulu consulter, des seules instances qui existent au niveau de la Communauté, je veux dire le Comité médical permanent. Celui-ci a, à l'unanimité, pris une position absolument opposée à celle que défend la commission.

Par ailleurs, les caisses de sécurité sociale sont, elles aussi, extrêmement favorables à l'augmentation des interventions du médecin dans le circuit entre client et opticien.

Pour ces raisons, j'ai déposé, avec M. Hougardy, un amendement. Extrêmement simple, celui-ci tend à inscrire dans le texte de la troisième directive, sans rien enlever aux améliorations apportées par la commission juridique, la demande qu'une cinquième directive, relative à la protection de la santé publique — qui est le terrain sur lequel je me place — fixe

**Sourdille**

le cadre dans lequel devront s'exercer les activités professionnelles des opticiens.

Je ne touche à rien d'autre. En effet, je voudrais, d'un mot, dire que le problème est plus large qu'on ne le pense. Je voudrais parler du rôle du Parlement européen en cette affaire. Je passerai sous silence les pressions déplaisantes qui ont été citées. Si elles ont été déplaisantes, c'est qu'elles étaient passablement passionnées devant une situation qui se déroulait toute seule, sans que nous, sans que les médecins, pussent faire entendre leur voix. Les pressions ont d'ailleurs été largement bilatérales.

Mais je voudrais évoquer un deuxième problème très simple, et qui est de la responsabilité du Parlement européen. Nous nous trouvons, dans le domaine de l'éducation nationale, devant un afflux considérable d'étudiants que nous ne pouvons orienter vers la médecine. Eh bien, je prétends que les directives que l'on nous soumet prévoient, pour la formation des opticiens, un niveau trop bas, au moment même où nous ne savons pas comment absorber ces jeunes gens qui, bien qu'ayant fait des études supérieures, ne peuvent s'orienter vers la médecine. Nous pourrions ouvrir là un débouché réellement intéressant. Saisie à travers cette formation supérieure, la question des opticiens et des collaborateurs médicaux dans le domaine de l'optique et de la médecine est autrement intéressante que sous l'abord artisanal qui a été celui des directives.

Enfin, je voudrais dire, très calmement, un mot à la Commission. Celle-ci a, selon moi, été un tout petit peu insistante. Certes, elle était lassée par la durée des travaux et leurs apparentes lenteurs. Il n'empêche que les problèmes étaient réels, et, pour ma part, j'aurais souhaité une coopération plus étroite et qui aurait pu être plus rapide, grâce à laquelle aurait pu nous être soumise une ébauche de cinquième directive, celle de la prévention des rapports entre les opticiens et la santé publique, laquelle aurait singulièrement amélioré nos débats.

Enfin, j'ai l'honneur de participer au groupe chargé d'étudier les structures et l'organisation de ce Parlement. Nous y passons notre temps à chercher les moyens d'augmenter notre action et notre audience auprès du Conseil. Puis-je dire que nous aimerions aussi nous orienter dans la voie d'une action plus étroite, d'une audience plus grande sur des problèmes de ce type, qui suscitent des difficultés à l'égard de la Commission ?

Le moment venu, je ne soutiendrai plus par une argumentation supplémentaire l'amendement que j'ai déposé avec M. Hougardy. Je souhaite seulement qu'il reçoive l'agrément des groupes politiques qui, dans le domaine de la santé publique doivent, me semble-t-il, prendre des positions moins raides qu'ils n'y paraissent disposés ; je souhaite qu'il franchisse les frontières des commissions qui ne sont pas liées par

leurs délibérations parfois difficiles à saisir ; enfin je souhaite qu'il n'achoppe pas aux nationalités.

Se faire battre sur un amendement concernant la santé publique n'est pas indigne. Je vous demande seulement de ne pas émettre un vote de lassitude et d'exiger finalement une législation moderne.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Haferkamp.

**M. Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je voudrais, au nom de la Commission, remercier vivement les commissions parlementaires, qui ont étudié le problème si longuement et d'une façon approfondie. Je me félicite particulièrement de la présentation du texte modificatif qui a été élaboré à la suite du dernier débat en séance plénière et je déclare, au nom de la Commission, que j'accepte ce texte modifié.

Quant aux questions qui ont été soulevées tant par le rapporteur qu'au cours de la discussion, à propos des problèmes généraux de la médecine préventive, de la médecine du travail, etc., la Commission ne manquera pas de s'en préoccuper et d'en saisir l'Assemblée dans les formes appropriées, par exemple comme l'a suggéré M. Lautenschlager.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen des propositions de directive, l'examen de la proposition de résolution étant réservé jusqu'à l'issue de l'examen des propositions de directive.

Sur l'article 2, je suis saisi d'un amendement n° 1, présenté par MM. Sourdille et Hougardy et dont voici le texte :

Compléter cet article par un paragraphe nouveau ainsi conçu :

« 4. Une cinquième directive relative à la protection de la santé publique précise le cadre dans lequel devront s'exercer les activités professionnelles des opticiens prévues au présent article. »

Cet amendement ayant déjà été défendu par M. Sourdille, la parole est au rapporteur.

**M. Lautenschlager, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, je me vois malheureusement obligé de recommander à l'Assemblée de rejeter cet amendement.

Permettez-moi de revenir sur ce que j'ai dit en présentant le rapport complémentaire. Il s'agit non pas de la liberté d'établissement des oculistes, mais de

**Lautenschlager**

la liberté d'établissement des opticiens-lunetiers. C'est un premier point.

Deuxièmement, il a déjà été tenu compte des préoccupations que les auteurs de l'amendement n° 1 souhaitent voir exprimer dans le rapport et dans la directive. Je me permettrai de rappeler à ce propos le quatrième considérant et le nouveau texte, qui vous a été soumis aujourd'hui, de l'article 2, paragraphe 3, qui contient toutes les prescriptions voulues pour éviter qu'un client désirant acheter chez un opticien des verres compensateurs n'omette de consulter un médecin uniquement parce que l'opticien entend ignorer la maladie qu'il a décelée. D'après le nouveau texte, l'opticien est tenu d'examiner la vue de son client, de déterminer la cause du défaut constaté, et, lorsque celui-ci a un caractère pathologique, d'envoyer le client chez un médecin.

En résumé, je répéterai que tout ce qui fait l'objet de l'amendement est déjà inscrit dans les considérants de la troisième directive et dans le texte de la directive elle-même, et en conséquence, j'invite l'Assemblée à rejeter cet amendement. J'ajouterai, à l'intention de MM. Sourdille et Hougardy, qu'ils peuvent très bien saisir la Commission, par l'intermédiaire du Parlement et sous l'une ou l'autre forme, des considérations qu'ils ont émises. La question de la médecine préventive, dont je sais toute l'importance et tout l'intérêt, se trouvera ainsi, elle aussi, réglée.

**M. le Président.** — La parole est à M. Laudrin.

**M. Laudrin.** — Monsieur le Président, je crois que M. Sourdille a fait, sur le problème de la santé, une excellente et très émouvante intervention, par laquelle, étant rapporteur de la commission des affaires sociales et de la santé publique, je me sens un peu concerné.

Nous avons eu l'impression que, selon M. Sourdille, tout homme bien portant est un malade qui s'ignore et que tout porteur de lunettes est menacé d'on ne sait quel trouble grave, qui devrait être soumis immédiatement à l'observation des spécialistes.

Son propos me semble ne viser que certains cas exceptionnels. Je ne pense pas que la situation qu'il a décrite soit la norme, fort heureusement pour tous ceux d'entre nous qui portent des lunettes, sans pourtant se sentir malades.

J'estime cependant que M. Sourdille a eu tout à fait raison d'attirer l'attention de l'Assemblée sur le problème de la santé, et en particulier sur celui de la prévention.

C'est pourquoi je demanderai au représentant de la Commission s'il ne peut pas prendre en considération la nécessité d'une prochaine directive, distincte, qui n'aurait rien à voir avec la profession de l'opti-

cien-lunetier, mais s'intéresserait à la protection de la santé, et en particulier à la question de la vue, plus spécialement en ce qui concerne les enfants et les travailleurs. Sur ce point précis, nous serions évidemment tout prêts à solliciter le concours de la Commission. Mais, je le répète, il s'agirait d'un problème à part, que nous serions heureux d'examiner en plein accord avec M. Sourdille.

Rejoignant ainsi la conclusion que vient d'émettre le rapporteur de la commission juridique, je ne pense pas que cette question de la prévention puisse faire partie du texte sur lequel nous sommes sur le point de voter.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Merchiers.

**M. Merchiers.** — Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt l'exposé qu'a fait M. Sourdille, qui, étant donné ses qualités médicales, est un homme compétent.

Je ne crois cependant pas pouvoir me ranger à son avis.

Lorsqu'il parle de prévention, il a raison, et tout le monde doit être d'accord avec lui. Mais ce qu'il faut éviter, selon moi, c'est d'entraîner les opticiens-lunetiers dans la prévention médicale. N'étant pas, nous l'avons dit, dans le domaine médical, ils doivent rester tout à fait en dehors de lui.

A propos de prévention, je voudrais simplement rappeler à cette Assemblée, et surtout à ceux de nos collègues qui connaissent nos institutions sociales, qu'actuellement, dans la Communauté, avant de pouvoir se faire délivrer gratuitement des lunettes, tout assuré social doit se rendre chez le médecin pour obtenir de lui un document lui permettant d'acquérir gratuitement ces lunettes.

La prévention existe donc. Elle est assurée par l'obligation de consulter le médecin. Si celui-ci accomplit bien sa tâche, il décèlera, le cas échéant, les graves maladies dont a parlé M. Sourdille et, au lieu de prescrire des lunettes, adressera le patient à l'ophtalmologue.

Dès lors, puisque, dans l'état actuel de la législation sociale de nos six pays, la prévention est assurée, j'estime, comme M. Lautenschlager, que nous ne devons pas adopter cet amendement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Sourdille.

**M. Sourdille.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, j'ai dit tout à l'heure qu'il n'y avait pas d'indignité à se faire battre. Ce ne serait pas la première fois que nous aurions combattu pour triompher beaucoup plus tard.

**Sourdille**

J'apprécie comme il convient l'ironie de mon excellent confrère, M. l'abbé Laudrin. Mais il ne s'agit pas du tout, en l'espèce, de jouer les docteur Knock, mais d'empêcher que ne soit mis bas un système de prévention qui existe et que dans les pays précisément où existe l'obligation de passer par un examen médical, celle-ci ne soit amenuisée.

Le vrai problème est que, par cette directive, nous confions aux opticiens des charges qu'ils ne sont pas à même d'assumer. Il ne s'agit pas de leur compétence dans le domaine de l'optique, mais de leur incompétence à établir un diagnostic de pathologie, c'est-à-dire de maladie, puisque celle-ci n'apparaît pas nécessairement dans les mesures. Mais je quitte ce terrain très technique.

Ce à quoi je veux aboutir, c'est finalement contraindre la Commission à prendre quelque engagement dans le domaine de la prévention — je remercie M. le rapporteur Laudrin d'avoir apporté de l'eau à mon moulin — et à sortir de l'attitude qui est la sienne. Je veux que, dans les délais raisonnables, elle nous présente une directive établissant réellement les rapports entre l'activité des opticiens et la prévention.

J'attends donc sa réponse. Je maintiens mon amendement, nous verrons bien.

**M. le Président.** — La parole est à M. Dittrich.

**M. Dittrich.** — (A) Je voudrais faire quelques brèves remarques au sujet de l'amendement de MM. Sourdille et Hougardy. Tout d'abord, je m'oppose à ce que le texte proposé soit inséré à la suite de l'article 2 de la directive, car juridiquement, il n'y serait pas à sa place. C'est une première remarque.

Quant aux préoccupations de M. Sourdille elles-mêmes, je les partage sans réserve. Cependant, le problème de la médecine préventive, des examens préventifs, ne concerne pas seulement le secteur des yeux, mais intéresse l'homme tout entier et sa santé. Si l'on examine la situation dans les différents pays, on constate que dans tous les domaines, on attache beaucoup d'importance aux examens préventifs. Je n'en citerai comme exemple que la république fédérale d'Allemagne, où les examens de dépistage du cancer sont à l'ordre du jour depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1971.

Il ne s'agit donc pas spécialement des yeux, mais de l'homme tout entier. Il s'agit de dépister à temps les maladies qui peuvent l'atteindre. Je rappellerai à titre d'exemple la médecine dentaire et les soins dentaires pour les jeunes ; je rappellerai aussi les examens médicaux préventifs auxquels sont soumis les jeunes des écoles et des universités et d'une façon générale, tous les jeunes ; ces examens devraient être étendus à de larges couches de la population et même, à l'ensemble de la population.

Je le dis dès à présent, si la Commission présente une proposition en ce sens, nous serons heureux de l'approuver — toutes les discussions qui ont eu lieu en commission et en séance plénière permettent d'en augurer — mais il n'y a pas lieu d'ouvrir le débat à l'occasion des directives concernant les opticiens. Il s'agit, en république fédérale d'Allemagne, d'une profession artisanale et non pas, comme dans d'autres pays de la Communauté, d'une profession paramédicale. Chez nous, ce sont en quelque sorte des activités d'auxiliaire, mais d'auxiliaire indépendant. Il est exclu qu'on puisse régler à cette occasion toutes les relations entre médecins et opticiens.

Je vous invite donc à rejeter cet amendement, tout en recommandant à M. Sourdille de refaire son intéressant exposé à une autre occasion, mais non plus dans le cadre de la directive concernant les opticiens.

**M. le Président.** — La parole est à M. Haferkamp.

**M. Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (A) Monsieur le Président, je serai bref. L'orateur qui m'a précédé a déjà souligné que la question de la médecine préventive doit être abordée dans un cadre beaucoup plus large que celui dont il s'agit aujourd'hui. Il ne m'est donc pas possible de déclarer au nom de la Commission que nous proposerons, pour ce cas particulier, une cinquième directive. Ce n'est pas une question que l'on peut régler dans le cadre des questions de liberté d'établissement et d'harmonisation du droit d'établissement. Le problème se pose à un tout autre niveau. J'en discuterai volontiers avec nos collègues de la Commission compétents en matière sociale et médicale. Je suis certain que la Commission ne manquera pas de présenter sous une forme appropriée à votre haute Assemblée, les propositions portant sur l'ensemble des problèmes de la médecine préventive et de la médecine du travail et répondant aux préoccupations que MM. Lautenschlager et Laudrin ont exprimées. Je ne peux pas vous dire pour le moment sous quelle forme elle le fera, si ce sera sous la forme d'une directive applicable aux lunettes ou à autre chose, ou sous une autre forme. Ce n'est d'ailleurs pas, je pense, ce qui compte. L'important, c'est que le problème soit étudié avec l'attention qui s'impose et que la Commission s'engage avec vous dans cette voie.

**M. le Président.** — La parole est à M. Sourdille.

**M. Sourdille.** — Monsieur le Président, sous le bénéfice des réponses de la Commission, devant l'intérêt de cette discussion, compte tenu des résultats attendus et de l'heure tardive, et, en tout premier lieu, pour faciliter l'harmonie entre les opticiens et les ophtalmologistes qui, sur ce terrain se sont trop longtemps opposés et qui doivent travailler la main dans la main désormais, je retire mon amendement.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — L'amendement n° 1 est retiré.

Dans ces conditions, nous pouvons passer à l'examen de la proposition de résolution proprement dite.

Sur la proposition de résolution, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (\*).

#### 6. Conjoncture énergétique dans la Communauté

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Bousch, fait au nom de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques sur le rapport de la Commission des Communautés européennes sur la conjoncture énergétique dans la Communauté — Situation 1970 — Perspectives 1971 (doc. 97/71).

La parole est à M. Bousch qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Bousch, rapporteur.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, le document que la commission nous présente sur la conjoncture énergétique dans la Communauté comporte une analyse approfondie de l'état du marché énergétique au cours de l'année 1970 et des tendances prévisibles pour 1971. En partant de cette analyse, il relève les principaux problèmes soulevés par les développements récents de ce marché et les éventuelles mesures de politique énergétique que justifie une telle évolution.

Il constitue un des éléments essentiels du cadre d'action nécessaire à la cohérence de l'ensemble des mesures proposées par la Commission pour la réalisation des objectifs d'une politique énergétique communautaire.

La « première orientation pour une politique énergétique communautaire », approuvée par le Conseil le 13 novembre 1969 comporte, selon la Commission, des prévisions, des orientations à moyen terme, des examens annuels de la conjoncture ainsi que des mesures pour les cas de difficultés d'approvisionnement. La Commission a en effet constaté que « sous l'influence de fluctuations conjoncturelles, l'évolution du marché de l'énergie pouvait s'écarter des tendances retenues dans les prévisions à moyen terme et rendre nécessaires des mesures d'adaptation ».

Or, en 1970 justement, sous l'influence des fluctuations conjoncturelles mais aussi de facteurs plus durables, le marché énergétique a connu une évolution dont toutes les conséquences semblent encore difficilement discernables. Commencée dans l'atmosphère euphorique des années 1960 — époque où l'Europe occidentale semblait pouvoir compter en toute sécurité sur un approvisionnement régulier en énergie à bon marché — l'année 1970 s'est terminée dans une atmosphère d'insécurité générale.

Entre temps, et sous la pression des événements, notre continent a pris conscience de sa dépendance étroite à l'égard des pays du golfe Persique et de la Méditerranée pour son approvisionnement en pétrole brut nécessaire à son développement économique.

Les prévisions faites avant cette période de fièvre et de remise en cause de données qui paraissaient bien établies, se sont révélées dépassées. Depuis le début de l'année, notamment à la suite de la signature des accords de Téhéran et de Tripoli et de la nationalisation partielle des entreprises françaises en Algérie, les choses ont beaucoup évolué. La Commission a donc dû, dans le courant du mois d'avril, nous soumettre un document complémentaire mettant à jour ces prévisions en ce qui concerne la situation conjoncturelle du marché de l'énergie dans la Communauté.

En 1970, la situation a été influencée par le niveau exceptionnellement élevé de l'activité économique dans la Communauté et même dans le reste du monde. Elle a été caractérisée par une expansion rapide des investissements. Devant cette situation économique générale, le marché de l'énergie a connu, sur le plan mondial, une situation relativement tendue. Ces tensions, si elles n'ont pas mis en cause la possibilité de dégager à moyen terme les quantités nécessaires pour la couverture des besoins énergétiques, se sont traduites par des hausses importantes de prix dues en partie aux tendances inflationnistes actuelles de l'économie mondiale, mais aussi à certains goulots d'étranglement qui sont apparus dans certains secteurs notamment les transports.

Ces tensions ont modifié les rapports de prix entre les différentes formes d'énergie et n'ont pas manqué de rejaillir sur la situation du principal importateur d'énergie : la Communauté économique européenne.

En 1970, notre consommation intérieure d'énergie a atteint 850 millions de tec. Les besoins totaux se sont élevés à 988 millions de tec. De 1968 à 1970, les besoins ont donc augmenté de 80 millions de tec par an dont 70 ont été fournis par le pétrole. Le précédent rapport de la Commission n'avait prévu qu'un accroissement de 6 % pour 1970. Celui-ci a été nettement dépassé.

La consommation de l'ensemble des secteurs industriels a progressé de façon très sensible, en particulier dans l'industrie chimique, la sidérurgie, l'industrie des minéraux, l'ensemble de ces trois secteurs

(\*) JO n° C 78 du 2 août 1971, p. 19.



**Bousch**

couvrant d'ailleurs les deux tiers des besoins énergétiques de notre industrie.

La consommation du secteur domestique a également progressé d'environ 8 %.

Enfin, dans le transport également, la progression a été de 8 %. Au cours du premier trimestre de 1971, la demande globale d'énergie a continué sa progression, bien qu'elle ait été atténuée par la situation climatique de l'hiver 1970-1971.

Cette croissance importante de la demande globale d'énergie aura concerné, à des degrés divers, les différentes sources et en premier lieu le pétrole.

Le pétrole représente désormais près de 60 % de la consommation énergétique communautaire : les livraisons de produits pétroliers sur le marché communautaire ont atteint 318 millions de tec, soit une augmentation de 13 % par rapport à 1969.

Cette croissance particulièrement forte tient à différentes causes, dont le niveau élevé de l'activité industrielle et l'augmentation des besoins des centrales électriques.

L'utilisation croissante des fuels lourds dans les centrales thermiques a fait progresser sa consommation encore davantage.

Depuis le début de l'année, l'accroissement de la demande des produits pétroliers semble se maintenir à un rythme élevé, en dépit des hausses sensibles intervenues sur le prix du brut.

La consommation de charbon a connu une double évolution en 1970. En début d'année, les difficultés d'approvisionnement dues à une conjoncture élevée persistante, avec un très haut niveau d'activité de l'industrie sidérurgique, ont conduit à une cadence de transformation des centrales thermiques plus rapide que prévue au bénéfice du pétrole et du gaz naturel. Ensuite, dans la seconde partie de l'année, l'affaiblissement de l'expansion économique et surtout la réduction de l'activité de l'industrie sidérurgique se sont répercutés sur le niveau de la consommation du charbon qui, au total pour l'année 1970, ne s'est élevé qu'à 197 millions de tec au lieu des 202 millions de tec prévus un an auparavant. Le charbon n'a plus couvert, en 1970, que 23,1 % des besoins totaux en énergie contre 26,4 % l'année précédente.

La production communautaire de charbon a connu des fortunes diverses selon les différents pays et selon les entreprises. Globalement, la production a diminué de 6 millions de t environ, pour atteindre 161 million de t, alors que les importations en provenance des pays tiers ont augmenté sensiblement, de 24 millions de t, en 1969, les importations sont passées à 31 millions de t en 1970.

Quant aux exportations communautaires, elles ont atteint leur niveau le plus bas depuis 10 ans.

Au cours des quatre premiers mois de 1971, l'extraction charbonnière a encore diminué de près d'un million de t par rapport à celle des quatre premiers mois de 1970.

Les cokeries ont constitué près de 50 % de la demande intérieure, les centrales thermiques 28 %, et les foyers domestiques 8 %.

L'insuffisance des disponibilités en coke, qui prévalait depuis 1969, en raison de la forte demande mondiale, s'est poursuivie dans la première moitié de 1970. Mais le ralentissement temporaire de l'activité de l'industrie sidérurgique, vers la fin de l'année 1970, a entraîné une atténuation de la tension qui régnait sur ce marché et, dès la fin de 1970, l'approvisionnement en coke ne posait plus de difficultés sérieuses. La production communautaire a néanmoins augmenté de 1,8 million de t et a porté, en 1970, sur 70,2 millions de t.

Cette tendance à la détente sur le marché charbonnier s'est poursuivie pendant le premier trimestre de l'année 1971. D'où les premiers signes d'un restockage.

En ce qui concerne le gaz naturel dans la consommation intérieure d'énergie de la Communauté, sa part a continué à s'accroître rapidement ; son pourcentage est passé de 7,2 en 1969 à 8,5 % des besoins totaux d'énergie. Elle couvre dans certains pays une part importante de la consommation intérieure. Les importations en provenance de pays tiers sont restées inchangées.

La demande de combustibles pour la production d'électricité et pour les fournitures de chaleur des centrales thermiques a augmenté de façon importante au cours de l'année passée et a atteint 153 millions de tec. La plus grande partie de l'accroissement de ces besoins a été, encore une fois, fournie par le fuel. La houille, qui reste un important combustible utilisé pour les centrales thermiques en France et en République fédérale, a néanmoins régressé. Par contre, bien que la part du gaz naturel soit encore relativement faible, elle a beaucoup augmenté dans les différents pays au cours de l'année passée.

L'énergie d'origine nucléaire, qui ne représente que 2,5 % de la production totale, n'a pas enregistré de nouveaux raccordements au réseau, les réacteurs en service représentant 3 150 MWe au 1<sup>er</sup> janvier 1971.

Mais le renchérissement des produits pétroliers et la prise de conscience d'une très grande dépendance vis-à-vis des pays producteurs de pétrole ont incité les pays membres à envisager une accélération du rythme de construction de centrales nucléaires. L'Allemagne envisage d'accroître son programme de 4 000 MWe et la France a décidé d'engager un programme de 8 000 MWe au cours du VI<sup>e</sup> Plan. Trois nouvelles centrales doivent être mises en chantier avant la fin de l'année prochaine en France.

**Bousch**

L'offre mondiale d'uranium naturel excède toujours la demande. Quant à l'uranium enrichi, les quantités importées ont fortement augmenté durant toute l'année 1970.

La persistance, en 1970, d'une croissance importante de la demande sur le marché énergétique a provoqué l'apparition, sur ce dernier, de certaines tensions qui se sont traduites par des hausses de prix. La hausse extrêmement rapide de la demande en produits pétroliers a provoqué un renversement rapide de la situation qui régnait sur le marché pétrolier depuis une dizaine d'années. Pendant les années 1960 ce marché a été un marché d'acheteurs où les disponibilités dépassaient de loin la demande. Le prix de l'offre était avantageux pour les consommateurs.

Les prix à la consommation, pendant toute cette décennie, étaient restés pratiquement stables.

Le renversement de la conjoncture intervenu, au début de l'été 1970, provient d'un fort accroissement de la demande, de changements qui se sont produits du côté de l'offre, entraînant une pleine utilisation des capacités de transport et incitant les pays producteurs à accroître leurs recettes tirées du pétrole.

Les raisons d'un tel bouleversement sont nombreuses ; elles sont tantôt circonstanciées, tantôt plus durables. En particulier la réglementation anti-pollution aux États-Unis a conduit les exploitants de centrales thermiques à rechercher des fuels d'Afrique moins sulfureux que les fuels américains.

Mais la raison principale de la hausse des prix de la plupart des produits pétroliers devait être l'accroissement du taux des frets dû à la pénurie de tonnage de tankers, provenant essentiellement de la demande accrue sur le trajet du Cap, de la fermeture du canal de Suez, des baisses de production en Libye, de la fermeture de la « TAP line ».

Ces hausses devaient être mises à profit par les pays producteurs pour obtenir une modification favorable à leurs intérêts de la production pétrolière extraite de leur sol. Depuis 1960, le coût du pétrole brut était resté stable. Aussi, les pays producteurs groupés au sein d'une Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ont-ils réclamé un relèvement substantiel de leur revenu.

Ces exigences n'avaient pu aboutir en raison des conditions de concurrence, mais, depuis 1970, la création d'un front commun entre pays producteurs, dont l'objectif était, conformément à la « résolution de Caracas », d'obtenir de substantiels relèvements des revenus provenant du sous-sol, ont conduit, dans un premier stade, les pays producteurs du golfe Persique à négocier avec les compagnies pétrolières occidentales, l'accord de Téhéran du 14 février 1971 ; dans un second stade, les négociations entreprises à Tripoli avec les pays méditerranéens, ont conduit à un accord entre les compagnies et le gouvernement libyen relevant sensiblement les redevances.

Le gouvernement algérien, de son côté, après avoir décidé, le 24 février, la nationalisation partielle du capital des sociétés françaises, a fixé unilatéralement le prix du brut.

L'ensemble de ces facteurs devait produire une hausse importante du prix des principaux produits pétroliers.

Compte tenu de l'incidence des taxes, les prix à la consommation ont doublé depuis fin 1969 pour les fuels lourds en Belgique et aux Pays-Bas ; ils ont augmenté de 60 % environ en France, de 40 % environ en Allemagne et de 20 % environ en Italie.

Cependant, en raison de la baisse intervenue en décembre dernier sur les taux des frets, les prix ont tendance à se stabiliser, voire à amorcer une légère baisse.

Malgré les mesures de rationalisation prises dans les charbonnages, l'augmentation sensible des salaires et des prix du matériel a conduit à une aggravation du coût de la production charbonnière.

L'augmentation des recettes, plus forte que prévu, a peut-être permis une légère réduction de la progression des pertes d'exploitation de l'industrie charbonnière.

**M. le Président.** — Monsieur Bousch, je vous rappelle que votre temps de parole est limité à 15 minutes.

**M. Bousch, rapporteur.** — Les prix de barème ont poursuivi leur mouvement de hausse et les relèvements intervenus ont amélioré mais non changé la situation des charbonnages.

Le gaz naturel est resté stable ; les prix de l'uranium naturel se sont maintenus.

Quelles sont les perspectives du marché énergétique ?

Les besoins totaux devraient atteindre cette année le milliard de tec.

D'une façon plus générale, la Commission s'attend à une détente sur le marché, estimant toutefois que la situation ne doit pas se rétablir de façon sensible avant plusieurs mois.

Les signes apparus sur le marché du charbon à coke ne donnent pas non plus à penser que dans ce domaine il y aura une réduction des prix.

En résumé, il est vraisemblable que ce ne sera pas le charbon communautaire qui bénéficiera de la hausse des produits pétroliers, dont le coût, pour l'instant, reste encore supérieur à celui du fuel, même si les écarts de prix ont été sensiblement réduits et si, dans certains cas particuliers, le prix de la calorie s'est inversé en sa faveur. L'effet le plus spectaculaire a été la relance des programmes de construction des centrales nucléaires.

Quelles sont donc, en conclusion, les données de la situation énergétique européenne ? Il s'agit de s'inter-

**Bousch**

roger en ce moment sur la signification des événements que je viens de passer en revue.

La récente crise que nous venons de connaître, accidentelle pour certains, remet-elle en cause les structures traditionnelles de l'approvisionnement énergétique européen ? Les mutations intervenues sur le marché du pétrole ont-elles provoqué un renversement durable des forces entre pays producteurs et pays consommateurs ? N'appellent-elles pas un réexamen de la stratégie des pays consommateurs et une révision des objectifs et des moyens de la future politique énergétique communautaire ?

L'abondance qui a régné pendant plus de dix ans sur le marché mondial de l'énergie a favorisé principalement les pays consommateurs et les a incités à s'approvisionner de plus en plus en produits pétroliers dont les prix, malgré un prélèvement important des administrations fiscales, étaient nettement inférieurs à ceux du charbon. Cette abondance de pétrole à bon marché a précipité le déclin du charbon et a ralenti l'installation des centrales nucléaires. Le pétrole a au fond été un peu victime de son propre succès et nous nous trouvons maintenant en présence d'exigences accrues des pays producteurs. Cette situation semble devoir se maintenir au cours des prochaines années. Aussi est-il légitime de se demander si l'apparition d'une période d'énergie à prix plus élevés ne risque pas de remettre en cause certaines options de la politique énergétique communautaire, telles qu'elles ont été définies dans la « première orientation pour une politique énergétique communautaire ».

C'est ainsi que M. de Broglie avait déjà parlé d'une énergie beaucoup plus chère. Ainsi les troubles intervenus sur le marché pétrolier appellent une remise en cause des structures de l'approvisionnement énergétique communautaire ainsi qu'une intensification de la coopération entre États membres de la Communauté, coopération qui devrait aboutir à la mise en œuvre d'une véritable position communautaire. En vue de renforcer la position communautaire face à la mutation des structures intervenue récemment, M. Noë préconisait déjà une attitude commune en matière de problèmes pétroliers et la revalorisation du rôle du charbon.

Interrogée récemment sur le rôle de la Communauté dans la préparation de la réunion de Téhéran, la Commission a estimé qu'elle s'était tenue informée, qu'elle ne pensait pas qu'une intervention eût pu faciliter les choses. Or, notre collègue, M. Noë, a insisté sur la nécessité pour la Communauté, en tant que très grand consommateur, d'influer sur les négociations par une action de longue haleine à l'égard des pays producteurs et sur la nécessité de mettre en œuvre une politique commune dans tous les domaines, en se basant, éventuellement, sur l'article 235 du traité de Rome.

Les États membres n'ont pas été représentés à Téhéran mais on peut se demander si les intérêts n'au-

raient pas été mieux défendus si les pays producteurs avaient été davantage appelés à coopérer avec tous les intéressés — c'est-à-dire pays producteurs et compagnies pétrolières — pour assurer à notre continent un meilleur approvisionnement, plus stable et à juste prix. La revalorisation du rôle du charbon devrait également contribuer à renforcer la position communautaire dans le secteur de l'énergie.

**M. le Président.** — Monsieur Bousch, vous devez conclure. Vous avez largement dépassé vos quinze minutes.

**M. Bousch, rapporteur.** — Notre commission de l'énergie vous a soumis une proposition de résolution dans laquelle elle a insisté sur les principaux points que je viens de rappeler. Elle a aussi évoqué les nouvelles propositions que la Commission européenne devait nous faire et dont, je pense, elle pourrait peut-être nous annoncer aujourd'hui quelques éléments.

Il n'en demeure pas moins que nous sommes encore loin, à l'heure actuelle, de cette véritable politique commune de l'énergie que les dangers persistants de la situation actuelle devraient nous inciter à mettre au point, au moment même où nous examinons la conjoncture énergétique de 1970 et ses perspectives pour 1971.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Springorum, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Springorum.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je tiens tout d'abord, au nom du groupe démocrate-chrétien, à féliciter et à remercier vivement le rapporteur de son texte qui, je pense, constitue un complément indispensable au document que la Commission a établi sur la conjoncture. Mais c'est à cette dernière également que vont les remerciements de mon groupe. En effet, son rapport expose les problèmes du marché de l'énergie d'une façon bien plus claire et bien plus précise que celle à laquelle nous étions habitués jusqu'à présent. Malheureusement, pour nous qui sommes des hommes politiques et nullement versés dans les problèmes de l'énergie, il n'est pas aisé de saisir toute la portée de ces nombreux chiffres. Nous sommes contraints de nous borner aux déclarations de caractère politique que contiennent des rapports de ce genre. Or, celles-ci ne sont pas toujours faciles à décèler. Dans le rapport qui nous occupe, cependant, il me semble qu'il en est une que la Commission nous propose d'une façon très claire et circonstanciée. En effet, elle figure aussi bien dans l'introduction que dans les conclusions du rapport. Permettez-moi de vous citer les deux phrases que voici. Dans l'introduction il est dit :

« Dans l'ensemble du monde, l'année 1970 se caractérisait donc par des tensions dans le prix de

**Springorum**

l'énergie... Il est trop tôt pour se prononcer sur le caractère durable ou non des hausses observées. »

Et à la fin, au dernier chapitre, on lit ceci :

« S'il est possible de prévoir pour 1971 une détente sur le marché de l'énergie, tout permet de penser qu'il faut s'attendre à ce que certains effets de l'évolution récente, notamment en matière de prix, persistent pendant un certain temps. »

Et c'est ici que je pose la question : que faut-il de plus à la Commission pour se rendre compte que les temps de l'énergie à bon marché seront bientôt révolus ? Pourquoi dit-elle ici des choses qui, si elles ont un effet apaisant et sont agréables à entendre, ne correspondent nullement à ce que l'on peut tenir pour probable ?

Dans les dix années à venir, la consommation d'huiles minérales sera supérieure à ce qu'elle fut pendant les cents dernières années. Des centaines de milliards devront être dépensés en activités d'exploration et de prospection. Des centaines de milliards devront être dépensés pour éliminer les nuisances qui résultent d'une technique et d'une mécanisation toujours plus poussées. Songez, par exemple, à l'abaissement de la teneur en plomb des carburants et à l'élimination du soufre du pétrole. Alors les facteurs qui pourraient éventuellement conduire à un abaissement de la tension, tels que la réouverture du canal de Suez, l'accroissement du tonnage des pétroliers ou la réduction de 2 1/2 cent du *posted price* du pétrole brut en Libye, ne sont que bagatelles comparés aux frais auxquels nous devons faire face.

Il y a quelques semaines, M. Rogers Morton, secrétaire d'État américain pour les affaires intérieures et responsable de la politique énergétique, a fait un exposé fort intéressant dans lequel il montre les différences qui existent entre les conceptions européennes et celles qui prévalent aux États-Unis.

Si Monsieur le Président le permet, je citerai quelques phrases de son intervention. Il dit notamment ceci :

« Nous entrons dans une époque où, pour la première fois dans l'histoire de notre économie, nous sommes contraints de payer l'énergie au prix plein, non seulement au prix plein du marché, mais également au plein coût social. »

Il entend par là, les coûts occasionnés par la lutte contre les atteintes à l'environnement.

Et il poursuit :

« Déjà, dans les années qui viennent, le combat sera rude. Il y a ceux qui disent qu'il faut d'urgence une politique énergétique nationale sur laquelle le pays et l'économie puissent trouver un appui solide pendant les années 70, pendant les années 80 et au-delà, car ces années sont appelées à voir beaucoup de changements. C'est vite dit ! Beau-

coup plus difficile sera de créer à cet effet un système organique approprié. »

M. Morton dit ensuite, et ceci est intéressant :

« A l'heure actuelle, il n'y a pas moins de 61 instances qui s'occupent exclusivement de ces questions. Parmi celles-ci, il y a 9 services gouvernementaux, 8 services indépendants et 13 commissions du Congrès. »

Chez nous en Europe, il n'y a qu'une seule commission, la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, pour s'occuper de ces choses, et ses mises en garde sont plutôt considérées comme contrariantes.

M. Morton poursuit en ces termes :

« Si nous entreprenons de créer un instrument qui doit servir de vecteur à notre politique de l'énergie pour les 30 dernières années de ce siècle, nous ne devons pas oublier les mesures qui sont indispensables pour atteindre notre objectif à long terme, qui est la sécurité de l'approvisionnement en énergie, ni notre objectif à court terme, qui est d'éviter les pénuries d'énergie. »

Il cite ensuite tout un train de mesures dont la promulgation est indispensable pour la mise en œuvre de la politique énergétique de son pays, et conclut son exposé comme suit :

« Voilà dont la liste, nullement exhaustive, des actions que nous devons entreprendre pour assurer selon des modalités nouvelles, une sécurité en matière d'énergie qui soit à la mesure de notre pays. Si nous voulons atteindre à cette sécurité, les conditions économiques doivent être suffisamment attrayantes pour que les énormes besoins de capitaux puissent être couverts. Il y faut avant tout une politique énergétique à long terme qui soit stable, transparente et sûre, et qui permette à chacune de nos sources d'énergie d'apporter une contribution optimale à l'approvisionnement de notre pays. Cet objectif n'est pas facile à atteindre, mais il faut donner le coup d'envoi. Les temps sont venus de le faire. »

Si l'on compare ce discours au rapport sur la conjoncture de la Commission, on a l'impression que l'Europe et l'Amérique habitent deux planètes différentes. L'Amérique ne disposerait que de sources d'énergie peu nombreuses et serait de ce fait contrainte de prendre des mesures de prévention à long terme. L'Europe, quant à elle, dégagée de tout souci à ce sujet, n'aurait qu'à se préoccuper de la situation du moment. Or, c'est exactement le contraire qui est vrai.

La politique énergétique européenne montre à l'évidence combien il est difficile pour nous, Européens, de reconnaître les impératifs de l'avenir et d'agir en conséquence. Et ce que je dis ne vaut pas unique-

**Springorum**

ment dans le domaine de la politique énergétique ; c'est dans tous les domaines que la vigueur nous fait défaut qui permet de prendre des décisions courageuses et de garantir l'avenir de l'Europe.

Mais c'est dans ce secteur fort restreint de la politique énergétique que se manifeste le plus clairement cette abdication de notre vieux continent face au futur. C'est dans cette enceinte même que, ces derniers mois, nous n'avons pas cessé de souligner la nécessité de la création d'une installation de séparation d'isotopes. Cette même nécessité, le rapport de M. Bousch n'a pas manqué de la souligner avec force. C'est là un des points à propos desquels l'incapacité de l'Europe est la plus évidente.

Nous savons, aujourd'hui, que les États-Unis ne pourront assurer les besoins globaux de l'Europe que jusqu'en 1976-1977 au plus tard. Mais, d'ici là, la consommation en Europe atteindra quelque 8 millions d'unités de séparation. On le sait, et pourtant il nous faudra encore au moins deux ans — et pour moi il s'agit là d'un strict minimum — pour savoir quel type d'installation il conviendra de construire pour assurer notre approvisionnement. Certains pays sont en faveur de l'ultracentrifugeuse ; pour d'autres, le salut ne peut venir que d'une installation de diffusion.

Les trois pays qui croient en la centrifugation construiront chacun pour soi, au cours des prochaines années, un centre expérimental. Lorsque ces trois centres seront prêts à fonctionner, on décidera lequel des trois est le meilleur. Dans l'intervalle, les Français ont passé un contrat de recherches avec la firme Technip et sa filiale américaine Bechtel en vue de l'élaboration d'un projet visant à la construction d'un centre de diffusion, projet qui pourrait être prêt à la fin de 1972, sinon au début de 1973. Et c'est seulement à ce moment-là que l'Europe décidera du type d'installation à édifier. A partir de ce moment, il faudra sans doute encore bien des années avant que cette installation puisse entrer en service. Le gouvernement fédéral allemand est d'avis qu'une installation de séparation ne pourra fonctionner qu'au plus tôt en 1980. Je crains, quant à moi, qu'il ne s'agisse là d'une vue encore trop optimiste. D'ici là, les États-Unis disposeront probablement d'une quatrième, voire d'une cinquième centrale de séparation d'isotopes. Nous, avec notre manque d'imagination en matière d'énergie, nous ne pourrions que nous mordre les doigts ; et la question se posera de savoir si l'Europe sera jamais en mesure de se rendre indépendante. N'étant pas parvenus à nous mettre d'accord, nous aurons, une fois de plus, laissé passer l'occasion.

La situation n'est guère différente en ce qui concerne l'approvisionnement en énergie d'origine européenne. Lorsque, dans les années 60, les stocks de charbon atteignirent quelques millions de t, on décida, dans tous les pays du continent, de réduire la production houillère. Depuis lors, les stocks se sont pratiquement résorbés. Il devient chaque jour plus évident

que l'énergie à des prix abordables deviendra de plus en plus rare sur le marché. Cependant, aucun gouvernement n'a jusqu'à présent accordé à cette situation nouvelle l'attention qu'elle mérite. On continue à fermer les installations et à poursuivre la mise en œuvre de programmes d'adaptation parce qu'on pense ainsi faire l'économie des aides qui pourraient se révéler nécessaires. Le seul pays qui, jusqu'à présent, ait soumis son programme de réduction à une révision est la Grande-Bretagne qui, fort probablement, plutôt que de le poursuivre, décidera de procéder jusqu'en 1975 à un accroissement de l'extraction.

Ce qu'il faudrait, c'est que les gouvernements, eux aussi, discutent de la question avec des experts qui sont en l'espèce d'un avis différent. C'est ainsi que dans une étude officielle due à M. Harry Warman, expert et géologue en chef de la British Petroleum, il est dit que, dès à présent, on s'abuserait gravement en investissant des capitaux dans des stations énergétiques fonctionnant au fuel : en effet, longtemps avant qu'elles ne soient amorties, l'emploi d'huiles minérales pour la production de la vapeur sera interdit. La Stanford Research Institute vient d'appeler l'attention sur le fait que, considéré à plus long terme, un taux de croissance annuel de l'économie mondiale de 5 % impliquerait un taux d'accroissement de l'énergie de 7 à 8 %, du fait que des quantités complémentaires considérables d'énergie deviennent nécessaires à la suite de l'élimination de tous les polluants de l'air et de l'eau.

A ce propos, il est peut-être intéressant de citer un arrêt du tribunal constitutionnel allemand dont les attendus viennent d'être publiés. Cet arrêt avait été rendu à la suite d'un recours introduit contre le gouvernement fédéral par quatre sociétés importatrices de pétrole. Dans cet arrêt il est dit :

« Même dans une économie de marché, il appartient légitimement à la politique économique de l'État d'assurer un approvisionnement suffisant en énergie, l'État étant responsable du déroulement sans heurts du processus économique dans son ensemble. »

Cet attendu se fonde sur une lettre de la Commission datant de 1968, dans laquelle il est dit que même une politique énergétique basée sur la concurrence ne saurait renoncer à un arsenal de mesures économiques qui permettent d'exercer sur le libre jeu des forces en présence un contrôle et une influence plus importants que ceux qui s'exercent sur une grande part des autres secteurs de l'économie.

Dans cet arrêt, le tribunal constitutionnel d'un État membre met donc clairement en cause la responsabilité que porte l'exécutif dans les États membres, mais aussi dans la Communauté. Je veux dire ceci, que la Commission, aussi bien que le gouvernement des États membres, doivent prendre leurs responsa-

**Springorum**

bilités bien plus au sérieux que cela n'a été le cas jusqu'à présent.

Notre groupe s'est félicité de ce que la Commission, lors des débats dans cette enceinte, se soit engagée, et cela depuis un an environ avec la plus grande régularité, à présenter dans les meilleurs délais de nouvelles propositions visant à activer et à concrétiser la politique énergétique commune. Je ne risque pas de me tromper en assurant qu'aujourd'hui également M. le vice-président Haferkamp annoncera des mesures qui, nous l'espérons, seront à mettre en œuvre très rapidement. Nous souhaitons que ces promesses se réalisent le plus tôt possible et que le Conseil de ministres, lui aussi, qui lors de notre dernière session, par la voix de son président, le ministre français des affaires étrangères, M. Schumann, s'est prononcé en faveur d'une politique énergétique, s'attache à remplir ses engagements pour qu'au moins dans cette partie de la politique énergétique des progrès puissent être réalisés.

Le groupe démocrate-chrétien approuve pleinement la proposition de résolution dont, en l'espèce, le Parlement est saisi.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Oele, au nom du groupe socialiste.

**M. Oele.** — (N) Monsieur le Président, je m'associe à l'orateur précédent pour remercier M. Bousch du travail accompli. Je tiens en même temps à marquer mon accord sur ce qu'a dit M. Springorum en ce qui concerne le problème de la pollution du milieu, pollution qui résulte notamment aussi de la transformation de produits pétroliers et d'autres sources d'énergie. J'estime, moi aussi, que cet aspect de la question est appelé à se répercuter bien plus qu'avant sur le développement de l'approvisionnement en énergie et sur la transformation des matières de base de celle-ci. Je serais heureux d'apprendre que la Commission est disposée à en tenir compte également dans ses études et ses prévisions, ainsi que dans ses propositions de règlements communautaires. Il ne s'agit pas d'une mince affaire. Je songe notamment aux études prévisionnelles concernant le développement de l'énergie électrique dans la Communauté et la manière dont cette énergie devrait être produite. Les conséquences des mesures de protection de l'environnement seront importantes ; c'est la raison pour laquelle il est souhaitable d'arrêter, en la matière, des règlements européens.

A ce propos, il est une question dont il faut que je souligne le caractère urgent. Il s'agit de la nécessité de fixer des normes pour l'emploi des eaux de refroidissement dans la construction et l'utilisation de centrales électriques. Ce qui importe surtout, c'est de définir les normes concernant les températures limites

des eaux de refroidissement qui se déversent dans les eaux de surface.

Quant au contenu de la résolution de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, je puis vous annoncer, Monsieur le Président, que nous le faisons nôtre. Une remarque cependant au sujet de l'inquiétude qui se fait jour dans cette résolution à propos de l'évolution des prix et des difficultés d'approvisionnement à plus long terme. A court terme, il n'y a plus de gros problèmes. A mon avis, nous pouvons même affirmer, en ce qui concerne l'objet proprement dit du rapport, que nous savons ce qui va se passer en 1971 et en 1972. Nous allons devoir nous accommoder de la hausse des prix déjà enregistrée, mais nous en connaissons l'ampleur. Elle n'est pas telle qu'elle devrait nous préoccuper particulièrement à court terme.

Mais quel sera le cours des événements à moyen et à long terme ? Il est bon de souligner que l'approvisionnement proprement dit ne doit pas nous inspirer trop d'inquiétudes. Nous n'aurons pas à faire face à la menace d'une pénurie importante entraînant une réglementation de la distribution des produits pétroliers.

Le prix pose un autre problème. L'inquiétude suscitée par l'évolution des prix n'est pas tout à fait dépourvue de fondement ; le rapport y fait d'ailleurs allusion.

Il est vrai que la hausse, cette année, n'est pas très importante lorsqu'on la compare à celle que l'on enregistre dans d'autres domaines. Pour le consommateur, elle ne représente en définitive que 5 à 10 %. De nos jours, ces chiffres n'ont rien d'exceptionnel, dans la Communauté ; mais il est certain que l'augmentation ne s'arrêtera pas là.

Je puis donc très bien comprendre le raisonnement de ceux qui disent que, lors des négociations qui devront s'ouvrir à l'expiration des contrats actuels, c'est-à-dire en 1975, il conviendra d'accorder une attention toute particulière aux intérêts des consommateurs de la Communauté. Je m'associe pleinement à leur point de vue.

C'est pourquoi il importerait sans doute de réfléchir dès à présent aux moyens dont nous disposons pour combattre les hausses de prix excessives et non souhaitables pour le consommateur.

A mon avis, ces moyens sont au nombre de trois.

Le premier, ce sont les réserves naturelles de matières premières énergétiques — produits pétroliers et houille — dans la Communauté.

Il est clair qu'il ne faut pas escompter que les coûts du charbon produit dans la Communauté en viennent à constituer automatiquement et d'une façon très nette un plafond pour les prix des produits pétroliers, comme c'est le cas aux États-Unis.

**Oele**

En effet, le coût de l'extraction du charbon, dont le facteur salaire est l'élément déterminant, augmentera dans une proportion telle qu'on ne peut pas s'attendre que le prix du charbon influencera d'une façon décisive l'évolution des prix des produits pétroliers, ni que les prix du pétrole, en concurrence avec le charbon, les dépasseront.

On peut, d'autre part, se demander jusqu'à quel point les réserves pétrolières exploitables dans la Communauté et le gaz naturel produit par la Communauté pourront faire obstacle à une évolution accélérée des prix du pétrole importé.

Il ne faut pas être trop optimiste à cet égard, parce que les quantités de gaz naturel et de pétrole — bien que les perspectives de l'extraction pétrolière soient bonnes en mer du Nord — ne seront pas telles qu'elles pèseront lourd dans la balance.

Il n'est pas exclu que le gaz naturel en provenance de l'Union soviétique joue le rôle de catalyseur des prix. Tout dépendra de la politique commerciale de ce pays à l'égard de l'Europe occidentale et de la mesure dans laquelle cette politique sera coordonnée avec celle des pays exportateurs de pétrole.

Je ne pense pas que nous puissions pousser l'optimisme au point d'affirmer que le gaz naturel russe exercera sur le prix du pétrole importé une influence très modératrice.

J'en arrive ainsi à la proposition de la Commission qui entend confier le rôle de régulateur des prix à des réserves artificielles, en particulier durant la période critique du renouvellement des contrats. La Commission a proposé de porter les réserves à quatre-vingt-dix jours de consommation. Je suis, à ce sujet, quelque peu sceptique. Le projet semble, il est vrai, efficace et astucieux ; et du point de vue de la tactique des négociations ces réserves pourraient se révéler un atout considérable. Mais il est clair qu'il faudra les payer et que c'est en fin de compte au consommateur qu'il incombera de le faire. C'est en son nom que je vous demande : est-ce bien nécessaire ? Il existe, en effet, d'autres moyens de modérer la tendance des prix. Je pense, tout d'abord, au développement de l'énergie atomique ; il peut être considérablement encouragé. C'est à cause de nos propres carences et de nos propres divisions que cette évolution n'est pas plus rapide. Je me rallie à ceux qui affirment que dans ce domaine il faut aller de l'avant, également sur la voie communautaire. Il est donc souhaitable et nécessaire que la Commission européenne intervienne davantage et plus activement.

Il est cependant, et ce sera ma conclusion, un moyen beaucoup plus efficace pour éviter de devoir faire face à des situations inextricables et de payer les produits pétroliers à des prix exorbitants. Ce moyen relève de la politique commerciale. Lorsqu'en 1975 les contrats conclus avec les pays exportateurs de

pétrole devront être renouvelés, il faudra déterminer notre position à l'égard de la politique entreprise par ces pays en voie de développement, d'ailleurs à juste titre selon mon groupe, en vue d'assurer eux-mêmes une partie de la transformation des produits pétroliers. Je me demande si, lorsque cette exigence sera formulée, il serait sage de confier le soin de mener les négociations en grande partie aux sociétés pétrolières qui, par nature, ne sont guère favorables à ces aspirations des pays producteurs de pétrole. Peut-être le seront-ils — et dans ce cas tout est parfait —, mais il faut néanmoins tenir compte du fait qu'ils pourraient d'abord avoir à cœur de sauvegarder des intérêts commerciaux de longue date. Cela signifie que, lors de la fixation des conditions qui détermineront l'approvisionnement de notre Communauté en pétrole au cours de la seconde moitié de cette décennie, il conviendra de tenir compte davantage de la politique commerciale. En d'autres termes, dans le contexte commercial de ces négociations, des facteurs devront intervenir qui sont tout différents du facteur prix. Mais là je sors du cadre de cette discussion qui porte surtout sur le prix du pétrole et de notre approvisionnement en cette source d'énergie. Il est un autre aspect encore qu'il faut que je souligne : celui de la coopération avec les pays en voie de développement. Nous ne pourrions trouver de solution satisfaisante au problème que si nous accordons notre attention non seulement à la recherche d'un approvisionnement adéquat et bon marché mais aussi aux objectifs de la coopération avec les pays en voie de développement qui sont à même de financer leur propre développement au moyen des matières premières dont ils disposent. Il s'agit, d'une manière générale, des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Nous devons aider ces pays, qui disposent d'un potentiel de prospérité, à le réaliser. Dans ce contexte, il me semble souhaitable que la Communauté leur fournisse les connaissances et les capitaux qui leur permettent de traiter eux-mêmes le pétrole et, en outre, de participer financièrement au raffinage des produits pétroliers dans la Communauté. Ce n'est qu'alors que nous disposerons d'une base stable, d'une communauté d'intérêts qui rendra possible un approvisionnement durable de la Communauté en produits pétroliers. Ce n'est qu'alors que la Communauté, et en particulier la Commission, sera en mesure, au nom des États membres de la Communauté, d'établir et de mener en la matière une politique commerciale commune.

J'espère que M. Haferkamp réussira à mener à bien le programme qu'il s'est déjà proposé en 1968, dans le cadre de la politique énergétique de la Communauté, à savoir la conclusion d'accords commerciaux et d'approvisionnement avec des pays tiers, et qu'il fera des propositions concrètes à ce sujet. Si au cours de ces prochaines années, nous parvenons à accomplir de réels progrès en ce domaine, nous n'aurons

**Oele**

pas à nous faire trop de soucis en ce qui concerne l'approvisionnement de la Communauté en énergie.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Nous allons interrompre maintenant la discussion générale du rapport de M. Bousch jusqu'à 15 heures.

*(La séance, suspendue à 12 h 55, est reprise à 15 h 05)*

## PRÉSIDENCE DE M. WESTERTERP

*Vice-président*

**M. le Président.** — La séance est reprise.

Nous reprenons la discussion du rapport de M. Bousch sur la conjoncture énergétique dans la Communauté (doc. 97/71).

La parole est à M. Berkhouwer, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

**M. Berkhouwer.** — (N) Monsieur le Président, on s'est demandé, ces derniers jours, si l'Europe, à la veille de son élargissement, allait peut-être devenir, dans un avenir rapproché, le troisième géant mondial, à côté, ou éventuellement au milieu, des deux autres grands. Sous le rapport de l'étendue territoriale, il est évident qu'elle ne pourra jamais les égaler. Considérée sur une carte, cette petite partie de la grande péninsule euro-asiatique ne représente qu'une fraction de l'étendue de ces deux autres géants. Pourquoi commencé-je par cette remarque ? Nous comptons plus d'habitants que chacun des deux autres grands. Nous sommes le partenaire commercial le plus important du monde. Notre situation présente toutefois un paradoxe étonnant : alors que, pour leur approvisionnement en énergie, les deux autres grands se suffisent plus ou moins à eux-mêmes, nous sommes, en fait, dans ce domaine, tributaires des sources du Moyen-Orient. Une telle contradiction peut devenir tragique. A cette dépendance de l'extérieur pour les sources d'énergie fait pendant un manque de cohésion à peu près directement proportionnel au besoin que nous avons de cette cohésion. Si l'Europe souffre d'un manque, c'est bien de celui-là. Notre rival soviétique mène une seule grande politique uniforme. Les États-Unis ont récemment plus ou moins aboli leur législation anti-trusts, pour permettre aux sociétés de faire face aux exigences croissantes des pays producteurs de pétrole, notamment de ceux du Moyen-Orient. L'on n'a pas fini, à ce propos, d'épiloguer sur les faits et gestes des grandes compagnies. J'ai le plaisir de pouvoir citer un article, publié récemment en France, qui parle favorablement des activités de ces compagnies internationales. Voici ce que l'on peut lire, entre autres, dans cet article, intitulé « Le

pétrole dans la CEE » et publié par la « Documentation européenne » de Paris :

« Au total, les grandes sociétés internationales, les Sept grandes, restent les intermédiaires les plus importants pour cet approvisionnement, leurs structures intégrées allant des prix de production aux chaînes de distribution. Leur répartition à travers le monde facilite, en effet, la fourniture de brut aux raffineries européennes.

Cette organisation, bien rodée, présente d'évidents avantages d'efficacité et de souplesse. Compte tenu de la valeur considérable atteinte par les intérêts des internationaux anglo-saxons chez les Six, qui rend difficilement imaginable l'adoption par ces dernières sociétés d'une politique en conflit ouvert avec les pouvoirs publics dans la Communauté, on peut même admettre que les Sept grands du pétrole apportent aujourd'hui encore la meilleure contribution à la régularité et à la sécurité nécessaires de l'approvisionnement. »

J'ai lu ce texte avec une certaine joie, parce qu'il s'agit d'une citation en français, langue où, en effet, l'on s'exprime parfois un peu différemment sur ces questions.

J'en arrive au rapport de M. Bousch. Le texte initial de ce rapport contenait de nombreuses remarques relatives aux sociétés dont j'ai parlé. Bon nombre de ces remarques ont été supprimées du rapport à notre dernière réunion, qui s'est tenue la semaine dernière. Comme vous pouvez le remarquer, le rapport porte la date du 5 juillet ; il a été adopté sous cette forme la semaine dernière. La conséquence de tout cela est que le paragraphe 38, qui était repris dans les premiers paragraphes de la résolution, est inchangé par rapport à l'original, alors que la résolution, elle, a été modifiée sur ce point. Sans vouloir adresser de reproche à M. Bousch, je dois faire remarquer que ce paragraphe, dont le contenu est identique à celui du passage correspondant de la résolution, n'a pas encore été adapté.

Monsieur le Président, je demande que l'on en prenne acte. Nous savons évidemment que la résolution prévaut sur l'exposé des motifs, mais je tiens à signaler cette discordance. Dans l'exposé des motifs, on peut, en effet, lire :

« Il importe, à ce propos, de remarquer que les États membres n'ont pas été représentés, en tant que tels, aux négociations de Téhéran et de Tripoli... »

Nos États n'étaient donc pas représentés. Mais, peut-on se demander, s'ils y avaient été, qu'auraient-ils pu faire ? On semble supposer que nos États auraient pu faire quelque chose. Comme dans le cas de l'Algérie, il s'agit de savoir ce qu'il y a lieu de faire lorsque, menés directement entre les États, les négociations échouent...



**M. Oele.** — Dans ce cas il reste toujours la Communauté !

**M. Berkhouwer.** — ... Précisément.

Il y a, en effet, des États, même dans notre Communauté, qui font eux-mêmes le nécessaire. Je pense à l'Italie, où il existe l'ENI. Certaines personnes qui en font partie disent « l'État, c'est moi ». Mais que pourrait-il y avoir en remplacement ? La Communauté doit-elle se substituer aux États ? Notre groupe est enclin à répondre par la négative. Nous parlons toujours de politique communautaire ; voulons-nous donc que la Communauté assume le rôle que jouent actuellement, dans certains pays, les pouvoirs publics ? C'est pourquoi je me demande si le texte est encore bien exact. En voici la suite :

« ... et que les intérêts vitaux des pays de la Communauté, compte tenu de l'importance du pétrole pour la couverture de leurs besoins énergétiques, ont été défendus par les représentants des sociétés exploitantes, dont les intérêts ne coïncident pas forcément avec ceux des pays membres ».

Or, Monsieur le Président, ce passage a été retiré de la résolution. Je voudrais que vous en preniez bonne note, de sorte que les lignes ci-dessus puissent être considérées comme ayant aussi été retirées du texte.

On peut, en effet, lire, dans la suite du même texte — et ici je rejoins M. Oele :

« L'Europe occidentale se devrait donc d'établir à cet égard, avec les États producteurs, des relations d'un type nouveau grâce auxquelles producteurs, consommateurs et sociétés exploitantes seraient amenés à coopérer davantage pour assurer à notre continent un approvisionnement stable et à juste prix en produits pétroliers. »

Comment nouer ces « relations d'un type nouveau » ?

Je ne sais ce qu'en pense M. Haferkamp et serais heureux qu'il nous donnât des précisions à ce sujet.

Il semble que, désireuse d'assurer l'approvisionnement de l'Europe occidentale en pétrole, la Commission européenne ait une sorte de plan visant, d'une part, à établir de bonnes relations avec les pays producteurs de pétrole, d'autre part, à créer, par la même occasion, des espèces d'entreprises communautaires chargées de la prospection et de l'exploitation dans des régions sûres. La notion de « régions sûres » est nouvelle, Monsieur le Président. Que faut-il, dans les circonstances actuelles, entendre par là ? Où peut-on trouver semblables régions sûres ? Peut-être dans la mer du Nord, sur la plateforme continentale ? Ces régions sont peut-être sûres, mais le pétrole que l'on pourra y extraire dans les prochaines années ne serait, selon toute apparence, qu'une goutte au regard de l'océan dont nous avons besoin.

De plus, ces entreprises communautaires pourraient prétendre à des facilités fiscales et à des subventions. Si je comprends bien, d'un côté la Commission européenne souhaite que des négociations commerciales avec les pays producteurs soient menées par des entreprises privées, de l'autre, il apparaît que les pays producteurs de pétrole sont désireux d'éliminer les sociétés pétrolières privées pour négocier directement au niveau gouvernemental. Je viens de parler de cette question. C'est ce qui semble aussi s'être passé lors des récentes négociations de Téhéran : à un moment donné, le gouvernement iranien demanda à certains gouvernements pourquoi les gouvernements ne pouvaient régler cette question entre eux.

Mais alors se posent immédiatement les questions suivantes : Qui fera les forages ? Qui se chargera de la prospection et de l'exploitation ? Quel sera le statut des gens chargés de ces travaux ?

Si, selon la conception de la Commission européenne, les entreprises privées doivent participer aux entreprises communautaires, il n'est pas exclu, qu'elles deviennent une sorte d'élément d'une certaine politique énergétique définie par Bruxelles, sans parler de la tournure que celle-ci pourrait prendre un jour.

Je n'ai pas l'impression que les sociétés pétrolières multinationales et européennes accueillent cette idée avec un enthousiasme sans mélange.

J'ajouterai que, lorsque l'on parle de ces grandes sociétés — et Dieu sait si l'on use facilement de cette expression ! — il ne s'agit pas seulement de ces sept (ou plus) grandes sociétés. Il existe dans les pays de notre Communauté de grandes régies, telles que l'ENI en Italie ou l'ERAP en France, qui trouvent peut-être leur intérêt dans une soumission plus grande des sociétés pétrolières privées à une politique énergétique dictée par Bruxelles.

Je pense que cette évolution présente certains aspects qui ne sont pas agréables pour tous, bien qu'il faille reconnaître que, si certains États membres ne rejettent pas l'idée de la Commission européenne, c'est parce qu'elle implique l'élargissement en une sorte d'affaire énergétique communautaire des possibilités qu'ils ont déjà sur le plan national.

La Commission européenne veut encourager la prospection et l'exploitation dans ce que l'on appelle les régions sûres, par l'entremise d'« entreprises communes ». Comme on l'a dit, elle est prête à leur accorder des avantages fiscaux et des subventions, étant toutefois entendu que ceux-ci ne pourront avoir d'effet cumulatif. En fait, cette manière de procéder est quelque peu discriminatoire à l'égard de certaines entreprises multinationales américaines qui exercent leur activité dans la Communauté. Si celles-ci bénéficient de certains avantages aux États-Unis, elles ne peuvent en jouir en Europe. C'est ain-

**Berkhouwer**

si que ces subventions et ces avantages fiscaux profitent aux entreprises financièrement faibles et mal dirigées. Peut-être coïncident-elles avec les régions dont j'ai parlé. Si l'on veut réellement, pour assurer l'approvisionnement, favoriser la prospection et l'exploitation, peu importe quels sont les collaborateurs. Plus il y a de sociétés, mieux cela vaut. Du point de vue de ceux qui travaillent dans l'industrie, il n'est pas souhaitable de laisser à la Commission le soin de lancer ces encouragements. En outre, il n'est pas réaliste, selon moi, de réserver ces subventions et ces avantages fiscaux à la prospection et l'exploitation dans les « régions sûres ». En effet, par rapport aux besoins totaux en énergie de l'Europe occidentale, la capacité potentielle de production de la plate-forme continentale européenne, par exemple, est faible et ne représente, comme je l'ai dit, qu'une goutte de pétrole là où il en faudrait un grand réservoir. Elle ne peut, dès lors, contribuer que dans une mesure infime à assurer l'approvisionnement de l'Europe en pétrole. L'exploitation des gisements sûrs de la mer du Nord, ne pourra couvrir, en 1975, que 5 % des besoins européens.

De cette situation, je vais tirer une conclusion à laquelle je suis curieux de voir comment M. Haferkamp réagira. Selon moi, c'est la dispersion la plus large possible dans le monde des sources d'approvisionnement en pétrole qui, dans les vingt années à venir, garantira les meilleures possibilités et la plus grande sécurité.

Les sociétés pétrolières multinationales devront continuer, chacune pour son compte et en collaboration avec les compagnies nationales, à remplir leur rôle utile et nécessaire. J'attends avec une extrême curiosité l'avis de la Commission, et notamment de M. Haferkamp, à ce sujet.

**M. le Président.** — Je voudrais rappeler que le Parlement a décidé hier de limiter le temps de parole à 15 minutes pour les orateurs mandatés par un groupe et à 10 minutes pour les autres orateurs. La parole est à M. Bousquet, au nom du groupe de l'UDE.

**M. Bousquet.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, j'adresse tout d'abord mes remerciements et ceux de mon groupe à M. Bousch pour son remarquable rapport. Il a fait un travail de fond compliqué. A mon avis, il a dégagé de manière particulièrement claire, dense et compréhensive les grandes lignes du problème.

J'ai beaucoup apprécié aussi les comparaisons de notre collègue des Pays-Bas. Il a rapproché la position de l'Europe des Six de celle des deux supergrands, les États-Unis et l'URSS. Ces supergrands, a-t-il dit, se suffisent à eux-mêmes en matière pétrolière. Mais un ensemble d'États, très puissant, le plus grand commerçant du monde et qui doit importer des quantités considérables, n'est pas parvenu à une entente entre ses membres.

C'est, en effet, là que le bât nous blesse et que nous pouvons toucher du doigt la gravité de la situation actuelle et la nécessité d'y remédier.

Nous avons vécu, pendant dix ou quinze ans, sur le mol oreiller du pétrole à bon marché dans un univers dominé par les acheteurs.

C'était facile. Nous nous sommes laissé aller sur cette pente savonnée. Nous avons quelque peu négligé le charbon. Nous avons encore plus négligé l'énergie atomique. Peu à peu, la situation s'est retournée, nos besoins de plus en plus grands en pétrole ont provoqué des difficultés de transport, des problèmes de fret, et tout ceci a incité, avec une hausse des prix, les États producteurs à demander eux-mêmes aux compagnies une hausse de leurs redevances. Les conférences de Téhéran et de Tripoli ont entériné leurs revendications.

Dès lors, nous sommes devant une situation nouvelle et il est à prévoir que cette situation va durer, tout au moins pendant un certain temps. Elle durera d'autant plus longtemps que nous ne prendrons pas, sur le plan des Six ou sur le plan des Dix, demain, les mesures qui s'imposent.

Ces mesures doivent être absolument décidées si nous voulons éviter une situation toujours plus grave.

Quels correctifs pouvons-nous imaginer ?

Je ne suis pas un technicien, mais il me semble qu'avec la participation de l'Angleterre et des pays du Nord au Marché commun, nous allons présenter, face aux vendeurs, une masse européenne particulièrement impressionnante.

Nous représenterons par conséquent, des clients très enviables.

Si les gouvernements des Six, en l'espèce la Commission et les gouvernements représentés au Conseil de ministres, décident d'appliquer, comme le suggérerait M. Schumann il y a quinze jours, une politique commerciale commune du pétrole, il est incontestable que nous serons dans une position beaucoup plus forte pour négocier avec les différents producteurs.

La négociation, c'est aux gouvernements qu'il appartiendrait d'en fixer les grandes lignes.

Les compagnies pétrolières seraient chargées de négocier, en leur nom, des accords avec les pays producteurs.

Je crois, en effet, qu'il est préférable de laisser les compagnies pétrolières se charger de la négociation. Il est, en effet, difficile d'envisager que les gouvernements négocient eux-mêmes avec les producteurs.

Cette négociation pourrait certes être tentée, mais cela ne me paraît pas une bonne formule. M. de Broglie nous a indiqué à une séance récente de la commission des relations économiques extérieures que le

**Bousquet**

bon système était évidemment de laisser les compagnies pétrolières, qui en ont l'habitude, faire leur métier. Cela ne signifie pas du tout que celles-ci auraient toute liberté d'action. J'insiste beaucoup sur ce point. Les gouvernements sont là pour superviser, pour fixer les grandes lignes, pour donner des instructions, et les compagnies exécuteraient ces instructions avec leur expérience et leur connaissance des dossiers.

Cela étant, je crois que cette négociation globale, à une échelle très large et présentant pour nous une importance fondamentale — nous sommes en effet de très gros importateurs — ne suffira pas pour nous permettre d'obtenir des conditions meilleures d'importation et des prix plus intéressants.

Que faudrait-il faire ? Il me semble qu'il serait opportun que les gouvernements décident d'aider les pays producteurs à s'industrialiser. Dans ce cas une véritable politique d'aide au développement serait instaurée. Elle nous faciliterait grandement l'obtention d'avantages de prix en matière pétrolière qui pourraient nous être consentis en contrepartie de concessions auxquelles les pays en voie de développement que sont les producteurs de pétrole du Moyen-Orient seraient particulièrement sensibles. L'assistance au monde sous-développé serait la première disposition à prendre.

La deuxième mesure à prendre par l'Europe serait de rechercher sur le plateau continental les ressources qui pourraient être exploitées. On a déclaré qu'elles n'étaient pas importantes, mais ce n'est pas une raison pour ne pas entreprendre des recherches sur une grande échelle. Imaginons que nous ne disposions de ce fait que de 5 % de ressources supplémentaires au départ, ce serait déjà un point d'acquis. Je suis persuadé que nous pourrions accroître la part de ces ressources locales européennes.

La troisième mesure consisterait pour la Communauté à s'occuper davantage de l'énergie atomique. Sur ce plan, une usine de séparation isotopique, d'enrichissement de l'uranium est absolument indispensable. Voici des années que l'on en parle à l'Assemblée européenne dans toutes les réunions, et au cours des sessions du Conseil de ministres. Mais l'on n'a abouti à rien.

En présence de la situation d'aujourd'hui, qui est devenue sérieuse, il est urgent d'assurer, face au problème du pétrole, des éléments de relais valables pour l'avenir. Or, l'élément le plus valable, c'est incontestablement l'énergie atomique. D'ici douze ou quinze ans au maximum, nous devons assurer le remplacement du pétrole dans la plus large mesure possible.

Si nous ne faisons rien, nous nous laisserons déborder par les événements.

Est-il possible d'envisager une politique de l'énergie atomique, d'abord sous la forme d'une usine de

séparation isotopique, d'enrichissement de l'uranium et ensuite de construction de surgénérateurs ?

Un accord franco-allemand récent a prévu la construction d'un surgénérateur de 1 000 Mégawatts ; d'autres sont envisagés dans les États de la Communauté. Faisons-nous quelque chose sur le plan communautaire ? Cela est très important, car, incontestablement, c'est là qu'est l'avenir.

Ne négligeons pas pour autant l'industrie charbonnière. Je reconnais que les prix du charbon augmentent et que les salaires s'élèvent. Peut-être pourrions-nous, par une organisation communautaire de nos marchés charbonniers, arriver à dégager des disponibilités pour la Communauté, dans une sorte de « pool » à Six ou à Dix ?

C'est d'ailleurs dans ce sens que M. Schumann s'était prononcé lors de la dernière session de l'Assemblée à laquelle il assistait en qualité de président en exercice du Conseil des Communautés. Il a vivement préconisé une politique communautaire de l'énergie. Je crois que c'est là, la clé du problème.

Je me permets d'insister auprès de la Commission pour que cette fois nous ne nous bornions pas à de simples paroles. Il faut agir, car l'heure est grave. La situation n'est nullement désespérée. Nous pouvons encore la redresser, mais il faut passer aux actes et sans tarder !

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Leonardi.

**M. Leonardi.** — (I) Monsieur le Président, mes chers collègues, les événements bien connus qui ont, il y a quelques mois, influé profondément sur les conditions de nos approvisionnements en pétrole ont renouvelé l'intérêt de ce Parlement pour une politique énergétique de la Communauté. Documents et débats se sont succédé sur ce sujet, occupant longuement ce Parlement, sans toutefois qu'aucun progrès ait été accompli : la capacité de parler semble être inversement proportionnelle à celle d'agir...

D'autre part, un des facteurs qui a le plus contribué à la naissance même de la Communauté fut, en son temps, la crise de Suez, avec les conséquences que l'on sait pour l'approvisionnement en pétrole de l'époque.

Il en résulta le traité d'Euratom. La création, en matière d'énergie, d'un système européen autonome, par le développement de l'énergie atomique, fut un des éléments fondamentaux de la constitution de cette Communauté. Les résultats en sont connus : faillite complète de l'Euratom, adoption par la Communauté du type de réacteur à eau légère mis au point par les Américains.

Comme si rien ne s'était passé, on reprend aujourd'hui les anciennes conceptions, on souligne la nécessité

**Leonardi**

de développer l'énergie nucléaire, on tourne la page et l'on réclame la « nécessaire coopération entre les États membres dans le secteur des surgénérateurs ».

Dans les circonstances actuelles, l'avenir ne sera guère plus riche que le passé. Certes, comme il est dit au paragraphe 1 de la résolution, « la dépendance de l'Europe envers ses fournisseurs étrangers » s'est aggravée. En effet, la position de la Communauté est aujourd'hui bien pire qu'au moment où, il y a treize ans, elle fut créée. C'est, du reste, connu : que l'on songe seulement au déclin rapide de l'utilisation de charbon communautaire et à l'accroissement rapide de l'utilisation de pétrole importé. La position de la Communauté a donc empiré, sans que se soit accrue son aptitude à élaborer et à mettre en œuvre une politique commune de l'énergie capable de défendre réellement les intérêts de nos pays, qui sont « les premiers importateurs mondiaux de produits énergétiques ».

En fait, la possibilité d'avoir, et, partant, d'appliquer une politique énergétique suppose une autonomie suffisante : si celle-ci manque, celle-là aussi fera défaut.

Il est vrai, comme le dit le paragraphe 2 de la résolution, que le ravitaillement de l'Europe dépendra de plus en plus des aléas de la politique internationale. Mais il n'est pas juste d'imputer notre situation fâcheuse au bon vouloir des pays producteurs, désormais en mesure d'imposer leurs conditions aux consommateurs, comme s'il s'agissait de deux mondes complètement séparés et comme s'ils n'avaient pas, eux aussi, besoin de nous.

En fait, pas plus nos pays que la Communauté dans son ensemble n'ont su interpréter correctement cette communauté d'intérêts et trouver des solutions propres à lier étroitement, par une collaboration intense des pays producteurs et des pays consommateurs. L'établissement de ces liens sera impossible aussi longtemps qu'agiront, entre les deux groupes de pays, les grandes compagnies — surtout américaines — dont les intérêts sont radicalement et essentiellement différents, voire à l'opposé, soit de ceux des pays consommateurs, soit de ceux des pays producteurs.

Il convient de regarder résolument cette réalité en face, si nous voulons avoir une politique énergétique. Cela suppose, toutefois, que nous ayons une capacité d'autonomie à l'égard des États-Unis ; cette autonomie est, dans une large mesure, conditionnée par les grandes compagnies pétrolières.

Pour se faire une idée plus claire des intérêts communautaires, il pourrait être utile, par exemple, de convoquer une conférence des pays consommateurs, qui, comme l'ont déjà suggéré quelques-uns des collègues qui m'ont précédé, chercherait à définir des attitudes communes en matière d'approvisionnement, des formes de coopération et de développement.

Il ne sert à rien de faire comme le rapporteur. Dans la précédente rédaction de son rapport, celui-ci avait dit, à propos des compagnies pétrolières, que leurs intérêts étaient, « le plus souvent, entièrement étrangers à ceux de la Communauté » ; mais, dans la dernière rédaction, il déclare, en termes plus modérés : « dont les intérêts ne coïncident pas forcément avec ceux des pays membres ».

En réalité, les intérêts sont nettement divergents, comme nous l'avons dit, et ce n'est certes pas avec de belles paroles que l'on pourra modifier la situation. On ne pourra pas davantage la modifier en faisant participer la Commission à des négociations dont celle-ci a jugé bon de se tenir à l'écart pour laisser toute liberté d'action aux sociétés pétrolières, comme l'a déclaré expressément, il y a quelque temps, le représentant de la Commission, en réponse à une question de M. Leemans. En d'autres termes, la participation a une utilité si elle représente une politique ; cette dernière, toutefois, ne peut s'exercer et n'existe pas, si la Communauté n'acquiert pas d'abord un degré suffisant d'autonomie. C'est là — et c'est une décision politique — la condition essentielle de l'établissement de ces « relations d'un type nouveau » entre pays consommateurs et pays producteurs que nous souhaitons, certes, mais qui ne pourra se faire par la voie suivie jusqu'ici.

Telles sont les observations que je désirais présenter à propos du rapport de M. Bousch. J'ajouterai simplement qu'au vote, nous nous abstiendrons, parce que, selon nous, la proposition de résolution renferme des affirmations qui nous paraissent positives, même si elles ne sont pas suffisantes, c'est-à-dire des affirmations qui, théoriquement valables, ne peuvent être mises en pratique dans la situation actuelle.

**M. le Président.** — La parole est à M. Armengaud.

**M. Armengaud.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais faire quelques brèves observations à l'occasion du rapport présenté par M. Bousch.

Ma première observation porte sur la manière dont est considérée la contribution des sociétés pétrolières à l'approvisionnement européen et aux relations des différents pays d'Europe avec les États producteurs. Je pense, en effet, que l'expression qui a été employée dans le rapport de M. Bousch, paragraphe 38, où il est question des « intérêts vitaux des pays de la Communauté qui ont été défendus par les représentants des sociétés exploitantes, dont les intérêts ne coïncident pas forcément avec ceux des pays membres », n'est pas à sa place en ce moment. En effet, il faut bien regarder les choses comme elles sont : ces grandes sociétés existent, elles ont acquis sur le plan international une place importante et c'est, en fait, grâce à elles qu'on a pu assurer, à une période difficile récente, un ravitaillement permanent des différents pays d'Europe alors que nous courions le risque, nous

**Armengaud**

les Français en particulier, de voir nos sources d'approvisionnement en Afrique du Nord presque complètement asséchées.

Par conséquent, à cet égard, je pense que nous ne devons pas prendre une position déplaisante à l'égard de ces grandes sociétés. J'ajouterai, d'ailleurs, que celles-ci sont pour partie des entreprises qui relèvent de nos propres États où dans lesquelles nos États ont des intérêts importants. Tel est le cas — pour n'en citer que trois d'entre elles — de la British Petroleum qui est contrôlée par l'Amirauté britannique ; la Compagnie française des pétroles, autre entreprise internationale, contrôlée par le gouvernement français du fait de ses statuts et du vote plural accordé aux actions détenues par les gouvernements.

Quant à la Shell qui est la plus importante, l'essentiel de ses intérêts se trouve en Europe et par conséquent, il n'y a pas de crainte, me semble-t-il en la circonstance, que ces trois grandes entreprises n'apportent pas une contribution décisive au maintien du ravitaillement de l'Europe. La position des entreprises américaines peut être différente, je le reconnais volontiers. En effet, les États-Unis peuvent se poser la question de savoir s'ils ont intérêt ou non, c'est un problème politique, de voir l'Europe des Six, ou l'Europe des Dix de demain, avoir des possibilités de ravitaillement énergétique à des conditions de prix comparables à celles qui existent aux États-Unis.

Avec un peu de machiavélisme, il serait évident que la politique du gouvernement américain pourrait ne pas être superposable à celle des pays d'Europe. Cela dit, c'est une hypothèse de travail et de discussion, sur laquelle je ne pense pas qu'il faille s'appesantir aujourd'hui. L'essentiel demeure, en effet, de s'assurer que de toute manière, le ravitaillement de l'Europe sera assuré. Je ne suis pas certain quant à moi, et je rejoins ici M. Berkhouwer et M. Bousquet, que le fait de mêler directement la Communauté économique européenne à la négociation aurait beaucoup facilité les choses. Chacun sait en effet que les négociations de gouvernement à gouvernement sont toujours très difficiles.

Surtout quand on négocie avec les pays arabes, on court un risque complémentaire : c'est que les questions d'amour-propre sont plus importantes que les conditions financières ou économiques. On eût risqué, en pareille matière, si cela avait été la Communauté qui eût négocié, de la voir acculée à des positions de principe qui ne correspondraient pas effectivement aux intérêts de l'Europe elle-même.

Il est donc bon d'avoir comme intermédiaires des négociateurs dont c'est le métier, même si certains peuvent avoir, sur le plan général, des divergences d'opinion avec leurs dirigeants.

Cela dit, j'ajoute seulement que la suggestion qui a été faite d'envisager de nouveaux rapports ou des

rapports d'un type nouveau avec les pays producteurs me paraît ambiguë, car on ne définit pas quels sont ces rapports de type nouveau ; tout au plus ai-je entendu dire, par M. Oele en particulier, qu'il fallait envisager de développer le raffinage dans tous les pays producteurs.

Reste à savoir si cela serait vraiment leur intérêt, car la main-d'œuvre occupée par une raffinerie moderne est pratiquement inexistante. Ces raffineries sont automatisées et commandées par des ordinateurs. Le transport des produits transformés sortant d'une raffinerie vers les pays consommateurs coûtera dans beaucoup de cas plus cher que le transport du brut.

Sur ce plan, il y a donc une étude économique à faire sur laquelle je ne me prononcerai pas. Je ne pense donc pas, pour l'instant, qu'il faille s'engager dans cette voie sans y avoir mûrement réfléchi.

Je ne voudrais pas paraître suspect en ce qui concerne les rapports avec les pays en voie de développement. J'ai moi-même proposé à Munich, à la Commission paritaire, de nouveaux systèmes d'association d'intérêts entre pays en voie de développement et pays industrialisés. Mais en ce qui concerne le rapport actuellement en discussion le moment n'est pas venu de ces suggestions.

Quant à moi, je pense qu'il est toujours dangereux de parler de types nouveaux de relations entre les différents pays, les producteurs et les consommateurs, sans qu'on définisse de façon assez précise ce type de relations.

C'est pourquoi je regrette le paragraphe 5 de la résolution qui paraît laisser suspecter que les différents pays d'Europe se sont mal conduits envers les pays producteurs de pétrole.

Chacun sait en effet que si nous prenons comme exemple les accords pétroliers franco-algériens qui étaient particulièrement favorables à l'Algérie, la France n'a pas été payée d'un juste retour. Elle a éprouvé des surprises désagréables. En fait, alors que dans le cadre de ces accords, elle avait instauré la coopération, elle s'est vu condamner pratiquement à la nationalisation sans réelle contrepartie de ses intérêts. Je puis dire que l'Algérie a pris pratiquement gratuitement à la France ce qu'elle avait financé avec beaucoup de mal et l'argent des contribuables.

Deuxièmement, en ce qui concerne le charbon, je voudrais simplement attirer l'attention de l'Assemblée sur le fait que le déclin rapide de l'utilisation de charbon que M. Bousch considère comme devant retenir l'attention soulève des problèmes difficiles. En effet, à supposer que l'on augmente sensiblement la production de charbon européen, il faudra lui trouver des clients. Quels peuvent être ces clients en la circonstance ? M. Bousch l'a dit. La limite des foyers domestiques sera rapidement atteinte. Celle des sidérurgies

**Armengaud**

aussi, car tous les charbons ne sont pas cokéfiabiles. En outre les cokeries produisent du gaz de four qui, comme chacun le sait, a moins bonne réputation que le gaz naturel. D'où une nouvelle limite à la consommation du charbon.

Enfin, en ce qui concerne les centrales thermiques, se pose un problème capital, celui de la pollution. Des études faites aux États-Unis, il ressort qu'il faut augmenter pratiquement de 20 à 25 % le prix d'une centrale thermique à charbon, ou à pétrole d'ailleurs, pour la rendre anti-polluante. Jusqu'à présent, les différents pays d'Europe ne se sont pas encore mis d'accord sur une politique commune d'anti-pollution et aucun d'entre eux ne pourra commencer, seul, à s'engager dans cette voie si ses partenaires ne se décident pas à lui emboîter le pas. En effet, celui-ci peut craindre que le prix et le coût de sa production d'énergie soient plus coûteux que ceux obtenus dans des pays n'ayant pas adopté de dispositif anti-polluant.

Il faut donc agir avec beaucoup de prudence, en la matière. Je suis parfaitement d'accord pour reconnaître qu'un problème charbonnier se pose.

Comme je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, dans cette Assemblée, ce problème restera insoluble tant qu'une politique communautaire du charbon n'aura pas été mise sur pied, et tant que ne jouera pas la préférence communautaire en la matière. Ainsi que je l'ai dit depuis des années, dès qu'a été signé le traité de la CEEA on a admis que les différents pays d'Europe pouvaient importer librement de n'importe quelle partie du monde : il était dès lors évident que les pays d'Europe producteurs de charbon seraient les victimes de cette liberté d'importation. Nous le constatons aujourd'hui ; il nous faut donc revenir à la situation qui existait avant la signature du traité de la CEEA et admettre qu'une politique communautaire de production et d'importation s'impose et qu'elle devra au besoin aboutir à la péréquation des prix des charbons importés et des charbons européens.

Enfin, je ferai une dernière observation qui rejoint celle de M. Bousch sur l'enrichissement de l'uranium. Je ne peux que partager l'avis de M. Springorum sur la nécessité d'une association des efforts européens aussi bien en matière d'ultracentrifugation que de diffusion gazeuse ; si nous n'y parvenons pas, nous nous trouverons dans cinq ans au même point qu'aujourd'hui. Nous savons, en effet, qu'en matière d'ultracentrifugation les résultats des études actuellement en cours ne seront pas connus avant plusieurs années et, par conséquent, nous courons le risque de nous trouver dans une situation particulièrement difficile en matière d'approvisionnement en 1980.

Telles sont, mes chers collègues, mes observations sur le rapport de M. Bousch.

**M. le Président.** — La parole est à M. De Winter.

**M. De Winter.** — Monsieur le Président, je constate une certaine convergence des objectifs donnés à nos interventions. En effet, il a été question à plusieurs reprises, du paragraphe 38 du rapport présenté par M. Bousch. Ce paragraphe a donné lieu à des discussions assez vives au sein de la commission et c'est à ce sujet que je prends la parole, dans un sens peut-être un peu différent de celui de M. Armengaud, de M. Berkhouwer ou de M. Bousquet, mais tout de même assez proche.

M. Bousch a déclaré dans son rapport et plus précisément au paragraphe 38 que les intérêts vitaux des pays de la Communauté, compte tenu de l'importance du pétrole pour la couverture des besoins énergétiques, ont été défendus par les représentants des sociétés exploitantes dont les intérêts, a-t-il ajouté, ne coïncident pas forcément avec ceux des pays membres.

Cela veut dire, à mon sens, que ces intérêts, s'ils ne coïncident pas, ne sont pas forcément non plus opposés les uns aux autres.

En conséquence, je me félicite, pour ma part, que M. le Rapporteur n'ait pas voulu rejeter les sociétés exploitantes dans les ténèbres extérieures et qu'il se déclare, en principe, favorable à ce qu'il soit fait appel à leur collaboration, à leur concours, pour mener à bonne fin les problèmes à résoudre.

En effet, je crois que ce sont MM. Armengaud et Bousquet qui ont déclaré : Laissez ceux qui sont habitués et habilités à négocier des problèmes aussi importants et aussi techniques le soin de discuter en connaissance de cause avec ceux qui sont vraiment les détenteurs des richesses exploitées.

Je crois pouvoir dire que l'une des phrases qui me plaît le plus dans le rapport de M. Bousch, c'est celle, au paragraphe 38, dans laquelle il déclare :

« L'Europe occidentale se devrait donc d'établir, à cet égard, avec les États producteurs, des relations d'un type nouveau, grâce auxquelles producteurs, consommateurs et sociétés exploitantes seraient amenés à coopérer davantage pour assurer à notre continent un approvisionnement stable et à juste prix en produits pétroliers. »

Je m'écarte un peu évidemment de la thèse développée par M. Armengaud, parce que je lis le texte tel qu'il est conçu, le texte où l'on dit : « sont amenés à coopérer davantage ». Pourquoi ? Pour assurer à notre continent un approvisionnement stable et à juste prix en produits pétroliers.

Je crois qu'il ne faut pas rechercher dans ces termes plus qu'ils ne contiennent. En effet, M. Bousch est en général clair et précis. Il ne parle pas par énigmes, mais toujours ouvertement, et j'interprète donc le texte dans sa réelle teneur.

Par conséquent, je le félicite d'avoir introduit cette phrase dans son rapport. Elle est de beaucoup pré-

**De Winter**

férable, à mon sens, à celle de la première version. S'agissant de M. Berkhouwer, il s'est livré à une exégèse de ce texte, en l'opposant à celui du paragraphe 5 de la proposition de résolution. Il ne me paraît toutefois pas s'agir ici d'entreprises communes. Il est question seulement de politique commerciale commune, ce qui est une autre notion. M. le Rapporteur a donc eu raison de parler de politique commerciale commune, plutôt que d'exploitations communes ou d'entreprises communes.

Le second point que je voudrais mentionner a trait aux perspectives d'avenir. Le rapport souligne, à juste titre, tout en le constatant avec inquiétude — il s'agit du premier paragraphe de la résolution — que la croissance rapide des besoins en énergie de la Communauté, qui s'est poursuivie tout au long de l'année 1970, s'est traduite par une aggravation de la dépendance de l'Europe envers ses fournisseurs étrangers et met en garde contre les conséquences d'une telle évolution.

A cet égard, M. Oele a marqué sa confiance dans l'évolution ultérieure des possibilités d'approvisionnement en énergie.

Personnellement, n'étant pas un spécialiste de la boule de cristal, je ne voudrais pas prendre le risque d'avancer des pronostics que je considérerais comme indiscutables.

Cependant, je me pose, avec M. le Rapporteur, la question de savoir quelles sont nos réserves réelles, celles sur lesquelles nous pouvons compter dans la génération prochaine, je veux dire dans les trente prochaines années, tant en ce qui concerne le pétrole brut que le gaz naturel. Seuls l'avenir et la chance ou la science de nos prospecteurs pourront nous le dire.

C'est pourquoi je me sens complètement d'accord avec l'honorable rapporteur lorsque, dans sa proposition de résolution, il met l'accent sur la nécessité d'encourager le développement de l'énergie nucléaire dont le coût, on le sait — et c'est là aussi une chance sur laquelle nous pouvons compter et dont nous pouvons nous féliciter — repoint petit à petit celui de l'énergie classique, avec laquelle elle est sur le point de devenir compétitive.

En conséquence, je me félicite avec lui de la tendance que l'on constate actuellement à une intensification de rythme de la construction de centrales atomiques, qui, je crois, nous donnera une certaine sécurité dans l'avenir, sécurité dont nous aurons assurément besoin pour conserver les avantages et de notre civilisation et de notre survie.

**M. le Président.** — La parole est à M. Haferkamp.

**M. Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (A) Monsieur le Pré-

sident, Mesdames, Messieurs, ce débat est le quatrième que, depuis le 21 avril, notre Parlement consacre à la politique énergétique. Je crois qu'à lui seul, ce fait montre déjà très clairement et l'intérêt que cette Assemblée porte à cette politique et l'importance du sujet.

C'est une question au Conseil de ministres qui a fourni l'occasion de notre dernier débat dans cet hémicycle. Nous avons entendu des déclarations exposant la conception du Conseil de ministres à cet égard. Dans ces déclarations — je crois que nous nous accordons sur ce point — j'aimerais puiser l'espoir que les gouvernements et le Conseil attachent à la définition d'une politique énergétique commune la même importance qu'a fait cette Assemblée dans ses nombreux débats récents. Cette conception devrait, à mon avis, se retrouver dans le comportement des gouvernements, dans celui des experts nationaux lors des délibérations relatives à la décision du Conseil, et enfin dans l'attitude même du Conseil.

On a très souvent dit ici que la réalisation d'une politique énergétique commune était très difficile et qu'il fallait beaucoup de temps pour que les propositions faites devinssent une réalité politique. Or, quelques questions de même nature ont été abordées aujourd'hui. On a parlé de la nécessité d'améliorer l'approvisionnement de la Communauté en uranium enrichi, non sans mentionner, une fois de plus à cet égard la question d'une installation d'enrichissement de l'uranium dans la Communauté. Je ne puis que rappeler que les propositions que la Commission a soumises au Conseil datent de mai 1969, et que, jusqu'ici, leur première phase, celle de l'examen, n'a pas pu encore être close ; en effet, le Conseil n'a pu qu'en octobre dernier se résoudre à accorder le mandat d'examen nécessaire.

Ne nous faisons donc pas d'illusions : si le Conseil continue à prendre ses décisions à cette allure, nous ne devons pas escompter pour bientôt des résultats concrets.

Nous avons, il y a assez longtemps, examiné dans ce Parlement les règlements que la Commission a proposés en décembre 1969 au sujet des importations de pétrole brut et des notifications relatives à certains investissements dans le domaine de l'énergie. Le Conseil n'a pas davantage statué sur ces propositions, qui pourtant datent déjà de beaucoup plus d'un an. Je ne puis que le constater, en ajoutant que, si cette allure est maintenue, nous ne devons nous faire aucune illusion quant à la réalisation de ce que nous proposerons prochainement.

Je reviendrai tout à l'heure sur cette question. Entre temps cependant, une décision a été prise. La proposition faite par la Commission au Conseil en mai 1969 ne concernait pas seulement la création d'une capacité d'enrichissement d'uranium, elle demandait aussi au Conseil de charger la Commission de me-

**Haferkamp**

ner avec les autorités américaines compétentes des négociations en vue d'une amélioration des conditions de livraison d'uranium enrichi. Cela se passait, comme je l'ai dit, en mai 1969. En octobre 1970, le Conseil a d'abord chargé la Commission d'effectuer des sondages, ce qu'elle fit immédiatement. Le Conseil a reçu de la Commission un rapport à ce sujet, il y a quelques mois. Entre temps, il a, sur la base de ce rapport, accordé ce mandat. Ce fut le point A de la dernière session du Conseil des ministres de l'agriculture. Il va de soi qu'en vertu de ce mandat, nous ouvrirons le plus rapidement possible les négociations nécessaires.

Ces procédures montrent que nous ne pourrons progresser plus rapidement dans la réalisation de la politique énergétique commune que si certaines pratiques suivies jusqu'ici pour l'application des décisions sont modifiées. Les propositions que j'ai annoncées et exposées ici en détail lors de la session d'avril seront encore présentées ce mois. Elles concernent les moyens de parer aux difficultés d'approvisionnement, la mise en œuvre ultérieure du marché commun et l'élaboration d'une politique d'approvisionnement commune. Ces mesures forment un ensemble d'une importance non négligeable pour la politique énergétique. On en discutera certainement encore plus longtemps si la célérité des débats est la même que pour les règlements concernant la notification. J'espère que tel ne sera pas le cas, et que nous obtiendrons plus rapidement une décision des gouvernements et du Conseil.

Je n'entrerai pas dans les détails de ces propositions, puisque je les ai déjà décrits lors des débats d'avril et de mai et que, de plus, nous aurons bientôt l'occasion de nous en entretenir directement ici. Je voudrais seulement rappeler, à propos d'un point qui ne figurera pas dans cet ensemble de propositions, ce que j'ai dit le 21 avril :

« A propos de la question extrêmement importante des relations entre la Communauté et les pays producteurs, il ne peut y avoir de proposition concrète. Nous ne pouvons réglementer ces relations par un acte juridique. Il s'agit d'organiser toute notre politique à l'égard de ces pays de telle sorte qu'elle réponde aux intérêts des deux parties. »

J'ai déclaré, ici même, en avril :

« Nous sommes convaincus de la nécessité de réaliser, le plus tôt possible, une politique qui assure la stabilité et la confiance dans les relations entre les pays producteurs et la Communauté. A cet effet, nous devons, entre autres, intensifier les échanges avec ces pays en leur ouvrant le marché communautaire et rechercher un régime de coopération qui favorise leur développement économique dans le respect de leur indépendance. Une telle coopération devrait contribuer à la normalisation de nos relations avec ces pays. Elle devrait fournir

un cadre solide aux activités des sociétés pétrolières et garantir des conditions stables pour l'approvisionnement de la Communauté. »

Par cette idée, vous me le concéderez, j'ai évoqué plus que notre politique énergétique. Je crois avoir ainsi répondu aussi à une série de suggestions exprimées pendant le débat, qui concernent aussi bien, dans cet ordre d'idées, la politique commerciale que la politique économique générale et la politique de développement.

Je tiens encore à souligner ici — la question a été posée çà et là, après cette déclaration du 21 avril — que nous ne concevons pas ces relations à édifier comme devant remplacer par une politique communautaire les relations économiques des pays — concrètement : par les sociétés pétrolières. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Nous avons besoin de bonnes relations entre les régions consommatrices et les régions productrices et, si nous avons besoin de coopération dans ces relations, elle nous est nécessaire aussi avec les forces économiques qui agissent dans ce domaine. Sans une telle coopération, il n'y aura ni progrès ni sécurité pour nous dans ce secteur.

J'espère vivement que, lorsque prochainement, nous discuterons des propositions concrètes (et j'espère que ce débat pourra déjà avoir lieu à la prochaine période de session de ce Parlement) nous verrons encore plus clairement, pour tout le domaine couvert par la politique qui nous occupe, dans quelle direction doivent évoluer les choses. Mais ne cédon pas à l'illusion de croire que cette tâche sera pour nous facile. Nous savons tous l'importance des obstacles auxquels se heurte la politique énergétique commune. Ce n'est vraisemblablement pas un hasard si aucun des trois traités ne souffle mot, par exemple des hydrocarbures, du pétrole et du gaz. Mais le fait est là, et nous devons nous en accommoder. Nous devons essayer d'édifier une telle politique au moyen des règles juridiques générales dont nous disposons. Nous savons tous que ceux qui ont des intérêts économiques dans ces domaines préféreraient se réserver une liberté absolue ; ce n'est pas un reproche, mais une simple constatation que je fais. On pourrait parfois résumer leur doctrine par la devise suivante : la meilleure politique énergétique serait de ne pas en avoir. Du point de vue de ceux auxquels je m'adresse ici, cela peut très bien se comprendre. Mais la tâche politique est d'édicter des règles dans le champ desquelles doivent se mouvoir ceux qui ont à remplir une tâche économique. Nous devons nous attendre que l'on voudra réduire au strict minimum les règles que nous voulons assigner à la politique dans ce domaine. L'on ne manquera certainement pas, vous le savez, de vous interpellier sous l'une ou l'autre forme sur les propositions que vous aurez à débattre prochainement.

Une autre difficulté réside dans les bureaucraties nationales. Elle ne se rencontre pas seulement dans la



**Haferkamp**

politique énergétique, nous la connaissons ailleurs aussi. Au moment de la mise en œuvre d'une telle politique, on craint un peu de devoir céder à des procédures et à des organes communautaires des compétences auxquelles on était attaché. De cette crainte naissent nombre de difficultés à propos des détails de la mise en œuvre d'une politique communautaire.

Il en est de même au fond pour les gouvernements. Ils ne se résolvent que difficilement à transférer à la Communauté des tâches et des compétences qui sont devenues chères. Nous le constatons quotidiennement dans d'autres domaines aussi. A cela s'ajoute, dans le secteur qui nous occupe, la crainte qu'une politique européenne de l'énergie définie au niveau de la Communauté n'affecte de quelque façon les relations extérieures. Nous devons aborder ce fait avec réalisme, si nous voulons parvenir à des résultats, car une politique énergétique communautaire est absolument indispensable. Nous devons nous atteler à cette immense tâche, en dépit des difficultés et nous n'avons, selon moi, de chances d'accomplir rapidement des progrès que si la Commission et le Parlement agissent à cet égard de concert, comme ils l'ont fait jusqu'ici, et surtout que si les parlementaires qui portent un intérêt particulier à cette question et ont, dans leur pays, des tâches à remplir dans ce domaine, nous appuient chez eux aussi, pour que nous puissions surmonter les difficultés dont j'ai parlé.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Bousch.

**M. Bousch, rapporteur.** — Monsieur le Président, je vais être très bref, les interventions de M. De Winter et de M. Haferkamp ayant beaucoup facilité ma prise de position.

M. Haferkamp a bien voulu rappeler qu'il s'agissait du quatrième débat depuis deux mois, et que nous avons abondamment parlé de l'énergie, ce qui prouve que ce Parlement s'y intéresse beaucoup et que c'est une de ses préoccupations majeures. C'est d'ailleurs ce qu'exprime le premier paragraphe de notre résolution.

Je le remercie aussi d'avoir bien voulu nous annoncer un ensemble de propositions. Je regrette, et, ce faisant, je me tourne vers le président de notre commission, que cela n'ait pas été pour aujourd'hui. Mais nous voulons bien encore patienter un peu pour attendre cet ensemble de propositions et nous souhaitons très vivement et de tout cœur à M. Haferkamp que ces propositions n'attendent pas aussi longtemps que d'autres sanctions du Conseil de ministres.

Je voudrais enfin remercier la Commission d'avoir rappelé sa position en ce qui concerne les rapports

envisagés avec les pays producteurs et avec les sociétés pétrolières.

Je remercie aussi particulièrement M. De Winter, qui a bien voulu lire dans mon rapport ce qui s'y trouvait réellement et qui n'a pas cherché des arrière-pensées là où il n'y en avait pas.

Je me permets de dire à ceux de mes collègues qui ont bien voulu présenter quelques observations à ce sujet — ce qui est tout à fait normal — à M. Armengaud d'une part, et à M. Berkhouwer d'autre part, qu'au sein de la commission de l'énergie, lors de la discussion de la proposition de résolution, je me suis évertué d'aller à leur rencontre et de faire des propositions telles que cette résolution puisse être acceptée par tous les groupes politiques.

Le rapport n'est pas un texte de loi, c'est un ensemble de considérations qui résume des positions, qui, parfois, comporte des ouvertures de la part du rapporteur ; le texte de la résolution concrétise par contre l'avis de l'ensemble de la commission. Si donc il y a dans le rapport certains points qui peuvent ne pas recueillir votre approbation pleine et entière, même si le rapport a été adopté dans sa forme actuelle à Berlin, je me permets de faire observer que la résolution a reçu l'accord de tous ceux qui étaient présents à la réunion du 1<sup>er</sup> juillet à Bruxelles.

Je me permets encore de rappeler qu'à la réunion de Berlin, nous nous étions mis d'accord même sur le texte du paragraphe 38. Si ce paragraphe avait pu subir encore une retouche, je l'aurais acceptée volontiers, mais les conditions dans lesquelles nous travaillons en cette fin de session ne nous ont pas permis de reconsidérer ne fût-ce qu'une seule phrase de ce paragraphe. D'ailleurs, vous n'ignorez pas que ce rapport est sorti cette nuit très tardivement. Il est d'ailleurs regrettable que ceux qui ont voulu intervenir aujourd'hui aient dû se fier à des textes antérieurs, sans avoir en main la version définitive du rapport.

Cela dit, je voudrais également remercier M. Springorum, qui a bien voulu apporter son soutien personnel en tant que président de la commission et aussi celui du groupe démocrate-chrétien au nom duquel il a parlé. Je remercie aussi M. Oele, qui a parlé au nom du groupe socialiste. M. Bousquet a bien voulu préciser certaines positions. D'ailleurs, à la commission, lors des débats sur la résolution, il nous a apporté une contribution personnelle importante. La seule considération sur laquelle je voudrais revenir concerne son propos sur les « instructions aux compagnies » ; je ne pense pas que c'est là le fond de sa pensée. Des directives de caractère général, il est normal que les pays consommateurs en donnent et qu'ils fassent connaître aux sociétés leurs intentions en la matière pour assurer la sécurité d'approvisionnement.

**Bousch**

Il ne peut s'agir de directives précises, car donner des directives précises, c'est limiter les possibilités de négociation des compagnies auxquelles nous avons décidé, jusqu'à nouvel ordre, de faire confiance, tout en disant que nous souhaiterions que les rapports avec les pays producteurs soient bons et que si nous pouvons venir à la rencontre de ces États, il faut les aider dans leur industrialisation. Peut-être n'y a-t-il pas lieu de faire construire des raffineries, comme l'a évoqué M. Armengaud, car une raffinerie constitue parfois un cadeau empoisonné, en ce qu'elle coûte très cher en investissements et apporte peu d'emplois, notamment pour les pays en voie de développement, qui n'ont pas une main-d'œuvre très qualifiée. Par conséquent, ce n'est peut-être pas dans ce domaine qu'il faut agir, mais il est d'autres domaines, nombreux, évoqués par M. Bousquet, dans lesquels nous pouvons aider ces pays.

En ce qui concerne l'industrie charbonnière, Monsieur Armengaud — et je parle en connaissance de cause — il n'est pas facile de trouver une solution. C'est même très difficile. Mais dans notre résolution et dans le rapport, nous avons voulu dire que la Communauté est allée trop vite dans l'organisation de la retraite du charbon. Peut-être faut-il reconsidérer cette retraite et notamment son rythme, d'une part pour des considérations sociales, qui sont toujours à l'avant-garde de nos préoccupations, mais aussi pour des raisons de sécurité d'approvisionnement. Mais il faut aussi la reconsidérer dans des secteurs que vous avez évoqués et dans lesquels il y a peut-être encore des possibilités, encore qu'à mon avis — et vous avez eu raison de le dire — il ne s'agisse pas seulement de produire, mais aussi d'écouler le charbon. La sidérurgie, dont la conjoncture est déclinante, me paraît encore promise à un bel avenir et offrir des débouchés, même si la réduction de la mise au mille continue. Il y aura encore d'autres secteurs de consommation tels que les centrales thermiques, celui du chauffage à distance qui, à mon sentiment, n'est pas suffisamment exploité.

Voilà pour l'essentiel. Je n'ai pas répondu à toutes les préoccupations de M. Leonardi et il m'en excusera. Même si j'ai formulé des réserves quant à la concordance des intérêts des sociétés pétrolières avec ceux de la Communauté, Monsieur Leonardi, je ne peux pas vous suivre dans votre idée et m'en faire le pourfendeur. Dire que les intérêts ne concordent pas toujours forcément, c'est constater une évidence, mais de là à dire que ces intérêts sont forcément en opposition avec ceux de nos pays, c'est aussi absurde que la première position. Il y a un juste milieu et les sociétés pétrolières pourront encore nous rendre des services. Il faut leur laisser jouer, tant qu'elles le pourront, le rôle qu'elles ont joué dans les récentes négociations en faisant en sorte que notre Communauté entretienne avec les sociétés pé-

trolières et les pays producteurs des contacts partout où ils sont possibles.

Voilà ce que je voulais dire. Encore une fois, je voudrais que vous ayez le sentiment que je n'ai pas voulu dire autre chose que ce qui est indiqué dans le rapport. Je vous remercie, Monsieur De Winter, d'avoir bien voulu le souligner.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

*7. Dispositions particulières en nomenclature budgétaire applicables aux crédits de recherches et d'investissement — Dispositions particulières relatives à l'Office des publications officielles*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Rossi, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur les propositions complémentaires de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant la révision et l'unification des règlements financiers :

- I - proposition de la Commission modifiant sa proposition d'un règlement financier applicable au budget des Communautés européennes plus spécialement le titre VII — crédits de recherches et d'investissement,
- II - proposition de la Commission sur la nomenclature applicable au « budget fonctionnel » pour les dépenses de recherches et d'investissement,
- III - proposition de la Commission concernant des dispositions particulières relatives à l'Office des publications officielles des Communautés européennes (annexe visée à l'article 97 du règlement financier)

(doc. 91/71).

La parole est à M. Rossi qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Rossi, rapporteur.** — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le rapport que je présente au nom

**Rossi**

de la commission des finances et des budgets porte sur plusieurs propositions de la Commission, qui concernent à la fois la révision et l'unification des règlements financiers.

Comme vous le savez, mes chers collègues, au cours des derniers mois, nous avons examiné différentes propositions en la matière. La partie du règlement financier concernant les crédits de recherches et d'investissement, avec la nomenclature qui lui est afférente, a fait l'objet d'une troisième étape de propositions, celle que nous traitons aujourd'hui, à laquelle s'ajoute, sur la base de la décision des cinq institutions communautaires, le problème de l'Office des publications officielles des Communautés européennes.

Je traiterai très rapidement les trois ordres de propositions.

En ce qui concerne les dispositions applicables aux crédits de recherches et d'investissement, l'article 10 du traité du 22 avril 1970 portant unification des budgets des Communautés, et la décision du 21 avril 1970 portant création des ressources propres exigeaient donc que soient reconnues les dispositions du règlement financier concernant le budget de recherches et d'investissement.

Les propositions de la Commission n'étaient pas précédées d'un exposé des motifs, et notre commission parlementaire a donc dû se fonder, en le regrettant un peu d'ailleurs, je dois l'indiquer, sur le commentaire qu'elle avait fait au mois de novembre 1970.

Pour résumer l'ensemble de cette proposition, je dirai que les règles proposées portent essentiellement sur l'existence de crédits d'engagements pluriannuels et le maintien d'un échéancier de ces engagements ; sur des règles spéciales pour l'application des douzièmes provisoires liés au double mécanisme des crédits d'engagement et de paiement et à l'échéancier que je viens d'indiquer ; sur la définition et la procédure des soldes de comptes d'affectation et, enfin, sur la définition d'une nomenclature budgétaire propre à ce budget fonctionnel et commandé par la structure même des programmes.

La Commission des Communautés européennes a surtout voulu pouvoir disposer d'un budget fonctionnel où les crédits sont classés par objectifs ou fonctions plutôt que par moyens et types de dépenses. La Commission a donc prévu des comptes d'affectation qui permettent de regrouper à la fois les dépenses de personnel, d'infrastructure générale, de supports scientifiques et techniques ainsi que de grandes installations. Apparaissent ainsi dans les comptes les recettes correspondant aux prestations fournies aux différentes actions de programmes et aux tiers, mais seuls les soldes de ces comptes sont repris au budget.

Les autres éléments particuliers à cette partie du budget sont alors l'articulation de la nomenclature budgétaire en actions de programmes sous différents chapitres, et le classement, dans chaque chapitre, des crédits par nature économique des dépenses et la possibilité de virement d'article à article, je le précise bien, sous la responsabilité du directeur général unique du Centre.

Cette nouvelle structure budgétaire permettra donc de mieux traduire la nature des activités du Centre, qui sont, à la fois, de caractère administratif, mais aussi et surtout de caractère scientifique et industriel.

Votre commission parlementaire a présenté, sur la conception de la Commission, quelques observations que je voudrais très brièvement résumer.

La Commission a noté, en effet, que lorsqu'il est fait mention des rapports entre les différents partenaires intéressés par la gestion budgétaire, l'on ne cite jamais que la direction du Centre, la Commission et le Conseil. Nous estimons qu'il y a là une omission en ce qui concerne le Parlement, d'autant que, il faut le souligner, le contrôle parlementaire doit être aussi vigilant sur ce point que sur les autres aspects budgétaires de la Communauté.

Autre observation, l'article 10 du traité d'avril 1970, en unifiant les budgets des Communautés, devrait avoir pour effet de renforcer la loi budgétaire par rapport au reste de la législation budgétaire. Mais certes, je le dis, la loi budgétaire, tout en ayant un caractère autonome, traduit sur le plan financier les décisions de caractère financier intéressant un secteur de l'activité communautaire. Or, les crédits de recherches et d'investissement d'Euratom sont fonction de programmes arrêtés par décision unanime du Conseil de ministres. Faut donc d'une telle décision, c'est l'ensemble du système budgétaire proposé qui, en application du principe de l'universalité du budget, se trouverait bloqué, auquel cas il faudrait avoir recours au système des douzièmes provisoires.

Votre commission s'est donc préoccupée des conséquences que pourrait avoir, pour le personnel statutaire, la composition d'un budget strictement fonctionnel. Ayant interrogé, sur ce point, la Commission exécutive, elle a pris acte des assurances données par celle-ci selon lesquelles les dispositions proposées sont neutres à l'égard du statut des fonctionnaires et ne mettent pas en danger la permanence de l'emploi des fonctionnaires statutaires. J'ajoute d'ailleurs que la Commission nous a, entre temps, saisis d'un nouveau projet de statut de ce personnel.

Quant au contrôle, enfin, votre commission a estimé que le Parlement ne saurait accepter le seul contrôle *a posteriori* des dépenses de recherches et d'investissement. Il nous paraît logique que le Parlement puisse exercer un contrôle permanent de la gestion des

**Rossi**

crédits du budget et suivre ainsi le déroulement de chacune des opérations.

La seconde proposition porte sur la nomenclature applicable aux crédits de recherches et d'investissement.

Votre commission a estimé que, compte tenu des observations faites au sujet des dispositions du règlement financier concernant la nomenclature, dont cet aspect est la suite logique, et eu égard au caractère particulier — celui d'un budget fonctionnel — du budget de recherches et d'investissement, cette nomenclature pouvait être approuvée.

Troisième et dernier volet des propositions de la Commission, l'Office des publications officielles des Communautés européennes.

La proposition de la Commission se fonde en particulier sur la décision des cinq institutions communautaires portant installation de l'Office des publications officielles des Communautés. Votre commission a surtout estimé qu'il fallait compléter l'article 2 de cette proposition en indiquant que les prévisions de dépenses devaient être modifiées dans le cadre de la procédure budgétaire. Pour le reste, elle a approuvé la proposition de la Commission exécutive.

Voilà, Monsieur le Président, résumées aussi brièvement que possible, dans une matière dont je vous prie d'excuser l'aridité, les conclusions de la commission des finances et des budgets.

Au nom de votre commission, je vous demande de bien vouloir adopter la proposition de résolution qui vous est soumise ainsi que les modifications que la commission souhaiterait voir apporter aux propositions de l'exécutif. Celui-ci a déjà, au cours de nos réunions, donné son acquiescement à un grand nombre d'entre elles.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Le porte-parole du groupe démocrate-chrétien, M. Westerterp, ayant, pour des raisons que vous comprendrez aisément, renoncé à prendre la parole, celle-ci est à M. Koch, qui parlera au nom du groupe socialiste.

**M. Koch.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, au nom du groupe socialiste, je voudrais tout d'abord remercier M. le Rapporteur de l'excellent exposé qu'il vient de nous présenter. Je remercie également la Commission des propositions qui font l'objet de ce document 63/71 dont nous avons à débattre. En complément, je voudrais ajouter ce qui suit.

Le rapport de la commission parlementaire comprend trois parties consacrées pour chacune d'entre elles à chacune des trois propositions de la Commission qui étaient encore nécessaires pour compléter les règle-

ments financiers de la CEE. Les nouvelles dispositions de l'article VII concernant le budget de recherches et d'investissement sont du plus haut intérêt puisque la restructuration du Centre commun de recherches est terminée et qu'il s'agit maintenant, en quelque sorte, d'en tirer les conséquences budgétaires. Les dispositions budgétaires que contenaient les articles 90 à 93 pour les crédits de recherches et d'investissement des Communautés comportaient des lacunes.

C'est pourquoi la Commission a voulu adopter une méthode entièrement nouvelle, qui permette de ventiler les crédits budgétaires en considération de la destination, de la fonction. Tout le problème pourrait être résumé de la manière suivante : Jusqu'ici notre système était conçu pour assurer la bonne gestion d'un budget de fonctionnement ; à présent, nous partons du principe que ces crédits de recherches et d'investissement ainsi que les institutions qui s'y rattachent ont trait à des opérations industrielles aux exigences desquelles nous ne pouvons satisfaire par l'intermédiaire d'un budget qui jusqu'alors servait des buts administratifs. La Commission a donc emprunté des voies nouvelles qui assurément sont audacieuses, qui doivent encore être éprouvées mais que je voudrais analyser brièvement avec vous.

Le schéma budgétaire habituel, à savoir la ventilation des crédits selon les catégories de coûts, est insuffisant, appliqué au budget de recherches. Dans un souci d'efficacité, la Commission a donc proposé d'inscrire la gestion de ce budget dans un cadre qui soit défini sur la base des actions de recherche prévues, ou en cours. Le nouveau budget fonctionnel permettra désormais de confronter les recettes et les dépenses concernant des travaux effectués pour le compte de tiers. Il permettra en outre de faire la liaison, à l'intérieur du Centre de recherches, entre les secteurs fournisseurs de services ou des prestations et les services utilisateurs. Cette articulation du nouveau budget de recherches confère à celui-ci une certaine souplesse et permet des virements entre crédits de personnel, de matériel et de fonctionnement. La nouvelle structure du budget permet un rapprochement systématique des prévisions et des réalisations ; en d'autres termes : l'examen du budget et du compte de gestion offre la possibilité de porter un jugement objectif sur l'exercice des diverses responsabilités.

Ce budget fonctionnel comprend différents titres et chapitres correspondant aux actions de programmes. On y trouvera notamment les actions directes et indirectes en programme commun et les actions directes et indirectes en programme complémentaire. Un titre a été introduit qui contient les soldes des comptes d'affectation. Ceux-ci ont une signification toute particulière. Ils permettent de regrouper les dépenses de personnel, d'infrastructure générale, de support scientifique et technique ainsi que celles relatives aux grandes installations.

**Koch**

Dans les comptes d'affectation figurent les recettes correspondant aux prestations fournies aux services de l'institution et aux tiers. Seuls les soldes de ces comptes sont repris dans le budget.

En résumé, le budget proposé est construit à partir des éléments suivants qui en assurent une exécution par fonctions :

- a) les comptes d'affectation, dont les soldes figurent dans la première partie de l'annexe au budget ;
- b) une articulation de la nomenclature budgétaire en actions de programmes, sous différents chapitres ;
- c) un classement, dans chaque chapitre, des crédits par nature économique des dépenses ;
- d) en outre, la possibilité, à l'intérieur d'un même chapitre, de virements d'article à article, sous la responsabilité du directeur général du Centre.

Il y a lieu de constater que cette nouvelle structure du budget a pour effet de faciliter les activités du Centre qui sont à la fois de caractère administratif et de caractère scientifique et industriel. Le nouveau système permet de faire clairement apparaître les sommes afférentes aux actions de programmes, la responsabilité des personnes appelées à gérer ces sommes et les travaux effectués pour le compte de tiers.

Le budget de recherches et d'investissement fonctionnel pourrait inciter à poser en même temps le problème du statut des fonctionnaires. Si, à l'avenir, toute activité du Centre commun de recherches est fondée sur les actions de programmes, auxquelles est affecté un certain effectif en personnel, pour le groupe que je représente — d'accord en cela avec le rapporteur —, il va de soi que la nouvelle gestion budgétaire fondée sur un classement par fonctions ne saurait avoir pour effet de dégrader la situation des fonctionnaires statutaires des instituts de recherches.

En résumé, je puis constater que mon groupe se rallie à la nouvelle structure proposée pour le budget de recherches et qu'il s'en félicite, parce que celui-ci s'inscrit dans l'optique de programmes pluriannuels. Il va sans dire que seule la pratique montrera si le nouveau système donne satisfaction sur tous les points ou si, au contraire, des modifications doivent y être apportées dans l'un ou l'autre cas.

Quant au deuxième chapitre, la proposition de la Commission sur la nomenclature applicable au budget fonctionnel découle logiquement des observations que j'ai présentées sur le premier point.

Reste enfin la proposition complémentaire de la Commission relative à l'Office des publications officielles des Communautés européennes. Sur certains points, et notamment sur l'article 2, paragraphe 2, cette brève proposition appelle encore des observations ainsi que des réserves — je crois que M. le Rapporteur a formulé des observations analogues —

car il n'est pas précisé suivant quelles modalités les modifications dans les prévisions de crédits seront opérées.

Pour ce qui est de l'article 4, il convient de noter que le dernier membre de phrase est vague. Il y aurait lieu de fixer plus nettement les limites de la délégation donnée au directeur de l'Office.

En ce qui concerne l'article 8, il n'est pas précisé ce qu'on entend par les « règles de comptabilité commerciale » que l'on veut appliquer à l'Office et qui doivent être déterminées par le Comité de direction de ce dernier. Quiconque vient de l'administration fiscale — et je suis de ceux-là — sait que la notion de « comptabilité commerciale » recouvre un nombre infini d'acceptions diverses et qu'au fond elle ne signifie pas grand-chose. Il y aurait donc lieu de préciser davantage ce qu'on entend par ce terme.

D'une manière générale, mes amis et moi-même donnons notre accord à la proposition de la Commission; nous l'adoptons, y compris les modifications auxquelles nous avons procédé lors des débats au sein de la commission des finances et des budgets, et nous adopterons également la proposition de résolution.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Coppé pour faire connaître au Parlement la position de la Commission sur les propositions de modification présentées par la commission parlementaire.

**M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, je sais gré au rapporteur d'avoir présenté d'une façon aussi positive le travail de notre administration et je le remercie, ainsi que M. Koch, de l'appui qu'ils ont bien voulu donner à l'essentiel des dispositions que nous avons présentées et de l'hommage qu'ils ont rendu à ce travail.

L'effort fourni par notre administration pour présenter d'une façon fonctionnelle l'ensemble des opérations budgétaires mérite vraiment un compliment.

Premièrement, en ce qui concerne les raisons, M. Rossi et M. Koch l'ont dit, nous avons jusqu'ici deux budgets et, dès lors, un règlement financier pour chacun de ces budgets. Depuis l'instauration des ressources propres, nous n'avons plus qu'un seul budget et, par conséquent, plus qu'un seul règlement financier. C'est lui que nous vous soumettons.

Deuxièmement — et vous examinez encore ce point — nous avons voulu rendre le fonctionnement du Centre commun de recherches plus opérationnel, plus moderne, plus industriel. Il fallait donc un règlement financier qui s'adaptât à cette situation nouvelle. D'où le titre VII.

Les dispositions générales, c'est-à-dire les 89 premiers articles, s'appliquent, sauf cas exceptionnel. Le

**Coppé**

titre VII ne vaut donc que pour les dispositions particulières applicables aux crédits de recherches et d'investissement qui ne jouent que dans la mesure où les 89 premiers articles du règlement ne s'appliquent pas.

Je résume les principes de base de cette organisation fonctionnelle de notre disposition budgétaire :

- 1) Les crédits de recherches et d'investissement, tout en figurant dans le budget général — ils en forment une ligne, au lieu d'être tout un budget —, sont regroupés dans une annexe spéciale ;
- 2) L'existence d'un programme entraîne la définition de tranches et de crédits d'engagement pluriannuels ;
- 3) Le budget d'Euratom sera un budget entièrement fonctionnel, c'est-à-dire que les crédits y sont regroupés, non par nature de dépense, mais par objectif de programme de recherche ;
- 4) Certaines dépenses sont communes à plusieurs objectifs de recherche, et, pour en tenir compte, l'on a créé un système de comptes d'affectation ;
- 5) L'existence d'un programme exige des règles particulières dans l'application des douzièmes provisoires, pour les raisons que M. Rossi a très bien soulignées. En effet, si le budget pluriannuel, qui doit être adopté à l'unanimité, n'est pas voté, tout le fonctionnement de notre activité de recherche est bloqué ;
- 6) La nature quasi industrielle de l'activité du Centre impose des règles spéciales pour les marchés.

Tels sont les principes qui animent les dispositions particulières du titre VII, destinées à rendre possible l'organisation fonctionnelle nouvelle que nous entendons donner au Centre de recherches.

Je répondrai maintenant aux préoccupations exprimées par le rapporteur qui s'est fait l'écho de celles qu'éprouvent ou éprouvaient les membres de la commission des finances et des budgets.

En ce qui concerne d'abord le contrôle, le rapport de M. Rossi déclare que le Parlement ne saurait se contenter du seul contrôle *a posteriori*. Nous partageons ce point de vue. Je précise donc que tout ce qui concerne le contrôle *a priori* par le contrôle financier demeure valable. Mais nous y ajoutons le visa du contrôle financier pour les virements à l'intérieur des chapitres, ce qui n'existe pas actuellement. Enfin, point sur lequel nous avons insisté dans nos exposés à la commission, l'ensemble de ces dispositions devient beaucoup plus fonctionnel. Dès lors, les opérations sont plus transparentes et le contrôle *a posteriori* est plus aisé. Cela n'enlève rien aux garanties qu'a le Parlement au sujet du contrôle *a priori* par le Contrôle financier.

Deuxième préoccupation, le rapporteur et la commission des finances et des budgets souhaitaient que l'on ne touchât pas au statut des fonctionnaires. Nous avons eu l'occasion de dire, au nom de la Commission, à une réunion de la commission des finances et des budgets, qu'il n'y avait aucun danger à cet égard et que le règlement financier était neutre par rapport au statut pécuniaire des fonctionnaires. La commission des finances et du budget a pris acte de cette déclaration aux termes de laquelle les propositions de révision et d'unification des règlements financiers n'auraient aucune incidence sur le statut des fonctionnaires. Je tiens à confirmer publiquement cette garantie.

Enfin, le rapport contient un certain nombre de propositions du rapporteur.

Celui-ci propose, notamment, de préciser que l'annexe relative aux crédits d'investissement et de recherches, au titre VII, fait partie intégrante du budget. Nous sommes d'accord et modifierons nos textes en conséquence.

Le rapporteur propose en outre qu'il soit précisé que des chapitres peuvent être ajoutés dans le cadre de la procédure budgétaire. Nous sommes d'accord et tiendrons également compte de cette suggestion dans le texte définitif.

En troisième lieu, le rapporteur a trouvé que l'article 95 sur les transferts de matériel était plutôt obscur. Nous retenons cette remarque et clarifions ce texte.

Nous sommes donc d'accord sur les trois propositions qui nous sont faites et en tiendrons compte dans la rédaction finale des trois documents soumis à vos délibérations.

**M. le Président.** — Au nom du Parlement, je prends acte de la déclaration de M. Coppé selon laquelle la Commission modifiera sa proposition conformément aux suggestions du Parlement.

Personne ne demande plus la parole ? ...

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

Sur le préambule et les paragraphes 1 à 4, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets ces textes aux voix.

Ces textes sont adoptés.

Sur le paragraphe 5, je suis saisi d'un amendement n° 1, présenté par M. Gerlach et dont voici le texte :

Compléter le paragraphe 5 comme suit :

**Président**

« et qu'à l'intérieur d'un chapitre également, il ne peut être procédé à des virements de crédits pour les dépenses de personnel et les dépenses de fonctionnement que moyennant l'autorisation préalable de la Commission ».

La parole est à M. Gerlach pour défendre son amendement.

**M. Gerlach.** — (A) Monsieur le Président, au paragraphe 13 de son rapport écrit, M. le Rapporteur, que je tiens à féliciter pour la qualité de celui-ci, a fait observer que les problèmes relatifs au statut des fonctionnaires jouent un rôle essentiel et il l'a répété dans son exposé oral. Se référant aux observations que le rapporteur a formulées dans son rapport ainsi que dans la proposition de résolution, M. Coppé a promis que la Commission suivra les problèmes soulevés par le statut des fonctionnaires et qu'elle s'efforcera de trouver une réglementation qui soit acceptable.

C'est à ce sujet, précisément, que j'ai quelques doutes. J'estime en effet que, lorsque le directeur général d'un Centre commun de recherches se voit accorder le droit de virer des frais de personnel et de matériel à l'intérieur d'un chapitre, comme il a été décrit, rien ne garantit le respect intégral, dans tous les cas, des principes qui doivent être observés en matière budgétaire.

C'est pourquoi j'ai déjà proposé au sein de la commission des finances et des budgets que le virement à l'intérieur d'un même chapitre de crédits pour dépenses de personnel ou de matériel soit subordonné à l'autorisation préalable de la Commission. Compte tenu des assurances données par la Commission, selon lesquelles ce principe sera respecté, la Commission des finances et des budgets a renoncé à adopter cette proposition.

Il n'empêche que j'estime devoir présenter à nouveau cette proposition en insistant sur le fait qu'elle ne fait que confirmer dans les textes des assurances qui ont été données. Ces assurances, je le répète, ne me paraissent pas suffisantes. Je serais heureux que le Parlement inclue dans la proposition de résolution la modification que j'ai proposée et invite dès lors l'Assemblée à l'adopter.

**M. le Président.** — Quel est l'avis du rapporteur ?

**M. Rossi, rapporteur.** — Monsieur le Président, la commission des finances et des budgets a effectivement eu à discuter de cette question.

Elle avait alors pensé, sur l'observation faite par la Commission exécutive, d'une part, et sur les assurances fournies par celle-ci, d'autre part, que l'idée — qui n'avait pas encore été complètement formulée comme elle l'est aujourd'hui par M. Gerlach — d'envisager l'intervention de la Commission pour les virements de crédits à l'intérieur d'un chapitre risquait

d'alourdir la procédure, de la « rigidifier », si je puis dire, et peut-être même, dans certains cas, d'aller à l'encontre de l'intérêt du personnel.

C'est pourquoi la commission avait à l'époque, décidé de s'en tenir à la première rédaction de la proposition de résolution.

**M. le Président.** — Quel est l'avis de la Commission exécutive ?

**M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes.** — En effet, Monsieur le Président, la proposition de M. Gerlach n'avait pas été suivie par la commission parlementaire à la suite des engagements que la Commission exécutive avait pris.

Nous avons, en effet, comme je l'ai dit tout à l'heure, prévu le visa préalable du contrôleur financier.

Le fait qu'à l'intérieur d'un chapitre il y a dorénavant des dépenses de personnel et des dépenses de fonctionnement est la conséquence inévitable de cette volonté de nous doter d'un budget fonctionnel. Ce n'est donc pas une question de mauvaise volonté ou de désir de compliquer les choses. Un budget fonctionnel ne peut que regrouper à l'intérieur d'un chapitre toutes les dépenses. Ce visa préalable du contrôleur des dépenses, qui n'existait pas jusqu'ici, est donc déjà une garantie.

Mais j'irai plus loin. Je comprends à la fois la préoccupation de M. Gerlach et celle de M. Rossi. Je suis prêt à proposer à mes collègues de demander au contrôleur financier, qui aura donc à donner son avis préalable sur tout virement effectué à l'intérieur d'un chapitre, y compris ceux-là, de présenter périodiquement un rapport spécial sur les virements de ce type, de façon que ceux-ci, qui préoccupent la commission parlementaire, puissent être régulièrement suivis par nous.

De cette façon, nous concilierons à la fois la souplesse d'action que nous voulons garantir au directeur du Centre commun de recherches et le souci légitime de la commission parlementaire que des virements de cette espèce ne puissent se faire sans que la Commission exécutive les suive.

Je crois avoir ainsi fait des propositions qui rencontrent le souci de M. Gerlach et de M. Rossi. Je serais particulièrement reconnaissant à M. Gerlach, étant donné l'engagement que je viens de prendre, s'il voulait bien ne pas insister.

**M. le Président.** — La parole est à M. Gerlach.

**M. Gerlach.** — (A) Compte tenu de ces assurances, je retire mon amendement.

**M. le Président.** — L'amendement n° 1 est retiré.

**Président**

Je mets aux voix le paragraphe 5.

Le paragraphe 5 est adopté.

Sur les paragraphes 6 à 14, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 6 à 14 sont adoptés.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (\*).

*8. Suppression des contrôles dans le trafic intracommunautaire de voyageurs*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport intérimaire de M. Califice, fait au nom de la commission économique, sur la suppression des contrôles dans le trafic intracommunautaire de voyageurs (doc. 80/71).

La parole est à M. Califice qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Califice, rapporteur.** — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le 16 avril 1970, la Commission des Communautés européennes a adressé au Conseil un rapport relatif à la suppression des contrôles sur les échanges intracommunautaires, et, le 16 octobre, le Président du Parlement européen a autorisé la commission économique à lui faire rapport à ce sujet.

La commission a examiné ce problème à plusieurs reprises et a décidé, le 2 mars 1971, de proposer un rapport intérimaire sur la suppression des contrôles frontaliers du trafic intracommunautaire des voyageurs. Si, aujourd'hui même, le Parlement européen adopte la résolution que nous lui proposons, nous déposerons ultérieurement un rapport plus général sur la suppression des entraves à la circulation intracommunautaire des personnes et des marchandises.

Le présent rapport intérimaire, qui vise le contrôle aux frontières du trafic des voyageurs, porte sur un certain nombre de points précis.

Ce contrôle aux frontières, la commission économique souhaite qu'il soit supprimé. Elle souhaite notamment la suppression du contrôle de l'identité des voyageurs et celle du contrôle des importations appliqué aux marchandises contenues dans les bagages personnels des voyageurs.

En ce qui concerne, tout d'abord, le contrôle, aux frontières intracommunautaires, de l'identité des

voyageurs, nous estimons que sa valeur comme moyen de dépistage est minime, mais que sa suppression, en revanche, constituerait un facteur psychologique favorable, en faisant enfin du marché commun, aux yeux des populations, une vérité plus tangible.

D'autre part, la pratique des cartes d'embarquement et de débarquement aux aéroports devrait être supprimée pour les vols intracommunautaires.

En ce qui concerne le contrôle des marchandises contenues dans les bagages des voyageurs, rappelons qu'en mai 1969, le Conseil a adopté une directive harmonisant les dispositions relatives aux franchises. Elle a prévu que cette franchise serait fixée à 75 unités de compte. La commission économique vous propose de la porter à 125 unités de compte.

Des limites subsistent encore pour certains produits particuliers, tels que le tabac, les boissons alcoolisées, le parfum, le café, le thé. Les États membres ont d'ailleurs la possibilité de déroger à ces dispositions. Cette faculté de dérogation a été utilisée de manière abusive par trois États membres, la France, la Belgique et le Luxembourg, qui n'accordent cette franchise qu'aux seuls voyageurs qui ont séjourné vingt-quatre heures au moins dans le pays.

La Commission a été amenée à engager la procédure prévue à l'article 169 du traité. Il serait sans doute intéressant que la Commission, tout à l'heure, nous indique où elle en est sur ce point.

Il convient, en outre, de signaler à ce propos que la Commission exécutive avait adressé aux États membres une recommandation en vue de simplifier les méthodes de contrôle aux frontières intracommunautaires. Toutefois, aucun État membre, jusqu'à présent, ne s'est conformé à cette recommandation qui date déjà de 1968. A cet égard, la Commission devrait reprendre l'initiative.

Dans les relations intracommunautaires, il y a cependant des éclaircies. C'est ainsi que le gouvernement français vient de prendre une mesure particulière pour les voyageurs qui franchissent les frontières avec des marchandises d'une valeur supérieure à celle prévue par les franchises autorisées. Afin de rendre le trafic aux frontières plus fluide, le gouvernement français a prévu qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1971, les marchandises dont la valeur ne dépassera pas 2 500 francs français seront dédouanées d'office sur simple déclaration verbale du voyageur. Il n'y aura plus lieu de se conformer aux prescriptions habituelles suivant les règles applicables aux opérations commerciales, sur la base d'une déclaration écrite.

Cette procédure verbale sera plus rapide et améliorera par conséquent la circulation des voyageurs à nos frontières.

Je rappellerai encore, Monsieur le Président, que le Parlement européen a émis récemment un avis sur la proposition de la Commission relative à la sup-

(\*) JO n° C 78 du 2 août 1971, p. 29.



**Califice**

pression du contrôle des cartes vertes d'assurance automobile.

Je ne reprendrai pas la longue définition de la carte verte : tout le monde sait de quoi il s'agit.

Depuis le mois de juin, l'Italie applique le régime d'assurance obligatoire, et il est donc possible que le contrôle de cette carte verte soit supprimé à nos frontières.

Restent alors quelques autres opérations de contrôle. Le rapport que j'ai rédigé sur cette question est suffisamment explicite. Il vise le contrôle de l'importation temporaire des caravances, bateaux, moteurs de hors-bord, pièces de rechanges, animaux domestiques, etc.

Tout cela n'est pas très important et, à cet égard, la Commission pourrait prendre quelques initiatives de manière à améliorer la situation.

Le contrôle des devises est aussi évoqué, heureusement presque pour mémoire ; mais il subsiste toujours la possibilité de le rétablir à un moment donné. Nous devons rester vigilants et la Commission doit pouvoir prendre également une initiative à cet égard.

Enfin, il reste le petit problème du transport par autocars.

La Commission a présenté, ces dernières années, trois propositions de règlement concernant les transports internationaux de voyageurs par route.

L'une de ces propositions a été adoptée par le Conseil. Il conviendrait que les deux autres propositions puissent être appliquées dans un proche avenir.

Voilà, Monsieur le Président, l'ensemble des indications qui nous ont amenés à vous proposer à l'unanimité de la commission économique, une résolution intérimaire, sur ce problème.

Cette résolution reprend les indications que je viens de développer et si le Parlement est d'accord, nous lui présenterons un rapport définitif et plus complet dans un proche avenir.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Artzinger, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Artzinger.** — (A) Monsieur le Président, me faisant l'interprète du groupe démocrate-chrétien, je voudrais tout d'abord adresser de vives félicitations au rapporteur. Nous estimons, en effet, que son rapport intérimaire est très bien rédigé et nous adopterons la résolution qu'il a présentée au nom de la commission économique.

Nous sommes conscients du fait que cette résolution ne porte que sur une fraction de l'ensemble des

problèmes dont la Commission a bien voulu faire l'exposé global dans son rapport au Conseil.

La commission économique a décidé de faire en sorte que cette question ne soit plus, désormais, laissée en suspens ; en effet, nous partageons l'avis que la Commission, dans son rapport au Conseil, a exprimé en ces termes :

« Ce maintien, des contrôles à l'intérieur de la Communauté, apparaît à l'opinion publique en contradiction avec l'œuvre entreprise et fort avancée, si bien que l'Européen, qu'il s'agisse du producteur, du commerçant ou du consommateur, est tenté d'en tirer des conclusions décevantes quant à cette œuvre et à son état d'avancement. »

C'est également sous cet angle, en effet, que nous voyons la situation. Aussi estimons-nous que notre Assemblée a le devoir d'exprimer la déception ressentie par l'opinion publique, de s'en faire l'écho auprès de la Commission et d'amener ainsi le Conseil à supprimer ces contrôles le plus rapidement possible.

La résolution prévoit un relèvement du montant de la franchise dont bénéficient les marchandises, c'est-à-dire du montant qui peut être importé dans le pays voisin en franchise, ce montant passant de 75 à 125 unités de compte. Permettez-moi de noter que le terme « franchise » représente dans ce contexte un euphémisme qui risque d'induire en erreur. Il va sans dire, en effet, que la marchandise est grevée de l'accise imposée par le pays exportateur. S'agissant d'une exportation de caractère non professionnel, aucune exonération n'est accordée. Par conséquent, il n'est que juste et équitable que le pays importateur renonce à l'imposition d'une nouvelle accise. Je reconnais, toutefois, que l'application assez libre de cette disposition a pour effet d'en atténuer quelque peu la rigueur.

Il n'empêche, Monsieur le Président, que certaines catégories de marchandises — M. le Rapporteur nous en a déjà parlé brièvement — font également l'objet de restrictions quantitatives, à savoir les produits à base de tabac ou dérivés de l'alcool, le parfum, le café et le thé. Motif est pris du fait que les montants de l'imposition fiscale de ces articles de consommation très demandés divergent sensiblement et que le pays importateur ne désire pas renoncer au produit de leur imposition.

J'estime, Monsieur le Président — et je parle également au nom de mon groupe — qu'il serait temps de renoncer également à des restrictions quantitatives dont les répercussions fiscales sont minimales. Avec l'abandon de ces vécilleux contrôles sur de petites quantités de marchandises, il serait enfin possible de réaliser un trafic international de voyageurs réellement sans entraves.

**Artzinger**

Je présenterai encore une autre proposition au nom de mon groupe. Elle vise à demander que la Communauté étende aux pays candidats à l'adhésion la réglementation libérale applicable au trafic intracommunautaire et cela dans les meilleurs délais. Nous prions instamment la Commission d'examiner cette proposition et de la soumettre au Conseil. Ce faisant, elle ferait un geste dont les peuples des pays candidats lui sauraient certainement gré.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Seefeld, au nom du groupe socialiste.

**M. Seefeld.** — (A) Monsieur le Président, le groupe socialiste, au nom duquel il m'est donné de prendre la parole, remercie le rapporteur du document qu'il nous a présenté ; il se félicite aussi que la commission économique ait pu adopter à l'unanimité le rapport et la proposition de résolution.

La question qui nous occupe touche à un secteur de la politique communautaire auquel la population est particulièrement attentive et sensible. Contrairement à maintes autres mesures d'harmonisation, pourtant importantes et nécessaires, auxquelles nous travaillons avec d'autres responsables de la politique de la CEE, la suppression des contrôles dans le trafic de voyageurs est une question qui touche quotidiennement des millions de citoyens, particulièrement au moment des grandes migrations. C'est là que les populations des six pays membres de la Communauté peuvent apprécier si la CEE n'est qu'une communauté économique pure et simple ou si elle a déjà des prolongements réels dans le sens d'une Europe unie. Aussi importait-il de demander, comme le fait le paragraphe 1 de la proposition de résolution, que les contrôles aux frontières du trafic intracommunautaire de voyageurs soient supprimés le plus rapidement possible, afin que, dans ce domaine aussi, le marché commun devienne une réalité tangible.

Malheureusement, au cours des prochaines semaines des millions d'Européens ressortissants des pays de la CEE perdront en formalités douanières un temps précieux aux postes-frontières de la Communauté. Ils se demanderont sans doute pourquoi, si l'on fait, d'une part, progresser l'Europe en arrêtant des directives relatives à la réalisation de la liberté d'établissement pour les activités non salariées des agents d'assurances, des opticiens-lunetiers ou d'autres encore, on complique, d'autre part, les contacts et les rencontres entre Européens par des contrôles d'identité, par des files d'attente que l'on suscite aux frontières intracommunautaires ou par l'obligation de remplir, en trafic aérien, d'inutiles fiches de débarquement.

Le fait est que nous ne devrions pas avoir à nous occuper, comme nous le faisons maintenant, de choses qui devraient aller de soi ; mais il faut bien

le faire, car il s'agit précisément de choses qui, dans notre Europe des Six, ne vont pas encore de soi. Est-il convenable qu'une recommandation formulée à ce sujet par la Commission dès le 21 juin 1968 fasse toujours l'objet, trois ans plus tard, d'un débat, du présent débat, parce que rien de ce qui faisait l'objet de cette recommandation n'a encore été pleinement mis en œuvre ?

Évoquant, en juin 1968, la réalisation de l'union douanière, prévue pour le 1<sup>er</sup> juillet de la même année, la Commission avait souligné qu'une première mesure à prendre devait être d'augmenter les franchises accordées aux voyageurs. Elle avait ajouté que « l'opinion publique s'attend en effet à un allègement, voire à une suppression des contrôles physiques ». Enfin la Commission avait fait valoir que « quel que soit le domaine sur lequel elles (les méthodes de contrôle) portent, elles varient selon les États membres et les modes de transport utilisés et ne paraissent plus justifiées ni d'une particulière efficacité dans le cadre d'une union douanière ».

La Commission avait déjà formulé, il y a trois ans, trois recommandations précises définissant ce qu'elle jugeait nécessaire :

- a) éviter les arrêts systématiques aux frontières intérieures ;
- b) ne procéder, aux frontières intracommunautaires, au contrôle des voitures de tourisme et des voyageurs que dans des circonstances exceptionnelles ;
- c) faire disparaître matériellement les barrières aux frontières intracommunautaires.

C'était, n'est-ce pas, mes chers collègues, clair et net. Or, un an plus tard, la Commission ne pouvait que déclarer, en réponse à une question posée par notre collègue Dewulf — je cite textuellement la réponse — qu'« aucun État membre n'a accepté d'une façon générale, les dispositions de la recommandation du 21 juin 1968 ». Et le 8 février 1971, alors que j'avais moi-même relancé l'affaire en posant une question à la Commission, celle-ci me fait une réponse résignée que je cite, elle aussi, littéralement :

« depuis lors » — c'est-à-dire depuis 1969 —, « aucun fait nouveau permettant de penser que la situation a évolué n'a été porté à la connaissance de la Commission ».

Certes, le Conseil a déclaré le 11 mai dernier, en réponse à une question qui lui avait été posée à ce sujet, que les États membres ont déjà fait de gros efforts pour faciliter le contrôle douanier aux frontières intracommunautaires, mais je trouve que ces « gros efforts » ne suffisent pas, comme on peut le constater chaque jour. Je crois, quant à moi, que le Conseil devrait redoubler d'efforts.

Nous doutons de l'utilité des contrôles d'identité, dont le rapporteur a déjà parlé en présentant son

**Seefeld**

rapport. L'individu qui s'attend à avoir des difficultés au passage des frontières s'arrange, l'expérience le prouve, soit pour franchir les frontières là où il n'existe pas de postes de contrôle, soit pour présenter une pièce d'identité plus ou moins falsifiée. Dans ces conditions, à quoi riment ces contrôles, Mesdames et Messieurs ? Ils sont absolument vains ! Je me félicite donc vivement que le rapporteur et la commission économique aient trouvé les termes qu'il fallait pour caractériser cette pratique dans l'exposé des motifs et dans la résolution. Mon groupe appuiera résolument le point de vue ainsi formulé.

Je voudrais encore faire quelques remarques au sujet de la « carte verte ». La résolution exprime de façon claire et précise le vœu que le Conseil permette enfin l'abandon des contrôles de cette carte en adoptant la directive concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de l'usage de véhicules automoteurs. Je ne puis, à ce propos, que rappeler à cet égard deux faits. D'abord, M. Coppé a fait tout récemment, c'était il y a quelques semaines, devant la commission des transports de notre Parlement, un nouvel exposé du problème. Il a rappelé que la Commission des Communautés européennes avait présenté au Conseil, le 24 juin 1970, une proposition de directive « concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à l'assurance de la responsabilité civile résultant de l'usage de véhicules automoteurs et au contrôle à la frontière de l'obligation d'assurer cette responsabilité ». Ce titre est loin d'être un modèle de concision, mais nous en avons l'habitude. Le Comité économique et social et le Parlement ont donné un avis favorable sur cette proposition. M. Coppé a ensuite fait remarquer que la proposition de la Commission se trouvait en instance devant les organes relevant du Conseil. Si les choses en sont toujours là, je tiens à exhorter le Conseil à agir enfin sans plus tarder. Rien, semble-t-il, ne saurait justifier de nouveaux retards.

Le deuxième fait que je voudrais rappeler, c'est que M. Schwabe s'exprime non moins clairement dans son avis, dont je vous citerai un passage dans lequel il formule un vœu légitime. M. Schwabe, qui regrette que le contrôle de la carte verte d'assurance n'ait pu être supprimé pour la saison touristique 1971, déclare, je cite, qu'« étant donné la nécessité de faciliter le trafic automobile et d'accélérer le contrôle aux frontières, la commission des transports insiste sur le fait que tout nouveau retard provoquerait une déception dans le public ».

La commission des transports souhaite que le contrôle frontalier soit aboli tout au moins au cours du deuxième semestre de 1971, dès que l'on aura mis fin aux difficultés qui subsistent dans un pays membre, à savoir l'Italie. Je demanderai quant à moi au Conseil de faire vite. Des millions de voyageurs qui circulent en automobile dans la Communauté

sont toujours l'objet de vaines tracasseries. C'est inadmissible et j'estime que cela doit cesser.

J'en resterai là, en vous rappelant que le groupe socialiste approuve la proposition de résolution relative à la suppression des contrôles dans le trafic intracommunautaire de voyageurs.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Offroy, au nom du groupe de l'UDE.

**M. Offroy.** — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, mon groupe a étudié avec intérêt le rapport de M. Califice et lui apporte son soutien tout entier. Certes, nous regrettons qu'il ne s'agisse encore que d'un rapport intérimaire, mais, comme l'a souligné le rapporteur, un rapport d'ensemble, traitant de tous les obstacles qui s'opposent encore aux échanges intracommunautaires sera présenté ultérieurement.

Nous souhaitons, à cet égard, que la Commission puisse mettre à jour le volumineux document qu'elle a déjà publié à ce sujet et qui est un peu une compilation, parfois contradictoire, de différents rapports consacrés à ces questions. Mais il ressort de ce document que la suppression des obstacles aux échanges intracommunautaires sera très difficile tant que nous n'aurons pas une harmonisation fiscale entre les différents États. Aussi longtemps que les taxes et les accises seront différentes, il faudra maintenir des contrôles. Je ne crois même pas, comme la Commission l'espère, qu'on pourra alléger ces contrôles ; un tel allègement dans les domaines où les taxes restent très différentes serait un encouragement à la fraude.

Pour toutes ces raisons, nous souhaitons donc que le rapport de M. Califice puisse être complété. Nous nous rendons compte qu'il soulève des problèmes qui sont certainement très importants en matière d'harmonisation fiscale.

Pour ce qui est des mesures proposées par M. Califice, nous préférierions, pour que l'Europe puisse s'imposer à tous, des mesures de fond, telles que celles qui sont envisagées dans le domaine de l'union économique et monétaire. Nous souhaiterions que ces mesures soient prises non seulement dans le cadre des déclarations d'ordre général de tel ou tel homme d'État, mais également dans le cadre des mesures pratiques et concrètes soumises aux gouvernements.

En attendant d'y parvenir, nous pensons qu'il est très utile de prendre les mesures d'ordre psychologique prévues par M. Califice dans son rapport. Nous souhaiterions même qu'on aille un peu plus loin que ne le propose le rapporteur de la commission économique dans le domaine qui est le sien.

Je donnerai rapidement quelques exemples.

**Offroy**

M. Califice déplore que l'on ne puisse encore instaurer un passeport européen. Nous le déplorons avec lui, mais peut-être pourrait-on, en attendant le moment où ce véritable passeport européen pourra être introduit, donner aux différents passeports nationaux une couverture et une apparence identiques. Sur cette couverture pourraient figurer des mentions : l'indication du pays qui a émis le passeport, et celle de la Communauté européenne, ainsi qu'un sigle indiquant le caractère indissoluble des liens qui unissent les membres de la Communauté. Cela, joint au choix d'une couleur unique pour tous ces passeports, donnerait aux Européens le sentiment qu'ils appartiennent à un groupe distinct de tous ceux qui existent dans le monde.

M. Califice propose en outre la suppression de la carte verte. Nous sommes d'accord avec lui, mais nous pensons, là encore, que l'on pourrait aller plus loin en harmonisant les plaques d'immatriculation des véhicules, en particulier les numéros devant y figurer. De plus, la plaque d'identité des divers pays pourrait être remplacée par un sigle inséré dans le numéro d'immatriculation et comparable, par exemple, à celui qui existe pour les cantons de la Confédération helvétique. Cette mesure serait également de nature à donner aux Européens le sens de leur solidarité.

En ce qui concerne les devises, il est certain que les problèmes évoqués très rapidement dans le rapport de M. Califice sont beaucoup plus difficiles à résoudre et nous pensons avec lui que de longues études seront nécessaires avant d'aboutir à une solution satisfaisante. Personnellement, j'ai toujours été frappé par cette appellation assez désuète d'unité de compte européenne, unité de compte qui n'est que la traduction très transparente d'une monnaie extra-européenne.

Avant d'avoir pu unifier le régime des devises, ne pourrait-on unifier cette appellation en utilisant le mot « écu » ? Si l'on objecte que ce mot est tiré de la langue française, je réponds — à la veille de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun — qu'il pourrait résumer les termes anglais « european common unit ». Ma proposition n'est donc pas inspirée par un impérialisme linguistique !

D'autres propositions pourraient également être faites ; on pourrait par exemple, aussi longtemps qu'un contrôle sera nécessaire aux frontières, uniformiser les tenues des douaniers.

Je sais que ces différentes mesures peuvent prêter à sourire, mais je pense qu'elles seraient bien accueillies par l'Européen moyen qui cherche des raisons de penser qu'il appartient à une Communauté différente et distincte de celles qui existent dans le monde.

Ces mesures, jointes à celles que le rapporteur de la commission économique préconise, pourraient,

si nous voulons faire progresser l'Europe, aider à créer ce sentiment de solidarité nécessaire.

(Applaudissements)

**PRÉSIDENCE DE M. ROSSI***Vice-président*

**M. le Président.** — La parole est à M. Spinelli.

**M. Spinelli, membre de la Commission des Communautés européennes.** — (I) Monsieur le Président, je voudrais avant tout remercier M. Califice et la commission économique du rapport intérimaire qui a été présenté au Parlement.

Nous souscrivons pleinement aux motifs qui ont guidé la commission dans ses travaux et aux requêtes formulées dans la proposition de résolution.

Pour sa part, la Commission accélérera les travaux déjà en cours et proposera au Conseil les mesures suggérées lors du précédent débat, notamment celles relatives aux caravanes, remorques et embarcations de plaisance ainsi que les mesures relatives à l'augmentation des droits de franchise et à la définition du trafic frontalier.

La Commission met actuellement tout en œuvre pour que l'on supprime le contrôle de l'identité aux frontières. Il faut tenir compte du fait qu'il ne s'agit pas seulement d'entraves aux échanges ou à la libre circulation : les différents États jugent ces contrôles importants du point de vue de la sécurité nationale, de l'ordre public, tous domaines qui ne relèvent pas de la compétence de la Communauté.

Il s'agit donc d'exercer également des pressions politiques pour faire comprendre combien ces raisons sont vaines, combien elles sont insuffisantes voire inefficaces à l'effet d'assurer la sécurité et leur prise en considération, préjudiciable à la libre circulation des personnes qui n'ont rien à craindre de la loi.

A cet égard je terminerai par une remarque qui devrait être un objet de méditation tant pour la Commission que pour le Parlement. Dans ce domaine il n'y a ni des intérêts nationaux vitaux à défendre ni de grands intérêts d'ordre économique ou autre à préserver ; il y a simplement la lenteur bureaucratique, la viscosité des réglementations existantes, et la lourdeur massive de l'appareil dont nous disposons pour les modifier. Cet exemple montre qu'il faut enfin mettre un terme à la situation présente, que nous comme vous devons demander au Conseil d'agir, de prendre des mesures et que nous ne devons pas oublier que pour réaliser ces objectifs — modestes, mais psychologiquement importants — comme d'autres plus ambitieux, il faut prévoir la possibilité d'introduire, sans trop tarder, une réglementation communautaire qui serait directement

**Spinelli**

arrêtée par le Parlement européen, sans quoi nous risquons de continuer encore longtemps comme nous le faisons depuis 1968, à faire simplement pression sur le Conseil, lequel trouvera difficilement le temps de s'occuper de ces questions.

**M. le Président.** — La parole est au rapporteur.

**M. Califice, rapporteur.** — Monsieur le Président, je remercie la Commission de ses déclarations et de l'engagement qu'elle vient de prendre. Je remercie également les différents orateurs qui se sont succédé pour apporter leur appui à cette résolution.

Plusieurs suggestions ont été faites, notamment en ce qui concerne l'harmonisation fiscale. Je n'en ai pas parlé volontairement puisqu'aussi bien, demain, M. Cousté, dans le rapport général, va rappeler cette préoccupation extrêmement importante que constituent les problèmes d'harmonisation fiscale dans l'ensemble de la Communauté.

Je voudrais indiquer que je n'aime pas habituellement exhumer des vieilles. Pourtant il s'agit d'un document de l'Assemblée parlementaire qui date, puisqu'il est du 12 février 1962. Il s'agit d'un rapport établi par notre ancien collègue Jean Drouot L'Hermine, et ce projet de résolution était ainsi libellé :

« L'Assemblée parlementaire européenne invite les gouvernements des six États membres à délivrer désormais des cartes d'identité selon un modèle unique pour tous les ressortissants des six États réunis dans les Communautés européennes ».

Il s'agit donc là déjà d'une vieille position du Parlement européen et je crois devoir rappeler cette vieille position à M. le Commissaire, de telle sorte qu'une initiative puisse être prise à côté de celle que nous avons suggérée. Peut-être sera-t-il possible d'envisager l'application de cette résolution.

M. Seefeld a fait part tout à l'heure de la réponse à une question parlementaire. J'en ai une autre, Monsieur le Président ; il s'agit de la réponse, qui vient de paraître à la Chambre belge, à la question que mon collègue, M. Schyns, avait posée au ministre de la justice, en raison des lenteurs constatées dans le trafic frontalier, notamment à la frontière belgo-allemande. Il demandait — ce en quoi il différerait de nos préoccupations — un renforcement des effectifs de contrôle à la frontière. Le ministre lui a répondu qu'en raison des multiples tâches dont elle est chargée — il s'agit des contrôles d'identité des voyageurs — la gendarmerie n'est pas en mesure à l'heure actuelle, de renforcer de façon permanente les effectifs chargés du contrôle des personnes aux frontières.

Toutefois, au cours de la saison estivale, Monsieur Seefeld, et en cas de besoin, des renforts seront mis temporairement à la disposition des commandants

de certaines unités de frontière en vue de faire face à l'augmentation du trafic. En cas de trafic intense, la gendarmerie est autorisée à adapter le contrôle frontalier aux circonstances, afin de ne pas entraver la circulation de façon excessive.

D'autre part, les ressortissants des pays membres de la CEE qui constituent la majorité des personnes franchissant nos frontières, font l'objet d'un contrôle allégé. Ainsi, d'une part, le Conseil nous répond que la situation s'améliore, et, d'autre part, voici que dans un des États membres, on doit constater qu'au contraire, la situation n'est pas fluide du tout, qu'elle ne s'est pas améliorée.

Je n'ai pris que cet élément de stricte actualité pour indiquer combien le rapport que nous avons soumis est d'actualité et combien nous espérons rencontrer les préoccupations de nos populations pour qu'enfin le Marché commun soit véritablement un marché commun, c'est-à-dire un marché sans frontière.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Dans ces conditions, la discussion générale est close.

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

#### 9. Directive concernant le matériel électrique utilisable en atmosphère explosive

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Pianta, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur une directive concernant le rapprochement des législations des États membres relative au matériel électrique utilisable en atmosphère explosive (doc. 73/71).

La parole est à M. Pianta, qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Pianta, rapporteur.** — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, l'Assemblée est appelée à donner son avis sur la proposition de directive concernant le rapprochement des législations des États membres relative au matériel électrique utilisable en atmosphère explosive.

C'est le moment d'en parler.

(Sourires)

Une réglementation spéciale a été prévue pour ce matériel qui présente des dangers évidents. La proposition de directive qui nous est soumise est le

(\*) JO n° C 78 du 2 août 1971, p. 48.

**Pianta**

complément de celle qui avait déjà fait l'objet d'un rapport en juin 1968 de la part de notre collègue M. Jarrot, concernant le matériel électrique destiné à être utilisé dans certaines limites de tension. Le rapport de M. Jarrot n'a d'ailleurs pas encore été suivi d'effet, puisque cette directive n'a pas été adoptée.

Il serait souhaitable, si le Parlement émet un avis favorable à la présente proposition de directive, qu'elle soit acceptée dans les délais les plus rapides, compte tenu des progrès réalisés à ce jour dans les conditions de sécurité de ce matériel.

Il y a lieu de préciser également que cette proposition de directive ne se rapporte pas à la sécurité dans les mines de houille puisque le matériel électrique utilisé dans ces mines fait l'objet actuellement de recommandations communautaires dans le cadre de l'Organe permanent pour la sécurité et la salubrité dans les mines de houille.

La proposition qui vous est soumise est fondée sur les dispositions de l'article 100 du traité, puisqu'il est apparu à la comparaison des dispositions législatives, réglementaires et administratives applicables dans les États membres, que de nombreuses divergences se font jour tant en ce qui concerne les prescriptions techniques, que les modalités de contrôle et la délivrance des agréments administratifs.

Cette proposition s'applique, en conséquence, en priorité au matériel électrique utilisable dans des usines chimiques, raffineries ou entreprises similaires. La proposition définit clairement ce que l'on entend par matériel électrique et par atmosphère explosive. Les États membres, ne peuvent, pour des motifs concernant la sécurité de la fabrication de ce matériel en vue de son utilisation en atmosphère explosive, interdire sa vente, sa libre circulation, son usage lorsqu'il est conforme à des normes harmonisées et qu'il a fait l'objet d'un certificat de conformité et de l'apposition d'une marque distinctive. Ce sont là les critères qui permettent d'utiliser ce matériel dans tous les États membres de la Communauté. Il faut, je le répète, qu'il corresponde à des normes harmonisées agréées par des instituts nationaux, qu'il fasse l'objet d'un certificat de conformité et qu'une marque distinctive y soit apposée.

La proposition — le rapport le rappelle — précise ce que l'on entend par norme harmonisée. Celle-ci est considérée comme telle lorsque le produit fabriqué suivant la norme nationale d'un pays membre de la Communauté répond aux normes nationales des autres pays.

Il est un second cas, prévu par la proposition concernant ce matériel, et c'est celui dans lequel le matériel n'a pas fait l'objet d'une norme harmonisée, mais présente une sécurité au moins équivalente à celle de la norme harmonisée. Ce matériel pourra également circuler librement, être vendu, utilisé,

dans la mesure où il sera muni d'un certificat et d'une marque apposée par un organisme de contrôle.

Telles sont les prescriptions essentielles relevées dans la proposition de directive qui nous est soumise par le Conseil.

Je dois indiquer que la commission juridique a été consultée pour avis, la commission des affaires sociales et de la santé publique ayant été saisie au fond.

La commission juridique a apporté certains aménagements à la proposition qui nous est soumise, aménagements de forme et de fond que la commission des affaires sociales et de la santé publique a fait siens, mais pour sa part, elle a simplement proposé, comme elle l'avait suggéré lors de l'étude de la proposition de directive de M. Jarrot, que soit ramené à un an le délai de dix-huit mois initialement prévu pour permettre aux États membres de mettre en vigueur leurs dispositions législatives, réglementaires et administratives.

Notre proposition de directive tend donc à préciser les suggestions contenues dans la proposition de directive de M. Jarrot : harmonisation des législations des États membres dans le délai d'un an et non dans le délai de dix-huit mois.

Telles sont les observations que j'avais à présenter au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, qui vous demande d'adopter la proposition de directive qu'elle vous soumet après les modifications proposées par la commission juridique et celles qu'elle a elle-même introduites.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Bermani, rédacteur de l'avis de la commission juridique.

**M. Bermani, rapporteur pour avis.** — (1) Je voudrais présenter quelques observations, en ma qualité de rapporteur pour avis de la commission juridique, sur la proposition de directive à l'examen. Mais auparavant je tiens à féliciter M. Pianta de son rapport et à remercier la commission des affaires sociales et de la santé publique d'avoir fait siennes les suggestions émises par la commission juridique ; je veux parler notamment des modifications qui, selon la proposition de la commission juridique, auraient dû figurer à l'article 6 et que la commission compétente au fond a introduites à l'article 3 bis de la directive.

Je me félicite également des modifications apportées aux autres articles, modifications qui me semblent aussi opportunes que nécessaires.

La directive que nous avons sous les yeux se rapporte seulement — je le répète — aux matériaux employés dans les industries chimiques et pétrolières, mais l'importance de ces deux secteurs montre à l'évidence le grand intérêt qui s'attache à cette régle-

**Bermani**

mentation. Le fait, déjà rappelé par le rapporteur de la commission des affaires sociales et de la santé publique, que le matériel électrique visé par la présente directive ne comprend pas également celui destiné à être utilisé dans les travaux souterrains, sur lesquels, on le sait, pèse la menace d'un coup de grisou, n'a pas manqué de soulever quelques objections au sein de la commission juridique. A cela, il fut répondu que cette omission était volontaire puisqu'il existait déjà des recommandations en la matière. Aux yeux de la commission juridique, il apparut tout d'abord que ces recommandations ne suffisaient pas et qu'il fallait faire davantage ; mais par la suite, après qu'il lui eut été précisé qu'il s'agissait de recommandations arrêtées en vertu du traité CEEA et, en tant que telles, directement contraignantes pour les États membres, elle ne vit plus aucune raison de maintenir ses objections.

De même les doutes ont été levés quant à la libre circulation du matériel électrique. En effet, en dehors de la circulation du matériel conforme aux normes harmonisées, on autorise aussi la circulation de matériel équivalent. Cette autorisation peut apparaître de prime abord quelque peu contradictoire ; elle trouve toutefois sa justification dans le retard avec lequel les normes sont harmonisées par rapport au développement technique, car il serait injuste de ne pas admettre sur le marché le matériel équivalent de celui qui a été construit conformément aux normes autorisées et modernisé dans l'intervalle.

Il est bien évident que le contrôle de l'équivalence doit être rigoureux mais les dispositions de l'article 7 y pourvoient, renforcées en outre par la disposition contenue au deuxième alinéa de l'article 7, qui prévoit que « les organismes de contrôle doivent être dotés d'un personnel et d'équipements techniques garantissant la précision indispensable ».

Mais ce qui a le plus enflammé les discussions au sein de la commission juridique, ce sont les modifications proposées à l'article 9. Aux termes de cet article, d'après le texte proposé par la Commission, si un État membre constate que le matériel électrique — fût-il construit selon les normes harmonisées — peut compromettre la sécurité des personnes et des biens, cet État membre a le droit d'en interdire la circulation et l'usage pendant une période maximale de six mois.

On a fait valoir que cette procédure de contrôle prévue dans la directive de la Commission n'était applicable qu'en cas de contestation de la part d'autres États membres ; et que cela laissait supposer qu'en l'absence d'une telle contestation, le matériel, passé six mois, pouvait être automatiquement remis en circulation. L'application d'une semblable procédure serait illogique car il est bien certain que le matériel présente les mêmes dangers après écoulement des six mois.

La commission juridique a donc proposé une procédure de contrôle que la commission des affaires sociales et de la santé publique a insérée aux troisième et quatrième alinéas de l'article 9.

Je me félicite que la commission compétente au fond ainsi que son rapporteur aient reconnu le bien-fondé des remarques de la commission juridique et je demande à mon tour que cette directive profitable à bien des points de vue soit adoptée.

Qu'il me soit permis toutefois de souhaiter que si le Conseil se livre cette fois encore à un de ces petits « sommes » qui, à en croire le vers fameux, sont excusables puisque « même le divin Homère sommeille quelquefois », ce petit somme ne se transforme pas en profond sommeil de la Belle au bois dormant.

**M. le Président.** — La parole est à M. Spinelli, pour faire connaître au Parlement la position de la Commission des Communautés européennes sur les propositions de modification présentées par la commission parlementaire.

**M. Spinelli, membre de la Commission des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, la Commission accepte les propositions de modification présentées par les deux commissions parlementaires et les remercie de l'excellent travail qu'elles ont fait.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Dans ces conditions, la discussion générale est close.

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

#### 10. Directive concernant les unités de mesure

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Lucius, fait au nom de la commission juridique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une directive concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux unités de mesure (doc. 87/71).

La parole est à M. Lucius, qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Lucius, rapporteur.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, nous avons à statuer sur une directive à caractère spécifiquement technique. En effet, l'annexe comprend des désignations, des descriptions et des comparaisons qui représentent quelque chose de très précis et de facilement compréhensible pour un certain nombre de personnes, mais qui est par-

(\*) JO n° C 78 du 2 août 1971, p. 49.

**Lucius**

fois difficile à interpréter par d'autres, du moins à première vue.

La présente directive a été élaborée par la Commission en application de l'article 100 du traité et d'une directive du Conseil.

Le Parlement ayant eu à connaître déjà une fois de ce problème, le 21 avril 1971, avait alors basé son avis sur le rapport élaboré par notre collègue M. Bersani.

Quel est l'objet de la présente directive ? Elle vise à éliminer les entraves d'ordre technique aux échanges intracommunautaires existant dans les secteurs où l'on emploie des unités de mesure.

Qui pourra tirer profit de cette directive ? Tout d'abord les activités commerciales et industrielles de la Communauté qui doivent exprimer, à l'aide des définitions uniformes que sont les unités de mesure, les quantités, les caractéristiques et les qualités des produits. Mais c'est surtout le consommateur final qui en tirera profit.

La directive elle-même se compose de trois parties : la première contient des considérants, la deuxième une série de dispositions, la troisième des annexes, sous forme de trois chapitres.

Le premier chapitre comprend une liste d'unités de mesure dont l'emploi est prescrit à titre définitif. Au cours de la période transitoire de cinq ans stipulée à l'article 1, les États membres devront remplacer les dispositions nationales par celles figurant dans ce chapitre.

Le deuxième chapitre énumère une série de mesures dont la suppression immédiate ou à court terme créerait des difficultés considérables, voire insurmontables, dans certains États.

Le troisième chapitre énumère les unités de mesure qui doivent être abolies au 31 décembre 1977.

Quant à la directive elle-même, retenons que l'article 1 vise les dispositions applicables aux unités de mesure énumérées aux chapitres premier et trois de l'annexe.

En ce qui concerne le réexamen, prévu pour les unités de mesure au chapitre deux, il doit concerner uniquement les modalités et la date de leur suppression.

Pour ces motifs, la commission juridique a proposé la modification suivante après le premier paragraphe de l'article 1 :

« L'emploi des unités de mesure énumérées au chapitre 2 de l'annexe de la présente directive est autorisé jusqu'au 31 décembre 1977. De nouvelles dispositions, à arrêter avant cette date, détermineront les *modalités* de leur suppression. »

On avait jadis proposé d'ajouter « et la date » après « modalités », mais la commission juridique a estimé qu'il convenait de rayer ces trois mots.

L'article 2 dispose que les dispositions de la directive ne s'appliquent pas aux unités de mesure qui sont employées pour des produits destinés à l'exportation vers des pays tiers. Pour les produits qui seront exportés, la présente directive ne jouera donc pas.

L'article 3 exclut du champ d'application les unités de mesure autres que celles dont l'emploi devient obligatoire, si elles sont prévues par des conventions ou des accords internationaux.

En effet, la commission juridique était d'avis que l'on ne pouvait pas, dès l'instant où il existe des conventions ou des accords internationaux, prescrire l'utilisation de certaines désignations.

L'article 4 prévoit une adaptation des prescriptions de l'annexe au progrès technique. On constate, en effet, que l'évolution est très rapide et nécessite une adaptation permanente aux notions nouvelles qui naissent dans les différents domaines de la science.

Les articles 5 et 6 contiennent simplement les dispositions finales habituelles.

À l'article 5, cependant, la commission juridique propose la suppression des mots « dispositions essentielles » qui figurent à cet article. Elle estime que cette expression peut prêter à des interprétations divergentes, selon ce que l'on entend par le terme « essentiel ».

Tel est, en résumé, le contenu de cette directive. La commission juridique vous en recommande l'adoption.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. De Winter.

**M. De Winter.** — Monsieur le Président, je voudrais simplement ajouter une petite remarque au rapport que vient de présenter M. Lucius.

Celui-ci vient de dire que la commission juridique avait exprimé un avis favorable sur les propositions qui lui ont été soumises concernant le rapprochement des législations relatives aux unités de mesure. Quant à moi, je regrette, du point de vue technique, que l'on ait supprimé les mots *calorie*, *horse-power* et, si je me souviens bien, *degré Celsius*. Au moment où l'on souhaite l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun, cette suppression ne me paraît guère judicieuse. D'autre part, remplacer *horse-power* par *cheval-vapeur* n'est pas adéquat non plus.

Je demande, par conséquent, à la Commission de revoir la question et d'examiner si l'on peut vraiment invoquer des raisons déterminantes en faveur de la suppression de ces notions que nous connaissons depuis toujours et qui ont été bien précisées — car enfin la *calorie* a été déterminée de façon scienti-



**De Winter**

fique ainsi d'ailleurs que le degré Celsius — et n'ont jamais donné lieu à la moindre difficulté.

**M. Lucius.** — Très bien !

**M. le Président.** — La parole est à M. Spinelli, pour faire connaître au Parlement la position de la Commission sur les propositions de modification présentées par la commission parlementaire.

**M. Spinelli, membre de la Commission des Communautés européennes.** — (I) Monsieur le Président, cette directive est le type de réglementation qui en d'autres circonstances aurait pu être adopté sans grandes difficultés, même en tenant compte des remarques formulées par M. De Winter. Mais attendu que nous nous trouvons aujourd'hui, si nous ne pouvons l'affirmer avec certitude, du moins avons-nous tout lieu de le penser, à la veille de l'élargissement de la Communauté, je ferai remarquer au Parlement que la Commission a dû commencer à réfléchir non seulement à cette directive particulière, mais aussi à l'ensemble de la situation. Au cours de la dernière conférence ministérielle qui s'est déroulée entre la Communauté et la Grande-Bretagne, il y a eu un accord de principe en vertu duquel, les pays membres étant désormais obligés d'accepter « l'acquis communautaire », l'adoption de toute nouvelle mesure s'effectue selon les modalités à déterminer cas par cas. On pourra de la sorte, à l'occasion de consultations entre les différents pays, adopter des règlements qui tiendront compte des exigences de ces pays, lesquelles devront être harmonisées dans le cadre de la Communauté élargie.

Or, le problème des unités de mesure est très caractéristique. Il existe toute une série de mesures autres que celles que nous nous proposons d'éliminer. L'Angleterre en particulier utilise un ensemble de mesures qui ne sont pas fondées sur le système décimal et qui devront évidemment être harmonisées avec celles du reste de la Communauté.

Nous savons que, tout comme il l'a fait pour la monnaie, le gouvernement britannique est en train d'orienter son action en ce sens pour les autres unités de mesure. Mais il est bien évident que pour les Britanniques, les problèmes qui se posent sont beaucoup plus complexes que ceux que nous avons à résoudre, car nous disposons d'un système uniforme dans lequel il s'agit simplement de corriger certaines imprécisions ou dont il suffit d'exclure certaines imperfections.

Il reste bien sûr de nombreux points à préciser quant à la durée de la période au cours de laquelle pourront être apportés des changements qui devront faire l'objet d'un examen commun.

Pour répondre aux observations de M. De Winter, je dirai que la Commission sera contrainte d'élargir encore le champ de ses investigations en vue de déterminer si, en plus du horse-power, d'autres unités

de mesure doivent être maintenues ou éliminées. Il conviendra en tout cas de réexaminer soigneusement toute cette matière.

Cet examen devra être effectué par nous-mêmes et par le COREPER en vue d'éviter que la situation ne se complique encore davantage.

Il ne paraît pas utile de m'attarder sur l'examen des diverses propositions qui ont été formulées, même si j'estime en principe leur adoption possible. Je recommande toutefois de considérer ce problème dans un cadre beaucoup plus large car il dépasse le cadre de la présente directive pour s'étendre probablement à la quasi-totalité des nouvelles propositions de règlement ou de directive qui devront être formulées en la matière.

**M. le Président.** — La parole est à M. De Winter.

**M. De Winter.** — Je ferai simplement remarquer à M. le Commissaire que les définitions de la calorie, du cheval-vapeur et du degré Celsius n'ont rien à voir et ne sont pas en contradiction avec le système décimal !

Ces trois définitions ont leurs mérites propres, et j'estime, en tant que technicien, qu'elles peuvent être rendues permanentes, au lieu d'être abrogées.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Dans ces conditions, la discussion générale est close.

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

#### 11. Ordre du jour de la prochaine séance

**M. le Président.** — La prochaine séance aura lieu demain, mercredi 7 juillet 1971, à 9 heures, 15 heures et éventuellement le soir, avec l'ordre du jour suivant :

- exposés de M. Malfatti, président de la Commission des Communautés européennes, et de M. Pedini, président en exercice du Conseil, sur les différents accords conclus dans le cadre des négociations sur l'adhésion du Royaume-Uni ;
- rapport de M. Cousté sur l'activité des Communautés en 1970 ;
- rapport de M<sup>lle</sup> Lulling sur la situation sociale dans la Communauté en 1970 ;
- rapport de M. Brouwer sur la fixation des prix agricoles et l'octroi d'aides à certaines catégories d'exploitants agricoles.

La séance est levée.

(La séance est levée à 18 h 05)

(\*) JO n° C 78 du 2 août 1971, p. 53.

## SÉANCE DU MERCREDI 7 JUILLET 1971

### S o m m a i r e

1. Adoption du procès-verbal .....	69	Rejet de l'amendement n° 11 .....	108
2. Négociations sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE. Exposés du président de la Commission des Communautés européennes et du président en exercice du Conseil des Communautés européennes :		Amendement n° 2 au paragraphe 8 :	
MM. Malfatti, président de la Commission des Communautés européennes ; Pedini, président en exercice du Conseil des Communautés européennes ; Lückner, président du groupe démocrate-chrétien ; Kriedemann, vice-président du groupe socialiste ; Berkhouwer, président du groupe des libéraux et apparentés ; Triboulet, président du groupe de l'UDE ; M <sup>me</sup> Iotti .....	69	M. Cousté .....	108
		Adoption de l'amendement n° 2 .....	108
		Amendement n° 3 au paragraphe 11 :	
		MM. Cousté ; Wolfram ; Armengaud ..	109
		Retrait de l'amendement n° 3 .....	109
		Amendement n° 4 au paragraphe 12 :	
		M. Cousté .....	109
		Adoption de l'amendement n° 4 .....	110
		Amendement n° 5 au paragraphe 13 :	
		MM. Cousté ; Wolfram .....	110
3. Activité des Communautés en 1970. Discussion du rapport général de M. Cousté.		Rejet de l'amendement n° 5 .....	110
M. Cousté, rapporteur général .....	78	Amendement n° 9 au paragraphe 18 :	
MM. Malfatti, président de la Commission des Communautés européennes ; Jahn, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Wolfram, au nom du groupe socialiste ; Armengaud, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Triboulet, au nom du groupe de l'UDE ; Amendola ; Pedini, président en exercice du Conseil des Communautés européennes ; Romeo, Scelba ..	81	M. Cousté .....	110
4. Délai de dépôt des amendements .....	101	Adoption de l'amendement n° 9 .....	110
5. Activité des Communautés en 1970 (suite) :		Amendement n° 6 au paragraphe 22 :	
MM. Giraudo ; Pedini ; Luzzatto ; Bersani ; Cousté. Examen de la proposition de résolution .....	101	M. Cousté .....	111
Amendement n° 1 au paragraphe 3 :		Adoption de l'amendement n° 6 .....	111
MM. Armengaud ; Cousté .....	107	Amendement n° 10 au paragraphe 49 :	
Adoption de l'amendement n° 1 .....	108	M <sup>me</sup> Caretoni Romagnoli ; MM. Wolfram ; Luzzatto ; Habib-Deloncle ; Jahn ; M <sup>me</sup> Caretoni Romagnoli ; MM. Cousté ; Wolfram .....	111
Amendement n° 11 au paragraphe 6 :		Rejet de l'amendement n° 10 :	
MM. Luzzatto ; Cousté .....	108	M <sup>lle</sup> Lulling .....	113
		Amendement n° 7 au paragraphe 53 :	
		M. Cousté .....	113
		Adoption de l'amendement n° 7 .....	113
		Amendement n° 8 au paragraphe 57 :	
		M. Cousté .....	113
		Adoption de l'amendement n° 8 .....	113

<i>Amendement n° 12 après le paragraphe 60:</i> MM. Cantalupo ; Habib-Deloncle ; Cantalupo ; Cousté ; Westerterp .....	114	<i>Adoption de l'amendement n° 1 .....</i>	135
<i>Adoption de l'amendement n° 12 modifié</i>	115	<i>Adoption de la proposition de résolution</i>	135
6. <i>Ordre des travaux :</i> MM. Boscary-Monsservin ; Müller ; M <sup>lle</sup> Lulling ; MM. Berkhouwer ; Müller ; Berkhouwer ; Boscary-Monsservin .....	115	8. <i>Règlements concernant la fixation des prix agricoles. — Directive concernant l'octroi d'aides à certaines catégories d'exploitants agricoles. Discussion d'un rapport de M. Brouwer, fait au nom de la commission de l'agriculture :</i> M. Brouwer, rapporteur .....	136
7. <i>Situation sociale dans la Communauté en 1970. Discussion du rapport de M<sup>lle</sup> Lulling, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique ..</i>	117	M. Borocco, rapporteur pour avis .....	138
M <sup>lle</sup> Lulling, rapporteur .....	117	M. Kriedemann, rapporteur pour avis ..	139
MM. van der Ploeg, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Ramaekers, au nom du groupe socialiste ; Merchiers, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Laudrin, au nom du groupe de l'UDE ; M <sup>me</sup> Caretoni Romagnoli ; MM. Oele ; Burghbacher ; Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes ..	118	MM. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Vredeling ; Mansholt ; Bousquet ; Mansholt ; Vredeling ; Richarts ; Baas, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Vredeling ; Baas ; Vredeling ; Baas ; Beylot, au nom du groupe de l'UDE ; Cipolla ; Boscary-Monsservin, président de la commission de l'agriculture ; Dulin ; Vetrone ; Triboulet ; Aigner ; Laudrin ; Mansholt ..	139
<i>Examen de la proposition de résolution ..</i>	135	<i>Motion de procédure :</i> MM. Vredeling ; Mansholt ; Brouwer ; Richarts .....	161
<i>Amendement n° 1 après le paragraphe 4 :</i> M <sup>lle</sup> Lulling .....	135	<i>Renvoi du rapport en commission .....</i>	163
		9. <i>Ordre du jour de la prochaine séance ..</i>	163

## PRÉSIDENCE DE M. BEHRENDT

## Président

(La séance est ouverte à 9 h)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. *Adoption du procès-verbal*

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

2. *Négociations sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE*

M. le Président. — Mes chers collègues, les résultats des négociations relatives à l'adhésion de la Grande-

Bretagne, acquis du 21 au 23 juin 1971 à Luxembourg, ont en une seule fois modifié la scène politique. Alors que la première demande d'adhésion était déposée en 1961, nous sommes parvenus, dix ans après, à ouvrir la porte à la participation de la Grande-Bretagne à l'intégration de l'Europe. Depuis la signature du traité portant création de la Communauté du charbon et de l'acier, on pouvait avoir l'impression que l'on ne dépasserait pas une Europe à Six. Or, l'Europe à Dix peut dorénavant être considérée comme toute proche.

Ce prochain élargissement des Communautés européennes éveille des espoirs mais aussi des craintes dans le monde. Il renforce la position de l'Europe, mais nous impose aussi, à tous, de faire face à des ordres de grandeur nouveaux. Nous devons aussi tenir compte des intérêts justifiés des États tiers. Mais nous devons surtout tout mettre en œuvre pour que la Communauté élargie soit mise en mesure de prendre des décisions et les prenne sans réticence.

Nous allons entendre les déclarations de M. Malfatti, président de la Commission, et de M. Pedini, prési-

**Président**

dent en exercice du Conseil, qui seront suivies de brèves déclarations des groupes.

La parole est à M. Malfatti.

**M. Malfatti, président de la Commission des Communautés européennes.** — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je me félicite que l'occasion soit donnée à la Commission de faire connaître au Parlement européen le jugement qu'elle porte sur les principaux dossiers menés à conclusion lors des négociations qui ont eu lieu le 23 juin à Luxembourg en vue de l'adhésion du Royaume-Uni.

Ces derniers mois, la Commission n'a pas manqué d'informer le Parlement européen, sous des formes multiples — compte tenu de la difficulté de la question — du déroulement des négociations. Vous connaissez donc les données des problèmes qui se sont posés peu à peu, les bases de négociations établies par la Communauté, les formules qui ont été trouvées pour apporter à ces problèmes une solution appropriée.

Je crois pouvoir affirmer, sans aucune vanité ni exagération, que la Commission a joué un rôle extrêmement positif et que, dans le déroulement pratique des négociations, les craintes et les réserves qui s'étaient manifestées en leur temps à propos des procédures de négociation ont pu être surmontées.

Il ne m'appartient pas d'analyser les grands thèmes qui ont été abordés et résolus lors de la dernière conférence avec la délégation britannique. Pour ce qui est de la Commission, notre collègue Deniau, auquel je tiens à exprimer ma reconnaissance pour le rôle efficace de coordinateur qu'il a tenu lors des négociations pour le compte de la Commission, est comme toujours à la disposition du Parlement européen pour exposer ces problèmes et les solutions qui ont été trouvées.

Pour ma part, je me bornerai à souligner la profonde signification politique du résultat positif obtenu à l'aube du 23 juin, dans la mesure où il nous rapproche de l'objectif de l'élargissement de la Communauté.

L'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté européenne a été, ces dernières années, pour toutes les forces démocratiques européennes, l'un des principaux objectifs de la construction communautaire.

Nous sommes profondément conscients qu'une page vient d'être tournée, qu'une division arbitraire est effacée, que l'Europe atteint la masse critique nécessaire à l'accomplissement d'un grand pas en avant sur la voie de l'unification politique et économique.

Aujourd'hui, cet objectif nous paraît très proche ; si nous sommes logiques avec nous-mêmes, nous ne pouvons que nous en réjouir profondément.

L'adhésion de la Grande-Bretagne et des autres pays candidats survient sans doute à l'un des moments les plus importants de la construction européenne.

Il s'agit désormais de faire l'Europe politique, parallèlement à l'Europe économique et commerciale. Tel est l'objectif historique de l'action à laquelle nous avons apporté toute notre ferveur. Nous ne pouvons ni ne devons perdre davantage de temps, nous devons adapter notre action au rythme rapide de l'histoire moderne. Il est indispensable de voir clairement cet objectif et tout ce qu'il implique. Notre Communauté à Dix doit dès le premier jour avoir conscience de cette situation et agir dans le sens souhaité. Telle est d'ailleurs, Monsieur le Président, la seule véritable garantie du bon fonctionnement de la Communauté élargie.

Une gestion bureaucratique ou routinière de la Communauté à Dix est inconcevable. Il est nécessaire qu'elle agisse avec le soutien d'une volonté politique claire, la résolution manifeste d'aborder globalement les grands thèmes de la construction européenne ; c'est là la garantie que l'élargissement sera un élément essentiel du renforcement de la Communauté et non pas une cause de dilution.

Nous pouvons dire aujourd'hui que nous avons créé les conditions préalables nécessaires à la poursuite de cet objectif difficile mais essentiel.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Pedini.

**M. Pedini, président en exercice du Conseil des Communautés européennes.** — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, ce n'est pas sans émotion — permettez-moi de le dire — que je m'adresse à ce Parlement auquel je dois une large part de ma formation politique ; je suis ému aussi à la pensée que voici de nombreuses années, devant ces mêmes bancs, j'ai eu l'honneur, en ma qualité de député du Parlement européen, d'exprimer la déception de tous les groupes parlementaires devant l'échec de la première négociation relative à l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté économique européenne.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, je suis particulièrement heureux que le premier acte officiel qu'il m'est donné d'accomplir depuis que mon gouvernement assure la présidence du Conseil des Communautés européennes soit justement de participer à une session du Parlement à l'ordre du jour de laquelle figure, en termes positifs, l'élargissement de la Communauté.

En effet, dans la nuit du 22 au 23 juin dernier, les dernières hypothèques qui grevaient la négociation ont été levées : on connaît désormais le détail des accords intervenus ; je me bornerai donc à observer, au nom du Conseil de ministres, qu'en ce qui concerne la participation financière de la Grande-Bretagne

**Pedini**

au budget communautaire, on est parvenu — grâce à la bonne volonté de tous les pays membres — à une solution raisonnable, progressive dans le temps et tenant compte des difficultés financières — et à ce propos je tiens à souligner tout particulièrement le rôle éclairé et efficace joué, tout au long de la négociation et pour cette partie de la négociation également, par la Commission.

A propos des exportations des produits laitiers de la Nouvelle-Zélande, et de la solution à laquelle nous sommes parvenus en ce domaine, permettez-moi de faire trois observations. La première est que, voulant tenir compte de la situation particulière créée par les courants d'échange traditionnels entre la Nouvelle-Zélande et la Grande-Bretagne, on a maintenu intact le principe de l'application, jusqu'à l'adhésion du Royaume-Uni, des règles en vigueur dans l'organisation commune des marchés des produits laitiers, avec toutes les conséquences qu'elles comportent, tant sur le plan des préférences communautaires que sur celui des importations en provenance de pays tiers.

La deuxième observation vise les importations originaires de la Nouvelle-Zélande, pour lesquelles est prévue une dérogation particulière aux règles de l'organisation des marchés.

La troisième observation concerne l'engagement — que la Communauté élargie a pris envers elle-même — de rechercher et de favoriser la conclusion d'un accord international concernant les produits laitiers, afin de parvenir dans ce secteur à une solution plus satisfaisante des problèmes qui se posent sur le marché mondial.

Ce problème a donc trouvé une solution que l'on peut qualifier d'équitable ; elle tient compte des intérêts des différentes parties et, surtout, des liens historiques — et précieux pour tous — qui unissent la Nouvelle-Zélande — à travers le Royaume-Uni — à l'Europe.

Tels sont, Monsieur le Président, les résultats les plus appréciables obtenus à Luxembourg à la conférence des 21, 22 et 23 juin ; résultats auxquels s'ajoutent ceux obtenus à la même session en ce qui concerne les problèmes institutionnels des Communautés, la période transitoire — c'est-à-dire celle qui sépare la fin des négociations de l'entrée en vigueur du traité d'adhésion CEE — et d'adhésion au traité CECA, résultats qui démontrent la résolution de toutes les délégations à parvenir à une solution définitive et satisfaisante.

C'est pourquoi je tiens à mettre en évidence, devant ce Parlement, la volonté politique qui nous a soutenus dans l'accomplissement d'une étape aussi importante que celle de la négociation de Luxembourg, étape qui nous permet de considérer cette négociation comme vouée au succès, nonobstant les problèmes difficiles qui restent à résoudre. Certes, le dernier mot reviendra dans peu de temps aux parlements et, en particulier, au Parlement britannique ;

ils devront évaluer, sur le plan politique, l'accord global auquel nous parviendrons désormais à bref délai et ils devront porter sur cet accord un jugement définitif. Mais comment ne pas penser que ce jugement sera favorable ?

J'ai parlé des problèmes qui nous attendent encore : ils se présentent justement au cours du semestre de la présidence italienne et concernent certains sujets délicats comme l'accès aux zones de pêche et les mouvements de capitaux, les politiques communes et le rapprochement des législations nationales prévus par le traité de Rome.

Nous devons encore négocier et conclure les accords avec les délégations des trois autres pays qui ont demandé à adhérer à la Communauté ; nous devons engager les négociations avec les pays non candidats, membres de l'AELE, et assurer la participation des nouveaux pays membres aux accords d'association conclus par la Communauté.

Il reste donc un long chemin à parcourir, et ce chemin n'est pas toujours aisé. Mais cela ne nous interdit pas de voir l'avenir avec confiance et de nous préparer dès maintenant aux tâches qui nous attendent en vue de poursuivre le développement et le renforcement d'une Communauté qui donnera à l'Europe ses justes dimensions. J'insiste sur les termes « développement » et « renforcement » car il serait inconcevable que l'élargissement de la Communauté ne s'accompagne pas, conformément aux accords de La Haye, de sa consolidation, de la réalisation complète des objectifs que nous nous sommes assignés et sans lesquels la construction de l'Europe resterait un projet vide de sens et ne deviendrait jamais une réalité agissante.

Dans ce cadre, j'en suis convaincu depuis longtemps, l'action conjuguée et constante de toutes les institutions — Parlement, Conseil, Commission — nous fournira les moyens et l'élan nécessaires pour atteindre intégralement, au cours des prochaines années, les objectifs communautaires et pour offrir aux nouvelles générations une Europe dans laquelle elles veulent mener une vie utile et s'employer à des finalités spécifiquement politiques.

Monsieur le Président, les négociations pour l'élargissement de la Communauté dépassent, dans leur signification historique, le contenu technique auquel nous sommes parvenus aujourd'hui.

Élargir la Communauté ne signifie pas seulement préciser des accords commerciaux tendant à créer une Europe économiquement plus forte. Notre accord — et je m'adresse aux Britanniques qui nous écoutent — doit acquérir un caractère toujours plus politique réunissant la partie la plus vivante de l'Europe, pour que le vieux continent se prépare à assumer une nouvelle fonction utile dans le monde, une fonction dont la conscience nous a aidé à surmonter de nombreuses difficultés.

**Pedini**

Lorsque nous avons engagé la négociation pour la « relance de La Haye » nous avons senti que cette action, pleine de difficultés était soutenue par l'héritage des travaux patients des institutions européennes et surtout du Parlement, même durant les années du long hiver communautaire ! Je me rappelle que lorsqu'il nous semblait problématique, dans cette assemblée, de sauver l'esprit du traité de Rome, nous avons pu, grâce à la Commission et à votre Parlement, sauver quelques parties essentielles de l'application des traités de Rome, prendre des initiatives qui ont servi de base au renouveau politique de La Haye, confirmant aussi le caractère irréversible de l'intégration européenne.

Or, l'élargissement de la Communauté, Monsieur le Président, est un fait essentiellement politique qui nous ramène à ce cadre et qui, aujourd'hui, nous engage tous. Je me souviens, à ce sujet, des affirmations récentes d'un journaliste français qui faisait observer qu'il y a seulement trois ans, il semblait que le monde devait se diviser entre le modèle américain et le modèle communiste de la société. N'est-il pas possible pourtant que par l'élargissement de la Communauté, nous ayons au contraire la possibilité de créer un modèle d'État surgissant des traditions de notre Europe et du sens de ses responsabilités envers le monde ? L'élargissement de la Communauté peut donc être un fait de civilisation originale. Il dépend de nous de le réaliser. Sommes-nous sur la voie ?

Monsieur le Président, permettez-moi, à moi qui suis Italien, de souligner que dans le processus en cours aujourd'hui nous retrouvons beaucoup d'analogies avec ce que fut notre *Risorgimento* national, avec une différence fondamentale toutefois. Alors — il y a un siècle — on a pu créer des États européens libres en déclenchant la guerre et une violence nécessaire ; aujourd'hui, au contraire, et peut-être pour la première fois, nous nous approchons du processus d'unification européenne, d'un État nouveau respectant et étendant le droit, et cela avec la volonté de construire pacifiquement une nouvelle Communauté internationale qui devienne un nouveau type d'État, qui ait sa tâche propre envers le monde et qui, en tant que telle, soit remise aux jeunes qui la mèneront à bonne fin.

L'Europe de demain, celle qui naîtra de nos efforts, sera ce que les jeunes la feront. Mais il nous appartient de leur confier une Communauté élargie qui, en tant que telle, soit portée par les problèmes de la Communauté internationale, qui ait la vocation de collaborer avec d'autres peuples et, surtout, prenne conscience de ses responsabilités humaines envers les nouveaux pays en voie de développement.

Ce n'est pas par hasard, Monsieur le Président, qu'aux négociations de Bruxelles, dès les premières rencontres, il a été dit clairement que l'Europe élargie poursuivrait et renforcerait ses rapports de coopération avec le monde nouveau auquel ce Parlement, permettez-moi de le dire, a apporté ces dernières années une contribution si efficace. Il faut préparer

une Communauté ouverte au monde : ceci, Monsieur le Président, parce que l'Europe communautaire élargie doit être l'Europe des jeunes, la dimension de leur nouvelle nationalité.

Tel est l'esprit dans lequel nous devons approfondir et élargir notre Communauté, dont ce Parlement est une institution essentielle.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Je remercie MM. Pedini et Malfatti des déclarations qu'ils viennent de faire.

La parole est à M. Lückner.

**M. Lückner, président du groupe démocrate-chrétien.**

— (A) Monsieur le Président, les débats d'aujourd'hui constituent, si je puis me permettre l'expression, un interlude politique et parlementaire, interlude d'ailleurs opportun, nécessaire et adéquat, eu égard à la lutte prolongée qui a eu lieu pour l'élargissement de la Communauté. Ce n'est cependant qu'un interlude, permettez-moi de nouveau cette comparaison, parce que nous nous rendons bien compte que nous réexaminerons l'ensemble du problème lorsque les accords conclus avec les autres États auront été consignés dans un traité.

Il me tarde cependant d'exprimer, au nom de mes amis politiques, à la Commission, au Conseil et à la délégation britannique, nos félicitations et notre reconnaissance ; c'est surtout à la Commission qu'elles s'adressent, pour l'efficacité de son rôle dans les négociations. J'estime qu'en tant que parlementaires nous devons une gratitude particulière à M. Deniau, coordinateur de la Commission, pour l'habileté avec laquelle il a, au nom de la Commission, été l'âme des négociations et, comme l'a souligné le président du Conseil, n'a cessé d'amener les négociateurs à des solutions communes. Mais nous désirons et devons aussi remercier le Conseil et son président, M. Pedini, ainsi que la délégation britannique et, en particulier, M. Rippon, d'avoir su, cette fois, relever le défi lancé à l'Europe en cette heure et parvenir à un résultat satisfaisant pour tous. S'agit-il là d'un événement historique ? Monsieur le Président, vous avez utilisé le terme à ce propos, et on a pu l'entendre souvent ces derniers jours. En tout cas, l'aboutissement des négociations marque un tournant politique pour la Communauté. Il n'est pas nécessaire de le démontrer aujourd'hui. Je crois pouvoir le réduire à deux grandes tendances.

En premier lieu, l'identité croissante des intérêts réels des États et des peuples. Malgré les appels de toute sorte, je crois que cette identité d'intérêts est le meilleur garant de notre volonté politique commune, en même temps que le reflet de l'évolution de la politique mondiale dont M. Malfatti parlait ce matin et que nous devons nous habituer à voir donner naissance de plus en plus rapidement à des ensembles politiques nouveaux.

**Lücker**

La seconde conséquence est, selon moi, la volonté politique qui s'est manifestée avec une netteté particulière, après la rencontre Pompidou-Heath, aux négociations de Luxembourg et qui confirme que ce ne sont pas les difficultés matérielles — si grandes qu'elles aient pu être, Monsieur le Président du Conseil — qui furent décisives et qui, dans le passé, causèrent l'échec des négociations, mais, depuis toujours, le manque de volonté politique de parvenir à des résultats acceptables. En menant à bien ces négociations, les hommes d'État responsables ont démontré que les Européens voulaient l'Europe, et ce pour les raisons que vous avez vous-même citées, Monsieur le Président.

Une deuxième remarque, Monsieur le Président : l'on a dit et redit, ces derniers jours, que cette Europe, cette Communauté, se disposait non seulement à modifier sa personnalité, mais aussi, en acquérant des dimensions et des compétences nouvelles, à accroître sa crédibilité. Qu'en est-il réellement ? Certes, Monsieur le Président, ces aspects sont exceptionnellement importants. Mais où se situe le véritable succès, quelle est la véritable force d'attraction des événements auxquels nous assistons actuellement ?

En premier lieu, et je rejoins ici ce que vient de dire le président du Conseil, il me semble que nous assistons à la formation d'une Communauté « sui generis », sans modèle, sans précédent dans aucun peuple ; d'une Communauté qui inaugure un nouveau type de coopération entre les peuples et les États ; d'une Communauté ouverte et qui n'est dirigée contre personne, ni en Europe, ni dans le reste du monde ; d'une Communauté qui est disposée à fournir dans le monde et au monde et, évidemment aussi, à l'Europe, une juste contribution ; d'une Communauté décidée à prendre en mains les difficultés auxquelles elle se heurte.

En fonction de quelles considérations, de quels critères, la Communauté est-elle disposée à se développer ? Elle est une Communauté fondée sur la liberté, non sur la contrainte, extérieure ou intérieure. C'est la libre volonté des peuples, représentés par leurs Parlements, qui s'exprime dans les procédures de ratification parlementaire et qui atteste devant le monde entier et à nos propres yeux la liberté de cette adhésion. C'est une Communauté du droit et non une Communauté de la force. Cet élément me semble très significatif, surtout après vous avoir entendu dire, Monsieur le Président, que notre Communauté était fondée sur le droit et ne reposait sur aucune idée de puissance, de qui ou d'où que ce fût.

En troisième lieu, Monsieur le Président, il s'agit d'une Communauté de partenaires égaux et non d'une Communauté qui pourrait ou voudrait admettre les tendances à l'hégémonie de l'un ou l'autre de ses membres. C'est précisément là, Monsieur le Président, qu'il me semble discerner la puissance

d'attraction et de rayonnement de cette Communauté en formation, riche de grands espoirs, non seulement pour nous, en Europe, mais bien au-delà, parce qu'elle repose sur ces principes, qui représentent réellement une innovation en Europe et dans le monde.

Cependant, Monsieur le Président, l'œuvre n'est pas encore accomplie. Nous savons que nous vivons une période de transition qui, si elle est une source d'espoir, n'est pas exempte de risques. Je n'évoquerai ici qu'un seul élément : nous observons les réactions de l'opinion publique, en particulier en Grande-Bretagne, et nous voyons les difficultés auxquelles se heurte l'adoption du traité même au Parlement britannique. J'ajouterai toutefois, Monsieur le Président, que je me rassure en entendant aussi bien le gouvernement britannique que des personnalités dirigeantes de l'opposition déclarer qu'ont été obtenues, aux négociations de Luxembourg, les conditions loyales que toutes les forces politiques responsables du gouvernement et de l'opposition estimaient indispensables et qui devaient décider de l'adhésion de la Grande-Bretagne. Comme de part et d'autre l'on constate — de manière convaincante, d'ailleurs — que ces conditions sont remplies, je suppose que l'obstacle que pose naturellement encore la ratification du traité de Luxembourg par le Parlement britannique pourra être levé. Je l'espère ! Au nombre des vertus de nos amis britanniques figurent, en effet, le courage et la hardiesse, et l'on dit qu'ils agissent comme ce cavalier, qui, ayant lancé son cœur par-dessus l'obstacle, y entraîne d'un même élan sa monture.

Monsieur le Président, sitôt ce résultat acquis, il nous appartiendra de déterminer en commun avec les nouveaux membres — car tel me paraît être le jeu correct — la conformation future et les nouvelles institutions de notre Communauté. Pour reprendre les termes du président Pompidou, nous sommes à présent entrés ensemble dans la phase où l'on pense à haute voix, c'est-à-dire que la discussion s'engagera partout où l'on considère que non seulement la Grande-Bretagne, mais aussi l'Irlande, le Danemark et la Norvège adhéreront un jour à la Communauté.

Nous nous mettrons alors au travail avec les nouveaux membres et nous donnerons à notre Communauté les institutions qui, dès l'abord, sont nécessaires, mais aussi suffisantes pour lui assurer, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, un fonctionnement efficace. Nous devons avoir une idée nette de ce que nous voulons faire de cette Communauté, de la manière dont nous entendons mettre et garder utilement en mouvement la machine et des moyens que nous comptons utiliser. C'est à cette tâche que nous nous emploierons dans l'avenir.

Monsieur le Président, je suis sûr que si nous nous mettons au travail dans cet état d'esprit, nous accomplirons ensemble de grandes choses pour l'Europe et le monde.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Kriedemann.

M. Kriedemann, *vice-président du groupe socialiste*. — (A) Monsieur le Président, mes amis politiques n'ont négligé aucune occasion de manifester qu'ils voyaient dans l'élargissement de la Communauté à tous les États disposés à accepter les fondements de la Communauté, à savoir la lettre, mais aussi l'esprit des traités, le meilleur moyen de stabiliser la Communauté. Jamais nous n'avons craint que l'élargissement de la Communauté n'aboutît à un affaiblissement de celle-ci, au contraire !

Nous nous réjouissons donc des résultats obtenus jusqu'à présent et nous nous associons sans réserve aux remerciements adressés à tous ceux qui, après ces longues années d'efforts, ont permis d'atteindre le point auquel nous nous arrêtons aujourd'hui. S'il m'est facile, dans la joie suscitée par ce succès, de renoncer à faire des remarques sur l'un ou l'autre phénomène marginal, il ne faudrait cependant pas oublier tous les événements que nous avons vécus.

On a parlé d'une décision historique marquant la volonté de l'Europe de prendre forme ; on a parlé d'une décision politique. Mais n'est-il pas un peu curieux de constater le rôle primordial joué, en cette occasion, par le beurre, le sucre et d'autres denrées analogues, au point que l'on a pu dire que ces questions pouvaient encore faire échouer toute la négociation ? J'y vois la preuve que nous avons encore beaucoup à faire pour transformer la Communauté en cette autre chose que jamais encore elle n'a été : une Communauté fondée sur une confiance sans réserve.

Je crois que nous avons encore, à cet égard, un chemin assez long à parcourir. Sinon, l'on aurait pu régler plus tard, raisonnablement et en pleine conscience de nos responsabilités à l'égard des principales victimes éventuelles, ces questions importantes, certes, mais non point vitales, puisque nous avions pleinement confiance les uns dans les autres et voulions la mise sur pied de cette Communauté. On a néanmoins voulu agir avec prudence et préféré régler ces questions au préalable, ne sachant pas s'il serait encore possible de le faire ultérieurement. En d'autres termes, nous devons bien nous dire qu'une tâche considérable nous attend encore, même lorsque les accords seront ratifiés et que nous siégerons ici ensemble.

Par l'expérience de longues années de travail communautaire, nous savons que c'est dans les détails que les choses se compliquent et que l'ensemble de la question apparaît comme la somme d'un nombre infini de détails dont chacun pose des problèmes difficiles. Nous devons consentir des efforts importants pour que la Communauté réponde vraiment aux aspirations d'aucuns, qui sont aussi les miennes, à savoir qu'elle devienne une chose *sui generis*, sans précédent et dépassant de beaucoup toute forme d'alliance ou d'association. Ce n'est qu'alors, à mon

avis, qu'elle pourra réellement remplir la tâche qui lui incombe et revêtir le sens qui seul justifie son existence : contribuer à la solution des problèmes mondiaux qui se posent à notre époque. Cette tâche, nous devons toutefois tenter de l'accomplir davantage dans la conscience de nos responsabilités à l'égard des autres que dans celle de nos propres intérêts.

Mes amis politiques accorderont leur entière coopération à cette œuvre, afin de permettre, en tout cas, n'importe quelle tentative dans ce sens. Ils ne négligeront aucun effort pour dissiper les malentendus, pour apaiser les doutes et pour convaincre de plus en plus de gens qu'il est vraiment possible de créer quelque chose de totalement nouveau, à la seule condition de le vouloir.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Berkhouwer.

M. Berkhouwer, *président du groupe des libéraux et apparentés* — (N) Monsieur le Président, il semble que doive se réaliser cet été, ce qu'a exprimé l'esprit de la Conférence de La Haye de l'hiver 1969. Un premier pas a été accompli par la conclusion, dans la nuit du 23 juin, si je ne m'abuse, après une séance-marathon, de l'accord de Luxembourg. M. Kriedemann a parlé de quelques points sur lesquels porte cet accord de Luxembourg, citant notamment le sucre, le beurre et d'autres produits. On peut se demander s'il est vraiment si important que l'on ait discuté aussi longtemps du problème du beurre et du sucre.

En fait, nous devons une estime particulière à nos amis anglais pour avoir attaché une telle importance à des questions matérielles qui n'étaient de caractère ni interne ni communautaire, et s'être ainsi souciés davantage d'affaires extérieures qui intéressaient des hommes vivant dans d'autres parties du monde. C'est précisément dans la conscience des responsabilités de la Communauté élargie qu'ils l'ont fait. Plus la Communauté s'élargit, plus sa responsabilité dans le monde s'accroît. M. Lückner l'a déjà signalé. La présence parmi nous d'une délégation de nos amis anglais est un signe avant-coureur dont nous devons leur être reconnaissants.

Je constate avec plaisir qu'un homme comme Roger Massip écrit dans son éditorial de ce matin :

« Il n'y a pas plus d'axe Paris-Londres qu'il n'y a d'axe Paris-Bonn. L'entente franco-britannique complète simplement, au sein de l'Europe en voie d'unification, l'entente franco-allemande. »

J'ai fait cette citation dans la belle langue française dont on parle beaucoup en ce moment. J'ai lu que, hier sur le Rhin, le président de la République française avait enregistré un nouveau succès en la matière, avec le cadeau que lui a fait M. Brandt. Dans



**Berkhouwer**

une lettre, celui-ci a reproduit cet extrait d'un poème de Heine : « Les bonnes choses ne peuvent être dites qu'en français ».

Au cours d'un déjeuner, le président Pompidou a fait la déclaration suivante, que je ne puis qu'approuver, car elle rend un son libéral :

« Au moment où de nouveaux pays dont l'histoire est étroitement liée à celle de notre vieux continent, vont probablement nous rejoindre, je veux dire combien l'Europe que nous construisons ne doit être ni un bloc fermé sur lui-même ni une auberge ouverte à tous vents. »

Je puis donner mon assentiment à ces deux orientations. L'Europe à laquelle je songe ne peut évidemment, en aucun cas, être une Europe des ententes, de l'équilibre des forces que des puissances extérieures ont voulu maintenir sur notre continent au siècle dernier, lorsqu'elles s'imaginaient pouvoir encore, de temps à autre, jouer, de l'extérieur, un rôle d'arbitre. Cette politique de l'équilibre des forces a provoqué deux guerres civiles, qui ont dégénéré en guerres mondiales. L'Europe que nous voulons devra être un équilibre par elle-même. Lorsque nos amis britanniques (mais aussi les Irlandais, les Norvégiens et les Danois) entreront dans notre Communauté, ce ne pourra être comme arbitres, mais en tant que partenaires égaux.

Puisque nous sommes à la veille de l'élargissement, je dois nous mettre en garde contre le danger qu'il y aurait à centrer toute notre attention sur cet élargissement. Il ne faut pas oublier le renforcement interne, notamment le renforcement des structures institutionnelles de la Communauté. Nous devons veiller à ce que les structures actuelles ne continuent à s'affaiblir ; on peut, en effet, à certains égards, indéniablement parler d'un tel affaiblissement. Je songe notamment aux relations entre le Conseil et le Parlement. Il se dessine, dans ce domaine, une évolution devant laquelle on pourrait se demander ce qu'il en est de la publicité des travaux de l'Europe des Six. Que pouvons-nous actuellement en voir et en entendre ? Je pense, par exemple, aux événements du Proche-Orient. Nous sommes toujours dans l'ignorance des subtilités des accords conclus. J'ai appris par la presse de ce matin que M. Scheel, ministre des affaires étrangères de la République fédérale, en qui j'ai d'ailleurs pleine confiance, aurait prochainement des entretiens au nom des Six, à Jérusalem. Ainsi donc, Monsieur le Président, un ministre des affaires étrangères engage des conversations au nom des Six. Devant quelle assemblée parlementaire rendra-t-il compte de ces entretiens qu'il aura eus, au nom des Six, sur un problème aussi important que celui du Proche-Orient ? Sera-ce à Bonn, à Strasbourg ou ailleurs ?

Il est un autre point encore, et c'est par là que je terminerai. Quand le président de la République française déclare que l'Europe à la construction de

laquelle nous voulons travailler ne peut être ni « un bloc fermé sur lui-même », ni « une auberge ouverte à tous vents », force m'est de constater que cette dernière image ne s'applique cependant pas trop mal, eu égard à la situation monétaire actuelle. Je songe ici au mark flottant, au florin flottant, au franc belge plus ou moins flottant et aux trois autres devises. Selon moi, il faut absolument qu'à l'automne l'on remédie à cette situation. MM. Pedini et Malfatti me permettront de les charger de ce message : en fin de compte, ce n'est pas dans le cadre des Six que nous pourrions sortir de ces difficultés.

Les cinq grandes puissances du monde : les États-Unis, la Russie, l'Europe occidentale, la Chine et le Japon, doivent entreprendre une action commune. A l'automne prochain, nous devons tenter, dans le cadre du FMI et d'autres organisations appropriées, de mettre un terme au désordre monétaire qui règne actuellement en Europe.

J'espère que MM. Pedini et Malfatti voudront bien retenir et développer cette suggestion et je les remercie des exposés qu'ils ont faits ce matin.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Triboulet.

**M. Triboulet, président du groupe de l'UDE.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, chers amis britanniques. Puisque M. Berkhouwer m'y a invité, je vais m'efforcer de dire quelques bonnes choses en français, mais malheureusement je suis obligé de commencer ce propos par quelques mots désagréables.

Je n'ai pas caché devant la commission politique, et M. Terrenoire n'a pas caché à cette Assemblée, que nous n'approuvions pas la procédure qui fixait à ce matin, pour un aussi grand événement que l'adhésion de la Grande-Bretagne, une sorte de débat inopiné et tronqué. Je pense que l'accord de Luxembourg datant du 23 juin, le Bureau de cette Assemblée avait tout le temps de prévoir un débat de dimension suffisante dans un ordre du jour que nous aurions fixé à l'avance.

En effet, je conçois bien que les paroles de ce matin sont plutôt protocolaires et aimables, mais nous aurions aimé obtenir un certain nombre de détails de la part de M. Deniau qui, je le constate, n'est pas présent ce matin. Il a dû, comme nous-mêmes, être quelque peu surpris par la fixation au dernier moment de ce débat. C'est tout à fait regrettable. En effet, nous savons la part importante qu'il a prise dans ces négociations. Chacun l'en a remercié et nous aurions aimé apprendre de lui quelle sera, dans les mois à venir, la marche des discussions avec la Grande-Bretagne et les autres pays candidats. Va-t-on aller à l'établissement de textes précis qui pourraient être soumis à la ratification des divers Parlements et notamment du Parlement britannique, ou s'agira-t-il

**Triboulet**

seulement d'un accord diplomatique soumis à une ratification globale ? S'agira-t-il de textes techniques précis ou d'un acte diplomatique ? Nous aurions souhaité obtenir des réponses, et un débat sur le travail restant à accomplir aurait été certainement utile.

Mais enfin, puisqu'il s'agit d'un débat rapide au cours duquel l'on adresse des compliments aux négociateurs et, surtout, où l'on souhaite la bienvenue à nos amis britanniques et scandinaves, je voudrais rappeler que le soin essentiel de l'Union démocratique européenne, depuis plusieurs années, a été d'assurer l'entrée de la Grande-Bretagne. Nous n'avons jamais caché que nous la souhaitions et nous avons travaillé au maximum, de notre côté, pour créer des liens entre les Britanniques et ce Parlement. C'est le groupe que je préside qui est à l'origine de l'invitation des collègues britanniques qui assistent aujourd'hui à notre séance. Nous avons donc fait cet effort, mais nous avons toujours entendu que l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun se fasse sans compromettre le renforcement de cette Communauté et en évitant, surtout, de la dissoudre. C'est ce que M. Malfatti vient de rappeler dans son excellent exposé liminaire. C'est là que résidait le problème, et il était extrêmement difficile à résoudre. C'est pourquoi nous devons d'autant plus féliciter les négociateurs.

Si MM. Kriedemann et Berkhouwer ont pu s'étonner que l'on ait discuté longtemps soit des produits laitiers, soit du sucre, c'est que précisément, derrière ces discussions qui n'étaient que de détail, se posaient des problèmes politiques fondamentaux. Il s'agissait notamment de savoir si la Grande-Bretagne accepterait la préférence communautaire, qui est un des principes fondamentaux de notre Communauté économique européenne. Nous devons être certains et, par des preuves tangibles — la foi qui n'agit pas, est-ce une foi sincère ? disait le poète — qu'une foi agissante animait nos collègues britanniques, les incitant à accepter véritablement le principe de la préférence communautaire. Aujourd'hui nous en sommes persuadés, au moins pour ce qui concerne les négociateurs britanniques. Leur esprit insulaire, que nous aimons tant et que nous respectons, a cédé le pas à la vieille affection qu'ils portent aux peuples européens. Nous nous en réjouissons.

Mais si le Parlement britannique ratifie, comme nous le souhaitons tous, il est certain que la Grande-Bretagne et les pays candidats auront encore de très gros efforts à accomplir. Ce que je tenais à dire ce matin, c'est que tous les parlementaires européens ici présents sont bien persuadés qu'il conviendra d'aider au maximum la Grande-Bretagne à accomplir ces efforts dans la mesure où nous pouvons le faire. Certes, c'est d'abord elle qui en fera les frais, car son adhésion est tardive. Il faut rattraper plusieurs années de retard en quelques mois ; c'est très difficile, c'est une évolution précipitée. Mais nous connaissons nos

amis britanniques : souvent ils attendent et ils voient — *wait and see* — mais lorsqu'ils sont décidés, ils vont de l'avant, carrément. Je pense donc qu'ils pourront se mettre au niveau des Six et participer à cet esprit communautaire qui nous anime. Nous pouvons différer de pensée politique ou même d'idée sur la façon dont on doit atteindre le but, mais du moins avons-nous tous un esprit communautaire, puisque nous tendons tous vers le même but. Nous sommes donc persuadés que la Grande-Bretagne saura se fixer le même objectif.

Je terminerai en m'adressant particulièrement à nos amis britanniques. Je suis depuis de très longues années représentant de la Normandie, ce qui fait que je les connais bien, car les Britanniques doivent tout de même une partie de leur caractère aux Normands et notamment ce *sense of humour*...

(Rires)

... qui est certainement une de leurs qualités principales. Je pense que lorsque les Normands ou les Britanniques sont en face d'un problème, ils manifestent d'abord une très grande méfiance ! La méfiance est un trait caractéristique du caractère des Britanniques comme du caractère des Normands, mais lorsqu'en revanche, après un examen mûr du problème, ils ont donné leur confiance, l'on trouve alors une sûreté et une efficacité très grandes dans le caractère normand comme dans le caractère britannique. Je crois que la période de méfiance est passée pour nos amis britanniques. Ils ont regardé cette Communauté, certes, avec un œil très circonspect ; ils se sont demandé ce qu'elle contenait. Ils nous ont examinés sous toutes nos coutures et lorsqu'ils auront bien vu ce que nous faisons dans ce Parlement — raison pour laquelle nous souhaitons qu'ils assistent à nos débats — je suis sûr qu'ils nous accorderont leur confiance. A partir du moment où leur confiance nous sera acquise, nous n'aurons pas, j'en suis convaincu, de partenaire plus sûr, plus efficace et plus tenace.

Si bien, chers amis, que je crois que nous devons saluer l'accord de Luxembourg avec une grande joie car, certes, nous mettons en commun bon nombre de nos défauts, mais aussi les qualités que nous avons les uns et les autres, et les grandes qualités du peuple britannique et des peuples scandinaves sont nécessaires à la construction et au progrès de l'Europe.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — J'invite le public dans les tribunes à s'abstenir de toute manifestation d'approbation ou de désapprobation.

Après cette description savoureuse du caractère des Normands et des Britanniques, je donne la parole à Madame Iotti.

**M<sup>me</sup> Iotti.** — (I) Monsieur le Président, chers collègues, nous tenons nous aussi à remercier le président

**Iotti**

du Parlement ainsi que MM. Malfatti et Pedini qui nous ont donné l'occasion de ce débat. Néanmoins, nous n'avons aucun scrupule à nous associer à ce que vient de dire M. Triboulet lorsqu'il a souligné que l'importance du sujet appelait un débat d'une portée et d'une ampleur bien différentes.

Les problèmes soulevés par ce premier pas vers l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun ont une telle portée qu'aucun de nous ne peut céder à l'illusion — j'insiste sur le terme — qu'ils ont été résolus par l'accord du 23 juin.

En effet, nous ne pouvons nous dissimuler que ce qui a été obtenu jusqu'ici ne constitue que la solution de problèmes préliminaires et qu'il reste encore à affronter le fond de la question.

Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que le ministre britannique, Sir Geoffrey Rippon, a parlé de la « fin du commencement ». Nous tenons à souligner cette expression qui nous semble correspondre, beaucoup mieux que certains accents de triomphe, à la situation réelle devant laquelle nous nous trouvons.

Il est vrai qu'aujourd'hui, en Angleterre, la presse parle de l'adhésion au Marché commun surtout en termes d'emploi, de prix, d'impôts ; problèmes, eux aussi, sans aucun doute extrêmement importants et graves. Cependant, aucun de nous ne peut se dissimuler qu'au-delà de toutes ces questions se pose un problème beaucoup plus grand, un problème fondamental que la Communauté européenne elle aussi doit affronter : à savoir le problème général des relations entre l'Angleterre et les États-Unis d'Amérique, du régime spécial qui l'unit aux États-Unis d'Amérique.

Nous sommes convaincus que de la façon dont ce problème sera résolu au cours des négociations, par l'Angleterre et par la Communauté européenne, dépendra l'aspect positif ou négatif de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. J'ai cru déceler dans les déclarations de M. Malfatti une question et, si tel est le cas, j'y souscris pleinement. En effet, de la réponse qui sera donnée à ce problème dépendra le renforcement de la Communauté ou son affaiblissement manifeste dans la mesure où les contrastes s'accroîtront à l'intérieur de la Communauté.

Si la Grande-Bretagne entre dans la Communauté avec le bagage de ses relations spéciales avec les États-Unis d'Amérique et donc en tant que bastion avancé des intérêts atlantiques, son entrée ne pourra que constituer un frein à la prise de conscience, d'ailleurs encore difficile et laborieuse, de la différence des intérêts entre l'Europe et les États-Unis et formera un obstacle à la prise de conscience — qui en est encore, ne nous leurrions pas, à l'état d'embryon — de la nécessité d'un changement graduel et progressif de la Communauté par rapport à l'ancienne subordination atlantique.

D'autre part, il est vrai également — c'est l'élément que nous voulons souligner — qu'il existe aujourd'hui une crise atlantique, déterminée par le poids de la guerre du Vietnam et par les graves répercussions qu'elle entraîne dans toute la zone d'influence atlantique : répercussions économiques, monétaires et en matière de crédit. Chaque jour nous avons affaire à ces questions, et cela vaut pour les pays de la Communauté comme pour l'Angleterre.

Il est vrai aussi que cette crise atlantique, déterminée par la poursuite de la guerre du Vietnam et par ses conséquences, favorise un rapprochement de l'Angleterre et du continent européen. C'est le deuxième élément que nous désirons souligner, et nous estimons que dans ce contexte, l'ouverture d'un processus de rapprochement de l'Angleterre et de la Communauté peut être un élément favorable. Pour que ce processus soit un fait positif, un pas en avant vers la création d'une nouvelle Europe, nous voulons — malgré la brièveté que nous impose ce débat et tout en soulignant que la question doit être débattue plus largement — indiquer les problèmes qui se posent à la Communauté en ce moment.

En premier lieu, l'élargissement doit coïncider avec un développement économique de l'Europe qui accorde une plus large place aux classes laborieuses. Nous ne pouvons plus non plus nous leurrer sur ce point : ou le processus d'élargissement et d'unification de l'Europe progressera en s'appuyant sur les masses populaires, ou il ne progressera pas, car il existe un profond besoin de changement à l'intérieur des catégories sociales européennes et la nécessité pour les travailleurs de compter davantage dans le processus européen. En d'autres termes, ou le développement s'appuiera sur les travailleurs ou il ne pourra faire face aux problèmes posés par l'élargissement de la Communauté européenne.

En second lieu, il faut que l'Europe trouve sa propre place sur l'échiquier politique. Nous estimons que l'Europe doit se présenter comme une force de paix pour surmonter l'opposition des blocs et pour assurer la sécurité européenne, ce qui exige l'établissement de rapports tant avec les pays de l'Est qu'avec les pays du tiers monde.

Si tout cela est vrai, si le problème se pose d'un développement économique du type que j'ai indiqué, si l'Europe doit se situer par rapport au reste du monde autrement qu'elle ne l'a fait jusqu'ici, si tout cela est vrai, disais-je, il se pose également un autre grand problème, que nous rencontrons chaque jour et qui est le changement du cadre institutionnel de la Communauté européenne, des rapports différents entre le Conseil de ministres et la Commission — rapports déjà aujourd'hui complexes et difficiles —, du rôle différent du Parlement. Tout à l'heure, en écoutant les orateurs qui m'ont précédée, j'ai entendu des expressions que nous autres Italiens tendons à rejeter ; j'ai entendu parler d'axe Paris-Bonn et d'axe Bonn-

Iotti

Londres ou Paris-Londres, je ne m'en souviens pas exactement. Ce sont des expressions que nous autres Italiens n'aimons guère : si l'on veut que l'Europe soit une Europe des peuples européens, à la construction de laquelle les masses populaires participent, on ne peut poursuivre la lutte constante pour l'hégémonie des ex-grandes puissances européennes. Il faut changer quelque chose en Europe ; nous avons besoin d'un Parlement doté de pouvoirs de contrôle et qui soit en mesure d'assumer une fonction différente, d'un Parlement qui tire sa force de l'élection de ses membres au suffrage universel, identique pour tous les pays de la Communauté, afin d'obtenir un Parlement qui soit véritablement l'expression de l'Europe.

C'est le seul moyen de marquer la fin de ces tentatives d'hégémonie à l'intérieur de la Communauté, tentatives auxquelles l'entrée de la Grande-Bretagne, qui sera un autre candidat à cette hégémonie, ne mettra certainement pas fin. Nous pensons également que l'on peut trouver la juste voie en établissant des relations différentes avec les grandes organisations de travailleurs, car telle est la condition d'un développement économique européen allant dans le sens des intérêts des classes laborieuses, condition à son tour d'un renforcement véritable de la Communauté européenne.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La discussion sur les exposés du président de la Commission des Communautés européennes et du président en exercice du Conseil des Communautés sur les résultats des négociations sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE est close.

### 3. *Activité des Communautés en 1970*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Cousté, rapporteur général, sur le quatrième Rapport général de la Commission des Communautés européennes sur l'activité des Communautés en 1970 (doc. 75/71).

Auparavant, je voudrais toutefois attirer votre attention sur la situation de nos travaux.

Nous avons décidé d'aborder cet après-midi le débat agricole qui pourra se prolonger jusqu'à tard dans la nuit. Je vous prie donc tous de respecter scrupuleusement le temps de parole pour le présent débat sur le rapport général et la situation sociale, faute de quoi nous aurions de sérieuses difficultés d'horaire.

Je rappelle que le temps de parole a été limité à quinze minutes pour le rapporteur et les orateurs mandatés par les groupes et à dix minutes pour les autres orateurs.

La parole est à M. Cousté.

**M. Cousté, rapporteur général.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, c'est en vertu du traité de Rome, plus précisément de son article 143, ainsi libellé : « L'Assemblée procède, en séance publique, à la discussion du Rapport général annuel qui lui est soumis par la Commission », que nous sommes amenés aujourd'hui à vous présenter, selon la nouvelle procédure définie le 10 mars dernier, le Rapport général de notre Parlement européen. Celui-ci a, du reste, été approuvé par la commission politique, après consultation des rapporteurs des différentes commissions de notre Assemblée parlementaire.

Je voudrais, tout d'abord, remercier tous ceux qui ont apporté une collaboration active à la rédaction et à l'inspiration de ce rapport, et singulièrement nos collègues des douze commissions parlementaires.

Certes, ce Rapport général doit apprécier une situation d'ensemble et de synthèse de l'activité et du développement des Communautés européennes dans l'année 1970. Cette collaboration, que je souligne et à laquelle je me plais à rendre hommage, nous a permis, en tout cas, de donner à cette analyse un aspect positif et un aspect d'orientation.

Certes, l'année 1970 a été marquée par un accroissement considérable du rôle et des attributions de notre Parlement et, par là même, de son prestige. Les nouveaux pouvoirs dans le domaine budgétaire, les relations de plus en plus étroites avec la Commission des Communautés, l'engagement du Conseil pour une collaboration active, ont permis à l'institution parlementaire des Communautés d'affirmer son rôle essentiel d'institution politique chargée à la fois de contrôler l'activité des Communautés et d'en solliciter le développement.

C'est dans ce contexte à la fois politique et institutionnel que s'est insérée la nouvelle procédure d'examen du Rapport général de l'activité que la Commission présente chaque année au Parlement.

Il ne s'agit pas de porter un jugement sectoriel par secteur ni de s'arrêter au détail de l'action communautaire, mais plutôt d'apprécier si, et dans quelles conditions, des progrès réels ont été accomplis et si des éléments politiques permettent des développements ultérieurs.

De plus, se plaçant nécessairement dans l'actualité même, puisqu'il se réfère aux événements de l'année courante, ce débat annuel permet au Parlement d'affirmer sa volonté de participation à la définition des responsabilités politiques des Communautés et à la fixation des priorités dans les différents domaines.

En fait, il n'y aurait pas intérêt pour l'institution parlementaire à examiner *a posteriori* des éléments qui se sont produits il y a au moins six mois, surtout si l'on considère que, par le rythme de ses sessions plénières et des réunions de ses commissions, le Parlement participe désormais à la vie quotidienne des Communautés.

**Cousté**

Mais l'examen général du rapport de la Commission n'est pas seulement l'occasion d'un jugement sur telle ou telle de ses activités sectorielles, mais celle d'une appréciation politique d'ensemble de l'action communautaire ; il est aussi l'occasion d'une réflexion, voir d'une autocritique globale, qui doit tenir compte de l'actualité et de l'évolution la plus récente des différents problèmes.

C'est pour cela que j'estime que nous devons soutenir — c'est la première proposition positive — la procédure d'examen du Rapport général d'activité telle que nous l'avons décidée le 10 mars dernier. En effet, je voudrais suggérer au Bureau élargi de notre Parlement de procéder à la présentation et l'examen de ce Rapport général dans les délais beaucoup plus brefs que ceux de cette année. Il me semble, par exemple, qu'il devrait être possible à la Commission de présenter ce rapport au début de février ou, disons, au mois de mars, ce qui permettrait à notre Assemblée de l'examiner plus tôt, c'est-à-dire à la session de mars ou d'avril. Les délais étant ainsi réduits, le Parlement pourrait débattre des activités des Communautés de l'année écoulée dans les premiers mois de l'année suivante, en tenant compte — c'est le point positif — des propositions que la Commission présente à ce moment-là pour l'année à venir. Le problème ne réside pas dans le choix de telle ou telle autre procédure, mais plutôt dans la possibilité, réelle et pratique, pour le Parlement, de participer de façon efficace aux décisions communautaires tout en exerçant pleinement la fonction qui lui est reconnue par les traités de Rome et de Paris : le contrôle politique des activités des Communautés.

Conformément à l'esprit qui a présidé aux décisions relatives à cette nouvelle procédure, je ne compte pas analyser point par point ce rapport écrit. Je vous rappellerai seulement qu'il compte deux parties : la résolution proprement dite, qui représente la synthèse des conclusions de chacune de nos douze commissions, et l'exposé des motifs, partie beaucoup plus libre, en fait, de mon inspiration propre.

Cette proposition de résolution subira, je le sais, quelques amendements, mais ce qui doit être souligné, c'est que, dans l'ensemble, les activités des Communautés ont connu, pendant la période de référence, un essor remarquable, à la suite des impulsions qui leur ont été données et surtout du climat créé par la Conférence de La Haye.

Les Communautés ont accompli, en 1970, des progrès exceptionnels : la réforme du Fonds social européen, la restructuration du Centre commun de recherches, d'importantes décisions dans le secteur de l'agriculture, en application de ce que l'on a appelé le plan Mansholt, la conclusion de plusieurs accords avec les pays tiers notamment avec plusieurs pays du Bassin méditerranéen, et singulièrement avec la Turquie, l'entrée en vigueur des nouvelles conventions d'Association de Yaoundé et d'Arusha, le premier accord pour une collaboration tendant à l'union poli-

tique et, le 30 juin 1970, l'ouverture des négociations sur l'élargissement des Communautés, enfin les premières décisions du mois de février sur l'Union économique et monétaire.

Si l'on pense aux retards accumulés dans tous ces secteurs au cours des années précédentes, le catalogue des réalisations accomplies en 1970 suffit à justifier amplement l'approbation des efforts de la Commission et le renouvellement de la confiance du Parlement à l'égard de la Commission.

Certes, l'on peut regretter que certains secteurs, et notamment ceux de la politique commune des transports, de la politique régionale, de la politique énergétique communautaire, n'aient pas enregistré des progrès aussi sensibles que les autres et qu'ils soient encore au stade d'études et de propositions préliminaires. Mais il faut reconnaître que, dans l'ensemble, l'année 1970 a été, pour les Communautés européennes, l'une des plus importantes et des plus actives.

Dans cette confrontation avec l'institution ou les institutions communautaires (puisque le Conseil est, lui aussi, présent), il est, à mon sens, justifié de demander à la Commission de structurer son rapport annuel d'activité de manière, non pas à résumer les différentes propositions qu'elle a avancées pendant l'année écoulée et qui, d'une façon ou d'une autre, ont déjà été examinées par le Parlement ou par ses organes, mais plutôt à donner une vision d'ensemble pour chaque secteur de la politique qui a inspiré son action. Il s'agit, en d'autres termes, d'éviter de fractionner la présentation du rapport annuel et, partant, l'action de contrôle du Parlement. C'est dans ce sens, à mon avis, que nous pourrions partager l'avis de la commission économique : « Au cours de l'année couverte par le Rapport, la Commission européenne a présenté trop peu de propositions globales et trop de propositions de détail, si bien qu'il est difficile au Parlement d'opposer des objections de principe à des propositions de détail qui, en elles-mêmes, sont parfois, du reste, d'importance secondaire, mais qui n'en procèdent pas moins d'une conception globale à laquelle le Parlement n'a pas toujours eu l'occasion de souscrire ». Je crois qu'il y a quelque chose d'important dans le dialogue et dans la confrontation avec la Commission, et que, sur ce point, je le dis très nettement, des progrès restent à accomplir.

De toute manière, si le Parlement doit apprécier les progrès des Communautés dans leur ensemble et si cette appréciation est positive, l'on ne peut néanmoins ne pas reconnaître qu'il y aurait lieu de ne pas trop se féliciter des succès. Il ne faut évidemment pas s'arrêter aux succès acquis. Au contraire, ces succès permettent de croire que des progrès réels sont possibles même dans les autres domaines, et c'est cet engagement moral et politique que le Parlement peut et doit demander à la Commission et au Conseil des Communautés, au moment où il se prononce sur les activités de l'année écoulée.

### Cousté

Le rapport que j'ai l'honneur de présenter verbalement attribue l'ensemble de ces progrès, pour l'année 1970, à la volonté politique qui s'est manifestée à La Haye, en décembre 1969, lors de la Conférence des chefs d'État ou de gouvernement. En effet, les moments de crise, et même de crise grave que la Communauté a connus ne provenaient pas des difficultés techniques, mais uniquement de la faiblesse ou de l'absence de la volonté politique des États membres de les surmonter. C'est pour cette raison que l'importance de la Conférence de La Haye ne réside pas uniquement dans la fixation d'une série d'engagements, voire d'un calendrier, mais surtout, à mon sens, dans le climat politique que cette Conférence a su créer et que l'on a appelé l'esprit de La Haye. Pour réussir, en effet, ce qui compte, c'est la volonté de coordonner tous les efforts, ceux des États, ceux du Conseil, ceux de la Commission et ceux du Parlement. Tous ces efforts sont essentiels pour cette construction originale qu'est la Communauté européenne. Si cette volonté de coordination fait défaut, aucun effort isolé, aussi bien inspiré soit-il, ne peut permettre des progrès réels et communautaires.

Je me permets d'attirer tout particulièrement l'attention de notre Assemblée sur ce point. La Conférence de La Haye, en réalisant une coordination entre les trois exigences qui ont été résumées dans le triptyque bien connu de l'achèvement, du renforcement et de l'élargissement, a permis une véritable relance de l'Europe communautaire. Le succès de cette Conférence réside précisément dans l'équilibre entre ces trois éléments, lequel devait permettre des progrès parallèles dans les différents secteurs. Par là même, il a entraîné un processus général de développement de la Communauté tout entière.

Force est de reconnaître que si l'un de ces éléments accuse une stagnation, l'équilibre général risque d'être compromis. Ainsi, il m'est agréable de dire que je partage entièrement l'opinion que M. Malfatti a exprimée devant le Parlement à l'occasion de la présentation du programme d'activité de 1971 : « La construction communautaire exige, de plus en plus, que tous respectent les règles qui constituent le patrimoine commun, de façon que soit renforcé et stimulé le délicat équilibre sur lequel est bâti l'édifice communautaire. »

Cette conviction m'amène à constater combien est préoccupant, dès lors, le retard qu'à la suite de la crise constatée par le Conseil le 9 mai dernier, a connu l'Union économique et monétaire. Le Parlement européen, je le sais, a déjà pris position sur ce problème, mais je pense que l'on ne peut passer sous silence des préoccupations très grandes devant des difficultés qui, au demeurant, ne semblent pas pouvoir être résolues avant l'automne prochain.

L'Union économique et monétaire est le pilier indispensable de tout progrès communautaire. De plus, l'on peut se demander jusqu'à quel point les acquis

communautaires, notamment dans le secteur de l'agriculture, peuvent ne pas être compromis par l'instabilité de la situation monétaire actuelle. Les récents communiqués de Bonn viennent de nous faire encore ressentir la nécessité d'une véritable cohésion communautaire dans ce domaine.

Je ne me range cependant pas parmi les pessimistes, mais il serait vain de dissimuler que l'état actuel des choses, s'il devait se prolonger, risquerait de compromettre sérieusement le développement des Communautés, surtout parce que l'on serait obligé de constater, à un certain moment, une crise de la volonté politique communautaire et de cet esprit européen solennellement affirmé à La Haye et confirmé d'ailleurs pendant toute l'année 1970.

Mais au moment d'évoquer, comme l'ont très bien fait dans le débat précédent, le président du Conseil et le président de la Commission, l'élargissement des Communautés, je crois qu'il est indispensable que votre rapporteur fasse, sur ce point, quelques remarques.

Faut-il rappeler l'importance de l'ouverture des négociations et le rôle joué, à cet égard, par la Commission ? Il faut, en tout cas, être bien clair : il s'agit d'un événement historique, qui constitue le « grand pari » de l'Europe d'aujourd'hui. En effet, le but de l'élargissement n'est pas de constituer un Marché commun « plus vaste », mais, bien au-delà, de renforcer une Communauté capable, par la force créatrice de sa cohésion politique, de restituer à l'Europe et aux États qui en font partie leur prestige, leur capacité, leur dynamisme. C'est dans cette Europe nouvelle à créer avec le concours de tous et la participation effective des peuples que les États, dans le respect de leur indépendance et de leur diversité nationale, pourront, à leur tour, progresser et exercer pleinement leur rôle dans une société en plein essor économique, sociologique et politique.

Certes, ces négociations ont été ouvertes sur des bases concrètes et elles ne sont pas achevées. Mais gardons-en à l'esprit les trois points essentiels.

Ces négociations sont menées par les Communautés européennes à tous les niveaux, pour tous les problèmes, et selon une procédure uniforme. Le risque d'une dislocation des intérêts des Six en présence a été ainsi évité et même, s'il est normal que puissent, le cas échéant, avoir lieu des contacts ou des entretiens bilatéraux, il n'en demeure pas moins que le travail communautaire a été à la base du succès.

Les négociations se poursuivent en outre sur la base du principe que les États candidats acceptent les traités et leur finalité politique. Cette position est de la plus haute importance, et le passage d'une Communauté à Six à une Communauté à Dix pose des problèmes d'envergure. Mais la règle est que la solution des problèmes d'adaptation qui pourraient se poser doit être recherchée par l'établissement de me-

**Cousté**

sures transitoires et non par des modifications des règles existantes.

Enfin, le contexte même des négociations, ainsi que l'a indiqué le président en exercice du Conseil, est celui de l'application d'un triple mouvement, décidé, du reste, à La Haye : le passage à la période définitive du Marché commun, le développement interne des Communautés et l'élargissement. Ces trois mouvements sont complémentaires et vont dans le sens du succès que nous avons rappelé il y a un instant.

Nous estimons donc que l'élargissement des Communautés constitue l'élément le plus positif de l'histoire de l'Europe contemporaine, à la seule condition qu'il ne se traduise pas par une dilution de la cohésion communautaire. La Communauté forme un tout, un Marché commun, mais aussi, et même surtout, des politiques communes dans l'industrie, dans l'agriculture, sur le plan social, pour les mouvements de la main-d'œuvre, pour les capitaux, etc. A partir du moment où l'on essaie de travailler globalement au progrès dans tous les domaines, rappelons-nous qu'il faut des institutions capables de prévoir les difficultés et de gérer l'intérêt commun.

Les prochains mois, est-il besoin de le dire, seront d'une importance décisive pour la Communauté. A la veille de son élargissement, celle-ci est en train de chercher une véritable attitude commune devant les problèmes de politique étrangère et en voie de trouver une cohésion politique plus profonde entre les États membres. Dès lors, sa place dans le monde et ses responsabilités ont grandi, et l'on ne peut plus échapper aux choix politiques fondamentaux qui s'imposent. Aboutir à une Communauté élargie comporte nécessairement le renforcement communautaire dont je parlais. C'est cette volonté politique qui est le fondement même du fonctionnement des Communautés, de leurs institutions et de l'entière structure donnée aux Communautés par les traités de Rome et de Paris. Vouloir un jour alourdir l'ensemble de ces politiques communautaires par des débats sur tel ou tel aspect institutionnel aboutirait vraisemblablement à compromettre l'équilibre réalisé.

Ce qui importe, c'est de sauvegarder la cohésion politique qui a permis les acquis communautaires et qui est le stimulant indispensable de l'action des institutions. L'originalité de la Communauté réside notamment dans sa capacité de réaliser l'unité sans renier l'individualité de ses membres. Les progrès de la Communauté ne constituent pas, pour cette raison, un affaiblissement de la position des États membres ou une contestation de leur souveraineté ou de leur indépendance. Au contraire, c'est par l'unité, par la cohésion politique, que chaque État membre trouve, dans la Communauté et par la Communauté, une nouvelle capacité d'assumer ses responsabilités face aux problèmes de la société contemporaine. C'est là la grande révolution pacifique que la Communauté offre à la jeunesse européenne : la construction d'un

avenir plus humain et plus juste, dans l'ordre, la paix et la liberté !

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Malfatti.

**M. Malfatti, président de la Commission des Communautés européennes.** — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je tiens tout d'abord à féliciter M. Cousté du rapport qu'il a présenté et de l'exposé oral qu'il vient de faire devant le Parlement européen ; l'analyse exhaustive et les conclusions limpides contenues dans ce document en font véritablement un rapport excellent.

La Commission s'efforcera de donner une suite favorable aux deux propositions du rapporteur, tant pour ce qui est de la date de présentation du rapport général, selon les indications qu'il a données, que de la manière dont le rapport lui-même devra être rédigé à l'avenir, c'est-à-dire davantage comme une synthèse de la politique de développement à suivre dans chaque secteur que comme une analyse détaillée de l'activité de la Commission.

Le rapport de M. Cousté abonde en appréciations favorables sur les activités de la Communauté en 1970, mais il commente en termes plus prudents les événements plus récents. Débordant la période couverte par le rapport de la Commission, le rapport ne peut pas ne pas relever et ne pas souligner les ambiguïtés et, en même temps, le caractère exceptionnel de la phase dans laquelle se trouve actuellement la Communauté et où la richesse de ses possibilités est proportionnelle aux difficultés rencontrées.

Le caractère extraordinaire de cette phase se trouve surtout confirmé par le fait que nous sommes à la veille de l'élargissement de la Communauté que nous appelions de nos vœux. On se référera, à ce propos, à ce qui a été dit tout à l'heure.

Toutefois, dans cette intervention, loin de passer sous silence un objectif aussi important, je mettrai l'accent sur l'occasion historique que l'élargissement de la Communauté offre à celle-ci. Le « grand pari » dont M. Cousté a parlé tout à l'heure sera gagné à condition que conformément à l'esprit de La Haye, la Communauté, qui accueille de nouveaux membres, se renforce constamment et d'une manière cohérente.

Aussi, à l'exemple de votre rapporteur, irai-je au-delà d'un simple bilan. Je m'arrêterai donc aux événements passés, en recherchant certains éléments utiles à la formation et à la réalisation d'un dessein politique à la mesure de la conjoncture actuelle.

Toute notre attention se porte aujourd'hui sur les vicissitudes de l'union économique et monétaire. Je suis, moi aussi, convaincu que la crise de 1971 peut et doit être l'occasion d'une nouvelle prise de conscience et inciter à prendre de nouvelles responsabilités.

**Malfatti**

L'adoption du plan visant à la réalisation en plusieurs étapes de l'union économique et monétaire nous a placés devant un programme de travail ambitieux, qu'il faudrait réaliser en une décennie. La première secousse nous a révélé les limites des moyens dont nous disposons actuellement pour respecter ce programme. L'enseignement à en tirer est simple : il faut — pour reprendre les paroles de M. Cousté — procéder à un « renforcement de la cohésion politique des pays membres de la Communauté en ce qui concerne tant les structures et développements internes que l'attitude à prendre vis-à-vis des pays tiers et, en général, face aux problèmes mondiaux ».

Rien n'est compromis jusqu'ici : nous pourrons reprendre notre marche en avant si nous sommes animés d'une volonté politique inébranlable, d'une volonté qui soit l'expression logique de la confiance dans les objectifs de l'union économique et monétaire qui s'est encore manifestée récemment au niveau politique le plus élevé. Nous devons reprendre notre action au plus vite, afin d'éviter une dramatisation excessive et une aggravation des effets politiques et psychologiques de cette crise. Nous devons nous employer, avec méthode et avec patience, à surmonter les conséquences graves de cette situation sur le bon fonctionnement du Marché commun et à empêcher que les décisions du 9 février ne perdent de leur crédibilité.

N'oublions pas que c'est précisément parce qu'elle a été provoquée par des événements que l'union économique et monétaire européenne se proposait de rendre impossibles, que la crise monétaire a confirmé la valeur plus actuelle que jamais des objectifs que la Communauté s'est fixés en février.

Au sujet d'un autre fait qui a marqué l'année écoulée et les engagements pris récemment par les institutions communautaires d'accomplir des progrès sensibles, M. Cousté se félicite à juste titre de la réforme du Fonds social européen et de la création du Comité permanent de l'emploi. Mais il souligne en même temps, avec raison, ce qui reste à faire dans ce domaine.

La création d'une caisse communautaire a été dûment reconnue comme une des responsabilités de la Communauté ; mais les crédits, de même que les moyens d'action du Fonds social, bien qu'ils permettent certains espoirs et aient été améliorés, — surtout après les progrès accomplis au cours de la dernière session du Conseil consacrée aux affaires sociales —, sont encore loin de répondre aux besoins.

Le processus d'intégration européenne a nécessairement une incidence sur les structures sociales actuelles et ne pas en tenir compte serait perdre le contrôle du processus engagé avec la suppression des barrières douanières. Il est donc important de renforcer toujours davantage dans ce secteur les instruments qui sont à notre disposition, et nous pour-

rons le faire en partant d'une analyse objective de la situation, analyse qui nous oblige précisément à reconnaître la grande faiblesse de certains moyens.

Votre rapport déplore avec raison les retards avec lesquels on réalise le Marché commun. Même si des progrès ont été accomplis récemment — surtout si l'on tient compte de l'adoption probable, dans un proche avenir, d'une directive en matière d'adjudications publiques et de la transmission au Conseil de la proposition de directive sur les fournitures publiques — il faut reconnaître que ces progrès sont trop lents. Éliminer les discordances qui existent entre les législations nationales ayant une incidence sur les échanges signifie appliquer la lettre du traité de Rome et œuvrer à l'« optimisation » du Marché commun. Les difficultés que la Commission rencontre dans ce domaine pourront être surmontées pourvu que se manifeste une volonté politique commune capable de surmonter les oppositions naturelles qui surgissent dans certains secteurs.

Je dois reconnaître en toute franchise que les procédures que nous avons suivies jusqu'ici dans nos rapports entre institutions communautaires pour résoudre ce problème sont manifestement inadéquates ; elles nécessitent des délais exagérément longs, qui compromettent toute l'opération. Et, je le répète, il s'agit seulement, en l'occurrence, d'assurer le bon fonctionnement du Marché commun. La Commission, en accord avec le Parlement, réfléchira aux moyens d'adapter aux besoins les procédures qui, à l'heure actuelle, n'ont pas toute l'efficacité requise ; en même temps, nous déploierons tous nos efforts pour que des progrès soient effectués dans ce domaine si important pour le bon fonctionnement du Marché commun.

La Commission que j'ai l'honneur de présider s'est résolument engagée dans les trois secteurs sur lesquels M. Cousté a attiré l'attention dans son rapport écrit, disant avec raison qu'ils ont accusé un retard considérable au cours de l'année écoulée.

En matière de transports, nous entendons mettre en œuvre une politique globale et cohérente. Mais, comme M. Coppé l'a exposé en détail au Parlement, nos efforts se heurtent au manque de volonté politique des États membres. C'est donc choisir une voie réaliste que de s'employer tout d'abord à ce que soient adoptées les propositions déjà présentées au Conseil. C'est là une condition préalable pour que les Six, renonçant à voir dans la politique des transports un simple compromis entre des intérêts divers, puissent concevoir un dessein plus conforme à l'esprit des traités et le concrétiser ensuite dans un programme d'action bien défini dont la Commission a d'ailleurs déjà tracé les grandes lignes devant ce Parlement. Nous pensons que le débat qui aura lieu demain sur les deux questions orales relatives à ces problèmes fera apparaître un début d'action politique dans ce secteur si important et si en retard à la fois.



**Malfatti**

La politique de l'énergie a été l'objet hier dans cet hémicycle d'un débat approfondi sur la base du rapport de la Commission sur la situation et les perspectives énergétiques de la Communauté. Je me bornerai donc à souhaiter que lors du prochain Conseil les propositions de la Commission trouvent finalement auprès des Six une volonté politique décisive.

Il est d'ailleurs évident qu'en matière d'énergie une politique efficace, qui pourrait libérer la Communauté de conditions incontrôlables imposées de l'extérieur, est indissociable de la réalisation d'une politique communautaire dans certains secteurs connexes tels que le secteur industriel, le secteur commercial, l'aide au développement, la recherche technologique et scientifique.

Voilà, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, un exemple typique et convaincant de la nécessité de procéder à une approche globale ; nous devons mettre en œuvre les diverses politiques communes simultanément, sans perdre de vue la complexité des liens qui existent entre elles. La politique du « cas par cas » peut paraître très concrète, mais en fait, elle est très abstraite parce qu'elle brise la logique d'un plan d'ensemble ; c'est précisément cette politique du « cas par cas » qui explique tant de retards, de lacunes et d'insuffisances.

Pour ce qui est de la politique régionale, je suis d'accord avec M. Cousté qui a insisté sur l'importance de la stabilité et du développement en tant qu'objectifs de notre Communauté.

Depuis le premier discours que j'ai eu l'honneur de prononcer devant ce Parlement jusqu'aux discussions que nous avons eues à ce sujet au Conseil et jusqu'à la communication que j'ai faite en présentant le programme de la Commission pour 1971, j'ai toujours affirmé que l'avenir de la Communauté doit désormais être conçu dans le cadre d'un plan cohérent de stabilité et de développement.

C'est précisément parce que la politique régionale est une partie essentielle et non secondaire de ce plan, que la Commission a présenté une série de propositions précises tendant à faire de la présence communautaire, moyennant la création d'instruments adéquats, un élément de rééquilibre dans le développement tumultueux de nos sociétés. Si à l'heure actuelle ces propositions n'ont pas encore fait l'objet d'une décision de la Commission, ce n'est certainement pas en raison de résistances et de difficultés imputables au manque de clarté des desseins politiques de la Commission. Celle-ci, de son côté, ne s'est pas bornée à indiquer les instruments, mais elle a présenté il y a un peu plus d'un mois, de premières propositions concrètes pour une action de politique régionale, propositions sur lesquelles le Parlement européen devra se prononcer prochainement.

La nature de ces résistances et de ces difficultés m'in-

cite à faire une observation sur le fond. Il est certain que ces résistances et ces difficultés proviennent de ce qu'il faut, pour continuer l'œuvre communautaire, procéder à certains choix fondamentaux que l'on ne peut plus différer. Pour avancer dans la construction de l'édifice européen, nous devons savoir clairement quel édifice nous voulons, en d'autres termes, vers quelle Europe nous nous orientons.

Dans le passé, nous avons renforcé des liens de solidarité entre différents secteurs sociaux ; aujourd'hui il nous appartient d'organiser ces liens, c'est-à-dire de donner à la réalité européenne une orientation et une finalité toujours plus précises et plus nettes. Mettre en œuvre une politique régionale ou s'en abstenir, la mettre en œuvre d'une manière plutôt que d'une autre, cela correspond à autant de visions du développement de la société européenne.

Nous devons choisir le type de développement que nous entendons donner à notre société. C'est pourquoi continuer la « non-politique » régionale actuelle, dans laquelle on ne reconnaît aucune force politique ou sociale, est au contraire un choix en faveur de l'inertie, une fuite devant nos responsabilités.

Si nous déplorons tous, dans un secteur, un retard considérable dans l'activité communautaire, dans la voie d'une politique commune fondamentale, nous devons au contraire nous féliciter de ce que, grâce à l'initiative de la Commission ainsi qu'à une lutte et à une pression constantes du Parlement européen, un choix ait finalement été fait en matière de politique agricole commune. Après des années d'attente, le Conseil a entrepris de mettre en œuvre une politique de réforme des structures agricoles, ce qui aura une incidence considérable sur la définition et la mise à jour de la politique agricole commune.

Un chapitre du rapport soumis à l'Assemblée est intitulé : « La Communauté au service de l'homme. » Ce chapitre déplore, à juste titre, que la Communauté n'ait que peu progressé dans ce domaine. Je suis profondément convaincu que nous devons de plus en plus passer des considérations générales à des considérations de caractère pratique. Nous ne devons pas craindre d'affronter ces problèmes, ni d'être limités dans notre action par suite du manque d'indications précises dans le traité de Rome. Je me contenterai d'énoncer un seul de ces problèmes, celui de la protection et de la conservation de l'environnement. De toute évidence, il est urgent que la Communauté intervienne en tant que telle, avec des instruments adéquats et des politiques communes appropriées, pour faire face à un problème qui devient de plus en plus dramatique et dont l'ampleur ne permet pas de trouver une solution au seul niveau national. Et ceci d'autant plus que l'application de telles solutions pourrait aussi être la cause d'un mauvais fonctionnement du Marché commun, de distorsions de concurrence, ou donner naissance par la suite à des entraves techniques aux échanges.

**Malfatti**

Reprenant ce que je disais au début de l'exposé que j'ai fait ce matin, au cours du débat sur l'élargissement de la Communauté, je dois souligner que notre Communauté, qui est sur le point de devenir une Communauté à Dix, doit veiller tout autant à assurer plus nettement sa présence dans le monde. M. Cousté a raison de déplorer la timidité de la présence de la Communauté sur le plan international, d'autant plus que nous vivons dans une conjoncture en pleine évolution. Certes, des progrès marquants ont été accomplis dans ce domaine aussi. Les conventions de Yaoundé et d'Arusha, la récente entrée en vigueur des préférences généralisées en faveur des produits finis et semi-finis en provenance des pays en voie de développement, la réponse à la déclaration de Buenos Aires, sont autant de preuves d'une présence plus personnalisée de la Communauté sur le plan international.

Mais de toute évidence, il ne suffit pas de prendre des initiatives en ordre dispersé, il ne suffit pas d'accomplir de timides progrès qui ne sont pas à la mesure de l'ampleur des besoins, qui ne sont pas proportionnés à nos intérêts ni à nos dimensions mondiales.

Tel est précisément le cas de la politique méditerranéenne, au sujet de laquelle je partage le point de vue de votre rapporteur sur la nécessité d'un engagement inspiré par une conception et une stratégie globales.

Nous avons conclu une série d'accords commerciaux, et cependant, périodiquement, de hautes personnalités des pays situés en bordure de la Méditerranée invitent l'Europe à affirmer une présence qui contribue à la stabilisation et au développement économique et social.

Voilà une responsabilité politique à assumer avec des moyens appropriés, conformément à l'intérêt fondamental de l'Europe, afin d'instaurer dans le monde un climat de détente et de progrès.

Le moment est également venu, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, de donner à notre action en faveur des pays en voie de développement plus d'ampleur et de profondeur.

Les responsabilités particulières résultant de liens géographiques, historiques et culturels avec les pays africains associés, peuvent se combiner avec des initiatives énergiques en faveur de l'hémisphère sud qui connaît une situation parfois dramatique, et c'est dans cette perspective que la Commission adoptera le mémorandum sur l'aide au développement, dont la publication a déjà été annoncée.

C'est là une condition indispensable pour que, concentrant les efforts actuellement déployés isolément par les Six, la Communauté puisse apporter une contribution à la mesure des besoins énormes qui existent.

Je suis d'accord sur le fait qu'il n'y a pas lieu de discuter ici des perspectives du renforcement institutionnel de la Communauté. Il n'en reste pas moins que l'originalité de l'édifice communautaire, la qualité du dialogue entre la Commission, le Conseil et le Parlement, le plein exercice par la Commission de sa fonction de gardienne du traité, sont des éléments qui doivent être préservés et mis en valeur. Il n'en reste pas moins, comme l'a affirmé récemment le président du Parlement européen, qu'une Communauté de la stabilité et du développement ne doit pas devenir le champ clos de la technocratie.

Au centre de nos perspectives d'avenir, nous trouvons ainsi le rôle essentiel du Parlement européen. Seul un Parlement européen renforcé pourra être la source de cette plus grande conscience et de cette plus grande volonté politique que le rapporteur réclame et pour laquelle la Commission lutte dans la mesure où elle est habilitée à le faire et avec tous les moyens dont elle dispose.

Le Parlement européen a déjà fait disparaître ses cloisons nationales dans l'intérêt de ses travaux en matière politique et idéologique. Ces affinités, qu'il convient d'approfondir et de coordonner toujours davantage, constituent la structure portante à partir de laquelle pourra se développer tout ce que l'édifice européen contient virtuellement. Le renforcement des pouvoirs du Parlement européen doit donc, pour nous tous, être une tâche prioritaire. La Commission est d'ailleurs résolue à progresser sur cette voie, suivant les engagements déjà connus ; c'est la raison pour laquelle elle considère la décision du 21 avril 1970 relative aux pouvoirs budgétaires du Parlement comme un simple point de départ. En conséquence, la Commission a déjà entrepris les travaux nécessaires pour donner suite à l'engagement, déjà pris devant cette Assemblée, de présenter des projets en vue d'un nouveau renforcement des pouvoirs du Parlement européen en matière budgétaire.

J'ai déjà eu l'occasion de dire que la Commission, conformément aux usages du passé, a l'intention de faire du dialogue avec le Parlement une constante de son action. J'ajouterai que la préoccupation constante de la Commission exécutive est de trouver, jour après jour, des instruments permettant d'intensifier ce dialogue et de le rendre plus efficace. Elle est consciente de l'enrichissement que représente, pour chacune de ses initiatives, la consultation du Parlement européen. Aussi est-elle toujours disposée à répondre devant le Parlement de toutes les orientations générales de la politique qu'elle poursuit, même lorsque celles-ci n'ont pas fait l'objet de propositions ou, éventuellement, d'un mémorandum.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, nous sommes persuadés que ce dialogue toujours plus suivi entre la Commission et le Parlement permettra d'éviter les retards, les absences, les lacunes et les résistances, et nous donnera ensuite l'élan politique nécessaire pour sortir des zones d'ombre de notre

**Malfatti**

Communauté, sur lesquelles, au moment où l'Europe passe par une phase heureuse, j'ai voulu — conscient de mes responsabilités et des réalités — attirer l'attention du Parlement européen.

En effet, ce n'est pas en nous abandonnant à de faciles manifestations de joie et de triomphe que nous servirons la cause du renforcement de notre Communauté. Au contraire, nous servirons cette cause en considérant certains problèmes de manière réaliste à un moment où les perspectives européennes sont favorables et que tout à l'heure, en dehors de toute rhétorique, je définissais comme une phase heureuse de la relance de la construction politique européenne.

Cela permettra d'instaurer, pour l'examen de ces questions, une coopération toujours plus étroite et un dialogue toujours plus suivi avec le Parlement européen, afin de vaincre les résistances que nous avons rencontrées jusqu'ici, et d'apporter des solutions positives aux problèmes qui restent à résoudre et qui, incontestablement, sont des points faibles de notre Communauté.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Je remercie Monsieur Malfatti. Avant d'aborder la discussion générale, je voudrais inviter instamment tous les orateurs qui vont suivre à respecter leur temps de parole.

La parole est à M. Jahn, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Jahn.** — (A) Monsieur le Président, mes chers collègues, si le Parlement se prononce aujourd'hui sur le quatrième Rapport général de la Commission des Communautés européennes sur l'activité des Communautés en 1970, ce n'est pas uniquement pour se livrer à une critique rétrospective de la politique suivie en 1970, mais aussi pour donner son avis sur la politique future des Communautés. Pour le groupe démocrate-chrétien, l'examen du Rapport général de la Communauté constitue une occasion d'exercer un contrôle parlementaire sur l'activité de la Commission et de revenir sur les résolutions relatives aux problèmes politiques les plus divers, qui ont été élaborées par les commissions parlementaires, adoptées par l'assemblée plénière et transmises à la Commission. Nous escomptons que la Commission présentera l'an prochain, sur cette base, des orientations à moyen et à long terme, de façon que nous ayons une idée générale de la voie dans laquelle on s'engage. Le Conseil pourrait sans doute, lui aussi, faire quelque chose. Nous souhaiterions qu'à l'avenir, comme M. Cousté, notre rapporteur général, l'a déjà demandé, le rapport soit présenté dès le début de l'année, et nous nous réjouissons des assurances que M. Malfatti nous a données aujourd'hui à ce sujet. Les 10 et 11 juin 1971, à Strasbourg, M. le ministre Schumann, dernier président du Conseil, a déclaré devant le Parlement qu'à la suite des progrès réalisés

à La Haye et à Luxembourg, il s'imposait de fixer un calendrier des étapes ultérieures de l'édification de la Communauté. Si le Conseil s'engage dans cette voie de l'achèvement de la Communauté politique, notre appui total lui sera assuré. Nous avons besoin de jalons, d'orientations et d'objectifs.

Nous remercions vivement M. Cousté, notre rapporteur, non seulement de son rapport général, mais aussi de l'esprit de méthode dont ce document témoigne. Les mois de travail que vous y avez consacrés et les discussions avec les commissions ont porté leurs fruits. Mes amis vous félicitent, Monsieur le Rapporteur général.

Dans l'exposé des motifs de la proposition de résolution, au début de son analyse de la politique de la Communauté en 1970, le rapporteur insiste sur le rôle du Parlement européen. Il souligne très justement que celui-ci se veut autre chose qu'une simple assemblée consultative et il situe le Parlement pratiquement au niveau de la Commission et du Conseil. Nous sommes tous convaincus que l'égalité des droits qu'il s'agit d'assurer débouchera finalement sur une souveraineté complète en matière législative. Dès aujourd'hui il suffit de suivre attentivement la politique des Communautés pour se rendre compte que les résolutions du Parlement et le contrôle indirect qu'il exerce ont une influence déterminante sur les initiatives de la Commission et du Conseil.

Nous tenons beaucoup, et nous y insistons, non seulement à ce que les attributions qui ont été reconnues jusqu'ici au Parlement soient exercées pleinement, mais aussi à ce qu'elles soient étendues. Il en va ainsi pour les droits budgétaires du Parlement, qui ne doivent pas être limités au budget du Parlement lui-même, mais qui doivent être étendus à brève échéance au budget de l'ensemble de la Communauté. Nous nous félicitons tout particulièrement des déclarations que M. Malfatti vient de faire au sujet de la transmission au Parlement des propositions élaborées par la Commission et au sujet de l'élargissement des pouvoirs du Parlement.

Mon groupe réclame l'élargissement progressif de ces pouvoirs au cours des prochaines années, de façon qu'un statut classique soit finalement assuré au Parlement. Mon groupe entend que le Parlement soit doté d'un droit d'investiture de la Commission, qu'il exercera sur la base d'un programme présenté par la Commission au début de son mandat.

Une fois de plus, nous demandons au Conseil de faire en sorte que les membres du Parlement européen puissent être élus au suffrage universel direct, dans des conditions de temps, de lieu et d'organisation équivalentes dans tous les États membres. Aux yeux des démocrates-chrétiens, l'élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct constitue une nécessité inhérente au progrès, dans le sens démocratique, des institutions communautaires, et un puissant moyen d'intéresser l'opinion publi-

## Jahn

que à l'édification de l'Europe. Il conviendrait que ces élections ne coïncident pas avec les élections parlementaires ou communales nationales.

Mon groupe insiste vivement auprès du Conseil pour que celui-ci statue sur les multiples propositions de dispositions et règlements communautaires concernant les divers secteurs politiques, qui sont en instance souvent depuis des années. Nous entendons que le Parlement soit pleinement informé non seulement des activités du Conseil en général, mais aussi de ses carences, c'est-à-dire des décisions que le Conseil a omis de prendre, en dépit des résolutions de l'assemblée plénière.

Le moment est venu de dire un mot de la position de la Commission, d'autant plus qu'au cours de ces dernières semaines, des membres du gouvernement de certains pays membres ont fait, au sujet des tâches futures des institutions communautaires, des déclarations auxquelles nous ne saurions nous rallier. Nous tenons à rappeler expressément qu'aux termes du traité de Rome la Commission est une institution communautaire indépendante du Conseil, dont le sort, comme la Commission elle-même le confirme, est tributaire de la confiance du Parlement européen. Je tiens à souligner, à ce propos, qu'en examinant, comme nous le faisons aujourd'hui, le Rapport général des Communautés, nous procédons à un contrôle parlementaire des activités de la Commission, et que nous exprimons, à cette occasion, notre volonté concernant la politique communautaire et son orientation. Les différentes commissions de cette Assemblée, notamment la commission politique, se sont efforcées de situer le Rapport général, sous le signe d'une conception d'ensemble de la politique du Parlement. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions susciter, en nous inspirant du grand objectif qu'est l'union politique de l'Europe, le dynamisme politique dont nous avons besoin. Aussi est-ce avec satisfaction que nous prenons note de la déclaration de la Commission selon laquelle, suivant en cela une vieille tradition, elle entend faire de son dialogue avec le Parlement le fondement de son action et l'expression d'un comportement démocratique qui ne saurait être remis en question. Toutefois, afin qu'il n'y ait aucun doute à ce sujet, je tiens à dire que mes amis politiques réclament le développement et l'élargissement des attributions de la Commission, en souhaitant notamment que l'on ait égard au paragraphe 63. Les représentants permanents, les ministres européens ne sauraient tenir lieu de gouvernement d'une future union politique.

Tous les États membres doivent être prêts à réduire systématiquement le domaine des souverainetés nationales. Ce n'est qu'ainsi que nous parviendrons à une union véritable. Certes, nous ne sommes pas des rêveurs : nous savons très bien, l'histoire de la formation des États et des États fédéraux nous l'enseigne, que la confédération peut constituer une formule de transition. Mais ce qui importe, c'est que dès le dé-

but, l'instauration d'un État fédéral soit reconnue comme l'objectif de l'action politique, faute de quoi nous ne réaliserons jamais une Communauté européenne telle que l'auraient voulue ceux qui en avaient conçu l'idée au lendemain de la guerre et telle que la souhaite la jeunesse des peuples d'Europe.

Permettez-moi d'ajouter quelques remarques sur les questions relatives à l'élargissement de la Communauté ainsi qu'aux relations extérieures. Qu'il me soit permis de résumer brièvement à cette occasion, en tant que rapporteur de la commission politique, les points essentiels de nos discussions. Nous nous félicitons des progrès notables qui ont caractérisé les négociations menées avec la Grande-Bretagne, le Danemark, l'Irlande et la Norvège et nous sommes convaincus qu'après ce qui s'est passé ces dernières semaines, le moment de l'adhésion de ces pays est maintenant en vue, d'autant plus que, comme nous l'a dit notre ami Triboulet, les motifs de méfiance entre Normands et Anglo-Saxons sont désormais éliminés. Permettez-moi d'élargir quelque peu ce propos : la tradition anglo-saxonne — je le souligne : anglo-saxonne — étant, elle aussi, fortement enracinée sur le continent, les perspectives d'adhésion et de coopération apparaissent comme particulièrement favorables. L'Europe des Dix qui sera représentée à Strasbourg constituera un facteur économique et politique qui imposera précisément des choix politiques pour ce qui est des grandes questions d'actualité. C'est un fait, les directives précises qui avaient été données à la Commission, comme nous l'avions souhaité, en vue des négociations avec la Grande-Bretagne, le Danemark, l'Irlande et la Norvège ont été pour beaucoup dans les succès qui ont été enregistrés jusqu'à présent. Aussi considérons-nous comme un facteur favorable le fait qu'une période transitoire identique ait été fixée pour les quatre pays et persistons-nous à penser que les problèmes financiers devront être résolus à un niveau comparable.

La Commission a estimé, à la suite de l'examen de la situation actuelle de la Communauté, que la décision relative à l'union économique et monétaire constitue une initiative importante dans le sens de la réalisation de l'union politique, tout en regrettant que l'on n'ait envisagé que la première étape du plan Werner. Nous redoutons qu'à la suite des décisions du Conseil du 9 mai concernant la libération partielle des cours de change admise notamment pour un des États membres, les délais prévus pour la première étape de l'union économique et monétaire ne puissent être respectés. Le président de notre Assemblée et aussi notre rapporteur général ont dit que la situation résultant des difficultés monétaires a suscité une grave crise communautaire. Chacun de nous devra faire en sorte, au sein de son parlement national et à la faveur d'entretiens avec son gouvernement national, que cette crise se traduise, en fin de compte, par un renforcement de la coopération politique entre les pays membres.

**Jahn**

Le souci de l'accroissement du prestige de la Communauté nous impose de nous préoccuper de ses futurs engagements politiques. Il est certain, mes chers collègues, que les négociations relatives à l'élargissement de la Communauté ainsi que la conclusion de nouveaux accords d'association et accords préférentiels ont eu pour effet d'accroître le prestige politique et économique mondial de la Communauté. La politique communautaire doit tenir compte de ce fait. La Communauté joue, sur le plan des échanges mondiaux, un rôle trop considérable pour qu'elle puisse se dispenser de définir l'orientation de ses choix politiques. Nous voyons dans le rapport Davignon un premier pas dans le sens de la coopération entre le Conseil et le Parlement en matière de politique extérieure. Nous estimons qu'il est nécessaire pour la sécurité politique et économique de la Communauté et pour son développement dans le progrès que les États membres parviennent, par des échanges d'informations et des consultations suivies, à une politique étrangère et à une politique de défense communes, et que la Commission et le Parlement européen contribuent à la définition de cette politique étrangère.

Nous devons toutefois nous préoccuper particulièrement des États qui, comme certains pays membres de l'AELE, ne peuvent ou ne veulent adhérer aux Communautés, car nous devrions nous efforcer dès à présent d'accueillir dans notre Communauté tous les pays d'Europe. C'est pourquoi nous estimons nécessaire de poursuivre les sondages auprès des pays membres de l'AELE, non candidats à l'adhésion, et les négociations avec ces pays, en nous félicitant des modifications qui ont été apportées aux dispositions transitoires en vue des négociations avec l'Autriche.

Un mot encore de la politique de développement — je résume autant que je peux, Monsieur le Président — : la politique de développement étant un problème qui se pose à l'échelle mondiale, nous souhaitons une coordination aussi poussée que possible de l'aide au développement et de la politique de développement bilatérales et communautaires, et comptons sur la présentation du mémorandum annoncé par la Commission.

Cette politique de développement trouve ses limites sectorielles et régionales dans la politique d'association et la politique préférentielle que le Parlement a déjà définies, tant dans le cadre européen qu'à l'égard du tiers monde.

On ne saurait passer sous silence, dans le cadre de la présente discussion, le fait que le Parlement dans son ensemble et plus particulièrement la commission politique s'inquiètent beaucoup des tendances protectionnistes dont témoignent la politique économique et la politique commerciale extérieure des États-Unis, tendances qui ont notamment trouvé leur expression en 1970, dans la « Mills-Bill ». Aussi est-ce avec satisfaction que mes amis ont pris acte de l'initiative de

la Commission tendant à mettre fin aux tensions actuelles à la faveur de contacts directs avec les États-Unis.

Le renforcement des liens avec les pays d'Amérique latine est généralement reconnu comme une nécessité. La « déclaration de Buenos-Aires » de la commission spéciale de coordination latino-américaine appelle impérieusement une intensification des relations entre la Communauté et des pays liés par la tradition et les liens culturels au continent européen.

Pour ce qui est des relations avec l'Asie, nous estimons qu'il faudrait s'efforcer de conclure avec le Japon un accord commercial qui constituerait un premier pas dans la voie de la libéralisation des échanges commerciaux avec cette grande puissance industrielle.

En ce qui concerne la politique commerciale à l'égard des pays de l'Est européen, nous estimons qu'il s'impose de pratiquer vis-à-vis de ces pays une politique commerciale commune, de façon à substituer des accords communautaires aux accords commerciaux bilatéraux conclus entre ces pays et les pays membres du Marché commun.

Monsieur le Président, je conclus. L'examen critique du quatrième Rapport général sur l'activité des Communautés révèle que les Communautés européennes ont acquis, dans le monde d'aujourd'hui, bien plus de poids que l'on ne pouvait s'y attendre il y a quelques années. A ce renforcement de notre puissance économique et politique correspondent, pour nous tous, de nouvelles responsabilités. Si, nous inspirant des idées de liberté et de démocratie qui nous sont communes, nous unissons nos efforts dans le cadre de la Communauté, nous atteindrons, comme notre jeunesse l'escompte, au but que nous poursuivons : l'union européenne.

Mon groupe votera la résolution.

(Applaudissements)

PRÉSIDENCE DE M. MERCHERS

(Vice-président)

**M. le Président.** — Je voudrais rendre l'Assemblée attentive à la situation suivante : il reste neuf orateurs inscrits et nous devons examiner une série impressionnante d'amendements. Vous comprendrez que le président soit obligé d'utiliser tout son pouvoir et de se servir de son marteau inexorablement dès que le temps de parole est dépassé, sinon nous n'en sortirions jamais. Je m'excuse donc d'avance si je suis obligé d'interrompre les orateurs, étant donné cette situation.

La parole est à M. Wolfram au nom du groupe socialiste.

M. Wolfram. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je voudrais d'abord, au nom du groupe socialiste, remercier vivement le rapporteur, M. Cousté, d'avoir rempli de manière exemplaire la mission dont l'avait chargé le Parlement le 10 mars dernier, à savoir, d'une part, simplifier la procédure d'examen du Rapport général présenté par la Commission et, d'autre part, lui conférer un plus grand sens politique.

M. Cousté, se fondant sur les rapports des commissions, nous a présenté, au nom de la commission politique, un rapport général de synthèse. Ce rapport illustre la prise de conscience croissante de cette Assemblée. Il souligne que le Parlement entend être un organe de contrôle de la Commission et qu'il a formulé un jugement critique sur les travaux effectués par la Commission au cours de l'exercice écoulé. D'autre part, il exprime également le désir du Parlement de dialoguer en tant qu'organe de la Communauté, avec les autres, le Conseil et la Commission, sur les problèmes décisifs de la politique communautaire. Peut-être — c'est du moins mon impression personnelle — l'honorable rapporteur surestime-t-il dans une certaine mesure le rôle que le Parlement a joué jusqu'à présent dans ce dialogue. En effet, cette Assemblée ne jouit pas encore du droit d'initiative ni du droit de décision, et nous en sommes encore à réclamer qu'elle devienne un véritable Parlement. Nous soulignons donc une fois de plus que la survie et le développement de la Communauté ne peuvent être assurés que si toutes les activités de l'exécutif sont soumises au contrôle démocratique d'un Parlement largement représentatif et élu, à bref délai, au suffrage universel direct.

Dans un débat comme celui-ci, on ne saurait ignorer le problème de l'évolution des institutions de la Communauté. Je voudrais rappeler les mots de M. le président Behrendt : le Conseil de ministres est l'organe le plus puissant et son ombre éclipse toutes les autres institutions. La Commission n'est pas encore telle qu'elle avait été conçue, et telle que nous l'aurions voulue : un véritable organe politique. La Commission aurait été bien inspirée de dire franchement, dans son quatrième Rapport général, que ses activités dépendent du Conseil et que, par exemple, quelque 260 de ses propositions attendent, et certaines depuis des années, que le Conseil veuille bien statuer à leur sujet.

C'est pourquoi je voudrais que l'on comprenne que bon nombre des critiques qui doivent être formulées, s'adressent en vérité moins à la Commission qu'au Conseil.

Mes chers collègues, l'opinion publique s'émeut actuellement de différents projets institutionnels. C'est très bien ainsi, mais ce qui importe en premier lieu, c'est de renforcer et de développer les droits du Parlement et de ne pas considérer la Commission comme un simple organe auxiliaire du Conseil.

La procédure suivie pour la première fois cette année-ci pour l'adoption du Rapport général de la Commission, et qui repose sur un accord entre les groupes, est meilleure que les méthodes appliquées antérieurement. Cela étant, on peut cependant toujours se poser la question de savoir quelle est la valeur politique d'un débat sur un rapport traitant d'événements survenus 6 à 18 mois auparavant. S'il est bon de jauger parfois le chemin parcouru, il est certes indispensable de toujours regarder vers l'avenir. La Commission et le Conseil doivent, davantage que par le passé, insérer leurs intentions et leurs programmes politiques, ainsi que leurs projets d'actions communautaires, dans une conception globale qui, dans cette enceinte, doit donner lieu à un plus grand nombre de débats. Des retards tels ceux dont M. Cousté fait état dans son rapport doivent être discutés et motivés et c'est ensemble qu'il faut y chercher un remède.

Par ailleurs, au nom de quelques collègues, je me permets une suggestion : pourquoi la Commission ne prendrait-elle pas position sur les propositions du Parlement avant que le Conseil ne se soit prononcé devant celui-ci ? Ce serait en effet le seul moyen pour nous de savoir de quoi exactement sont faites les propositions dont la Commission a saisi le Conseil après avoir pris l'avis du Parlement.

Une analyse critique des événements de 1970 permet de constater que la Communauté a fait des progrès appréciables sur la voie de l'unification. M. Cousté étudie ces progrès dans son rapport. Conséquences de la Conférence au sommet de La Haye, les décisions concernant la création de l'union économique et monétaire, les étapes accomplies dans le secteur social, les mesures fondamentales arrêtées dans le secteur agricole, les différents accords conclus sur le plan international témoignent de la marche en avant de la Communauté. Mais il y a aussi certains revers, et le rapporteur ne les passe pas sous silence. Les problèmes monétaires et les difficultés survenues au printemps dernier sont les exemples qu'il cite pour dénoncer les risques et les périls qui nous guettent sans cesse. M. Cousté demande à ce propos si la volonté politique est toujours vivante d'agir dans un esprit européen et de sauvegarder avant tout les intérêts de la Communauté. J'ajouterai, quant à moi, qu'on ne se pose pas toujours la question de savoir où se trouve en définitive l'intérêt de la Communauté.

Je déplore à ce sujet l'absence, dans ce rapport remarquable, de toute critique à l'adresse de la Commission, qui s'est tout d'abord abstenue d'élaborer des décisions communautaires pour résoudre les problèmes monétaires, puis s'y est prise trop tard et, à mon avis, de façon inadéquate. Cependant, l'essentiel, c'est que la Commission demeure vigilante. Elle doit surtout préciser la position qu'elle compte adopter à l'égard du problème de la réforme du système monétaire international. En dépit du scepticisme qui

**Wolfram**

se manifeste actuellement à Bonn, la Communauté doit s'efforcer de présenter un front uni lors de la conférence du Fonds monétaire international qui aura lieu en automne, à Washington.

Permettez-moi quelques remarques encore sur le rapport. Nous tenons à souligner la constatation du rapporteur selon laquelle la Conférence au sommet de La Haye a marqué la fin d'une période de stagnation. Nous critiquons le fait que 1970 n'ait pas été marqué par des progrès, surtout en matière de politique énergétique, de politique des transports, de politique régionale et de politique scientifique. Monsieur Malfatti, vous avez dit que la Commission s'efforcera de prendre, au cours des prochains mois, des mesures plus concrètes, précisément dans ces domaines. Nous prenons acte de votre déclaration.

Ces retards doivent être rattrapés.

Le groupe socialiste souligne d'autre part que bon nombre de questions très importantes pour l'organisation du marché intérieur sont restées sans réponse. Les nombreux obstacles à la réalisation de la libre circulation des marchandises doivent disparaître. Une harmonisation des législations fiscales s'impose qui doit tenir compte, selon notre groupe, des intérêts légitimes des travailleurs. Nous invitons la Commission à élaborer en faveur des consommateurs une politique plus moderne. Dans la structure actuelle du marché, le consommateur est le partenaire le plus faible. Il a besoin d'une protection accrue, et nous déplorons que notre collègue, M. Armengaud propose précisément la suppression, dans la résolution, du point qui a trait à ce problème.

Certes, le plus grand succès de l'année 1970 fut la décision concernant la création de l'union économique et monétaire, mais nous déplorons que, sur la base du rapport Werner, le Conseil ne soit pas parvenu à une décision plus convaincante.

De l'avis de notre groupe, la politique économique et monétaire commune comporte des tâches particulières qu'il faut prendre en considération ; il s'agit de garantir le plein emploi, d'assurer la stabilité, à laquelle nous attachons une importance capitale, ainsi que la croissance, et d'exercer un contrôle efficace sur les concentrations de puissance économique grâce à une politique active en matière de concurrence et à une démocratisation de l'exercice de cette puissance économique au niveau de l'entreprise par la participation et la cogestion.

Dans le secteur social, d'heureux progrès ont été enregistrés en 1970. Cependant une conception globale fait défaut jusqu'à présent, qui fixerait comme objectif suprême à notre politique commune la mise en œuvre d'un meilleur ordre social. Pour nous, socialistes, cet objectif passe avant tous les autres objectifs communautaires. C'est à l'œuvre accomplie dans ce domaine que nous mesurerons la Communauté.

Je ne puis me rallier aux conclusions avancées par le rapporteur général à la page 16, sous le point 36, en ce qui concerne la situation des syndicats dans la Communauté et les conséquences du libre exercice des fonctions sociales. J'estime que les problèmes syndicaux internes que connaissent les États membres de la Communauté ne sauraient être un élément d'appréciation dans le présent rapport. Sinon, il faudrait également aborder les problèmes des partis, des associations patronales et d'autres institutions des États membres.

Mesdames, Messieurs, permettez-moi de dire un mot à propos des relations extérieures et surtout à propos des réactions américaines à la consolidation et à l'élargissement de la Communauté européenne. La Communauté, nous la concevons libérale, ouverte au monde. Nous nous soumettons à la concurrence internationale et nous tenons à entretenir des relations correctes avec les autres puissances économiques. Les controverses doivent faire l'objet de consultations entre les intéressés, consultations dans lesquelles les Parlements, y compris le Parlement européen, ont un rôle non négligeable à jouer.

Je n'ai pas besoin de m'étendre encore sur la signification de l'élargissement de la Communauté et les résultats des négociations de Luxembourg. A ce sujet, je renvoie aux déclarations faites par mon ami Kriedemann au cours du premier débat d'aujourd'hui. Nous, socialistes, nous invitons nos amis politiques et les syndicats des pays dont les gouvernements sont engagés dans des négociations sur l'adhésion, à user de toute leur influence et, malgré les sentiments de réserve, d'ailleurs compréhensibles, qu'ils pourraient éprouver à cet égard, à coopérer à la création de l'Europe des Dix. En effet, l'influence qu'exerceront les forces socialistes de Grande-Bretagne et de Scandinavie sur cette Communauté des Dix seront bientôt parmi les facteurs qui détermineront le visage de cette Europe nouvelle.

Je voudrais, en conclusion, affirmer une fois de plus notre conviction que le processus d'intégration déclenché par l'institution de la CEEA, de la CEE et de l'Euratom doit aboutir, par-delà l'union économique et monétaire, à la création des États unis d'Europe se présentant sous la forme d'un État fédéral. L'année 1970 a vu l'Europe franchir des étapes décisives. Cependant, de nombreuses espérances ne se sont pas réalisées.

Le groupe socialiste invite la Commission à se pencher sur l'analyse critique à laquelle le rapport de M. Cousté ainsi que notre groupe ont soumis son action et à se conformer aux diverses suggestions qui ont été faites. La procédure qui consiste à rédiger un rapport sur les activités des Communautés et à instituer un dialogue permanent entre le Parlement, la Commission et le Conseil sur ce rapport devrait être améliorée ; elle devrait avoir un caractère d'actualité plus marquée et être davantage axée sur l'avenir. Nous

**Wolfram**

qui avons l'honneur d'œuvrer dans les institutions des Communautés européennes, nous ne devons jamais oublier nos devoirs à l'égard des hommes et des peuples qui composent la Communauté, ni à l'égard de ceux qui habitent les autres parties du monde.

Nous lançons un appel à toutes les citoyennes, à tous les citoyens européens conscients de leurs responsabilités politiques pour qu'ils participent davantage et activement au processus d'unification. C'est leur volonté politique, c'est la pression qu'ils exerceront sur les parlements et les gouvernements nationaux qui déterminera en définitive le rythme auquel l'intégration européenne progressera en 1971 et au cours des années suivantes. C'est particulièrement à la jeunesse qu'il appartiendra d'apporter une contribution constructive à l'œuvre entreprise.

C'est en remerciant encore, au nom du groupe socialiste, M. Cousté, rapporteur général, que je conclus ici en déclarant que notre groupe votera la proposition de résolution.

Je vous remercie de votre attention.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Armengaud, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

**M. Armengaud.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, l'intervention que je fais au nom du groupe des libéraux et apparentés porte essentiellement sur la rédaction de la résolution, ce qui explique les amendements qui ont été déposés.

Je tiens, tout d'abord, à féliciter M. Cousté d'avoir su faire une synthèse, difficile, des différentes demandes formulées par les diverses commissions du Parlement et d'avoir pu nous présenter une vue d'ensemble de ces préoccupations.

Ma première observation porte sur le problème de l'énergie, au sujet duquel la résolution fait allusion aux retards apportés à une solution satisfaisante. A mon avis, la situation est beaucoup plus sérieuse et le mot « retards » n'en reflète pas suffisamment la gravité. En effet, en la matière, ce sont plutôt des divergences d'opinions profondes sur les conditions de commercialisation du charbon, remontant à 1953 — certains membres de la Communauté européenne refusant la préférence communautaire — qui sont à la base de la situation présente.

Nous pourrions presque en dire autant des méthodes de coopération en matière atomique. Ce sont nos approches différentes de ces problèmes qui, depuis 1958, ont créé la situation regrettable que nous connaissons actuellement et, généralement parlant, la situation actuelle du charbon et de l'atome. Ces approches différentes des problèmes ont fini par coûter fort cher aux budgets nationaux de nos différents pays.

Le mot « retards » cache donc une divergence profonde d'opinions que nous n'avons pas intérêt à camoufler, sous peine de n'y pouvoir jamais mettre un terme.

Il n'y a pas de solution dans ce domaine, je le répète, sans coordination des tâches, sans une concertation à laquelle on s'est toujours opposé.

Ma seconde remarque est relative à l'harmonisation fiscale. Il faut rappeler, et ne pas oublier, que les différences de structures économique-sociales de nos pays jouent un rôle déterminant dans la répartition entre la fiscalité directe et la fiscalité indirecte. Ce sont ces différences de structures qui en sont responsables.

Je citerai deux exemples : d'une part, l'Allemagne qui est un pays très industrialisé ; d'autre part, la France et l'Italie qui sont par rapport à elle en voie d'industrialisation. Il va de soi que dans un pays aussi industrialisé que l'Allemagne, où la part de l'industrie est considérable dans le revenu national, il est plus facile de demander davantage à l'impôt direct que dans les pays où la masse paysanne, même si elle se réduit d'année en année, n'est pas négligeable. C'est le cas de la France et de l'Italie. En conséquence, lorsqu'on parle d'harmonisation rapide de la fiscalité, je pense qu'il faut considérer le terme « rapide » comme une vue à très long terme, car ce n'est pas du jour au lendemain que nous pourrions modifier ces structures.

Au paragraphe 11, relatif à la défense du consommateur, je pense que la rédaction de la résolution entretient une illusion qui va à l'encontre des intérêts du consommateur. Le vrai problème consiste, en ce qui le concerne, à lui faire payer au juste prix les biens ou services qui lui sont nécessaires, mais aussi à freiner les excès de dépenses qu'entraîne la société de consommation qui, d'abord, ne satisfait nullement la jeunesse, témoin les mouvements que nous connaissons, les uns et les autres, et qui a un effet inflationniste, à cause de l'excès de demande qu'elle crée sur le marché. Par conséquent, je pense bien davantage que, pour défendre le consommateur, il faut aller vers une politique des revenus en faveur des moins favorisés et freiner les excès de la Société de consommation. J'estime donc que le libellé proposé sur ce point par le rapporteur est sympathique, mais n'apporte pas de solution. J'ajouterai que ce n'est pas seulement l'information du consommateur qui est importante, mais qu'il s'agit surtout de choix politiques, de choix dans les investissements, coordonnés, nécessaires à la satisfaction des besoins essentiels du consommateur. Chacun sait que, sur un problème aussi délicat, il y a encore de profondes divergences entre les différents pays de la Communauté.

Quant à l'expression « tester les marchandises », je me demande ce qu'elle signifie. Il y a, en effet, dans les différents pays de l'Europe des Six, des systèmes



**Armengaud**

comparables à celui qui existe en France pour la répression des fraudes, lequel permet parfaitement de déterminer si une marchandise est commercialisable ou non, et peut ou non tromper le consommateur.

J'en viens maintenant à la politique monétaire.

Sur ce point, je voudrais rappeler qu'on peut éprouver de l'inquiétude lorsque l'on parle de maintenir les changes flottants à l'intérieur de la Communauté. En effet, l'élargissement des marges de fluctuation accélérera fatalement les mouvements de capitaux flottants et entretiendra la spéculation.

Cela dit, il est évident qu'il faut aller vers une monnaie européenne ou, à défaut, vers la création d'un bloc monétaire homogène, au sein duquel les taux de change seraient fixes et qui pourrait permettre la constitution d'une monnaie de réserve européenne indépendante du dollar.

Mais il faut, pour cela, que certaines conditions soient remplies, à savoir surtout qu'aient disparu les raisons qui font qu'à l'intérieur de la Communauté économique européenne certaines monnaies sont solides, tandis que d'autres sont plus faibles et plus fragiles. Je voudrais, à ce sujet, prendre un exemple. Comment peut-on espérer que le Deutschmark et le franc français soient librement convertibles entre eux, si la balance commerciale de l'Allemagne est sans cesse et considérablement excédentaire et la nôtre, constamment incertaine, voire négative, sauf certains coups de chance : la vente de certains biens d'équipements à l'URSS, la vente de matériel militaire ou d'avions aux pays en voie de développement, dont parfois la politique est discutable, voir la vente à perte de certains surplus agricoles. Le regard attentif de la balance des échanges entre la France et l'Allemagne est significatif. Le journal « Le Monde » a encore fait à ce sujet, avant-hier soir, un rappel montrant que, dans le seul secteur des biens d'équipement, notre déficit vis-à-vis de l'Allemagne était de 3 635 millions en 1970. Il va de soi que, dans ces conditions, l'équilibre de notre balance commerciale à l'égard de l'Allemagne est très fragile.

Mais une telle situation, qui est permanente depuis vingt ans, a forcément un effet sur la monnaie. En fait, depuis vingt ans, le franc n'a cessé de se dégrader régulièrement, année après année, par rapport au Deutschmark.

Mais il faut redresser une telle situation ; c'est là le problème qui est posé à la Communauté. Cela suppose au préalable un effort, aussi bien de la part des Français que des Allemands. De la part des Français, cela suppose un effort technique et financier considérable pour reconquérir le marché national là où ses productions sont absentes. Du côté allemand, il faut un effort intellectuel important, de manière que l'Allemagne renonce au dangereux vertige de la puissance et coopère davantage, par des investissements en France et des associations d'intérêts avec des Français dynamiques — il y en a encore — au développement

de productions trop longtemps délaissées en France. Je ne voudrais pas les citer toutes, il y en a beaucoup. Dans le domaine de l'industrie mécanique, le catalogue est malheureusement immense ; dans celui de l'industrie chimique, il n'est pas négligeable. Enfin, il faut qu'un effort français allège considérablement les procédures d'autorisation des investissements étrangers, qui gênent largement les associations d'intérêts entre Français et étrangers. Il ne faudrait pas plusieurs années pour que le déséquilibre actuel disparaisse. Si l'on accomplissait de part et d'autre l'effort que je demande, on pourrait sérieusement parler de monnaie européenne ou de fixité interne des taux de change, et faire disparaître aussi entre nous le contrôle des changes. Mais, à défaut de tels efforts mutuels, la situation monétaire actuelle continuera à dominer nos relations internes, et le déséquilibre interne de la CEE ne pourra que s'accroître, au détriment de la coopération.

Sur la société européenne, je voudrais que l'on se montrât un peu plus prudent que ne l'est M. Cousté dans sa résolution. En effet, les objections montent de tous les côtés à l'égard de l'immense projet de la Commission. Celui-ci témoigne d'un effort intellectuel magnifique, que je ne conteste pas. Mais chacun sait qu'il y a des désaccords profonds entre les pays membres sur la cogestion, les intérêts de groupes, le caractère nominatif des actions. Au surplus, les structures internes, notamment celles des syndicats, ne facilitent pas l'assimilation, par les autres pays de l'Europe des Six, des dispositions des uns et des autres en matière de cogestion ou de participation. Il est donc bon d'avoir déposé un projet, mais ne comptons pas qu'il sera adopté rapidement.

En ce qui concerne les industries de base, il faut faire un effort dans la voie de la coordination des investissements, car elle seule peut assurer l'interpénétration des capitaux et la coopération chaque fois qu'il s'agit de mettre en jeu d'immenses capitaux et une main-d'œuvre importante. On ne peut pas comparer, en la matière, la sidérurgie ou la production d'électricité et le couturier ou le pâtissier. Autant on peut laisser libres totalement les seconds, autant pour les premiers il faut évidemment, à l'échelle de l'Europe des Six, une coordination, car la compétition réelle, en ce qui les concerne c'est entre l'Europe et les autres nations ou continents qu'elle a lieu, et non entre les Européens eux-mêmes.

Enfin, en matière de sécurité sociale, il faut que nous fassions attention les uns et les autres. Actuellement, à l'intérieur de l'Europe des Six, nous finançons la sécurité sociale par des cotisations imposées aux travailleurs et aux employeurs. La Grande-Bretagne, elle, la finance entièrement par la fiscalité, c'est-à-dire donc par un prélèvement sur les bénéfices des entreprises et sur les revenus. Comment voulez-vous que, dans le cas de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, la coordination puisse se faire entre les mécanismes de sécurité sociale ? Il faudra donc

**Armengaud**

bien que les uns ou les autres sacrifient leur système ou trouvent des combinaisons entre les deux. Sur ce point, il faudra beaucoup d'imagination à la Commission pour aboutir rapidement.

En ce qui concerne l'environnement, je rappellerai seulement, et M. Malfatti l'a dit tout à l'heure, qu'il n'y a pas de solution autre que communautaire. En effet, aucun pays de l'Europe des Six ne peut se lancer seul dans cette voie, car s'il assumait seul, chez lui, la charge de cette opération, ses industries ne seraient pas compétitives avec celles de ses partenaires. Je souhaite, par conséquent, que la Commission nous fasse des propositions sérieuses sur ce point, tellement, dans certaines industries, le coût de la dépense anti-pollution est lourd.

Je voudrais également exprimer un regret. Rien n'est dit, en ce qui concerne nos États associés, qui répondent exactement à leurs préoccupations, notamment quant à la stabilisation des cours et les débouchés de leurs matières premières dans l'Europe des Six. On s'est borné à nous renvoyer aux accords internationaux. Or, chacun sait que ces accords internationaux sont très difficiles à réaliser et que, dans le monde, nos principaux concurrents, notamment l'URSS et les États-Unis, n'en veulent pas. Par conséquent, il faut avoir l'honnêteté de faire directement, et sans attendre que les autres nous écoutent, un effort à l'égard de nos associés africains.

Je terminerai par une observation sur l'élargissement. Je redirai, après d'autres, que celui-ci doit se faire dans le respect intégral du traité de Rome, faute de quoi l'élargissement sera la transformation de la Communauté en une grande zone de libre-échange, ce qui est le contraire d'un marché commun.

Voilà les raisons pour lesquelles, Monsieur le Président, le groupe libéral m'a chargé de déposer les amendements qui sont dans votre dossier.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Triboulet, au nom du groupe de l'UDE.

**M. Triboulet.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, je m'excuse de prendre la parole pour la seconde fois dans cette matinée, mais le débat de ce matin étant inopiné, je ne pouvais prévoir, lorsque mon groupe me désigna pour intervenir sur le Rapport général, que j'aurais également à intervenir ce matin sur l'élargissement.

Le groupe de l'Union démocratique européenne approuve l'ensemble de cette résolution et partage le sentiment exprimé par le rapporteur général, M. Cousté, dans son excellente présentation orale, sur l'importance de cet acte annuel.

Il s'agit là d'une des prérogatives essentielles du Parlement européen prévues par le traité. Nous devons

entendre un rapport d'activité présenté par la Commission et, à cette occasion, instaurer un débat où puissent s'exercer une des fonctions essentielles du Parlement européen : contrôler l'activité de la Commission et porter un jugement politique sur l'activité de la Communauté dans son ensemble.

C'est d'ailleurs ce qu'a fait, dans un excellent travail, M. Cousté, rapporteur général, en réunissant les observations présentées par les diverses commissions, et je pense que, dans la discussion qui va se poursuivre, plusieurs orateurs exprimeront, à propos de tel ou tel point, les considérations des parlementaires sur l'activité de la Communauté.

Si l'on considère l'année 1970 nous devons manifester dans l'ensemble une très grande satisfaction, mais il faut aussi dire que l'accélération de la procédure demandée par le rapporteur serait souhaitable, car comment séparer les six premiers mois de 1971 de cet examen rétrospectif ! Jamais la Communauté économique européenne n'a donné plus le sentiment qu'elle avait atteint ses objectifs par l'achèvement, qu'elle entendait aller par un approfondissement au-delà des premiers objectifs qu'elle s'était fixés, enfin qu'elle souhaitait aboutir à l'élargissement ; nous pouvons d'ailleurs désormais espérer celui-ci avec beaucoup plus de certitude. Vraiment, l'aspect donné par la Communauté économique européenne, sur lequel nous regrettons beaucoup d'ailleurs que la presse européenne et la presse mondiale n'aient pas assez insisté, était extrêmement encourageant. Ainsi, nous ne pouvons aujourd'hui, sous cet aspect du contrôle et de l'examen du passé, que nous féliciter des progrès accomplis par notre Communauté. C'est ce qu'a fait notre rapporteur général dans son intervention en énumérant les points acquis et M. Malfatti a ajouté un certain nombre d'autres décisions. Vraiment, la moisson a été extrêmement riche au lendemain de l'accord des chefs d'États à la Conférence de La Haye, provoquée par une initiative de M. Georges Pompidou, président de la République française. Cette Conférence de La Haye avait montré la volonté politique des Six d'achever et d'approfondir. Voilà donc ce qui a été accompli en 1970 dans un très grand nombre de secteurs, et notamment dans le secteur décisif de l'Union économique et monétaire.

Dans le même temps un aspect qui n'a peut-être pas été souligné dans le rapport, mais qui me paraît essentiel, est le développement de l'esprit communautaire européen.

Le groupe de l'Union démocratique européenne a parfois eu, au cours de ces dernières années, le sentiment d'un certain isolement dans cette Assemblée. Or, pendant toute l'année 1970, cet isolement avait fait place, au contraire, à une collaboration très étroite avec tous les autres groupes. Cela, parce qu'il nous est apparu que les questions de doctrine, par exemple, sur ce que l'avenir pouvait réserver à une Europe unie, jouaient de moins en moins un rôle dans les

**Triboulet**

discussions. En fait, la tâche était tellement intense, nous étions en train de régler tellement de problèmes, que nous nous sommes retrouvés tous dans un travail constructif.

N'est-il pas vrai, également, que nous avons eu le sentiment que ce Parlement européen n'avait rien de commun avec les Parlements nationaux que nous connaissons et où se dégagent des majorités et des oppositions ? Rien n'est plus éloigné — et je le crains pour mes collègues britanniques, habitués à un Parlement rectangulaire, où, d'un côté, se trouve l'opposition, et, de l'autre, la majorité — d'une conception parlementaire européenne que cette distinction entre majorité et opposition. En fait, nous avons bien le sentiment que notre but est le même, que, si nous pouvons différer d'opinion sur telle méthode ou telle modalité, en fait, nous recherchons, et nous l'avons fait depuis un an et demi, l'unanimité sur la plupart des questions, de façon que, dans nos Parlements nationaux, nous puissions donner le sentiment qu'un esprit communautaire européen est en train de s'établir et que, quelles que soient nos nationalités ou nos partis, nous travaillons tous du même cœur à la construction de l'Europe. Cela a été, depuis quelques mois, un des sentiments les plus réconfortants au sein de cette Assemblée.

Puisque cette discussion du Rapport général est liée à certaines vues d'avenir, contenues notamment dans les propos de M. Malfatti et même dans ceux du rapporteur, comment ne pas dire un mot des inquiétudes et, en même temps des espoirs, qui sont les nôtres à l'heure actuelle ?

Le groupe de l'Union démocratique européenne est persuadé que la crise subie par la Communauté économique européenne, le 6 mai dernier, est une crise extrêmement grave, la plus grave qu'ait traversée notre Communauté depuis sa naissance.

En effet, nous avons connu un certain nombre de péripéties dans la construction européenne, mais elles venaient, la plupart du temps, de discussions au niveau des chefs d'État, de décisions politiques d'ordre général qui, si elles pouvaient ralentir ou accélérer nos travaux, ne tenaient pas aux institutions européennes elles-mêmes.

Or, la crise du 6 mai s'est produite dans une des trois institutions de l'Europe, à savoir le Conseil de ministres, et le Conseil de ministres le plus technique qui soit, celui des ministres des finances. C'est une crise d'une très grande gravité, et il ne faut pas nous le dissimuler.

Dans un exposé qu'il fit devant nous, M. Barre rappela quelles avaient été les propositions de la Commission aux six ministres des finances. Celles-ci étaient conformes non seulement à l'esprit communautaire, mais aussi aux engagements pris, quelques mois plus tôt, et par les chefs d'État, lorsqu'à La Haye, ils avaient commencé à tracer les lignes de

l'Union économique et monétaire, et par les ministres des finances eux-mêmes, lorsqu'ils avaient passé un accord beaucoup plus précis sur la nécessité de réduire l'écart entre les taux de change des cinq monnaies européennes.

Il faut le dire, le 6 mai a été un jour désastreux pour l'Europe, et nous le regrettons profondément. Nous souhaitons que chacun des six gouvernements le comprenne parfaitement et que des mesures soient prises rapidement pour revenir à des taux étroits et fixes entre les monnaies de l'Europe qui tend à s'unir. Sans cela, en effet, comment espérer une union durable ? Comment les divers éléments de politique commune que nous sommes en train de bâtir ou que nous avons déjà établis pourraient-ils soit se développer, soit même être maintenus ? C'est pourquoi nous souhaitons très vivement que nos gouvernements prennent conscience du danger que court actuellement la Communauté économique européenne.

Certes, après le 6 mai, il y eut le 23 juin — nous en avons parlé tout à l'heure — qui fit naître le très grand espoir de l'élargissement du Marché commun. Mais cela n'enlève rien, au contraire, aux dangers que fait courir à celui-ci la crise monétaire.

Je terminerai par une parole d'espoir. Le rayon de soleil de l'élargissement nous a atteints sous le ciel d'orage qui couvrait, à ce moment-là, notre Communauté. Souhaitons que ces orages s'éloignent de nous et que l'esprit communautaire qui, peu à peu, s'est créé chez nous et qui, nous en sommes persuadés, va s'étendre aux pays candidats à l'entrée dans le Marché commun, soit, en fin de compte, le plus fort.

*(Applaudissements)*

M. le Président. — La parole est à M. Amendola.

M. Amendola. — *(I)* Monsieur le Président, chers collègues, les députés communistes et les collègues qui leur sont associés voteront contre la proposition de résolution ; d'autre part, ils n'approuvent pas le quatrième Rapport général présenté par la Commission sur l'activité des Communautés.

Le rapport de M. Cousté m'a plutôt semblé axé sur les problèmes intérieurs de la Communauté et dépourvu, par conséquent, de l'ampleur politique voulue, à un moment où le problème essentiel pour l'avenir de la Communauté est celui de sa place et de son rôle en Europe et dans le monde.

Ce rapport est très particularisé. La résolution expose en non moins de 65 paragraphes ses observations, ses souhaits, ses préoccupations, ses espoirs, 65 paragraphes ; c'est sortir du concret pour tomber dans la fragmentation !

Je rappellerai seulement ce qui me paraît le plus grave : le passage relatif à l'application d'un système de sécurité sociale aux travailleurs migrants et à l'ex-

**Amendola**

tension du libre exercice, dans tous les États membres, des fonctions syndicales au profit des travailleurs venant d'autres pays. Le rapporteur n'est pas d'accord sur ce point et se préoccupe du fait que ce libre exercice des fonctions syndicales pourrait être à l'origine de plus amples troubles d'ordre syndical et politique. Cette position doit être catégoriquement rejetée, et je souhaite qu'elle le soit non seulement par les députés socialistes — qui ne peuvent certainement pas être d'accord sur ce point, puisqu'ils ont déjà soutenu en d'autres occasions le libre exercice des pouvoirs syndicaux —, mais également par d'autres députés chrétiens-sociaux. On se plaint souvent du fait que la Communauté apparaisse à la plupart des travailleurs comme un instrument aux mains des grandes concentrations financières et industrielles, mais lorsqu'on cherche à placer les organisations syndicales à la base de la construction communautaire, on veut faire de la discrimination en s'opposant à l'extension des droits syndicaux aux travailleurs migrants ; ce qui non seulement frappe cette catégorie de travailleurs en empêchant la protection de leurs droits, mais ne contribue pas non plus à faciliter le fonctionnement des organisations syndicales, puisque dans des pays comme l'Allemagne, la France, la Belgique, le Luxembourg, une grande partie de la main-d'œuvre est constituée par des travailleurs émigrés, et que, de ce fait, si l'on écarte cette catégorie de travailleurs, on frappe et on affaiblit l'ensemble du mouvement syndical dans l'action qu'il déploie dans les dures luttes auxquelles chaque jour on assiste dans cette société où les problèmes économiques et sociaux se manifestent avec une acuité particulière.

Ce n'est là qu'un exemple des contradictions contenues dans le rapport, mais je ne veux pas m'arrêter à chacun des 65 paragraphes ; le voudrais-je d'ailleurs que je ne le pourrais pas, en raison notamment du temps de parole que le président nous a demandé de respecter.

Le rapport aborde de nombreux points, mais néglige l'essentiel : il n'exprime pas un jugement global, général sur ce qu'a été la fonction de la Communauté en Europe et dans le monde. En Europe surtout, car il n'y a pas que la Communauté en Europe ; l'Europe, je le répète, n'est pas constituée uniquement par la Communauté — même si d'aucuns l'oublent parfois dans les exercices de rhétorique auxquels ils s'adonnent dans cet hémicycle. Et même si elle s'élargit jusqu'à devenir une Europe à Dix, elle restera toujours une partie de l'Europe, puisqu'il existe une autre partie de l'Europe avec laquelle la Communauté européenne doit établir des rapports.

Vient ensuite le problème de la place de la Communauté dans le monde ; j'ai lu tout le document avec attention, c'est-à-dire les 65 paragraphes de la résolution et l'ensemble de l'exposé des motifs, et je n'y ai trouvé les États-Unis cités qu'une seule fois, dans le cadre des relations commerciales, à côté du Japon et de l'AELE cependant que l'Union soviétique ou la

Chine ne sont pas citées du tout. Il n'est donc pas question du lien entre notre Communauté et les puissances qui déterminent aujourd'hui la politique mondiale ; or, il est évident que si l'on n'a pas cette indication, que si l'on n'a pas la vision de ces rapports, on ne comprend pas ce que peut être la fonction politique de cette Europe dont on veut affirmer l'existence.

Je ne partage donc pas le jugement général fondé sur une conception et un examen aussi limités des problèmes. On dit que l'année 1970 a vu de grands progrès dont il faut se réjouir. En réalité, l'année 1970 a été très importante, mais je trouve qu'il serait préférable de la qualifier d'année de mouvement plutôt que d'année de progrès, et j'attendrais, avant de me réjouir ou d'exprimer un avis qui serait actuellement prématuré, de voir où ce mouvement aboutira.

La question que nous avons examinée aujourd'hui, qu'il s'agisse de l'élargissement de la Communauté à d'autres pays — le Royaume-Uni et d'autres candidats — ou du rapport entre l'élargissement et le renforcement, me semble très importante ; on ne cesse d'insister sur le fait que l'élargissement ne doit pas modifier le caractère institutionnel, le cadre institutionnel, et on tente de le renforcer, afin de créer une position préétablie, mais on oublie qu'au-delà des cadres institutionnels, de la lettre des traités, il existe toujours le rapport des forces politiques et nationales qui concourent dans une certaine action.

C'est pourquoi, lorsque cet élargissement se réalisera, il faudra compter avec les nouvelles forces qui apparaîtront et qui nous apporteront leur style de travail, leur volonté et leur position qui modifieront essentiellement le caractère de la Communauté elle-même. Celle-ci ne sera plus la même après l'entrée du Royaume-Uni et même les relations de la Communauté avec celui-ci devront être modifiées. Il est inutile de dire que la Communauté devra se renforcer pour préparer quelque chose de durable, de sorte que l'entrée de l'Angleterre ne dissolve pas ce qui existe déjà ; l'entrée de l'Angleterre modifiera certaines structures car, s'il en allait différemment, elle perdrait toute son importance.

Tel est donc le problème de l'année 1970. On a assisté en 1970 à une poussée vers le renforcement de la Communauté et vers la réalisation, suivant une série d'étapes intermédiaires, de l'unification politique et de l'unification économique ; ce furent le « plan Davignon » visant à l'unification politique et le « plan Werner » visant à l'unification économique.

En ce qui concerne l'unification politique, il n'y a guère de quoi se réjouir. Il y a eu des réunions de ministres des affaires étrangères ou de directeurs généraux un peu plus nombreuses que les années précédentes ; mais en fait, en 1970, la Communauté n'a pas encore adopté une position qui lui soit propre sur les grands problèmes de la politique européenne et mondiale. Cette absence de vision politique généra-

**Amendola**

le ressort également du rapport qui fait en outre apparaître combien les positions des pays membres divergent sur ces questions.

Par exemple, le rapport ne dit rien d'un problème qui avait pourtant été abordé l'an dernier, je veux parler de celui de la conférence sur la sécurité européenne et sur les problèmes du désarmement, qui est en préparation. Quelle est actuellement la position de la Communauté sur ces problèmes, de la solution desquels dépend la vie des États membres et de la Communauté elle-même ?

De même, sur les problèmes de la Méditerranée, dont on a à peine commencé à parler, des divergences de vues considérables subsistent entre les pays membres, en dépit de la réunion qu'ont tenue les six ministres des affaires étrangères ; et je ne parlerai pas du Vietnam, de la guerre en Indochine et des répercussions, qu'à travers les États-Unis, elle a sur l'économie européenne et, indirectement, aussi sur la politique de l'Europe, en faisant courir des risques aux négociations sur le désarmement mondial qui sont en cours entre les États-Unis et l'Union soviétique. Il s'agit là de problèmes qui concernent notre vie même et qui ne peuvent être passés sous silence. On ne peut envisager la construction de la Communauté sans tenir compte d'eux, comme s'ils ne nous assaillaient pas jour après jour dans la vie des pays membres et dans le cadre même de l'activité de la Communauté.

Voici donc que la rhétorique, dont il a été fait un large usage aujourd'hui dans des considérations sur l'esprit communautaire, sur la réalité de cette Communauté, sur le fait que l'élargissement à d'autres pays ne doit pas modifier ses traits essentiels, etc., se heurte à la réalité des faits, qui nous disent qu'il y a des questions à examiner, des relations à définir si nous voulons que la Communauté ait une fonction propre et puisse avoir un avenir.

En ce qui concerne l'union économique, le départ avait eu lieu sur un mode triomphal et il semblait presque qu'en l'espace d'une décennie l'union monétaire européenne aurait pu être réalisée. Au cours du débat qui fut consacré à cette question l'an dernier, nous avons mis en garde contre cette illusion, non que nous fussions par principe hostiles à l'unification économique et à une monnaie commune européenne, mais parce qu'il n'est pas possible de conjecturer un tel processus si l'on n'affronte pas les problèmes d'ordre général qu'implique l'union monétaire, c'est-à-dire si l'on ne surmonte pas les différences de structures économiques qui existent actuellement entre les six pays de la Communauté. Il sera difficile de parvenir à une union monétaire tant que, par exemple, un pays comme l'Italie, pour lequel l'expansion économique est capitale en ce qu'elle peut donner du travail à ses chômeurs et arrêter le flux de l'émigration, continuera, comme elle le fait aujourd'hui, à contraindre ses travailleurs à chercher un emploi dans d'autres pays de la Communauté ; cepen-

dant que d'autres États, comme l'Allemagne occidentale, qui sont aux prises avec des problèmes de stabilité qui passent avant ceux de l'expansion de la production, utilisent ce flux migratoire. Dans ces conditions, il paraît difficile d'établir les bases d'une unification qui s'étende aux domaines de l'économie, de la monnaie et du crédit.

Voilà donc pourquoi on est arrivé, après la signature des accords sur la réalisation du plan d'unification économique, à la crise de mai, qui a pu paraître survenir à l'improviste, mais qui en réalité ne pouvait surprendre ceux qui avaient apprécié les conséquences sur l'économie européenne de l'exportation de l'inflation américaine et de la création d'une masse énorme d'eurodollars — au moins 50 milliards —, ainsi que de l'influence exercée par des sociétés multinationales, élément important de la situation actuelle, qui jouent avec ces masses de manœuvre monétaires à des fins spéculatives et les emploient aussi pour réaliser des activités économiques qui non seulement s'étendent sur tout le territoire de la Communauté européenne, mais atteignent même l'échelle mondiale.

Précisément pour ces raisons, nous avons mis en garde ceux qui préoyaient que le plan d'unification économique se réaliserait facilement. Nous ne sommes donc pas surpris qu'aujourd'hui ce plan apparaisse difficile à réaliser. En effet, au lieu de rétrécir, les marges de fluctuation des monnaies européennes et en particulier du mark se sont élargies. La discussion est encore ouverte sur ce problème.

Les rencontres d'hier entre MM. Pompidou et Brandt ont montré qu'il n'y a pas encore d'accord sur ces problèmes. Le tout a été renvoyé au mois de septembre, à la réunion du Fonds monétaire international ; or, les six pays de la Communauté s'y présenteront en ordre dispersé, sans pouvoir adopter une attitude commune à l'égard des États-Unis afin que ceux-ci modifient leur balance des paiements ou acceptent de quelque façon une réorganisation monétaire internationale. Telle est la situation dans laquelle nous nous trouvons et qui exerce une influence importante sur la vie des différents pays.

Du reste, l'unification économique se heurte à des obstacles non moins importants sur les plans de la politique industrielle, de la politique de l'énergie, de la recherche, des transports, pour ne citer que ceux-là. La politique agricole commune, elle-même, a été atteinte par la réévaluation de fait du mark, et nous ne savons pas combien de temps elle pourra continuer à résister à la fluctuation de cette monnaie.

Nous nous trouvons donc en présence d'une situation extrêmement grave, qui contraste avec la rhétorique si abondamment employée.

Il faut prendre conscience de cette réalité. L'initiative des États passe avant toute autre ; et lorsque, ce matin, Mme Iotti parlait d'éviter dans la Communauté le jeu des grandes puissances, elle expri-

**Amendola**

mais un souhait, car aujourd'hui ce jeu s'exerce. Nous savons que la rencontre Pompidou-Heath a eu les conséquences qu'elle a eues, comme nous connaissons les conséquences qu'a eues, ces jours-ci, la rencontre Pompidou-Brandt. Telle est la réalité. Or nous ne pouvons pas accepter une Communauté dans laquelle s'exerce, bien ou mal et de façon plus ou moins officielle, un directoire de grandes puissances, qu'elles soient deux, l'Allemagne et la France, ou qu'elles soient trois. L'Allemagne, la France et l'Angleterre. L'Italie ne peut accepter cette situation ; et je crois, en l'affirmant, exprimer non seulement l'opinion des communistes, mais une exigence de notre pays, qui ne peut être embrigadé dans une société communautaire, dominée par des forces qui développent leur vieille politique mondiale par le jeu des équilibres, etc.

Puis, il y a les rapports avec le reste du monde ; tout ce que nous ferons sera conditionné par ces rapports. La situation mondiale est en évolution ; la position des États-Unis est en crise — ce n'est pas nous qui le disons —. Des forces nouvelles, de nouveaux protagonistes apparaissent : la Chine, le Japon. L'Union soviétique a une position qui lui est propre. Tout cela crée un certain cadre. Comment pouvons-nous agir si nous ne tenons pas compte de ces rapports, si nous évitons de parler du problème des relations avec les États-Unis, qui a été un de ceux qui ont dominé la vie de la Communauté en 1970 ? Pourquoi ne pas aborder ce sujet en termes explicites ? Il a été un élément dominant pour les questions monétaires, les relations commerciales — il y a eu le voyage à Washington d'une délégation chargée de relations commerciales ; il y a eu la proposition de loi Mills, qui a été ensuite mise de côté —. Il a exercé une influence capitale sur le plan politique. Que signifie en effet l'exigence américaine de faire payer aux États européens les frais d'occupation en Europe, sinon une réponse sur le plan politique et militaire aux problèmes posés sur le plan monétaire, économique et commercial ?

Or, je vois s'affirmer dans les prises de position de la Communauté la conscience d'une diversité d'intérêts, qui n'est pas encore une position anti-américaine, mais qui prouve que la Communauté commence à se rendre compte que ses intérêts ne coïncident pas avec ceux des États-Unis. Il y a deux champs d'action. Lorsque M. Pedini parlait voici peu d'une troisième voie, il adoptait une position un peu velléitaire. Toutefois, la recherche d'une troisième voie, d'une troisième civilisation, prouve que l'on a conscience de la diversité qui existe. C'est une donnée que je tiens à souligner.

C'est pourquoi il est indispensable qu'existe, d'une part, la conscience des relations avec les États-Unis et, d'autre part, la conscience des relations avec l'Union soviétique, pour ce qui concerne l'avenir de l'Europe et les problèmes qui se posent : le désarmement, la renonciation à l'emploi de la force,

la réduction des forces armées, la dissolution des blocs. Ce n'est que de cette manière, en affrontant ces problèmes, que la Communauté pourra explorer les voies de son développement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Pedini.

**M. Pedini, président en exercice du Conseil des Communautés européennes.** — (I) Monsieur le Président, mes chers collègues, je crois que c'est la première fois que le Conseil intervient dans le débat sur le Rapport général et je souhaite que ma présence soit interprétée comme l'affirmation de notre intérêt à élargir toujours plus les rapports de collaboration entre les institutions et en particulier entre le Conseil et le Parlement.

Le traité signé à Luxembourg le 21 avril 1970, les résolutions adoptées à cette occasion par le Conseil ainsi que les accords intervenus entre le Conseil et le Parlement à la suite notamment d'heureuses initiatives prises par le président Scelba et par vous-même, Monsieur le Président, constituent un premier pas important sur la voie de l'évolution que nous souhaitons tous et ont placé les relations entre le Parlement et le Conseil sur des bases nouvelles.

Le Conseil examine actuellement les modalités d'exécution de la résolution qui prévoit une collaboration plus intense entre nos deux institutions dans l'examen des actes qui ont une incidence financière et il sera prochainement en mesure de prendre officiellement contact avec le Parlement à ce sujet. Je suis profondément convaincu que la collaboration entre toutes les institutions, qui est l'une des caractéristiques essentielles de nos traités, est la formule la plus propre à permettre aux Communautés de progresser et de se développer, en respectant les compétences de chacun, mais en étant conscients d'être tous animés de la même volonté politique d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés en commun.

En ce qui le concerne, mon gouvernement entend tout mettre en œuvre non seulement pour assurer la stricte observance de toutes ces nouvelles dispositions, mais aussi pour en garantir l'application dans un esprit dynamique et progressiste dans le but d'une démocratisation toujours plus grande de nos institutions.

L'excellent rapport de M. Cousté et l'important discours prononcé ce matin par M. Malfatti met en lumière les zones d'ombre et de lumière d'une période si riche en événements qu'on peut véritablement la qualifier de cruciale dans l'histoire longue maintenant de 20 ans de l'intégration européenne.

Sur la base des décisions prises par les chefs d'État ou de gouvernement à La Haye en décembre 1969, la Communauté a, en effet, entrepris une série d'actions qui, par leur nature, dépassent en importance une grande partie de ce qui avait été fait précédemment.

**Pedini**

L'union économique et monétaire, l'envoi et le développement progressif de la collaboration politique, l'élaboration d'une politique industrielle, la politique des structures comme complément de la politique agricole suivie jusqu'ici, la réforme du Fonds social, la mise en route de la politique régionale et enfin, naturellement, l'élargissement constituent en effet, avec les nombreuses autres réalisations en chantier, un ensemble d'initiatives imposant. Si nous réussissons à les faire progresser résolument dans la vision d'ensemble organique et cohérente que réclamait ce matin M. Malfatti le visage de notre Communauté changera littéralement ; elle se transcendera en un dessein cohérent, digne de nos meilleures traditions et à la hauteur des exigences de l'avenir ; le dessein d'une Communauté capable, Monsieur Amendola, de participer au colloque des Grands et d'agir dans le monde actuel, dans lequel, sans aucun doute, nous passons du dualisme au polycentrisme politique.

Naturellement, les obstacles ne manquent pas. Point n'est besoin de rappeler tous ceux que nous avons surmontés depuis la Conférence de La Haye. Chacun de nous les a présents à l'esprit. D'autres restent à surmonter. De par ses répercussions sur l'approfondissement de la Communauté et la consolidation de ses structures, on peut considérer comme très grave la crise monétaire que l'Europe traverse actuellement et qui préoccupe tant cette assemblée. Mais faut-il dès maintenant se montrer pessimiste ? L'entreprise est tellement importante et difficile qu'elle ne peut pas ne pas présenter de difficultés. Et comment, d'autre part, ne pas reconnaître, Monsieur Triboulet, qu'en confrontant l'actuelle crise monétaire avec celle de 1969, on constate que l'engagement communautaire est plus accentué que par le passé ! Mais cette crise monétaire, il est vrai, entrave la poursuite des étapes que nous nous étions fixées pour la mise en œuvre de l'union économique et monétaire.

Le président Schumann s'est largement référé, le mois dernier, en présentant son rapport annuel sur les activités du Conseil, au détail des actions entreprises ces derniers temps. Toutefois, je ne peux passer sous silence le fait que ces dernières semaines, outre les accords décisifs conclus à Luxembourg pour l'élargissement des Communautés et dont nous avons discuté tout à l'heure, un nouveau pas important a été fait sur la voie magistrale de la construction européenne.

Il s'agit des accords conclus le 24 juin dernier par les ministres des affaires sociales et relatifs à l'application de la décision du 1<sup>er</sup> février 1971 concernant la réforme du Fonds social. Nombreux sont, dans cette enceinte, ceux qui s'accordent à dire que la Communauté économique européenne ne peut pas être uniquement un fait économique, qu'elle n'a d'avenir heureux que si elle devient également un fait social, capable d'intéresser le monde du travail et d'en promouvoir l'évolution démocratique. Ils ne peuvent qu'être satisfaits de ce nouveau pas en avant

vers cette Communauté sociale dont il a été tant parlé dans cet hémicycle.

Je sais l'importance que le Parlement a toujours attachée à ces questions fondamentales et je suis donc heureux de pouvoir vous communiquer que, sur les principaux problèmes soumis à son examen, le Conseil est parvenu à un compromis global. Pour d'autres problèmes, il a pu indiquer les orientations qui permettront de préparer à bref délai les décisions définitives, de sorte que nous sommes tous convaincus que le nouveau Fonds social pourra commencer à fonctionner dans les plus brefs délais, tout comme nous sommes convaincus que l'élargissement, par nous souhaité, de la Communauté pourra fixer l'attention de nos institutions sur un autre problème important, celui de la collaboration, au plan scolaire et culturel entre nos pays, afin d'amener nos jeunes vers la citoyenneté européenne.

Au cours des prochains mois, un travail intense attend donc les Communautés. Nous devons non seulement, comme je le disais, achever et perfectionner les accords relatifs à l'adhésion de l'Angleterre, du Danemark, de l'Irlande et de la Norvège, mais nous devons poursuivre avec courage et détermination, sur la voie du renforcement de la Communauté, dans tous les secteurs importants dans lesquels nous nous sommes engagés à progresser, qu'il s'agisse de l'union économique et monétaire, de la politique régionale, de la politique industrielle, de la politique des transports, de tous les autres secteurs qui sont cités dans la proposition de résolution et dans le document de votre rapporteur, auquel s'adresse une fois de plus mon admiration pour son excellent travail. Je peux vous assurer que la présidence du Conseil veillera à ce que les indications fournies par votre rapport et par le débat de ce jour soient attentivement examinées par le Conseil et constamment prises en considération dans le déroulement de ses travaux.

L'ampleur des problèmes et la reconnaissance objective des difficultés ne doivent pas nous empêcher d'affronter ces travaux avec confiance, conscients que nous sommes de notre devoir d'aller toujours de l'avant — dans la collaboration la plus étroite entre les institutions — sur la voie tracée par les traités de Paris et de Rome, traités qui restent la base essentielle du droit communautaire et qui, par leur structure, sont la condition de la sécurité juridique nécessaire pour résoudre convenablement les problèmes posés par l'élargissement de la Communauté.

C'est en réaffirmant ces principes juridiques que nous pourrions consolider la Communauté et créer ainsi les bases permettant à l'Europe de mieux participer à la solution des problèmes difficiles qui se posent dans le monde et de revendiquer — comme c'est son droit — de toutes, je dis toutes, les autres Communautés nationales la reconnaissance politique qui lui est due.

(Applaudissements)



M. le Président. — Je remercie M. Pedini.

La parole est à M. Romeo.

M. Romeo. — (I) Monsieur le Président, ce débat, on l'a déjà dit, a pour objet de porter un jugement d'ensemble sur l'activité de la Communauté en 1970. Il revêt une importance considérable, surtout parce qu'il permet au Parlement européen d'examiner et de discuter l'action de la Commission en cette année et d'en envisager les développements futurs.

Quel est le jugement global qui peut être porté sur l'activité déployée en 1970 ? Il est sans aucun doute positif, même si, par exemple, le rapport n'examine pas les relations avec l'Union Soviétique et la Chine. Mais ces pays ignorent la Communauté ; pourquoi donc celle-ci devrait-elle prendre en considération ses relations avec eux ?

Le jugement sur l'activité déployée en 1970, je le répète, est positif. Il l'est en particulier si l'on considère les progrès notables accomplis en ce qui concerne l'élargissement de la Communauté. Or, celui-ci est le préalable de l'unification politique et économique.

Avec beaucoup de compétence, le rapporteur a fait le tour — et je lui en suis extrêmement reconnaissant — de l'ensemble des problèmes qui touchent à la vie de la Communauté. Je ne m'étendrai pas sur les nombreuses questions soulevées, mais ferai simplement quelques observations sur certains points.

Et d'abord sur le problème de l'union économique et monétaire, dont plusieurs orateurs ont déjà parlé. Les divergences qui se sont fait jour entre la France et les autres pays membres à la fin de 1970 ont, à un moment donné, perdu de leur acuité et une solution communautaire semblait opportune, voire nécessaire. Mais la fluctuation subséquente du mark et du florin a déterminé une situation de crise extrêmement grave, à laquelle M. Triboulet a déjà fait allusion. La résolution du Conseil de ministres du 9 mai dernier avait fait espérer qu'elle serait provisoire. On se souviendra que le mark avait été autorisé à flotter pour un certain temps. Mais cette situation provisoire s'est prolongée, suscitant des critiques à l'égard de l'action du gouvernement fédéral et entraînant une intervention sur le plan international, à savoir la conférence de Munich. Il y eut ensuite les différentes déclarations du président de la Bundesbank.

Il est certain que la fluctuation du mark constitue un événement qui ne fait pas bien augurer de l'union économique et monétaire européenne.

On espérait — on espère toujours — que la rencontre entre le président Pompidou et le chancelier Brandt ouvrirait des perspectives : ce qui n'avait pas été obtenu par l'intervention de la Communauté pourrait l'être par une rencontre directe entre chefs

d'État. Mais même si le résultat de cette rencontre bilatérale pouvait être, comme je l'espère, positif, il reste, nous en conviendrons tous, que la solution aura été réalisée en dehors de la Communauté. C'est une solution que la Communauté désire, mais qui a été obtenue par le biais d'accords conclus entre deux pays.

Nous assisterons également, avec un sentiment de profonde satisfaction, à l'élargissement de la Communauté et à l'adhésion annoncée de la Grande-Bretagne. Mais ce résultat aura, lui aussi, été en partie obtenu en dehors de la Communauté, par des accords directs entre chefs d'État. Avec l'élargissement, c'est un objectif de la Communauté que l'on poursuit, mais pas de la manière que l'on aurait voulu.

Un autre problème sur lequel je voudrais appeler l'attention de l'Assemblée est celui de la coordination des politiques économiques et financières des pays membres. Le Conseil de ministres a examiné un mémorandum de la Commission visant à une meilleure coordination des politiques économiques entre les pays de la Communauté, politiques que la Commission a étudiées attentivement en mettant particulièrement en relief les traits caractéristiques de l'économie italienne. Dans ce contexte général, nous avions espéré recevoir quelques précisions du Conseil de ministres, mais il n'en a rien été.

Quel est l'avis du Conseil de ministres sur le rapport économique de la Commission ? Le mémorandum de la Commission a-t-il été l'objet d'un examen approfondi ? Il nous semble que non et jusqu'à maintenant aucune directive n'a été arrêtée qui indiquerait la voie à suivre.

J'ai fait allusion à ces deux questions — union économique et monétaire et coordination des politiques économiques — parce que j'y vois, comme dans l'élargissement de la Communauté, des éléments fondamentaux du développement de la Communauté elle-même.

Parmi les autres problèmes qui mériteraient d'être examinés, il en est un d'importance considérable. Les traités de Rome, qui régissent la vie de notre Communauté, n'établissent pas des rapports de droit international.

Ils définissent seulement un ensemble de principes, sans fixer des règles concrètes pour leur mise en œuvre dans les différents pays de la Communauté. Ces pays doivent prendre des dispositions législatives pour rendre applicables les dispositions du traité et les directives de la Communauté. Cela résulte de l'article 5 du traité de la CEE où il est stipulé que les États arrêtent, chacun pour soi, les mesures qu'ils estiment appropriées pour intégrer les principes communautaires à leur propre législation.



Romeo

Tout cela entraîne évidemment un déphasage et, surtout, d'un État à l'autre, une application diversifiée dans le temps.

Si l'on veut faire preuve d'esprit européen et progresser sur la voie que nous avons choisie, si l'on veut constituer réellement une union économique et politique, et surtout établir des liens entre les pays membres de la Communauté, il serait, à mon avis, essentiel de créer un système unique permettant d'insérer simultanément, dans la législation de chaque État membre, les dispositions nécessaires pour l'exécution des engagements communautaires. Il arrive souvent que des dispositions communautaires entrent en vigueur dans les États membres à des époques différentes. En Italie, des règles du traité, des directives de la Communauté ont pris effet cinq ou six ans après leur promulgation. Les dispositions du traité et les accords communautaires y sont devenus légalement applicables à la fin de la deuxième période. Il serait selon moi, opportun, essentiel, intéressant, que l'on étudie une procédure prévoyant l'application simultanée des règles communautaires dans tous les États membres de la Communauté.

*(Applaudissements)*

PRÉSIDENCE DE M. WESTERTERP

*Vice-président*

M. le Président. — La parole est à M. Scelba.

M. Scelba. — *(I)* Monsieur le Président, chers collègues, mon intervention...

M. le Président. — Pour des raisons techniques, je dois suspendre la séance.

Je suis désolé de vous interrompre, Monsieur Scelba, mais nous avons une panne de courant et je pense que la meilleure solution est de suspendre la séance jusqu'à 15 h.

La séance est suspendue.

*(La séance, suspendue à 12 h 40, est reprise à 15 h).*

PRÉSIDENCE DE M. ROSSI

*Vice-président*

M. le Président. — La séance est reprise.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du rapport de M. Cousté sur le quatrième Rapport général de la Commission des Communautés européennes sur l'activité des Communautés en 1970 (doc. 75/71).

La parole est à M. Scelba qui, ce matin, avait été interrompu par un incident technique.

M. Scelba. — *(I)* Monsieur le Président, mes chers collègues, je reprends l'exposé que j'avais commencé au cours de la séance de ce matin.

Mon intervention n'abordera pas au fond le Rapport général annuel ; je me bornerai à considérer certains aspects de la procédure d'examen du rapport par le Parlement, avec les implications politiques qu'ils comportent. Aujourd'hui, 7 juillet 1971, l'Assemblée procède à l'examen du rapport sur l'activité de la Communauté européenne pour l'année 1970.

Il s'agit donc d'une activité qui a commencé il y a 18 mois et s'est achevée il y a 6 mois ; l'examen intervient alors qu'est en cours depuis plus de 6 mois le programme de politique communautaire pour l'année 1971, présenté par la Commission exécutive au début de l'année à l'Assemblée et approuvé par celle-ci.

Par nombre de ses aspects, le débat actuel est la répétition presque intégrale d'autres débats qui se sont déroulés dans cette Assemblée sur des thèmes et des données de fait, pour la majeure partie — aujourd'hui — dépassés ou modifiés par des événements ultérieurs à la présentation du rapport.

Que l'on songe à cet égard à l'élargissement ou à l'union économique et monétaire qui ont fait l'objet de débats et de votes de la part de l'Assemblée en 1971.

Le débat sur le problème de l'élargissement, qui a précédé ce matin l'examen du rapport, fournit la preuve éclatante que nous nous trouvons en présence d'une répétition, mais pour en arriver au débat actuel, l'ensemble des douze commissions parlementaires et tous les services du secrétariat ont été mobilisés, ce qui a exigé beaucoup de temps et des moyens considérables.

En substance, pour le rapport de 1970 également, on a repris la procédure, estimée généralement fort lourde, que l'on avait suivie les années précédentes.

En mars dernier, l'Assemblée, sur proposition des groupes politiques, a délibéré sur certaines modifications qui, dans l'intention de leurs auteurs, auraient dû simplifier l'ancienne procédure et donner un contenu plus politique aux débats de l'Assemblée.

L'innovation la plus importante a été de supprimer l'intervention du comité des présidents, qui était chargé, par le passé, de l'élaboration de la résolution, cette tâche étant désormais confiée à la commission politique.

Les résultats n'ont pas répondu à l'attente et, compte tenu de la procédure, il ne pouvait en être autrement.

En effet, la tâche confiée à la commission politique était non pas de rédiger une résolution, mais d'en compiler une à l'aide de toutes les résolutions adoptées par toutes les commissions. C'était donc une tâche

## Scelba

che de caractère presque bureaucratique, la commission politique n'ayant ni le pouvoir de modifier les jugements particuliers formulés par les commissions compétentes dans les différentes résolutions, ni d'exprimer un jugement politique d'ensemble sur le rapport.

C'est donc sur la base d'une résolution ainsi compilée que l'Assemblée est appelée à voter, mais dans des conditions telles qu'il serait contradictoire d'exprimer un vote éventuellement négatif, car celui-ci contredirait l'assentiment donné par l'Assemblée au programme exposé par la Commission au début de l'année et qui impliquait également un jugement sur son œuvre passée.

Tout ceci me semble irrationnel, Monsieur le Président et chers collègues. Je n'entends pas par là minimiser l'importance du Rapport général qui nous a été soumis ni le travail des commissions parlementaires, ni celui du rapporteur, travail accompli en vertu du mandat qui leur est conféré par l'Assemblée.

Je pense, au contraire, qu'un rapport général de la Commission, qui récapitule l'activité accomplie et fait la synthèse de la politique de la Commission au terme d'une année, peut être de grande utilité non seulement pour le Parlement mais surtout pour l'opinion publique.

En vérité, le rapporteur, M. Cousté, s'est rendu compte de l'irrationalité de la procédure et a notamment demandé que le Rapport général soit présenté plus tôt dans l'année afin que son examen puisse coïncider en fait avec le débat sur les déclarations de programme de la Commission exécutive, ce qui représenterait un certain progrès, mais ne serait pas la solution idéale.

Ce qui me paraît irrationnel et, à tout le moins, aujourd'hui, sans fondement, est la procédure d'examen sur le fond du rapport et l'évolution des relations entre le Parlement et la Commission exécutive.

Le rapport annuel n'est pas un bilan financier, que tout parlement se réserve d'examiner et d'approuver, ni même un bilan de l'œuvre de la Commission, mais un exposé analytique de l'activité déployée par toutes les institutions communautaires — Parlement compris — et de la situation de la Communauté.

C'est donc un document d'un grand intérêt pratique, de nature à susciter, par sa teneur, des appréciations favorables ou défavorables, mais non de justifier la mise en œuvre de la procédure d'examen, telle qu'elle est aujourd'hui établie, avec des résultats en vérité assez modestes.

Étant donné les difficultés créées par l'exercice du double mandat parlementaire dont nous sommes investis, une rationalisation de plus en plus rigoureuse de notre travail s'impose comme exigence primaire. Mais bien que l'objectif de la rationalisation revête

un grand intérêt, c'est surtout une raison d'ordre politique qui m'amène à formuler mes observations.

Dans le passé, l'examen du Rapport général offrait au Parlement l'occasion de contrôler l'action de la Commission exécutive et d'apporter une contribution à l'orientation de la politique communautaire. Dans ces conditions, la contribution de toutes les commissions parlementaires et le débat en assemblée plénière pouvaient se comprendre. Mais aujourd'hui la situation est profondément changée.

Comme vous vous en souvenez, en vertu d'un accord intervenu entre le Bureau du Parlement européen et la Commission exécutive, alors présidée par M. Rey, la Commission exécutive s'est engagée à présenter au début de chaque année au Parlement son programme de travail. Le président de la Commission s'est d'autre part engagé à rendre compte périodiquement au comité des présidents de l'application concrète du programme exposé et approuvé par l'Assemblée.

Nous avons eu l'occasion de souligner, par le passé, l'importance politique de cet accord, qui attribue au Parlement le pouvoir de participer, au préalable, à l'élaboration de la politique communautaire et donc au pouvoir de décision de la Commission et du Conseil.

Nous savons, en effet, que l'activité du Conseil est conditionnée par le droit d'initiative de la Commission exécutive. Aussi, lorsque le Parlement prend une décision sur le programme de travail de la Commission et engage cette dernière à suivre certaines orientations, le Parlement finit-il par conditionner complètement les orientations du Conseil. Telle est donc l'importance de l'accord conclu entre le Parlement et la Commission.

Il s'agit donc d'une conquête de grande importance politique qui fait véritablement sortir le Parlement de son cadre traditionnel d'assemblée consultative ou de cours des comptes, qui juge a posteriori, pour le faire participer à l'élaboration de la politique communautaire.

Les informations que la Commission s'est engagée à fournir, périodiquement, au comité des présidents sur les mesures adoptées pour l'application du programme, offrent au Parlement, en plus de ses pouvoirs traditionnels, un instrument nouveau de contrôle continu et précis sur l'œuvre de la Commission.

Une fois que le Parlement s'est assuré le pouvoir de participer à l'élaboration de la politique communautaire, par ses décisions sur le programme de la Commission et le contrôle continu de son activité, il ne se justifie plus que six mois après la fin de l'exercice, ce même Parlement réexamine tous les thèmes qui ont fait l'objet des débats de l'année précédente et formule un jugement qui ne pourrait, logiquement, être différent de celui qu'il a porté au cours de cet exercice.

**Scelba**

Les accords avec la Commission exécutive ont créé une situation nouvelle, toute en faveur du Parlement, ce qui nous oblige à adapter également nos méthodes de travail.

Conscient de ce changement, votre Bureau avait, l'an dernier, décidé d'abandonner l'ancienne procédure d'examen du rapport général et avait confié à la commission juridique l'examen de certaines propositions d'amendement au règlement en vigueur. Il serait opportun, Monsieur le Président, qu'une décision à cet égard soit prise en temps utile pour l'examen du rapport concernant l'année 1971.

Telle est donc la raison d'être de mon intervention : demander qu'une décision soit prise en ce sens.

Pour ce qui est de leur teneur, les changements à apporter à la procédure existante se fondent sur les dispositions de l'article 143 du traité CEE, selon lequel : « l'Assemblée procède, en séance publique, à la discussion du rapport général annuel qui lui est soumis par la Commission ».

Il s'agit, comme cela est évident, d'un droit réservé à l'Assemblée, d'une occasion qui lui est offerte et non d'une obligation.

Si l'Assemblée, compte tenu de la teneur du rapport et des changements intervenus dans les relations entre le Parlement et la Commission, estimait superflu d'examiner le rapport, personne ne pourrait rien y objecter. C'est donc, en tout cas, l'Assemblée qui doit délibérer sur les procédures à suivre pour l'examen du rapport annuel, étant donné que les traités ne nous imposent aucune obligation à cet égard. Une fois le rapport présenté à l'Assemblée, si l'un des groupes politiques estime devoir présenter une résolution et la faire discuter par l'Assemblée, ou si quelque parlementaire estime devoir demander quelque explication sur tel ou tel point du rapport, l'Assemblée en décidera librement. Si donc personne ne demande à discuter le rapport, on ne voit pas pourquoi l'Assemblée devrait le faire. Mais surtout, Monsieur le Président, il ne se justifie pas que l'éventuelle discussion du rapport soit précédée d'un examen par toutes les commissions et par la présentation d'une résolution. Si l'un des groupes politiques veut également profiter de l'occasion offerte par la présentation du Rapport général pour exprimer les jugements sur l'œuvre de la Commission exécutive — pour autant que le rapport ne soit pas un bilan de son œuvre — personne ne pourrait lui dénier ce droit, également pour la raison qu'un tel droit peut être exercé à tout moment. Nous sommes dans le domaine du contrôle politique, qui est la tâche spécifique du Parlement.

Ce qui me paraît politiquement important est, en revanche, qu'évitant un travail de routine, le Parlement ait plus de temps à consacrer à l'activité qui lui est propre. En deuxième lieu, c'est qu'il puisse utiliser les possibilités qui lui sont offertes de proclamer son rôle d'organe, non seulement consultatif, mais de décision, en matière de politique communautaire.

A quoi cela servirait-il, en effet, de demander de nouveaux pouvoirs, à savoir la participation au pouvoir de décision, si le Parlement ne savait pas profiter des moyens dont il dispose déjà dans ce domaine ?

Je souhaite enfin que les changements intervenus dans les relations entre le Parlement et la Commission — et je pourrais ajouter entre le Parlement et le Conseil — trouvent leur consécration dans les dispositions du règlement — qui a un caractère constitutionnel — et dans la pratique de nos travaux. Ces nouvelles formes confirmeront également notre volonté de faire du Parlement européen ce que, je pense, nous souhaitons tous, un véritable Parlement démocratique des peuples de la Communauté européenne.

*(Applaudissements)*

#### 4. Délai de dépôt des amendements

**M. le Président.** — Avant de poursuivre la discussion du rapport de M. Cousté, je voudrais proposer au Parlement, pour faciliter le déroulement de nos travaux, de fixer à 16 h 30, l'heure limite de dépôt des amendements au rapport de M. Brouwer sur les prix agricoles.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

#### 5. Activité des Communautés en 1970 (suite)

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du rapport de M. Cousté, sur le quatrième Rapport général de la Commission des Communautés européennes sur l'activité des Communautés en 1970 (doc. 75/71).

Je rappelle à tous les orateurs, d'autant que nous sommes en retard sur le programme, que le temps de parole est limité à dix minutes.

La parole est à M. Giraud.

**M. Giraud.** — (1) Monsieur le Président, j'estime que l'intervention de M. Scelba que nous venons d'entendre exige de nous tous que nous y réfléchissions. La procédure qui a été décidée, et appliquée pour la première fois cette année, est une expérience qui peut suggérer des perfectionnements ultérieurs. Cette question a fait l'objet, hier, d'une discussion au groupe démocrate-chrétien, et sans pourtant parvenir aux conclusions — par ailleurs logiques — auxquelles est parvenu M. Scelba, deux objectifs ont été fixés. Le premier est de pouvoir procéder à l'examen du Rapport général au cours des premiers mois de chaque année et non à l'issue du premier semestre, ce qui représente un intervalle de temps excessif par rapport à la période annuelle d'activité qui fait l'objet du rapport.

**Giraud**

Le deuxième objectif, selon nous, est que cette discussion doit avoir de plus en plus le caractère d'un bilan critique et donc de synthèse et politique de l'activité communautaire, activité qui, naturellement, implique la responsabilité — en dehors de celle du Parlement — de la Commission exécutive et du Conseil. C'est donc un examen critique, qui devrait se conclure par un vote de confiance ou, éventuellement, de méfiance à l'égard de l'orientation générale de la politique de la Commission et du Conseil. L'incise, au paragraphe 63 de cette résolution, qui exprime la confiance du Parlement à l'égard de l'œuvre de la Commission, me semble insuffisante si l'on songe qu'il s'agit d'un jugement, d'une appréciation que le Parlement porte sur l'activité de la Communauté durant toute une année.

Naturellement, nous devrions faire porter notre jugement et notre appréciation, encore que sous un angle différent, sur l'activité du Conseil, et j'estime qu'au fil des années ces jugements et ces appréciations auront une importance de plus en plus grande, dans la mesure où le dialogue avec le Conseil et avec la Commission deviendra plus intense.

Cependant, Monsieur le Président, mon intervention portera essentiellement sur une question : celle de la présence politique de la Communauté dans le monde.

Au cours de la séance de ce matin, nous avons entendu M. Amendola émettre à ce sujet des critiques à propos du Rapport général et de l'exposé de M. Cousté, exposé qu'en vérité, nous avons en revanche pleinement approuvé. Cependant, sur ce point particulier, je pense que M. Amendola n'a pas entièrement tort. Il a, en effet, parlé d'une présence politique insuffisante de la Communauté, d'une carence dans le rapport sur l'activité de la Communauté quant à la position politique de la Communauté à l'égard des autres pays de l'Europe et du reste du monde.

Le président Malfatti s'est, en partie, rallié à cette opinion, lorsqu'il a parlé de la « timidité » de la Communauté par rapport à l'action et à l'influence qu'elle pourrait avoir dans le monde.

Au paragraphe 55 du rapport Cousté, il est question, au contraire, de la responsabilité croissante de la Communauté dans le monde du fait de son renforcement et de son élargissement. Il s'agit d'une responsabilité future, qui est plus tournée vers l'avenir que vers le passé. Il est fait référence au plan Davignon, c'est-à-dire à la concertation entre les pays membres de la Communauté en vue d'une politique extérieure, sinon encore commune, du moins coordonnée.

En ce qui concerne cette exigence qui, par le passé, n'a pu être satisfaite, parce qu'en l'absence du plan Davignon — qui en est encore à ses premiers pas — l'instrument permettant de la satisfaire, même en partie, faisait défaut, j'estime que l'action coordonnée

entre les pays membres de la Communauté dans le monde de la politique internationale peut aujourd'hui être efficace au moins en ce qui concerne les objectifs indiqués dans le plan Davignon. Celui-ci stipule notamment qu'aucune limitation de questions et de matières ne peut faire l'objet de l'examen des pays membres.

En conformité avec ce principe, je voudrais m'adresser ici, en particulier, au président en exercice du Conseil pour souligner que lundi dernier, comme il le sait certainement, nous avons donné notre approbation à la proposition visant à ce que la Communauté fournisse une aide alimentaire aux réfugiés du Bengale. Cette aide est un acte d'humanité que nous devons accomplir à l'égard d'une population frappée par une tragédie affreuse. Cependant, nous ne pouvons estimer avoir ainsi accompli moralement tout notre devoir. J'estime, au contraire, qu'en dehors des aides matérielles, et en coopération avec les grands États du monde, les pays de la Communauté — précisément dans l'esprit du « plan Davignon » et donc en application des engagements pris en ce qui concerne la consultation réciproque sur la politique étrangère — nous devons rechercher, en présence d'une situation aussi grave que celle du Pakistan oriental et des réfugiés qui affluent de ce pays vers l'Inde en si grand nombre et dans des conditions extrêmement précaires, une voie commune pour collaborer, dans les différentes organisations internationales, en vue de promouvoir le retour souhaité de ce malheureux pays à des conditions supportables de vie sociale et humaine.

Je serais très reconnaissant à M. Pedini s'il pouvait se faire l'interprète du souhait que j'exprime — et j'espère que le Parlement européen voudra le faire sien — afin que le Conseil s'intéresse à cette situation et fasse connaître ses pensées à cet égard, pensées de solidarité active qui auront une grande valeur, non seulement à l'heure actuelle, pour les populations du Pakistan oriental, mais également pour les autres pays du tiers monde, pensées qui signifieront qu'il n'y a pas de pays, même loin de l'Europe, que celle-ci ne puisse considérer comme lui étant très proche lorsqu'il est frappé par une calamité aussi grande.

Ce n'est qu'ainsi que nous remplirons la véritable mission civilisatrice de l'Europe. Puisque, par le passé, nous sommes intervenus ailleurs, en des circonstances analogues, nous devons également exprimer au peuple du Pakistan oriental nos sentiments de solidarité, en nous employant pour que l'Europe apporte une aide matérielle concrète et importante et en intervenant autant que possible au sein des grandes organisations internationales afin que la paix revienne dans ces régions et que ces pauvres gens ne se sentent pas abandonnés.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Pedini.

M. Pedini, *président en exercice du Conseil de ministres des Communautés européennes*. — (I) Monsieur le Président, je prends la parole pour déclarer, au nom du Conseil des Communautés européennes, que cette institution accordera la plus grande attention aux débats de ce Parlement. Tout vote exprimé par cette Assemblée fera l'objet d'un examen et d'une réflexion.

Dans ce cadre, les recommandations qui ont été faites par M. Giraudo seront également examinées par nous, en accord avec la Commission, avec la plus grande attention.

M. le Président. — La parole est à M. Luzzato.

M. Luzzato. — (I) Monsieur le Président, je voudrais intervenir brièvement, en ne m'arrêtant que sur certains points de la résolution qui nous est proposée à la suite du rapport de M. Cousté. Sur certains points seulement, parce que je ne voudrais pas répéter ce qu'a déjà dit notre collègue Amendola ce matin et parce que, en ce qui me concerne, si je devais intervenir sur l'ensemble de la résolution proposée et sur l'ensemble du rapport de M. Cousté sur le quatrième Rapport général de la Commission des Communautés européennes sur l'activité des Communautés en 1970, je devrais parler non de ce qui existe, mais de ce qui manque dans ce rapport et dans l'activité déployée.

Ce qui manque, en effet, c'est une politique propre à la Communauté et, ce qui manque également — c'est ce que je voudrais ajouter à ce qu'a dit notre collègue Amendola dans sa brève intervention de ce matin — c'est une quelconque indication sur le développement propre de la Communauté et sur son organisation. C'est sur ce point que je voudrais m'arrêter, ainsi que sur certains aspects qui en découlent.

En effet, tant que la Communauté ne se sera pas donnée une organisation nouvelle, conforme à la représentation qui est la sienne, aux pouvoirs qui sont donnés à cette représentation, aux responsabilités que les organes exécutifs assumeront devant l'organe représentatif, il paraît vraiment difficile de pouvoir penser à une politique propre de la Communauté. Il n'est donc guère étonnant que le Rapport général pour 1970 ne puisse fournir aucun élément concret, puisque le préalable des structures fait défaut.

Il y a trois points du rapport et de la proposition de résolution sur lesquels je voudrais m'arrêter.

Le premier concerne le droit communautaire que je ne voudrais pas évoquer en termes abstraits, comme une question de principe, mais comme une question qui se répercute sur l'organisation et donc la personnalité de la Communauté, telle qu'elle s'est constituée et a été formée jusqu'ici. Et je voudrais en parler également en raison des répercussions concrètes qu'il comporte.

Je ne nourris certes pas l'illusion que les questions relatives au droit communautaire puissent, dans l'abstrait, être des questions décisives. Je sais que, par d'autres moyens et d'autres voies, des pressions déterminantes s'exercent sur la Communauté et sur les États membres. Cependant, je voudrais me référer à cet aspect du droit communautaire, parce qu'il est étroitement lié à la structure communautaire. Si vous me le permettez, Monsieur le Président, je voudrais y faire allusion maintenant, pour ne pas devoir reprendre la parole pour illustrer l'amendement qu'avec d'autres collègues j'ai eu l'honneur de présenter.

Le paragraphe 6 de la résolution qui nous a été proposée reprend une formule qui est devenue en quelque sorte une clause de style, celle de la primauté du droit communautaire sur le droit national, qui devient une affirmation purement abstraite. Cette affirmation avait une signification — bien que discutable — lorsqu'elle était faite en 1965 — et 6 ans se sont écoulés depuis — dans le rapport Dehousse, qui demeure le document de base en la matière. Même si, en ce qui nous concerne, en raison de notre expérience et du droit constitutionnel italien, nous ne pouvons considérer comme acceptables les affirmations de ce rapport à savoir que le droit communautaire prime non seulement le droit interne, mais même le droit constitutionnel de chacun des pays, et en l'espèce, celui de notre pays.

Ce n'est pas que j'exprime un point de vue purement personnel. Récemment, certaines décisions de la Cour constitutionnelle de notre pays ont mis l'accent sur la question des normes « reçues » et de leurs limites en ce qui concerne les ordres juridiques différents de celui de notre pays. C'est pourquoi nous ne pourrions sûrement pas accepter aujourd'hui la conception selon laquelle le droit communautaire doit prévaloir également sur les dispositions constitutionnelles de notre pays.

Et, si nous avons proposé la suppression de ce qui apparaît comme une répétition méthodique d'une clause de style, c'est en nous référant à sa portée générale.

Au paragraphe 19 de la proposition de résolution, qui reprend dans une certaine mesure le paragraphe 6, il est question de « décisions qui se répercutent sur les pouvoirs des parlements nationaux » et il est demandé que les institutions communautaires définissent ce qui relève des institutions communautaires et ce qui relève des parlements nationaux. Nous doutons quelque peu que la Communauté puisse le faire, tout au moins pour la partie qui a une incidence sur le rôle des organismes constitutionnels de chaque pays.

Dans la même résolution, aux paragraphes 12 et 14, on parle de rapprochement et de coordination des législations : c'est un tout autre problème qui mérite d'être examiné attentivement, mais qui contredit l'affirmation d'un droit communautaire, qui en lui-même serait directement applicable et prééminent.

**Luzzatto**

L'avis de la commission juridique sur cette question considère favorablement dans sa première partie le fait que le droit communautaire soit de plus en plus pris en considération dans les États membres et qu'il y ait une interpénétration évidente entre les droits nationaux et le droit communautaire : entendu dans ce sens, nous n'avons pas non plus d'objections à soulever. Mais ensuite, on reprend la clause de style de la primauté du droit communautaire.

La question se pose, en ce qui nous concerne, en liaison avec le problème de la formation des normes juridiques qui, dans le droit communautaire, sont appliquées par des organes exécutifs, émanation des organes exécutifs de chacun des pays. Et c'est là la rupture avec ce qu'affirmait déjà le rapport Dehousse, à savoir la conception d'un droit autonome communautaire, du caractère différent de l'organisation communautaire par rapport à l'organisation de chaque pays. Pour qu'il puisse en être ainsi, il faudrait que l'organisation communautaire dispose de structures propres. Actuellement toutefois, le Conseil et la Commission sont l'émanation des exécutifs de chacun des pays et ne sont responsables ni devant leur propre parlement ni devant le Parlement européen. Dans ces conditions, on ne peut envisager une action autonome des organes communautaires ; ce n'est pas là une question abstraite, de principe, mais une question qui a des répercussions politiques extrêmement importantes, en ce sens qu'elle exclut la possibilité d'une action communautaire autonome.

La situation, en revanche, serait différente si le Parlement européen était directement élu par tous les pays qui sont ou seront membres de la Communauté ; elle serait différente également si le Parlement, élu de cette manière, avait des pouvoirs propres et si les organes exécutifs étaient responsables devant ce Parlement.

Aujourd'hui, par contre, chacun des membres du Conseil, tant les ministres des affaires étrangères que leurs suppléants, n'est responsable que de manière générale et *a posteriori* devant son propre parlement national.

En Italie, à l'occasion de la récente réforme des règlements parlementaires, la question a été examinée et des liens plus étroits ont été établis entre les activités communautaires et les activités internes des deux chambres de notre Parlement, mais jamais en matière de décision, car cela n'aurait pas été conforme aux structures communautaires ; lorsqu'une mesure se trouve à l'ordre du jour du Conseil, notre règlement actuel prévoit, en effet, que notre Parlement peut en discuter mais non en délibérer ; ce n'est qu'après qu'il y a une possibilité de contrôle, qui est donc politique et de caractère général.

Voici comment la question se pose en liaison avec l'organisation propre des institutions communautaires. Autrement, nous continuerons à nous trouver dans la même situation qu'aujourd'hui où les organes

communautaires — Commission et Conseil, qui sont des émanations des exécutifs de chacun des pays — ne sont que des organes de médiation dans lesquels les groupes d'intérêts et, disons-le, les puissances financières nationales ou supranationales, communautaires ou extracommunautaires, peuvent exercer une influence directe, par l'intermédiaire de certains liens qui ont persisté jusqu'ici dans les structures économiques qui entourent la Communauté.

Voilà donc pourquoi la question nous intéresse et, comme je veux m'en tenir au temps prescrit, je passerai immédiatement aux deux autres observations que je tiens à formuler sur deux points de la résolution qui nous est proposée : le premier point concerne les paragraphes 46 et 50. Au paragraphe 46, le vœu est formulé que des accords communautaires se substituent aux accords nationaux bilatéraux. Dans les conditions actuelles, cela nous paraît constituer une limite et un frein à l'éventuelle action que certains pays pourraient accomplir utilement dans l'intérêt de tous les pays membres de la Communauté, pour supprimer certaines conceptions et certaines limites existant actuellement.

En ce qui concerne le paragraphe 50, où il est question des accords renouvelés de Yaoundé et de Arusha, je ferai quelques réserves : si ceux-ci devaient continuer à servir de base à une politique néo-colonialiste, ils ne pourraient certes pas recueillir mon assentiment ni être considérés par moi comme utiles.

Je ferai enfin quelques remarques sur un autre point concernant les paragraphes 49 et 56.

Le paragraphe 49 examine le cas de la Grèce : il ne demande pas concrètement le rétablissement du régime démocratique dans ce pays, mais parle seulement d'intérêts des autres parties contractantes, alors qu'il s'agit, au contraire, d'intérêts communs et, en premier lieu, des intérêts du peuple grec.

En relation avec cette question, je ne puis non plus souscrire au paragraphe 56, où il est question de relations extérieures avec les autres pays démocratiques de l'Europe ; nous savons que des relations extérieures existent avec la Grèce qui, actuellement, n'est certes pas un pays démocratique et, avec la Turquie, dont le régime est passé sous silence dans la résolution. Parler de relations avec les pays démocratiques de l'Europe a une signification un peu dérisoire. Qu'entendons-nous par pays démocratiques de l'Europe ? Nous ne rangeons certainement pas dans cette catégorie la Grèce et la Turquie ni même certains autres pays. Nous voudrions qu'en ce domaine la Communauté ait un rôle clair et mène une politique précise afin que l'action qui sera accomplie pour la protection des droits démocratiques de chaque pays concerne tous les pays et donc également les pays membres de la Communauté et leur avenir.

**M. le Président.** — La parole est à M. Bersani.

M. Bersani. — (I) Monsieur le Président, mes chers collègues, je me bornerai également à faire quelques brèves observations de caractère général. La discussion actuelle, tout en se référant à des exemples spécifiques permet, en effet, de porter un jugement global par le biais du rapport que la Commission nous a présenté sur l'état de la Communauté à la suite des événements de 1970.

Tout comme la majeure partie des collègues intervenus dans ce débat, j'estime que l'on doit reconnaître que, dans ce large cadre, certaines tendances principales peuvent être reconnues comme positives.

En 1970, en différents secteurs importants de l'édification de notre Communauté, des progrès significatifs ont été accomplis, tant du point de vue quantitatif que qualitatif. J'aimerais formuler certaines observations sur certains des événements qui ont influé le plus profondément sur l'évolution de la Communauté.

Et d'abord sur le problème de l'élargissement de la Communauté. Il s'agit non seulement d'un grand événement historique du point de vue politique et économique, mais également d'un développement nécessaire à l'évolution même de la vie de la Communauté.

Au cours du débat, différentes tendances se sont manifestées à cet égard. D'une part, il en est qui estiment fondamental que l'élargissement n'aboutisse pas à une dilution des valeurs les plus authentiques et les plus importantes du processus communautaire, des traités et de ce qui a été construit en commun au cours de ces années. D'autre part, il en est qui pensent que cet élargissement peut et doit être l'occasion de mettre en discussion certaines valeurs fondamentales de la Communauté, sa philosophie et sa structure institutionnelle même.

Il faut certes veiller soigneusement à ce que les nouvelles réalités qui s'imbriquent dans la Communauté puissent jouer un rôle propre au cours de cette phase dynamique de la construction européenne ; mais tout ceci ne doit aucunement remettre en cause l'inspiration fondamentale, les grands principes, les structures essentielles qui, depuis les traités de Rome jusqu'à maintenant, ont donné un visage politique bien défini à la réalité européenne.

Je comprends que notre collègue Amendola souhaite que l'on mette un peu à l'écart certaines conceptions politiques et philosophiques fondamentales ; pour ma part, je suis d'un avis tout à fait opposé. J'estime, en effet, en ce moment surtout, qu'il ne faut pas — au-delà de ce que peuvent être ou seront les aspects juridiques du processus d'élargissement — remettre en cause les valeurs et les expériences fondamentales, mais que notre action doit se préoccuper, avec la collaboration consciente des nouveaux partenaires, d'adapter et de compléter les principales structures de la Communauté.

On a parlé, à cet égard, des répercussions possibles sur le plan international de l'élargissement de la Communauté et on a souligné, à juste titre, que dans ce cadre — où l'Europe est appelée à exercer un rôle plus vaste et plus décisif sur la scène internationale — les progrès que nous souhaitons tous n'ont pas été faits, et ne le seront pas à brève échéance semble-t-il.

C'est certes là une remarque juste. Le président Malfatti a lui-même insisté sur une sorte de timidité de la Communauté dans le domaine des relations internationales. Cependant, le problème ne trouvera pas sa solution dans des déclarations ou des initiatives unilatérales : celles-ci pourraient même, à la limite, sembler velléitaires. Ce qu'il faut surtout, ce sont des actes qui donnent plus de force et de capacité à la Communauté et servent de base à ses initiatives les mieux appropriées. Le fait que la Communauté s'élargisse augmente sa propre dimension politique et sa puissance économique, implique en soi une modification substantielle de son poids et de son rôle dans la situation mondiale.

Il est difficile aujourd'hui de pouvoir prévoir exactement en quels termes se poseront ces relations entre la Communauté et les autres grandes zones du monde. La réalisation de la Communauté à Dix, à laquelle s'ajoutent des pays européens associés de manière différente à la Communauté élargie, modifiera progressivement l'ensemble de ses relations internationales et, en fait, mettra l'Europe mieux en mesure d'affronter les problèmes les plus importants. Cette situation ne sera manifestement pas suffisante ; il faudra renforcer parallèlement la volonté politique commune en vue d'une véritable stratégie internationale. Le présent débat a eu, à cet égard, pour thème principal la crise économique et monétaire.

Nous venons d'entendre des déclarations importantes, qu'il est du reste difficile de contester ; cette crise est une des plus graves depuis la création de la Communauté. Cela est vrai a-t-on ajouté, non seulement parce que l'on a remis en question une des décisions les plus importantes pour le développement interne de la Communauté, la politique économique et monétaire, mais parce que, en un certain sens, la cohésion politique entre les Six s'est affaiblie.

La réalisation progressive de la politique économique et monétaire d'une Europe élargie nous aidera à affronter à l'avenir les problèmes que posent des relations différentes entre les monnaies européennes et les relations différentes entre la zone économique européenne et, par exemple, la zone monétaire et commerciale des États-Unis ou d'autres grandes zones du monde. A cet effet les événements de 1970 et de 1971, au-delà des grandes difficultés de la conjoncture, nous ont réellement mis en mesure de pouvoir examiner de manière plus réaliste et plus concrète les liens les plus importants que ces problèmes nous suggèrent.

Certes, nous ne pouvons actuellement que dénoncer une période de stagnation préoccupante, d'autant

**Bersani**

plus que, — malgré les efforts faits ces dernières semaines — on n'entrevoit pas de solution immédiate. Nous nous sommes cependant trouvés par le passé en présence de crises aussi difficiles que celle-là. Nous devons plus que jamais croire que la volonté politique, l'insistance du dialogue constituent le moyen de résoudre également cette crise qui jette aujourd'hui une ombre inquiétante sur le développement cohérent d'une Communauté stable et progressive.

La limitation du temps de parole m'oblige à ne faire qu'une allusion à la politique sociale que notre collègue Cousté a examinée avec compétence et un soin particulier, en en soulignant les progrès, de différente nature, réalisés au cours de cette année.

J'éprouve cependant quelque difficulté à accepter le paragraphe 36 du rapport qui, me semble-t-il, contredit partiellement le paragraphe 41 de la proposition de résolution. Alors que dans ce paragraphe 41, on souhaite une révision des règlements qui reconnaisse en principe et en fait l'extension à tous les États membres des fonctions syndicales au profit des travailleurs venant d'autres États, cette question n'est évoquée au paragraphe 36 qu'en termes vagues et pour des motifs qui semblent contredire ce qui est dit dans la résolution.

Nous nous trouvons en présence d'un problème important de la politique sociale, qui ne peut pas ne pas intéresser vivement les représentants des travailleurs qui constituent, ne l'oublions pas, dans notre Communauté, plus de 75 % des forces actives. Le problème est important, en principe et en fait, car il s'agit de lutter contre toutes les discriminations entre travailleurs.

Je suis conscient des problèmes auxquels notre collègue Cousté a fait allusion, mais je crois qu'il s'agit d'un défi que nous devons relever et qui est propre à une société industrielle en phase de développement, comme l'est la nôtre.

Je conclus, Monsieur le Président, et je dirai que dans le débat actuel, on a remis en discussion des aspects de notre règlement étroitement liés aux pouvoirs de notre Parlement et à l'évolution positive enregistrée en 1970 — due pour une grande part à l'initiative du président Scelba — des rapports interinstitutionnels. C'est là une question importante. Je crois que c'est à juste titre qu'on l'a examinée aujourd'hui. Je suis en principe d'accord avec les considérations formulées par M. Scelba. Après ce débat, il faudra, au sein des organismes appropriés, examiner, outre certaines propositions réglementaires dont la commission juridique est déjà saisie, une solution globale, pour régler dans son ensemble cette nouvelle situation, compte tenu des innovations politiques essentielles réalisées au cours de ces dernières années, à l'initiative de notre Parlement.

Je voudrais enfin insister sur la politique régionale et plaider encore une fois en faveur de cette politique que j'estime profondément préoccupante en raison des retards et des difficultés rencontrées dans sa mise en œuvre. Je me rallie également à ceux qui, au cours de ce débat, ont encore une fois rappelé la nécessité de donner à notre Communauté ces caractéristiques de stabilité, de développement, de progrès et de participation à l'évolution du monde qui répondent aux attentes les plus vives de nos populations.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Cousté.

M. Cousté, *rapporteur général*. — Monsieur le Président, dans un débat aussi long, je suis sûr que la manière la plus agréable pour l'Assemblée est que je sois aussi bref que possible.

Je voudrais néanmoins remercier le président de la Commission, M. Malfatti, qui a saisi l'occasion de ce Rapport général pour nous présenter un exposé d'ensemble et qui n'a pas abandonné une objectivité à laquelle je rends hommage. Il a reconnu qu'il y avait des points où le progrès n'avait pas été suffisant, en matière de politique régionale, en matière de politique énergétique et même, a-t-il ajouté, en matière de politique de l'environnement, sur laquelle nous n'avons peut-être pas assez insisté dans notre rapport. Nous lui sommes particulièrement reconnaissants d'avoir répondu d'une manière positive sur un point qui nous paraît très intéressant, en ce sens que pour l'année prochaine le contenu du rapport sera plus global, plus complet, moins sectoriel, et que la Commission fera un effort, que nous apprécions d'ores et déjà, pour nous donner le rapport à une date la plus rapprochée possible de la fin de l'année.

En ce qui concerne l'intervention du président du Conseil, je crois effectivement que c'est historiquement la première fois que le président du Conseil prend la parole à l'occasion de l'exposé du Rapport général, prévu par le traité de Rome. Je crois qu'il y a là une bonne et une heureuse initiative, et je souhaite pour ma part qu'elle soit respectée. Quant aux dix orateurs, mes collègues, qui viennent de prendre la parole, je crois qu'il serait difficile de répondre à chacun d'eux. Je constate néanmoins que leurs interventions ont en effet eu deux cadres d'application. Un premier cadre a été un exposé des motifs que j'ai fait et qui leur a donné l'occasion d'une appréciation des orientations que j'avais moi-même portée sur le Rapport général. Il s'y ajoute un certain nombre de suggestions particulièrement intéressantes, concernant l'inquiétude sur la situation de la Communauté et surtout les conditions réelles de l'élargissement et l'équilibre institutionnel. A cet égard, je rends particulièrement hommage à mes collègues, les rapporteurs des commissions et singulièrement à M. Jahn qui, parlant au nom du groupe démocrate-



**Cousté**

chrétien, a bien voulu ne pas oublier qu'il avait aussi été rapporteur de la commission politique.

Il a eu dans cette appréciation de l'exposé des motifs, l'occasion de faire un certain nombre de suggestions, et je dirai de critiques, que j'ai notées avec le plus grand soin. Je suis reconnaissant à mes collègues de les avoir exprimées avec autant d'amabilité et de clarté. On peut dire en fait que grâce à cette façon de juger l'exposé des motifs et par là même, la politique d'ensemble de la Communauté et de la Commission, il y a eu un véritable contrôle politique parlementaire de l'Assemblée sur l'activité de 1970 des Communautés.

Quant à la deuxième partie de ces remarques, elle a ce mérite de s'être exprimée sous forme d'amendements. Ces amendements sont nombreux, je dois dire qu'ils ne portent heureusement pas sur les 75 paragraphes de la résolution mais sur un certain nombre de ceux-ci. Je pense que pour la bonne conduite des conclusions de notre débat, il sera maintenant bon de les examiner et qu'à l'occasion de chacun d'eux je puisse vous donner l'appréciation du rapporteur général.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

Sur le préambule et les paragraphes 1 et 2, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je les mets aux voix.

Ces textes sont adoptés.

Sur le paragraphe 3, M. Armengaud a présenté un amendement numéro 1 dont voici le texte :

Rédiger comme suit ce paragraphe :

« 3. Regrette toutefois que des divergences d'opinions profondes demeurent en ce qui concerne notamment la politique commune de l'énergie ainsi que la politique commune des transports, de la politique régionale et que des retards considérables n'aient pu être comblés en ce qui concerne l'application concrète des décisions relatives à l'union douanière. »

La parole est à M. Armengaud pour défendre cet amendement.

**M. Armengaud.** — Monsieur le Président, pour faire gagner du temps à l'Assemblée, je ferai une déclaration liminaire sur l'ensemble des amendements. Cela m'évitera de reprendre la parole à propos de chacun d'entre eux. Mais le cas échéant, je répondrai aux

observations du rapporteur ou aux interventions de tel ou tel collègue.

Les amendements que j'ai déposés sont de deux ordres. Les uns sont des amendements de forme et je me suis déjà expliqué à ce sujet. Si j'ai nuancé parfois quelque peu la rédaction, c'est parce que je considérais que celle-ci se révélait parfois trop optimiste. Je n'y attache pas personnellement une importance exagérée. Les autres sont plus orientés vers des modifications de fond.

L'amendement numéro 3 concerne le paragraphe 11 relatif à la situation du consommateur, car je tiens, en ce qui me concerne, à éviter les illusions que pourrait donner la rédaction proposée par le Rapport général.

J'insisterai également sur les amendements 4 et 5 visant la société anonyme européenne, dont j'ai dit qu'il ne m'apparaissait pas qu'elle puisse rapidement entrer dans nos mœurs en raison des difficultés considérables que soulève l'examen d'un texte de plus de 260 articles, portant sur des questions très délicates et controversées et sur lesquelles les différents pays de l'Europe des Six sont loin d'être d'accord.

Sur les amendements 9 et 11, concernant la politique monétaire et la coordination des investissements, je dirai que leur acceptation par l'Assemblée permettrait de tirer une conclusion pratique, à savoir que le Parlement européen est disposé à inviter la Commission et les pays membres à faire tous les efforts et tous les sacrifices nécessaires pour qu'on arrive à une Europe prospère et équilibrée, ce qui est loin d'être le cas à l'heure actuelle.

J'insisterai enfin sur l'amendement n° 7 concernant les États associés africains et malgache. Son acceptation montrerait la volonté du Parlement de faire réussir la convention de Yaoundé et, je m'excuse de l'expression, de ne pas acheter l'amitié des EAMA par une simple contribution des pays européens au FED.

Voilà, Monsieur le Président, les observations très brèves que je voulais faire sur les divers amendements. J'attendrai avec intérêt la réponse de M. le Rapporteur général à chacun d'entre eux.

Je demande simplement, pour qu'ils figurent au procès-verbal, de les voir appeler les uns après les autres.

C'est la réponse de mes collègues à leur égard qui décidera de mon comportement lors du vote final.

**M. le Président.** — Je prends acte de ce que M. Armengaud ne s'est pas limité à présenter son amendement n° 1 mais qu'il a défendu en même temps ses amendements n°s 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9.

La parole est à M. Cousté.

**M. Cousté, rapporteur général.** — Pour une raison de méthode, Monsieur le Président, je ne répondrai d'abord que sur l'amendement n° 1.

Comme vient de le dire M. Armengaud, l'amendement n° 1, en l'espèce, porte plus sur la forme que sur le fond.

Personnellement, la rédaction qu'il propose me paraît aussi bonne que celle de la commission du Parlement européen.

Dans ces conditions, il faut laisser le Parlement libre de son choix sur le premier amendement.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 1 de M. Armengaud.

L'amendement est adopté.

Sur les paragraphes 4 et 5, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets ces textes aux voix.

Les paragraphes 4 et 5 sont adoptés.

Sur le paragraphe 6, je suis saisi d'un amendement n° 11, présenté par MM. Luzzatto, Amendola et M<sup>me</sup> Caretoni-Romagnoli et dont voici le texte :

Dans ce paragraphe, supprimer les mots :

« dont il réaffirme la primauté sur le droit national ».

La parole est à M. Luzzatto pour défendre cet amendement.

**M. Luzzato.** — (I) Je ne pense pas avoir à compléter ce que j'ai déjà dit auparavant. Je tiens cependant à souligner que mon amendement tend uniquement à faire abandonner une formule qui pourrait être mal interprétée, sans d'ailleurs défendre une position opposée.

Je propose uniquement que cette question soit laissée de côté, ce qui me paraît sage en attendant l'évolution des structures des institutions communautaires et la mise en œuvre par le Conseil et la Commission d'une action appropriée en vue de résoudre les problèmes du travail et d'autres problèmes qui sont essentiels pour le développement de la Communauté.

**M. le Président.** — La parole est à M. Cousté.

**M. Cousté, rapporteur général.** — Monsieur le Président, il ne s'agit pas là d'un amendement de forme.

Le Parlement, j'en suis persuadé, a parfaitement compris le sens de cet amendement, que je considère

parfaitement contraire au traité de Rome et à l'acquis communautaire, comme à l'orientation que, sans cesse, la Commission et nous-mêmes avons donnée à nos travaux.

Dans ces conditions, en tant que rapporteur général, je demande à l'Assemblée de ne pas adopter cet amendement.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 11 de M. Luzzatto.

L'amendement n° 11 est rejeté.

Je mets aux voix le paragraphe 6.

Le paragraphe 6 est adopté.

Sur le paragraphe 7, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je le mets aux voix.

Le paragraphe 7 est adopté.

Sur le paragraphe 8, je suis saisi d'un amendement n° 2, présenté par M. Armengaud et dont voici le texte :

Après les mots : « ... harmonisation fiscale » insérer le mot : « progressive ».

M. Armengaud ayant déjà soutenu son amendement, la parole est à M. Cousté.

**M. Cousté, rapporteur général.** — Monsieur le Président, on doit le comprendre, cet amendement est un amendement d'indication de tendance.

Il ne change pas le fond de la rédaction du paragraphe et me paraît donc bon.

En effet, l'harmonisation fiscale, tout le monde le sait par l'expérience que nous avons vécue dans ce Parlement, que la Commission a sanctionnée, ne peut être que progressive. Cet amendement ne peut qu'explicitement, dans ces conditions, le sens du paragraphe 8.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 2 de M. Armengaud.

L'amendement n° 2 est adopté.

Je mets aux voix le paragraphe 8 ainsi modifié.

Le paragraphe 8 ainsi modifié est adopté.

Sur les paragraphes 9 et 10, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

**Président**

Personne ne demande la parole ?...

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 9 et 10 sont adoptés.

Sur le paragraphe 11, je suis saisi d'un amendement n° 3 de M. Armengaud tendant à supprimer ce paragraphe.

La parole est à M. Cousté.

**M. Cousté, rapporteur général.** — Cet amendement vise à supprimer le paragraphe 11 dont je rappelle les termes : « Constate qu'on ne saurait prétendre qu'il existe une politique cohérente à l'égard du consommateur ; est d'avis que l'information du consommateur dans la Communauté doit être renforcée et estime souhaitable d'envisager la création d'un institut chargé de tester les marchandises. »

Je sais qu'il y a eu à ce sujet une décision à l'unanimité de la commission économique et je pense qu'il ne serait pas convenable de supprimer le paragraphe 11 purement et simplement.

A mon sens, il contient plusieurs choses, mon cher collègue, et il serait mauvais de supprimer l'ensemble des idées contenues dans cette rédaction.

Je demande donc le maintien du paragraphe 11 qui est, d'ailleurs, conforme à la position de la commission économique.

**M. le Président.** — La parole est à M. Wolfram.

**M. Wolfram.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, notre groupe regretterait, lui aussi, que cet amendement fût approuvé. J'avais espéré que M. Armengaud le retirerait, car, en fait, il ne peut y avoir de divergence de vues entre un membre libéral et les autres membres de ce Parlement sur la nécessité d'attacher une grande importance au rôle du consommateur dans la Communauté. Nos concitoyens ne comprendraient pas que nous ne mettions pas tout en œuvre pour pratiquer une politique économique orientée en fonction du consommateur. Le rapporteur général a souligné que la commission économique a adopté cette proposition à l'unanimité. Je vous pose à tous la question suivante : où dans cette Communauté peut-on déceler ne serait-ce que l'ébauche d'une politique du consommateur ? Nous ne pouvons nous contenter de parler d'une « société anonyme européenne », d'une politique agricole européenne et d'autres politiques partielles ; nous devons aussi nous rappeler que la masse des femmes et des hommes de cette Communauté européenne sont des consommateurs. La Communauté doit se prononcer clairement sur ce point.

Je vous prierai donc sincèrement de rejeter cet amendement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Armengaud.

**M. Armengaud.** — Monsieur le Président, je n'ai pas l'intention d'ouvrir un débat sur cet amendement. Je voudrais simplement rappeler que ce matin, j'ai indiqué que la meilleure défense du consommateur c'est de mettre un terme aux excès de la société de consommation et à tous ses inconvénients.

Je n'ai pas le sentiment qu'au groupe socialiste on s'oppose à la société de consommation ; le moins que je puisse en dire c'est que je m'étonne de sa position. J'ai exprimé une opinion, que je maintiens, mais je retire l'amendement pour des raisons de sympathie à l'égard de mes collègues. Cela dit, je garde mon opinion très ferme.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — L'amendement n° 3 est retiré.

Je mets aux voix le paragraphe 11.

Ce paragraphe est adopté.

Sur le paragraphe 12, je suis saisi d'un amendement n° 4 de M. Armengaud et dont voici le texte :

Rédiger comme suit ce paragraphe :

« 12. Souligne à nouveau l'importance fondamentale du rapprochement des législations et se félicite qu'une proposition de directive sur le statut des sociétés anonymes européennes ait été soumise au Parlement ainsi que la deuxième et troisième propositions visant... »

(le reste sans changement)

M. Armengaud ayant déjà soutenu cet amendement, la parole est à M. Cousté.

**M. Cousté, rapporteur général.** — Monsieur le Président, je dois dire que cet amendement me paraît être infiniment mieux rédigé que le paragraphe de notre résolution. Je dis mieux rédigé encore qu'il y ait aussi une approche qui touche le fond. En effet, l'amendement de M. Armengaud dit : « souligne à nouveau l'importance fondamentale du rapprochement des législations et se félicite qu'une proposition de directive sur le statut de la société anonyme européenne ait été soumise au Parlement, ainsi que la deuxième et troisième propositions... » alors que la résolution dit : « souligne à nouveau l'importance fondamentale du rapprochement des législations et se félicite de la présentation de la proposition de directive... »

Ce qui veut dire qu'il s'agit d'une proposition parmi d'autres qui sont en voie d'examen. Nous pouvons parfaitement choisir l'une ou l'autre de ces rédactions. Pour ma part, je crois que nous pouvons choisir celle de M. Armengaud : il s'agit d'une proposition à côté des autres.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 4 de M. Armengaud.

L'amendement est adopté.

Je mets aux voix le paragraphe 12 ainsi modifié.

Le paragraphe 12 ainsi modifié est adopté.

Sur le paragraphe 13, je suis saisi d'un amendement n° 5 de M. Armengaud et dont voici le texte :

Au début de ce paragraphe, après les mots :

« ... — indépendamment de la création »

supprimer le mot :

« urgente ».

M. Armengaud ayant déjà soutenu son amendement, la parole est à M. Cousté.

M. Cousté, *rapporteur général*. — Il s'agit de supprimer le mot « urgente ». Je crois qu'effectivement on peut le supprimer, cela ne change rien au fond du paragraphe 13. C'est une question d'appréciation tout à fait subjective. Je laisserai très volontiers le Parlement juger dans le sens qu'il voudra.

M. le Président. — La parole est à M. Wolfram.

M. Wolfram. — (A) Monsieur le Président, j'admire le caractère conciliant de notre rapporteur général. Mes compliments, Monsieur Cousté ! Je pense effectivement qu'en vue de l'évolution réelle des événements, il faut que nous nous prononcions sur cette question. Mais je reconnais qu'on peut certainement discuter de ce qui est urgent.

En fait, je voudrais recommander, au nom de notre groupe, de rejeter l'amendement, parce que je pense que si l'évolution réelle nous échappe, nous devons préciser notre position politique et arrêter des décisions. J'ajouterai encore, au nom de notre groupe, que la formulation retenue par le rapporteur général, qui estime indispensable de coordonner les garanties exigées des sociétés, doit évidemment aussi s'étendre au problème de la participation et de la cogestion des travailleurs.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 5 présenté par M. Armengaud.

L'amendement n° 5 est rejeté.

Je mets aux voix le paragraphe 13.

Le paragraphe 13 est adopté.

Sur les paragraphes 14 à 17, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 14 à 17 sont adoptés.

Sur le paragraphe n° 18, je suis saisi d'un amendement n° 9 présenté par M. Armengaud et dont voici le texte :

Compléter ce paragraphe comme suit :

...« et demande que les États membres dont l'équilibre fragile de leurs balances commerciales nuit à la solidité de leurs monnaies, prennent des mesures en vue de remédier à une telle situation et que leurs partenaires de la CEE les soutiennent dans cette voie. »

Quel est l'avis du rapporteur ?

M. Cousté, *rapporteur général*. — Il s'agit d'un amendement de complément qui ne modifie en rien le sens du paragraphe lui-même.

De plus, ce texte va tout à fait dans le sens des approbations que nous avons données en ce qui concerne la politique conjoncturelle à moyen terme et des observations que nous avons présentées.

Personnellement, je ne vois pas pourquoi on n'ajouterait pas ce complément au paragraphe 18 étant donné qu'il ne s'adresse à aucun État en particulier, mais à tous chacun d'eux pouvant un jour ou l'autre se trouver devant un déséquilibre de sa balance commerciale.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 9 présenté par M. Armengaud.

L'amendement n° 9 est adopté.

Je mets aux voix le paragraphe 18 ainsi complété.

Le paragraphe 18 ainsi modifié est adopté.

Sur les paragraphes 19 à 21 je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 19 à 21 sont adoptés.

Sur le paragraphe 22, je suis saisi d'un amendement n° 6 présenté par M. Armengaud et dont voici le texte :

Rédiger comme suit ce paragraphe :

« 22. Est d'avis que, dans différents secteurs économiques, l'évolution des techniques de production

**Président**

conduit fatalement à la création de grandes unités de production et qu'il est indispensable d'établir, dans un esprit de coopération, une coordination effective des investissements dans les domaines où leur importance nécessite d'immenses moyens financiers, et exerce un effet décisif sur le niveau de l'emploi ; invite la Commission à tenir compte... »

(le reste sans changement)

Quel est l'avis du rapporteur ?

**M. Cousté, rapporteur général.** — Cet amendement n° 6 soulève un problème plutôt rédactionnel que de fond, c'est tout au moins mon avis.

Encore une fois, je ne vois personnellement aucune différence fondamentale entre ces deux textes ; cet amendement peut donc parfaitement être accepté par le Parlement.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 6 présenté par M. Armengaud.

L'amendement n° 6 est adopté.

Je mets aux voix le paragraphe 22 ainsi modifié.

Le paragraphe 22 ainsi modifié est adopté.

Sur les paragraphes 23 à 48, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ? ...

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 23 à 48 sont adoptés.

Sur le paragraphe 49, je suis saisi d'un amendement n° 10, présenté par M<sup>me</sup> Caretoni-Romagnoli, M. Bermani, M<sup>me</sup> Iotti et M. Luzzatto et dont voici le texte :

Modifier ce paragraphe comme suit :

**I - Remplacer les termes :**

« à voir levés en Grèce les obstacles qui continuent d'empêcher... »

par les termes :

« à l'établissement en Grèce d'un régime démocratique qui permette... »

**II - Rédiger comme suit la fin de ce paragraphe :**

« et demande à la Commission et au Conseil d'exercer toute leur influence à ces fins. »

La parole est à M<sup>me</sup> Caretoni-Romagnoli pour défendre cet amendement.

**M<sup>me</sup> Caretoni-Romagnoli.** — (I) Monsieur le Président, nous avons déposé cet amendement parce

que nous estimons que la rédaction du paragraphe 49 est trop faible. Parler « d'obstacles qui continuent à empêcher » le retour à la démocratie en Grèce est une formule trop générale et invoquer ensuite la possibilité que le gouvernement d'Athènes puisse trouver rapidement une solution démocratique équivaut, à notre avis, à demander au fascisme de s'amender lui-même. Or, malheureusement, l'expérience a montré que le fascisme ne s'amende pas de lui-même !

Dans ces conditions, il semble qu'il n'y ait aucun motif politique pour que nous parlions par euphémismes. A notre avis, la situation demeure très grave en Grèce. Même s'il est exact, comme nous l'entendons souvent dire au Parlement, que les camps de concentration y ont été fermés, il est également vrai qu'il existe des dictatures qui n'ont jamais eu de camps de concentration, mais qui n'en sont pas moins des dictatures. Du reste, il est de fait que la Grèce est placée sous le régime de la loi martiale, et qu'il n'y a ni liberté de presse ni institutions parlementaires.

D'autre part, dans son discours du Nouvel An, le premier ministre grec, M. Papadopoulos lui-même, faisant le point de la situation en Grèce, a déclaré que rien ne changerait en 1971...

Dans ces conditions, j'estime que le texte proposé est trop vague, et pêche peut-être par son optimisme sinon par son ingénuité. Pourquoi avons-nous déposé cet amendement ? Parce que nous pensons qu'il faut faire quelque chose dans ce domaine. Cette question est extrêmement délicate, dans la mesure où il s'agit d'envisager la manière d'entreprendre une action contre la dictature en place en Grèce, sans porter atteinte au principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays. Il s'agit — je le répète — d'un problème politique fort délicat, mais dans le cas de la Communauté européenne, il est un moyen d'aborder concrètement ce problème, celui de tirer les conclusions qui résultent des principes inscrits dans le traité. A notre avis, la Communauté doit le faire de manière déterminée et sans équivoque. Voilà les raisons pour lesquelles nous avons déposé cet amendement qui vise à compléter la résolution et auquel certains pourront peut-être reprocher de faire une trop grande référence au passé. Nous voulons rappeler les lourdes responsabilités à l'égard du nazisme et du fascisme qui sont celles des grandes démocraties occidentales qui laissent trop facilement courir les choses. Si les Espagnols, qui sont un peuple européen, ne siègent pas au sein de ce Parlement, c'est en grande partie en raison des erreurs qui ont été commises par une partie de l'Europe.

**M. le Président.** — La parole est à M. Wolfram.

**M. Wolfram.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, nous n'avons sûrement pas ici à nous engager dans un débat sur la Grèce : je suppose que nos jugements sur le régime que connaît ce pays se rejoignent largement. Je voudrais cepen-

**Wolfram**

dant savoir, avant que le rapporteur général ne se prononce sur cet amendement, si le texte allemand en a été correctement reproduit, car il est en contradiction avec l'argumentation développée par l'oratrice qui m'a précédé. Le texte allemand dit : « ... confirme tout le prix qu'il attache à la « consolidation » (Festigung) en Grèce d'un régime démocratique.

Je voudrais donc savoir si l'amendement a été traduit correctement en allemand. Peut-être pourrait-on commencer par éclaircir ce point.

**M. le Président.** — Le texte français est très clair.

Vous avez la parole, Monsieur Wolfram.

**M. Wolfram.** — (A) Monsieur le Président, l'amendement propose en effet — je me fonde sur le texte allemand que j'ai sous les yeux — une modification après le mot « bekräftigt ». Or, le texte allemand de cette modification ne correspond pas aux textes français et italien.

**M. Luzzato.** — (A) Vous permettez, ce n'est pas cela : « der Bildung » — l'établissement — « en Grèce ».

**M. le Président.** — La parole est à M. Habib-Deloncle.

**M. Habib-Deloncle.** — Monsieur le Président, parlant ici non pas en tant que membre de mon groupe, mais en tant que président de la commission d'association avec la Grèce, je pourrai peut-être apporter quelques précisions sur ce texte, que M. le Rapporteur général n'a fait que reprendre d'ailleurs et qui avait été voté sans débat à la commission d'association.

C'est un texte qui est dû à la plume, toujours habile et nuancée, du président Berthoin et qui est un texte de caractère conservatoire, en ce sens qu'il était apparu à votre commission, Monsieur le Président, que le cadre du rapport général était trop vaste pour que nous engagions ici un débat au fond sur la question grecque qui préoccupe, je le sais, bon nombre de nos collègues.

C'est ainsi que la Commission a envisagé la possibilité d'ouvrir, soit à la fin de l'année, soit au début de l'année prochaine, après avoir pris de très nombreuses informations auprès de la Commission et du Conseil de ministres, un débat d'ensemble sur les rapports entre la Communauté et la Grèce et sur le fonctionnement de l'accord d'association.

M. Berthoin avait donc été chargé de confirmer simplement les propositions antérieures du Parlement sur l'accord d'Athènes, c'est-à-dire de n'innover ni dans un sens, ni dans un autre, et la rédaction de M. Berthoin suit de très près ce qui avait été préalablement décidé par notre Parlement.

Pour rassurer M. Wolfram, je dirai très clairement qu'il s'agit pour nous de confirmer le prix que nous attachons à voir lever les obstacles qui continuent d'empêcher la pleine application et le développement de l'association ainsi que la remise en route de certains rouages à caractère démocratique prévus dans l'accord.

Je ne voudrais pas parler sur le fond, mais dire que la supériorité de la rédaction de la commission me paraît être qu'elle se place du point de vue de l'association, qui est celui qui nous concerne, et non du point de vue de la situation interne en Grèce, qu'une assemblée comme la nôtre ne peut pas apprécier dans le cadre du Rapport général sur l'activité des Communautés. C'est pourquoi sous le bénéfice de ces observations, et en assurant cette Assemblée que nous prendrons toutes les mesures nécessaires pour qu'un débat au fond puisse avoir lieu, je demande à mon honorable collègue, M<sup>me</sup> Carettoni-Romagnoli, qui fait partie de notre commission, de ne pas insister sur son amendement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Jahn.

**M. Jahn.** — (A) Je voudrais rappeler que le paragraphe 48 a été rédigé conjointement par le rapporteur et M. Berthoin et que la commission politique l'a approuvé.

Je prie donc l'Assemblée de se rallier à ce texte.

**M. le Président.** — M<sup>me</sup> Carettoni Romagnoli, maintenez-vous votre amendement ?

**M<sup>me</sup> Carettoni Romagnoli.** — J'insiste sur le vote.

**M. le Président.** — La parole est à M. Cousté.

**M. Cousté, rapporteur général.** — Monsieur le Président, je vous remercie d'avoir laissé s'établir une discussion qui a éclairé chacun des membres de cette Assemblée.

Il est tout à fait clair que la rédaction du paragraphe 49 doit, à mon sens, être maintenue et adoptée par le Parlement. Compte tenu des explications qui nous ont été fournies par le président de l'association avec la Grèce et de l'indication donnée au nom de la commission politique, je crois qu'il faut rejeter l'amendement n° 10 de Madame Carettoni Romagnoli.

**M. le Président.** — La parole est à M. Wolfram.

**M. Wolfram.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, maintenant qu'il est clair que le texte allemand contient manifestement une erreur de sens et qu'il ne s'agit donc pas de la « consolidation du régime », mais du « rétablissement » ou de l'« établissement d'un régime démocratique », je di-

**Wolfram**

rai en mon nom personnel et, je suppose, également au nom de mes amis politiques, que nous préférons cette version plus claire.

**M. le Président.** — Chers collègues, nous pouvons maintenant passer au vote. Je mets aux voix l'amendement n° 10.

L'amendement est rejeté.

Je vous en prie, M<sup>lle</sup> Lulling.

**M<sup>lle</sup> Lulling.** — Je suis quant au fond d'accord avec cet amendement, mais je ne voterai un tel amendement proposé, entre autres, par des parlementaires communistes qu'au moment où ces mêmes parlementaires auront le courage de dénoncer non seulement les dictatures fascistes mais aussi les dictatures communistes, comme nous avons nous-mêmes le courage de dénoncer à la fois les dictatures communistes et les dictatures fascistes.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Je mets aux voix le paragraphe 49 dans sa rédaction initiale.

Le paragraphe 49 est adopté.

Sur les paragraphes 50 à 52, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets ces textes aux voix.

Les paragraphes 50 à 52 sont adoptés.

Sur le paragraphe 53, je suis saisi d'un amendement n° 7 présenté par M. Armengaud et dont voici le texte :

Compléter ce paragraphe comme suit :

... « et en attendant, au niveau de ses relations avec les EAMA, prenne l'initiative de la mise en œuvre de dispositions propres à assurer des débouchés réguliers aux productions de ces derniers dans les pays de la CEE à des prix rémunérateurs. »

La parole est à M. Cousté.

**M. Cousté, rapporteur général.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, le paragraphe 53 est ainsi rédigé :

« Insiste pour que la Communauté mette tout en œuvre pour adhérer à tous les accords internationaux concernant les produits de base » ;

L'amendement n° 7 tend à compléter le paragraphe, mais ne le supprime pas et n'en change pas le sens.

Ce complément va dans le sens de toutes les décisions qui ont été prises dans ce Parlement européen.

Il est conforme à l'esprit du traité de Rome et aux conventions de Yaoundé.

**M. le Président.** — Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 7.

L'amendement n° 7 est adopté.

Je mets aux voix le paragraphe 53 ainsi modifié.

Le paragraphe 53 ainsi modifié est adopté.

Sur les paragraphes 54 à 56, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 54 à 56 sont adoptés.

Sur le paragraphe 57, je suis saisi d'un amendement n° 8, présenté par M. Armengaud et dont voici le texte :

Compléter ce paragraphe comme suit :

« ... sous réserve qu'il ne soit pas porté atteinte aux fondements du traité de Rome. »

La parole est à M. Cousté.

**M. Cousté, rapporteur général.** — Il s'agit en fait d'un amendement de complément qui trouve parfaitement sa place au paragraphe 57. Par ailleurs, il va dans le sens de ce que M. Malfatti et moi-même avons indiqué.

En conséquence, nous sommes tous d'accord.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 8.

L'amendement n° 8 est adopté.

Je mets aux voix le paragraphe 57 ainsi modifié.

Le paragraphe 57 ainsi modifié est adopté.

Sur les paragraphes 58 à 60, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 58 à 60 sont adoptés.

Après le paragraphe 60, je suis saisi d'un amendement n° 12 présenté par M. Cantalupo, au nom de la commission politique et dont voici le texte :

Insérer après le paragraphe 60 un paragraphe 60 bis (nouveau) ainsi conçu :

« 60 bis. Souligne qu'il est indispensable de prendre d'urgence des décisions qui permettent, en

**Président**

application des dispositions des traités de Paris et de Rome, d'élire ses membres au suffrage universel direct. »

La parole est à M. Cantalupo pour défendre cet amendement.

**M. Cantalupo.** — (I) Monsieur le Président, je prends la parole au nom de la commission politique — qui m'en a explicitement chargé à l'unanimité — et au nom du groupe libéral qui approuve entièrement l'amendement proposé.

La commission politique demande que le rapport général précise de manière explicite la nécessité et le caractère impératif de l'élection du Parlement européen au suffrage universel. La raison invoquée étant que les conversations bilatérales qui se déroulent dans toute l'Europe ainsi que la perspective de l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté — pays dont les sympathies vont probablement davantage aux parlements nationaux qu'au Parlement européen élu au suffrage universel — ont marqué le début d'une nouvelle phase au cours de laquelle certains ont pu évoquer l'existence d'un conflit entre l'idée d'approfondissement et celle d'extension ou d'élargissement. Il est également à craindre que le rôle du Parlement aille peu à peu en s'amoin-drissant, alors qu'à notre avis le moment serait venu de le renforcer au maximum.

C'est pour ces raisons, qui sont essentiellement d'ordre politique dans la mesure où elles concernent l'évolution des institutions européennes, que nous demandons que la nécessité et l'urgence de procéder à l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct soient mentionnées en termes suffisamment explicites dans le rapport pour pouvoir constituer un point de référence lors des futures rencontres internationales qui auront lieu tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Communauté.

Il s'agit d'un point sur lequel je pense que nous serons tous d'accord, car j'estime qu'aucun membre du Parlement ne saurait s'opposer à l'affirmation d'un principe qui constitue sa raison d'être. Je demande donc l'adoption de l'amendement proposé pour les motifs que je viens d'exposer.

**M. le Président.** — La parole est à M. Habib-Deloncle.

**M. Habib-Deloncle.** — Monsieur le Président, mes amis et moi-même avons déjà voté au sein de cette Assemblée des résolutions qui manifestaient leur accord avec l'élection du Parlement au suffrage universel direct.

Cependant, la rédaction du paragraphe tel qu'il est proposé par la commission politique me paraît aller un peu au-delà de ce que nous avons jusqu'à présent

accepté, en ce sens que ce paragraphe indique qu'il est indispensable de prendre d'urgence des décisions qui permettront cette élection.

Or, nous n'avons jamais caché que pour nous, l'élection du Parlement au suffrage universel faisait partie d'un ensemble qui concerne le développement des institutions communautaires, notamment sur le plan du renforcement de ce que l'on peut appeler les organes exécutifs.

Le président de la République française, lorsqu'il a émis des propositions qui, je crois, retiennent maintenant la considération dans les pays de la Communauté comme dans les pays candidats et qui tendent à l'établissement d'une confédération européenne, avait dit que lorsqu'il y aurait un gouvernement européen, il serait normal qu'il y ait un véritable Parlement.

On nous demande ici de prendre des dispositions pour l'élection du Parlement au suffrage universel direct, ce qui, nous en sommes tous d'accord, en ferait davantage un véritable Parlement que l'Assemblée à laquelle nous avons l'honneur d'appartenir. Mais, on ne nous dit pas ce qui doit être fait parallèlement pour progresser vers un accord plus grand des gouvernements et vers l'établissement de décisions communes à leur échelon. Dans ces conditions la rédaction me paraît trop excessive pour que les membres de mon groupe et moi-même puissions nous y associer.

Au surplus, la commission politique, à laquelle j'ai l'honneur d'appartenir comme M. Cantalupo, vient de décider un certain nombre de débats qui sont de nature à porter la question à nouveau devant notre Parlement et qui doivent comprendre notamment la consultation de ceux qui, dans les différents parlements nationaux, ont procédé au dépôt de propositions ou sont rapporteurs de propositions sur le sujet. La démarche faite par la commission politique n'est pas une démarche retardatrice, mais ce n'est pas non plus une démarche trop hâtive et je l'en félicite.

C'est pourquoi je pense que si l'amendement pouvait être modifié en introduisant un facteur « temps », qui ne soit pas le facteur d'urgence, nous pourrions reconsidérer notre position.

Nous estimons qu'en un moment où nous nous interrogeons les uns et les autres sur ce que sera l'avenir des institutions de la Communauté après l'élargissement et où d'ailleurs le point de vue des pays candidats doit être enregistré avec beaucoup d'attention, il faudrait que la rédaction soit un peu plus mesurée, et nous aurions à ce moment-là la joie de ne pas rompre l'unanimité de cette Assemblée.

**M. le Président.** — M. Cantalupo a-t-il entendu l'appel de M. Habib-Deloncle ?



M. Cantalupo. — (I) Monsieur le Président, je pense que M. Habib-Deloncle est surtout préoccupé par l'expression « d'urgence » et, pour ma part, je ne vois aucun inconvénient à ce qu'elle soit éventuellement supprimée. Toutefois, je ne suis pas habilité à modifier un texte qui a été, si je me souviens bien, approuvé à l'unanimité par la commission politique. Il m'appartient donc seulement de proposer la mise aux voix de cet amendement. Étant donné qu'il n'est pas possible de modifier le texte de l'amendement, il ne reste plus qu'à renvoyer éventuellement son vote ou à le mettre tout simplement aux voix dans la version qui a été approuvée par la commission politique.

M. le Président. — La parole est à M. Cousté.

M. Cousté, *rapporteur général*. — Monsieur le Président, je n'ai eu connaissance de cet amendement fort important, qui a toute ma sympathie et dont je comprends parfaitement l'inspiration, que tardivement et, comme vous venez de l'entendre, les mots « d'urgence » me gênent particulièrement. Je pense qu'il m'appartient de proposer un sous-amendement qui permettrait peut-être de recueillir l'unanimité de l'Assemblée.

Nous sommes en pleine période d'élargissement certes, mais le problème n'est pas tellement d'élargir, mais bien d'être capables, avec nos nouveaux partenaires, d'appliquer les traités de Rome. En même temps que se pose le problème de l'élection, se pose celui des pouvoirs de ce Parlement sur lequel je vous rends attentifs.

Il ne s'agit pas d'être élu pour avoir des pouvoirs consultatifs, mais d'être élu pour avoir de véritables pouvoirs d'un Parlement européen. C'est d'ailleurs le sens de l'intervention de notre collègue Habib-Deloncle qui a rappelé le discours du président de la République, qui a déclaré : « Lorsqu'il y aura un véritable gouvernement, il y aura un véritable Parlement européen. »

Il me paraît donc normal de prendre l'initiative de modifier cet amendement de la manière suivante : « souligne qu'il est indispensable de prendre des décisions qui permettent, en application des dispositions des traités de Paris et de Rome, d'élire ses membres au suffrage universel direct ». Je supprime donc les mots « d'urgence », ce qui ne veut pas dire que nous prendrons ces décisions sur l'heure, mais que, peut-être, nous attendrons les effets de l'élargissement, c'est-à-dire 1973, et en tout cas, que nous considérons le problème comme valable dans son orientation et, du reste, conforme aux traités de Rome.

M. le Président. — La parole est à M. Westerterp.

M. Westerterp. — (N) Monsieur le Président, je voudrais plaider en faveur de l'adoption de l'amende-

ment de M. Cantalupo, présenté au nom de la commission politique, sans le sous-amendement. En 1960, ce Parlement a adopté une proposition de résolution sur l'élection de ses membres au suffrage universel direct. Aussi me semble-t-il vraiment urgent que le Conseil prenne finalement une décision en la matière. J'insiste pour que l'amendement de M. Cantalupo soit voté sans modification.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets tout d'abord aux voix la proposition de modification présentée par M. Cousté, tendant à supprimer le mot « d'urgence » dans le texte de l'amendement n° 12 de M. Cantalupo.

La proposition de modification est rejetée.

Je mets aux voix l'amendement n° 12 présenté par M. Cantalupo.

L'amendement n° 12 est adopté.

Sur les paragraphes 61 à 65, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?

Je mets ces textes aux voix.

Les paragraphes 61 à 65 sont adoptés.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution modifiée par les divers amendements qui ont été adoptés.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

## 6. Ordre des travaux

M. le Président. — La parole est à M. Boscary-Monsservin.

M. Boscary-Monsservin. — Monsieur le Président, je vous remercie de me donner la parole pour un rappel au règlement.

L'autre jour, j'ai assisté, sur la convocation de M. le Président de cette Assemblée, à une réunion du Bureau. A ce moment-là, tout le monde a été d'accord au Bureau pour reconnaître qu'il y avait un problème qui, à cette session aussi, présentait un intérêt particulier, à savoir celui concernant l'agriculture et notamment la définition des prix agricoles. Pour autant que mes souvenirs soient précis, il avait été formellement convenu à cette réunion que le débat commencerait à quinze heures et se poursuivrait sans interruption, de manière à ce qu'il ne

(\*) JO n° C 78 du 2 août 1971, p. 57.

**Boscary-Monsservin**

soit pas tronqué, à ce qu'il ne se prolonge pas très tard dans la nuit, devant un nombre infiniment modeste de collègues et qu'ainsi l'Assemblée puisse, dans sa plénitude, prendre les responsabilités sur un sujet qui en vaut la peine. Or, je constate avec une certaine stupéfaction et une certaine tristesse que l'on n'aborde pas le débat sur l'agriculture.

Si je retiens par ailleurs que le rapport qu'on va appeler prendra assez de temps, ce n'est peut-être que tard dans la soirée que nous pourrions aborder le texte sur l'agriculture et nous le terminerons dans la nuit, dans des conditions aussi mauvaises que possible. Cette méthode de travail est essentiellement anormale, et je le regrette au nom de l'agriculture européenne. Je vous demanderai donc, Monsieur le Président, si l'Assemblée en est d'accord, que l'on aborde maintenant le texte sur l'agriculture.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Monsieur Boscary-Monsservin, je précise que le Bureau du Parlement a proposé comme horaire : 9 h, 15 h et, éventuellement, une séance le soir.

L'ordre du jour devait donc appeler les exposés sur l'élargissement, le rapport de M. Cousté, celui de M<sup>lle</sup> Lulling et celui de M. Brouwer, mais il n'y a pas d'heure précisée pour tel ou tel rapport.

La parole est à M. Müller.

**M. Müller.** — (A) Monsieur le Président, je voulais vous prier de consulter l'Assemblée et de lui demander son accord pour que l'on se tienne à l'ordre du jour qui avait été convenu, et que l'on examine donc à présent le rapport de M<sup>lle</sup> Lulling. Vous venez de déclarer que la séance était prévue pour 9 h et 15 h. Il est apparu que tous les membres n'étaient pas d'accord sur la succession des points de l'ordre du jour. Or, il s'est avéré entre-temps qu'aucun accord obligatoire n'avait été réalisé sur la nécessité d'aborder le débat sur l'agriculture à 15 h. Si nous regardons l'heure, nous constatons d'ailleurs que ce débat n'a pas commencé. Si l'on avait voulu ce schéma, il aurait fallu interrompre le rapport Cousté à 15 h, entamer alors le débat sur l'agriculture et poursuivre à 19 h ou 21 h — ou Dieu sait à quel moment de la soirée — l'examen du rapport Cousté pour ensuite examiner le rapport Lulling.

Vous admettez, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, que cette solution n'eût guère été satisfaisante.

Je voudrais encore ajouter une remarque. Il est de toute manière trop tard pour transmettre à la presse les conclusions du Parlement, les résultats de ces débats, qu'il s'agisse des débats sur l'agriculture ou du thème tout aussi important, me semble-t-il, de la politique sociale menée l'an dernier.

C'est pourquoi je demande que l'ordre des travaux établi aujourd'hui soit respecté.

**M. le Président.** — La parole est à M<sup>lle</sup> Lulling.

**M<sup>lle</sup> Lulling, rapporteur.** — Monsieur le Président, je voudrais me rallier à ce que vient de dire M. le Président de la commission des affaires sociales. Je pourrais reprendre les mots de M. le président Boscary-Monsservin et je pourrais alors parler au nom du prolétariat de la Communauté tout comme il a parlé au nom de l'agriculture de la Communauté ; je pourrais souligner l'intérêt particulier du débat social et dire qu'il n'est pas souhaitable non plus que le débat social se déroule devant un nombre infiniment modeste de parlementaires ; je pourrais dire que c'est un sujet qui vaut la peine d'être discuté devant une assistance nombreuse.

En vertu de toutes les considérations, puisque l'ordre du jour a été fixé et que les membres de la commission des affaires sociales et de la santé publique sont beaucoup moins bavards que ceux de la commission de l'agriculture, je crois que nous pourrions entamer le débat sur la politique sociale.

**M. le Président.** — La parole est à M. Berkhouwer.

**M. Berkhouwer.** — (N) Monsieur le Président, ce que nous pouvons en tout cas constater c'est que l'heure a avancé. Aussi voudrais-je vous demander s'il ne serait pas sage de suspendre la séance pendant dix minutes, de manière que vous puissiez vous concerter avec les présidents des groupes et des deux commissions intéressées, à savoir celle des affaires sociales et celle de l'agriculture, sur la manière dont il conviendrait de poursuivre l'examen de l'ordre du jour.

**M. le Président.** — La parole est à M. Müller.

**M. Müller.** — (A) Monsieur le Président, je prie M. Berkhouwer de m'excuser, mais je ne suis pas d'accord avec sa proposition. Nous ne faisons que perdre du temps. J'estime que le débat sur la politique sociale ne prendra pas plus de 60 à 90 minutes. Cinq orateurs sont inscrits, un pour chaque groupe, et un pour les non inscrits, auxquels s'ajoute un orateur qui parlera à titre personnel. Le débat ne durera certainement pas plus de 90 minutes.

**M. le Président.** — La parole est à M. Berkhouwer.

**M. Berkhouwer.** — (N) S'il n'y en a effectivement pas pour plus d'une heure ou d'une heure et demie, je ne vois pas d'objections à ce que nous passions à l'examen du rapport de M<sup>lle</sup> Lulling.

**M. le Président.** — Je vous signale, Monsieur Berkhouwer, que M. Behrendt doit réunir les présidents

**Président**

de groupes à dix-huit heures pour faire le point de la situation.

Monsieur Boscary-Monsservin, maintenez-vous votre demande ?

**M. Boscary-Monsservin.** — Non, monsieur le Président.

**M. le Président.** — Dans ces conditions, mes chers collègues, nous pouvons passer au point suivant de l'ordre du jour.

### 7. Situation sociale dans la Communauté en 1970

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M<sup>lle</sup> Lulling, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique sur l'exposé de la Commission des Communautés européennes sur l'évolution de la situation sociale dans la Communauté en 1970 (doc. 48/71).

La parole est à M<sup>lle</sup> Lulling qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M<sup>lle</sup> Lulling, rapporteur.** — Monsieur le Président, je serai extrêmement brève pour tranquilliser M. Boscary-Monsservin.

Certains gauchistes estiment que la politique sociale et surtout l'amélioration de la sécurité sociale est le nouvel opium du peuple qui l'empêche de provoquer la révolution et de détruire cette maudite société de nos démocraties parlementaires occidentales. S'il en était ainsi, on devrait féliciter les auteurs du traité de Rome et la Commission de ne pas avoir fait ou avoir pu faire avancer davantage l'Europe sociale, la coordination des politiques sociales et la conception d'ensemble d'une vraie politique sociale et communautaire.

Il est évident que le progrès social, qui a incontestablement été le sous-produit de l'intégration européenne telle qu'elle s'est faite jusqu'à présent par l'union douanière et les amorces de politiques communes dans certains domaines, ne sert pas les objectifs de ceux qui veulent non pas améliorer mais détruire notre société sans trop savoir ce qu'ils mettraient à la place et encore moins ce qu'ils seraient capables de mettre à la place.

Si donc nous adoptions l'état d'esprit des contestataires nihilistes, nous devrions nous féliciter de ce que la Commission n'a pas contribué davantage à fournir à nos peuples cet opium, ce « sucre des capitalistes », terme à la mode parmi les contestataires de tout acabit, pour désigner la politique sociale œuvre de générations d'hommes de progrès.

Or, Monsieur le Président, l'état d'esprit et l'approche de votre commission sociale sont tout différents. Nous sommes d'avis que l'amélioration de la situa-

tion sociale ne doit pas être seulement un sous-produit de l'intégration. Nous estimons qu'il convient de relancer la politique sociale communautaire et de lui attribuer notamment dans le cadre de l'union économique et monétaire, comme dans le cadre de la programmation à moyen terme, la place qui lui revient. Cette place ne peut être celle d'un sous-produit des politiques communes. Bien au contraire, ces politiques doivent être orientées vers les finalités de notre société qui restent pour nous la liberté dans la paix, le relèvement du niveau de vie et l'amélioration de la qualité de la vie des hommes.

Et pour qu'il en soit ainsi, il faut non seulement concevoir et développer une vraie politique sociale communautaire mais encore créer les moyens et les instruments pour la mettre en œuvre.

Dans cette optique, le budget social européen devra devenir une réalité afin d'assurer la mise en œuvre de l'Union économique et monétaire d'une manière aussi dynamique qu'humaine.

Car, faire abstraction des besoins collectifs, notamment en matière d'éducation, de santé et de logement, faire abstraction des aspirations légitimes de larges couches populaires qui ne veulent pas détruire mais améliorer notre société ou nos structures sociales, serait vouer à l'échec cette grande entreprise qu'est l'Union économique et monétaire qui doit nous conduire vers les États unis d'Europe, symbole et modèle spécifique d'un ordre social libre et juste, d'une gestion démocratique de nos affaires publiques et d'un ordre économique pouvant satisfaire les aspirations les plus profondes de nos peuples. Ces aspirations ne sont ni la lutte des classes ni la dictature d'une classe mais le bien-être de tous par une politique de répartition équitable des richesses sans cesse augmentées par une politique d'expansion et de stabilité.

Monsieur le Président, le rapport sur l'évolution sociale montre que ce véritable défi à la Communauté n'a pas encore été compris et relevé par tout le monde.

Pour faire relever ce défi par les responsables, nous avons non seulement à surmonter la réaction des conservateurs de droite mais aussi cette curieuse conception des conservateurs de gauche qui estiment que le progrès social dans le cadre de notre société est l'opium qui empêche les hommes de tomber dans le guet-apens de leurs contestations nihilistes et destructrices.

Si donc, Monsieur le Président, nous lançons aujourd'hui un cri d'alarme, c'est pour contribuer à la sauvegarde des intérêts véritables de nos peuples contre ceux qui, d'une part, freinent le progrès social parce qu'ils ne raisonnent qu'en termes de profit et, d'autre part, contre ceux pour lesquels le progrès social et le bien-être dans une société meilleure basée sur la démocratie parlementaire et le plura-

**Lulling**

liste est un frein contre leurs projets révolutionnaires qui, s'ils aboutissaient, détruiraient sans aucun doute les valeurs et les ressorts de nos sociétés occidentales sans lesquelles tout projet de réforme restera voué à l'échec.

Pardonnez-moi, Monsieur le Président, d'avoir, de cette manière, peut-être inaccoutumée, introduit ce rapport. Le document écrit vous donne tous les renseignements sur les nombreuses actions de détail qui sont importantes, qu'il s'agisse des études, des crédits pour les logements, de la protection sanitaire, de la recherche, etc.

Si nous ne méconnaissions certes pas l'importance de ces nombreuses pierres brutes, indispensables à la construction de l'édifice de la politique sociale communautaire, nous sommes cependant d'avis que ce qui fait défaut c'est encore la vue d'ensemble de cet édifice, c'est sa conception globale.

Le rapport sur l'évolution sociale apporte la preuve la plus évidente des nombreuses lacunes en matière d'harmonisation des politiques sociales. Cette harmonisation dans le progrès est nécessaire, pas uniquement pour des raisons de concurrence, mais aussi pour le développement équilibré d'une communauté dont l'objectif primordial doit être la justice sociale et le bien-être de toutes les couches de la population.

Nous espérons donc que la Commission et le Conseil voudront faire leurs nombreuses propositions de détail de notre rapport afin de favoriser le progrès équilibré et une juste répartition des biens et des services.

Mais pour que l'action communautaire dans le domaine social ne reste pas le sous-produit de l'intégration économique, pour qu'elle ne consiste pas essentiellement à réparer certaines conséquences du progrès technique et économique, il faut mettre la politique sociale sur un pied d'égalité avec les autres politiques dans le cadre de l'union économique et monétaire. Il faut un budget social européen pour assurer que la politique économique et monétaire soit au service des finalités de la société telle que nous la voulons et telle que j'ai essayé de la définir tout à l'heure.

Je prie donc le Parlement de bien vouloir voter la résolution proposée par la commission des affaires sociales et de la santé publique en insistant tout particulièrement sur nos suggestions concernant la politique de plein emploi et de meilleur emploi, la politique de logement ainsi que sur la proposition de convoquer une nouvelle conférence sur l'harmonisation de la sécurité sociale et une réunion des ministres responsables des problèmes du logement et des problèmes familiaux, afin de promouvoir l'harmonisation et le progrès dans ces domaines.

Pour terminer cette brève introduction, je voudrais surtout souligner le rôle important des partenaires sociaux pour la mise en œuvre d'une politique so-

ciale communautaire dont l'objectif est l'harmonisation dans le progrès des conditions de vie et de travail. Les partenaires sociaux ne pourront jouer ce rôle au niveau communautaire dans le respect de leur autonomie que si l'on arrive à la création de comités paritaires par secteurs, afin de promouvoir la conclusion de conventions collectives de portée européenne.

Le budget social européen, d'une part, l'action des partenaires sociaux, dont le rôle dans le cadre de l'union économique et monétaire est essentiel, d'autre part, sont les principaux instruments de la mise en œuvre d'une politique sociale communautaire dynamique. Nous la revendiquons et nous espérons que les prochains exposés de la Commission sur l'évolution de la situation sociale ne seront plus, comme aujourd'hui, un catalogue des mesures sociales plus ou moins insuffisantes et plus ou moins divergentes des États membres, mais un document qui permettra à ce Parlement d'apprécier les réalisations et les nécessités dans le domaine social, afin de construire dans notre Communauté et avec notre Communauté cette société dans laquelle la liberté, la justice sociale et le bien-être seront assurés et à laquelle aspire assurément la grande majorité de ce Parlement.

(Applaudissements)

**PRÉSIDENCE DE M. BERSANI***Vice-président*

**M. le Président.** — La parole est à M. van der Ploeg, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. van der Ploeg.** — (N) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je me félicite de pouvoir intervenir, au nom du groupe démocrate-chrétien, dans le débat sur l'exposé de la Commission européenne concernant la situation sociale dans la Communauté en 1970. C'est vraisemblablement la dernière fois que je prends la parole devant ce Parlement. Mon mandat de membre de la seconde Chambre des Pays-Bas étant venu à expiration, mon mandat au Parlement européen touchera bientôt aussi à son terme.

Je suis très heureux d'avoir pu, pendant plus de 13 ans, apporter ma modeste contribution à l'œuvre parlementaire de la Communauté. Je remercie mes collègues des sentiments d'amitié et de confraternité qu'ils m'ont apportés et je me réjouis, bien entendu, des perspectives d'élargissement de la Communauté dont il a été question ce matin.

D'autre part, il nous faut bien constater — le rapporteur vient de le rappeler — que dans le secteur social, secteur qui m'a toujours particulièrement intéressé, les progrès que beaucoup attendaient d'une Europe unie ne se sont pas réalisés. De nombreux

van der Ploeg

discours ont été prononcés, dans cette enceinte comme en dehors de celle-ci, par des représentants du Conseil et de la Commission ainsi que par des membres du Parlement pour dénoncer le retard qu'accusait la politique sociale de la Communauté. L'introduction à l'exposé dont nous sommes actuellement saisis, en fait également état.

Vous me comprendrez, Monsieur le Président, quand je dis que la situation présente dans le secteur social me déçoit, même si quelques événements positifs récents viennent tempérer mon sentiment. Je songe notamment aux perspectives ouvertes par la publication du programme social, à la réforme du Fonds social européen et aux projets visant à l'établissement d'un budget social.

Avant d'aborder quelques points de l'exposé de la Commission européenne et du rapport de la commission des affaires sociales et de la santé publique, je tiens, au nom du groupe démocrate-chrétien, à féliciter le rapporteur, M<sup>lle</sup> Lulling, ainsi que la commission, pour le travail accompli.

Monsieur le Président, vu le caractère circonstancié de l'exposé de la Commission européenne et la diversité des sujets abordés dans le rapport de la commission parlementaire, il est impossible de traiter chaque point en particulier. Ce n'est d'ailleurs pas nécessaire. La manière exhaustive dont l'exposé de la Commission européenne aussi bien que le rapport de M<sup>lle</sup> Lulling examinent un grand nombre de problèmes rend tout commentaire superflu. Je puis donc me borner à souligner quelques points que mon groupe et moi-même jugeons très importants.

Je souscris au paragraphe 5 de la proposition de résolution où il est dit que, malgré une bonne introduction, l'exposé reste davantage un catalogue des mesures prises dans les six États membres qu'une étude systématique, si bien qu'il ne contient que fort peu d'éléments pouvant servir de fondements à la mise sur pied d'une politique sociale communautaire. Cependant, l'introduction de l'exposé marque de nouveaux progrès, et nous nous en réjouissons. C'est à juste titre que la proposition de résolution fait état d'une « introduction ferme ». Nous nous félicitons, mon groupe et moi-même, de voir que la politique de l'emploi y occupe une place de choix, d'ailleurs à bon droit. Des possibilités adéquates d'emploi sont pour les travailleurs la condition première de leur participation à l'accroissement du bien-être. A leur défaut, la prospérité n'est qu'un vain mot. Fort heureusement, au cours des dernières années, le marché de l'emploi s'est considérablement amélioré dans la Communauté. Dans certaines régions on constate même, depuis quelque temps, des tensions dues à une pénurie de main-d'œuvre.

Les chiffres moyens que fournit l'exposé sur l'importance du taux actuel du chômage ne doivent pas faire illusion. Il faut véritablement considérer ces

chiffres comme des moyennes, car il y a malheureusement encore dans la Communauté des régions où le niveau de l'emploi reste préoccupant. Je songe à ce propos tant à de vieilles régions agricoles qu'aux zones industrielles où de nombreux travailleurs ont perdu leur emploi à la suite de mesures de conversion et de fermeture des entreprises.

A ce propos, je me réjouis de lire, au bas de la page 10 de l'exposé, une note d'où il ressort que la solidarité dont il est question au paragraphe III s'applique également aux régions. Il eût cependant été préférable, à mon sens, de voir figurer les régions elles-mêmes dans ce paragraphe ; ainsi la nécessité absolue d'une politique régionale active au niveau communautaire aurait été davantage mise en lumière. Aussi, j'insiste à nouveau énergiquement auprès de la Commission pour que tout soit mis en œuvre en vue de la mise en place d'une politique régionale appropriée. N'oublions pas que, pour les travailleurs des régions défavorisées, la stabilité de l'emploi dépend, dans une large mesure, d'une politique régionale active. Le Parlement aura l'occasion d'approfondir certainement la question lorsqu'il se saisira des propositions relatives à la réforme de l'agriculture. J'avais cependant à cœur d'appeler, dans ce contexte également, l'attention sur cet important problème.

Je dirai en outre que je suis pleinement d'accord avec la Communauté européenne lorsqu'elle affirme, dans l'introduction de son exposé, que l'on ne saurait dissocier la politique de l'emploi des autres secteurs de la politique.

Sous l'angle de la politique de l'emploi, on ne peut que se réjouir de la réforme du Fonds social européen, même s'il est clair qu'avec les dernières décisions du Conseil en la matière l'opération n'atteint pas son achèvement. Néanmoins mon groupe accueille favorablement les améliorations réalisées. A ce propos, permettez-moi deux brèves remarques encore. Elles concernent la politique régionale et le Fonds social européen. Celui-ci devra apporter sa contribution à la restructuration de l'agriculture, au sujet de laquelle la Commission a fait des propositions. Conformément à la résolution adoptée en la matière par le Parlement au début de l'année, de bonnes possibilités de réadaptation professionnelle et la création d'emplois de substitution devront être assurées, et cela à des distances raisonnables. A ce sujet, je tiens à confirmer une fois de plus que le groupe démocrate-chrétien attache la plus grande importance à ce que soit créé un nombre maximum d'emplois appropriés dans les régions mêmes où la main-d'œuvre est libérée, afin d'éviter le chômage et une éventuelle migration massive.

Ma seconde remarque a trait aux jeunes travailleurs. La politique de l'emploi en général, la politique régionale et l'action du Fonds social européen

**van der Ploeg**

devront être conçues en fonction de l'embauche des jeunes, et des exigences particulières que pose leur formation ou leur perfectionnement qui devront être polyvalents en raison des développements rapides que connaît et que connaîtra encore l'industrie.

Au paragraphe IV, la Commission européenne se penche sur le problème de l'environnement. Mon groupe est tout à fait d'accord pour dire avec la Commission « que la première chose à faire est de rechercher des mesures aussi précises que possible » pour améliorer le milieu dans lequel on vit. Ce qui le déçoit, c'est ce que la Commission ajoute ensuite. Elle se borne en effet à déclarer que « l'idéal serait que l'ensemble des activités dans ce domaine soit coordonné au niveau communautaire, cela dans l'esprit qui a inspiré l'article 5 du traité d'Euratom ».

Certes, la Commission ajoute encore qu'elle pourrait faire des propositions en se fondant sur les résultats de certaines recherches. Mais il n'est dit nullement, dans ce paragraphe, qu'elle a l'intention de passer effectivement à l'action.

Je voudrais faire trois remarques à ce sujet.

En premier lieu, il s'agit ici d'un problème d'une importance capitale dont la solution ne peut être remise indéfiniment parce que les conditions de vie se sont déjà considérablement détériorées dans de vastes régions de la Communauté.

Deuxièmement, il me semble qu'une amélioration du milieu n'est possible que par une action coordonnée au niveau de la Communauté, action à laquelle même des pays tiers devraient au besoin être associés. Mais l'initiative doit émaner des Six.

Enfin, la Commission déclare au paragraphe VI que dans les États membres l'amélioration de l'environnement est ressentie comme une tâche prioritaire. N'est-ce pas, pour la Commission, une raison de plus de prendre elle-même des initiatives dans un avenir rapproché ?

J'espère que, dans sa réponse, M. Coppé voudra bien aborder cette question.

Outre la sauvegarde de l'environnement, le rapport évoque un certain nombre d'objectifs auxquels les États membres attachent une grande importance. Je citerai rapidement les principaux d'entre eux :

- une meilleure satisfaction des besoins collectifs, notamment en matière d'éducation, de santé et de logement ;
- une plus grande égalité des chances de départ pour chacun ;
- une plus grande justice dans la répartition des revenus et des patrimoines ;

— l'adaptation du régime de la sécurité sociale et son renforcement au profit des régions défavorisées.

Je ne vois rien à redire à tout cela et je souhaite que ces divers objectifs puissent se réaliser rapidement. Sera-ce possible, et à quel rythme ? C'est difficile de le dire. Mais quant à la nécessité d'agir rapidement, il ne saurait y avoir la moindre divergence d'opinions entre les États membres qui établissent ces priorités et le groupe démocrate-chrétien.

La Commission européenne s'abstient de prendre position sur les objectifs que les États membres se sont fixés. Du moins je n'ai pas trouvé d'avis précis dans son texte. Certes, elle cite à la page 14 des actions qui pourraient être entreprises par priorité. Mais quand je les compare à celles que les États membres tiennent pour prioritaires, je constate que la concordance n'est que fort partielle.

Bien entendu, je suis sensible à l'énumération de la Commission, mais je considère les actions qu'elle envisage comme devant être entreprises non pas parallèlement, aux priorités fixées par les États membres, mais en complément et, dans certains cas, pour préciser celles-ci. Je voudrais que la Commission me dise comment elle conçoit elle-même la chose.

Par ailleurs, je tiens à me rallier expressément, et sans en rien vouloir minimiser les autres sujets abordés, à la dernière conclusion de la page 15 de l'exposé, où il est dit qu'il faut persévérer résolument dans la direction ouverte par les propositions de la Commission sur la société anonyme européenne, lesquelles prévoient une forme de cogestion. La Commission vise manifestement, ici, la participation des travailleurs. C'est un principe auquel je souscris pleinement ; j'ajouterai cependant que je n'y vois pas non plus un aboutissement mais seulement un pas important dans la bonne direction.

Et voici encore, brièvement, trois observations. En premier lieu, je me félicite de ce qu'une priorité soit accordée à l'action qui vise à une plus grande justice dans la répartition des revenus et des patrimoines. Il y a bien longtemps qu'on en parle, mais on n'a guère dépassé le stade des mots, particulièrement en ce qui concerne le patrimoine. Sauf quelques mesures d'ordre secondaire, rien n'a été entrepris pour en modifier la répartition. Or, si l'on tient vraiment à une répartition équitable de la production réalisée en commun, le moyen qu'il faut mettre en œuvre, à mon avis, est celui de la participation des travailleurs au patrimoine. J'insiste donc auprès de la Commission pour que ses actions communautaires soient axées également sur cet objectif.

En ce qui concerne l'harmonisation de la sécurité sociale, on n'a guère non plus dépassé le stade des

**van der Ploeg**

conversations et des études. Elles sont nécessaires, certes, mais il s'agit avant tout de prendre des mesures concrètes permettant de rapprocher les divers régimes au sein de la Communauté.

En l'occurrence, l'attention doit aussi porter — et la liste des objectifs fixés par les États membres en fait état — sur les régions défavorisées. Je songe surtout à un régime de pension généralisé et à des mesures d'ordre général en cas d'incapacité de travail.

Je songe aussi au mode de répartition des cotisations de la sécurité sociale entre les travailleurs, les employeurs et les pouvoirs publics.

Le tableau 7, page 279, nous permet de voir les différences considérables qui subsistent entre les contributions des administrations publiques. J'appelle également l'attention de la Commission sur ce point.

Enfin, je ferai une dernière remarque sur un sujet tout différent. Je souscris volontiers aux déclarations que fait la Commission à la page 14 de son exposé sur la nécessité d'améliorer le sort des trois millions de travailleurs migrants de la Communauté.

Ces hommes contribuent par leur travail à la prospérité générale. Le moins que nous puissions faire est de leur assurer les meilleures conditions de vie possibles. Je crains que beaucoup de choses restent à faire, en particulier dans le domaine du logement. Mais ce n'est pas le seul secteur où il faut agir ; il y a bien d'autres lacunes. Je me réjouis de voir la Commission réclamer une priorité pour cet objectif social par excellence. A l'automne prochain, le Parlement examinera ce problème à la lumière d'un rapport élaboré par la commission des affaires sociales. J'espère fermement que ces activités se traduiront à bref délai par une amélioration appréciable du sort des travailleurs migrants.

En conclusion, je dirai, au nom de mon groupe, que nous approuvons la résolution proposée par la commission des affaires sociales et de la santé publique et que nous nous prononcerons en sa faveur.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — L'Assemblée vient d'entendre le derniers discours de M. van der Ploeg qui s'apprête à quitter cette Assemblée après y avoir accompli pendant tant d'années sa mission avec une assiduité et une énergie remarquables.

Je voudrais rappeler l'œuvre significative qu'il a accomplie dans le domaine social et agricole et notamment en ce qui concerne les exploitants et les travailleurs agricoles. Il faut reconnaître que, sans sa contribution, quelque chose d'important aurait manqué à notre travail commun.

Je voudrais donc exprimer à notre collègue, au nom de toute l'Assemblée, nos remerciements les plus sincères pour le travail qu'il a accompli au sein du

Parlement et lui adresser nos vœux les plus cordiaux pour ses nouvelles activités en souhaitant que les événements politiques puissent encore permettre pendant de nombreuses années à la Communauté européenne de s'appuyer sur une œuvre aussi remarquable que celle de M. van der Ploeg.

*(Applaudissements)*

La parole est à M. Ramaekers, au nom du groupe socialiste.

**M. Ramaekers.** — (N) Monsieur le Président, la dernière fois que nous avons ouvert un débat sur la politique sociale de la Communauté, c'était lorsque M. Levi Sandri quittait ses fonctions au sein de la Commission.

A cette occasion, nous lui avons rendu hommage et nous lui avons exprimé notre gratitude pour l'œuvre qu'il avait accomplie, mais aussi pour les espérances qu'avait fait naître ce qu'on appelle le « projet de programme pour une politique sociale communautaire », dont nous venions de prendre connaissance.

Il nous semblait que, sur la base de ce document, une relance devenait possible d'une politique sociale européenne concrète et axée sur le progrès.

La mise en œuvre d'une telle politique exige évidemment des efforts soutenus.

Dans l'introduction de son exposé, la Commission souligne expressément qu'une plus grande activité a été déployée en matière sociale en 1970.

Il en est effectivement ainsi.

Que l'on songe à la réforme du Fonds social européen, à la création du Comité permanent de l'emploi, à la révision du règlement n° 3 relatif à la sécurité sociale des travailleurs migrants, ainsi qu'à l'apparition de la notion de budget social européen.

Ajoutons à cela les diverses études, propositions et recommandations faites par la Commission en 1970.

C'est pourquoi, si nous pouvons critiquer la Commission, nous ne saurions en aucun cas lui reprocher un manque d'action.

Et pourtant, nous ne sommes pas près d'avoir une véritable politique sociale européenne.

Le rapporteur écrit ceci : « La Communauté, comme l'indique son acceptation courante de « Marché commun », a été conçue au départ comme une création essentiellement économique et commerciale, dans laquelle les problèmes sociaux ont été sous-estimés, selon la vieille croyance que le Marché commun déboucherait forcément sur une Communauté sociale. »

Or, les choses ont évolué différemment et nous persistons à croire que l'économie doit demeurer pleinement au service du social. C'est ce qu'on oublie

**Ramaekers**

manifestement à certains moments de l'évolution de la Communauté, et notamment à ceux que l'on pourrait qualifier d'historiques. C'est donc à juste titre que le rapporteur pose la question suivante :

« Quelles mesures sociales spécifiques comportent les décisions prises le 9 février 1971 pour la réalisation par étapes de l'union économique et monétaire ? » La réponse est dure : « Aucune » !

Une autre condition doit être remplie, selon nous, avant qu'une véritable politique sociale européenne puisse se réaliser.

Croire qu'il est possible, sur le plan européen, de mener une politique sociale, mais aussi, et avec autorité, une politique économique sans la collaboration et la consultation permanente des partenaires sociaux, c'est-à-dire des organisations reconnues des travailleurs et des employeurs, tient de l'utopie !

Cela n'est plus possible au niveau national, dans aucun de nos pays, et cela devient aussi totalement impossible au niveau européen.

A ce propos, la situation n'est guère brillante.

Le rapporteur souligne que certains syndicats ont refusé de participer à des réunions organisées par la Commission.

La situation ne s'améliorera que lorsqu'on accordera une importance réelle aux relations avec les partenaires sociaux.

A l'époque, en qualité de rapporteur sur le troisième Rapport général, nous avons affirmé, au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, que « la sécurité sociale restait la Cendrillon de la Communauté ».

Notre rapporteur fait remarquer que, malheureusement, cette formule pourrait être reprise aujourd'hui.

Certes, diverses études ont été entreprises, et on nous en annonce d'autres : concernant l'incidence de la sécurité sociale sur les prix à la consommation, concernant le champ d'application personnel des systèmes de sécurité sociale. Ces titres rendent cependant un son assez naïf à nos oreilles.

Que penserait-on d'une étude intitulée : « Qu'advient-il de nos régimes de sécurité sociale en 1980 ? », ou encore : « Quelles mesures prendre à l'égard des déficits financiers croissants des régimes de sécurité sociale dans les six États membres ? »

Il ne faudrait pas s'en tenir à de simples études, mais proposer des mesures concrètes ; les résultats pratiques ne devraient pas se faire attendre.

La sécurité sociale nous semble être, à l'heure actuelle, le problème principal dans les six États membres. Nous appuyons donc pleinement et énergiquement la proposition tendant à réunir une nouvelle conférence européenne sur la sécurité sociale et cela,

comme il est dit dans le rapport « en accord étroit avec les partenaires sociaux, afin de garantir au départ les meilleures chances de succès ».

Par ailleurs, notre rapporteur constate dans son rapport qu'« en ce qui concerne les politiques de logement menées dans les six pays, on s'aperçoit qu'un peu partout la construction de logements neufs est insuffisante, en tout cas pour faire face à la fois aux besoins nés de la croissance démographique et aux impératifs de renouvellement du parc de logements, sans compter l'assainissement des taudis et vieux logements ».

La Commission aboutit à la même constatation.

Qu'en la matière il existe des possibilités de coopération communautaire, c'est ce que prouvent les résultats obtenus dans le secteur de la CEEA.

On notera, en effet, non sans une certaine fierté, qu'au 31 décembre 1970, 113 029 habitations destinées aux travailleurs des industries de la CEEA ont été financées, dont 106 546 sont actuellement achevées.

Ces chiffres montrent bien l'efficacité de la coopération communautaire, mais aussi celle des services qui ont mis cette politique en œuvre.

La conclusion est évidente. Nous estimons que le moment est venu d'étendre la politique communautaire du logement aux autres secteurs des Communautés européennes.

Cette politique communautaire du logement ne devrait pas, à notre avis, se limiter à des opérations de financement. Elle devrait aussi prévoir des études relatives, par exemple, à la rationalisation de la construction de logements sociaux, aux régimes de prime à la construction dans les différents pays et à leur coordination, à la politique foncière qui s'impose pour que l'on puisse continuer à construire des logements sociaux, ainsi qu'à l'éventuel financement de cette politique foncière.

Un vaste champ d'action s'ouvre ici, qui pourrait permettre à une politique communautaire de porter des fruits, comme elle l'a fait dans le secteur de la CEEA.

En ce qui concerne la santé publique, j'appelle votre attention sur deux points. Il s'agit en premier lieu de l'usage de la drogue, surtout par les jeunes.

En second lieu, il s'agit des problèmes de plus en plus urgents relatifs à l'environnement. Bien entendu, ces deux séries de problèmes ne relèvent pas entièrement de la rubrique « santé publique ».

Nous estimons qu'il y a plusieurs aspects à la lutte contre le fléau que constitue l'usage de la drogue, de plus en plus répandu dans nos pays, et qui prend des proportions catastrophiques, surtout parmi les jeunes. Certes, il importe en premier lieu d'inter-



**Ramaekers**

venir contre les pourvoyeurs de drogues de toutes sortes. C'est sur le plan criminel qu'ils doivent être poursuivis. S'il apparaît que ces malfaiteurs sont organisés à l'échelle internationale, il est évident que c'est au niveau international qu'il faut les traquer.

Mais ce ne sont pas les mesures répressives qui, à mon sens, entrent d'abord en ligne de compte pour résoudre le problème de la drogue parmi les jeunes. La question essentielle est de savoir pourquoi tant de jeunes en font usage. Faut-il en chercher la raison dans une forme de dérobade devant une société au sein de laquelle ils n'ont pas le courage de soutenir la lutte pour la vie ? Faut-il la chercher dans l'ennui qu'engendre une société où le genre de vie manque, à leur avis, totalement de sel ? Faut-il la chercher dans une fuite devant les dures réalités de notre époque qu'ils ne se sentent pas de taille à affronter ? La jeunesse est-elle désemparée dans un monde où la morale traditionnelle périclité de plus en plus ? Voilà de nombreuses questions qui demandent une réponse. En tout cas, il ne faut pas que des mesures répressives soient prises contre les jeunes qui recourent à la drogue. Il s'agit, bien davantage, de déceler les racines du mal et de connaître les raisons pour lesquelles nous sommes confrontés avec ce problème.

Monsieur le Président, s'il est un domaine où des mesures de caractère communautaire peuvent se révéler utiles, c'est bien celui de la protection de l'environnement. La lutte contre la pollution de l'air et contre la pollution des eaux, la lutte contre le bruit et pour la sauvegarde de la nature, exigent, pour être vraiment efficaces, une action au niveau communautaire. Rien ne sert à un pays d'agir contre la pollution de ses cours d'eau, si son voisin demeure les bras croisés. Rien ne sert à un pays de sévir contre une industrie polluante, si un autre pays de la Communauté lui ouvre largement ses frontières. De plus, il s'agirait là d'une nouvelle forme de concurrence déloyale pour attirer les industries. Il en va de même en ce qui concerne les autres problèmes soulevés dans le contexte de la protection du milieu. Ce sont tous des problèmes typiquement européens qui ne peuvent trouver une solution que grâce à des mesures prises au niveau européen. Ils méritent, à notre avis, un traitement hautement prioritaire. C'est la politique sociale mise en œuvre dans le cadre de la Communauté qui est probablement le mieux et le plus directement ressentie par nos populations. L'écart entre les progrès accomplis dans le secteur économique et ceux enregistrés dans le domaine social demeure trop important. Partant du principe que tout progrès économique doit bénéficier au secteur social, il faut s'attacher à réaliser, outre l'Europe économique, l'Europe sociale, afin d'assurer à toutes les populations la sécurité, la prospérité et le bonheur.

**M. le Président.** — La parole est à M. Merchiers, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

**M. Merchiers.** — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, il y a quelques instants notre collègue Ramaekers a fait l'éloge d'un homme qui, pendant tant d'années, s'est trouvé au sein de la Commission à la tête du secteur social. Je saisis cette occasion pour dire combien nous avons été heureux de collaborer avec M. Levi Sandri pendant plusieurs années.

Revenant au rapport proprement dit, je ne sais si c'est une question de hasard, de circonstances ou non, mais nous pouvons, en tout cas nous réjouir de l'accession de M. Coppé à cette nouvelle charge des questions sociales, car si nous en croyons le rapport de M<sup>lle</sup> Lulling — et nous partageons son avis à cet égard — le ciel s'est certainement encore plus éclairci en matière sociale au cours de l'année 1970. Cette année est généralement considérée comme une année de relance de la politique de la Communauté dans le secteur social. Elle a été, en effet, marquée par des réalisations qu'il faut souligner, entre autres la rénovation du Fonds social — et nous en dirons quelques mots tout à l'heure — la création du Comité permanent de l'emploi, la révision du règlement relatif à la sécurité sociale des travailleurs migrants et l'apparition de la notion de budget social européen.

Il reste évidemment encore bien des points d'ombre que nous ne pouvons ignorer.

Ainsi nous regrettons avec M<sup>lle</sup> Lulling, que le Conseil, en prenant la décision historique de faire, au cours des dix prochaines années, l'union économique et monétaire, n'ait pas perçu davantage les implications sociales de cette union. Mais, comme nous sommes à peine au début de ce développement, nous pouvons peut-être dire qu'il n'est jamais trop tard pour y remédier.

Nous croyons, en outre, devoir souligner certaines remarques que nous retrouvons d'ailleurs dans le rapport ; nous relevons entre autres que la Commission, dans ses propositions n'a pas toujours traduit les vœux réitérés du Parlement.

Il est également de nombreux domaines où l'exécutif n'a pas su prendre l'initiative de propositions et où le Parlement a dû se substituer à lui, en se saisissant de son propre chef de questions importantes.

Le Conseil, de son côté, n'a pas tenu compte d'une manière satisfaisante des avis qui étaient demandés aux parlementaires en général.

Il est même des cas où il semble que les résolutions du Parlement n'aient pas été transmises par la Commission au Conseil et je crois que la raison majeure en est que le Conseil des ministres du travail ou de la prévoyance sociale ne s'est pas réuni très souvent.

Ces critiques étant émises, nous voudrions en revenir tout de même à des considérations plus positives et marquer notre satisfaction, en premier lieu, de la rénovation du Fonds social, dont nous avons discuté tout récemment dans ce Parlement. Nous en avons

**Merchiers**

en effet largement débattu le mois dernier et en particulier de l'existence de deux types d'aide, tout en émettant le regret que l'on n'ait pas accordé plus d'importance actuellement au nouveau type d'aide qui est en voie d'élaboration.

Il y a deux jours à peine, M. Coppel donnait des nouvelles encourageantes au sujet de l'élaboration des textes qui doivent mettre la réforme du Fonds social en application.

Nous avons enregistré avec satisfaction que 100 millions d'u.c. vont être mises à la disposition du Fonds, bien entendu, pour les deux types d'aides. Nous avons appris que, lors de la dernière réunion du Conseil des ministres du travail, des décisions ont surtout été prises en ce qui concerne les aides de type ancien.

Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement étant donné que les types d'aide qui doivent encore être élaborés pour le Fonds A doivent émaner du Conseil et que, celui-ci n'a probablement pas encore eu le temps de se pencher sur ces problèmes.

Nous devons, de toutes façons, insister pour qu'il y soit procédé rapidement.

En matière de population, d'emploi et de chômage, nous nous réjouissons de la mise en place du Comité permanent de l'emploi qui a fait suite à la Conférence de Luxembourg avec les partenaires sociaux. Ainsi, il sera davantage possible de définir une politique du meilleur emploi au sein de la Communauté et cela ne peut être qu'au bénéfice de tous les travailleurs de l'Europe.

Dans le domaine de l'orientation et de la formation professionnelle, l'année 1970 a marqué également le passage du stade des études au stade des propositions concrètes. Je cite entre autres : l'élaboration des monographies professionnelles, la fixation d'un niveau minimum de formation pour les transports par route. Mais je pourrais en citer bien d'autres.

Dans le domaine du réemploi et de l'adaptation, nous pensons que la réforme du Fonds social pourra également être efficace.

Pour la libre circulation des travailleurs, l'année 1970 a marqué une étape importante pour le secteur de la sécurité sociale. Ainsi, nous nous plaisons à souligner le droit qui a été accordé aux travailleurs migrants de demeurer sur le territoire d'un État membre après y avoir exercé un emploi, ce qui est incontestablement une belle amélioration pour les travailleurs européens. Nous devons aussi souligner au passage la révision du règlement n° 3 ; mais il reste évidemment encore des obstacles techniques et surtout psychologiques à surmonter.

Dans le domaine de la sécurité sociale, il ne nous est pas possible de marquer une satisfaction égale. Certes, il faut rappeler la décision, qui ne manque

pas d'intérêt, d'élaborer progressivement un budget social européen qui regroupera les statistiques relatives aux divers composants de la politique sociale des États membres. Ceci doit évidemment constituer une étape de départ pour aboutir à cette harmonisation de la sécurité sociale, non à une égalisation mais à l'harmonisation à laquelle notre collègue M. Ramaekers a fait allusion, il y a quelques instants. Il est évident qu'il n'est pas possible d'aboutir à l'harmonisation sans avoir, au préalable, établi des bases de comparaison, qui sont les bases de départ d'un développement futur.

Nous devrions cependant rappeler, au passif, cette fois-ci, qu'il subsiste toujours la nécessité de parvenir à l'égalisation des salaires masculins et féminins. Cette promesse faite depuis longtemps n'a pas été respectée par tous les gouvernements. Nous rappelons que notre Parlement européen a adopté, le 20 avril 1971, une nouvelle résolution dans laquelle il insiste vivement pour qu'enfin soit réalisée dans toute la mesure du possible, l'égalisation des traitements des salaires masculins et féminins. Le problème n'est d'ailleurs pas, comme l'a souligné le rapporteur avec beaucoup d'humanité, celui de l'égalisation des salaires, mais, d'une façon générale, celui du statut de la femme dans la société dans laquelle nous vivons.

En matière de logement, nous n'avons pu que constater que l'effort de la CECA pour la construction des logements sociaux s'est affaibli dans les derniers temps. Nous ne pouvons que le regretter.

Avec le rapporteur, nous nous demandons s'il ne serait pas possible de financer des logements hors du cadre de la CECA, à l'occasion de l'apparition des ressources propres attribuées au Parlement. Nous posons la question de savoir si, à ce sujet, un fonds spécial ne pourrait pas être institué. Il serait certainement le bienvenu.

Dans le cadre futur du budget social européen, il sera opportun de prévoir également la création d'un fonds d'investissement pour les services sociaux. Nous rejoignons, une fois de plus, le rapporteur lorsqu'il appelle l'attention de la Commission européenne sur la nécessité de valoriser l'harmonisation des législations familiales.

N'oublions pas que notre commission des affaires sociales et de la santé publique s'occupe également du domaine de la santé publique comme son nom l'indique du reste. Cette politique-là doit être placée dans un cadre plus vaste que celui que nous connaissons en ce moment-ci. Les actions de la Commission sont, à cet égard trop sectorielles. Nous avons, en effet, été saisis, au courant de l'année dernière, de différentes propositions de règlements qui concernaient des produits alimentaires ou les législations vétérinaires. Certes nous n'avons pas lieu de nous plaindre. Si progressivement on fait des progrès dans ce domaine, c'est tout bénéfice pour la santé publique, mais com-

**Merchiers**

me l'a dit un orateur précédent, ceci ne constitue évidemment qu'une fraction minime d'une grande politique de santé qui doit, en même temps, inclure la politique de l'environnement qui est, actuellement, à l'ordre du jour. Notre commission s'occupe également, en dehors des questions sociales, de la protection des consommateurs. Le rapport y fait allusion. La Commission européenne a poursuivi ses efforts d'information et de protection des consommateurs. Il reste également beaucoup à faire au regard, notamment, des différences de prix de vente d'un même article, dans les différents États membres.

Pour conclure, je voudrais signaler que toutes ces améliorations sont certes appréciables, et que nous nous en réjouissons. Nous le faisons d'autant plus que les moyens donnés à la Commission et au Conseil de ministres par le traité sont limités en raison du petit nombre d'articles qui sont consacrés à la politique sociale. Nous pouvons même dire que tous ceux qui se sont occupés de la matière sociale ont toujours essayé de tirer de ces quelque trois ou quatre articles du traité tout ce qu'ils étaient en mesure d'en tirer. Mais, à mesure que notre Communauté économique comme telle se consolidera dans l'avenir, l'aspect social de la Communauté européenne devra également gagner en ampleur, si nous voulons constituer une communauté réellement humaine.

Notre groupe voudrait suggérer, enfin, que les six gouvernements ou le Conseil des ministres saisissent l'occasion prochaine de l'élaboration d'un texte éventuellement nouveau compte tenu de l'élargissement de notre Communauté en vue de remettre sur le métier le chapitre du traité consacré à la politique sociale.

Ainsi on pourrait étendre les moyens et amplifier les programmes.

Cela dit, Mesdames, Messieurs, j'ai l'honneur de déclarer que notre groupe se rallie entièrement au texte de la proposition de résolution.

Je m'en voudrais de terminer mon exposé sans avoir, comme ceux qui m'ont précédé, rendu un hommage très sincère et mérité au travail excellent fait par notre rapporteur, M<sup>lle</sup> Lulling, qui comme toujours, a été égale à elle-même. -

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Laudrin, au nom du groupe de l'UDE.

**M. Laudrin.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, je joindrai mon témoignage de satisfaction aux orateurs qui m'ont précédé pour dire à M<sup>lle</sup> Lulling toute la satisfaction que nous avons éprouvée à la lecture de son rapport.

Je dois dire qu'elle s'est spécialisée sur les grands problèmes sociaux. Elle en prend la plupart du temps la

direction grâce à sa compétence, à son dévouement et à une expérience personnelle que chacun reconnaît.

C'est sans réserve, Monsieur le Président, que mon groupe approuvera en conséquence la proposition de résolution qu'elle nous soumet.

Les quelques remarques que je me permets de présenter tourneront surtout autour du Fonds social européen qui reste le principal moyen d'action dont nous disposons désormais.

Nous nous félicitons que soit intervenue, à la suite de la Conférence de La Haye du 1<sup>er</sup> décembre 1969, cette vraie réforme que le Parlement attendait depuis très longtemps et que nous avons si instamment demandée.

Cette institution, née du traité de Rome, comme chacun sait, dans ses articles 123 à 127, semblait n'avoir cependant dans l'esprit de quelques-uns qu'une existence provisoire, du moins dans son aspect originel. La réforme s'imposait, car l'expérience basée surtout sur le principe d'un juste retour ne satisfait pratiquement aucun de nos six pays. Aussi, les chefs d'État ont-ils reconnu, dans le communiqué de La Haye au point 12, l'opportunité de cette réforme du Fonds social européen et, en conséquence, l'importance du financement qu'il fallait lui accorder.

Comme vous le savez, c'est par une décision du 1<sup>er</sup> février 1971 que nous avons enfin obtenu cette réforme. Nous devons donc nous féliciter de ce qui est très récent et de ce qui revêt une importance capitale pour notre avenir.

Mais peut-être me permettrez-vous, Mesdames, Messieurs, de signaler l'effort particulier qui, dans ce domaine, a été entrepris et mené avec succès par M. Fontanet qui a exercé son mandat présidentiel pendant les six derniers mois.

Je pense que c'est un juste hommage que de lui dire la satisfaction que nous éprouvons tant il a hâté les conclusions que nous attendions. Il faut regretter même que des circonstances extérieures aient empêché qu'il ait terminé complètement l'effort qu'il eût voulu achever.

Nous savons quelles sont les dimensions du problème social en Europe.

D'ici à 1975, 200 000 à 400 000 postes de travail vont disparaître dans le secteur textile, 200 000 dans les charbonnages, d'autres encore dans les industries du cuir, de la pâte à papier... et d'ici à dix ans plus de 2 millions de personnes entre 20 et 55 ans quitteront obligatoirement l'agriculture pour des secteurs économiques nouveaux. Je me permettrai, Mademoiselle, de vous faire ce léger reproche : vous n'avez peut-être pas suffisamment insisté sur cet aspect de l'évolution très importante du monde agricole.

On peut ensuite affirmer que de plus en plus vont se révéler des inéquations croissantes entre l'offre et la

**Laudrin**

demande d'emploi, que la mobilité professionnelle et que la formation continue devront être considérées comme des données fondamentales dans le milieu professionnel. Il est évident que certains problèmes resteront encore longtemps à l'étude, qu'il s'agisse de travailleurs migrants ou de la conférence tripartite sur l'emploi et d'autres qui sont encore à l'état d'intention. Je mentionnerai le patrimoine des travailleurs, la sécurité sociale, la prévention sanitaire et voire la drogue ! Je prie le rapporteur de bien vouloir faire attention à ces problèmes. Il en est un, très à l'ordre du jour, c'est celui de l'âge de la retraite dans nos six pays. Chacun sait que c'est une des revendications fondamentales du monde des travailleurs.

Il faudrait que nous soyons en mesure de prendre des dispositions qui, sur le plan européen, ajustent les différentes législations que nous aurons à voter dans nos États. Nous devons nous attacher à cette étude pour que cette formule soit trouvée dans les meilleurs délais. Je pense, Madame le Rapporteur, que nous devons nous attacher en particulier à avancer l'âge de la retraite d'une façon générale et pour les femmes par priorité. C'est une disposition qu'en tout état de cause mon groupe voudrait bien voir entrer dans les faits car nous pensons que les charges des femmes au travail doivent être allégées notamment par un avancement de l'âge de la retraite. Mais nous aurons le temps d'en discuter. C'est dire que l'ensemble des réalisations que nous aurons à envisager exige un budget équilibré et de plus en plus fourni. J'estime que la Commission devra y faire très attention, car le Fonds social devra augmenter en fonction même des besoins nouveaux qui naîtront et qu'il faudra couvrir. Il faudra en particulier déterminer les secteurs, afin de réduire, comme vous l'avez bien signalé, le risque d'inefficacité par des dispersions d'efforts.

Laissez-moi maintenant me réjouir d'une façon toute particulière de l'extension des interventions de ce Fonds social aux départements français d'outre-mer. Il y a là un problème humain d'une importance considérable, car la population, comme vous le savez, est à la fois nombreuse et mal adaptée. Nous n'aurions pas pu dans notre groupe abandonner cette fraction de notre peuple si des dispositions précises n'avaient pas été prises en faveur des territoires d'outre-mer.

Je termine sur ce point en déclarant que nous sommes absolument d'accord avec le rapporteur ; mais je voudrais signaler en outre que le problème est éminemment politique. Vous l'avez dit d'ailleurs au début de votre intervention, Mademoiselle Lulling. Il s'agit de faire la place de l'homme dans la société, dans une société mouvante, et, j'ose le dire, dans une société européenne, qui est en train de connaître une ouverture exceptionnelle, qui s'apprête à jouer dans le monde un rôle de première envergure. Entre les Deux ou Trois Grands nous allons désormais prendre une place qui sera la nôtre. Je pense que nous devons nous inspirer des vieilles civilisations qui nous ont

guidés à travers les siècles et de la notion de l'homme que nous avons forgée à travers tant d'épreuves.

Nous devons donner une définition propre à l'homme européen, qui cadre avec l'Europe que nous sommes en train de construire. Il devra avoir sa physiologie d'homme évolué, nourri des grands principes qui nous ont toujours guidés, des principes d'égalité, de justice et de liberté.

C'est dans ce sens que devra travailler l'ensemble de ce Parlement, appuyé sur les dispositions que nous pouvons désormais prendre grâce au Fonds social.

Il faut faire confiance à notre commission parlementaire, Monsieur Coppé, car vous savez que nous travaillons sous la houlette de M. Müller, que nous suivons d'assez près tous vos travaux, que parfois, nous faisons preuve de quelque impatience, mais je crois qu'ici, devant les résultats qui viennent d'être obtenus, devant les tâches qui s'imposent, après cette étape — sachant qu'il nous en reste d'autres à franchir —, nous pouvons être satisfaits des résultats et qu'en conséquence, nous donnerons notre accord au rapporteur et à ses conclusions.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M<sup>me</sup> Caretoni Romagnoli.

**M<sup>me</sup> Caretoni Romagnoli.** — (I) Monsieur le Président, mes chers collègues, le rapport de M<sup>lle</sup> Lulling est certes très sérieux, mais j'espère que notre collègue ne nous en voudra pas de relever la contradiction qui existe entre le jugement porté sur les réalisations accomplies et les constatations amères, lucides et très souvent pertinentes qu'elle a faites. Les nombreuses choses importantes qui sont dites dans ce rapport ainsi que les avis qui — comme il a déjà été dit par ailleurs — sont parfaitement motivés et souvent pertinents se fondent dans le brouillard des vœux habituels et des références à l'avenir.

Le fait que le rapport consiste pour l'essentiel en une énumération des différentes mesures qui ont été adoptées par les six pays, et qui, comme le précise le rapporteur, ne présentent aucun intérêt véritable, démontre, à notre avis, que le seuil politique n'a pas encore été franchi et que l'on envisage maintenant de procéder par voie d'ajustements et, dans la meilleure des hypothèses, d'harmonisations ; en bloc, on songe à laisser faire les processus économiques sans leur imprimer l'orientation fondamentale et sans procéder à un réexamen global dont on parle beaucoup et depuis fort longtemps.

Ceci est, à mon avis, confirmé par M<sup>lle</sup> Lulling au paragraphe 5 de son exposé des motifs dans lequel elle déplore, à juste titre, que le Conseil, en prenant la décision d'ériger l'union économique et monétaire de l'Europe, n'ait pas perçu davantage les implications sociales de cette union et ait, une fois de plus, sacrifié le social à l'économique.

**Carettoni Romagnoli**

Les choses étant ce qu'elles sont, il faut, mes chers collègues, faire un certain effort pour se montrer optimiste, en particulier si l'on examine la situation réelle de l'emploi avec les conséquences qui en découlent dans le domaine de l'émigration et que nous connaissons tous bien. Au paragraphe 7 de la résolution, M<sup>lle</sup> Lulling déclare qu'elle n'est pas satisfaite de l'évolution de la création d'emplois et de l'amélioration des conditions de travail. Nous touchons là, une fois de plus, à ce problème fondamental qui ne pourra être résolu sans une volonté précise de changer d'orientation ; il n'est sans doute pas exagéré de dire qu'il faut procéder à un renversement de la tendance.

On a affirmé, par exemple, à plusieurs reprises — et à l'instant même — que le meilleur règlement de la libre circulation est inutile — autre illusion perdue — s'il ne s'inscrit dans le cadre plus vaste d'une politique de l'emploi qui soit mise à son tour au service d'une politique de programmation. Mais, de nos jours, la main-d'œuvre suit les capitaux selon une logique qui ne tient guère compte des problèmes des travailleurs. C'est ainsi que certains d'entre eux, parmi les plus déshérités, qui doivent abandonner leur pays pour trouver un emploi, reconnaissent que s'ils sont protégés par les syndicats au sein de l'entreprise en tant que travailleurs, ils sont rejetés en tant que citoyens et exclus de la société du pays d'accueil. Point n'est besoin non plus de rappeler le problème des logements et des services sociaux — qui a été largement évoqué par les collègues qui m'ont précédé — ni le document qui vient d'être publié à la suite d'une enquête effectuée pour le compte du Conseil des communes allemandes.

Mais il ne s'agit là que de l'un des aspects du problème, à savoir celui des citoyens les plus défavorisés ; en effet, ce problème nous concerne tous : il suffit d'observer la manière dont nous vivons dans nos villes et notamment dans la zone à forte concentration urbaine s'inscrivant dans un triangle dont le sommet se situe dans la région de Gênes et de Bologne et qui se prolonge jusqu'à la mer du Nord où il rencontre le reste de l'Europe, et dont la faiblesse socio-économique ne va pas en s'améliorant.

Autre chose est d'affirmer — comme l'a rappelé ce matin M. Amendola et comme le fait M. Cousté dans son rapport — qu'il faut craindre le libre exercice des fonctions syndicales par les travailleurs en provenance d'autres États membres, ou de ne pas vouloir conclure de conventions collectives par crainte de voir apparaître des perturbations syndicales et surtout politiques ! Poser le problème en ces termes revient à confondre la cause et l'effet, s'il est vrai que l'agitation syndicale est provoquée par les conditions dans lesquelles se trouvent les travailleurs. Certes, les avertissements ne manquent pas ! Parmi les plus récents, on peut citer celui de la Confédération mondiale du travail — qui rappelle que le progrès économique doit être subor-

donné aux finalités sociales — ainsi que celui de M<sup>lle</sup> Lulling qui, dans son rapport sur le Fonds social, insiste avec raison sur l'idée que la politique sociale doit être le moteur et le centre de la politique communautaire.

Mais, pour ce faire, il faut, à notre avis, surmonter la contradiction qui apparaît toujours dans les débats européens entre l'idée d'une politique libre-échangiste à sens unique et celle d'une politique régionale fondée sur la solidarité.

Personnellement, je ne crois pas que l'on puisse encore se contenter de gestes de bonne volonté sans prendre d'engagements pour l'avenir, parce qu'il me semble que les processus tendent à devenir irréversibles et que toute intervention deviendra, en un sens, d'autant plus coûteuse et peut-être même inutile qu'elle sera plus tardive. Les problèmes qui vont se poser à nous à l'occasion de l'élargissement de la Communauté ne faciliteront pas toujours cette tâche et risquent, dans la meilleure des hypothèses, de polariser l'attention au détriment des problèmes urgents dont nous traitons en ce moment.

En somme, il me semble qu'il est urgent de fixer avec détermination et sans équivoque, et poursuivre avec cohérence l'objectif du plein emploi, non pas en termes globaux, c'est-à-dire en réalisant le plein emploi dans la Communauté grâce à des déplacements de main-d'œuvre considérables, mais en rétablissant l'équilibre entre les régions et en créant des possibilités d'emploi dans les zones où existent des capacités de travail inutilisées.

Ceci n'est pas nouveau, car je ne fais que répéter presque mot à mot les déclarations d'un collègue qui est intervenu sur le quatrième Rapport général.

Mais pour ce faire, entendons-nous bien, il faut déclencher une véritable bataille et comparer les différentes positions ; l'intégration européenne s'est inscrite dans une perspective de développement qui favorise, comme l'on dit aujourd'hui, la dynamique spontanée du marché et qui tend, logiquement, à poursuivre dans la voie de l'utilisation et de la rémunération des capitaux plutôt que de l'emploi des travailleurs dans des conditions dignes et satisfaisantes.

C'est pourquoi nous posons la question de savoir si nous avons conscience de la nécessité d'aller à l'encontre de cette logique ? Sommes-nous prêts à le faire ? Sommes-nous conscients des résistances et des difficultés que nous rencontrerons ? Et, s'il est vrai que les forces qui sont déterminées à poursuivre dans cette voie sont considérables, sur quelles forces pourrions-nous compter pour remporter cette bataille sinon sur les forces démocratiques, les travailleurs et leurs organisations ?

Notre rapporteur se demande si l'Europe des revendications précédera l'Europe sociale ? C'est une question pertinente, étant donné que les tensions et les

**Carettoni Romagnoli**

malaises ne font que s'accroître et que l'on assiste à des désaccords profonds. Ce genre de désaccord a été ni plus ni moins mis en théorie dans certains documents tels que, par exemple, ceux de l'ACLI. Ces problèmes ont été évoqués hier par le rapporteur, qui affirme, à propos des logements, au paragraphe 25 de son rapport, qu'il ne faudrait pas s'étonner de certaines réactions des travailleurs contre la politique de la Communauté.

Or, il n'y a qu'une façon de faire face à cette situation : en créant l'Europe sociale, en associant les travailleurs à cette création. Et cela non pas seulement parce qu'il est impossible en 1971 de concevoir une « réforme par le haut » ou une politique au sommet, mais parce que s'il s'agit de prendre des mesures radicales qui ne pourront pas ne pas donner lieu à des désaccords et à des conflits. Dans ce cas il importe, comme je le disais tout à l'heure, de rassembler toute les forces qui sont en faveur de cette évolution.

On entend souvent dire que les réformes par le haut ne sont pas démocratiques mais sont efficaces ; mais, à ma connaissance, aucune réforme véritable n'a jamais réussi sans l'appui conscient et combattif des forces sociales intéressées.

Nous n'entendons pas dissimuler les difficultés que nous rencontrerons, notamment sur le plan institutionnel, en empruntant cette voie, ni les problèmes complexes qui se poseront aux pouvoirs communautaires et aux institutions qui devront être éventuellement créées ; mais nous nous demandons surtout s'il est possible de voir naître un climat réellement favorable à cette solution alors que nous constatons que les appels qui sont lancés en faveur de l'association immédiate, dans la limite de leurs moyens, des syndicats, c'est-à-dire des travailleurs, aux choix politiques et sociaux, restent lettre morte. J'ai eu l'occasion d'en parler par ailleurs et me suis attiré de nombreuses critiques ; pourtant je maintiens qu'il n'est plus temps d'informer ou de consulter, mais de décider ensemble au niveau le plus bas possible.

Certes, ces problèmes sont évoqués au paragraphe 14 du rapport ; mais, comme je le disais tout à l'heure, toutes ces affirmations, ces phrases, qui paraissent pourtant positives, perdent de leur crédibilité lorsque l'on trouve certaines allusions et déclarations comme celles que j'ai rappelées à propos du rapport général de M. Cousté. Or, de telles affirmations mettent en doute la volonté d'agir de la Communauté, essentiellement parce qu'il ne s'agit pas de trouver des solutions qui constituent un moindre mal, mais plutôt de repenser à nouveau l'ensemble de la politique sociale et de renverser les tendances en procédant en premier lieu à ce qui a été défini comme un changement d'optique vis-à-vis des problèmes sociaux.

Je voudrais enfin approuver le paragraphe 20 de la résolution. Nous appartenons à un pays qui, pour des

raisons historiques et confessionnelles, ne parvient que tardivement à s'aligner sur les conceptions les plus communément répandues en matière de législation matrimoniale et familiale ainsi qu'en ce qui concerne les dispositions relatives à l'émancipation de la femme. Mais nous y parvenons, comme en fait foi la récente législation sur le divorce et l'état d'avancement de la législation sur le droit familial.

C'est peut-être précisément en raison de ce retard que nous estimons qu'il est indispensable de réduire au maximum les différences existant entre les législations des différents pays dans ce domaine, bien que nous soyons conscients — et je pense que M<sup>lle</sup> Lulling l'est également — que les lois ne suffisent pas pour promouvoir l'égalité et l'émancipation des femmes. Mais nous aurons l'occasion de reparler de ce problème à un autre moment lorsque nous examinerons, comme cela est prévu, les études qui sont effectuées à ce sujet par M<sup>lle</sup> Sullerot pour le compte de la Communauté.

*(Applaudissements sur les bancs de l'extrême-gauche)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Oele, au nom du groupe socialiste.

**M. Oele.** — (N) Monsieur le Président, je me limiterai à examiner le problème de l'hygiène du milieu dont M. van der Ploeg, qui a jugé nécessaire que la Commission prenne des initiatives dans ce domaine, et mon ami politique, M. Ramaekers, qui a demandé, lui aussi, que l'on accorde une priorité absolue à ce problème, nous ont déjà parlé cet après-midi. Je développerai quelque peu ce qu'ils ont dit à ce sujet.

Nous savons, avec chaque jour un peu plus de certitude, qu'une lutte efficace contre la pollution qui affecte notre milieu dans d'innombrables domaines coûtera très cher. Certaines publications font état de dépenses de l'ordre de 2 % du revenu national ; les dépenses d'entretien des réserves naturelles et de leur réaménagement, et celles nécessitées par l'approvisionnement en eau potable n'étant en l'espèce pas considérées ! La seule lutte contre la pollution de l'air, de l'eau et du sol, exigerait donc des sommes équivalant à 2 % du revenu national dans une société industrielle moderne ! Ces montants ne peuvent être négligés dans la programmation économique, sous peine de voir le développement de notre économie abordé d'une manière absolument irréaliste et erronée du point de vue politique. Et voici qu'en disant cela, je me demande si je ne me trompe pas d'adresse en attirant l'attention du membre de la Commission responsable des affaires sociales sur l'importance de ce problème et sur la nécessité de s'y attaquer avec les moyens nécessaires. Après tout ce que M. Malfatti, président de la Commission européenne, a dit sur cette question, je pense toutefois être en droit de penser que la Commission présentera des propositions plus vastes qui n'intéresseront pas seulement la

## Oele

politique sociale au sens strict mais également les autres secteurs, et notamment la politique industrielle.

Je pense d'autre part que les répercussions de cette affaire complexe sur l'agriculture doivent être clairement mises en lumière. J'insiste sur ce point, parce que nos amis de la commission de l'agriculture ont tenté, cet après-midi encore, de faire examiner leurs problèmes en priorité. Or, comme nous avons l'occasion de nous faire entendre avant qu'ils n'abordent la question des prix des produits agricoles, il me semble bon de souligner qu'il faut répercuter également le coût de la lutte contre la pollution provoquée par l'évolution moderne de l'agriculture, sur les prix des produits agricoles. Je pense ici, en particulier, à ce que l'on appelle la bio-industrie, l'engraissement moderne des porcs et des veaux. Sous l'effet entre autres de la politique stimulante de la Communauté, cette industrie ne cesse de prendre de l'importance. Or, j'ai l'impression que la pollution s'en trouve accrue et que l'on n'y prête pas suffisamment attention lorsque l'on stimule cette production et fixe les prix des produits. Il serait bon que la Commission tienne compte également de cet aspect du problème dans ses considérations sur une vaste approche de cette question. Je voudrais, et ce sera ma conclusion car le temps presse, poser quelques questions concrètes à ce sujet.

Première question : comment la Commission envisage-t-elle d'informer le Parlement et, par là, l'opinion publique de la manière dont elle va s'attaquer à ce problème ? Présentera-t-elle un memorandum contenant des idées générales, ou bien ira-t-elle plus loin ? Le groupe socialiste apprécierait beaucoup que la Commission établisse un programme d'action qui indique en quelques points concrets les grandes lignes de son dessein, ainsi que les questions qui seront abordées dans le cadre du traité, celles qui nécessiteront au préalable une révision du traité et celles qui pourront être traitées à l'aide de l'article élastique qu'est l'article 235.

Nous posons cette question parce que le danger est réel — étant donné que M. Malfatti associe volontiers l'importance du milieu vital et la nécessité d'éviter des distorsions de concurrence — de voir la Commission se contenter de suivre puérilement les gouvernements nationaux, et se borner à harmoniser après coup, le problème se trouvant ainsi toujours abordé d'une manière négative parmi les questions de moindre importance. Or, j'estime que ce serait regrettable, car cette affaire est tellement urgente qu'il est nécessaire de l'aborder de façon positive. La Commission doit prendre des initiatives personnelles en la matière. Et j'en arrive ainsi à ma deuxième question : la Commission pense-t-elle qu'il est possible d'aborder convenablement le problème, la répartition des tâches entre les membres de la Commission et les Directions étant ce qu'elle est ? Partage-t-elle l'opinion qu'une approche plus globale

implique une modification de ses services compétents en la matière ? Nous ne pouvons, en effet, nous empêcher de penser que l'absence de propositions plus concrètes est due à une organisation insuffisante des services de la Commission dans ce domaine. C'est seulement une question ; je puis me tromper, mais j'aimerais que l'on me renseigne sur ce point. A notre avis, il existe effectivement une interaction entre les objectifs que s'est fixés la Commission et la manière dont ses services les traitent.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Burgbacher.

M. Burgbacher. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je n'ai aucune critique à formuler au sujet du rapport de M<sup>lle</sup> Lulling, ni de la résolution, ni de l'exposé introductif si bien pensé qu'elle nous a fait. Pour moi également, les questions de politique sociale ont tout autant d'importance que les questions économiques.

Je voudrais toutefois soulever une question, une seule. Il n'est question de la formation des patrimoines que dans un bout de phrase, au paragraphe 12. Je souhaiterais que l'on fasse une place plus grande à ce problème dans le prochain rapport. Il s'agit avant tout de la formation de patrimoine chez les travailleurs, chez tous les indépendants, et en particulier, d'un problème spécial, celui de la participation du plus grand nombre au capital de l'entreprise. Notre système d'économie de marché peut s'enorgueillir d'être le plus efficace du monde quant à la capacité de production, au revenu, aux garanties qu'offrent les régimes d'assurance sociale et d'assurance vieillesse. Mais ce serait se leurrer de considérer que ce système soit parfait. Et l'une de ses lacunes ou l'une de ses faiblesses, c'est comme vous voudrez, tient à la répartition des richesses, en général, et des biens de production, en particulier. Je me suis permis de soumettre à la commission économique et à la commission des affaires sociales et de la santé publique, un projet relatif aux principes d'une politique de la propriété et de la participation au capital des entreprises et je serais heureux que les commissions compétentes s'attachent à étudier la question.

Sous la direction de M. Coppé, la Commission a procédé à une enquête, dans les pays de la Communauté, sur l'état actuel des mesures d'encouragement de la formation des patrimoines. Je serais très heureux, et je crois exprimer ainsi le point de vue de la grande majorité de cette assemblée, qu'on ne laisse pas dormir les conclusions de cette enquête dans les bureaux de la Commission, mais qu'on les communique aux membres du Parlement, car on n'improvise pas une politique dans ce domaine.

On a reproché à l'exposé sur la situation sociale de contenir une analyse des mesures prises dans les différents pays. Je crois que ce reproche n'est pas justifié,

**Burgbacher**

car il est absolument exclu qu'on puisse définir une politique sociale à appliquer dans le Marché commun sans partir des législations nationales, qu'il s'agit, en fin de compte d'harmoniser à un niveau supérieur.

Je formulerai donc un triple souhait : d'abord, que le rapport et la résolution fassent une plus large place à la formation des patrimoines, en général, et à la participation au capital des entreprises, en particulier ; ensuite, et ce vœu s'adresse à la Commission et à notre ami Coppé, que ce qui a déjà été fait en matière d'enquête soit porté à la connaissance des membres de cette assemblée, et enfin, et ceci, c'est pour nous tous, que nous accordions à l'avenir une plus grande attention à cette idée, qui est neuve pour beaucoup et qui, à mon avis, surtout pour ce qui est de la participation au capital des entreprises, n'a pas encore été discutée de façon suffisamment approfondie. Bien entendu, par exemple, le premier mode de formation de patrimoine est l'épargne d'argent liquide, mais par quoi se traduit cette forme d'épargne ? Les entreprises paient des intérêts pour cet argent, mais en règle générale, ce qu'elles en retirent est plus important que l'intérêt. Ce supplément représente un accroissement de patrimoine dont les seuls à bénéficier sont, dans l'ordre actuel des choses, ceux qui disposaient déjà d'un patrimoine. Nous ne trouvons pas cela normal, quant à nous. Nous estimons que la politique doit avoir pour objet d'assurer une meilleure répartition de l'accroissement des richesses. Il s'agit d'un processus évolutionniste, et non révolutionnaire, qui n'aura pas du jour au lendemain des effets marquants, mais qui, mis en œuvre systématiquement, fera de nos peuples des peuples propriétaires de biens de production. C'est là, à mon avis, une solution qui s'impose si l'on veut assurer la continuité d'un système qui, comme le nôtre, a fait la preuve de sa grande efficacité.

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, *membre de la Commission des Communautés européennes*. — Monsieur le Président, je commencerai par remercier M<sup>lle</sup> Lulling de son rapport, qui est un document remarquable et qui vaut vraiment la peine d'être lu.

Je remercie aussi M. Müller qui, en toutes circonstances, comme président de la commission des affaires sociales et de la santé publique, a participé aux discussions et a été un soutien de toute première valeur pour le membre responsable des affaires sociales à la Commission.

Je voudrais dire tout de suite que le prochain exposé social sera, je l'espère, moins un exposé qu'une orientation.

Ce n'est pas là un reproche à l'adresse de mes prédécesseurs ; cette façon de travailler était inévitable aussi longtemps que nous ne disposions pas d'un document, d'un memorandum social qui donne ces gran-

des orientations à la politique sociale dans la Communauté.

Nous avons sorti un document qui n'a pas encore été approuvé ni même discuté par la commission parlementaire ou par le Parlement, mais à partir du moment où nous nous trouvons en possession d'une orientation, que nous savons la direction que nous voulons imposer à la politique sociale au plan communautaire, nous sommes à même d'élaborer un document qui ne sera plus une énumération un peu sèche, un peu abstraite, des différentes situations qui existent.

Nous ferons donc un effort pour répondre au vœu qui a été exprimé et nous essaierons de mettre en regard une situation et une action.

Je remercie M<sup>lle</sup> Lulling de la remarque qu'elle a faite au début de ce rapport social. Je voudrais, moi aussi, rendre hommage à mon prédécesseur, M. Levi Sandri. Si une action plus animée, plus effective, s'est manifestée au cours de l'année 1970 et aussi de cette année, c'est à M. Levi Sandri que revient l'essentiel de ce mérite.

Il me faut également rendre hommage à l'homme qui, au cours de ces derniers six mois, a présidé le Conseil de ministres, M. Fontanet, qui, par son action, par sa présence, a préparé et animé les travaux de ce Conseil ainsi que les travaux du Comité permanent de l'emploi qui ont eu lieu pendant cette période.

Si des résultats ont été acquis, c'est à lui qu'en revient le mérite.

Je voudrais que l'on n'oublie jamais, Monsieur le Président, quand on discute de la politique sociale de la Communauté, les bases qui se trouvent dans le traité. Il ne me semble pas mauvais de le rappeler encore une fois : « Les États membres conviennent de la nécessité de promouvoir l'amélioration des conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre permettant leur égalisation dans le progrès ».

D'après le paragraphe qui suit, en fait, cela doit se faire tout seul, par le Marché commun et le progrès économique.

Ils estiment qu'une telle évolution résultera tant du fonctionnement du Marché commun, qui favorisera l'harmonisation des systèmes sociaux, que des procédures prévues par le présent traité et du rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives.

Un peu plus loin, le même traité s'empresse de lier le rapprochement de ces dispositions législatives, réglementaires et administratives, à l'unanimité du Conseil de ministres. Voilà qui vous indique tout de suite la vitesse à laquelle on peut progresser en ce sens !



**Coppé**

L'article suivant attribue à la Communauté — plus exactement à la Commission — le droit de faire toutes études en ce qui concerne l'emploi, le droit au travail, la sécurité sociale. Si donc nous discutons en dehors de ce texte et si nous oublions quelles sont les dispositions des articles 117 et 118, je crois que nous partons d'une mauvaise base. Nous ne rendons pas service à la Communauté, en croyant qu'elle dispose d'instruments juridiques et politiques qu'elle n'a pas.

Le deuxième point de départ, qui est le seul instrument véritablement opérationnel, c'est le Fonds social. On l'a dit au cours du débat qui a précédé, et c'est exact. Jusqu'ici le Fonds social était la seule base vraiment opérationnelle dans la Communauté. Le Fonds social ancien, était, en fait, un *clearing* qui, avec deux ou trois ans de retard, restituait aux États membres, dans un esprit de juste retour, assez approché d'ailleurs, ce qu'ils avaient eux-mêmes mis dans le Fonds social avec tout de même un avantage particulier pour l'Italie. Au cours de ces dernières années, ce Fonds social de type ancien travaillait en ordre principal pour l'Italie et l'Allemagne, en faisant payer les autres pays à l'avantage de l'Allemagne et de l'Italie, c'est-à-dire les pays ayant respectivement le plus haut et le plus bas niveau de vie de la Communauté.

En troisième lieu, il faut citer l'accord de La Haye et la décision de commencer une concertation des politiques sociales et la rénovation du Fonds social. En fait, depuis la réunion au sommet de La Haye, nous avons effectivement un instrument, qui est la concertation et qui est la rénovation du Fonds social dont je vous parlerai tout à l'heure, ce qui, effectivement, nous amène à un instrument beaucoup plus opérationnel que le Fonds social de type ancien.

En fait, en 1970, et depuis le début de 1971, nous avons donc des moyens élargis : le Fonds social rénové, bien que nous n'ayons pas encore le règlement d'application ; le Comité permanent de l'emploi qui a déjà tenu deux réunions ; le règlement n° 3 qui a été définitivement adopté il y a un mois ; le règlement n° 4, qui a son règlement d'application, et que la Commission pourra, je l'espère, approuver au cours de sa prochaine réunion, et que le Conseil de ministres ne tardera pas à mettre en vigueur.

Il y a également le budget social européen, qui nous permet d'intégrer notre politique sociale dans une perspective qui est celle que vous connaissez, des programmes de politique à moyen terme que nous avons donc également sur le plan économique et auxquels doit correspondre une même programmation au plan social.

Monsieur le Président, nous avons sorti un mémorandum social que l'on appelle « Orientation préliminaire pour un programme de politique sociale communautaire ». M. Vredeling a été chargé de faire rapport sur ce mémorandum. Nous espérons que l'avis du Parlement nous parviendra aussi rapidement que possible de façon que nous puissions nous

orienter sur ce que le Parlement désire que nous instaurions comme politique sociale, comme orientation de la politique sociale.

En ce qui concerne le Fonds social, on nous a demandé quelle était exactement la situation depuis le Conseil de ministres du 24 juin. Je dois dire que d'abord la présidence a été parfaite et qu'il y a eu une bonne volonté de tous les membres du Conseil. Tous les membres du Conseil, tous les ministres des affaires sociales ont été animés d'une très grande volonté de compromis parce que dans une affaire de ce genre, qui doit nécessairement être discutée et décidée à l'unanimité, seule la bonne volonté de chacun permet d'aboutir à un accord d'ensemble.

Je crois que nous pouvons dire que nous avons atteint un compromis global sur l'essentiel et que nous avons en même temps certaines orientations déjà très utiles pour un certain nombre de points qui appellent une décision. J'espère qu'en tout état de cause, le fait que nous n'ayons pu terminer au dernier conseil du 24 juin n'empêchera pas de prendre une décision avant la fin de l'année, de façon que le Fonds social rénové puisse entrer en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année prochaine avec une dotation que, de toutes façons, nous inscrivons dès à présent à notre budget de l'année prochaine.

J'ai eu l'occasion d'en parler longuement à la commission et peut-être n'est-il pas nécessaire d'y revenir : un certain nombre de points ont été acquis, notamment en ce qui concerne les régions en retard et certaines branches d'activité. C'est le texte de la Commission, sauf quelques amendements mineurs. Le fait que les régions qui seront principalement l'objet de l'attention du Fonds social soient des régions en retard ou en déclin doit être retenu.

En ce qui concerne les handicapés, nous avons eu la satisfaction de pouvoir les faire bénéficier de l'action du Fonds social ; c'est donc un avantage par rapport à la situation telle que nous l'avait présentée le document, en raison de l'ambiguïté du texte et de la décision du 1<sup>er</sup> janvier de cette année.

En ce qui concerne les indépendants, nous avons une disposition connexe qui, dès à présent, permet de faire fonctionner le Fonds social également en faveur des handicapés qui s'orientent vers une profession indépendante. Il en est de même pour les agriculteurs qui n'étaient pas salariés, et qui pourront être réadaptés dans des professions indépendantes. Sur ce point, j'ai proposé au nom de la Commission de formuler une réserve. La Commission souhaite, en effet, en ce qui concerne la réadaptation qui devra être organisée par le Fonds social que tous les agriculteurs, qu'ils soient indépendants ou salariés, soient mis sur un pied d'égalité. J'ai eu la satisfaction de constater que cinq gouvernements sur six étaient d'accord sur cette position. Peut-être est-ce la maladie de l'un d'entre eux qui a empêché un accord complet. En tout état de cause, la Commission se réserve d'introduire un

**Coppé**

amendement sur ce point lors de la prochaine réunion.

Nous avons obtenu l'accord, Monsieur le Président, et c'est très réjouissant, sur le fait que 60 % des crédits inscrits pour les opérations B seront affectés aux régions en retard ou en déclin. Les Italiens ont reconnu l'effort considérable qui a été fait par tout le monde. Nous avons eu l'occasion d'en discuter ici, il y a quelques semaines. Ce pourcentage n'est pas une limite, comme j'ai eu l'occasion de le dire. Je crois que c'est un effort de bonne volonté qui a été marqué par l'ensemble des pays ayant assisté à cette discussion.

Au point 11 du rapport de M<sup>lle</sup> Lulling, il est fait mention de la création d'emplois adéquats dans certaines régions de la Communauté en difficulté permettant d'éviter des déplacements forcés et pénibles des travailleurs et de leurs familles. J'espère, Monsieur le Président, que nous aboutirons à une intervention du Fonds social assez importante pour améliorer la circulation des migrants dans le Marché commun, la formation professionnelle de ceux qui doivent se rendre comme migrants dans les pays du Marché commun, mais je crois qu'il faut répéter sans cesse que l'idéal dans une communauté économique serait que les migrations ouvrières soient réduites au minimum.

L'idéal que nous devons poursuivre, c'est d'amener l'industrie vers la main-d'œuvre et non la main-d'œuvre vers l'industrie. Une action intégrée doit donc être entreprise par une politique régionale, par une politique de la Banque européenne d'investissement, par une politique de bonifications d'intérêts, parce que l'industrie est beaucoup plus mobile et réagit beaucoup plus à des bonifications d'intérêts qu'on ne le croit ; notre expérience de la CECA le prouve. Et, comme, bien sûr, tous ces instruments seront imparfaits et n'atteindront pas la totalité du résultat, il faudra aussi une politique de la migration et une politique qui tende à un accueil social et humain pour tous les migrants dans le Marché commun.

C'est, je crois, une réalisation vers laquelle nous tendrons avec le Fonds social et, comme nous l'avons déjà dit dans notre memorandum social, c'est là notre priorité essentielle.

Il faut donc ainsi améliorer le fonctionnement du Marché commun de l'emploi, non seulement dans des conditions abstraites mais aussi dans des conditions humaines défendables.

Au point 14, le rapport de M<sup>lle</sup> Lulling demande que la Commission intensifie ses relations avec les partenaires sociaux et en tire profit notamment pour favoriser partout la création de comités paritaires par secteur, par la conclusion de conventions collectives de travail de portée européenne.

Monsieur le Président, je suis personnellement convaincu et je crois que la Commission est, elle

aussi, acquise à cette idée, que dans l'Union économique et monétaire, l'instrument que représentent les comités paritaires et les conventions collectives est probablement le meilleur et peut-être même, dans une large mesure, le seul valable pour assurer une marche harmonisée, équilibrée du point de vue social dans une communauté qui est en progrès économique.

Dans la plupart de nos pays, spécialement dans un pays que je connais bien et où j'ai eu l'occasion de l'exprimer, ou bien le gouvernement n'a pas le pouvoir de bloquer les prix et les salaires ou bien, s'il a ce pouvoir, il se gardera souvent de l'employer, en tout cas de l'employer dans une mesure très large, parce que ce sont là précisément des instruments très difficiles à organiser et à manipuler.

Dans ces conditions, comment avons-nous, dans chacun de nos pays, organisé le progrès social dans la paix sociale, dans la progression économique ?

Précisément, par ces comités paritaires qui ont discuté, qui ont pu régler les problèmes de salaires et de conditions de travail dans chacun de nos pays, et aboutir ainsi à des conventions collectives de travail.

C'est précisément en poussant peu à peu le problème des conventions collectives de travail dans des comités paritaires de niveau européen que, pour ma part, j'espère que nous allons pouvoir obtenir que ces questions soient discutées, à l'avenir, au plan européen, bien que je reconnaisse que sur ce point, il y ait encore beaucoup de scepticisme.

C'est ce scepticisme qu'il faudra vaincre peu à peu, et j'espère que l'appui du Parlement qui, je le vois dans cette résolution, est convaincu de la nécessité de cette politique de progrès social dans le progrès économique, dans l'autonomie des partenaires sociaux — et on ne le fera pas autrement que dans l'autonomie des partenaires sociaux — pourra nous amener à une politique concertée de progrès social dans la Communauté, dans l'Union économique et monétaire.

Monsieur le Président, s'agissant du logement des migrants, j'ai eu la satisfaction de dire récemment à la commission que, conformément à l'engagement que nous avons pris dans le cadre de la CECA, si nous avions des disponibilités inattendues, nous les consacrerions, en ordre principal, à améliorer les logements.

Nous avons pu faire une proposition dans ce sens et j'ai eu l'occasion d'en entretenir la commission parlementaire compétente.

Nous pourrions mobiliser 2 millions d'unités de compte en plus, ce qui, compte tenu du fait que c'est de l'argent très bon marché et qu'on y ajoute de l'argent un peu plus cher, représente à peu près le double, et cette somme pourra être consacrée à un programme complémentaire que nous orienterons principalement vers le logement des migrants dans la Communauté.

**Coppé**

C'est une précision qui va, je crois, entièrement dans l'esprit de la résolution.

J'ajoute, Monsieur le Président, que c'est conforme à la priorité essentielle que nous avons développée dans les orientations préliminaires d'une politique sociale dans la Communauté.

Au point n° 22, le rapport plaide en faveur d'une politique communautaire cohérente de la santé publique, s'insérant dans une préoccupation de sauvegarde du milieu naturel et humain comportant, entre autres, une politique de décentralisation, de protection de la nature et de lutte contre toutes les formes de pollution et demande instamment à la Commission de prendre des initiatives dans ces domaines ainsi qu'en matière de lutte contre le bruit, la drogue, etc.

C'est un point qui figure encore parmi nos priorités.

Je vous épargnerai la lecture de nombreux autres points, mais il en est un, cependant, sur lequel je dois attirer votre attention ; c'est celui où il est fait allusion aux conditions de sécurité et de travail : « ... sont l'objet d'une attention croissante étant donné l'ampleur du problème, la Communauté et les États membres se doivent de promouvoir avec la plus grande énergie une action réellement efficace » — et ici figure le point qui me semble d'une importance capitale — « Les initiatives nationales tendant à améliorer ces conditions risquent, en effet, d'être freinées parce que les disparités qui en résultent entre les États membres entraînent des conditions de concurrence différentes dans le Marché commun. » Par conséquent, pour éviter des distorsions des conditions de concurrence, un certain nombre de mesures contre la pollution ne peuvent être mises qu'au plan communautaire. J'aurai l'occasion d'y revenir lorsque je répondrai à la question de M. Oele. Mais en tout état de cause, dès à présent, je peux dire que c'est un point auquel nous avons accordé notre attention et que nous avons inscrit parmi les six ou sept priorités de notre memorandum social.

M<sup>lle</sup> Lulling a demandé une réunion des ministres du logement et de la famille. Je suis entièrement d'accord. Nous devons obtenir — comme ce fut le cas pour les ministres de la justice qui se sont réunis pour la première fois dans notre histoire, il y a quelques mois — que les ministres du logement et de la famille prennent l'habitude de se rencontrer parce qu'il y a dans le domaine social un certain nombre de problèmes qui ne peuvent avancer et progresser que par l'intermédiaire d'un Conseil des ministres de la famille et du logement.

Quant à la conférence sur l'harmonisation sociale, l'idée est évidemment très sympathique ; j'y avais d'ailleurs songé en reprenant ce portefeuille. Cependant, je pense que nous devons progresser d'abord dans le domaine du budget social. En effet, ce n'est qu'à partir du moment où nous connaissons les résultats des premières études sur le budget social que

la conférence sur l'harmonisation pourra avoir des effets efficaces.

*(L'orateur poursuit son exposé en langue néerlandaise).*

M. Van der Ploeg a demandé que le Fonds social soit associé à la restructuration de l'agriculture. C'est bien ce que nous comptons faire. Cette action en faveur de l'agriculture constituera un point A, pour ce qui est du Fonds social, c'est-à-dire un point sur lequel le Conseil statuera spécialement, en raison du fait qu'il s'agit d'un problème inhérent à une politique communautaire.

Les agriculteurs indépendants pourront, grâce à l'intervention du Fonds social, être réadaptés en vue d'exercer une autre profession indépendante. J'espère que le Fonds social sera en mesure, d'ici au 1<sup>er</sup> janvier prochain, d'agir sur ce plan, et que l'expérience qu'il a acquise en dix années d'existence ainsi que l'expérience acquise en matière de réadaptation sociale, notamment par la CECA, pourront être mises au service de la réadaptation des agriculteurs.

M. Van der Ploeg a aussi demandé comment les priorités seraient harmonisées entre elles. Je me contenterai de dire que si nous avons surtout parlé des objectifs généraux prioritaires dont on se préoccupe actuellement dans tous les États membres, c'est que ces objectifs relèvent du troisième programme de politique économique à moyen terme. Nous en avons tiré des conclusions, car nous n'entendions pas établir un programme qui ne fût pas dans la ligne des objectifs prévus par le troisième programme de politique économique à moyen terme.

M. Van der Ploeg nous accordera que les objectifs sociaux que nous avons tirés du troisième programme de politique économique à moyen terme s'inscrivent effectivement dans le cadre de ce programme et qu'il s'agit de transposer sur le plan social des objectifs dont, d'une façon générale, on se préoccupe également du point de vue économique. M. Van der Ploeg connaît notre position au sujet de la société anonyme européenne et du début de participation des travailleurs que leurs statuts prévoient. J'espère que nous pourrions bientôt discuter de cette question en commission parlementaire et que nous obtiendrons le soutien du Parlement pour une idée qui n'est pas très populaire dans certains milieux et dont il ne faut d'ailleurs pas escompter qu'elle s'imposera dans certains milieux. Il n'empêche que c'est dans ce sens, j'en suis fermement convaincu, que nous devons nous engager, à l'avenir, sur le plan social et économique.

Pour éviter que M. Ramaekers ne se fasse trop d'illusions, je voudrais lui rappeler l'article 117, dont il résulte que nous sommes manifestement très mal armés pour mener une politique sociale dans la Communauté européenne.

**Coppé**

M. Ramaeckers a fait remarquer que la politique sociale implique la coopération avec les partenaires sociaux. J'ai déjà souligné que pour la création de comités paritaires par secteur et par branche, c'est la reconnaissance et le respect de l'autonomie des partenaires sociaux qui constituera pour nous ce moyen d'action par excellence, l'instrument qui nous permettra de promouvoir le progrès social et l'harmonisation en matière de salaires et de conditions de travail au sein d'une union économique et monétaire.

M. Oele a posé la question de l'agriculture. La Commission se rend parfaitement compte qu'à l'heure actuelle, ni ses modalités de fonctionnement ni l'organisation de notre administration ne permettent une action efficace sur le plan de la lutte contre la pollution et de la défense de l'environnement. Nous disposons d'un groupe de travail formé de membres de la Commission et d'un groupe de travail composé de représentants de différents services. Nous espérons pouvoir publier à bref délai un projet qui, justement, ne concernera pas uniquement les lieux de travail. Pour le moment, je ne puis rien promettre de plus. Je ne puis pas vous dire non plus sous quelle forme ce document de la Commission sera présenté. Nous n'en sommes pas encore là. Personnellement, j'aimerais assez donner au document de la Commission, comme M. Oele le souhaite, la forme d'un programme d'action et non celle d'un mémorandum qui ne ferait que poser le problème. Il faudra que ce soit un programme d'action indiquant spécialement ce qu'il serait indiqué de faire sur le plan de la Communauté ou seulement ce qu'on peut entreprendre utilement sur le plan communautaire. Je ne manquerai pas de faire part à mes collègues du vœu de M. Oele et aussi de sa remarque selon laquelle il ne faut pas se baser uniquement sur l'article 235. Nous devons, comme nous l'avons fait pour le programme social, examiner à la lumière de tous les textes des traités ce que l'on peut faire, notamment en vertu des articles 100 et 101, qui ouvrent des possibilités d'action communautaire non seulement sur le plan social, mais aussi sur celui de la défense de l'environnement.

*(L'orateur poursuit son exposé en langue française)*

J'en arrive, Monsieur le Président, à la question posée par M. Merchiers, qui, à juste titre, a dit qu'il ne fallait pas aboutir à l'égalisation de la sécurité sociale dans le Marché commun, mais à une harmonisation. Si on avait défendu la thèse inverse j'aurais rappelé qu'aux États-Unis, les 50 États n'ont ni la même législation fiscale, ni la même législation sociale. Par conséquent, nous ne devons pas poursuivre, dans une Communauté qui a dix années d'existence, des objectifs qu'une Communauté qui compte 200 ans d'existence n'a ni atteints ni poursuivis.

Nous devons tendre à une harmonisation et je me réjouis de pouvoir dire que nous avons fait des progrès. Si M. Merchiers se réfère aux statistiques qui figurent en annexe de l'exposé social, il constatera

qu'à l'heure actuelle le fardeau de la sécurité sociale atteint 20 % environ du produit national brut dans chacun de nos pays. Il y a donc peu à peu convergence, comme le souhaitaient d'ailleurs les auteurs du traité qui ont dit que cette harmonisation dans le progrès se ferait par l'action même de la Communauté.

M. Merchiers a soulevé la question des salaires féminins. J'ai eu l'occasion de dire, lors de la discussion du rapport sur l'application de l'article 119, que l'essentiel de ce problème ne se trouve plus dans la discrimination formelle, légale des salaires, mais dans le statut socio-économique de la femme, qui ne correspond pas à ce qu'il devrait être. La femme devrait être défendue non seulement contre les discriminations légales, mais aussi contre les discriminations de fait entre salaires masculins et féminins.

Vous savez que sur ce point nous attendons le rapport de M<sup>me</sup> Sullerot pour présenter un certain nombre de propositions au sujet desquelles nous prendrons contact en tout premier lieu avec la commission parlementaire.

M. Laudrin a rendu à M. Fontanet un juste hommage auquel je me suis associé. En ce qui concerne l'extension du Fonds social à certains territoires d'outre-mer, je me réjouis comme lui que nous ayons eu l'occasion de le faire, et ce sera le seul cas où le Fonds social mènera une action en dehors de la Communauté européenne.

M<sup>me</sup> Carettoni a parlé des travailleurs migrants qui seraient, dit-elle, exclus des organisations syndicales. Je m'oppose avec netteté à sa déclaration. J'ai fait vérifier cette situation, qui m'intéresse aussi au plus haut point. Voici le texte que notre service spécialisé me donne :

« Bien qu'il reste encore certains points à régler dans le domaine des droits syndicaux qui doivent être résolus sur le plan communautaire, la Commission est d'avis que le libre exercice, dans les États membres, des fonctions syndicales au profit du travailleur venant d'autres États membres est, dans sa quasi-totalité, acquis par les dispositions du règlement sur la libre circulation ».

Je suis prêt à en discuter. M<sup>me</sup> Carettoni a posé une question écrite à laquelle une réponse sera donnée dans quelques jours. Je suis persuadé que nous pourrions ainsi corriger une information erronée.

M. Burgbacher a demandé si nous allions publier nos études sur l'encouragement à la formation du patrimoine des travailleurs. La réponse est affirmative, nous le ferons dès que nous aurons, une dernière fois, discuté ce document avec les partenaires sociaux, de façon à être entièrement sûrs que ce qui s'y trouve correspond à leurs vues.

J'espère que nous diffuserons ce document après les vacances et que nous pourrons, avant la fin d'an-

**Coppé**

née, le discuter à la commission des affaires sociales et informer tous les membres du Parlement.

Je termine, Monsieur le Président, en m'excusant d'avoir été un peu long.

Je remercie la commission du soutien qu'elle a donné en toute circonstance à l'action de la Commission. Faute d'instruments juridiques meilleurs, c'est notre action de sensibilisation de l'opinion publique qui pourra nous amener peu à peu à développer, sur le plan communautaire, la politique sociale que nous souhaitons mettre en œuvre.

Je remercie le Parlement et je compte sur lui pour nous aider à sensibiliser une opinion publique qui peut faire beaucoup pour le développement de notre politique sociale.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Je remercie M. Coppé de son intervention. Comme d'habitude il a été exhaustif et précis, apportant ainsi une contribution importante au développement de la politique sociale de la Communauté.

Personne ne demande plus la parole ?...

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

Sur le préambule et les paragraphes 1 à 4, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets ces textes aux voix.

Ces textes sont adoptés.

Après le paragraphe 4, je suis saisi d'un amendement n° 1, présenté par M<sup>lle</sup> Lulling au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, et dont voici le texte :

Après le paragraphe 4, insérer le paragraphe 4 bis (nouveau) ci-après :

« Rappelle son avis du 9 juin 1971 sur le règlement d'application concernant la réforme du Fonds social européen et, ayant appris avec regret que le Conseil, dans sa session du 24 juin 1971, n'avait pas été à même d'arrêter une décision définitive quant à cette réforme, attend que tout soit mis en œuvre pour que cette décision intervienne dans un délai tel que le nouveau Fonds puisse entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1972 au plus tard. »

La parole est à M<sup>lle</sup> Lulling pour défendre cet amendement.

**M<sup>lle</sup> Lulling, rapporteur.** — Monsieur le Président, la proposition de résolution que nous sommes en train de discuter a été adoptée le 4 mai par la commission des affaires sociales et de la santé publique

et, depuis, les ministres du travail ont tenu une de leurs trop rares réunions.

Or, nous avons dû constater que bien qu'on nous ait pressés de donner notre avis sur le règlement d'application sur le Fonds social européen pendant la session de juin, les ministres n'ont pas adopté ce règlement d'application pendant leur session de juin.

Connaissant le rythme de travail du Conseil de ministres, la commission sociale a estimé qu'il serait important de faire insérer dans la résolution un paragraphe dans lequel nous rappelons notre avis du 9 juin, notamment à la suite du compte rendu que M. Coppé nous a fait en commission sur l'orientation des travaux du Conseil.

Nous avons pensé aussi qu'il serait utile d'insister pour que le Conseil prenne une décision afin que le nouveau Fonds social puisse entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1972 au plus tard.

Notre amendement a donc pour objet de rappeler notre position et d'insister sur la décision qui doit être prise par le Conseil de ministres et qui, malheureusement, ne l'a pas été comme nous l'avions espéré, pendant la session de juin du Conseil.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 1.

L'amendement n° 1 est adopté.

Sur les paragraphes 5 à 25, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 5 à 25 sont adoptés.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (\*).

8. Règlements concernant la fixation  
des prix agricoles  
— Directive concernant l'octroi d'aides  
à certaines catégories d'exploitants agricoles

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Brouwer, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à :

(\*) JO n° C 78 du 2 août 1971, p. 63.

**Président**

- plusieurs règlements concernant la fixation des prix pour certains produits agricoles, et
- une directive concernant l'octroi d'une aide au revenu à certaines catégories d'exploitants agricoles (doc. 98/71).

La parole est à M. Brouwer qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Brouwer, rapporteur.** — (N) Monsieur le Président, la commission de l'agriculture s'est trouvée dans une situation très difficile, et ce pour deux raisons. Elle s'était vivement réjouie de voir la Commission européenne déposer dans les délais, pour la première fois depuis des années, ses propositions de prix. Dans ces conditions, le Conseil allait pouvoir, après consultation du Parlement, prendre une décision en temps utile. D'une part, la Commission européenne avait insisté pour que le Parlement donne son avis à bref délai, de façon que le Conseil puisse prendre une décision, mais d'autre part, il était difficile d'émettre un avis judicieux dans un délai si court. Après avoir pesé le pour et le contre, la commission de l'agriculture a finalement décidé d'émettre un avis, malgré le manque de temps. Elle n'y est parvenue qu'au prix d'un gros effort. Aussi dois-je vous avertir que ce rapport est sans doute loin d'être parfait. Il n'empêche que je serais désolé que le Parlement décide, en fin de compte, de ne pas émettre d'avis, en dépit de l'effort qu'a fait la commission de l'agriculture et en dépit de l'imperfection du texte qu'elle propose. Je ne vois pas comment on pourrait expliquer cela aux agriculteurs européens. En effet, les prix agricoles ont été gelés quatre ans et de nouveaux prix ont été fixés au printemps afin de combler partiellement ce retard. Il résulte d'informations parues dans la presse que le Conseil ne prendra que plus tard l'importante décision attendue. L'affaire a été renvoyée, on se demande pour quelle raison, au niveau des fonctionnaires. La seule chose que je puisse dire, en ma qualité de membre du Parlement européen, c'est que je déplorerais particulièrement tout nouvel ajournement de la décision. Je me vois mal répondre de notre passivité devant les agriculteurs européens, qui ont dû se contenter, pendant quatre ans, de prix gelés. C'est pour cette raison que la commission de l'agriculture a fait un si gros effort pour formuler, malgré tout, un avis. L'ajournement de la décision susciterait une grosse déception.

La seconde difficulté résidait dans le fait que la Commission avait associé à sa proposition relative aux prix une proposition concernant l'octroi d'une aide au revenu. Nous avons déjà eu à nous occuper d'autres formes d'aide au revenu, dans le cadre des propositions relatives à la politique des structures. Cette fois, la Commission a associé à sa proposition relative aux prix une toute nouvelle proposition concernant l'octroi d'une aide au revenu. Selon l'article premier de la proposition en la matière, il s'agit

de corriger aussi bien la politique des prix que la politique des structures.

Or, dans ces conditions, précisément, il devenait très difficile, pour la commission, de formuler un avis, car si, d'une part, elle se rendait compte qu'il existe évidemment un lien entre les aides au revenu et les propositions de prix, d'autre part, il y avait, en son sein, de fortes divergences de vues quant au caractère de l'aide au revenu à octroyer aux agriculteurs âgés de 45 à 55 ans. On pouvait, à ce sujet, se poser les questions suivantes. Ces aides au revenu ont-elles un caractère social ? Procèdent-elles purement et simplement d'une politique des prix ? Quelles en seront les conséquences financières ? La Commission dit que cette mesure intéresse 60 000 agriculteurs européens. Dans ces conditions, il était très difficile, pour la commission de l'agriculture, d'émettre à ce sujet un avis parfaitement homogène.

Les estimations de ces conséquences financières et le fait que, selon la Commission, 60 000 exploitations seulement pourront prétendre à cette aide au revenu ont quelque peu surpris la commission de l'agriculture, qui a estimé ne pas pouvoir s'aventurer à se prononcer en la matière. Mais peut-être M. Mansholt pourra-t-il nous donner, tout à l'heure, des précisions ?

La Commission européenne dit que les propositions de prix sont basées sur les résultats obtenus en 1968-1969 par des exploitations agricoles sélectionnées, qui jugent nécessaire une hausse des prix de 2 à 3 %. Admettons que 10 % des exploitations aient été sélectionnées et aient atteint ce niveau de revenu en 1968-1969. Mais combien y a-t-il d'exploitations qui n'ont pas atteint ce niveau ?

Supposons en outre que vingt autres exploitations agricoles sur cent puissent également prétendre à une aide au revenu dégressive, au titre d'exploitations appelées à se développer. Il n'en reste pas moins 70 % des exploitations européennes. Qu'en adviendra-t-il ? La question se pose et la commission de l'agriculture aimerait beaucoup que M. Mansholt lui donne des éclaircissements à ce sujet.

Tout compte fait, la commission de l'agriculture reconnaît qu'il existe effectivement un lien entre la politique des prix et ces aides aux revenus et la politique structurelle. En conséquence, elle se bornera maintenant à l'examen des propositions relatives aux prix. J'analyserai très rapidement les éléments sur lesquels la Commission européenne s'est basée pour proposer des hausses de prix de 2 à 3 % en moyenne.

Tout d'abord, la Commission européenne a tenu compte des tendances inflationnistes et de la hausse des coûts. Elle aboutit ainsi à la conclusion que compte tenu de la progression des prix au printemps de 1971 et de la poussée inflationniste ainsi que de la hausse des coûts qu'il faut prévoir pour les années 1971 et 1972, une hausse des prix globale de 5 %

**Brouwer**

s'impose. Elle considère qu'elle a déjà accordé une hausse de 3 % et qu'en fin de compte, c'est-à-dire pour 1972-1973, une augmentation de 2 à 3 % est nécessaire.

Monsieur le Président, là aussi, la commission de l'agriculture a eu des difficultés. Qui pourrait prévoir ce que seront les tendances inflationnistes au cours des prochaines années ?

Nous sommes en 1971 et les propositions de prix ont trait à 1972 et 1973. Je sais bien que la Commission considère que c'est effectivement dans ce sens que les choses évolueront et je ne doute pas que les gouvernements des États membres fassent de leur mieux pour maîtriser autant que possible les tendances inflationnistes, mais je doute qu'ils y parviennent déjà cette année, sans parler de la question de savoir si l'on pourra parer à ce risque en 1972. Les éléments sur lesquels la Commission s'est basée sont donc sujets à caution. Ni la Commission ni le Parlement ne savent comment la situation évoluera. Dans ces conditions, il va de soi qu'il est très difficile de prédire que les prix agricoles augmenteront de 2 à 3 %.

Il y a plus. La Commission a très bien fait de ne tenir compte, en matière d'accroissement de la productivité des exploitations agricoles de la CEE, que des facteurs biologiques et techniques — j'y insiste : uniquement ceux-là —, à l'exclusion de la productivité économique. Mais nous en arrivons là à un problème particulièrement difficile. Notre commission estime que dans un secteur où le retard, sur le plan des revenus, est manifeste, le bénéfice de l'accroissement de la productivité doit aller avant tout à ce secteur lui-même. Si je rappelle ce principe, c'est parce que le Parlement a adopté, au sujet des propositions antérieures relatives aux prix, une résolution jugeant ces propositions insuffisantes. Le Conseil a pris une décision qui ne faisait pas droit à cette résolution. Notre commission a bien dû en conclure que s'il y a eu retard, ce retard subsiste. La Commission européenne n'en a pas tenu compte dans ses nouvelles propositions de prix. Notre commission considère, quant à elle, qu'il y avait retard, que ce retard aurait dû être comblé et que la Commission européenne n'a réservé que dans une mesure limitée à ce secteur le bénéfice de l'accroissement de la productivité. Nous estimons que lorsqu'il y a retard manifeste des revenus dans un secteur donné, c'est à ce secteur que revient, en totalité, le bénéfice de l'accroissement de la productivité.

Je vais maintenant vous dire aussi du bien des propositions de prix. Il ne faudrait pas croire, en effet, que je n'aie que des critiques à formuler à l'égard de ces propositions : notre commission est heureuse que la Commission européenne se préoccupe de définir les bases d'une politique des prix à court et long terme. Nous approuvons la Commission d'avoir choisi certaines exploitations représentatives, bien que nous ignorions lesquelles. Dans l'exposé des motifs de ses

propositions relatives aux prix, la Commission dit qu'elle présente simultanément le rapport annuel. Malheureusement, nous n'avons pas encore reçu ce document et nous n'avons donc pas pu exploiter les données qu'il contient. Notre commission est cependant d'accord sur l'essentiel, la référence à un type bien défini d'exploitation suffisamment rentable. La Commission dit qu'elle a sélectionné un certain nombre d'exploitations et qu'elle a parlé, dans ses directives, d'exploitations appelées à se développer. Je crois que lorsque la commission de l'agriculture examinera, à l'automne prochain, les directives relatives à la politique des structures, il conviendra qu'elle procède avec M. Mansholt à un échange de vues approfondi sur l'importance économique et la nature de l'exploitation en fonction de laquelle la politique des prix à long terme doit être définie.

En conclusion, je dirai que la commission de l'agriculture juge les propositions de prix insuffisantes. Tout dépend, bien entendu, des critères que l'on retient. Je présume que M. Mansholt nous dira tout à l'heure que la Commission n'a, en effet, pas tenu compte du retard en matière de revenus. La commission de l'agriculture estime, quant à elle, qu'il faut tenir compte de ce retard. Cela étant, M. Mansholt reconnaîtra peut-être que les prix proposés doivent effectivement être augmentés. M. Mansholt ne s'étonnera pas que la commission de l'agriculture ait abouti à la conclusion que les prix moyens proposés sont trop bas et qu'il faut donc les augmenter. Bien entendu, il y a le facteur d'incertitude qu'est l'inflation. Aussi n'avons-nous pas prévu, j'y insiste, de clause d'indexation. Il n'en était pas question. Ce que nous voulons, c'est une clause de révision. La commission de l'agriculture estime que si les effets réels de l'augmentation des coûts et de la poussée inflationniste ne correspondaient pas aux estimations de la Commission, il serait légitime et équitable de présenter de nouvelles propositions de prix, adaptées aux circonstances nouvelles. Telle a été la conclusion de notre commission.

Au dernier paragraphe de la proposition de résolution, il est question du rapport entre la politique agricole et la politique monétaire. Nous avons voulu en faire état explicitement. Il est heureux que les propositions de prix se réfèrent encore à l'élément communautaire qu'est le « dollar vert », l'unité de compte européenne. Toutefois, nous nous préoccupons de l'avenir de cet élément fondamental de la politique agricole dans le cadre des Six. C'est pourquoi notre commission a insisté une fois de plus, dans la résolution, sur la nécessité de faire des progrès sur le plan de la politique monétaire commune.

Monsieur le Président, je terminerai cette intervention en m'écartant un peu de mon rôle de rapporteur neutre. Nous avons été informés des importants entretiens qui ont eu lieu entre le chancelier Brandt et le président Pompidou. Ils sont d'accord sur tout, sauf sur les problèmes monétaires. Il se fait que si nous

**Brouwer**

avons des vœux à formuler à cet égard et si nous nourrissons certains espoirs, les informations parues dans la presse porteraient plutôt au pessimisme.

(Applaudissements)

## PRÉSIDENCE DE M. MERCHERS

*Vice-président*

**M. le Président.** — J'invite tous les orateurs à respecter le temps de parole.

La parole est à M. Borocco, rédacteur de l'avis de la commission des finances et des budgets.

**M. Borocco, rapporteur pour avis.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, les propos de M. le Rapporteur de la commission de l'agriculture rejoignent en grande partie les soucis de votre commission des finances et des budgets.

Nous avons procédé à des études longues et approfondies sur les rares éléments dont nous disposions et nous sommes arrivés à des conclusions très proches de celles de la commission de l'agriculture.

Je déposerai tout à l'heure, au nom de la commission des finances et des budgets, un amendement qui résume cette indécision quant aux prévisions futures.

Nous aboutissons ainsi à un avis qui s'articule en trois parties.

La première partie est consacrée à ce qu'il est convenu d'appeler la fiche financière des propositions.

La deuxième partie contiendra la position de la commission des finances et des budgets.

La troisième partie apportera des éléments d'appréciation en matière d'économie générale.

Je ne m'étendrai pas point par point sur l'avis puisque vous l'avez sous les yeux mais je voudrais quand même attirer votre attention sur certains chapitres.

La Commission des Communautés présente un tableau des variations de dépenses et des perceptions des prélèvements et cotisations qui résulteraient de l'adoption des propositions en matière de prix agricoles pour la campagne 1972-1973. Au total, la variation des dépenses, c'est-à-dire les restitutions et interventions, s'élève à 43,2 millions d'u.c. La variation des perceptions, c'est-à-dire les prélèvements et cotisations, s'élève à 79,9 millions d'u.c.

Cette variation est établie par rapport au montant qu'atteindraient les dépenses et les perceptions pour la campagne 1972-1973 dans l'hypothèse où les prix fixés antérieurement demeureraient en vigueur pour cette campagne.

Nous entrons immédiatement donc dans une très grande indécision.

En ce qui concerne ce chapitre, la commission des finances et des budgets, lors de ses délibérations, en mars 1971, sur les prix agricoles pour la campagne 1971-1972 avait estimé que, dans le cadre de l'amélioration des structures agricoles, il convenait de tenir compte de l'incidence des mesures structurelles pour réduire les dépenses de garantie.

La Commission en tient compte en ce sens qu'elle prévoit une hausse modérée des prix agricoles qui doit normalement permettre aux exploitations restructurées de disposer d'un revenu adéquat et certaines aides temporaires au revenu pour les autres.

En ce qui concerne la position de la commission des finances et du budget sur la fiche financière, elle se félicite de ce que la Commission des Communautés ait présenté ses propositions de prix pour la campagne 1972-1973 dans les délais qui permettront au Conseil de prendre les décisions nécessaires à la date fixée, à savoir le 1<sup>er</sup> août. Mais le Parlement — et *a fortiori* ses commissions compétentes — se voit imposer une fois encore des délais très courts pour se prononcer.

Il faut se féliciter également de ce que les prix agricoles communautaires soient libellés en unités de compte, ce qui permet de sauvegarder l'unité monétaire de la politique agricole, malgré les vicissitudes des changes et de l'union économique et monétaire.

Quant au tableau de variation des dépenses et des recettes découlant de la fixation des nouveaux prix, la commission des finances et des budgets se doit de souligner le laconisme de la Commission des Communautés. Ce laconisme apparaît particulièrement dans le bref exposé sur les répercussions financières des propositions de prix. En particulier, il ne lui est pas possible de déterminer la charge financière qui résultera de ces propositions pour les budgets des exercices 1972 et 1973.

Il aurait été bon que la Commission des Communautés prit ce document très détaillé pour modèle et l'adaptât sur la base de ces nouvelles propositions de prix. Tel n'est pas le cas, et il faut dire qu'avec le tableau mis à sa disposition, la commission des finances et des budgets ne peut avoir qu'une vue très globale des choses, et encore pour une campagne qui est à cheval sur deux budgets.

Dans les éléments d'appréciation économique générale, la Commission estime que pour les campagnes 1971-1972 et 1972-1973, il faut parvenir à une hausse de 5 % du niveau général des prix, 3 % en moyenne ayant été accordés pour 1971-1972.

Toutefois, pour les produits animaux, notamment le lait et la viande bovine, la Commission estime que la hausse pour ces mêmes campagnes doit être de 7 %. Cette hausse nominale des prix correspond en fait à une baisse des prix réels par rapport au niveau général des prix. Toutefois, cette baisse relative serait compensée par l'amélioration de la productivité.



**Borocco**

On voit que, sur le plan économique, la Commission a prévu des hausses des prix agricoles pour tenir compte de l'évolution économique générale.

Toutefois, la Commission a établi ces prix dans la perspective d'une amélioration des structures et c'est la raison pour laquelle les hausses de prix sont modérées.

Certes, les mesures d'amélioration des structures ne porteront pleinement leurs fruits qu'à terme. Toutefois, certains résultats peuvent être obtenus à brève échéance et il est normal que la Commission en tienne compte. C'était, d'ailleurs, une exigence formulée par la commission des finances et des budgets, exigence qui n'a pas été reprise dans la résolution votée en mars 1971.

Quant à la hiérarchie des prix des différents produits, la Commission a eu le souci d'établir un équilibre entre les prix des céréales fourragères et de favoriser les productions déficitaires, notamment la viande bovine.

La commission des finances et des budgets après avoir examiné les conséquences financières des mesures proposées, estime que, compte tenu des arguments développés par la Commission en faveur d'une hausse modérée des prix, assortie de certaines mesures d'aides au revenu, elle peut approuver, en se plaçant du strict point de vue financier, les propositions de la Commission. Ce faisant, la commission des finances et des budgets ne préjuge pas la position de la commission de l'agriculture qui peut estimer que les propositions de la Commission des Communautés doivent être modifiées ni d'autres commissions qui, comme la commission des relations économiques extérieures, peuvent souligner les risques inhérents à ces propositions au point de vue des échanges extérieurs.

La commission des finances et des budgets a estimé, toutefois, que les documents sur les indices budgétaires des propositions de prix lui ayant été communiqués tardivement, elle n'a pas pu se prononcer en pleine connaissance de cause.

Elle a estimé qu'il convenait d'insérer dans la proposition de résolution soumise à l'approbation du Parlement par la commission de l'agriculture, un paragraphe 1 bis, qui fera l'objet d'une proposition d'amendement présentée en séance tout à l'heure. Le texte que nous proposons d'insérer se lirait comme suit : « Le Parlement européen, tout en reconnaissant les efforts déployés par la Commission pour lui fournir une documentation sur les incidences financières des propositions de prix, estime qu'à l'avenir il lui sera indispensable de disposer à temps d'une documentation détaillée et précise, afin de pouvoir se prononcer sur ces propositions dans le cadre de ses responsabilités nouvelles en matière budgétaire ; demande en particulier que lui soient soumises chaque année, en même temps que les propositions de prix, les prévi-

sions financières pluriannuelles pour le secteur agricole. »

En effet, ces chiffres n'ont été communiqués à la commission des finances et des budgets qu'au cours de sa séance du 2 juillet en même temps que les renseignements et informations complémentaires relatifs à l'aspect financier des propositions de prix agricoles. Considérant qu'elle n'avait pas les données indispensables, la commission des finances et des budgets a estimé qu'elle ne pouvait pas se prononcer en pleine connaissance de cause.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Kriedemann, rédacteur de l'avis de la commission des relations économiques extérieures.

**M. Kriedemann, rapporteur pour avis.** — (A) Monsieur le Président, je ne puis malheureusement que vous dire qu'il n'y a pas d'avis de la commission des relations extérieures, pour la bonne raison que cette commission n'a été invitée que lundi dernier, c'est-à-dire avant-hier, à rédiger un avis. Même si nous avions pu réunir hier un nombre suffisant de membres de la commission et leur remettre ce document, qui compte malgré tout un nombre de pages appréciable, il n'aurait certainement pas été possible de procéder à une discussion sérieuse. Je n'ai donc pas d'avis à donner et je le regrette. C'est une question de calendrier et Dieu merci, le Parlement n'y est pour rien.

**M. le Président.** — La parole est à M. Mansholt.

**M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, je suis heureux que vous me donniez dès maintenant l'occasion d'intervenir dans le débat. Cela pourrait se révéler utile pour la suite de la discussion.

La Commission comprend très bien qu'il ne soit pas facile, pour le Parlement, de formuler un avis sur toutes les propositions qu'elle a présentées depuis peu au Conseil. Il s'agit, en l'occurrence, de la proposition relative à la fixation des prix pour la campagne 1972-1973, à laquelle nous avons associé une proposition d'octroi d'une aide au revenu à certaines catégories d'exploitants agricoles auxquels les prix proposés n'assureraient pas un revenu suffisant.

Que le Parlement ne croie pas qu'il soit le seul à se trouver en difficulté. En effet, il arrive qu'il soit très difficile au Conseil lui-même de prendre une décision dans le délai prévu. Je crois utile de vous dire, puisqu'il a été question de la procédure, ce qui a été décidé au cours de la dernière session du Conseil au sujet de l'examen de ce problème si complexe. La difficulté tient à la nature des propositions, qui

**Mansholt**

définissent avant tout une base nouvelle, je dis bien une base nouvelle, de la politique des prix. Jusqu'ici les prix ont été fixés sans référence à une base politique.

En second lieu, la Commission européenne a estimé, à la lumière d'un certain nombre d'enquêtes, qu'il convenait de définir la base sur laquelle il faudrait décider des augmentations de prix si l'on entend assurer aux agriculteurs un revenu raisonnable.

Cet ensemble de problèmes est si vaste que le Conseil a décidé de s'occuper notamment, au cours de la seule session qu'il doit encore tenir avant le 1<sup>er</sup> août, de la base de la politique des prix, sans se prononcer sur les prix précis qu'elle impliquerait, car avant de le faire, le Conseil entend disposer de données complémentaires et il estime que de nouveaux échanges de vues avec la Commission s'imposent. Il en résulte donc que les prix ne seront fixés qu'en automne. Il n'y a pas à s'en étonner, car ce n'est que le 25 mars de cette année que le Conseil a fixé les prix pour 1971-1972. Ce retard est dû à des causes diverses, que vous connaissez.

La Commission a donc dû faire, je ne dirai pas des miracles, mais en tout cas un tour de force, car cela n'a pas été facile, pour faire des propositions en temps voulu, comme le Parlement et le Conseil le lui avaient demandé.

Nous avons eu recours, pour ce faire, à une nouvelle méthode. Le 16 juin dernier, nous avons adressé nos propositions au Conseil. Et nous comprenons certes très bien qu'entre le 16 juin et aujourd'hui, c'est-à-dire en l'espace de trois semaines, il ait été impossible à la commission de l'agriculture d'en faire une étude poussée qui lui eût permis de donner son avis au Parlement sur les prix qu'il conviendrait de prévoir.

Il reste donc un certain nombre de facteurs dont le rôle devrait sans doute être mieux défini.

D'ailleurs, il résulte des échanges de vues qui ont eu lieu avec le Conseil que celui-ci souhaite obtenir certaines précisions avant de se prononcer définitivement.

La Commission européenne a déclaré, j'en ai d'ailleurs aussi fait part, avant-hier, aux organisations agricoles, qu'elle est prête à réviser les conclusions auxquelles elle a abouti sur la base de la méthode qu'elle a proposée, s'il lui est démontré que les données sur lesquelles elle se base sont erronées.

Si le Parlement peut démontrer que les données sur lesquelles nous nous basons sont erronées, que nous n'avons pas suffisamment tenu compte de l'augmentation des salaires et des coûts, et qu'en conséquence, d'autres conclusions s'imposent, nous aurons bien entendu égard à son avis et il va de soi que nous accepterons, comme il se doit, de revoir nos chiffres s'il s'avère que le Parlement a raison.

**M. Vredeling.** — Monsieur le Président, puis-je poser une question à M. Mansholt ?

**M. le Président.** — Oui, M. Vredeling, mais j'invite les membres à interrompre M. Mansholt le moins possible.

**M. Vredeling.** — (N) M. Mansholt, comment le Parlement peut-il en juger, s'il ne dispose même pas du rapport sur la situation de l'agriculture dans lequel sont contenues les données sur lesquelles la Commission européenne s'est fondée ?

**M. Mansholt.** — Je vais en parler tout de suite, Monsieur le Président.

Au nom de la Commission européenne, j'ai dit la même chose à la COPA et aux organisations agricoles, qui, elles aussi, se trouvent devant la grosse difficulté de devoir juger toute la situation actuelle et qui concluront vraisemblablement à certains pourcentages qu'il faudra ensuite justifier. Nous sommes donc disposés à revoir nos chiffres, si l'on peut nous démontrer que ceux-ci ou nos bases ne sont pas exacts.

Cette révision donnerait lieu à une procédure qui durerait certainement jusqu'au-delà du 1<sup>er</sup> août. Le Conseil devra, dans ce cas, disposer lui aussi, de plus de temps. Nous devons, par conséquent, poursuivre notre discussion dans les mois à venir. Toutefois, si, d'un point de vue politique, le Parlement l'estime souhaitable, je vous citerai dès maintenant un chiffre indicatif. Ce n'est donc pas à moi, mais au Parlement que M. Vredeling doit poser sa question. Mais le Parlement se trouve devant une difficulté. Il n'a, en effet, et je le regrette, pas encore pu prendre connaissance du rapport annuel. Celui-ci n'a paru que le 18 juin, de façon que pussent y être utilisés les résultats d'une enquête qui revêtait, pour nous, une grande importance pour l'appréciation de la situation. La grosse difficulté est que, rédigé en français, le rapport ne peut être présenté au Conseil qu'une fois disponible dans les quatre langues. Cette traduction représente, en égard au manque de personnel, une tâche considérable. De plus, détail tragique, la section chargée de ce travail a dû (c'est une affaire ridicule) interrompre ses travaux pendant dix jours, parce que le système de climatisation de notre bâtiment ne fonctionnait pas. Dix jours s'écoulèrent donc en pure perte, avant que les documents ne pussent quitter notre maison. Ce document vous parviendra ce soir encore, je pense, par une voiture spéciale, mais il ne pourra plus servir au présent débat. Je citerai toutefois quelques chiffres de ce rapport, pour vous montrer comment nous sommes parvenus à certains pourcentages.

Après cette introduction sur la procédure, je vais essayer d'indiquer en quoi consiste la méthode que nous avons poursuivie. Elle est nouvelle, c'est la première fois qu'elle est appliquée dans la Communauté.

**Mansholt**

Jusqu'ici, les prix étaient l'aboutissement de négociations entre les parties représentant respectivement l'offre et la demande. C'est ainsi que de dures négociations ont été menées sur le point de savoir s'il fallait fixer 3, 5 ou 7 %. Certes, l'on tenait compte, dans ces négociations, de certaines difficultés des exploitations et de certaines hausses des revenus, mais jamais les négociations ne reposèrent sur une méthode concrète.

On se demandera peut-être pourquoi, au long de ces dix années consacrées à l'établissement d'un marché commun, nous ne sommes pas parvenus à mettre une méthode concrète à la base des négociations. Il y a quelques années, nous tentâmes de convaincre le Conseil d'accepter un certain nombre de critères de prix. Le Parlement en débattit à fond et rendit un avis détaillé à ce sujet. Ces critères de prix allaient déjà dans la direction où nous nous sommes engagés à présent. Mais nos efforts furent vains. A présent, nous essayons de procéder, en quelque sorte, de façon pragmatique. Le 25 mars, le Conseil a pris une décision très importante, après que le Parlement eut exprimé un avis unanime sur la politique des structures. Le Conseil a décidé qu'il fallait, pour la politique des structures et la politique sociale dans le secteur agricole, prendre comme objectif une exploitation d'un type et d'une taille déterminés. Les autres exploitations devront se développer de façon à se rapprocher de ce type d'exploitation, dont il existe déjà un certain nombre d'exemplaires. Le rapporteur l'a signalé. Il a dit qu'un débat devrait avoir lieu, en automne, sur l'ampleur et le caractère de cette exploitation. Il a eu raison de faire cette remarque, car il importe de savoir quelle grandeur et quel caractère cette exploitation doit avoir. Le Parlement prit une décision importante, en déclarant que l'exploitation devait avoir une grandeur lui permettant de parvenir, par l'utilisation rationnelle des moyens d'exploitation, à un revenu raisonnable. Il précisa cette idée dans une résolution que je repris immédiatement et qui, plus tard, fut acceptée aussi par le Conseil. Cette résolution posait en principe que le revenu agricole devait égaler le revenu de catégories comparables de la même région. Ce fut une décision importante. Ce faisant, le Parlement a indiqué quelle devait être la grandeur de l'exploitation. Évidemment, la difficulté est que le revenu d'une exploitation agricole provient soit de l'accroissement du volume de production, soit de la hausse des prix. C'est pourquoi il importe de lier la politique des prix à la décision du 25 mars concernant la politique des structures. Si l'on voulait faire gagner autant, en l'espace de six ans, à une exploitation agricole, par exemple en augmentant les prix de 50 %, plus ne serait besoin de politique des structures. Mais il a été convenu que l'on s'efforcerait de faire parvenir les exploitations au niveau de revenu indiqué. La conclusion tirée par la Commission fut de prendre comme base ce type d'exploitation.

Je répondrai maintenant à la question posée par la

commission de l'agriculture : de quelles exploitations s'agit-il ? En tout cas, des exploitations qui, au jour d'aujourd'hui, gagnent ce revenu. En 1968-1969, des exploitations d'une certaine importance de Belgique, de France, d'Allemagne, des Pays-Bas, du Luxembourg — sur l'Italie, nous avons trop peu de renseignements — gagnèrent un revenu qui, allocations sociales comprises, peut être considéré comme convenable. Disons que ce revenu fut de 3 500 u.c. par an par travailleur, ce qui correspondait au salaire moyen, en y comprenant les allocations sociales, en vigueur dans d'autres secteurs économiques. Ces exploitations, nous les prenons comme base et nous nous demandons de combien les prix doivent augmenter pour qu'elles aient toujours le même niveau de revenu en 1972. Nous cherchons à mesurer la hausse présente et future des revenus (il ne peut s'agir là, je le concède, que d'une estimation) et nous introduisons une clause de révision. Divers amendements ont déjà été déposés à ce sujet, et l'on en a parlé aussi à la COPA. Il s'agit là donc de déterminer par quelle augmentation des revenus s'est traduite l'explosion des salaires. D'après la Commission, cette augmentation doit être de 10 % par an, soit, en trois ans et demi, de 35 %. En d'autres termes, les revenus annuels, dans ces exploitations agricoles, doivent passer de 3 500 à environ 5 200 u.c. Cela doit être possible.

En même temps, nous ne devons pas oublier que les coûts ont augmenté. Il s'agit donc de mesurer cette augmentation. Ici, le facteur de la productivité est appelé à intervenir comme correctif, car c'est le salaire que nous prenons comme point de départ. En fin de compte, nous n'avons plus à nous occuper du salaire en tant que coût, car notre objectif est que, dans cette exploitation, ce salaire puisse être gagné par n'importe quel travailleur : il s'agit aussi bien du salaire du fermier que de celui de l'ouvrier agricole. Nous calculons donc de combien de % les prix (en moyenne, sur le plan macro-économique) doivent augmenter pour que l'exploitation agricole qui, en 1968, gagnait un revenu raisonnable, le puisse encore en 1971. Reste évidemment à savoir, c'est la grosse question, ce qu'il en est des exploitations qui ne satisfont pas aux conditions : Combien sont-elles ? Que ferons-nous pour cette catégorie ? J'y reviendrai dans un instant, mais je voudrais dire un mot encore de ces chiffres. Notre objectif est donc de faire monter les revenus, pendant la période comprise entre 1968 et 1972-1973, d'environ 10 % par an ; en d'autres mots, ils devront, pendant une période de trois ans et demi, croître d'environ 35 %.

Mais quelles ont été, pendant ce temps-là, les augmentations subies par les coûts des moyens d'exploitation ? L'on entend souvent le raisonnement suivant : il y a actuellement une inflation de quelque 5 à 6 % par an, celle-ci doit donc être couverte par une augmentation correspondante des prix. Cela n'a pas de sens. Nous devons examiner la nature de ces augmentations des coûts, car il y a, dans les coûts de

**Mansholt**

production, des éléments qui ne sont absolument pas touchés par l'inflation. Évidemment, c'est la ménagère qui ressent le plus les désagréments de l'inflation, puisqu'elle voit pour ainsi dire tous les coûts augmenter et l'argent perdre de 5 à 6 % de sa valeur. La fermière en pâtit évidemment aussi — en tant que ménagère. C'est pour cette raison que nous voulons que le revenu augmente dans une mesure égale à celle de l'explosion des salaires. On peut, certes, dire que cette dernière a été supérieure ou inférieure à l'inflation. A mon avis, l'augmentation des salaires a été supérieure à l'augmentation des coûts dans l'ensemble des dépenses de la ménagère. Nous entendons donc placer l'agriculture dans la même position que les autres catégories, aux salaires déterminés.

Mais comment, à présent, ont évolué les coûts dans les exploitations ? Nous pouvons constater que les coûts — il est évidemment dommage que vous ne disposiez pas encore de ces données, mais on peut les trouver à la page 76 de notre rapport annuel — ont augmenté de 3 % pendant la période 1966-1968, soit 1,5 % par an ; de 3 % pendant la période 1968-1969, soit 3 % par an ; de 3,5 % pendant la période 1969-1970, soit 3,5 % par an.

Pour la période 1970-1971, pour laquelle les renseignements exacts font encore défaut, nous pouvons supposer une augmentation de 3,5 %.

Comment cela s'explique-t-il ? Nous voyons, par exemple, qu'un poste important comme celui des aliments pour bétail n'a pas subi, tant s'en faut, la même hausse de prix que les autres. Un autre poste important est constitué par les engrais. Dans ce secteur, il n'y a autant dire pas eu d'augmentation. On constate que, 100 étant pris comme indice de départ pour 1966, le prix, en 1970, était de 96,8 en Allemagne, de 100,7 en France, de 99 en Italie, de 97 aux Pays-Bas et de 95 en Belgique ; on peut donc, en ce qui concerne les engrais artificiels, parler d'une tendance à la baisse.

Les prix des combustibles ont, dans plusieurs de nos pays, à peine augmenté. Par rapport à un indice 100 en 1966, le prix, en Allemagne, après avoir monté en 1969, est revenu à 100, cependant qu'à la fin de 1970, il atteignait 103 ; il y a donc eu, à un moment donné, une augmentation de 3 %...

**M. Bousquet.** — Ce n'est pas sérieux.

**M. Mansholt.** — (N) Je n'y vois qu'un exemple. Nous devons étudier tout le paquet agricole. Il n'est pas du tout certain que, dans celui-ci, les coûts aient augmenté de 5 à 6 %. Le pourcentage est considérablement inférieur à celui de l'inflation. Nous arrivons à la conclusion qu'en trois ans et demi de temps, les coûts ont augmenté d'environ 11 %, soit quelque 3,5 % par an.

Se pose ensuite le problème de l'augmentation de la productivité, sujet qui se prête à de longues disserta-

tions. Si nous garantissons le revenu d'un agriculteur au cours d'une période déterminée, cela implique naturellement qu'il a intérêt à une augmentation de la productivité de son exploitation. Or, l'on brandit à tout bout de champ l'argument selon lequel, dans l'agriculture, la productivité augmenterait de 6 % par an. Ce n'est pas vrai. C'est la productivité du travail qui augmente dans cette proportion. Mais les capitaux investis sont énormes. En fait — je l'ai déjà dit à plusieurs reprises — l'engagement de capitaux est tellement considérable que la productivité totale de l'exploitation non seulement n'a pas augmenté, mais a même régressé. Nous connaissons bien le cas de ces cultivateurs qui, il y a un certain nombre d'années, ont investi de grosses sommes dans des exploitations trop petites. Ils ont à présent de lourdes charges ; le taux d'intérêt est monté de 8 à 9 %. Pour les exploitations de cette catégorie, qui connaît de grosses difficultés, l'on ne peut parler d'une augmentation de la productivité en général, mais, certes, d'une augmentation de la productivité du travail. Le fils aura sans doute quitté l'exploitation. Mais les gros capitaux investis mangent en quelque sorte l'augmentation de la productivité de 6 % des travailleurs, si bien qu'en réalité, il n'y a pas de progrès.

Je veux négliger cette forme d'augmentation de la productivité. Nous partons de la supposition que l'agriculteur fait un certain effort — nous en tenons compte dans nos calculs — mais ce que nous voulons, c'est donc que les exploitations d'une importance déterminée — diverses études nous ont amenés à retenir un volume de quelque 18 000 à 19 000 u.c. de produit brut par exploitation — puissent parvenir à ce revenu. Il nous reste alors à attendre pour voir dans quelle mesure s'est accrue, au total, la productivité. Peut-être se réduit-elle à rien, c'est bien possible, auquel cas toute l'explication doit être trouvée dans l'augmentation des prix.

Il serait, en effet, extrêmement dangereux de dire que, la productivité du travail augmentant de 6 %, la nécessité d'augmenter les prix est moindre. Non, cette hausse de la productivité du travail ne nous intéresse pas.

Ce qui nous intéresse, c'est l'augmentation totale de la productivité de la somme du travail et du capital investi. Elle peut avoir été nulle, auquel cas je n'en tiens pas compte. Partant donc du revenu que l'agriculteur doit avoir, je vois dans quelle mesure les prix doivent augmenter. Il y a toutefois un facteur qui se situe hors d'atteinte de l'agriculteur : l'augmentation normale de la productivité qui découle de l'amélioration des races, de la mise sur le marché de moyens chimiques nouveaux, de la lutte contre les mauvaises herbes, de l'amélioration des machines, etc., facteurs, en quelque sorte, additionnels et étrangers à l'agriculture. Si, notre objectif étant que le fermier gagne un certain revenu, nous fixons à un niveau déterminé un facteur d'augmentation de la productivité situé en dehors de l'exploitation — un facteur

**Mansholt**

de caractère technologique ou biologique —, nous devons en tenir compte. C'est ce que nous avons fait en prévoyant ce 1,5 %.

Il y a un quatrième facteur : l'intérêt du capital.

J'ai déjà annoncé précédemment que la Commission avait l'intention d'inclure ce facteur dans ses calculs. L'intérêt du capital est un élément des coûts. Nous ne pouvons donc pas le considérer comme un élément du revenu de l'exploitation, comme on le fait parfois dans certaines estimations, entre autres dans le « Grüne Bericht » allemand. Non, il s'agit là d'un coût. En d'autres termes, le revenu que nous visons doit pouvoir être atteint aussi par un agriculteur qui a emprunté la totalité de son capital. S'il a investi 50 % de son propre capital, il en retire 8 % d'intérêt ; je trouve cela tout à fait normal. Mais un agriculteur débutant, qui, n'ayant pas de capital propre, doit l'emprunter à une banque, ce qui est normal, doit, lui aussi, pouvoir payer 8 % sur ce capital ; et il s'agit là de coûts. Voilà notre principe. Si l'on trouve le pourcentage trop élevé, qu'on le dise ; je vois, en effet, ça et là, des signes d'assentiment. Mais tel est notre point de départ. Nous faisons toutefois une exception pour le capital placé en terrains et en bâtiments. Personne n'exigera que nous menions une politique des prix permettant au possesseur du terrain de retirer 8 % du capital qu'il a investi en terrains pour lesquels on paie jusqu'à 8 000 DM l'ha. Il n'est pas question de cela.

Il y a un autre facteur encore que les économistes prennent comme base : les exploitations en propriété sont assimilées aux fermages. On ne peut donc pas dire — j'y insiste — que seules les exploitations fermières soient prises en considération. Les exploitations en propriété et les exploitations fermières sont traitées sur un pied d'égalité, mais, comme le font, par exemple, le Centre d'études, en France, et le Landbouweconomisch Instituut, aux Pays-Bas, nous les ramenons à une base de fermage, d'où découle un intérêt foncier déterminé.

C'est sur la base de ces chiffres que nous avons fait les calculs.

J'ai déjà parlé de l'explosion des salaires. Nous constatons, dans les six pays, une augmentation des revenus d'environ 10 % par an, ce qui nous amène à viser certains objectifs.

J'en arrive à présent à un point très délicat, Monsieur le Président. Lorsque l'on me demande quelles exploitations j'ai prises comme base, je réponds qu'il s'agit avant tout d'un groupe d'exploitations hollandaises dont les chiffres étaient connus avec précision.

Nous nous sommes fondés d'abord sur des exploitations produisant du lait et de la viande bovine et d'une taille moyenne de 18 hectares — il ne s'agit donc pas d'exploitations exceptionnelles —, d'un revenu de travail net de 3 500 u.c. par travailleur en 1968. Ce revenu doit monter à quelque 5 000 u.c.

par an par travailleur. En tenant compte des facteurs que je viens de mentionner, tels que la hausse des coûts, cela suppose, pendant cette période de trois ans et demi, une hausse des prix de 10,2 %, soit 2,8 % par an.

Notre seconde catégorie de référence est un groupe belge d'exploitations produisant du lait et de la viande bovine et d'une grandeur moyenne de 18 hectares. Pour que ces exploitations voient augmenter leurs revenus dans une mesure comparable à l'augmentation normale des revenus, les prix doivent être augmentés de 12,4 %.

Pour l'agriculture, je puis me fonder sur un groupe d'exploitations hollandais. L'on pourrait peut-être penser qu'il s'agit de grandes exploitations. Or elles comptent, en moyenne, 21,5 hectares. Ces exploitations ont eu, par travailleur, un revenu net de 3 700 u.c. Il faut que, bientôt, celui-ci soit de 5 300 u.c. Cela suppose que, pendant ces trois ans et demi, les prix augmentent de 6,1 %, soit 1,7 % par an.

Nous avons aussi pris comme base un groupe français d'exploitations agricoles. En France, ces exploitations sont un peu plus grandes, mais nous n'avons pas pris d'exploitations d'une taille exceptionnelle. Leur grandeur moyenne est de 40 hectares. Même M. Dulin n'y verra pas une taille exceptionnelle. Ces exploitations ont un produit brut de 16 000 u.c. Si l'on veut que, compte étant tenu des coûts, ces exploitations suivent la hausse des salaires, il faut que les prix augmentent, pendant trois ans et demi, de 2,7 % par an.

Voilà donc ma réponse à la question capitale du rapporteur, qui voulait savoir quelles exploitations j'avais prises comme base. Ces exploitations ayant montré, dans le passé, qu'elles obtenaient, avec tel volume de production, tel revenu du travail, nous pensons pouvoir les prendre comme base de la politique agricole. Il ne s'agit pas, je l'ai dit, d'exploitations exceptionnelles. Un certain nombre d'exploitations dépassent ce niveau, mais, indubitablement, beaucoup d'exploitations aussi se situent considérablement plus bas. C'est d'ailleurs parce que de nombreuses exploitations sont en dessous de ce niveau que la situation de l'agriculture est si difficile.

La grosse question — qui vient d'ailleurs d'être posée aussi — est de savoir si je tiens compte du fait que, pendant toute cette période, il y a eu la fameuse hausse des prix. Ma réponse sera très nettement négative. La proposition de prix de la Commission contient uniquement ce qui est nécessaire pour la dernière année : 1971-1972. La hausse moyenne de 2 à 3 % est nécessaire pour maintenir la hausse des revenus. Nous pouvons cependant supposer que, dans l'intervalle, tant de choses ont changé dans l'exploitation de la ferme elle-même, que le revenu a quand même augmenté, par suite d'autres facteurs que la seule hausse des prix. Je vais vous citer un

**Mansholt**

certain nombre de chiffres concernant la hausse des revenus en 1969 et 1970. Ces chiffres se retrouvent dans le « Grüne Bericht ».

Nous avons donc fixé des prix pour quelques produits. En 1969, alors que les prix ne furent pas haussés, le revenu des exploitations allemandes augmenta tout de même de 11,3 %, pour toutes sortes de raisons. L'augmentation est coquette. Au Luxembourg, le revenu augmenta de 7 %, en Belgique, de 9,8 %, en France, de 8,8 % une année et de 10 % l'autre.

Je le dis très nettement, nous n'avons pas posé en principe que le revenu des agriculteurs est malgré tout accru par d'autres hausses, comme, par exemple, l'augmentation du prix du porc ou des pommes de terre. Non, il n'en est rien. Mais j'estime qu'il ne faut pas affirmer imprudemment que, du fait que les prix des céréales, du lait et de la viande bovine ont été bloqués pendant deux ans, les revenus sont demeurés stationnaires. Ce n'est pas vrai. Le Parlement pourra déclarer — la Commission sera confrontée avec cette décision politique — qu'en tout état de cause, l'objectif selon lequel les exploitations doivent parvenir à un revenu raisonnable en 1972-1973 doit être réalisé. Dans ce cas, nos propositions de prix sont insuffisantes, car pour le lait, les céréales et la viande bovine, aucune hausse de prix n'a été appliquée pendant deux ans. Évidemment l'on me demandera, ce soir, quelle doit être l'ampleur de la hausse des prix. Pour les exploitations que j'ai citées, cette hausse varie entre 6,1 % et 14,2 % ; pour ces catégories, exprimée globalement, c'est-à-dire sans moyenne pondérée, cette hausse est d'environ 10 % en trois ans et demi. Les hausses de prix qui ont été appliquées jusqu'à présent se situent approximativement entre 3 et 4 %. Pour les céréales, ce fut un peu moins, pour le lait, en revanche, ce fut 6 %, et 7 % pour la viande bovine. De cette estimation, l'on déduit, en termes très globaux, que, si l'on veut honorer toute la période, la hausse des prix devrait être de 6 à 7 %. Je le déclare très nettement, tel n'est pas le point de départ de la Commission. J'ai simplement voulu répondre d'avance à la question de savoir ce que la hausse des prix entre 1968-1969 et 1972-1973 aurait dû être, au cas où les revenus auraient également été haussés complètement, compte étant tenu, dans le calcul, du blocage des prix pendant deux ans et d'une augmentation des prix en 1971-1972.

J'ai ainsi jeté sur le tapis quelques données, qui, je l'espère, constitueront une introduction suffisante au débat de ce soir.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Je remercie M. Mansholt de son exposé.

La séance est suspendue jusqu'à 21 h 30.

*(La séance, suspendue à 20 h 05, est reprise à 21 h 30)*

**PRÉSIDENCE DE M. WESTERTERP***Vice-président*

**M. le Président.** — La séance est reprise.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du rapport de M. Brouwer, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur les prix agricoles (Doc. 98/71).

D'après la liste des orateurs, la parole serait à M. Richarts mais celui-ci a bien voulu laisser la priorité à M. Vredeling.

La parole est à M. Vredeling, au nom du groupe socialiste.

**M. Vredeling.** — (N) Monsieur le Président, ceci est un peu inattendu, mais les Néerlandais étant suffisamment nombreux dans la salle, je suis disposé à prendre la parole maintenant et à formuler, au nom du groupe socialiste, quelques remarques sur le rapport que M. Brouwer nous a présenté ce soir. Je dois toutefois revenir sur ce que j'ai dit à M. Mansholt tout à l'heure. A la première phrase du document de la Commission du 16 juin, qui contient les propositions concernant la fixation des prix et une directive relative à l'octroi d'une aide au revenu, on peut lire ce qui suit : « Le présent exposé des motifs des propositions de prix de la Commission traite des critères généraux d'appréciation de la politique commune en matière de prix et se base sur des analyses figurant dans le rapport sur « la situation de l'agriculture » qui est présenté simultanément ».

Cette présentation simultanée m'a quelque peu embarrassé. Je reçois un grand nombre de documents et j'avais d'abord pensé que le document en question se trouvait dans la pile des rapports qui m'ont été envoyés, mais je n'ai cependant pu le trouver. J'ai donc pensé que le rapport contenant les données à partir desquelles nous devons nous prononcer sur le bien-fondé des propositions n'avait pas encore été envoyé au Parlement, ce que M. Mansholt vient de confirmer. Je le regrette beaucoup, surtout après avoir entendu les indications très intéressantes que M. Mansholt y a puisées. Tout cela est allé très vite et les indications fournies n'appellent guère de critiques. Il a été fait mention d'exploitations d'une taille déterminée qui ont été sélectionnées, etc. Je dois dire en toute franchise que le caractère sérieux des propositions de la Commission empêche le Parlement de relever le défi lancé par M. Mansholt qui nous a dit que si l'on apportait la preuve que ces données ne sont pas exactes, la Commission était disposée à en prendre acte. Il nous est impossible, je crois, de relever ce défi parce que le Parlement n'est pas en possession de ce rapport. J'ai entendu dire que la voiture qui transporte ces documents est en route pour Strasbourg, mais pour le moment je ne dispose pas de ce rapport.

**Vredeling**

Dans son bref exposé des motifs, la Commission européenne dit certaines choses que je voudrais relever. Elle dit notamment que l'indice général des prix s'est élevé de 12 % et que les salaires ont augmenté de 14 %. L'agriculture devant tenir compte de prix de soutien fixes, il en résulte inévitablement une baisse du pouvoir d'achat du revenu de l'agriculteur.

M. Mansholt nous a expliqué comment il voyait l'accroissement de la productivité. L'accroissement de la productivité a été insuffisant pour compenser la baisse du pouvoir d'achat des agriculteurs. La Commission européenne dit qu'elle part de cette constatation pour fixer les prix de la prochaine campagne.

Tout d'abord la Commission européenne se demande quels sont les produits agricoles pour lesquels des hausses de prix sont possibles, et elle songe évidemment à la situation du marché de ces produits.

La Commission désire en outre utiliser un second critère : les augmentations de prix qui seront nécessaires pour stabiliser le revenu relatif des exploitations qui répondent aux critères que le Conseil a définis dans sa résolution du 25 mai 1971. Tels sont les deux critères de base de la Commission.

Nous en concluons que dans sa politique des prix, la Commission s'est basée sur un nombre d'exploitations relativement limité, dont je ne puis me représenter exactement l'importance.

La Commission européenne a dit naguère, à propos de sa proposition initiale sur les structures, qu'environ 300 000 exploitations répondaient aux critères qu'elle avait définis dans cette proposition initiale. Ces 300 000 exploitations ne représentent que 7 % de l'ensemble des 4,5 millions d'exploitations agricoles.

Entre-temps la situation a changé, parce que l'on a défini un autre critère pour ces exploitations. Cela s'est fait au sein de ce Parlement. Le critère n'était plus l'exploitation dont le produit brut atteint un certain niveau, mais l'exploitation assurant un revenu comparable au revenu des autres activités dans la même région.

Par suite de ce changement de critère, nous ne disposons pas des données nécessaires et nous ne savons pas combien d'exploitations répondent à ce critère. Peut-être cela se trouve-t-il dans le rapport annuel. M. Mansholt fait un signe de tête. J'ignore donc quelle est l'importance de ces exploitations actuellement, quel pourcentage du total elle représente et sur quels éléments la Commission se fonde.

Initialement cette proportion était de 7 %. Faisons une estimation et disons que par suite du changement de critère, elle se situera autour de 20 %. Je ne crois pas être très loin de la vérité, étant donné que l'on a pris comme critère le revenu dans la région et non plus le produit brut redressé ou un revenu de 3 750 u.c.

Nous sommes en présence d'un fait politique : le Conseil s'est prononcé sur un certain nombre d'éléments de base que je ne dois plus répéter et qui sont des données politiques. Un certain nombre de mesures ont été prises en faveur de ceux qui désirent poursuivre leur activité agricole et en faveur de ceux qui doivent quitter l'agriculture, soit parce qu'ils sont mis prématurément à la retraite, soit parce qu'ils acquièrent une nouvelle formation professionnelle en vue de l'exercice d'autres activités.

Dans sa résolution du 25 mai dernier, le Conseil, — il est intéressant de le faire remarquer — prévoit en outre la possibilité d'accorder aux exploitations qui présentent un plan de modernisation une indemnité de revenu dégressive — je cite — « exceptionnellement, pour certaines régions... pendant au maximum la durée du plan de développement ». Cette aide doit être payée par les États membres. C'est ce que le Conseil avait alors décidé.

Il est curieux que la Commission européenne ignore en quelque sorte le Conseil. En effet, la Commission propose autre chose. Elle propose notamment que cette aide au revenu de 600 u.c. ait un caractère dégressif et soit accordée, d'une part, aux personnes de 45 à 55 ans, dans la mesure où elles n'ont plus aucune perspective dans l'agriculture et, d'autre part, à ceux qui désirent moderniser leur exploitation. Cette aide au revenu serait à la charge de la Communauté, suivant les critères définis.

La Commission s'oppose donc à la résolution du Conseil sur ce point. Je trouve intéressant que la Commission ne se soit pas ralliée à la décision du Conseil, mais qu'elle dise que compte tenu de la situation, elle estime que le Conseil a pris une décision inadéquate sur laquelle il doit revenir. C'est ce que cela signifie si l'on s'exprime sans détours. Je pense que cela est absolument en concordance avec l'avis du Parlement européen. Lors de l'examen des rapports de M. Baas et de moi-même, le Parlement a instamment attiré l'attention sur les catégories de personnes qui ne seraient pas aidées par ces mesures d'assainissement, parce qu'elles sont trop âgées ou parce qu'elles n'ont aucune possibilité de participer à la reconversion. Elles bénéficieraient donc d'une mise à la retraite anticipée, c'est-à-dire qu'elles percevraient une indemnité, à condition d'affecter leur exploitation aux programmes d'assainissement. D'autre part, les exploitations qui participent à l'assainissement mais qui ne disposent pas de moyens suffisants, toucheraient une indemnité supportée par la Communauté. La Commission — cela mérite d'être signalé — a écouté le Parlement plus que le Conseil, et je tiens à l'en féliciter.

Le rapporteur a indiqué que les propositions de la Commission, dans leur ensemble, soulevaient de grands problèmes. Faisant abstraction de tous les détails, on peut dire qu'il résulte de ces propositions que, pendant la première année, c'est-à-dire en 1972, 100 000 personnes seulement pourront bénéficier de

**Vredeling**

l'aide au revenu, c'est-à-dire 60 000 personnes âgées de 45 à 55 ans et 40 000 exploitants qui présentent un plan de développement. Au cours de la deuxième année, ce nombre sera porté à 170 000, mais il reste trop peu élevé. M. Brouwer a déjà dit que 70 % des agriculteurs ne bénéficieront pas de cette mesure. Les problèmes soulevés par le rapporteur nous touchent aussi. Ce sont des problèmes qui nous concernent également et nous n'y trouvons pas de réponse dans les propositions de la Commission. Nous pensons qu'il faut aider autrement les personnes auxquelles les mesures de soutien de la Commission européenne ne sont pas applicables, c'est-à-dire celles auxquelles les propositions relatives aux prix n'assurent pas un revenu raisonnable, autrement dit, le petit groupe d'exploitations déjà modernes en train de disparaître et les personnes auxquelles cette aide n'assure pas non plus un revenu « raisonnable » — je songe aux quelques dizaines de milliers d'exploitants durant la première année. Si l'on se réfère à ce que la Commission a proposé, cela n'est possible, selon moi, que par des mesures nationales. Toutefois la Commission ne propose rien à cet égard. Le Conseil a dit que cette assistance devait être possible sur le plan national au moyen d'une aide au revenu dégressive, octroyée dans certaines régions et dans certaines conditions. Mais nous ne connaissons pas ces mesures nationales. Pouvons-nous, pour reprendre une expression de la Bible, dire : « Suis-je le gardien de mon frère ? ». Nous avons déjà ce problème aux Pays-Bas. Nous pourrions dire : « Que nous importe l'Italie ? ». Nous ne voulons cependant pas nous dérober aussi facilement. C'est un problème communautaire. La mesure proposée ne s'applique pas à une catégorie importante d'agriculteurs et, à ma connaissance, il n'existe pas en Italie de plan visant à aider ces personnes au moyen de mesures nationales. C'est donc à la Communauté qu'il appartient de s'efforcer de résoudre ces problèmes. Si l'on applique des mesures nationales, il faudrait au moins les coordonner, mais nous n'avons reçu aucune proposition de la Commission à ce sujet.

Je sais que les mesures que la Commission propose — pour modestes qu'elles soient — coûteront néanmoins 643 millions d'u.c. pour une période de 5 ans. De plus, la Commission a présenté des propositions relatives aux prix. On pourrait donc dire que la Commission a fait son devoir. Cela devait en effet se faire avant le 1<sup>er</sup> juillet ; le Conseil doit décider avant le 1<sup>er</sup> août. Il n'empêche que, du point de vue politique, l'avis que le Parlement doit formuler ne peut être considéré indépendamment de la décision du Conseil, d'une part, et, d'autre part, du fait qu'une fraction importante de la population rurale, y compris les travailleurs agricoles, ne bénéficie pas des mesures proposées par la Commission.

J'en viens maintenant au problème qui me tient fort à cœur. Nous avons pu prendre connaissance, en lisant les journaux, de la dernière décision du Conseil. Nous savons que le Conseil ne prendra pas

de décision en matière de prix en juillet. Il aura des échanges de vues sur les éléments de base. Les prix seront ensuite fixés en fonction des résultats de ces délibérations, c'est-à-dire sur la base d'un document dont nous ne disposons pas. Les prix seront fixés plus tard. Je voudrais demander à M. Mansholt si, dans ces conditions, il ne serait pas plus logique que le Parlement, sachant que le Conseil ne décidera tout de même pas en juillet, suive la proposition de la commission de l'agriculture et que l'on discute en octobre les propositions modifiées de la Commission, en même temps que la question de l'aide au revenu qui est à nouveau proposée par la Commission, contre la décision du Conseil. Nous pourrions alors examiner la question dans son ensemble, mais sans nous comporter comme sur un marché (« 5 %, 10 %, topez-là ! »). Notre Parlement ne doit pas se livrer à cette sorte de marchandages. Nous devons, comme nous l'avons fait en février, formuler un avis fondé portant sur l'ensemble des politiques des prix et des structures et sur les conséquences qu'elles auront pour les pays candidats, ainsi que sur les relations avec les pays tiers. Nous ne pouvons pas, à l'heure actuelle, émettre un avis pondéré. Je n'ai pu assister, jeudi matin, à la réunion de la commission de l'agriculture. Je pensais qu'un vote aurait lieu l'après-midi. Or, la commission avait dû prendre des décisions très rapidement, sans posséder toutes les données nécessaires et sans examiner les problèmes de manière approfondie. Je suis donc très tenté de recommander au Parlement de ne pas prendre position ce soir, et de ne se prononcer qu'ultérieurement. Chacun peut encore faire connaître son avis. Par la suite, nous pourrions formuler un avis définitif tant sur les propositions relatives aux prix que sur les propositions modifiées de la Commission concernant la politique des structures et sur les mesures complémentaires que la Commission a proposées au sujet de l'aide au revenu à accorder aux agriculteurs. Il est préférable, me semble-t-il, de suivre cette procédure plutôt que de nous prononcer maintenant sur l'importance de ce pourcentage.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Je signale au Parlement que le rapport dont M. Mansholt a fait mention vient de nous parvenir et qu'il est en cours de distribution.

La parole est à M. Richarts, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Richarts.** — (A) Monsieur le Président, chers collègues, notre dernier débat sur les prix agricoles date du 19 mars dernier, il y a exactement 110 jours. Il avait eu lieu avec un retard important et à l'époque, nous avions dénoncé, comme toujours, la carence de la Commission et du Conseil. Or, voici que pour la première fois, la Commission présente ses propositions de prix en temps utile. Je crois qu'il conviendrait que nous nous prononcions ce soir sur ces propositions.



**Richarts**

Cependant, après la déclaration de M. Mansholt, la situation n'est plus tout à fait la même. Aussi dois-je vous poser une question, Monsieur Mansholt : avez-vous bien annoncé dès ce soir, comme je crois l'avoir compris, une révision de vos propositions de prix sur la base des conclusions du « rapport vert » qui vient de nous être distribué ? Il paraîtrait que des « lobbyistes » expérimentés disposent depuis quinze jours des versions établies dans les différentes langues de ce rapport, qui est daté du 18 juin. Vous avez cité, Monsieur Mansholt, des chiffres et des catégories d'entreprises sur lesquels il n'est évidemment pas question que nous puissions porter hâtivement un jugement définitif ce soir même. Il n'empêche que j'ai fait un petit calcul dont le résultat est, je crois, exact. On fait état de 245 exploitations agricoles représentatives — sans compter l'Italie ni le Luxembourg — sur un total de 6 millions. Pour un des pays de la Communauté, on compte 25 exploitations d'une superficie moyenne d'environ 80 hectares, soit, pour ce pays, moins d'un pour cent. Je ne puis me défendre de l'impression que ce bilan, que vous avez établi sur la base d'un petit nombre d'exploitations, ne saurait être représentatif. Je crains fort, Monsieur Mansholt, que la situation dans les exploitations soit toute différente de ce que vous en avez dit. Je ne sais d'ailleurs pas quels sont les critères qui ont présidé au choix des exploitations. Vous êtes un spécialiste expérimenté de la politique agricole et vous ne manquez pas d'expérience pratique. Vous savez très bien que les dimensions de l'exploitation ne permettent pas, à elles seules, de préjuger son rendement. J'estime en conséquence qu'il s'imposerait que nous examinions le problème de très près en automne, lorsque nous discuterons de vos propositions de directives.

Il reste que les agriculteurs de la Communauté attendent les nouvelles propositions de prix. Vous savez ce que le COPA en a dit. Vous n'avez certainement pas oublié le mécontentement qui s'est manifesté l'hiver dernier. Plus vite les décisions seront prises, plus vite le Parlement, le Conseil et la Commission prendront conscience de leurs responsabilités, plus les intéressés vous en sauront gré.

Vous avez également proposé, comme nous l'avions souhaité, des mesures ou des paiements compensatoires pour les catégories d'exploitations pour lesquelles il n'y a pas de programme. Vous avez associé ces mesures à la question des prix. Nous estimons, Monsieur le Président, que le rôle du prix est indivisible et qu'il doit conserver son rôle sur le marché. Il y aura toujours des exploitations agricoles auxquelles les prix, à eux seuls, ne permettront pas d'atteindre au revenu que nous souhaitons. Si l'on veut aider ces personnes, il faut appeler ces mesures par leur nom : qu'on ne dise donc pas qu'il s'agit d'une partie du prix, mais bien d'une aide sociale. Il faudra en discuter en automne, j'en suis absolument d'accord avec notre rapporteur, ne serait-ce que parce que les Anglais, qui appliquaient jusqu'ici le principe

des « deficiency payments », y ont renoncé en prévision de leur entrée dans la Communauté.

Votre proposition, en vertu de laquelle 60 000 à 100 000 exploitations agricoles pourraient bénéficier de ces mesures au cours de la première année, montre bien qu'il ne faut pas rapporter ces mesures aux prix, car les autres exploitations, qui sont très nombreuses — il y en a plus de 5 millions, — ne pourront pas en bénéficier. Nous avons déjà dit que c'en était fait de la stagnation de la politique des prix et que les prix avaient commencé à bouger. Nous nous en sommes félicités. Aussi approuvons-nous maintenant la tendance de votre proposition. La tendance est à la hausse, et vous l'avez d'ailleurs justifiée. Il y a de multiples raisons pour qu'il en aille ainsi, comme en témoignent vos déclarations de ce soir. Mais ces déclarations témoignent en même temps de l'insuffisance de vos propositions de prix ! Vous le reconnaissez vous-même dans l'exposé des motifs, puisqu'on y lit, je cite : « Cette nouvelle orientation de la politique des prix n'est pas suffisante pour permettre aux autres exploitations d'atteindre l'objectif de revenu défini par le Conseil dans sa résolution du 25 mai 1971. » Nous en sommes loin, de cet objectif ! Vous dites dans le même exposé des motifs : « Ce nouveau relèvement léger du niveau des prix agricoles n'empêche cependant pas, s'il est comparé à l'évolution générale des prix, une certaine baisse des prix réels. »

Malheureusement, vous ne tirez pas de cette constatation les conclusions qui s'imposeraient quant aux prix. Nous avons en effet, d'une part, une baisse des prix, et d'autre part, un accroissement du pouvoir d'achat des autres catégories de la population, accroissement dont nous nous félicitons d'ailleurs, car nous savons que le pouvoir d'achat des autres est le meilleur garant de la bonne vente de nos produits.

La Commission reconnaît donc elle-même, Mesdames et Messieurs, que ses propositions de prix ne sont pas suffisantes. Si je ne m'en félicite pas moins que vous les ayez présentées, Monsieur Mansholt, c'est parce qu'on s'est longtemps demandé s'il ne fallait pas geler les prix jusqu'au moment de l'adhésion des autres pays candidats. Il se fait que l'évolution des prix et la pression des réalités extérieures ont été si fortes que la Commission a renoncé à faire valoir ces arguments. Lorsque, naguère, nous discutons des prix, Monsieur Mansholt, c'était toujours sous la menace de cette épée de Damoclès que constituaient les excédents. J'en reviens une fois de plus à votre exposé des motifs, d'où il ressort que les excédents n'existent plus. Bien entendu, on me dira que leur élimination a coûté de l'argent. Nul ne le contestera, Monsieur le Président, mais n'était-ce pas là, en définitive, la justification de notre système d'organisation du marché, qui nous a permis d'éliminer ces excédents ?

Nous avons longtemps pensé qu'il s'agissait peut-être d'une situation provisoire. Mais si nous considérons le marché qui nous a causé tant de soucis et

**Richarts**

coûté tant d'argent, celui des produits laitiers, il apparaît qu'il ne s'agit manifestement pas d'une situation provisoire, mais d'un processus qui devrait donner à réfléchir non seulement aux spécialistes de la politique agricole, mais aussi aux consommateurs.

La production de lait diminue et le nombre des vaches laitières est en régression, alors que la demande de ces produits augmente, surtout pour la viande bovine. Certes, il n'y a pas encore lieu d'alerter le public en lui faisant entrevoir des risques de pénurie, mais il convient que nous soyons attentifs à cette évolution !

Il y a autre chose, Monsieur le Président. On prétendait naguère que des prix élevés ne peuvent qu'inciter à l'accroissement de la production. Je crois que la réalité a fait la preuve par l'absurde que cette thèse était fausse. Nous savons aujourd'hui, vous le savez très bien aussi, que la politique des prix ne permet pas d'orienter la production, à moins qu'on ne présente des propositions de hausse ou de baisse brutales, qui ne peuvent que susciter des réactions légitimes des producteurs ou des consommateurs. A elle seule, la politique des prix ne résout donc rien. Mais il y a en outre affaiblissement constant de l'attrait que peuvent présenter les travaux agricoles, travaux que le progrès technique facilite certes considérablement, mais qui n'en restent pas moins durs et qui privent ceux qui s'y livrent des loisirs du week-end. Je constate avec une certaine inquiétude — et il en va certainement de même dans tous les pays de la Communauté — que même dans des exploitations agricoles bien gérées, dans lesquelles, Dieu merci, les revenus restent convenables, nombre de jeunes paysans attendent en vain une épouse. Je sais qu'il en va ainsi aujourd'hui. Il y a là un problème dont nous devons nous préoccuper. Je pense que l'on a méconnu, en matière de mutations structurelles, l'importance et le rôle de la femme. Souvent, c'est elle qui décide si l'exploitation sera ou non une exploitation de complément, si l'homme restera à la ferme ou s'il la quittera pour exercer une autre profession. Elle est devenue un facteur clé de cette évolution.

Monsieur le Président, nous avons toujours insisté sur l'interdépendance entre les éléments marché, prix et politique des structures. Nous savons très bien que ce n'est pas par le biais de la politique des prix que nous parviendrons à assainir des exploitations déficientes du point de vue structurel. Mais nous savons aussi très bien, et je tiens à y insister, qu'une mauvaise politique des prix peut compromettre la structure d'exploitations saines. Je me demande avec inquiétude si nous n'avons pas déjà atteint ce seuil. Voyons donc les choses telles qu'elles sont. La situation des exploitations structurellement saines de l'année de référence 1968/1969, année optimale, n'est déjà plus aussi bonne qu'elle l'était alors. Le nombre des exploitations qui atteignent le niveau d'un revenu non agricole comparable obtenu dans la région a

diminué. Ces exploitations craignent de prendre des risques, s'inquiètent de leur avenir et limitent leurs investissements. Allez donc voir les expositions agricoles et interrogez-y les marchands de machines agricoles : vous verrez en quel sens leurs carnets de commandes vides témoignent de l'attitude qu'ont, en matière d'investissements, des exploitations qui étaient peut-être encore saines en 1968/1969.

C'est au moment même, Monsieur le Président, où nous constatons ce fait, alors que la fourchette prix-coûts est entièrement ouverte, que la Commission présente le programme de modernisation des exploitations agricoles. Comment pourrait-on, dans ces conditions, amener les gens à réaliser de gros investissements, alors que l'on sait que le rendement des capitaux investis dans des exploitations modernes ne permet ni de payer les intérêts, ni d'amortir les investissements ? Tout cela ne peut aboutir qu'à un nouvel endettement. Mais cet état de choses se traduit par la stagnation de ces exploitations modernes et dissuade les exploitations structurellement déficientes de procéder à des investissements dont elles savent qu'ils ne sont pas rentables, même dans des entreprises meilleures que la leur. Nous nous trouvons là devant une situation très grave. Et les propositions de prix que vous nous avez présentées, Monsieur le président Mansholt, n'apporteront à cette situation aucun changement sensible.

**M. le Président.** — (A) Monsieur Richarts, ce qui est grave, pour le moment, c'est que vous avez dépassé votre temps de parole.

**M. Richarts.** — (A) C'est fort grave, en effet, Monsieur le Président. Mais vous savez que je ne suis pas de ceux qui font de longs discours. Je me rends donc à l'injonction du président et je conclus.

Même si le « livre vert » apporte, Monsieur le Président, quelques éléments que nous ignorons encore, je ne crois pas qu'il révèle les secrets de la politique agricole. Je ne crois pas que lorsque nous discuterons de ces questions en octobre, à propos de la politique structurelle, les points forts de la politique des prix seront différents de ce qu'ils sont aujourd'hui. Ce que nous savons très bien, c'est que précisément au cours des douze derniers mois, l'évolution des prix et des coûts dans les pays de la Communauté a abouti à une explosion des salaires et coûts. Vous avez eu l'habileté, Monsieur Mansholt, de faire état, ce soir, des produits dont l'évolution a été à peu près acceptable. Permettez-moi de vous en citer quelques-uns qui se sont tenus un peu moins bien. Je pense au prix du pétrole l'an dernier. Je pense au prix des engrais qui ont fait, en République fédérale, un bond fantastique. Je pense au charbon, au gaz naturel, au fer, aux machines agricoles et à la construction, éléments qui sont tous nécessaires à l'agriculture. Ne parlons pas des salaires. Il est bien évident que nous devons payer des salaires équivalents à ceux de l'industrie.

**Richarts**

Monsieur Mansholt, nous en sommes donc convaincus — et à ce sujet il n'y a guère eu de divergences d'opinions au sein de la commission de l'agriculture — vos propositions de prix sont insuffisantes. Il nous faut davantage ! Mon groupe a présenté un amendement extrêmement modeste, si modeste que sans doute, aucun syndicaliste n'engagerait sur une base comparable la discussion d'une convention collective. Notre attitude lors du vote de la résolution — auquel nous finirons, je l'espère, par procéder — dépendra du sort qui sera fait à cet amendement, que je commenterai plus tard.

Je vous remercie et vous prie de m'excuser d'avoir, pour la première fois dans cette assemblée, dépassé mon temps de parole.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Baas, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

**M. Baas.** — (N) Monsieur le Président, un débat sur la fixation du prix de certains produits agricoles expose à verser dans la démagogie, le débat actuel en témoigne.

Si l'on veut, étant un homme politique, pouvoir juger de la question en toute connaissance de cause, il faut être averti des effets qu'a eus sur les revenus, comparativement à ceux d'autres groupes de la population, la politique agricole qui a été pratiquée au cours de ces dernières années. Nous avons reçu le document en question et nous allons le mettre à l'étude. Il faut être informé de ce que seront les revenus à court terme et à plus long terme. Il faut disposer d'éléments qui permettent de juger de la position concurrentielle de l'agriculture par rapport à d'autres secteurs qui doivent exporter une partie de leur production : c'est là une question dont, à mon sens, on ne s'est pas suffisamment préoccupé, ni dans les documents de la Commission, ni au cours des débats du Parlement. Il faut en outre — le rapporteur le fait très justement remarquer dans son rapport — avoir égard au retard sur le plan des revenus et à l'évolution générale des coûts et de l'inflation au cours des années 1969 à 1971, ainsi qu'aux tendances qui se dessinent à cet égard.

Souvent, chacun de ces critères à considérer mène à des conclusions différentes, ce qui fait dégénérer le débat en une sorte de jeu d'ombres chinoises. Chacun retient de ces multiples considérations l'élément qui a pour lui, en vertu de sa tendance politique, le plus d'importance.

**M. Vredeling.** — C'est normal.

**M. Baas.** — Il faut accorder la priorité, la priorité absolue, même, à l'équilibre du marché, si l'on veut que ce secteur continue de jouer autant que possible son rôle économique.

On peut douter que l'on puisse encore, dans ces con-

ditions, mettre en œuvre une politique des revenus efficaces. Si, de plus, les coûts et les prix augmentent dans d'autres branches d'activité, plus rapidement dans la Communauté qu'ailleurs, le déséquilibre quant aux rapports réels de concurrence ne fait que croître en notre défaveur. Il apparaît, à la lecture de l'exposé des motifs, que la Commission européenne elle-même nourrit de sérieux doutes au sujet des considérations qu'elle avance. C'est ce qui rend le débat si inconsistant. La Commission sait comment certaines délégations réagissent, au sein du Conseil, aux hausses de prix. Il n'en est pas question dans l'exposé des motifs. Pourquoi ? Pourquoi la Commission européenne ne dit-elle pas exactement ce qui se passe ? Ce n'est pas seulement une question de calcul des revenus. Le Parlement entend être informé exactement de la situation, même pour ce qui est du Conseil. On demande aux parlementaires de donner leur avis alors que ni le Conseil ni la Commission ne se sont encore prononcés valablement sur la situation de l'agriculture. Si la Commission ne peut faire valoir dans le débat d'autres arguments que ceux dont elle fait état dans les documents, il ne faudra pas seulement considérer la hausse des prix de 2 à 3 % comme inacceptable, mais il faudra plutôt la qualifier d'indécence. Sans que le Parlement ait pu en débattre au préalable, la Commission avance comme base de calcul de ses propositions de prix, les exploitations qu'elle considère comme représentatives et qui ont obtenu, pour l'exercice 1968-1969, un revenu et une rémunération du capital correspondant à ceux qui ont été obtenus dans les secteurs non agricoles. L'imprécision des notions que l'on invoque procède d'une curieuse acrobatie intellectuelle. C'est cette acrobatie intellectuelle qui tiendrait lieu de base de la politique des prix dans le secteur agricole.

M. Mansholt a donné ce soir des précisions sur le mode d'imputation des différentes hausses de prix. Je ne le suivrai pas dans cette voie. Il ne sera pas difficile de dégonfler la baudruche d'un seul coup. A quoi se ramène, en effet, la démarche de M. Mansholt ? Il manipule un certain nombre de notions qui ne sont d'aucun secours en matière de problèmes agricoles. Il n'a pas à assimiler les résultats d'exploitation au revenu du travail. C'est pourtant ce qu'il fait, et c'est une première erreur. Il nous explique que depuis trois ans et demi, la productivité a augmenté de 35 %, ce qui pourrait justifier une hausse des salaires de 11 %. Il se réfère alors à un grand nombre d'autres secteurs. C'est inadmissible. Si la Commission européenne se base sur le revenu du travail, elle ne doit pas négliger les autres éléments. Dans une entreprise industrielle, les salaires payés constituent-ils un critère d'appréciation du fonctionnement de cette entreprise ? On ne saurait porter un jugement sur le secteur agricole en se basant uniquement sur le revenu du travail. Ce serait faire des agriculteurs des fonctionnaires et il ne serait plus question d'un secteur agricole indépendant, mais il ne s'agirait plus que de garantir le revenu. On ne pourrait plus parler d'entreprise. L'entreprise im-

**Baas**

plique autre chose qu'un revenu du travail. Elle implique des risques. Et il n'est plus question d'assumer des risques si l'on apprécie les résultats d'exploitation uniquement en fonction du revenu du travail.

Mais nous avons la possibilité de procéder à un échange de vues avec M. Mansholt. Il apparaît de plus en plus qu'en matière de définition de la politique agricole, on bâtit sur le sable.

On sait de moins en moins à quoi s'en tenir. Pendant des années, il n'a pas été question d'adapter les prix en raison de l'importance des excédents. On ne manquait, dans les discussions, aucune occasion de tirer argument des excédents, à tort ou à raison, pour refuser d'adapter les prix à l'augmentation des coûts. Maintenant que cet argument n'existe plus, la Commission avance comme base de calcul les exploitations qu'elle considère comme représentatives.

De l'avis de la Commission, quel pourcentage ces exploitations représentent-elles dans la Communauté ? C'est le fond de la question. Il ne s'agit pas de savoir s'il se fait que certains bénéficient d'un revenu donné. Existe-t-il, dans la Communauté, un certain nombre d'exploitations normales qui assurent un revenu raisonnable ? Si leur proportion est de l'ordre de 10 %, il est scandaleux que la Commission parle, dans le cadre de ses propositions de prix, d'accorder une aide au revenu pour un nombre de 60 000 à 80 000 exploitations. Comment la Commission ose-t-elle avancer ce chiffre ? Ces 60 000 exploitations ne représentent même pas 1 % du nombre total des exploitations de la Communauté.

Et c'est là-dessus que l'on ose se baser pour formuler les propositions de prix ! D'autre part, si l'on estime à 20 % le nombre d'exploitations appelées à se développer, c'est le problème du sort qui sera réservé à 70 % des exploitations agricoles de la Communauté qui se pose. Il s'agit de veiller à résoudre ces problèmes. C'est pour ces raisons que le groupe des libéraux et apparentés entend n'endosser aucune responsabilité quant aux 2 à 3 % qui ont été avancés. L'argumentation que l'on a fait valoir est entachée de lacunes, imprécise et partielle. L'agriculture a droit à des arguments honnêtes, objectifs et clairs, qui puissent encore inspirer dans les années à venir la politique à suivre. C'est ce que nous attendons de la Commission européenne. Se référer uniquement au bénéfice, c'est rendre les comparaisons très difficiles, dans l'immédiat et à l'avenir. M. Richarts l'a déjà souligné. Le fait qu'une entreprise assurait encore un revenu raisonnable en 1968 ne permet pas de préjuger ce que sera la situation en 1972. En effet, bénéfice n'est pas nécessairement synonyme d'efficacité. Le niveau des prix est sujet à de constantes fluctuations et le facteur temps n'autorise pas les comparaisons.

Si les études du Dr A. Wassink étaient applicables au secteur agricole, il s'imposerait de réorienter d'urgence la modernisation des exploitations agricoles.

En effet, après s'être livré à une étude approfondie de tous les facteurs, M. Wassink aboutit à la conclusion que l'accroissement de la productivité est dû avant tout au progrès technologique, dans une proportion qu'il estime à 65 %. Et ce progrès technologique, précisément, on ne l'impute pas à l'agriculture, alors qu'il intervient pour 65 % dans l'accroissement total de la productivité, si bien que l'on prive purement et simplement l'agriculture de 65 % de l'accroissement de sa productivité ! M. Wassink attribue 10 % aux investissements structurels et autres formes de substitution, et 12 1/2 % à l'augmentation du volume de la production, de même qu'aux modifications structurelles. Si ces chiffres sont exacts, nous devons faire preuve d'une extrême prudence en matière d'adaptation des exploitations et de réforme des structures agricoles, faute de quoi ces mesures tourneront à la catastrophe pour l'agriculture. Si l'on entend ne pas imputer à l'agriculture 65 % de l'avance technologique et si le chef d'exploitation ne peut être couvert qu'à concurrence de 35 % pour les risques inhérents aux investissements, à l'adaptation et à l'amélioration des structures, nous devons mettre un terme à l'amélioration des structures agricoles, qui finirait par ne plus être qu'un leurre.

C'est la raison pour laquelle je crois que les propositions de la Commission européenne et la documentation dont elle fait état ne peuvent susciter de notre part qu'une réaction absolument négative. Si, après un large débat, la Commission ne parvient pas à tirer la leçon de nos discussions et si certaines notions restent dans le vague, c'est que quelque chose ne va pas. L'exposé que M. Mansholt nous a fait ce soir m'est apparu comme un papotage de salon. Excusez-moi d'être si dur. En ma qualité d'expert agricole, je me demande s'il faut bien voir là une façon toute nouvelle de concevoir la fixation des prix des produits de notre Communauté ?

J'arrive, Monsieur le Président, au terme de mon exposé. Je tiens à dire que le niveau auquel se situe ce débat me déçoit profondément...

**M. Vredeling.** — Là, je suis d'accord avec vous.

**M. Baas.** — M. Mansholt y a une part de responsabilité. Nous reverrons ce que M. Mansholt a dit et nous aurons l'occasion d'en discuter.

Si l'on veut défendre une proposition de prix qui n'ouvre des perspectives qu'à dix pour cent des exploitations, si c'est tout ce que l'on peut offrir à l'agriculture de la Communauté, il faut bien en conclure qu'au moment où le Parlement, dans un avenir proche, devra se prononcer définitivement sur ces propositions, nous devons prendre nos responsabilités, avec toutes les conséquences que cela implique.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Beylot, au nom du groupe de l'UDE.

**M. Beylot.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais tout d'abord remercier MM. Brouwer et Borocco des excellents rapports qu'ils nous ont présentés et de la documentation qui y est jointe.

Malheureusement, certains éléments, et des plus essentiels, ont manqué pour que nous puissions discuter de ce problème en toute clarté et en toute connaissance de cause.

Je ne vous cacherai pas que certaines propositions de la Commission nous paraissent intéressantes mais que d'autres — et hélas les plus nombreuses — sont accueillies avec une très grande réserve.

Parmi les propositions intéressantes, il y a tout d'abord le lien qui est établi entre la politique des prix et la politique des structures.

Le deuxième point qui nous paraît intéressant, c'est la hiérarchie des prix agricoles, qui apparaît comme une nécessité, notamment en ce qui concerne le maïs et certaines productions animales.

Par contre, d'autres éléments de la proposition nous paraissent beaucoup plus difficiles à accepter.

Tout d'abord, on peut se demander pourquoi fixer dès maintenant la quasi-totalité des prix agricoles pour la campagne 1972-1973.

Je sais que la règle communautaire voudrait effectivement qu'avant le premier août de chaque année les prix soient fixés pour la campagne suivante.

C'est vrai, mais cette règle n'a jamais été appliquée. Pourquoi vouloir l'appliquer cette année, alors que nous nous trouvons dans la plus grande incertitude monétaire ?

Nous espérons qu'on arrivera à une solution à cet égard, mais nous sommes bien obligés de constater que des taxes compensatoires ont été établies pour les prix agricoles à l'intérieur de la Communauté et qu'à un marché unique s'est substitué un marché cloisonné.

Une seconde source d'inquiétude réside dans les différences de traitement faites aux agriculteurs par rapport aux autres activités socio-professionnelles. Les agriculteurs, en effet, vont voir les prix de leurs produits fixés pour longtemps, alors que les conditions de soutien des marchés sont également fixées pour longtemps, mais alors que parallèlement les autres prix évolueront librement. Comment pourrait-on refuser aux agriculteurs une clause de révision des prix ainsi que le propose M. Brouwer au point 13 de son rapport ? La Commission des Communautés reconnaît d'ailleurs le bien-fondé de cette observation. Il suffit de se reporter à la page 7 du document n° 650 établi par ses soins, où il est clairement indiqué que le nouveau relèvement léger des

prix agricoles n'empêche cependant pas, s'il est comparé à l'évolution générale des prix, une certaine baisse réelle des prix. En définitive, au cours de la campagne 1972-1973, selon les propositions de la Commission, les prix agricoles augmenteront de 2 à 2,5 %, face à une hausse probable de 5 % des prix dans l'ensemble de la Communauté.

Certes, des gains de productivité sont possibles. Mais pourront-ils compenser la baisse des prix ? Ce n'est pas sûr et je suis à peu près certain du contraire, car les progrès de la productivité coûtent cher au-delà d'un certain stade.

Enfin, M. Mansholt raisonne non pas en termes de prix, mais en termes de revenus. Il a fourni des chiffres. Pour ma part, j'en ai recueilli d'autres. Suivant ceux-ci, l'application des prix de la Commission, pour la campagne 1972-1973, aboutirait à une baisse moyenne du revenu d'exploitation par tête de 2 à 3 % dans l'ensemble de la Communauté. Il y a une différence effective avec les données citées tout à l'heure par M. Mansholt : les prix que je cite concernent l'ensemble des agriculteurs auxquels on appliquerait les prix proposés par la Commission.

Un deuxième élément qui me paraît également contestable, c'est l'évolution des coûts. M. Mansholt les a chiffrés tout à l'heure à 3,5 % en moyenne pendant les dix dernières années. Ces chiffres devront être confrontés avec d'autres, mais ils sont très différents de ceux que nous possédons.

Enfin, et c'est une préoccupation majeure pour nous, très peu d'exploitations, compte tenu des propositions de prix — et c'est ce qu'ont dit dans cette Assemblée tous nos collègues — arriveront à maintenir leur revenu, même dans la meilleure hypothèse. Nous aimerions connaître de façon plus concrète les méthodes utilisées par la Commission. Comment a-t-elle déterminé les prix de revient des produits agricoles ? Quel système comptable a-t-elle utilisé ? Sur quelle comptabilité d'exploitation s'est-elle basée ? Nous ne savons rien ou à peu près rien, si ce n'est que les propositions de prix ont été établies en prenant en considération les revenus procurés en 1968-1969 par les exploitations répondant aux objectifs fixés par la résolution du Conseil du 25 mai dernier. Quel est le nombre de ces exploitations de pointe ? Il ne représente probablement pas plus de 10 % des exploitations de la Communauté. Ainsi, si l'on considère que 10 à 12 % des exploitations sont concernées par les mesures sociales et structurelles proposées par la Commission c.-à-d. l'aide au revenu et l'aide à la modernisation, on constate, comme l'ont fait remarquer le rapporteur et M. Baas tout à l'heure, que 75 % des exploitations agricoles de la Communauté sont exclues de la politique agricole communautaire. Mais que se passera-t-il si l'on tient compte des données évoquées tout à l'heure par M. Mansholt ? Combien d'exploitations atteindront au seuil de la campagne 1972-1973, les 5 300 unités de compte par travailleur actif qui ont été évoquées

**Beylot**

tout à l'heure ? Je suis convaincu que ce chiffre sera encore très inférieur à celui qui a été cité.

Je sais bien qu'il faut faire des propositions constructives à cet égard et que les actions des États s'ajouteront à la politique communautaire, mais ce serait une erreur que de vouloir généraliser une politique d'assistance à la plupart des agriculteurs de la Communauté. Une telle politique n'est souhaitable ni sur le plan moral ni sur le plan économique. Dans ce domaine, il faut se garder de toute démagogie, car ce serait en définitive rendre un mauvais service à ceux-là même que l'on veut aider. Certes, il faut aller résolument de l'avant, moderniser les structures et donner à ceux qui ne pourront rester à la terre les aides nécessaires pour faciliter soit leur retraite, soit leur conversion, en leur offrant toutes les chances de réorientation dans la vie. Mais condamner en bloc 70 % des agriculteurs à l'assistance constitue une autre forme de démagogie tout aussi dangereuse.

Ce serait une erreur de croire qu'on peut construire solidement une communauté achetant à l'extérieur la plus grande part de son approvisionnement qu'elle paierait alors à des prix mondiaux. Ce serait une faute, car les prix mondiaux, sensibles à la demande européenne, s'élèveraient rapidement — nous en avons l'expérience — et nous aurions alors perdu sur les deux tableaux. Au contraire, on peut, à notre sens, assurer la survie et la rentabilité de nombreuses exploitations en poursuivant une politique plus énergique d'orientation et de hiérarchisation des prix. C'est à l'égard de ces exploitations qu'il faut appliquer une politique beaucoup moins statique que celle qui nous est proposée. Nous sommes convaincus qu'on pourrait en retirer des avantages pour tous les membres de la Communauté et notamment pour les consommateurs.

Permettez-moi de vous donner un exemple à cet égard. Je choisirai le problème de la viande bovine, tout en sachant qu'il est un peu particulier. La Communauté est actuellement très déficitaire en ce domaine, mais il faut savoir que ce déficit va croître encore pour atteindre 700 000 à 800 000 t en 1975, selon les prévisions les plus autorisées. Or, quelle sera la situation en 1975 ?

Elle sera la suivante : la production mondiale accusera, selon les experts de l'OCDE et de la FAO, un déficit de 2 400 000 t environ par rapport à la demande solvable.

J'en arrive à la question que je voulais poser à la Commission : combien d'exploitations productrices de viande bovine figurent parmi les exploitations à revenu suffisant qui satisferont aux normes de la Commission ? Très peu à notre sens, peut-être même presque pas, alors que toutes, ou presque, figurent parmi les 70 % d'exploitations laissées à l'écart de la politique communautaire. C'est dire que ces dernières sont indispensables à la Communauté.

Certes, la recherche d'un équilibre est difficile, et j'en conviens, mais je voudrais conclure en disant que nous n'avons trouvé dans ces propositions, ni la hiérarchisation suffisante des prix que nous aurions souhaitée, notamment en ce qui concerne le prix du lait qui nous paraît trop défavorisé, ni trouvé les orientations vers les productions nécessaires à la Communauté.

Je termine donc en disant qu'en l'état actuel des choses, ces propositions appellent infiniment plus de réserves de notre part que d'approbations, et nous le disons d'autant plus fermement qu'il nous paraît difficile d'engager nos agriculteurs pour longtemps en face d'une solution monétaire dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle est incertaine.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Cipolla.

**M. Cipolla.** — (I) Monsieur le Président, chers collègues, la présentation de ce rapport a posé et pose encore beaucoup de problèmes. Du reste, le résultat du vote en commission parlementaire témoigne à lui seul de l'incertitude qui règne encore sur la conduite à tenir et qui me fait juger très sage la tendance, qui me paraît prévaloir dans cette enceinte, à ne pas procéder à un vote, mais à renvoyer l'ensemble des règlements pour examen à la commission.

En ce qui nous concerne, je crois que les questions les plus délicates ont trait principalement au fait qu'une fois de plus des dispositions de fixation et d'augmentation des prix prennent le pas sur la politique des structures. Nous avons été bons prophètes lorsque, en réponse au ministre italien de l'agriculture, qui rapportait au Parlement italien que l'Italie avait eu finalement gain de cause en obtenant que l'on fasse progresser simultanément la politique des prix et celle des structures, nous avons objecté que cela ne se réaliserait pas. En effet, il n'en a rien été : les premiers prix sont déjà en vigueur et pas une seule directive concernant les structures n'a été arrêtée, ni au niveau communautaire ni au niveau national.

Cela est vraiment grave, d'autant plus que, comme nous l'expliquait ce soir le vice-président Mansholt, la Commission a estimé devoir lier, en un certain sens, l'analyse des futurs prix à un certain type d'exploitation optimale qui n'a pas encore été défini officiellement et juridiquement en termes précis.

La deuxième question que nous nous posons a trait aux exclusions. Il ne fait aucun doute que lorsque nous lisons, dans le titre du document qui nous est soumis « Propositions de la Commission relatives à plusieurs règlements concernant la fixation des prix pour certains produits agricoles », nous ne pouvons qu'être déconcertés. Je viens juste de recevoir le document sur la situation de l'agriculture dans la CEE et je puis constater que les fruits et les légumes sont

## Cipolla

complètement exclus de ces « règlements concernant la fixation des prix pour certains produits agricoles ». En examinant les tableaux, j'ai pu également constater que ceux figurant aux pages 208 et 210, relatifs à la production fruitière — et qui est totalement exclue des augmentations et de toute autre mesure — indiquent clairement que l'Italie produit 66 % de toute la production communautaire. En ce qui concerne la production de légumes, l'Italie produit 55 % du total communautaire.

La question que je pose spontanément est la suivante : si la Communauté existe, si elle doit exister, comment peut-on, M. Mansholt, et je regrette que le président Malfatti soit absent, soutenir d'une part que le coût de la vie a augmenté, que les coûts de production ont augmenté et qu'il est donc nécessaire d'adapter les prix de tous les produits super-protégés de la Communauté et, d'autre part, exclure une fois de plus de toute mesure d'intervention — il est clair que nous ne demandons pas de mesures protectionnistes — un secteur aussi important de la Communauté, dans lequel on constate une forte augmentation de la consommation par habitant — tandis que, par exemple, celle de beurre diminue — un secteur qui, par rapport à d'autres, coûte peu à la Communauté, et dont l'avenir semble assuré.

Il est clair que certains principes doivent valoir pour l'ensemble de la Communauté ; autrement, la Communauté ne peut exister en tant que telle, surtout dans la conscience des peuples. Mais il y a plus. Très pudiquement on a voulu unifier le texte sur les différents règlements concernant les prix, mais on n'a pas tenu compte de l'introduction — sous prétexte d'augmenter les prix d'intervention pour deux productions, le blé dur et l'huile d'olive — de mesures qui entraînent une réduction du chiffre d'intervention communautaire par quintal d'huile ou quintal de grain produit en faveur des producteurs ; or vous savez que pour ces deux productions, les prix du marché ne doivent pas augmenter car, dans le cas de l'huile d'olive, cela n'avantage pas les producteurs d'huile, mais au contraire leurs concurrents, qui veulent supplanter sur le marché l'existence même de ce produit ; de même, si on augmente sur le marché le prix du blé dur, cela favorise ceux qui veulent remplacer, dans la production des pâtes alimentaires, le blé dur par d'autres succédanés.

Puisque l'on a voulu augmenter de cette manière le revenu des producteurs, modifier maintenant cette situation est absolument illogique et contraire à ce qui a été fait en faveur des rares secteurs de l'agriculture méridionale compris dans « l'océan » protectionniste de la Communauté.

Il existe un autre ordre de préoccupations que nous avons manifestées en commission : cette augmentation des prix, programmée par avance, peut également avoir des répercussions sur les négociations en cours pour l'élargissement de la Communauté.

Le ministre de l'agriculture et le gouvernement italiens devraient apprendre des Anglais à sauvegarder les intérêts d'un pays. Nous avons vu comment l'on a protégé, par exemple, jusqu'au dernier gramme de beurre et au dernier shilling la production de la Nouvelle-Zélande dans le contexte de l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté. La même protection ne semble pas accordée à certains pays qui font déjà partie de la Communauté.

Enfin, il reste les problèmes que la commission des finances et des budgets a soulevés très justement au sujet des conséquences économiques de ces mesures.

Nous ne pouvons, M. Mansholt, nous borner à dire qu'il y aura des augmentations ultérieures, ou qu'elles seront limitées. A part le fait que l'on a procédé à une réduction, par exemple, du prélèvement sur la viande de bœuf — et, notons-le incidemment, tant pour les recettes que pour les dépenses, c'est toujours le même secteur national de la Communauté qui fait les frais — à part cela disais-je, on oublie quelque peu le grand dessein que nous avons apprécié dans le Mémoire et qui tendait à réduire progressivement la part des dépenses destinées aux interventions de la section garantie au profit des réformes de structure. C'est donc là un autre élément de préoccupation qui nous incite à appuyer la demande de renvoi en commission.

Je dois également faire observer, Monsieur le Président, que le document de la commission de l'agriculture, que le rapporteur M. Brouwer défend si passionnément, fait naître des inquiétudes encore plus grandes que les propositions de l'exécutif elles-mêmes, car il rompt même le modeste lien entre la fixation des prix et les interventions en faveur des exploitations qui ne peuvent atteindre certaines dimensions économiques et certains niveaux déterminés de productivité.

Ce soir, nombreux sont ceux qui ont axé le débat sur les principes adoptés par la Commission pour définir le niveau optimal des prix, en prenant pour base une dimension optimale déterminée des exploitations. Mais ce problème, justement, confirme la nécessité d'approfondir toute cette matière de façon appropriée et je suis donc d'accord avec les collègues qui, fût-ce avec d'autres arguments que les miens, ont demandé ce réexamen.

En effet, comment est déterminé le revenu du travail ? Nous sommes passés d'une première proposition de la Commission qui considérait comme optimale une exploitation d'une superficie déterminée, à une seconde proposition de la même Commission, selon laquelle on aurait dû se référer à la production brute. Enfin, une troisième proposition a été présentée — à l'élaboration de laquelle nous avons nous aussi, je crois, apporté une contribution concrète — selon laquelle le critère doit être cherché dans le revenu du travail que l'exploitation réussit à fournir. Mais ce revenu du travail dérive de plusieurs élé-



**Cipolla**

ments, tel le coût de la terre, le coût des capitaux et, justement, le niveau des prix. Or, Monsieur Mansholt, au moment où la Communauté n'adopte pas la même attitude envers les différents prix agricoles des biens produits par les citoyens européens, de Marsala à la Hollande, de l'Allemagne à la Bretagne, au moment où le niveau des prix n'est pas déterminé selon des critères objectifs, mais est le résultat de la ténacité des différents ministres des finances ou de l'agriculture, au cours des longues nuits de négociations à Bruxelles ou à Luxembourg, on introduit dans la Communauté un élément aléatoire qui est ensuite à l'origine de grandes injustices.

Je crois qu'il convient de préciser encore ce point. Il ne fait aucun doute que la fixation de ces prix peut également entraîner des effets positifs, dans la mesure où on veut montrer que la Communauté n'a pas l'intention de bloquer nécessairement les prix des produits agricoles ; mais en tout état de cause, l'ensemble de la matière doit être réexaminé à fond et inséré dans une série d'interventions de structure, aboutissant finalement à des dispositions claires qui ne puissent être interprétées différemment par exemple par le ministre de l'agriculture et le Parlement italiens et par le ministre de l'agriculture et le Parlement français. Il s'agit donc d'aboutir à des dispositions précises, juridiquement définies, lorsque l'on devra procéder à la révision générale de l'équilibre des prix dans les différentes régions de la Communauté.

Telle est, chers collègues, la tâche qui nous attend et pour laquelle nous sommes nous aussi disponibles. C'est pourquoi nous sommes partisans de ne pas procéder maintenant au vote de la résolution et nous demandons que la Commission fasse son devoir pour approfondir ces thèmes en vue du développement de l'agriculture de la Communauté.

**M. le Président.** — La parole est à M. Boscary-Monsservin.

**M. Boscary-Monsservin, président de la commission de l'agriculture** — Monsieur le Président, mes chers collègues, parce qu'elle entendait respecter les délais, parce qu'elle souhaitait obtenir les réactions de l'ensemble du Parlement, la commission de l'agriculture dépose aujourd'hui sur le bureau du Parlement une proposition de résolution.

Je dois dire que ce résultat a été atteint par l'initiative, l'efficacité d'un rapporteur auquel il convient de rendre hommage. Cependant, chacun ici est frappé par les chiffres que nous trouvons au bas du rapport de la commission de l'agriculture, mentionnant notamment dans quelles conditions le texte a été adopté. Le nombre d'abstentions est considérable. Pourquoi ? Parce qu'en définitive tout en sentant bien qu'elle devrait donner un avis et un avis positif, la commission de l'agriculture a éprouvé scrupule, hésitation et réserve. Scrupule, hésitation et ré-

serve, d'abord, parce qu'elle a manqué de moyens d'information et de documentation. C'est évident, c'est tellement évident que M. Mansholt a pris le soin de le souligner tout à l'heure ; il a versé aux débats de multiples chiffres qui nous étaient complètement étrangers ; il a signalé que le Conseil ne pouvait pas arriver à se décider parce qu'il avait besoin d'informations complémentaires. J'ajouterai, encore que M. Mansholt nous l'ait signalé au passage, que nous avons dû, à la commission de l'agriculture, délibérer alors que nous n'avions pas sous les yeux le texte traduit dans les quatre langues, comme il est de règle élémentaire. C'est dire quelles ont été les conditions particulièrement hâtives du travail de votre commission, et puis, c'est peut-être ce qui est l'essentiel, votre commission a éprouvé hésitation et réserve parce que, dans la réalité, les règlements qui nous sont proposés par la Commission exécutive apportent un bouleversement beaucoup plus important qu'il n'apparaît au premier abord dans ce que j'appellerai la politique agricole suivie jusqu'à présent et plus particulièrement celle concernant le prix. Ici je pense que l'Assemblée a besoin de quelques explications complémentaires, encore que celles-ci aient transparu à travers les observations qui ont déjà été présentées par les collègues qui ont pris la parole avant moi.

Nous avons, jusqu'à présent, un système de prix. Nous avons un système de prix qui était sensé, à lui seul, par la hauteur qui était déterminée, assurer le revenu de l'agriculture. Ces prix étaient déterminés de manière plus ou moins pragmatique, ils avaient souvent coloration politique, il fallait, dans une certaine mesure, tenir compte de la poussée manifestée par les masses agricoles tendant vers le sens de la hausse ; il fallait tenir compte d'un certain nombre de conjectures sur le plan monétaire ou financier, on essayait de déterminer un juste équilibre et on débouchait sur un prix. Étant donné que ce prix était applicable pour l'ensemble des exploitations européennes, évidemment avec les « bavures » qui étaient susceptibles d'en résulter, ce prix était peut-être dans une certaine mesure bénéfique pour certaines exploitations particulièrement bien structurées ; il était au contraire désastreux ou calamiteux pour des exploitations très loin d'être arrivées à une structure normale.

C'était le système que nous appliquions. Ce système faisait d'ailleurs partie d'une politique agricole d'ensemble. Il y avait une politique menée sur le plan de l'organisation des marchés. Il y avait un système de couverture aux frontières par le prélèvement et autres mesures douanières. Tout cela s'agencait dans un ensemble qui avait été mûrement délibéré et qui constituait un peu l'essentiel de notre politique agricole commune.

Aujourd'hui, la Commission exécutive nous propose quelque chose de totalement différent. Il faut que le Parlement en soit bien averti et j'aimerais d'ailleurs recueillir éventuellement les observations de M.



**Boscary-Monsservin**

Mansholt sur ce que j'avance. Cela peut être bien, cela peut être mal. Les appréciations peuvent varier, mais il faut se rendre compte de la réalité avec toutes ses conséquences.

La Commission veut assurer maintenant le revenu de l'agriculture, par trois moyens. Le premier porte sur les structures.

La Commission, à cet effet, a déposé trois projets de règlements qui viendront en discussion devant le Parlement à une de nos prochaines sessions. L'un de ces trois règlements vise la cessation d'exploitations de manière à permettre une meilleure répartition des surfaces. Un autre vise la modernisation des exploitations et l'encouragement à donner aux exploitations susceptibles d'être modernisées.

En résumé donc, la première manière d'améliorer le revenu de l'agriculture est assurée par les réformes de structures. Toutefois — je suis sûr que M. Mansholt en est d'accord — il est bien évident que les résultats pratiques ne pourront être atteints que dans un nombre d'années relativement considérable et qu'il n'y aura aucun résultat immédiat.

Le deuxième moyen que la Commission exécutive nous propose pour assurer le revenu de l'agriculture comporte deux éléments d'effet immédiat ; il y a d'une part le prix, et d'autre part, quelque chose dont il faudra essayer de déterminer la portée car dans notre esprit ce n'est pas encore particulièrement clair ce que l'on appelle l'aide aux revenus.

Cette notion d'aide aux revenus, doit-on l'incorporer dans la notion de prix ? A-t-elle exclusivement un caractère d'aide sociale. Tout cela reste un peu flou.

En ce qui concerne le prix, le président Mansholt nous dit que la Commission va maintenant l'établir en fonction d'un certain nombre de normes techniques. Pour ce faire la Commission prendra dans chacun des pays un certain nombre d'exploitations dites « représentatives ».

Par exploitations représentatives, la Commission entend celles dont le revenu peut être comparable à celui des autres catégories professionnelles. Elle les suivra dans leur comptabilité et, à partir de leur comptabilité, elle verra quelle est la progression et quelle est la marche à donner aux prix agricoles.

Deuxième élément : ce que j'appellerai jusqu'à nouvel ordre l'aide sociale, encore que je ne sois pas très sûr d'être dans le vrai en recourant à une dénomination de cet ordre.

Le président Mansholt nous dit : il y a un certain nombre d'exploitations dont le revenu est très loin d'être comparable à celui des autres catégories professionnelles. A ces gens je vais donner une indemnité de revenu ou une indemnité de personne. Il nous propose pratiquement, pour les gens âgés, entre 45 et 55 ans, 600 unités de compte étant donné que pour

les agriculteurs dont les exploitations sont en voie de modernisation, il nous propose aussi une indemnité de 600 unités de compte mais avec un tarif dégressif.

Votre commission de l'agriculture a conclu rapidement dans sa proposition de résolution : nous prenons acte de cette notion d'aide aux revenus qui, d'ailleurs, il faut bien le dire, était demandée par certaines catégories et certaines classes professionnelles. Pour les prix, nous soulignons et nous enregistrons que les propositions qui sont faites par la Commission exécutive sont nettement trop basses.

Votre commission de l'agriculture ajoute : nous nous en tenons là, nous prenons acte des propositions qui nous sont faites sur le plan de l'aide sociale, mais nous nous refusons à discuter des modalités d'application.

Il a été répondu ici, de tous les côtés de l'Assemblée : pratiquement vous avez à peine 10 % d'exploitations que l'on peut considérer comme représentatives ou valablement charpentées ou structurées ; et vous en avez 90 %, si vous êtes logiques avec vous-mêmes, à qui vous devrez donner cette espèce d'aide.

Alors, où débouchons-nous sur le plan financier ?

Quelles sont les limites et quelles sont les conditions que vous allez poser ?

Allez-vous donner cette indemnité à quelqu'un, même si sur son exploitation travaille un frère ou une sœur ?

Tout cela est vague et flou, et il est apparu à votre commission de l'agriculture que sur un texte de cette importance, l'on ne pouvait pas se prononcer au bout des huit jours de réflexion que vous nous avez donnés, étant noté que cela vaut peut-être aussi aujourd'hui pour l'ensemble de l'Assemblée.

Puis, en ce qui concerne les prix, nous avons émis deux objections.

D'abord, nous vous avons dit : Attention, travailler à partir d'analyses réalisées sur ce qu'on appelle les « exploitations représentatives », c'est très subjectif, car c'est vous, exécutif, qui déterminerez si une exploitation est représentative.

Je veux bien, et je me charge, prenant l'ensemble de mon plan européen, selon que je choisirai des exploitations représentatives dans tel ou tel quartier, dans telle ou telle région et en suivant telle ou telle modalité, de déboucher sur des résultats totalement différents.

C'est tout ce qu'il y a de plus subjectif et il est donc tout à fait anormal de prétendre calquer quelque chose d'aussi grave que la notion de prix à l'ensemble de l'Europe, à partir de quelques éléments qu'on recueille sur des exploitations qu'on appelle représentatives.

**Boscary-Monsservin**

Puis, sur un plan plus général, nous vous disons — d'ailleurs les chiffres sur lesquels vous débouchez, Monsieur Mansholt, avec cette progression de 2 à 3 %, sont là pour le démontrer, et on vous l'a dit de toutes parts — regardez où nous en sommes au point de vue de coûts de revient.

Tout à l'heure vous nous avez présenté des notions de prix de revient. Nous pourrions vous en présenter, nous aussi, dans des dimensions totalement différentes. Regardez où nous en sommes au point de vue de l'inflation et de la hausse générale des prix. Regardez où nous en sommes au point de vue du retard du revenu de l'agriculture depuis de très nombreuses années.

Et puis, Monsieur Mansholt, pourquoi voulez-vous nous enlever la productivité, même celle à caractère général, alors que dans les autres catégories professionnelles, même la productivité à caractère général est considérée comme devant améliorer le niveau de vie, et c'est une notion qui est maintenant définitivement acquise sur le plan social.

Voilà donc, Monsieur Mansholt, tout ce qui a légitimé les réserves de la commission de l'agriculture.

Mais il y a beaucoup plus grave et cela a été entrevu, un ou deux de mes collègues en ayant déjà parlé. Je suis profondément inquiet parce que je me demande si en amorçant cette notion d'aide aux revenus ou d'aide à la personne, vous ne prétendez pas transformer complètement notre système en matière de politique agricole et notre système de prix.

En effet, nous avons posé au départ un système de politique agricole avec une détermination de prix. Nous couvrons nos frontières pour arriver à tenir ce prix à l'intérieur de ces frontières. Ce système a été adopté définitivement par les six pays et il a même été considéré par nos six pays comme intangible ; il a été jugé qu'on ne devrait donc jamais y toucher, en tout cas pas sans considérer certains éléments avec une extrême prudence et modération.

Et nous en avons discuté à la commission de l'agriculture.

Votre système d'aide aux revenus, ne serait-ce pas en définitive les prémices d'une évolution vers un *deficiency payment* ? En effet, à compter du jour où l'on ne paie plus le produit pour le produit, mais où l'on paie quelque chose à la personne parce qu'elle achète le produit, et où l'on peut faire varier cette indemnité en fonction de la personne, ne s'acheminait-on pas vers cette notion de *deficiency payment* établie en fonction de la qualité de celui qui fournit les produits.

Et, quelqu'un nous l'a dit aussi tout à l'heure Monsieur Mansholt, est-ce que dans vos prévisions, vous n'avez pas déjà songé à poser un certain nombre de prémices sur cette notion de *deficiency payment* en

songeant aux adhésions qui, vraisemblablement, vont jouer demain et dans lesquelles nous trouvons précisément une application de cette notion.

Alors, Monsieur Mansholt, je considère que cette situation est très grave et je demande le temps de la réflexion.

Encore une fois, nous avons bien voulu prendre une proposition de résolution, mais la matière me paraît vraiment trop grave. En outre, j'ai l'impression que nous sommes à la veille de grands changements et j'estime que ce problème vaudrait la peine d'être très largement débattu.

Aussi bien, il appartiendra évidemment à l'Assemblée de statuer à cet égard. Nous verrons si des propositions seront faites. Mais retenant tout ce que vous avez dit, Monsieur Mansholt, retenant que vous avez versé aux débats des documents entièrement nouveaux, retenant que vous avez cité des chiffres que nous n'avons pas été à même de discuter, car ils sont pour nous entièrement nouveaux, que le Conseil ne statuera pas, en tout état de cause, avant l'automne, puisqu'il résulte de sa propre délibération que le 29 de ce mois il se réunira pour amorcer une première étude et qu'il n'y aura pas d'autre réunion au cours de l'été — ici, je n'interviens pas en tant que président de la commission de l'agriculture et c'est une interrogation que je pose — je me demande si, vraiment, il ne serait pas préférable qu'au cours d'une session ultérieure nous prenions l'ensemble de textes, car ils s'interpénètrent : le texte concernant les structures, celui relatif à l'aide au revenu et le texte sur les prix, pour essayer de voir s'il est possible d'accorder votre politique agricole et la nôtre.

Telles sont, Monsieur le Président, les conclusions que je voulais présenter.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Après avoir écouté l'exposé de M. le Président de la commission de l'agriculture, la présidence est dans l'obligation de revenir à une stricte application du temps de parole décidé par l'Assemblée.

La parole est à M. Dulin.

**M. Dulin.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, après l'excellente intervention de M. le Président de la commission de l'agriculture, je suis conforté dans la résolution que j'ai prise tout à l'heure de suivre la proposition formulée par M. Vredeling de renvoyer ce projet et de l'étudier en octobre avec tous les éléments en notre possession et particulièrement ceux que M. Mansholt nous a apportés aujourd'hui.

Nous allons avoir là un bon devoir de vacances et pouvoir étudier facilement.

**Dulin**

Ce qui est certain, et vous ne l'ignorez pas, comme d'ailleurs cela arrive souvent, le Conseil de ministres n'est d'accord sur rien. Il ne peut pas être d'accord sur quelque chose parce qu'un fait nouveau vient de se produire : d'ici à l'automne la Grande-Bretagne sera sans doute admise dans le Marché commun. Vous n'ignorez pas non plus, comme vient de le souligner M. Boscary-Monsservin, que cette admission ne va pas faciliter notre tâche, notamment en matière de prix agricoles. Nous arrivons donc maintenant à une situation très délicate, pour plusieurs raisons : Sur le plan communautaire M. Mansholt a dit, tout à l'heure, que, même sans le rattrapage des prix entre juillet 1968 et juillet 1970, les revenus avaient cependant augmenté. Je n'en sais rien parce que dans mon pays nous avons déjà subi une dévaluation en 1968 et nous subissons également l'inflation qui sévit en Europe. Mieux : Vous nous avez dit, Monsieur Mansholt, que presque rien n'a augmenté. Je vous assure que dans mon pays, en matière agricole, le coût des moyens de production a augmenté dans une proportion considérable.

Prétendre que le coût de ces moyens de production n'influe pas sur le revenu des agriculteurs, alors que leurs prix ne sont pas à un niveau normal, constitue un paradoxe extraordinaire. C'est pourquoi je crois que d'ici le mois d'octobre le Parlement, ainsi que le Conseil de ministres, pourront étudier dans de meilleures conditions l'ensemble du projet c'est-à-dire non seulement les prix, mais également les structures et compte tenu de nos rapports avec les pays tiers et de nos rapports avec la Grande-Bretagne.

Vous fournirez à ce moment-là aussi bien à la commission de l'agriculture qu'à la commission des finances et des budgets qui est particulièrement intéressée, des documents qu'elles pourront examiner tranquillement, ayant tous les éléments en main.

Je crois que le COPA — on l'a dit ce matin — partage notre sentiment et je pense qu'on ne peut pas actuellement discuter utilement des projets de la Commission.

Dans ces conditions, et pour toutes ces raisons, je demande purement et simplement le renvoi en commission de l'agriculture du rapport de notre excellent ami M. Brouwer.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Vetrone.

**M. Vetrone.** — (1) Monsieur le Président, chers collègues, je devrais être satisfait de voir l'Assemblée s'orienter vers le renvoi en commission de l'excellent rapport de notre collègue Brouwer, car j'ai proposé, dès le début, à la commission de l'agriculture d'examiner ce document — dont je ne voyais absolument pas l'urgence — à la rentrée, en automne. Mais je n'ai pas alors eu de chance sur ce point. Ce soir au

contraire j'en ai, et je peux donc me déclarer, moi aussi, favorable au renvoi en commission. Les déclarations de M. Mansholt me préoccupent cependant extrêmement.

Monsieur Mansholt, ma première réaction quand je vous ai entendu exposer votre nouvelle doctrine pour une politique des prix qui ne soit plus fondée sur l'empirisme comme dans le passé, a été de satisfaction. Mais j'ai ensuite réfléchi, principalement sur la base des chiffres, et j'ai acquis la conviction que si l'initiative que vous avez prise d'imaginer une nouvelle doctrine justifie cette satisfaction, l'application pratique qui pourrait en être faite ne la justifie nullement ; car elle nous mettrait dans une situation absurde ; du fait surtout — d'autres collègues l'ont déjà fait remarquer — que les trois quarts des exploitations ne bénéficieraient d'aucune mesure économique et structurelle, et cela même si l'on prévoyait la création de 60 000 emplois non agricoles destinés aux agriculteurs.

Je me suis naturellement demandé pourquoi cette politique des prix d'inspiration nouvelle couvre un domaine aussi limité et pourquoi le principe de la sélectivité (qui doit être admis sans réserve dans le cas d'espèce) se révèle, en pratique, absolument inacceptable, du fait que l'on a précisément choisi comme exploitation représentative ce type particulier d'entreprise qui, pour avoir atteint des revenus comparables à ceux des autres secteurs, était exclu de la réforme de l'agriculture elle-même. Je suis convaincu que pour une exploitation de ce type, en fait une exploitation de pointe, cette augmentation de 2 ou 3 % des prix peut être des plus satisfaisantes. Il n'est donc que trop évident que si l'on négligeait cette exploitation de pointe pour rechercher une exploitation représentative à un niveau inférieur, la Commission elle-même — je n'ai pas l'intention de contester l'exactitude de ses calculs — devrait refaire ses comptes, ce qui l'amènerait inmanquablement à la conclusion que cette augmentation de 2 ou 3 % est insuffisante.

Ce qui compte davantage cependant, c'est que le champ d'application des mesures serait ainsi élargi et que 75 % des exploitations ne seraient plus exclues.

La plus grande originalité de votre proposition, Monsieur Mansholt, résidait toutefois dans le lien très étroit que vous établissiez entre la disposition économique d'augmentation des prix, et la disposition socio-économique d'aide aux revenus. Or, lorsqu'on lit le document, on constate que la disposition socio-économique concernant l'aide aux revenus est présentée sous forme de directive, alors que pour la disposition économique relative à l'augmentation des prix on a eu recours au règlement. C'est pourquoi, Monsieur Mansholt, comme je ne peux croire que vous ayez eu l'intention de vous jouer du Parlement, je dois conclure que pratiquement il sera impossible de parvenir à l'application simultanée des deux dispositions (l'économique et la socio-économique). Es-

**Vetrone**

sayons en effet d'imaginer ce qui arrivera : la première disposition, c'est-à-dire la disposition économique, entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1971 ou au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1972 ; la deuxième — c'est-à-dire la disposition socio-économique — présentée sous forme de directive, devra attendre beaucoup plus longtemps, car elle devra être approuvée par le Conseil de ministres après consultation du Parlement ; et finalement être traduite en dispositions nationales. Cela signifie, Monsieur Mansholt, que cette disposition entrera en vigueur lorsque la disposition économique — qui sera adoptée le 1<sup>er</sup> août prochain ou au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1972 — aura déjà cessé d'être appliquée, étant parvenue à échéance (juin 1973).

Nous devons être réalistes, et nous rendre compte que ces directives — je parle aussi des autres directives que nous devons examiner — ne pourront être traduites en dispositions nationales avant 1973 et ne pourront donc être effectivement appliquées qu'au début de 1974.

Alors, Monsieur Mansholt, si l'on veut réellement être logique et rester fidèle à ce principe qui veut qu'il y ait des liens étroits entre les dispositions économiques et socio-économiques, il faut avoir le courage de présenter également la disposition socio-économique sous forme de règlement. Ce n'est qu'ainsi, Monsieur Mansholt, que vous pourrez rester fidèle à ce principe auquel, à juste titre, vous tenez tant, car il est clair que si vous enlevez un pilier à votre construction, elle ne tiendra plus debout. Je me demande donc, lorsque je considère la difficulté de transformer la directive en règlement, — cette transformation se heurterait, en effet, à l'opposition de nombre de mes collègues, la directive entrant dans le cadre de la réforme de l'agriculture, c'est-à-dire des mesures structurelles et non dans celui de la politique des prix — s'il ne faudrait pas pousser notre raisonnement jusqu'à ses conséquences extrêmes.

Monsieur Mansholt, proposez-nous à nouveau cette nouvelle conception de la politique des prix assortie de cette aide aux revenus, lorsque vous présenterez les propositions d'augmentation des prix pour la campagne 1973-1974 ; nous serons certains alors que les directives auront été adoptées et traduites en dispositions nationales et que le principe de la simultanéité d'application, qui constitue un élément fondamental de cette nouvelle philosophie de la politique des prix, sera respecté.

Vous n'avez, Monsieur Mansholt, fait ce soir aucune allusion à cette aide aux revenus ; et je dois vous dire que cela me préoccupe. Moi qui apprécie beaucoup votre courage, vos idées que j'accepte et que j'appuie, je m'aperçois que je dois à la fin succomber comme vous ; je ne voudrais cependant pas qu'ayant une fois de plus accepté votre thèse, c'est-à-dire ce principe de simultanéité entre l'augmentation du niveau des prix et l'aide directe aux revenus, je sois

contraint de reperdre la partie, le Conseil ne voulant pas prendre de décision avant le 1<sup>er</sup> août ; or, le fait que l'on veuille discuter non des chiffres, mais des bases mêmes de la doctrine de M. Mansholt, me convainc presque de l'existence d'une certaine atmosphère, d'une volonté toujours plus manifeste — chez quelques pays membres — d'opérer une fuite, non pas en avant, mais en arrière à l'égard des prix communs, avec pour conséquence la destruction de la politique agricole commune.

M. le Président. — La parole est à M. Triboulet.

M. Triboulet. — A cette heure tardive, Monsieur le Président, un mot seulement sur le problème monétaire que personne, en effet, ne semble avoir soulevé.

Or, si l'avis du Parlement était nécessaire parce que le Conseil de ministres devait se prononcer avant le 1<sup>er</sup> août, il se trouve que, d'après les renseignements que nous avons obtenus, le Conseil de ministres renverra très probablement à plus tard sa décision, cela non seulement pour les raisons exposées par M. Vetrone, mais parce que les problèmes que pose M. Mansholt sont des problèmes très vastes que, ni la commission de l'agriculture, ni le Conseil de ministres n'ont eu le temps d'en étudier toutes les répercussions et enfin parce que le problème des prix est singulièrement compliqué, vous le savez, par une crise monétaire.

Des négociations sont poursuivies entre les six gouvernements avec la Commission pour essayer de résoudre ce problème monétaire et l'on pense que la fixation des prix agricoles se ferait dans de meilleures conditions si une solution monétaire toute simple était trouvée. Vous savez qu'actuellement on a rétabli au point de vue agricole, les frontières en Allemagne et aux Pays-Bas pour des raisons monétaires, et qu'il faut trouver des montants compensatoires soit à l'importation soit à l'exportation, montants qui sont calculés chaque semaine s'il y a fluctuation de plus de 2,50 % ; si, à l'expiration de ce délai la fluctuation retombe au-dessous de 2,5 % les montants compensatoires sont automatiquement supprimés. S'il y a fluctuation de plus de 1 % ils peuvent être modifiés. Bref, le système est extrêmement compliqué et il suppose des frontières qui ne devraient pas exister dans une politique agricole commune normale. Vraiment, nous devons tous espérer que, d'ici à l'automne, on aura trouvé une solution à ce problème monétaire de façon à revenir à une politique agricole commune telle que nous l'avions définie et telle que nous la souhaitons. C'est donc je crois une des raisons du retard de la décision que prévoit le Conseil de ministres.

Dans ces conditions, nous devrions avoir le temps, comme le suggérait très bien M. le Président de la commission de l'agriculture, de revoir le problème. Je sais bien que les vacances approchent, mais je

**Triboulet**

connais le zèle de nos collègues qui siègent à la commission de l'agriculture et il me semble qu'au début du mois de septembre ils pourraient reprendre le problème dans son ensemble, voir si le problème monétaire n'a pas progressé et, à ce moment-là, nous présenter un rapport tout à fait complet, tenant compte des chiffres que nous a fournis, ce jour seulement, M. Mansholt, de manière que nous puissions juger en toute connaissance de cause.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Aigner.

**M. Aigner.** — (A) Monsieur le Président, je voudrais d'abord faire une brève remarque au sujet de ce qu'a dit M. Triboulet : ce problème ne nous concerne pas, car les prix agricoles sont exprimés en unités de compte. Ce problème ne nous toucherait que si nous avions à subir les effets de la situation monétaire actuelle. Or, ce n'est pas le cas actuellement, du fait que dans la proposition de la Commission, il est question d'unités de compte. C'est bien exact, n'est-ce pas, Monsieur Mansholt ?

Monsieur le Président, je voudrais, — je vous en prie, Monsieur le Président, écoutez-moi un instant — malgré l'heure tardive, je voudrais élever une protestation, car je ne puis admettre que nous examinions un problème d'une telle importance à 23 h 30. Je crois que c'est déjà la troisième fois que nous discutons des prix agricoles à une heure aussi avancée. Or, il s'agit d'un problème qui affecte réellement l'existence de millions d'Européens. Je pense, et je vous demande de m'excuser d'être assez brutal, qu'on serait en droit d'attendre du Bureau qu'il fasse preuve d'un peu plus de sens politique en s'abstenant de prévoir pour une heure aussi tardive des discussions comme celle-ci. Je sais que l'établissement de l'ordre du jour n'est pas chose facile, mais je me devais, en l'occurrence, de faire cette remarque.

Monsieur le Président, je serai très bref et j'en viens au fait. L'analyse de vos propositions, Monsieur Mansholt, au cours de la dernière réunion de commission, a constitué pour moi une surprise. Je me rappelle avoir fait remarquer expressément à vos fonctionnaires, car vous étiez malheureusement empêché, que pour pouvoir nous présenter des bases de calcul aussi détaillées, il fallait bien qu'ils aient pu se référer à un autre document. Il avait bien fallu que des documents aient été élaborés. Or, ces documents nous ont été soumis aujourd'hui même. J'estime que ce n'est pas ainsi qu'on travaille avec un Parlement.

Je crois que M. Boscary-Monsservin a raison de dire que nous sommes à la veille de grands changements, car il s'agit d'une toute nouvelle conception de la politique agricole, qui procède notamment de l'idée que l'on peut se demander pourquoi le financement de la politique sociale en faveur des agriculteurs

devrait reposer sur la production. Pourquoi ne s'y prendrait-on pas autrement, en accordant des aides compensant l'insuffisance des prix ? Cette solution peut paraître séduisante. Séduisante, Monsieur Mansholt, elle ne peut l'être — et c'est pourquoi j'ai encore demandé la parole à une heure aussi tardive — que si votre conception reste sans faille, quelle qu'elle puisse être demain. Vous n'échapperez pas à la nécessité de pratiquer une *politique active des prix*, et cela pour trois raisons.

M. Armengaud a cité sans le vouloir, la première de ces raisons, lorsqu'il a dit, à propos de l'Union monétaire, que nous ne pourrions passer à la deuxième, puis à la troisième étape de l'Union monétaire qu'à condition de réaliser l'équilibre de la balance commerciale entre, par exemple, la France et l'Allemagne. Cette idée s'inspire d'un souci parfaitement justifié, mais s'il en va ainsi, Monsieur le Président, tout ce que je puis dire, c'est que la France, ou l'Italie, ou tout autre pays dont la balance commerciale est déficitaire devra accroître sa productivité dans une plus grande mesure que les autres pays. Or, la hausse des prix agricoles implique l'accroissement du produit national. C'est la seule conclusion que l'on puisse tirer, si l'on postule la réalisation dans l'agriculture, sous la forme théoriquement la meilleure possible, d'une division européenne du travail en fonction du climat, de la nature du sol et de la structure des exploitations. Cela signifie que demain, les écarts seront plus considérables, chez nous, qu'ils ne le sont déjà actuellement entre les États du nord et du sud des États-Unis. Or, on sait quels problèmes ces écarts entre le nord et le sud des États-Unis d'Amérique posent dès à présent.

Commettrons-nous la même erreur ? Je crois, Monsieur Mansholt, que tout ce que nous pouvons faire, c'est tenter de maintenir des structures assurant aux marchés une protection régionale. Sur ce point, nous ne pouvons qu'être d'accord. Mais cela implique nécessairement la mise en œuvre, fût-ce au prix de grosses difficultés, d'une politique active des prix.

Le deuxième argument, c'est M. Boscary-Monsservin qui l'a soulevé. Il ne faudrait pas croire que j'aie vu dans les propositions de la Commission des propos de salon, bien que je les considère comme une provocation envers les agriculteurs. Mais si je ne crois pas, Monsieur Mansholt, qu'il s'agissait pour vous de propos de salon, je n'en pense pas moins que vous avez voulu lancer un ballon d'essai pour voir jusqu'où il irait. Dieu merci, il s'est arrêté au premier obstacle. On n'offre pas à la paysannerie une hausse des prix de 2 à 3 %, alors que l'indice des prix augmente de 11 % et celui des salaires de 14 %. C'est absolument hors de question et les agriculteurs ne sauraient y voir qu'une provocation. Face à une telle poussée inflationniste, on ne peut que pratiquer une politique des prix active, quelles que soient les conceptions que l'on nourrit par ailleurs.

**Aigner**

J'en viens au troisième argument, qui ne saute peut-être pas encore aux yeux. Monsieur Mansholt, le nombre des personnes actives qui ont quitté l'agriculture au cours des dernières années a été plus important que pour n'importe quelle autre catégorie professionnelle. Ce nombre croît à tel point que nous devrions déjà prendre des mesures de sauvegarde dans certaines régions si nous ne voulons pas en arriver à devoir mettre en œuvre, pour assurer la protection des sites et la conservation du sol, à défaut d'activités agricoles, des moyens économiques plus importants que si l'on pouvait s'appuyer sur la production agricole. On en est déjà là dans certaines régions ! Monsieur Mansholt, je crois qu'en tout cas, vous ne pouvez plus vous permettre d'accroître la pression sur les prix pour inciter davantage d'agriculteurs à quitter l'agriculture. En le faisant, vous susciteriez des mutations structurelles imprévisibles pouvant compromettre, voire anéantir toute votre œuvre et toute l'intégration européenne dans ce domaine. Je tiens à vous mettre en garde.

**M. le Président.** — Pour répondre à M. Aigner qui a protesté parce que le Bureau avait inscrit le débat agricole en soirée, je voudrais lire exceptionnellement un extrait du procès-verbal du Bureau en date du 21 juin 1971 :

« Le Bureau décide, en ce qui concerne l'organisation de l'important débat agricole sur les prix pour la campagne 1972-1973, de prévoir, en accord avec le président de la commission de l'agriculture, le débat agricole, pour lequel le temps de parole sera également limité, durant l'après-midi et la soirée du 7 juillet, étant entendu que le vote interviendra le même jour. »

Je pense avoir ainsi éclairé l'Assemblée.

La parole est à M. Laudrin.

**M. Laudrin.** — Monsieur le Président, si j'interviens dans ce débat, c'est seulement dans le but d'y mettre fin. Je vous demande de bien vouloir appliquer l'article 32 du règlement, qui accorde par priorité la parole à l'orateur qui demande l'ajournement du débat. Cela permettrait de suspendre immédiatement la discussion.

Vous avez, au cours de ce débat, Monsieur le Président, ainsi que chacun d'entre nous, entendu les différentes protestations qui sont venues de tous les bancs.

Je tiens à adresser mes excuses au rapporteur, qui a certainement fait un travail très étudié, en dépit du peu de temps dont il disposait, qui a dû lui demander beaucoup de peine, mais je dois constater qu'à la commission de l'agriculture, sur un problème aussi important que celui des prix agricoles, il n'y a pas eu une majorité vraiment significative : cinq voix contre trois et sept abstentions. Je dois dire

d'ailleurs que l'ensemble du débat d'aujourd'hui a bien traduit la même opposition de principe. Nous n'avons pas eu, M. Mansholt l'a dit lui-même, la possibilité de nous documenter sur l'important rapport 1971 qui eût éclairé un peu notre discussion.

Je suis chargé par mon groupe de poser précisément ce problème de renvoi en commission et à une autre session. Je ne pense pas qu'il soit convenable, à cette heure et dans une assemblée aussi restreinte, de fixer des prix agricoles qui déterminent la condition de milliers de paysans dont nous devons prendre tant de soin à l'heure actuelle.

Voter à la sauvette, vers minuit, sur le problème des prix agricoles serait contraire à la responsabilité du Parlement et à ce que nous pensons être notre dignité et notre honneur en la circonstance.

Ces problèmes ont tellement d'importance qu'il est indispensable qu'on retrouve en commission la possibilité de se pencher sur les propositions qui sont faites et de prendre des positions plus éclairées.

Quant au fond, je constate seulement que plusieurs amendements ont été proposés.

Les uns l'ont été par les démocrates-chrétiens dont certains proposent une augmentation des prix de 6 %. Cette proposition est faite par MM. Richartz et Aigner qui demandent 6 % au moins.

M. Vetrone réclame également une meilleure harmonisation des prix des fruits et légumes. Les libéraux et apparentés ont déposé le plus grand nombre d'amendements : M. Dulin réclame 6 % au moins, MM. Bourdellès et Houdet demandent une meilleure hiérarchisation.

Les socialistes se sont exprimés tout à l'heure par la voix de M. Vredeling, qui n'est pas favorable, dans l'ensemble à ce programme qui nous a été soumis.

Enfin, je puis révéler que depuis ce matin, notre groupe a décidé de voter contre.

Or, Monsieur Mansholt, il nous serait très pénible de vous révéler qu'en plus la commission des finances elle-même a émis de très grandes réserves, déplorant de n'avoir pas eu le temps nécessaire pour sonder les répercussions financières des problèmes que nous avons étudiés.

A l'heure où les paysans réunis sur le plan international, à l'échelle de l'Europe, écartent cette proposition, si nous prenions des décisions de cette importance, nous donnerions l'impression de travailler à la légère.

Je traduis ici la pensée de mon groupe, et nous n'ignorons cependant pas, Monsieur Mansholt, toute l'autorité, toute l'expérience et tout le dévouement que vous avez apporté pour régler les problèmes agricoles européens.

**Laudrin**

Si nous avons aujourd'hui une agriculture européenne, nous le devons en grande partie à vos efforts et vous en sommes très reconnaissants.

Mais vous serez d'accord avec nous, je pense, pour le nouvel effort déterminant qu'il va falloir décider et fournir dans un moment difficile où s'exprime la colère des paysans.

Dans ces conditions, Monsieur Mansholt, je vous demanderai de bien vouloir accepter le renvoi de ce débat, pour la dignité du Parlement et aussi pour la défense, dans de meilleures conditions, des intérêts paysans.

La commission pourrait alors reprendre ce travail et vous pourriez venir devant elle vous expliquer. Nous aurions ainsi le temps d'étudier cet important document de travail que vous nous avez soumis.

Je reste persuadé que nous arriverons à une solution.

Il ne s'agit pas de repousser, mais de dire : acceptez qu'une étude plus poussée puisse être effectuée et que nous puissions nous entendre sur des objectifs précis.

Nous aurons ainsi fait le chemin nécessaire pour une meilleure sauvegarde de l'agriculture à laquelle nous pensons tous ce soir plus particulièrement.

En conclusion, Monsieur le Président, je vous demande de bien vouloir mettre aux voix ma proposition tendant à mettre un terme à ce débat, en vertu de l'article 32 du règlement.

(Applaudissements).

**M. le Président.** — Monsieur Laudrin, pour respecter les dispositions du règlement, je vais, en effet, consulter l'Assemblée sur votre demande de renvoi.

Toutefois, comme M. Mansholt devrait encore répondre à des questions qui lui ont été posées au cours du débat, je vous prie de nous dire si vous n'estimez pas opportun que M. le président Mansholt prenne la parole avant que l'Assemblée se prononce sur votre demande.

**M. Laudrin.** — Monsieur le Président, il me serait, en effet, très désagréable que le Parlement votât sur une proposition qui ne serait pas acceptée par M. Mansholt.

Je pense qu'il faut se prononcer en plein accord avec lui.

**M. le Président.** — Dans ces conditions, je considère que la demande de renvoi de M. Laudrin ne doit être mise aux voix que lorsque M. Mansholt aura répondu aux divers orateurs.

La parole est à M. Mansholt.

**M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, mes premières remarques de ce soir vous auront sans doute permis de constater que j'avais moi-même le sentiment que les discussions — bonnes en soi — qui ont eu lieu au sein de la commission de l'agriculture n'avaient pas été assez approfondies pour permettre une prise de position définitive sur le niveau souhaité des prix agricoles pour la campagne 1972-1973.

J'ai notamment constaté — à mon grand dépit, croyez-moi — que l'important rapport sur la situation de l'agriculture en 1971 ne vous était même pas encore parvenu. M. Vredeling l'avait déjà souligné.

J'ai déjà dit qu'il me semblait souhaitable de vous fournir encore un certain nombre de chiffres afin de vous prouver que nos propositions ne sont pas une provocation pour les agriculteurs mais peuvent, au contraire, contribuer dans une mesure importante à la mise en œuvre d'une politique des prix équitable.

Évidemment, on peut contester ces données. D'aucuns même se sont indignés au cours de ce débat d'être submergés de chiffres qu'ils ne pouvaient vérifier.

J'ai été particulièrement heureux d'entendre l'intervention réellement remarquable du président de la commission de l'agriculture. Selon lui, et j'attache une grande importance à son opinion, nous ne sommes actuellement pas en mesure de porter un jugement. Il a donc demandé une période de réflexion, et je le comprends. Les nombreuses remarques qui ont été faites au cours du débat m'amènent à la conclusion que bien des points restent à éclaircir. Il me faudrait encore au moins une heure et demie pour répondre à toutes les questions et remarques. Je n'en ferai rien. J'espère cependant que nous aurons l'occasion d'examiner ces problèmes de manière approfondie au sein de la commission de l'agriculture. Je suis entièrement d'accord avec la proposition de M. Laudrin. Il a déclaré que nous devons prendre au sérieux le problème agricole, ce en quoi il a raison. Or, il n'est plus guère possible de le faire maintenant. Nous devons y consacrer du temps, et ce temps nous l'avons. Le COPA lui-même demande à disposer de plus de temps. J'ai appris aujourd'hui par télex qu'il avait décidé de poursuivre, de concert avec les autorités de la Communauté, l'examen de la question, afin de pouvoir arriver à une décision.

Monsieur le Président, je ne vois aucun inconvénient à poursuivre cette discussion après les vacances.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Je suis donc saisi d'une motion de procédure tendant à renvoyer le rapport de M. Brouwer à la commission de l'agriculture.

Conformément à l'article 32 du règlement, cette motion a la priorité sur la question principale.

**Président**

Je rappelle également que peuvent seuls être entendus l'auteur de la motion, un orateur « pour » et un orateur « contre », le président ou le rapporteur des commissions intéressées.

M. Vredeling, désirez-vous intervenir « pour » ou « contre » ?

M. Vredeling. — (N) Vous verrez bien, Monsieur le Président.

M. le Président. — Non, je dois le savoir avant.

M. Vredeling. — (N) Cela ne me semble pas nécessaire. Vous verrez bien si je suis pour ou contre. Je suis pour la proposition de M. Laudrin à une condition : le Conseil doit statuer sur proposition de la Commission après que le Parlement aura été consulté. M. Mansholt remarque à juste titre que l'affaire sera renvoyée à la commission de l'agriculture. Ce renvoi s'impose, à mon sens. Je n'ai d'ailleurs jamais prétendu le contraire, même en commission parlementaire. Plus tard, lorsque toutes les propositions de la Commission et toutes les décisions du Conseil seront connues, nous pourrons discuter de ce problème.

M. le Président. — Je dois signaler que je ne peux plus accepter de questions. Le règlement est très précis puisqu'il dit : « ... peuvent seuls être entendus l'auteur de la motion, un orateur « pour » et un orateur « contre »... »

M. Vredeling vient de parler « pour » la motion de M. Laudrin.

M. Vredeling. — (N) Non, Monsieur le Président.

M. le Président. — Y a-t-il un orateur « contre » ?...

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, je dois protester contre votre conclusion...

M. le Président. — Je n'ai aucun orateur « contre ». Conformément à l'article 32, paragraphe 3, du règlement, le rapporteur peut encore intervenir.

M. Vredeling. — (N) J'ai posé une question à la Commission.

M. le Président. — Monsieur Vredeling, j'ai rappelé expressément le règlement ; il précise que deux orateurs seulement peuvent être entendus, un « pour » et un « contre ».

M. Vredeling. — (N) Mais nous pouvons quand même demander un éclaircissement à la Commission, non ?

M. le Président. — Si M. Mansholt demande la parole au nom de la Commission, je la lui donnerai,

mais les membres du Parlement ne peuvent plus intervenir.

M. Mansholt, *vice-président de la Commission des Communautés européennes*. — Puisque j'en ai le droit, je demande la parole.

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt. — (N) Je peux vous dire — je l'avais d'ailleurs déjà laissé entendre — que le Conseil ne prendra pas de décision avant le 1<sup>er</sup> août. Il n'a même pas jugé nécessaire de prévoir une seconde session au mois de juillet ; il se réunira donc vers le 19 juillet pour discuter du principe de nos propositions de prix, mais n'a pas l'intention de prendre une décision avant le 1<sup>er</sup> août.

M. Vredeling. — (N) Le groupe socialiste approuve la proposition de M. Laudrin.

M. le Président. — Le rapporteur désire-t-il encore prendre la parole ?

M. Brouwer, *rapporteur*. — (N) Volontiers, Monsieur le Président. J'ai insisté, en présentant mon rapport, pour que l'on ne renvoie pas la décision. Je ne m'attarderai pas davantage sur ce point. Je voudrais cependant souligner deux éléments. M. Mansholt a très bien parlé, mais il a interverti les rôles en obligeant la commission de l'agriculture à prouver que les propositions de la Commission européenne sont erronées au lieu de défendre lui-même le bien-fondé de ces propositions. Nous reviendrons sur ce point si la proposition de renvoi en commission est adoptée. En tant que rapporteur, je dois rester neutre. Je voudrais cependant déconseiller au Parlement le renvoi en commission, parce que l'on aboutira au mois d'octobre aux mêmes conclusions que maintenant. Au nom de la commission de l'agriculture, j'ai déclaré qu'il fallait prévoir une hausse d'au moins 6 %, avec une possibilité de révision ; cela signifie que l'on pourra arriver à 10 % ou à 15 %, ou au pourcentage que le COPA indiquera, mais la résolution que j'ai présentée au nom de la commission de l'agriculture déclare que l'augmentation de prix qui est proposée est insuffisante. Elle doit être d'au moins 6 %, avec une possibilité de révision. La résolution que j'ai proposée au nom de la commission de l'agriculture prévoit une hausse de 6 % et la possibilité d'une révision de ce taux. Je me demande ce que l'on proposera en octobre ou en novembre.

M. Vredeling. — Il n'est pas question de 6 %, M. le Rapporteur.

M. le Président. — Je constate que jusqu'à présent je n'ai entendu qu'un orateur en faveur du renvoi en commission et que personne n'a parlé « contre ». De



**Président**

son côté, le rapporteur nous a également fait connaître son sentiment.

Je ne peux donc maintenant plus admettre que les déclarations de vote.

La parole est à M. Richarts.

**M. Richarts.** — (A) Monsieur le Président, j'aimerais, au nom également de mon collègue Aigner, faire la déclaration suivante.

Il ne s'agit pas, en ce moment, de la dignité du Parlement ; il s'agit de savoir si nous avons le courage de prendre position sur ces brûlants problèmes agricoles. Je pense, comme le rapporteur, que nous partons en vacances alors que les agriculteurs attendent une fois de plus qu'une décision soit prise. Je crains beaucoup, et je le dis avec le plus grand sérieux, de voir l'automne et l'hiver prochains plus troublés que les précédents, parce que les agriculteurs ignorent quels prix nous voudrions leur accorder.

C'est pourquoi je m'abstiendrai, ainsi que mon collègue Aigner.

**M. le Président.** — Nous passons au vote sur la motion de procédure.

Je mets aux voix la proposition de M. Laudrin tendant à renvoyer le rapport de M. Brouwer à la commission de l'agriculture.

La proposition de renvoi est adoptée.

Dans ces conditions, le débat sur ce point de l'ordre du jour est clos.

**9. Ordre du jour de la prochaine séance**

**M. le Président.** — La prochaine séance aura lieu demain, jeudi 8 juillet 1971, à 15 h avec l'ordre du jour suivant :

- question orale n° 5/71 avec débat sur le retard dans la réalisation de la politique commune des transports ;
- question orale n° 7/71 avec débat sur la sécurité routière dans la Communauté ;
- rapport de M. Scarascia Mugnozza sur l'application de la procédure prévue dans le rapport des ministres des affaires étrangères aux chefs d'État ou de gouvernement.

La séance est levée.

(La séance est levée à 24 h)

## SÉANCE DU JEUDI 8 JUILLET 1971

### Sommaire

<p>1. Adoption du procès-verbal ..... 164</p> <p>2. Souhais de bienvenue à MM. Boersma et Boertien ..... 164</p> <p>3. Question orale n° 5/71 avec débat : Retard dans la réalisation de la politique commune des transports :</p> <p style="padding-left: 20px;">MM. Posthumus, président de la commission des transports ; Vincelli, président en exercice du Conseil des Communautés européennes ; Meister, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Seefeld, au nom du groupe socialiste ; Jozeau-Marigné, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Bousquet, au nom du groupe de l'UDE ; Richarts ; Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes ; Vincelli ..... 165</p> <p>4. Question orale n° 7/71 avec débat : Sécurité routière dans la Communauté :</p>	<p style="padding-left: 20px;">MM. Posthumus, président de la commission des transports ; Vincelli, président en exercice du Conseil des Communautés européennes ; Noè, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Faller, au nom du groupe socialiste ; Bousquet, au nom du groupe de l'UDE ; Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes ; Vincelli ..... 181</p> <p>5. Hommage à M. Posthumus ..... 188</p> <p>6. Ajournement d'un débat :</p> <p style="padding-left: 20px;">M. Cantalupo ..... 188</p> <p>7. Autorisation d'établir des rapports ..... 189</p> <p>8. Renvoi à une commission ..... 189</p> <p>9. Ordre du jour de la prochaine séance .... 189</p>
---	---

#### PRÉSIDENCE DE M. BERSANI

##### Vice-président

(La séance est ouverte à 15 h 05)

M. le Président. — La séance est ouverte.

#### 1. Adoption du procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?

Le procès-verbal est adopté.

#### 2. Souhais de bienvenue à MM. Boersma et Boertien

M. le Président. — Chers collègues, puisque MM. Boersma et Boertien ont bien voulu suivre aujourd'hui encore nos travaux depuis la tribune officielle, je saisis cette occasion pour leur renouveler les félicitations que notre président leur a déjà adressées, au début de la séance de mardi dernier, tout en soulignant la joie du Parlement européen de voir deux de ses membres appelés à faire partie du gouvernement des Pays-Bas. Sincères félicitations donc à nos deux collègues et nos meilleurs vœux pour leur nouvelle tâche.

(Applaudissements)

3. *Question orale n° 5/71 avec débat :*  
*Retard dans la réalisation de la*  
*politique commune*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la question orale n° 5/71 avec débat que la commission des transports a posée au Conseil des Communautés européennes.

Voici la teneur de la question :

*Objet :* Retard considérable dans la réalisation de la politique commune des transports.

En 1965, le Conseil des ministres des transports est convenu de la solution à apporter à l'organisation commune du marché en matière de transport de marchandises par rail, route et voie navigable.

Jusqu'à présent, les décisions les plus importantes arrêtées à cette occasion ne se sont pas encore traduites en résultats concrets.

N'ont pas été suivies d'effet, notamment les décisions relatives à

- l'imputation des frais d'infrastructure ;
- l'uniformisation des poids et dimensions des véhicules utilitaires ;
- la suppression de la double imposition des véhicules à moteur ;
- l'harmonisation des normes techniques applicables aux véhicules ;
- l'abolition des discriminations en matière de prix et de conditions de transport ;
- l'accès au marché des transports.

1. Quelles initiatives et mesures le Conseil envisage-t-il de prendre — et dans quels délais — tant en ce qui concerne la préparation et l'organisation de ses sessions que sur le plan institutionnel, afin de combler le retard intolérable et pouvant avoir de graves répercussions qu'accuse la réalisation de la politique commune des transports ?

2. Le Conseil n'estime-t-il pas que la persistance ou l'aggravation de cette situation aura finalement des effets négatifs sur la réalisation d'une politique commune en de nombreux secteurs et, par conséquent, risque de compromettre le processus d'intégration communautaire engagé dans le cadre de l'union économique ?

Je rappelle que conformément à l'article 47, paragraphe 3, du règlement, l'auteur de la question dispose de vingt minutes pour la développer et que, après la réponse de l'institution intéressée, les représentants qui désirent intervenir disposent d'un temps de parole de dix minutes au maximum et qu'ils ne peuvent intervenir qu'une seule fois. Enfin, l'auteur peut, sur sa

demande, prendre brièvement position sur la réponse donnée.

La parole est à M. Posthumus pour développer la question.

**M. Posthumus, président de la commission des transports.** — (N) Je vous remercie, Monsieur le Président. Je me réjouis que cette question soit examinée en présence d'un des membres les plus éminents de la commission des transports, que vous venez de saluer à l'occasion de son départ.

La procédure suivie aujourd'hui est plutôt inhabituelle. Nous posons, en effet, une question orale au Conseil. Normalement c'est à la Commission européenne et non au Conseil que nos interpellations s'adressent. Je pense néanmoins qu'il est bon — on peut le dire sans devoir pour autant se lancer dans des considérations générales d'ordre constitutionnel — que le Parlement prenne de temps en temps contact avec le Conseil et plus particulièrement avec le Conseil des ministres des transports, dans la mesure où celui-ci est un organe officiel de notre Communauté.

Il y a quelques années encore, le président du Conseil des ministres des transports avait la bonne habitude de faire rapport au Parlement, à l'issue d'une session du Conseil, des décisions qui avaient été prises.

Je voudrais redire aux présidents du Conseil qui, naguère, sacrifiaient à cet usage, combien j'ai apprécié leur attitude. Je ne citerai pas de noms. Nous savons très bien de qui il s'agissait. Aujourd'hui, cela ne se fait plus. Je pourrais dire que cela ne se fait plus parce qu'il ne se passe plus rien. Un des signes les plus manifestes du sort déplorable qui est fait à la politique européenne des transports, c'est que le Conseil ne se réunit plus. Il en résulte que nous ne pouvons pas discuter de comptes rendus des sessions du Conseil. La politique commune des transports est dans l'impasse. Plus rien ne va. Il n'est pas exagéré de parler d'« impuissance » et de « passivité ».

Dans ces conditions, la commission des transports a estimé devoir poser ces questions au Conseil. La dernière fois que nous avons interpellé la Commission à ce sujet, j'ai dit que la commission des transports ne savait plus à quel saint se vouer, en raison de l'inaction du Conseil. Je sais très bien qu'en des matières comme celle-ci, on ne peut pas charger de tous les maux une seule et même institution. Et même, je veux bien reconnaître que la commission parlementaire des transports elle-même a peut-être une part de responsabilité, car elle aurait sans doute dû dénoncer plus tôt cette passivité. Mais les deux principaux responsables sont le Conseil et la Commission. Le Conseil est coupable de ne rien faire et la Commission est coupable d'avoir laissé traîner les choses en longueur. Comme je l'ai déjà dit à une autre occasion à M. Coppé, il aurait été utile que la Commission frappe

**Posthumus**

du poing sur la table en temps voulu. Je sais que M. Coppé n'est pas le seul responsable. Mais je crois qu'avec le recul, on peut légitimement dire que la Commission aurait dû intervenir plus énergiquement.

La commission des transports est particulièrement reconnaissante à M. Coppé d'assister si régulièrement à ses réunions. On ne peut certes pas en dire autant de tous les membres de l'exécutif. Mais M. Coppé, lui est toujours là. Il sait qu'on le prévient quand sa présence n'est pas indispensable, ce qui lui permet d'utiliser au mieux un temps qui lui est précieux.

Après avoir discuté de la question avec M. Coppé et interpellé la Commission en mai à Luxembourg, nous nous adressons cette fois au deuxième intéressé, le Conseil. J'ai déjà dit que, commençant à perdre tout espoir, nous avions eu recours à une procédure spéciale. C'est ainsi qu'une délégation de la commission des transports a rendu visite aux six ministres des transports qui constituent le Conseil. Ce n'est pas aux ministres nationaux, mais aux membres du Conseil que cette délégation s'est adressée. La distinction est subtile, mais claire, comme vous vous en rendez certainement compte. Nous avons eu des entretiens très intéressants. La plupart des membres du Conseil, à l'exception de deux d'entre eux, ont commencé par dire que cela n'allait pas si mal. Ils ont essayé de nous calmer en donnant l'impression que malgré tout, certaines choses se font. On nous a présenté une liste que nous connaissons depuis des années. Il n'empêche qu'à l'issue de la discussion, les ministres intéressés ont reconnu qu'on ne faisait pas grand-chose, sinon rien. Grâce à ces discussions et à l'initiative prise en désespoir de cause par la commission des transports, les ministres des transports se sont mis à s'interroger un peu plus sur la nécessité d'une politique européenne des transports. Ils n'y pensaient probablement plus depuis toute une année ; peut-être y pensent-ils maintenant une heure par mois. Pour peu qu'il se passe quelque chose pendant cette heure, tout espoir n'est pas encore perdu.

Je l'ai déjà dit, le Conseil manque de volonté politique. S'il y a un secteur de la construction européenne pour lequel on se préoccupe avant tout des intérêts nationaux et fort peu des intérêts européens, c'est bien le secteur des transports. Il s'agit de lancer l'affaire. C'est une question de concessions mutuelles. Il faudra qu'une décision intervienne pour un certain nombre de questions fondamentales, faute de quoi on n'aboutira jamais à rien.

Nous avons donc tout d'abord interpellé la Commission européenne à ce sujet en mai dernier à Luxembourg. Nous comptons interpellier également le président du Conseil au cours de la session de juin, mais quelques jours avant la session, nous avons reçu un avis nous informant que le président français du Conseil, faisant valoir je ne sais quel « argument de procédure », estimait ne pas devoir se présenter devant le Parlement. Bien entendu, ce qui importait, ce n'était pas l'argument. Je présume qu'il s'est rendu

compte de la situation pénible dans laquelle il se trouvait. Sans doute n'a-t-il tout simplement pas eu le courage de venir nous dire qu'on n'en est nulle part. J'apprécie la grande courtoisie de mes amis français, membres de ce Parlement, et l'efficacité de leurs interventions ; je n'oserais pas en dire autant, en l'occurrence, du président français du Conseil.

Le Conseil a un nouveau président depuis le 1<sup>er</sup> juillet. La Commission et le Conseil devraient se demander s'il convient vraiment que l'on change de président tous les six mois. Le nouveau président entre en fonction le 1<sup>er</sup> juillet. Comme il y a les vacances, il ne peut se mettre au travail qu'en octobre et en décembre, il doit déjà abandonner ses fonctions. Il est à peine familiarisé avec sa tâche qu'il doit céder son poste à un nouveau président. Quoi qu'il en soit, depuis le 1<sup>er</sup> juillet, c'est M. Viglianesi qui est président du Conseil. Il semble appelé à devenir l'homme de la situation et être capable de mettre vraiment l'affaire en route. Il a présenté au Conseil un mémorandum proposant un programme de travaux précis. Il a réagi très favorablement à notre projet d'organiser pour aujourd'hui un débat sur la politique européenne des transports. Lors de l'entretien que nous avons eu à Rome, il nous a fait très bonne impression. Vous comprendrez que nous soyons assez déçus de ne pas le voir parmi nous aujourd'hui. Ne doutez pas, Monsieur le Secrétaire d'État, que nous nous félicitons que vous soyez venu le remplacer. Nous sommes heureux que vous soyez là et nous sommes convaincus que vous remplacerez le ministre Viglianesi de façon parfaite. Il n'empêche que comme il avait accueilli avec enthousiasme notre proposition d'assister à cette séance, nous nous sommes trouvés fort déçus d'apprendre, il y a quelques jours, qu'il ne viendrait pas. Nous nous sommes repris à douter du démarrage de la politique des transports. Nous nous sommes demandé s'il n'y avait pas là un nouveau symptôme d'hésitation et de passivité. Je présume, Monsieur le Secrétaire d'État, que vous parviendrez à nous faire oublier cette déception et ces soupçons. Mais je pense qu'en déplorant l'absence de votre ministre, nous ne faisons qu'exprimer le respect et la sympathie que nous éprouvons à son égard.

C'est à peu près tout ce que je dirai en guise d'introduction au débat. Vous m'avez accordé 20 minutes, Monsieur le Président, mais je n'irai pas, loin de là, jusqu'à épuiser mon temps de parole. Je laisse aux membres de ma commission le soin de traiter des problèmes précis qui se posent. Je suis d'ailleurs très ému d'avoir aujourd'hui, pour la dernière fois, à prendre la parole au nom des membres de ma commission. Je tiens à les remercier d'avoir su tous faire preuve, au cours des années écoulées, de la volonté de m'apporter leur pleine collaboration et d'unir leurs efforts. Tout le restant de ma vie — quelle qu'en soit la durée, nul ne peut le prévoir — je garderai un souvenir chaleureux et reconnaissant de l'esprit de coopération qui a toujours animé la commission des transports.

**Posthumus**

Je voudrais encore poser une question précise au président du Conseil. Il ne peut plus ignorer, me semble-t-il, que pour nous, le fait que le Conseil ne se réunit plus constitue le symptôme le plus manifeste et le plus grave de la sclérose dont souffre cet organisme. C'est que si le Conseil ne se réunit pas, aucune décision ne peut être prise. J'ai déjà dit que ce Conseil ne s'est jamais réuni sous la présidence du dernier président. C'est pourquoi nous posons la question précise suivante : le président actuel compte-t-il réunir le Conseil, de préférence plusieurs fois, au cours de la prochaine période ? A-t-il déjà prévu des dates de sessions ? S'il les a prévues, quelles sont-elles ? Il nous importe au plus haut point de savoir si le Conseil va vraiment reprendre ses activités.

Monsieur le Président, je terminerai là mon intervention dans le débat. Je suis certain que ceux qui y interviendront après moi ne manqueront pas, quelles que soient leur nationalité et leur appartenance politique, de dire au président du Conseil que les membres de ce Parlement sont à bout de patience. J'espère que le président du Conseil pourra nous rassurer à ce sujet et lever nos incertitudes.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Vincelli.

M. Vincelli, *président en exercice du Conseil des Communautés européennes*. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le ministre Viglianesi vous prie de l'excuser de ne pouvoir participer personnellement à cet important débat parlementaire sur les deux questions posées au Conseil à propos du développement de la politique commune des transports. Malheureusement, au dernier moment, des engagements impérieux l'ont retenu à Rome et c'est là la raison pour laquelle je répons ici à sa place.

Quoi qu'il en soit, je puis donner au président Posthumus l'assurance formelle qu'il est dans l'intention de M. Viglianesi de tenir les engagements qu'il a pris au cours du colloque politique de Rome.

Il convient tout d'abord de souligner l'intérêt que le Parlement européen porte à la politique communautaire des transports et le rôle important que celle-ci est appelée à jouer dans le processus d'intégration économique.

Le Conseil est heureux de l'occasion qui lui est ainsi offerte de développer encore une fois devant le Parlement ses idées sur ce problème. J'ose espérer que le dialogue que nous poursuivons aujourd'hui nous permettra de parvenir avec sérénité à une meilleure compréhension de nos points de vue, de dissiper les éventuels malentendus et de mettre en lumière les grandes lignes de l'action que nous devons tous mener pour pouvoir atteindre les objectifs qui nous sont assignés par le traité dans ce secteur.

Avant d'entrer dans le détail des questions que vous avez posées au Conseil, il me semble nécessaire de réaffirmer tout d'abord que le Conseil continue à porter le plus grand intérêt à la réalisation rapide et globale d'une politique commune efficace en matière de transports qui contribue au développement harmonieux du Marché commun.

J'estime pouvoir affirmer que, contrairement à ce que certains pourraient croire, le Conseil en a déjà fourni la preuve par le passé et je me propose de vous en faire aujourd'hui une nouvelle démonstration.

L'accord du 22 juin 1965 en matière de transport, par lequel le Conseil a défini les objectifs d'une politique commune, déterminé les principaux éléments et fixé, dans les grandes lignes, un programme de réalisation, constitue une date sans aucun doute importante pour la réalisation concrète d'une politique commune des transports.

J'estime que l'affirmation de votre commission compétente selon laquelle « les décisions les plus importantes arrêtées à cette occasion ne se sont pas encore traduites en résultats concrets » est excessive. Je considère de mon devoir d'attirer votre attention sur les mesures adoptées par le Conseil dans le cadre de l'accord mentionné ci-dessus.

Je citerai tout d'abord le secteur de l'harmonisation des conditions de concurrence, qui a une importance primordiale, dans lequel le Conseil a mené une action particulièrement intense afin d'éliminer les disparités existantes et mettre progressivement sur pied d'égalité les entreprises et les modes de transport. Une autre étape a été franchie avec l'adoption du règlement relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route. Le Parlement européen est conscient de l'intérêt que présente ce règlement tant du point de vue du rapprochement des conditions de concurrence que du point de vue social et de la sécurité de la circulation. Il n'est pas non plus sans importance que ce règlement a remis en vigueur un ancien accord européen conclu à Genève par environ 30 États. Je citerai encore le règlement concernant l'introduction d'un appareil de contrôle pour les véhicules automobiles, appareil devant permettre un contrôle plus efficace du respect des prescriptions imposées aux équipages des véhicules par la réglementation sociale.

Dans le secteur des interventions des États, deux règlements relatifs aux obligations inhérentes à la notion de service public et à la normalisation des comptes et un règlement relatif aux aides dans le secteur des transports doivent permettre d'éliminer les distorsions de concurrence existant sur le marché par suite de certaines interventions des États.

Je citerai également le règlement en matière de concurrence dans le secteur des transports qui permet

**Vincelli**

d'appliquer des règles de concurrence harmonisées répondant aux exigences particulières des transports.

Enfin, pour en terminer avec le secteur de l'harmonisation des conditions de concurrence, je rappellerai les mesures prises en liaison avec le problème de l'imputation des coûts des infrastructures des transports, c'est-à-dire des mesures concernant l'organisation d'une enquête en la matière et la réglementation relative à l'institution d'une comptabilité uniforme des dépenses afférentes aux infrastructures des transports, mesures qui se situent toutes deux dans le cadre de la mise au point de moyens techniques destinés à permettre l'introduction d'un système de tarification de l'utilisation des infrastructures.

En matière d'organisation commune des marchés, deux règlements ont été adoptés dans le secteur des transports des marchandises par route entre les États membres : l'un relatif aux contingents communautaires, l'autre à l'instauration d'un système de tarifs à fourchettes.

En outre, un règlement relatif aux transports de voyageurs effectués par autocars et par autobus a permis de libéraliser une grande partie des transports occasionnels entre les États membres.

Ce rapide bilan n'est pas entièrement négatif. Cependant, votre commission des transports estime qu'un certain nombre de décisions, qu'elle énumère, adoptées en 1965 dans différents secteurs, sont restées sans effet. Je les prendrai une par une.

Tout d'abord un jugement négatif a été porté sur la situation en matière d'imputation des coûts d'infrastructure. J'estime que ce jugement n'est pas justifié. Vous n'ignorez pas, en effet, l'extrême complexité du problème et j'estime que l'on peut affirmer que, dans ce secteur, la Communauté ne se trouve pas en retard par rapport aux pays tiers. A la suite des décisions prises par le Conseil en 1964 et en 1965, l'enquête réalisée sur les coûts d'infrastructure a permis de recueillir des éléments d'appréciation d'une grande valeur sur le plan technique et économique. En 1967, le Conseil a donné son accord à l'orientation des premières mesures à prendre en considération pour instaurer un système de tarification de l'usage des infrastructures et a adopté, récemment, une réglementation sur la comptabilité des dépenses afférentes aux infrastructures des transports à laquelle j'ai déjà fait allusion.

Nous avons entamé l'examen de la proposition de la Commission sur l'aménagement des systèmes nationaux de taxes sur les véhicules utilitaires, visant à harmoniser les structures de ces taxes. A la suite de la décision que nous avons prise en décembre 1970, des recherches ont été entreprises sous l'égide de la Commission pour réunir les chiffres permettant d'évaluer les conséquences de l'application des mesures proposées par la Commission. Ces études ont été menées à terme ; l'examen de la proposition sera

repris dès que nous disposerons des conclusions tirées des études effectuées par la Commission.

A propos de ce secteur, il me semble nécessaire de formuler une autre observation ; il serait en tout cas excessif de prétendre être en mesure, d'un jour à l'autre, pour des motifs économiques et techniques, d'appliquer intégralement le principe de l'imputation des frais d'infrastructure. La Communauté s'engage, en ce domaine, dans une action de longue haleine qui en est seulement à ses débuts, puisqu'il y a seulement quelques jours, la Commission nous a présenté la proposition globale concernant l'instauration d'un système commun de tarification à l'usage des infrastructures des transports, proposition sur laquelle nous attendons avec grand intérêt l'avis du Parlement européen.

Parmi les décisions à prendre on peut citer celles relatives à l'harmonisation des dimensions et du poids des véhicules utilitaires. Il s'agit sans doute d'un problème qui a des incidences sur la suppression des obstacles au trafic routier communautaire et sur les distorsions dans les conditions de concurrence entre transporteurs de différents pays. Vous savez qu'à l'époque on n'est pas parvenu à un accord du fait, surtout, du problème du poids maximum par essieu. On peut espérer qu'à l'heure actuelle les nouveaux éléments d'appréciation recueillis sur le plan technique en matière d'usage des infrastructures permettront, en particulier, de favoriser l'adoption d'une solution commune souhaitée par le Conseil. A ce propos, la Commission nous a soumis une nouvelle proposition, conformément à l'engagement pris devant le Conseil en décembre 1970.

Vous êtes également préoccupés par le problème de la suppression des doubles impositions en matière de taxes sur les véhicules automobiles dans le domaine des transports internationaux. Le Conseil a discuté sérieusement de ce problème il y a quelque temps et, pour parvenir à supprimer ces taxes, les recherches s'étaient orientées vers l'application du principe dit de la territorialité. Après examen, on a cependant vu que ce système présenterait certains inconvénients sur le plan de l'application pratique et il a semblé préférable de surseoir actuellement à toute décision. Le Conseil y a été en outre poussé par les liens existant entre ce problème de la suppression des doubles impositions et les solutions que l'on doit adopter en matière de tarification de l'usage des infrastructures, secteur au sujet duquel la Commission a, comme je l'ai déjà dit, transmis une proposition complémentaire.

Quoi qu'il en soit, je voudrais attirer votre attention sur le fait que le problème des doubles impositions dans les transports internationaux des marchandises par route entre les États membres ne se pose pas actuellement. Cet objectif est, en effet, déjà atteint sur la base des accords existant entre les États membres.

**Vincelli**

J'en viens maintenant à l'harmonisation des normes techniques applicables aux véhicules à moteur et je vous ferai tout d'abord part de mon étonnement d'apprendre que, dans ce secteur, il y aurait du retard. Vous savez que, sur ce point, une importante action de développement est en cours, dans le cadre de la mise en œuvre du programme général pour la suppression des entraves techniques aux échanges. Sur les 14 directives qui concernent les problèmes techniques en matière de réception des véhicules, 9 ont déjà été adoptées, 4 sont actuellement examinées par les services de la Commission et une sera présentée prochainement au Conseil. Dans ce secteur, les travaux se poursuivent donc très activement et très efficacement.

Dans le secteur des chemins de fer, l'harmonisation technique a également porté sur l'attelage automatique du matériel roulant. Après les discussions intervenues dans le cadre de l'UIC et de la CEMT, où le Conseil a mis au point une position commune qui devra être acceptée par les États membres au sein de la CEMT, on a trouvé une solution définitive en ce qui concerne le principe de l'introduction de ce système et le calendrier de l'opération. L'attelage automatique, il est superflu de le constater, présentera d'incontestables avantages sur le plan social comme également sur celui de la sécurité.

En ce qui concerne l'abolition des discriminations en matière de prix et de conditions de transports, la Communauté a arrêté le règlement n° 11/60 qui a permis de supprimer un nombre considérable de discriminations dans le secteur des transports.

Une seconde proposition a été présentée en la matière sur la base de l'article 79, paragraphe 2, pour donner en particulier une base juridique à l'action commune qui a été convenue entre les États et la Commission. Il semble que la mise au point juridique des dispositions en matière de formation des prix soit très délicate. Pour cette raison, il a été décidé de préparer cette action en examinant, en premier lieu, les cas concrets de discrimination qui ont été signalés notamment par les États membres.

Le Conseil ne sous-estime nullement l'importance de ce problème. Il tient en particulier à ce qu'il soit garanti que les États membres n'adopteront pas dans ce secteur des mesures de nature à entraver les échanges intracommunautaires ou à créer entre ceux-ci des déséquilibres ayant un effet contraire aux principes généraux du traité.

Les questions relatives à l'accès au marché des transports constituent enfin le dernier secteur sur lequel on a voulu attirer l'attention du Conseil. Ce dernier, d'ailleurs, reconnaît tout l'intérêt que présentent ces problèmes, comme il l'avait souligné dans l'accord du 22 juin 1965 et dans la résolution du 20 octobre 1966.

En ce qui concerne tout d'abord l'accès au marché

des transports par voie navigable, le Conseil a, dans une résolution de janvier 1970, prévu l'application d'un système d'immobilisation temporaire de la cale et l'élaboration ultérieure, dans un délai de 5 ans, d'un régime de contrôle de la capacité à long terme.

Pour ce qui est des transports internationaux de marchandises par route, nous disposons du règlement relatif aux contingents communautaires, qui a introduit un certain nombre d'autorisations qui permettent d'effectuer sans formalité des transports entre États membres. Cependant, la période de validité de ce règlement est limitée, en ce sens que celui-ci viendra à échéance à la fin de cette année, sauf prorogation pour une autre année. Le Conseil est conscient de ce qu'il faudra prendre encore d'autres mesures dans ce secteur.

Je vous signalerai enfin que deux propositions de règlements relatives au service de navette pour le transport des voyageurs par route sont en instance devant le Conseil.

En définitive, le problème qui se pose est que les propositions relatives à l'accès à la profession de transporteur par route et à la réglementation de la capacité dans le domaine des transports nationaux de marchandises par route n'ont pas encore été examinées par le Conseil.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, ce que je viens d'exposer m'amène à formuler certaines observations. Je rappellerai tout d'abord que le Conseil tient à ce que le développement de la politique commune des transports progresse en tenant compte de l'équilibre indispensable à réaliser entre les trois secteurs d'action qui sont l'harmonisation des conditions de concurrence, l'organisation commune du marché des transports et la libéralisation des services de transport.

Je voudrais encore faire observer qu'étant donné la masse malgré tout importante de travailleurs qui est en cause, il est nécessaire d'établir certaines priorités. A ce propos, je voudrais préciser que certaines actions proposées sur le plan de l'uniformisation des conditions de fonctionnement du marché des transports par route ne doivent pas être considérées comme prioritaires ou actuellement indispensables pour la réalisation de la politique commune, dans la mesure où aucune distorsion ne se produit entre les entreprises sur le plan de la concurrence.

Il est enfin nécessaire de reconnaître que, si toutes les propositions que la Commission a présentées dans le secteur des transports n'ont pas encore donné lieu à une décision de la part du Conseil, cela est dû surtout aux difficultés objectives qui caractérisent certains problèmes en suspens. Sur la base des développements récents, tant sur le plan économique général que dans le secteur des transports, il peut même arriver que certaines de ces propositions doivent être réexaminées. Dans ce cadre et au point

**Vincelli**

où nous en sommes, il serait souhaitable qu'il y ait des échanges de vues plus fréquents entre la Commission et le Conseil de façon à mieux préciser les objectifs généraux de la politique commune.

Si l'action du Conseil en matière de transports n'a pas abouti durant ces derniers mois à l'adoption de nouvelles mesures, un travail approfondi de préparation a cependant été effectué. J'estime en outre de mon devoir de constater que cette situation est également due au fait que nous ne disposons pas encore de certains éléments fondamentaux qui conditionnent la poursuite de nos travaux. Nous avons reçu différentes propositions sur la tarification des infrastructures, sur les modifications à apporter au règlement relatif à l'harmonisation sociale dans les transports par route et enfin sur les poids et les dimensions des véhicules utilitaires. Nous espérons recevoir prochainement une proposition de la Commission sur la réglementation des rapports financiers entre les chemins de fer et les États. Il s'agit ici de problèmes auxquels le Conseil accorde une priorité en raison de leur importance pour la réalisation d'une politique commune.

Dans l'ensemble, le tableau de la situation dans le secteur des transports, malgré les indiscutables zones d'ombre, n'est pas aussi sombre qu'il pourrait sembler.

Le Conseil ne dissimule pas que d'importantes actions doivent encore être accomplies dans le secteur des transports. Je comprends donc le vif désir du Parlement européen de voir donner un nouvel essor à la réalisation de cette politique et je comprends aussi ses préoccupations à l'égard d'éventuels retards.

Vous faites en particulier observer au Conseil que la situation des transports peut avoir des répercussions sur les autres secteurs de l'économie. En effet, il n'est pas possible d'examiner le secteur des transports en faisant abstraction du contexte économique général. Sans toutefois grossir exagérément les répercussions que cette situation peut avoir sur le Marché commun, on ne peut nier que le processus d'intégration communautaire dans le domaine économique pourrait être compromis si certaines actions que nous considérons comme essentielles en matière de transports étaient compromises ou retardées. Vous pouvez être assurés que le Conseil est désireux d'éliminer à cet égard les obstacles qui, sur différents marchés nationaux et par l'intermédiaire des différentes réglementations nationales, pourraient entraver le processus d'intégration économique.

Comme je viens de le dire, le Conseil entend, en outre, mener, comme par le passé, une action progressive et équilibrée, compte tenu des trois grands éléments de la politique commune des transports : l'harmonisation des conditions de concurrence, l'organisation du marché et la libéralisation des services de transports.

Durant les prochains mois, les travaux seront poursuivis au Conseil en vue de tenir, au cours du deuxième semestre, au moins une session qui permette de réaliser des progrès dans la politique commune des transports.

Il serait opportun, en premier lieu, que le Conseil parvienne à un accord sur la proposition de règlement relatif aux services réguliers et aux services de navette effectués par autocars et par autobus entre les États membres.

Il en va de même des propositions de modification relatives au règlement social dans les transports par route. Une première modification a été présentée par la Commission en vue de répondre aux exigences particulières de certaines catégories de transports et le Conseil vient de recevoir et de transmettre au Parlement européen une seconde proposition de modification ayant pour but d'assurer la coexistence de la réglementation communautaire et de l'AETS. Le Conseil se félicite d'avoir actuellement à sa disposition cette proposition qu'il attendait — comme vous le savez — depuis un certain temps.

Le Conseil désire également parvenir à un accord en ce qui concerne le problème des poids et des dimensions des véhicules utilitaires ; sur ce problème, la Commission a, comme vous le savez, présenté récemment une proposition.

Le Conseil devra également ouvrir un débat en ce qui concerne l'attitude à adopter à propos du règlement relatif au contingent communautaire, qui vient à échéance à la fin de l'année et qui devrait être prorogé d'une année en l'absence d'autres décisions. Cette décision devra être prise sur la base d'une proposition que la Commission doit présenter en ce qui concerne le régime de contrôle de la capacité pour tous les transports internationaux de marchandises par route. A cette occasion, on pourrait naturellement examiner le problème général de la réglementation de la capacité pour les transports de marchandises par route entre États membres. De même, le Conseil aura l'occasion d'examiner le problème posé par l'échéance du règlement tarifaire pour ces transports.

J'en arrive maintenant à d'autres secteurs pour lesquels le Conseil devra tout d'abord parvenir, sur le plan politique, à des accords fondamentaux, sans pouvoir peut-être prévoir d'ores et déjà l'adoption définitive de mesures.

Dans le secteur de la navigation fluviale, il incombera au Conseil de définir les lignes directrices d'une réglementation pour l'immobilisation temporaire de la capacité de ce type de transports. Il a été possible de réaliser récemment des progrès dans l'examen des problèmes techniques et économiques relatifs à l'adoption de cette réglementation à laquelle devront, comme vous le savez, prendre part les États tiers intéressés à la navigation rhénane. A plusieurs



**Vincelli**

reprises, nous avons eu avec ces pays des conversations exploratoires sur les éléments de la réglementation. Nous examinons actuellement les problèmes de l'organisation institutionnelle et avons bon espoir de pouvoir à la fin de l'année nous prononcer sur les grandes lignes d'un accord à conclure avec les pays tiers pour la mise en œuvre de ce régime d'immobilisation.

D'autre part, le Conseil devra chercher à définir les orientations générales à suivre en ce qui concerne le problème de la tarification de l'usage des infrastructures, notamment le problème de la structure des taxes sur les véhicules utilitaires. Le Conseil étudiera, en outre, comment faire progresser les travaux concernant les relations financières entre les chemins de fer et les États.

J'espère enfin que la poursuite du dialogue qui se déroule au Conseil sur les développements de la politique commune des transports permettra de mieux définir les actions à entreprendre à l'avenir. A mon avis, nos discussions devraient permettre de préciser à nouveau les objectifs de cette politique et de contrôler la mise en œuvre de tous les moyens garantissant le respect strict et harmonieux des obligations découlant du traité. Elles devraient permettre, par ailleurs, aux membres du Conseil et de la Commission d'échanger leurs opinions sur les objectifs à poursuivre à plus long terme dans ce secteur.

Pour parvenir à ces objectifs, le Conseil compte sur la collaboration dynamique de la Commission, et naturellement, du Parlement européen. A cet effet, j'estime également indispensable que le Conseil et les États membres expriment clairement leur volonté politique, car c'est cette volonté qui, en définitive, garantit le succès de la politique commune des transports. C'est cette volonté politique que le Parlement européen a cherché à renforcer par son initiative et je l'en remercie.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Je remercie M. Vincelli de son intervention si détaillée et précise.

La parole est à M. Meister, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Meister.** — (A) Monsieur le Président, chers collègues, pour bien considérer les carences d'une politique commune des transports, il importe de nous rappeler certaines conceptions quelque peu divergentes sur les problèmes de transport. Pour certains, il s'agirait de problèmes qui touchent aux nécessités de l'existence et dont il faudrait disposer gratuitement ou à très bas prix. Pour d'autres, dont je suis, la politique des transports est un élément de la politique économique, et même un élément important, étant donné que l'extension de l'industrie et du commerce se traduit par un accroissement du volume des transports de biens et de personnes et devient

ainsi un élément du prix. Pour d'autres encore, qui bien souvent ne sont que les responsables de la politique des transports, il suffirait de fixer les tarifs, les contingents et les préférences pour mettre de l'ordre dans tous ces problèmes difficiles. Ils ignorent ce faisant que les mesures de ce genre se traduisent essentiellement par des déplacements d'un mode de transport à l'autre, de la route au chemin de fer, par exemple, ce qui souvent n'est pas mauvais, mais manifestement ils ne songent pas au fait que le transport par voie ferrée a une capacité limitée et qu'il est déjà bien difficile aujourd'hui d'assurer sur une seule voie, et sans trop bousculer l'horaire, le transport des voyageurs, le trafic suburbain et le transport des marchandises. A ce propos, les problèmes de politique régionale et par conséquent d'implantation industrielle sont souvent évoqués. Je ferai remarquer que les mesures prises dans le cadre de la politique des transports contribuent plus que toutes autres à améliorer l'infrastructure. Mais je ne veux pas trop m'étendre sur ce thème ni traiter des distinctions entre le chemin de fer, la route et les voies fluviales, malgré tout l'intérêt que pourrait présenter une discussion du très vieux projet français de la construction d'un canal du Rhône au Rhin. Je ne m'attarderai pas davantage aux problèmes de la navigation maritime, de la politique portuaire et du trafic aérien.

Ceci étant, on peut se demander quelle est la conception de l'organe le plus important, à savoir le Conseil des Communautés européennes. A nos yeux, son comportement est très réservé, ou pour le dire plus clairement, depuis plusieurs années le Conseil n'a manifestement pas l'intention ou n'est pas en mesure de prendre la moindre décision concernant les problèmes importants en matière de politique des transports — je dis bien, importants — qui se posent à la Communauté ; et pourtant n'est-ce pas là son devoir le plus strict. Ce n'est pas seulement vrai pour chacun des présidents en exercice du Conseil, mais aussi pour les ministres qui, en leur qualité de membres du Conseil, ont fait preuve d'un manque d'initiative, bien que la Commission, il convient de le souligner expressément, et le Parlement n'aient cessé de soulever l'un ou l'autre problème de transport important ; en vérité, le Conseil ne manque donc pas de textes qui sont mûrs pour une décision. Si toutefois, comme je l'ai entendu dire voici quelques jours, le Conseil ne tient qu'une seule session annuelle sur les problèmes des transports, on ne peut guère s'attendre à des résultats sérieux ; car les représentants permanents, c'est-à-dire les ambassadeurs, n'arrêteront pas de décisions importantes, cela se comprend. D'ailleurs, ils ne le peuvent pas.

Monsieur le Président, chers collègues, pour mettre fin à la stagnation qui caractérise le secteur des transports, à cette situation peu satisfaisante, j'ai suggéré, il y a peu, à la commission des transports du Parlement européen, d'organiser en assemblée plénière

**Meister**

un débat sur les transports. Comme le président Posthumus l'a dit, ma suggestion a été accueillie favorablement.

Mon objectif était double. Je voulais tout d'abord, en y insistant, attirer l'attention de l'opinion publique et des parlements nationaux sur cette situation si peu satisfaisante. Ensuite, je voulais faire en sorte que le Conseil ou ses représentants exposent devant le forum des peuples européens — c'est-à-dire devant cette Assemblée — ses propres conceptions. Et je dois dire que je ne suis guère satisfait de ce qui a été dit.

Il est évident, Monsieur le Président, qu'il y aura toujours dans le domaine des transports des problèmes qui relèvent des compétences nationales. Il est même des compétences purement communales mais certains problèmes importants doivent être étudiés au niveau d'une conception globale européenne. Cette répartition des tâches qui est incontestablement difficile à réaliser, doit précisément faire l'objet d'une déclaration du Conseil de ministres, car cette conception globale fait toujours défaut.

Monsieur le Président, chers collègues, M. Malfatti a abordé hier, devant cette Assemblée, les problèmes posés par les transports ; il l'a fait de manière objective, polie, et manifestement parce qu'il leur accorde une certaine importance. Hier, notre collègue M. Cousté, rapporteur général sur les activités de la Communauté en 1970, a lui aussi effleuré ces questions, pour la même raison, semble-t-il. Ces problèmes sont donc connus ici. Enfin, la question orale n° 5/71, qui concerne toute une série de problèmes, les plus importants, les plus urgents et les plus simples aussi à mettre en œuvre, invite le Conseil à sortir de sa réserve.

Naturellement, nous savons tous ici qu'il s'agit pour une part de problèmes politiques et pour une autre part de problèmes techniques, et qu'il faut également tenir compte d'implications financières et autres. Loin de nous de ne pas leur accorder l'importance qui est la leur. Mais nous ne voulons pas entendre dire que des problèmes importants ont connu l'échec ou ont été retardés pour des raisons techniques. Nous sommes en effet convaincus qu'il s'agit essentiellement de problèmes politiques et que c'est principalement la volonté politique qui est en cause, même en ce qui concerne les questions de politique des transports.

Monsieur le Président, chers collègues, nos espoirs reposent maintenant entre les mains du nouveau président du Conseil et de ses collaborateurs qui ont pris en charge ces grandes tâches. Nous leur souhaitons de les aborder avec dynamisme et esprit d'initiative et nos vœux les accompagnent pour l'examen de l'ensemble du problème.

**M. le Président.** — La parole est à M. Seefeld, au nom du groupe socialiste.

**M. Seefeld.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, il faut être prudent dans ses propos et ses écrits. Le 12 mars 1970, ici à Strasbourg, au cours du débat sur la politique européenne des transports, j'ai notamment prononcé ces mots : « Certes, nous savons comme vous qu'il fut un temps où les ministres des transports ne se réunissaient pas pendant des mois et où ils renvoyaient constamment la date de leurs sessions. Il n'en est désormais plus ainsi. » Pardonnez-moi si j'ai cru de bonne foi, à l'époque — comme tous ceux qui, dans ce Parlement, s'occupent de politique des transports — que nous progressions. Personne ne pouvait deviner que la période s'étendant de 1970 à 1971 serait précisément l'une des plus pauvres qu'ait connue la politique européenne des transports, tant en raison du nombre des sessions (une seule) qu'en fonction des résultats.

L'activité du président du Conseil a été particulièrement faible pendant le premier semestre de 1971. Le nouveau président italien du Conseil qui, à mon grand regret, est absent du débat d'aujourd'hui, devra donc, par l'intermédiaire de son représentant, entendre les critiques adressées à son prédécesseur qui ne s'est jamais présenté à l'assemblée plénière du Parlement européen pendant toute la durée de son mandat. M. Schumann, ministre des affaires étrangères, à qui nous avons fait connaître notre désir de voir s'ouvrir au Parlement une discussion sur les transports, a refusé au nom de M. Chamant, son ministre des transports, sous un prétexte futile — le manque de temps — et, sachant fort bien ce qu'il faisait, il a renvoyé la discussion de la session de juin à celle de juillet. Le fait que le président du Conseil de ministres prenne la défense d'un ministre des transports qui déclare avoir bonne conscience en ce qui concerne la période de présidence qu'il a accomplie, est plus grave qu'il n'y paraît au premier abord. La raison d'être de ce Parlement est, en effet, en jeu et cet état d'esprit témoigne de la manière dont un Conseil satisfait de lui-même peut se comporter à l'égard des représentants du peuple.

Chers collègues, cet exemple aussi montre que, si cela ne leur convient pas, les membres du Conseil ne sont pas obligés de se présenter devant le Parlement. Cet exemple est une nouvelle preuve de ce que le Conseil de ministres peut se dérober à tout contrôle démocratique. Et cela confirme que notre participation au contrôle démocratique est faible, peut-être plus faible qu'auparavant.

Je reproche au Conseil de ministres de ne guère s'être soucié des espoirs que les populations de nos six pays avaient conçus précisément dans le domaine de la politique des transports. Toute suffisance mise à part, je voudrais cependant faire remarquer qu'au cours de ces dernières années, le Parlement et sa commission des transports ont réclamé et exigé la mise en œuvre et une promotion de la politique des transports. La Commission et le Conseil sont nos interlocuteurs. Les discussions avec la Commission sont

## Seefeld

permanentes, alors que le Conseil n'est représenté ici qu'occasionnellement ; nous avons clairement exprimé notre irritation à l'égard du président du Conseil chargé des transports pour le premier semestre de 1971. Je ne m'en prends pas à la personne du ministre Chamant. Je me soucie bien davantage de la signification que revêt la fonction de « président du Conseil » et je voudrais essayer de la définir.

Au cours des discussions qui se sont déroulées entre une délégation de la commission des transports et chacun des ministres des transports des six pays, nous avons rencontré non seulement des hommes de tempéraments différents, mais qui, de plus, avaient des conceptions différentes des tâches, des moyens d'action et de la responsabilité de chaque membre du Conseil, de l'ensemble du Conseil et en particulier du président du Conseil.

Que dire de cette réflexion de l'un de ces ministres des transports qui se déclare lui aussi insatisfait des réalisations du Conseil, en ajoutant qu'il ne peut exercer une influence que lorsqu'il assure lui-même la présidence ? Cela signifie qu'en l'espace de trois ans, il ne pourra exercer son influence que pendant six mois, le temps que durera son mandat. Cela ne donne-t-il pas matière à réflexion ? Et étant donné cette manière de voir, n'est-il pas compréhensible que rien ne se fasse ? A peine quelqu'un assume-t-il la présidence, à peine a-t-il pris les premières décisions — s'il en a pris —, à peine a-t-il réuni ses collègues autour de la table de négociations que déjà les six mois se sont écoulés et que ses responsabilités prennent fin. Un autre ministre lui succède dont les conceptions — je le répète : s'il en a — sont différentes. Voilà l'image du passé, Mesdames et Messieurs. Ce ne peut être celle de l'avenir. Le Conseil doit se sentir responsable, en particulier à l'égard de l'Europe. Il faut mettre un terme à cette conception qui veut : à l'Europe le moins et à l'intérêt national le plus.

Nous demandons ici, aux ministres de nos six pays, de mettre enfin sur pied une conception européenne en matière de politique des transports. Cette conception doit se fonder sur la volonté politique de réaliser quelque chose en faveur des citoyens européens.

Nous avons beaucoup insisté ici à Strasbourg et, ainsi que l'orateur qui m'a précédé l'a déjà signalé, lors du débat sur le quatrième Rapport général de la Commission, sur la nécessité de stimuler la politique des transports. Le rapport écrit énumère au paragraphe 30 trois secteurs qui en 1970 ont accusé des « retards considérables ». La politique des transports en est un.

La phrase suivante, reprise du paragraphe 32, ne peut dès lors être qu'un pur effet de rhétorique : « Il est évidemment difficile d'établir qui porte la responsabilité de cette situation fâcheuse et dommageable pour le processus d'intégration européenne » ; la ré-

ponse, en effet, peut se trouver très vite et sans hésitation. C'est le Conseil. Il est vrai que le Conseil n'est pas le seul et unique responsable de la situation actuelle mais on peut le classer dans la catégorie des « grands responsables ». Il convient, bien entendu, de ne pas oublier la Commission dans ce contexte, tout en reconnaissant que ces derniers temps elle a consenti certains efforts ; c'est du moins l'avis des parlementaires qui s'occupent de la politique des transports. Mais il faut rappeler une fois encore une exigence que nous avons toujours posée à l'égard de la Commission, celle de veiller à transmettre si possible au Conseil des textes suffisamment mûris pour être adoptés. Les conceptions divergentes des six gouvernements devraient être dans toute la mesure du possible harmonisées préalablement avec l'appui de la Commission. D'autre part, le Conseil ne devrait pas être saisi d'un trop grand nombre de propositions, selon la devise : la Commission a fait son devoir ; au Conseil maintenant de voir comment il peut en sortir. Il faudrait plutôt en arriver à soumettre des propositions, à les faire adopter rapidement et puis seulement à transmettre de nouvelles propositions au Conseil.

Enfin, il faut rappeler que la participation à la définition d'une conception européenne des transports est une autre tâche importante. Nombre des réalisations effectuées à ce jour ne seront jamais que les pièces d'un puzzle si elles ne peuvent s'intégrer dans une conception globale.

Mesdames et Messieurs, si j'exprime un nouvel espoir quant à la poursuite d'une politique européenne des transports, je me base sur les huit constatations suivantes :

1. Lors des discussions déjà mentionnées avec les six ministres des transports, cinq d'entre eux ont laissé entendre qu'ils n'étaient pas satisfaits du *statu quo* actuel. Ne vous formalisez pas, Monsieur le Secrétaire d'État, si j'ajoute que le discours que vous avez tenu ici est en contradiction avec l'opinion des ministres. J'imagine que le thème en a été suggéré par ceux qui nous ont justement donné les raisons de notre offensive contre le Conseil, par ceux qui depuis des années ratiocinent sur des problèmes particuliers sans jamais les résoudre et qui vous ont fait tomber dans le piège. Les ministres pensent différemment. Mais ils devraient le dire une fois pour toutes à leurs fonctionnaires.
2. La méthode de travail que le Conseil a appliquée jusqu'ici est par trop rigide. C'est pourquoi certains ministres estiment que le système actuel n'est plus adapté.
3. Certains ministres se sont prononcés en faveur de la création par la Commission d'une liste des priorités qui serait suivie d'une adoption rapide par le Conseil.

**Seefeld**

4. Les ministres ne gagnent rien à entretenir une sorte de « guerre froide » entre le Conseil et la Commission.
5. Certains ministres ont confirmé que l'intervention des « technocrates » — c'est-à-dire des fonctionnaires spécialisés — qui représentent leur ministre dans les différents groupes de travail du Conseil était indispensable dans le domaine technique mais qu'elle entravait parfois les travaux dans le domaine politique. Ce qui a confirmé qu'il était nécessaire que des décisions politiques soient prises par les ministres des transports, autrement dit une profession de foi en faveur de la volonté politique.
6. Il semble aussi que tous les ministres sont fatigués de discuter de problèmes secondaires, de questions apparemment accessoires lors des sessions du Conseil. C'est pourquoi, comme nous l'avons déjà dit, des points essentiels de la structure de travail du Conseil doivent être modifiés.
7. La contribution la plus importante à ce problème a été apportée par le ministre allemand des transports. Il estime que les chefs de gouvernement de nos pays devraient faire une déclaration commune sur la politique des transports lors d'une prochaine conférence au sommet. Une telle déclaration au niveau le plus élevé serait pour tous plus impérative que ne le sont les textes des traités de Rome, car elle prouverait la volonté déclarée des gouvernements de mener réellement une politique européenne commune en matière de transports. Je ne puis qu'appuyer pleinement cette requête.
8. Dans ce Parlement européen les mêmes critiques sont exprimées par des hommes de nationalité et de partis différents. Ils font tous également partie de leur parlement national. Ils y partagent la responsabilité des gouvernements représentés au Conseil par leur ministre des transports. Or, ces derniers semblent libres d'agir à leur guise ou de ne pas agir. Il est donc évident que nous devons adresser nos critiques, avec autant de fermeté que nous le faisons ici, aux gouvernements nationaux par l'intermédiaire des parlements nationaux. Nous devons y veiller faute de quoi nous perdrons notre crédibilité.

Pour terminer, je vous demande à tous d'apporter votre contribution à la création et à la poursuite d'un programme européen des transports. C'est précisément dans le domaine des transports routiers, ferroviaires, aériens et maritimes que nos concitoyens peuvent voir si nous ne faisons que parler de l'Europe ou si nous la réalisons dans les faits.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Jozeau-Marigné, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

**M. Jozeau-Marigné.** — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, mes chers collègues, il est indispensable de donner à ce débat sa véritable portée.

En effet, Monsieur le Ministre, le plus souvent, lorsque nous venons dans cette enceinte traiter un problème, celui-ci révèle un aspect particulier et, sachant que la Commission exécutive est la seule responsable devant nous, c'est à elle que nous nous adressons.

Mais, Monsieur le Ministre, dès le début de son intervention, M. le président Posthumus a tenu à marquer qu'exceptionnellement nous nous adressions au Conseil de ministres et que nous tenions — c'est la décision que nous avons prise en commission des transports — à ne pas discuter un cas particulier plutôt qu'un autre, mais à voir l'aspect d'ensemble du problème.

Vous me permettrez d'ouvrir brièvement une parenthèse pour dire, comme vice-président de cette commission, toute la sympathie affectueuse que nous portons à notre président Posthumus.

Tout à l'heure, dans son introduction, il nous a dit que c'était peut-être la dernière fois qu'il prenait la parole dans cette Assemblée ; que comme président de cette commission, il avait trouvé dans ses fonctions une compréhension commune, quel que soit le parti de ses membres. Qu'il me permette de lui dire que c'est avec peine que nous le voyons cesser ses fonctions, mais que si le président Posthumus n'est plus de la commission, l'ami Posthumus demeure pour tous ceux qui l'ont connu, dans cette Assemblée et dans une commission où il a su, quelles que soient les divergences de pensées et les oppositions rencontrées au début, œuvrer à la réussite de la politique européenne des transports.

*(Applaudissements)*

Je tenais à le dire, Monsieur le Ministre, car quels que soient nos horizons, quelle que soit l'appartenance de notre porte-parole, nous sommes d'accord pour souligner l'urgence de trouver une solution aux problèmes d'ordre général qui se posent, car, je le répète, nous arrêter à un point plutôt qu'à un autre serait diminuer la portée de notre sujet.

A l'aube de votre présidence, à l'aube de ces six mois — de bien trop courte durée, institutionnellement parlant — ma crainte, je tiens à vous le dire, est que la Communauté économique européenne subisse, en matière de politique des transports, un de ses échecs les plus graves.

En effet, si l'on veut assurer le respect de l'article 75 du traité, il faudra prendre d'importantes mesures de libéralisation des transports internationaux.

Jusqu'à présent, les ministres n'ont pas réussi à se mettre d'accord, au sein du Conseil, sur les grandes lignes d'une politique commune des transports. Voulez-vous que nous en voyions non pas les raisons, mais les prétextes ?

**Jozeau-Marigné**

Les dispositions applicables en matière de politique des transports sont malheureusement très différentes d'un pays membre à l'autre et les ministres des États membres hésitent à procéder aux réformes importantes que nécessiterait la mise en œuvre d'une politique commune des transports. En réalité, tous auraient intérêt à voir substituer à la liberté partielle et fragmentaire prévue par l'acte de Mannheim une libéralisation des transports, à l'échelle de l'ensemble de la Communauté, et à ce que l'harmonisation des conditions de concurrence rende inutile toute discrimination nationale.

En raison de l'impuissance du Conseil de ministres à s'accorder sur les questions de principe, la Commission a décidé, depuis 1962, de pratiquer ce que nous avons appelé en commission des transports la politique des petits pas, des petites étapes, une politique qui n'a pas abouti à grand-chose.

Les dispositions arrêtées jusqu'à présent ont toutes été considérées isolément ; l'on ne peut guère y voir l'amorce d'une politique commune des transports.

Prenons quelques exemples, mes chers collègues.

Jusqu'à présent, a été arrêté un règlement relatif à l'élimination des discriminations tarifaires. Il est resté sans effet pour la navigation fluviale et les transports par route ; une politique de consultation a été envisagée, mais elle n'a pu être mise en œuvre, les grandes lignes de la politique à suivre n'ayant pas été définies ; il a été décidé de procéder à une enquête sur les coûts de l'infrastructure et l'utilisation des routes ; il existe quelques règles sur les transports routiers internationaux dans les zones frontalières, ainsi que certaines exemptions applicables aux contrats de transports par route. C'est tout ! Quant à l'harmonisation, elle n'a fait l'objet que d'une décision-cadre, mais l'accord n'a pu se faire sur sa mise en œuvre.

Vous voyez, Monsieur le Ministre, le retard qu'a pris la politique des transports comparativement aux autres domaines d'activité de la Communauté. Il est particulièrement net. Au cours du voyage où nous avons suivi chez différents ministres notre président Posthumus, l'on ne pouvait s'empêcher de dire, lorsqu'il s'agissait de certains problèmes de la Communauté, qu'on savait faire des réunions, les multiplier et les transformer en marathons, mais que plus d'un semestre pouvait s'écouler sans qu'il y ait une seule réunion du Conseil des ministres des transports.

Dans quelle situation sommes-nous ? Les ministres n'ont été, selon eux, saisis par la Commission exécutive que de propositions de règlement secondaires.

Il me semble encore entendre un des ministres nous dire qu'il n'est guère possible de réunir le Conseil parce que les représentants permanents estiment que les propositions sont trop peu importantes pour que l'on puisse envisager un déplacement de ministres.

L'on a ainsi parlé de 21 propositions de la Commission sur lesquelles le Conseil n'a pas encore délibéré.

Il faut regretter qu'une telle stagnation existe et se perpétue.

Nous nous sommes demandé ce qui doit être notre rôle. Tout à l'heure, dans son introduction, le président Posthumus disait : « Examinons quel est le rôle de chacun. Notre institution se trouve devant des problèmes difficiles. Le Conseil de ministres décide, la Commission exécutive propose, le Parlement donne ses avis, ses commissions spécialisées tentent de faire le travail. » Et le président Posthumus ajoutait : « Avons-nous quelque chose à nous reprocher ? »

Nous avons cru opportun d'aller voir chacun des ministres. Dans un pays, le mien, on disait : « On peut s'interroger sur l'opportunité ou même la valeur de la décision prise par cette commission parlementaire d'aller voir chacun des membres du Conseil de ministres. »

Je réponds d'autant plus facilement que je suis français : « Que peut-on nous reprocher à nous ? » En effet, à chaque instant, nous avons voulu tout mettre en œuvre. Et lorsque nous voyons les membres de la Commission exécutive, nous sommes obligés de rendre hommage...

**Monsieur le Président.** — Monsieur Jozeau-Marigné, vous dépassez votre temps de parole.

Voulez-vous avoir l'obligeance de conclure ?

**M. Jozeau-Marigné.** — Monsieur le Président, cela m'arrive rarement ; je vais toutefois essayer d'abréger. *(Sourires)*

Nous sommes obligés, dis-je, de rendre hommage aux représentants de la Commission exécutive qui, avec constance et bonne volonté, viennent travailler avec nous.

Mais, d'autre part, lorsque nous constatons que le Conseil de ministres reste six mois sans se réunir une seule fois, que voulez-vous que nous puissions penser ?

Vous dirai-je ma déception en entendant l'exposé qui vient de nous être fait ? S'agit-il d'un exposé pour la défense de certains fonctionnaires ou d'un exposé sur une position gouvernementale ?

La cause du retard, c'est le manque de volonté politique du Conseil, et, permettez-moi de le dire, le manque de souplesse de l'exécutif.

Comment pourrions-nous surmonter la crise actuelle ?

Il faut des décisions politiques à prendre au cours des sessions du mois d'octobre et du mois de décembre annoncées par le Conseil.

**Jozeau-Marigné**

Il faut un ordre du jour détaillé et bien préparé par des contacts préalables.

Il faut un calendrier des réalisations prioritaires.

Il faut politiser les débats du Conseil de ministres et laisser à vos représentants permanents l'étude des questions techniques pour prendre des décisions sur les plus importants règlements déjà à l'examen au Conseil.

Ce matin, Monsieur le Président, à la réunion du bureau, on nous a indiqué que certains textes allaient nous être soumis et l'on nous proposait même de les discuter dans quelques semaines — je dirais même dans quelques jours puisque le temps des vacances est un temps mort. Je ne voudrais pas qu'à cause de cette position on puisse croire à une carence du Parlement. Que chacun prenne ses responsabilités ! Nous ne voulons nous opposer à personne. Nous désirons simplement apporter notre contribution à la réalisation d'une politique communautaire des transports. A ce moment-là, Monsieur le Ministre, vous n'aurez plus d'ombre, vous n'aurez que du soleil.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Bousquet, au nom du groupe de l'UDE.

**M. Bousquet.** — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, mes chers collègues, j'ai eu le privilège, il y a deux ans, d'être membre de la commission des transports. J'ai pu y suivre, sous la direction de M. Posthumus, dont j'ai écouté les paroles désabusées et inquiètes tout à l'heure, la situation grave, l'absence de progrès de la politique commune des transports.

Il est incontestable que depuis deux ans nous n'avons fait pratiquement aucun progrès sérieux. Cependant, d'après l'exposé que M. le Président du Conseil de ministres vient de nous faire, l'activité du Conseil, depuis quelque temps, aurait été grande. Comment, dès lors, concilier le point de vue défendu par la commission parlementaire des transports, d'une part, et celui du Conseil de ministres, d'autre part ? Il est possible que tous les deux aient raison, et c'est probablement le cas. Il ne faut donc accabler personne et il suffit de juger en toute objectivité. Quel peut être le problème ? A mon avis, celui-ci résulte du fait que la politique des transports, plus que les autres politiques de la Communauté, est la plus difficile à mener à bien.

Les États membres ont dans cette politique des intérêts particulièrement importants, mais contradictoires ou divergents et dont l'harmonisation crée des difficultés complexes à surmonter. Le peu de temps que j'ai passé à la commission des transports m'en a convaincu.

Dans ces conditions, le rôle de la commission des transports, celui de la Commission européenne et celui du Conseil de ministres sont extrêmement dif-

ficiles. C'est ce qui explique que, pratiquement depuis la création du Marché commun, nous n'ayons enregistré aucun progrès vers la solution des problèmes fondamentaux des transports : ventilation des coûts d'infrastructure, uniformisation des dimensions et du poids des véhicules utilitaires, suppression de la double imposition pour les véhicules automobiles, harmonisation des normes techniques des véhicules, suppression des discriminations dans le domaine des frets et des conditions de transport, réglementation de l'accès au marché des transports, sécurité du trafic, etc.

Chacun de ces points soulève de graves problèmes, difficiles à résoudre et dont chacun constitue un obstacle au démarrage d'une véritable politique des transports. Que faire pour y parvenir ? Il faudrait prendre un certain nombre de dispositions que la Commission pourrait suggérer au Conseil et que ce dernier pourrait éventuellement adopter. Je reconnais combien cela est difficile, car les intérêts nationaux s'affrontent sur le plan fluvial, sur le plan routier et sur le plan ferroviaire.

Certains ont voulu rejeter sur les États et sur le Conseil la responsabilité de la situation actuelle. Je l'ai dit, je crois que ce point de vue mérite d'être nuancé. S'il est exact qu'un retard important existe, il faut constater qu'un travail sérieux mais fragmentaire a été accompli depuis les décisions communautaires de 1965. Il convient de rappeler l'ampleur même des actions à mener en matière de politique commune des transports. Dans le cadre des décisions de 1965 et de 1966, celle-ci a conduit les États et le Conseil à rechercher parmi les décisions à arrêter celles qui présentent la plus grande portée pour la politique commune et à accorder la priorité aux actions d'organisation du marché favorisant la libre circulation des biens, supprimant les entraves aux échanges à l'intérieur de la Communauté.

Dans cette perspective, le Conseil a décidé que serait entrepris dès que possible l'examen des propositions concernant la tarification d'usage des infrastructures des transports, afin de réduire les distorsions de coût qui existent entre les différents modes de transport.

De la même manière, une grande importance a été accordée à la mise au point des dispositions communautaires relatives aux relations financières entre les États et les chemins de fer, celles-ci devant permettre d'harmoniser l'attitude des États membres face à leurs transports ferroviaires.

Il faut constater que si le premier sujet a fait l'objet d'une proposition de la Commission — d'ailleurs fort intéressante — aucune proposition n'a encore été présentée pour le second, parce qu'il est particulièrement compliqué.

De même, en ce qui concerne l'harmonisation des poids et dimensions des véhicules, une nouvelle proposition de la Commission vient seulement d'être transmise au Conseil.

**Bousquet**

Le blocage de la politique commune des transports en 1970, vous le savez, a été dû en grande partie non seulement au fait que le Conseil ne s'est pas réuni, comme nos collègues s'en sont plaints à juste titre, mais aussi, et pour une large part, à la querelle institutionnelle qui a été déclenchée par la Commission au Conseil au sujet de la procédure de négociation des accords internationaux, affaire dont la Cour de justice a été saisie et dans laquelle un arrêt a été rendu récemment. Je crois que c'est là un point important parce que cette querelle a évidemment bloqué des travaux déjà fort difficiles sur le plan communautaire, en créant un élément de discorde supplémentaire.

La politique commune des transports, je vous l'ai dit, concerne des problèmes particulièrement complexes. Elle ne peut pas être assimilée, dans le cadre communautaire, à la simple question de la libre circulation des marchandises, car elle met en cause, entre autres, la politique régionale, la politique sociale, la politique économique. Elle touche pratiquement à toutes les politiques du Marché commun et dans des conditions particulièrement difficiles et complexes. C'est d'ailleurs pourquoi elle fait l'objet d'un article spécial du traité de Rome.

En présence des difficultés que nous rencontrons, de celles qui résultent des distorsions entre les différentes réglementations nationales, il est évidemment impossible d'aller vite, le bon sens l'indique. Mais je crois indispensable de prévoir des réunions plus fréquentes du Conseil à intervalles réguliers, par exemple une fois tous les six mois ; la prochaine par exemple pourrait se tenir en décembre, précédée d'une réunion préparatoire en octobre. L'ordre du jour serait arrêté d'avance en vue d'une entente sur quelques problèmes importants. Je crois que cette méthode est la seule valable. Elle vaut en tout cas la peine d'être tentée.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Richarts.

M. Richarts. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, le 1<sup>er</sup> juillet s'est achevée une période de présidence du Conseil au cours de laquelle il n'y a pas eu une seule session du Conseil des ministres des transports. Or, ce n'est pas la première fois qu'un tel fait se produit dans l'histoire de la politique des transports de la Communauté des Six. Souvent les ministres des transports n'ont tenu qu'une seule session au cours d'une année. Faut-il alors s'étonner que nous ne soyons pas plus avancés dans ce secteur ? Où en serions-nous, je vous le demande, en matière de politique agricole si les ministres de l'agriculture de la Communauté avaient agi de la même façon ? Peut-être aurions-nous un règlement concernant la lutte contre le doryphore ou quelque chose de semblable, mais guère plus. Je reconnais, Monsieur Cousté, que la partie est difficile, mais il faut

tout de même dire que la volonté politique fait défaut dans ce secteur.

Nous avons recueilli l'avis des différents ministres des transports lors du voyage organisé sur l'initiative de notre président, voyage qui se situe sans aucun doute sous le signe de la bonne volonté. Un des ministres, passé maître dans l'art de l'ambigu, nous a même fait l'insigne honneur — unique au cours de ma longue activité professionnelle — de nous recevoir en audience, terme que je mets entre guillemets. Ce ministre oublia toutefois de donner sa bénédiction à la politique des transports. Les autres firent preuve de plus de sens critique ; ils n'étaient pas satisfaits de leur travail. Le ministre italien auquel nous sommes également allés rendre visite — il n'est pas parmi nous aujourd'hui — semblait du moins aborder avec bonne volonté les nouvelles activités et les nouvelles tâches qui l'attendaient. Nous en eûmes en tout cas l'impression.

Cette impression n'a, il est vrai, pas été confirmée par l'inventaire que nous venons d'entendre faire de la politique des transports, inventaire qui ressemblait à une tentative de justification de ce qui avait été fait et de ce qui ne l'avait pas été, mais au cours duquel, à aucun moment, on ne chercha à tirer de nouveaux plans d'action. Or, le nouveau président du Conseil aurait pu prendre un bon départ ; car, disons-le franchement, il ne peut, avec la meilleure volonté, faire moins que son prédécesseur ; face à lui, Monsieur le Président, il a un Parlement tout disposé à lui accorder son soutien ; une commission qui — essayons de nous en tenir à la procédure parlementaire — est irritée de ce qui n'a pas été fait, mais est toute disposée à faire quelque chose. Or, vous affirmez que le Conseil tiendra une session au cours du prochain semestre. C'est trop peu ; et ne prétendez pas, je vous prie, que le Conseil ne doit tenir de session que s'il est sûr de parvenir à une décision. Réjouissons-nous quand tel est le cas, mais n'en faisons pas une condition *sine qua non* ; car de sessions, il pourrait bien dès lors ne jamais en avoir. Croyez-vous donc que les ministres des finances qui se réunissent actuellement pour la nième fois dans l'intention de créer une union monétaire européenne auraient mis comme condition préalable à leurs pourparlers qu'ils devaient obtenir une décision le jour même ? Ils se réuniront peut-être cinquante fois encore avant d'y parvenir, car ce n'est pas chose aisée.

Mais eux, disons-le ouvertement, témoignent de la volonté politique qui, ici, fait défaut.

(Applaudissements)

Je suis parfois surpris de voir que les usagers des transports européens qui durant ces mois de vacances sont des millions sur les routes et restent longtemps bloqués aux frontières ne se révoltent pas davantage contre cette politique des transports d'une lenteur exaspérante. Mais le présent débat servira peut-être aussi à réveiller l'opinion publique.

**Richarts**

Revenons-en à vous, Monsieur le Président du Conseil ! Vous pouvez tirer profit de l'expérience passée. Cherchez à réunir plus souvent les ministres des transports ! Vous avez travaillé trop lentement jusqu'à présent ! Ayez plus de hardiesse, donnez-vous plus de mouvement ! Il nous faut enfin un plan d'action, une liste des priorités, que nous vous demandons de ne pas alourdir de questions secondaires, tels les phares, les freins ou que sais-je, qui sont l'affaire des experts, non pas des hommes politiques.

Saisissez la chance qui s'offre à vous. Je sais que l'on ne peut changer le monde en six mois, à plus forte raison si sur ces six mois deux mois et demi sont des mois de vacances. Mais nous vous souhaitons au moins de prendre un bon départ.

A vous, Monsieur le président et cher ami Posthumus, je tiens à témoigner ma reconnaissance, moi qui ai longtemps fait partie de votre commission, en ai longtemps aussi été le vice-président avant d'assumer les fonctions de vice-président de la commission de l'agriculture. Mes remerciements iront tout d'abord à l'homme qu'est M. Posthumus.

*(Applaudissements)*

Vos qualités d'homme se sont toujours reflétées dans nos rapports. Aucune barrière de nationalité ou de parti ne nous a gênés ; par-delà ces obstacles, nous sommes devenus de véritables amis, de véritables Européens. Vous y avez contribué pour beaucoup. Vous étiez l'âme de notre commission et vous y avez donné le meilleur de vous-même. Vous avez eu quelques difficultés avec le Conseil de ministres. La Commission non plus ne nous a pas réservé que des satisfactions. Nous aurions quelquefois attendu davantage d'elle. Cette remarque ne s'adresse pas tellement à vous, Monsieur Coppé, car vous supportez nombre de fardeaux et on ne peut vraiment pas rendre responsable de la situation actuelle un homme qui est tout à la fois chargé de la politique sociale, de la politique du personnel, de la politique budgétaire et de la politique des transports.

J'aimerais d'ailleurs vous faire un compliment : au cours de la brève période que vous avez passée auprès de nous, vous nous avez toujours prêté une oreille attentive et vous vous êtes promptement initié à nos problèmes.

*(Applaudissements)*

Quant à vous, Monsieur Posthumus, nous avons envers vous le devoir de poursuivre votre tâche sur votre lancée et de continuer cette tournée européenne de politique des transports que vous avez commencée avec nous, au cours des derniers mois surtout. Tous mes vœux vous accompagnent dans votre nouvelle vie.

*(Applaudissements)*

**PRÉSIDENCE DE M. WESTERTERP***Vice-président*

**M. le Président.** — La parole est à M. Coppé.

**M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, je suis peut-être l'homme le plus heureux de cette assemblée. En effet, nous avons demandé, dans notre Rapport général, qu'un dialogue s'institue entre le Conseil, le Parlement et la Commission. Que ce dialogue ait lieu aujourd'hui est pour nous le couronnement de l'action entreprise en vue de donner, dans la Communauté, le branle à la politique des transports. Je remercie, avant tout, la commission des transports du Parlement européen et son président. C'est grâce à leur persévérance que nous sommes ici aujourd'hui, que nous avons ce dialogue, et que nous allons, je l'espère, faire le pas que nous nous sommes promis d'accomplir. Je me félicite d'autre part de la présence, parmi nous, du Conseil. Nous savons qu'à la différence de la Commission, il n'est pas responsable devant le Parlement. C'est pourquoi je suis doublement reconnaissant au président du Conseil d'être venu non pas pour rendre des comptes qu'il ne nous doit pas, mais pour faire une déclaration.

Monsieur le Président, il y a eu des retards. Plutôt que de chercher les coupables, je propose d'en chercher la cause. Elle réside d'abord dans l'absence de toute volonté politique de mettre sur pied une politique européenne des transports. Je pense que M. Richarts a raison de dire que le Conseil n'a pas besoin d'attendre l'accord des experts pour se réunir. Il peut le faire sans leur accord, sans leur bénédiction. Il peut se réunir avant que les experts ne soient prêts. Il faut le dire bien clairement. Les experts peuvent contribuer à la construction de la politique. Une autre cause de retard est la brièveté des présidences. Une présidence de six mois est beaucoup trop courte. Les ministres sortent de leur sphère de travail propre. Ils doivent poursuivre leurs propres activités pendant les six mois où, en tant que président du Conseil, ils sont appelés à étudier les problèmes européens, à chercher à les résoudre avec la Commission, à prendre des mesures énergiques. Ils doivent en même temps établir des contacts bilatéraux pour préparer les sessions du Conseil. Il faut admettre qu'on ne peut faire face à tous les travaux qu'implique une présidence qui change tous les six mois. Il faut réfléchir sérieusement à la question. Je ne veux blesser personne, Monsieur le Président, mais je dois faire observer qu'un président du Conseil qui n'exerce ces fonctions que pendant six mois, est en fait dans les mains de ses experts. Il ne saurait en être autrement.

Mon portefeuille, je ne le détiens que depuis un an. Grâce à M. Rho, j'ai pu maîtriser les problèmes après environ six mois ; mais je dépendais de lui pendant les six premiers mois. Il en est de même du président



**Coppé**

du Conseil. Tous ceux qui, au cours de leur carrière politique, ont exercé une fonction ministérielle, savent qu'un ministre n'a pas, au cours des six premiers mois, la possibilité d'entreprendre une action personnelle. Il fait preuve de sagesse en suivant les avis de son administration. C'est ce qu'il fallait dire avant tout dans le débat d'aujourd'hui ; il ne s'agit pas de chercher des coupables, il s'agit de connaître les causes du retard.

La Commission européenne demande trois choses. Premièrement, qu'un calendrier soit établi pour l'examen des 21 questions en suspens. Certes, on peut dire que tous ces points ne sont pas d'une importance égale. Je suis le premier à le reconnaître. Mais qui oserait soutenir que le problème des dimensions des véhicules industriels n'est pas d'un intérêt capital ? La première proposition dans ce domaine a été faite en 1962. Je frémis en voyant la date. Le Parlement a donné son avis sur cette proposition — dans l'intervalle vous l'avez peut-être oublié — en 1963. L'avis du Comité consultatif date lui aussi de 1963. On ne peut donc pas dire que nous n'avons pas proposé de changement, cela dans une période où je n'étais pas responsable.

Des modifications ont été proposées sur la base de l'article 149 du traité, le 10 avril 1963, le 23 mai 1964 et le 21 juin 1971. C'est donc la quatrième fois que nous faisons des propositions.

Le Conseil en a été saisi et, si je suis bien informé, elles ont été portées à la connaissance du Parlement.

Tel est, Monsieur le Président, la douloureuse histoire de la question des dimensions des véhicules. Il s'agit, pour les constructeurs, de savoir quels camions ils devront produire pour 1980. Il ne s'agit de rien d'autre ! Un simple détail, comme vous voyez !...

Un deuxième point concerne les propositions relatives à la tarification. Les premières propositions dans ce domaine ont été présentées à la demande du Conseil.

Je n'accuse personne. Je me borne à constater. En 1966, le Conseil a insisté pour que nous présentions des propositions sur le système tarifaire dans la Communauté. Nous l'avons fait en 1967. Depuis 1967, le Conseil est saisi, à sa demande, de propositions sur le système tarifaire en général.

Le Conseil a arrêté en 1968 un règlement relatif aux transports intracommunautaires par route. Ce règlement n'a jamais été mis en application.

Nous en sommes à la dernière phase de la procédure prévue à l'article 169 du traité : nous en sommes à traduire les divers gouvernements en justice.

De nouveau : un simple détail !...

Après tant d'années, nous sommes contraints de recourir à une arme extrême prévue dans le traité — nous ne le faisons pas de gaieté de cœur — et de

citer le Conseil devant la Cour, avec toutes les conséquences fâcheuses qui en découlent et que M. Bousquet a soulignées : nous nous trouvons dans une posture fort délicate vis-à-vis du Conseil, comme ce fut déjà le cas lors du procès que nous avons dû lui faire dans l'affaire AITR.

Ainsi donc, il est indispensable, en premier lieu, d'élaborer un calendrier pour savoir dans quel ordre les 21 points, dont certains sont plus importants que d'autres, seront traités. Nous ne demandons pas davantage.

En second lieu, il faut une orientation politique générale. Nous sommes prêts à apporter des modifications à toutes les propositions que nous avons présentées.

Il se peut qu'en 1971 nos propositions ne répondent plus à ce que nous en attendions en 1965. Nous devrons alors en discuter ensemble.

Je souligne enfin que, si la volonté politique existe, nous pourrions tenter de résoudre les problèmes qui sont venus à maturité, par exemple celui des dimensions des véhicules, pour lequel, dans tous les cas, un compromis doit être réalisé. Certains pays donnent en effet la préférence à 10 tonnes, d'autres à 13 tonnes.

Un compromis n'est possible que si la volonté politique existe de le réaliser.

Nous avons demandé officiellement au Conseil d'organiser une session à la fin de l'année.

A notre avis, l'ordre du jour de cette session serait trop chargé si les 21 points y figuraient tous. C'est pourquoi nous avons demandé au Conseil de se réunir également en octobre et de préparer dès cette session celle qui doit se tenir à la fin de l'année.

Ainsi, en octobre, on pourrait déjà, si la volonté politique existe, vider les questions qui peuvent l'être. Je songe aux règlements sociaux, les dimensions et poids des véhicules et le problème des transports réguliers et des navettes entre les États membres. J'espère que ce débat contribuera à amener le Conseil à tenir les sessions que nous avons proposées. J'espère que nous pourrions faire, au cours du second semestre, un pas en avant et que nous pourrions alors tirer de tout cela la leçon qu'à l'avenir toute stagnation doit être évitée. Si effectivement, au cours du second semestre, un progrès est enregistré, je peux déclarer en toute indépendance — je m'adresse ici particulièrement au président de la commission des transports, qui nous quittera prochainement — que le principal mérite revient à la commission des transports. Si effectivement, au cours du second semestre, des mesures sont prises, ce sera avant tout grâce à elle et à son président. Peut-être ces mesures pourront-elles marquer le début d'une action intensifiée dans les parlements nationaux. Les membres du Conseil font également partie de leurs gouvernements nationaux. Si, dans les

**Coppé**

parlements nationaux, les membres qui font aussi partie du Conseil mettent davantage l'accent sur la question, l'aspect politique s'en trouvera, j'en suis sûr, renforcé ; ce renforcement est indispensable pour trouver une issue à ce problème très technique.

Pour conclure, je tiens à rendre hommage au dynamisme avec lequel M. Posthumus a toujours dirigé les travaux de la commission des transports. Bien que j'en aie été parfois la première victime, je me dois de féliciter M. Posthumus pour l'activité qu'il a déployée. Il a été l'élément moteur de la commission des transports ; j'en fus l'instrument qu'il a fallu, parfois, secouer un peu parce qu'il n'était pas entièrement libre de ses mouvements. Si le Conseil — je le dis avec un peu d'humour et j'espère qu'on le comprendra ainsi — se réunit, avec ou sans la bénédiction des experts, nous le devons en grande mesure à M. Posthumus et à la commission des transports.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Vincelli.

M. Vincelli, *président en exercice du Conseil des Communautés européennes*. — (I) Je vous remercie, Monsieur le Président, de m'avoir donné la parole, me permettant ainsi de préciser ma pensée sur tous les problèmes qui ont été soulevés et qui sont autant de preuves du vif intérêt que porte le Parlement européen à un secteur aussi important et vital que le secteur des transports.

Je tenterai d'apporter à tous les orateurs la meilleure réponse aux problèmes qu'ils ont soulevés et aux critiques importantes qu'ils ont formulées.

Je puis donner à M. Meister l'assurance que le Conseil s'efforcera très honnêtement de donner au secteur des transports un nouvel allant en opérant les choix fondamentaux qui permettront à l'élaboration de la politique commune des transports de franchir une étape décisive. Nous espérons de la sorte ne pas décevoir vos attentes, que nous partageons d'ailleurs.

Je puis assurer M. Seefeld que M. Viglianesi sera informé en détail des préoccupations légitimes de ce Parlement.

Je suis convaincu qu'une collaboration meilleure et plus franche entre le Conseil et la Commission — qui fasse fi des récriminations — pourra garantir cette continuité conceptuelle et pratique dans l'action de la Communauté, et cela jusque dans le délicat secteur des transports.

Je puis assurer à M. Jozeau-Marigné, vice-président de la commission, que le Conseil est conscient de l'importance de la tâche à accomplir et qu'il croit sincèrement que sa politique ne sera pas un échec comme d'aucuns le craignent.

Il est nécessaire — et je ne puis que le souligner vigoureusement — que les transports qui, par défini-

tion, n'admettent aucune limitation d'ordre géographique ou territorial, puissent en fin de compte surmonter, briser tous les obstacles et augmenter de la sorte l'efficacité et la rapidité des échanges commerciaux. Je suis personnellement d'accord avec M. Bousquet quand il affirme que la politique des transports est chose malaisée étant donné que les intérêts des pays sont parfois contradictoires dans ce domaine. Les conceptions économiques, géo-politiques et institutionnelles diffèrent, en effet, d'un pays à l'autre.

Je puis toutefois donner l'assurance que la présidence italienne entend faire tout ce qui est en son pouvoir pour relancer cette politique, comme en 1966-1967.

Nous avons aujourd'hui le devoir d'être confiants en l'avenir, un avenir qui s'annoncera certainement sous un jour meilleur dès que les problèmes qui se posent seront complètement, ou du moins en majeure partie, résolus.

Je puis certifier à M. Richarts que, sans vouloir établir de comparaison, on s'emploiera du côté italien à accélérer les travaux du Conseil. Je reviendrai ultérieurement sur ce point.

M. Coppé a fort justement mis en lumière que les causes du retard ne peuvent être imputées aux techniciens. Il est inutile de faire le procès du passé. Une chose est certaine cependant : on ne peut faire de miracles en quelques mois, or la période de la présidence italienne ne dépassera guère trois mois. Mais c'est là un problème d'ordre général qui dépasse le secteur des transports.

J'ai entendu adresser des critiques à la présidence du Conseil. En dehors de toute appréciation portant sur son activité, je désire rappeler que le Conseil est un organe collégial qui exprime une volonté commune, et que son président n'est qu'un « primus inter pares ». Que ce débat ne se soit pas tenu plus tôt, est dû à des raisons pratiques d'organisation des travaux et n'est en tout cas pas imputable à la volonté du président du Conseil, M. Chamant.

Je répondrai maintenant au président Posthumus sur la question relative à la prochaine session du Conseil. M. Viglianesi a rencontré M. Coppé il y a quelques jours à Rome. A cette occasion, les deux hommes ont examiné les initiatives à prendre pour accélérer la réalisation de la politique commune des transports. Ils ont également discuté de l'ordre du jour proposé par M. Viglianesi pour une session que le Conseil tiendra les premiers jours de décembre. M. Viglianesi a fait également part de ces intentions à la délégation de parlementaires conduite par le président Posthumus, lors de la rencontre qu'ils ont eue il y a quelque temps à Rome. Il s'agit d'un ordre du jour chargé et important que la présidence espère réaliser avec l'appui, comme toujours, cordial et efficace, des délégations, et avec la collaboration de la Commission.

## Vincelli

M. Coppé a suggéré à M. Viglianesi d'organiser une réunion préliminaire du Conseil au mois d'octobre afin de mieux préparer le débat de décembre et de définir quelques questions urgentes, dont celle de l'unification. Je saisis l'occasion qui m'est offerte pour rappeler la demande d'avis que le Conseil adressera ces prochains jours au Parlement sur les modifications apportées par la Commission à sa proposition de règlement initiale, et pour souligner l'intérêt qu'attache le Conseil à connaître en temps opportun l'avis du Parlement.

M. Viglianesi jugeant utile la suggestion de M. Coppé en a informé ses collègues et met tout en œuvre pour que la session d'octobre ait lieu.

Je puis, toujours au nom de M. Viglianesi, vous donner l'assurance que la présidence fera son possible à tous les niveaux pour que la politique commune des transports soit, comme il a été demandé, réalisée à un rythme plus rapide.

Du reste, vous n'ignorez pas que le gouvernement italien a présenté un aide-mémoire circonstancié qui met en lumière les multiples problèmes à résoudre pour réaliser une politique commune des transports. Nous exprimons donc tous le souhait de voir combler rapidement le retard regrettable enregistré par la politique commune des transports. C'est même là plus qu'un vœu, c'est un ferme engagement politique à œuvrer conformément aux exigences de notre Communauté.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, au terme de cet important débat, qui a une fois de plus mis en lumière combien le Parlement européen s'intéresse au développement de la politique commune des transports, et se dépense pour la réaliser, j'ai l'honneur de remercier votre Assemblée de la contribution en idées et en actes qu'elle nous a apportée. Je tiens à remercier tout particulièrement le président Posthumus du travail qu'avec intelligence et enthousiasme il a accompli au cours des longues années pendant lesquelles il a présidé la commission des transports. L'expérience de la chose publique qu'il a acquise dans son pays a sans aucun doute largement contribué à assurer le succès de l'initiative que le Parlement européen a prise et met en œuvre avec un sens politique aigu et une ténacité qui méritent d'être soulignés. Je m'associe donc à l'hommage que vous rendez au président Posthumus.

(Applaudissements)

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je remercie le président en exercice du Conseil pour les explications qu'il a données au Parlement en réponse à cette question orale.

La discussion sur la question orale n° 5/71 avec débat est close.

#### 4. Question orale n° 7/71 avec débat : Sécurité routière dans la Communauté

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la question orale n° 7/71 que la Commission des transports a posée au Conseil des Communautés européennes.

Voici la teneur de la question :

Objet : Sécurité routière dans la Communauté

Selon la communication de la Commission, de 1958 à 1968, les accidents de la circulation dans les six pays membres de la Communauté ont fait environ 420 000 morts et 11 500 000 blessés.

Ces chiffres montrent une fois de plus de manière tragique que les prescriptions communautaires en matière de sécurité routière sont tout à fait insuffisantes.

1. Le Conseil n'estime-t-il pas dès lors souhaitable, voire nécessaire, de prendre, sans retard, sur proposition de la Commission des Communautés européennes et après consultation du Comité économique et social et du Parlement européen, des mesures destinées à compléter les prescriptions communautaires ?
2. Le Conseil n'estime-t-il pas que, du point de vue de la procédure et aux fins d'une mise à exécution rapide des mesures à intervenir, il est nécessaire de faire application de l'article 75, paragraphe 1, du traité, en vertu duquel le Conseil statue à la majorité qualifiée, plutôt que d'avoir recours aux dérogations visées au paragraphe 3 du même article ?

Je rappelle que les dispositions qui s'appliquent en l'occurrence sont celles de l'article 47, paragraphe 3, du règlement.

La parole est à M. Posthumus pour développer la question.

M. Posthumus, président de la commission des transports. — (N) Monsieur le Président, permettez-moi, d'abord, une observation à titre personnel. Je remercie ceux qui ont dit, non sans une certaine exagération sans doute, que j'ai pu apporter une contribution au développement d'une politique européenne des transports. Je suis particulièrement reconnaissant à ceux dont les paroles venaient, on le sentait, droit du cœur.

Jusqu'ici, notre débat a porté sur la politique des transports dans son ensemble.

J'en viens à la deuxième question ; elle ne touche qu'un secteur de cette politique, celui de la sécurité routière. Je n'ai guère à ajouter aux chiffres que l'on connaît. En cette matière aussi, je considère que ma tâche est surtout d'introduction ; je laisse à mes col-

**Posthumus**

lègues, qui parleront au nom de leur groupe, celle de traiter le fond de la question. Certes, dans les milieux européens des transports certains s'étonneront sans doute quelque peu d'apprendre que le problème de la sécurité fait l'objet d'un débat au Parlement, en présence de la Commission et du Conseil, alors qu'il est déjà discuté à tous les niveaux et qu'en l'occurrence les grandes tâches incombent aux gouvernements nationaux. Je le reconnais, et le principal intérêt de ce débat pourrait résider dans la part qu'il permettrait de faire entre ce qui doit relever de la responsabilité nationale et ce qui doit relever d'organismes plus largement constitués : je pense à la Conférence européenne des ministres des transports et à la Communauté.

Je dirai que l'une des tâches de la Communauté est de viser à l'harmonisation des législations. Ce qui est le plus fâcheux, actuellement, c'est que, en se rendant d'un pays de la Communauté dans un autre, on se heurte à des réglementations divergentes ; cette divergence crée un sentiment d'incertitude chez l'usager, celui-ci étant appelé de plus en plus souvent à franchir les frontières intracommunautaires. D'autre part, un certain rapprochement existe déjà entre les mesures sociales et les dispositions applicables au personnel des transports de marchandises par route et des autocars. J'ai déjà dit, à l'époque, que lorsqu'un autocar — surtout chargé d'enfants — ou un camion chargé de matières dangereuses est à l'origine d'une catastrophe, la consternation est générale. Tous ceux qui, dans les parlements et dans les gouvernements, sont chargés du secteur des transports, évoquent alors la nécessité de mesures, notamment pour prévenir la fatigue excessive du conducteur. Je suis heureux que, dans ce domaine du moins, des progrès soient réalisés dans la Communauté. Mais beaucoup reste à faire, et je voudrais mettre en garde contre cette tendance qui consiste à dire que d'autres déjà s'en occupent. Cet argument servirait en fait à empêcher la Communauté d'assumer ses responsabilités et ses devoirs. Voilà, Monsieur le Président, ce que j'avais à dire à propos de cette deuxième question orale.

**M. le Président.** — La parole est à M. Vincelli.

**M. Vincelli, président en exercice du Conseil des Communautés européennes.** — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le Conseil partage les préoccupations et l'inquiétude du Parlement européen devant la situation qui se développe dans le secteur de la circulation routière, inquiétude que ressentent certainement tous les organismes responsables en Europe. Qui, du reste, pourrait rester insensible aux aspects humains de ce problème, devant l'augmentation croissante du nombre de morts et de blessés sur nos routes ?

Cet aspect humain suffit, à lui seul, à mobiliser notre attention. Mais nous ne devons pas négliger d'autres aspects aussi préoccupants de ce problème, notam-

ment le coût croissant que la collectivité doit supporter à la suite des accidents de la route.

Selon les indications fournies par la Commission à votre dernière session, le coût direct peut être estimé à plus de 4 milliards d'unités de compte pour les États membres de la Communauté et ce chiffre doit être doublé si l'on tient compte de l'ensemble des coûts, directs ou indirects. C'est pourquoi tout comme le Parlement, le Conseil souhaite que tout soit mis en œuvre pour contribuer à l'amélioration de la sécurité et enrayer ce fléau.

Le Parlement européen demande au Conseil ce qu'il est possible de faire pour parer à cette situation. Avant de répondre, j'aimerais apporter une précision. Dans la question qu'elle pose au Conseil, la commission des transports attribue le déplorable bilan des accidents de la route à l'insuffisance des prescriptions communautaires en matière de sécurité routière.

En ce qui me concerne, je me bornerai à observer simplement que ces chiffres mettent en lumière la nécessité de développer sans relâche, dans tous les secteurs appropriés et auprès de tous les organismes plus spécialement habilités à s'occuper de ces problèmes, des actions de tout genre permettant d'endiguer la croissance de ces chiffres.

Ce serait se livrer à des conclusions hâtives — auxquelles je ne pourrais d'ailleurs me rallier — que d'imputer cette situation à l'insuffisance des règles communautaires.

Aussi bien convient-il de se demander si la Communauté a une responsabilité à assumer en ce domaine ; en tout état de cause, celle-ci ne ressort pas du traité.

Je tiens en effet à appeler votre attention sur le fait que dans tous nos États membres le problème de l'amélioration de la sécurité de la circulation routière a été pris en considération, en premier lieu par les organismes nationaux responsables, qui s'emploient sans relâche à enrayer le fléau des accidents de la route. D'autre part, certains problèmes qui intéressent, sur le plan européen ou mondial, l'amélioration de la sécurité de la circulation routière sont étudiés par divers organismes internationaux, ce qui est indispensable car de pareils problèmes doivent être résolus dans un cadre très large. Je citerai par exemple l'OCDE, la Conférence européenne des ministres des transports (CEMT), le Conseil de l'Europe, l'OTAN et surtout la Commission économique pour l'Europe de Genève. Certains de ces problèmes sont également analysés dans le cadre de la coopération en matière de recherche scientifique et technique qui réunit, outre les Six, treize pays européens.

Il semble donc que deux constatations s'imposent. Il faut, en premier lieu, éviter toute dispersion ou répétition dans la coopération qui peut être réalisée dans ce secteur. Il faut également tenter de mettre en œuvre des mesures permettant d'améliorer réellement

**Vincelli**

la sécurité de la circulation. Cela dit — et je tiens à être très clair à ce sujet — le Conseil se préoccupe du problème et n'entend se soustraire en aucune manière aux responsabilités qui peuvent lui incombent. A ce stade, je puis seulement vous assurer que le Conseil évaluera avec l'attention qu'elles méritent, mais également en tenant compte des différents éléments que j'ai exposés, les propositions qui pourront lui être présentées dans ce secteur.

Cette réponse qui n'est pas sans réserve puisque nous restons dans les limites des observations générales, ne signifie pas que le Conseil soit indifférent à l'impératif de la sécurité de la circulation routière ; il l'a d'ailleurs prouvé dans les actions qu'il a entreprises jusqu'ici en vue de la réalisation du Marché commun. J'insiste particulièrement sur ce point, je me propose d'ailleurs de vous citer de nombreux exemples qui vous apporteront la preuve du sens pratique avec lequel le Conseil, en évitant les doubles emplois, a su entreprendre des actions efficaces en faveur de la sécurité routière dans des secteurs où des responsabilités extrêmement précises incombent à la Communauté.

Le règlement adopté par le Conseil en matière d'harmonisation sociale dans le secteur des transports routiers constitue un premier exemple en la matière. Le Conseil a adopté ce règlement afin d'harmoniser les conditions de concurrence sans négliger les aspects que présentait le problème sur le plan de la politique sociale comme aussi sur celui de la sécurité de la circulation routière. Ainsi il a apporté une contribution précise au développement de la sécurité routière, puisque le règlement fixe, par exemple, l'âge minimum des conducteurs, limite la durée de conduite continue et la durée de conduite quotidienne, hebdomadaire ou par quinzaine, précise également les périodes minimales de repos, prévoit dans certains cas l'obligation de constituer une équipe de deux conducteurs et exige que soit tenu un livret individuel de contrôle.

En plus de cette réglementation, le règlement relatif à l'introduction d'un appareil de contrôle pour les véhicules routiers contribue à garantir une sécurité accrue sur la route, car il permet de mieux contrôler l'application des prescriptions du règlement concernant les périodes de conduite, de travail et de repos.

Le troisième élément que je tiens à souligner concerne les directives adoptées en exécution du programme général pour la suppression des entraves techniques aux échanges. De nouvelles directives, qui touchent de près le secteur de la sécurité routière, ont déjà été adoptées. Elles concernent la réception des véhicules et en particulier les dispositifs de direction, le niveau sonore des échappements, les portes des véhicules, la pollution provenant des moteurs à allumage commandé, les réservoirs de carburant, les dispositifs de protection arrière, etc. Pour chacune de ces directives, il a été décidé d'harmoniser les dispositions sur la

base de la législation nationale garantissant le degré de sécurité le plus élevé. Prochainement, le Conseil adoptera une autre directive, et les services de la Commission réexaminent actuellement quatre autres directives.

Enfin, pour citer un dernier exemple qui montre combien le problème de la sécurité routière nous préoccupe, je signalerai que de commun accord les six délégations ont invité les services de la Commission à réexaminer la directive relative aux dispositifs de freinage, afin de prescrire le dispositif du double circuit de freinage, ce qui va au-delà des dispositions initialement proposées par la Commission.

Ces divers exemples montrent que, jour après jour, la Communauté accomplit un travail efficace sur le plan de la sécurité. C'est peut-être actuellement le meilleur moyen pour la Communauté de contribuer à l'amélioration de la circulation routière.

Je remercie le Parlement européen et en particulier la commission des transports d'avoir appelé notre attention sur ce problème préoccupant et brûlant.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Noè, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Noè.** — (1) Monsieur le Président, Monsieur le Représentant de la présidence du Conseil de Ministres, Monsieur le Représentant de la Commission, chers collègues, j'aimerais dire quelques mots sur ce problème, notre commission ayant mis l'accent, lors de sa réunion d'avril dernier à Rome, sur la nécessité politique de s'occuper plus activement des problèmes de la sécurité. Le nombre de morts, qui est désormais de 50 000 par an dans les pays de la Communauté, et le nombre de blessés, encore très élevé, imposent en effet de considérer ce problème comme l'un des problèmes politiques les plus importants.

Il est évident que le chiffre que je viens de citer ne pourra guère être diminué ; mais notre conscience nous commande de nous efforcer de le réduire, fût-ce dans une proportion limitée.

J'ai lu avec grand intérêt un document que la Commission nous a envoyé hier et je voudrais présenter à ce sujet quelques brèves observations.

Comme nous le savons tous, dès 1961-1962, la Commission avait défini, encore que de façon sommaire, les questions à traiter en ce domaine. Or, si nous réfléchissons à ce qui a été fait, nous n'avons guère lieu d'être satisfaits. Nous constatons en effet que si quelques mesures ont été prises sur des questions secondaires, comme l'éclairage, l'intensité des bruits produits par les automobiles, ce n'est que récemment que l'on a pu parvenir à un accord sur une harmonisation sociale dans le domaine des véhicules automobiles, qui réduit de neuf à huit heures par jour la durée

Noë

pendant laquelle une personne peut conduire un autocar.

A ce propos, je voudrais adresser une prière au Conseil, pour que ces dispositions puissent être mises en application uniformément et rapidement dans tous les pays de la Communauté, ce qui ne me semble pas encore être le cas.

De plus, la Commission a mené à bien un long travail — M. Coppé nous en a parlé — pour définir le poids et l'encombrement des automobiles. Là aussi, j'adresse un pressant appel au Conseil afin qu'il aboutisse à une définition, car à présent le problème me semble avoir été suffisamment disséqué dans tous ses éléments. Ce n'est pas en passant d'une certaine valeur en tonnes à une valeur plus grande en demi-tonne que l'on peut résoudre le problème. Or, ce qui importe à présent c'est de le résoudre intégralement, car il faudra encore des années avant que les constructeurs puissent s'y adapter. C'est un problème pour lequel il n'est plus permis de perdre du temps. C'est un problème qui, à n'en point douter, a également des incidences sur la sécurité, comme l'a souligné, lors de la réunion de la commission, notre collègue Biaggi, qui pour le moment est absent de cet hémicycle.

Il ne fait aucun doute que l'action de contrôle devra, elle aussi, être renforcée ; trop souvent en effet, les normes sont enfreintes, surtout en ce qui concerne la charge maximale.

Cela dit, et après avoir constaté que ce qui a été réalisé est encore insuffisant et ne saurait nous satisfaire, je voudrais revenir sur les indications fournies par ce document. Ces indications concernent les personnes, les véhicules et les infrastructures.

En ce qui concerne les personnes, il est souhaité dans ce document (et nous pouvons tous être d'accord sur ce point) que dès l'enfance, à l'école, les enfants puissent recevoir une éducation en ce domaine. Des vœux analogues ont été exprimés ici à propos de l'écologie : il s'agit évidemment de problèmes différents, mais incontestablement parallèles. L'état de saturation des centres habités et des industries est à l'origine du problème de l'écologie, pour lequel on souhaite une éducation dès la plus tendre enfance ; de même, la saturation sur les routes pose de grands problèmes, également du point de vue de l'éducation.

On souhaite ensuite que les règles qui régissent la délivrance du permis de conduire et surtout les mesures prises contre les contrevenants habituels soient uniformisées, de même que les sanctions pénales à l'encontre des conducteurs en état d'alcoolémie. Un autre point sur lequel je voudrais m'arrêter davantage concerne la limitation de vitesse. A ce propos, je n'approuve pas entièrement le texte de la Commission, car j'estime que le problème est posé en termes

trop flous. S'il est résolu convenablement, ce problème peut réellement apporter une contribution importante à la diminution du nombre des victimes des accidents de la route. Il ne sert à rien, après des dizaines d'années de discussions sur ce sujet, de dire que les avis divergent ; si tant est qu'ils le fassent ce peut être sur les mesures à prendre, mais non sur la nécessité d'agir. Du reste, les données techniques fournies sur la distance nécessaire pour arrêter un véhicule circulant par exemple à 120 km/h, comparée à la distance nécessaire à des vitesses inférieures, illustrent suffisamment la différence des risques présentés par les deux comportements. En outre, ces derniers jours, nous avons tous lu dans la presse que le gouvernement suisse se propose de généraliser la limitation de vitesse sur toutes les routes, justement sur la base de résultats techniques précis. Il me paraît donc important de prendre au plus tôt des mesures en ce sens.

Un autre fait m'a quelque peu surpris : à savoir l'absence d'une référence quelconque à l'obligation, du moins sur certaines routes et surtout sur les autoroutes, de prévoir parallèlement à la limitation de vitesse une réglementation de la vitesse minimale. Cette idée, qui n'apparaît pas dans le texte du document, me semble fondamentale, dans la mesure où une diminution des accidents ne peut être obtenue qu'en réduisant au minimum, sur les autoroutes, les différences de vitesse entre les véhicules. Les mesures qui ne visent que la limite supérieure sont donc incomplètes. Pour mieux montrer la nécessité de cette mesure je prendrai un exemple : si l'on décidait de limiter la vitesse sur les autoroutes à 120 km/h et de fixer la vitesse minimale à 80 km/h, nous aurions vraiment centré le problème. Si, au contraire, nous voulions placer les deux limites à 125 et 85 km/h ou à 115 et 75 km/h, nous aboutirions à des raffinements que nous pourrions appeler, pour employer un terme d'analyse mathématique, des différentielles de second ordre, c'est-à-dire négligeables. Ce sont évidemment les différentielles de premier ordre qui appellent des mesures radicales. Et il est aussi essentiel que ces mesures soient adoptées rapidement, sans attendre trop longtemps et sans se perdre dans des élucubrations qui ne touchent pas au fond du problème.

Cela dit, naturellement, le problème de la vitesse minimale ne s'applique pas à toutes les routes. Il est hors de doute qu'il se pose pour les autoroutes ; mais pour les autres voies de communication, il conviendra d'agir à partir d'autres critères.

Pour ce qui est, en deuxième lieu, des indications portant sur les véhicules, elles n'appellent aucune observation de ma part. Tout au plus pourrait-on souhaiter que les dispositions dans ce domaine soient étendues aux changements à opérer dans la structure des véhicules, afin de garantir une sécurité accrue à l'instar de ce qui se passe actuellement aux États-Unis.

Noë

Mais, à mon avis, il s'agit d'une question moins importante que la précédente.

Enfin, en ce qui concerne les infrastructures, je suggérerais qu'on mette l'accent non seulement sur les caractéristiques géométriques (rayon de courbure, déclivité, dimensions, caractéristiques du profil transversal de la route), qui sont des facteurs extrêmement importants, mais aussi sur le grave problème de la création d'infrastructures plus importantes, qui facilitent le flux des véhicules d'un État à l'autre, dans certaines régions de grand trafic.

La solution de ces problèmes, en accélérant le trafic, nous rapprocherait du but recherché.

Pour terminer, je voudrais si vous le permettez, Monsieur le Président, dire quelques mots à propos des conclusions du document, où l'on déclare malheureusement, que seules des mesures fragmentaires pourront être adoptées ; je comprends que l'on ne puisse pas tout entreprendre à la fois mais je voudrais demander à la Commission, et plus particulièrement à M. Coppé, qui s'efforce avec tant de cœur de mener à bien cette tâche d'examiner les différentes mesures dans un cadre général bien défini. En effet, en 1971, nous connaissons parfaitement le nombre et le type de facteurs qui interviennent dans la solution du problème ; aussi l'interdépendance de ces facteurs constitue-t-elle un élément d'une importance fondamentale pour cette solution.

Nous ne pouvons pas examiner les différents problèmes qui se posent dans chaque secteur ; nous devons donc pouvoir disposer d'un cadre d'ensemble, même s'il n'est pas possible de réaliser immédiatement et entièrement toutes les mesures qu'il renferme. Ce cadre général nous permettra d'approuver avec plus de conviction les propositions qui nous sont présentées.

Monsieur le Président, je tiens à assurer notre président, M. Posthumus, qui, à mon grand regret, doit abandonner la présidence de notre commission, que la ténacité et la décision avec laquelle il s'est employé, surtout cette dernière année, à résoudre ce problème des transports, nous stimuleront dans notre action en vue de faire progresser l'œuvre qu'il a si résolument engagée. Il s'agit essentiellement d'un problème politique, dans la mesure où il y va de la vie des citoyens de la Communauté.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Faller, au nom du groupe socialiste.

**M. Faller.** — (A) Monsieur le Président, chers collègues, rares sont les sujets examinés au Parlement européen qui se prêtent autant à des exposés impressionnants que la sécurité routière. Mais l'expérience a montré combien il est dangereux de vouloir faire de la politique avec les sentiments et les émotions.

Dans ce domaine également nous devons faire abstraction des émotions et réfléchir froidement et de façon réaliste à ce qui peut et doit être réalisé dans ce secteur, tout comme nous devons nous demander où est notre devoir.

Je suis convaincu du bien-fondé et de la nécessité de faire des enquêtes et d'établir des aide-mémoire sur ce thème ; ils nous ont beaucoup appris. Mais je suis certain également qu'il serait temps à présent d'utiliser les nombreux aide-mémoire et avis dont nous disposons, et d'en tirer les conséquences pratiques. Si nous mettons les uns à côté des autres tous ces rapports, nous constatons — et cela ne vaut pas seulement pour les transports — que si l'on charge trois professeurs spécialisés de rédiger des rapports, ils expriment au moins cinq opinions différentes. Nous n'échapperons pas à l'obligation de prendre une décision politique qui devient à présent réellement nécessaire et urgente. Il me semble que, pour une première étape, les sept points proposés par la Commission constituent un bon début. Ces sept points seront bientôt, si je ne me trompe, présentés au Conseil de ministres sous forme de propositions pratiques. Nous espérons que le Conseil ne suivra en l'espèce pas à nouveau, comme il le fait d'habitude, la voie de la moindre résistance, qui consiste à chercher des compromis jusqu'à ce que le dernier des six gouvernements ait eu pleinement satisfaction.

On a déjà parlé aujourd'hui, à titre d'exemple, du problème des poids et mesures qui depuis huit ans fait l'objet de lamentables discussions. Je suis persuadé que la nouvelle proposition de compromis ne pourra pas non plus donner satisfaction aux six gouvernements. Je voudrais, à ce propos, mettre M. Coppé en garde afin qu'il ne consente pas avec trop d'empressement à de telles demandes de compromis présentées par le Conseil. Il n'est pas bon de dire : puisque les uns demandent 13 tonnes et que les autres ne sont prêts à accorder que 10 tonnes, prenons la moyenne arithmétique, soit 11,5 tonnes, ainsi tout le monde sera content. Il est de beaucoup préférable de rechercher la bonne solution, de s'y tenir et de tenter de la faire appliquer.

D'autre part, vous venez de dire, M. Coppé, que cette question a une importance principalement économique. Je suis convaincu, pour ma part, que le problème des poids et mesures joue également un rôle dans la sécurité routière. Vous avez vous-même par exemple insisté, au cours de la session de juin, sur l'importance considérable que revêt le rapport de poids entre véhicules tracteurs et véhicules remorqués pour la sécurité routière.

Un deuxième exemple que nous pourrions citer en guise d'avertissement concerne le règlement que le président en exercice du Conseil a classé parmi les grands succès enregistrés dans le domaine des mesures prises en faveur de la sécurité routière. Certes,

**Faller**

il faut reconnaître que le Conseil a adopté le règlement n° 543 avec toutes les règles fixant les temps de conduite, les temps de repos, etc. Nous sommes les premiers à l'admettre. Mais en s'en remettant au fameux livret de contrôle qui, aux yeux de tous, passe pour un recueil de mensonges, le Conseil annihile les effets de ce règlement. J'avais cité, à la dernière session, quelques exemples de l'efficacité de ce livret. Le Conseil a alors prévu son remplacement par un appareil mécanique de contrôle qui se révèle être très bon en la matière. Mais en proposant des périodes transitoires allant jusqu'en 1975 ou 1978, on reporte d'autant l'entrée en vigueur de la véritable mesure de sécurité routière. Au cours des nombreuses discussions qui ont eu lieu sur ce thème, j'ai toujours pu constater qu'en fin de compte ce délai s'expliquait, par une seule et unique raison : certaines firmes ne sont pas encore en mesure de fabriquer un instrument approprié, ce qui, d'une part, empêche d'introduire dès à présent cet appareil de contrôle, et, d'autre part, oblige à accorder à ces firmes quelques années pour leur permettre de mettre au point un instrument de ce genre. Je suis convaincu que c'est là une très mauvaise base pour une décision d'une telle importance pour la sécurité routière.

Voici à présent quelques remarques concernant les sept points. Lors du débat qui a eu lieu sur cette question au cours de la session de juin, M. Coppé a souligné que les ministres de l'Éducation nationale venaient, pour la première fois depuis longtemps, de se réunir pour examiner comment il serait possible d'intervenir avec rapidité et efficacité, aussi et surtout dans les écoles, en faveur de la sécurité routière. Nous appuyons cette initiative, et ne sommes certainement pas les seuls à le faire. Ce thème est discuté dans tous les pays. Je préférerais cependant que les ministres de l'Éducation nationale ou les enseignants chargés de ces cours puissent se référer à des dispositions européennes communes et ne doivent pas toujours dire à leurs élèves : si toutefois vous roulez à l'étranger, faites attention, car les règles en vigueur y sont différentes ; cela permettrait, en effet, d'éviter bien des difficultés.

Une autre question, maintenant. De nombreux pays — la plupart des orateurs d'aujourd'hui en ont déjà parlé — envisagent d'instaurer une limitation de vitesse. Là aussi nous devrions essayer d'agir au niveau communautaire, car nous savons tous combien il est difficile d'harmoniser après coup au niveau européen des mesures qui sont entrées dans le domaine national par voie légale ou réglementaire. Cette harmonisation *a posteriori* me semble beaucoup plus difficile que la solution qui consisterait pour nous à tenter immédiatement de trouver une solution commune pour les six pays.

Il en va de même pour le problème de l'« alcool au volant ». Nous devons malheureusement constater que l'alcool reste l'une des causes principales des acci-

dents de la circulation les plus graves. Ici aussi, nous devons adopter des mesures communes — peut-être peut-on parler ici aussi de poids et mesures —, parvenir à harmoniser les prescriptions et le contrôle relatifs à l'alcoolémie, et surtout unifier les méthodes de fixation de celle-ci, car il y a moyen, dans ce domaine, d'employer des méthodes extrêmement variées.

Nous devons toutefois également accorder beaucoup de poids à une question qui ne dépend pas tant de nous, mais des constructeurs d'automobiles. On continue malheureusement toujours à attacher trop de prix à la beauté et à l'élégance des véhicules, de même qu'à la question de savoir s'il existe encore d'intéressants marchés potentiels pour un nouveau type de voiture, et si ces marchés pourraient encore être étendus si l'on apportait, à cette voiture, l'une ou l'autre modification, qui, en général, n'ajoute rien à sa sécurité. Il faut cependant reconnaître que certaines firmes, encore peu nombreuses malheureusement, incorporent déjà systématiquement à leurs véhicules différents éléments de sécurité, sans y être forcées par une disposition légale. Mais, je le répète, le nombre de ces firmes est encore bien trop limité. Il faudrait exercer une pression considérable dans ce sens. Je suis en effet convaincu qu'à l'avenir les véhicules qui offriront le plus de sécurité, verront leur marché sans cesse s'étendre. Il y va, en effet, de l'intérêt de tous les conducteurs.

Monsieur le Président, mon groupe est persuadé que les chiffres que M. Coppé a cités au cours du débat du 10 juin et qui ont été rappelés à plusieurs reprises aujourd'hui, ne nous permettent pas de reporter sans cesse à plus tard les si nombreuses mesures qui devraient être prises dans ce secteur. Il n'y aura plus moyen d'arguer d'unanimités impossibles à réaliser ! L'opinion publique ne s'occupera pas de savoir si une décision a été acquise à l'unanimité ou à la majorité, mais elle s'enquerra des décisions qui auront effectivement été prises.

J'en arrive à la conclusion. Un passage du discours du président en exercice du Conseil m'a particulièrement donné à penser ; là où il dit que la question se pose d'ailleurs de savoir si la Communauté a des responsabilités dans ce domaine, et qu'en tout cas, le traité n'en fait pas état. Pour ma part, Monsieur le Président, je pense que si nous commençons toujours par nous demander, avant d'agir, si quelque paragraphe nous y oblige, sans jamais rien faire de notre propre initiative, nous n'arriverons jamais à rien.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Bousquet, au nom du groupe de l'UDE.

**M. Bousquet.** — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, je voudrais joindre ma voix à celle des ora-



**Bousquet**

teurs qui m'ont précédé pour souligner, au nom de mon groupe, l'importance considérable du problème qui nous occupe actuellement.

On ne peut pas ne pas être fortement impressionné par le chiffre des morts qui a été relevé par M. Posthumus et la commission des transports : entre 1958 et 1968, il y a eu, sur les routes de la Communauté, 420 000 morts et 11 500 000 blessés.

Ce sont des hécatombes qui font souvent songer à celles des guerres mondiales. Ces chiffres suffisent à nous faire saisir la nécessité de prendre les mesures qui s'avèrent indispensables.

M. Noé et M. Faller les ont énumérées tout à l'heure, je n'y reviendrai donc pas. Je suis tout à fait d'accord avec leurs propos aussi bien en ce qui concerne les personnes et les véhicules que les limitations de vitesse.

Je voudrais demander à M. Coppé comment il envisage de saisir rapidement le Conseil de ministres de telle ou telle mesure. Je ne demande pas de procédures perfectionnistes, mais des mesures urgentes, car il est indispensable d'arrêter cette hécatombe. Une, deux ou trois mesures devraient être prises d'ici à la fin de l'année. C'est le cas, par exemple, de la limitation de vitesse, qui est la plus simple : elle n'exige pas l'accord des constructeurs dont parlait M. Faller et qui pourrait demander du temps. Ce serait une première mesure efficace. En outre, il conviendrait de limiter le taux d'alcoolémie. Il faudrait appliquer des sanctions extrêmement sévères à tous ceux qui conduisent en état d'ivresse.

Ce sont là deux mesures faciles à mettre en œuvre et pour lesquelles il serait possible d'établir rapidement une législation communautaire.

Je n'en dirai pas davantage, mais tout le monde a saisi l'importance du problème.

J'adjure la Commission et le Conseil de ministres de prendre ces mesures d'urgence.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Coppé.

**M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord faire une remarque importante en réponse à ce que M. Faller vient de déclarer. Il ne faut pas qu'il subsiste le moindre doute quant au fait que les propositions de la Commission et les règlements du Conseil doivent tendre vers un maximum de sécurité. Il en est ainsi de la fixation des heures de route comme de la recherche d'un compromis en ce qui concerne les poids et les dimensions, question dont nous venons de parler.

Je remercie les membres du Parlement du soutien que d'ores et déjà ils apportent au mémorandum dont la

Commission les a saisis en ce qui concerne les directives destinées à accroître la sécurité routière. Nous entendons procéder à un échange de vues avec la commission des transports sur les sept points qui, selon nous, doivent être traités par priorité si nous voulons une plus grande sécurité sur les routes. Ayant consulté la commission des transports, et en possession de son avis, la Commission présentera avant la fin de cette année, des propositions concrètes au Conseil sur trois questions qui, selon nous, ont atteint un stade où elles s'y prêtent plus que les autres. Ces propositions auront trait, tout d'abord, à l'harmonisation, au plus haut niveau, des critères d'octroi et de retrait du permis de conduire, ensuite à l'harmonisation, au plus haut niveau également, et au renforcement des dispositions relatives au taux d'alcoolémie et, enfin, à l'harmonisation des dispositions concernant le contrôle technique obligatoire des véhicules. La Commission se rallie pleinement au point de vue du Conseil selon lequel il faut éviter l'éparpillement des effets et leur double emploi. Nous sommes d'avis, d'autre part, que ce qui peut être fait plus efficacement au niveau européen qu'au niveau national doit effectivement être réalisé dans le contexte européen. Telle doit être notre ligne de conduite. Mais tant que nous ne pourrons pas fournir la preuve de cette plus grande efficacité du cadre européen, c'est au niveau national que l'opération doit être réalisée.

L'inverse est également vrai. Si des actions se révèlent plus efficaces à l'échelon européen que, dispersées, au niveau national, c'est à la Communauté européenne qu'il incombe de les accomplir.

M. Noé souhaite voir poser les problèmes dans leur contexte général. C'est la raison pour laquelle, précisément, nous avons présenté le mémorandum ; il indique les grandes lignes d'un programme concret. Je lui suis en tout cas très reconnaissant d'avoir, en éminent technicien et expert, formulé un avis favorable sur certaines de nos propositions.

Je remercie M. Faller d'avoir appuyé le mémorandum. J'espère que nous aurons l'occasion d'y revenir à la Commission. Je crois que les six gouvernements pourront se mettre d'accord sur un compromis, en ce qui concerne les propositions que nous présenterons vers la fin de l'année. Pour ce qui est de la formation scolaire, je tiens à rendre hommage aux efforts du personnel enseignant européen tendant à inculquer aux enfants un plus grand respect de la vie et à leur enseigner les règles de la circulation. Ces mesures porteront vraisemblablement leurs fruits au cours de la prochaine génération. Dans l'intervalle, nous ne devons pas négliger de prendre les dispositions nécessaires. Le tribut que nous payons — six morts à chaque heure qui sonne — est trop lourd et devra être réduit dans les meilleurs délais.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Vincelli.

**M. Vincelli, président en exercice du Conseil des Communautés européennes.** — (I) Monsieur le Président, je me rends parfaitement compte que la réponse que j'ai donnée à un problème aussi actuel et dramatique a été absolument insatisfaisante, eu égard surtout aux aspects sociaux qu'il revêt. Je tiens toutefois à assurer ceux qui sont intervenus au cours de ce débat que le Conseil fera tout son possible pour affronter ce problème sur le plan communautaire.

Je prends acte des considérations exposées par MM. Noé, Fallier et Bousquet — avec lesquelles je suis personnellement d'accord — surtout de celle qui a trait à la nécessité de limiter la vitesse des véhicules automobiles en vue d'accroître la sécurité routière.

Je désire en particulier vous assurer que le Conseil, comme la Commission, se préoccupe de garantir le respect du règlement relatif à l'harmonisation de certaines dispositions sociales dans le domaine des transports, et vous confirmer que l'harmonisation des poids et des dimensions des véhicules utilitaires est une nécessité à laquelle le Conseil attribue un caractère prioritaire.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion sur la question orale n° 7/71 est close.

#### 5. Hommage à M. Posthumus

**M. le Président.** — Mes chers collègues, ce n'est pas sans une certaine mélancolie que je voudrais maintenant adresser — en votre nom à tous, j'en suis convaincu — quelques mots d'adieu à M. Posthumus. Je tiens à exprimer nos sentiments de solidarité communautaire alors que notre collègue vient d'assumer pour la dernière fois la fonction de président de la commission des transports du Parlement européen. Depuis 1958, date à laquelle il se joignit pour la première fois à nous, nous avons appris à apprécier au plus haut point ses nombreuses qualités et sa vaste compétence, qui lui avaient valu d'être porté, au sein de ce Parlement, à la présidence de la commission des transports. Dans l'exercice de cette fonction, il a toujours su inciter le Parlement à la vigilance dans un secteur qui, comme nous venons de le voir, pose des problèmes épineux. Aussi M. Posthumus mérite-t-il notre reconnaissance pour l'œuvre qu'il a accomplie au service de l'intégration européenne. Il sait d'ailleurs que les débats qu'il a présidés non seulement au sein du Parlement mais aussi en dehors de celui-ci ont sans doute exercé une influence sur ceux qui se sont associés aux efforts déployés en vue de poursuivre l'intégration européenne. Au nom du Parlement européen, je remercie M. Posthumus pour tout ce qu'il a fait en faveur de l'intégration européenne.

(Vifs applaudissements)

#### 6. Ajournement d'un débat

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle le rapport de M. Scarascia Mugnozza, fait au nom de la commission politique, sur la communication du 10 juin 1971 du président en exercice du Conseil au Parlement européen, conformément à la procédure prévue dans le rapport des ministres des affaires étrangères aux chefs d'État ou de gouvernement des États membres des Communautés européennes.

La parole est à M. Cantalupo en remplacement de M. Scarascia Mugnozza, rapporteur.

**M. Cantalupo.** — (I) En tant que vice-président de la commission politique, j'ai été chargé par M. Scarascia Mugnozza de le remplacer pour commenter le document qu'elle a élaboré.

Il m'incombe également de justifier l'absence de M. Scarascia Mugnozza, qui était arrivé de Rome, certain de pouvoir parler cet après-midi à 15 h, conformément à ce qui avait été fixé au cours de la réunion du bureau de lundi dernier. Mais l'ordre du jour a été changé, en l'absence de M. Scarascia Mugnozza, de sorte que le rapporteur n'a pu participer à cette séance. Je dois également ajouter que M. Scarascia Mugnozza n'est pas parti pour des raisons personnelles, mais pour se rendre, avec d'autres collègues, dans un pays européen — où pour la première fois se tiennent d'importantes manifestations européennes — afin d'y faire une conférence en tant que représentant du Parlement européen.

Le rapporteur a exprimé ses regrets de voir l'ordre du jour ainsi modifié, mais il n'a pu renvoyer sa conférence à une autre date. Il m'a également prié de communiquer au bureau qu'il écrira une lettre pour expliquer, en des termes que je ne connais pas, ce qui s'est exactement passé.

Dans ces circonstances, tout en étant disposé à remplacer M. Scarascia Mugnozza en tant que rapporteur et à représenter le groupe des libéraux et apparentés au cours du débat qui suivra éventuellement la présentation du rapport, je dois vous signaler que tous les groupes parlementaires, sans exception, m'ont fait savoir qu'ils jugeaient opportun de renvoyer ce débat au mois de septembre, tant en raison de l'importance de la question que du nombre restreint de représentants parlementaires présents en cette fin d'après-midi et de l'absence de M. Scarascia Mugnozza, qui pourrait évidemment apporter une contribution plus personnelle à la discussion. Toutes ces raisons ont amené les groupes politiques à demander le renvoi du débat à un moment — la fin de l'été — où il pourra probablement avoir une plus grande résonance. M. Malfatti, que j'ai interrogé à ce sujet, a, lui aussi, déclaré qu'il préférerait voir ce débat renvoyé à septembre.

Je demande donc formellement, au nom de tous les groupes politiques et avec l'espoir d'obtenir égale-

**Cantalupo**

ment l'accord du président, le renvoi de l'examen de cette question à la prochaine session.

**M. le Président.** — Je prends acte de la déclaration de M. Cantalupo selon laquelle le rapporteur qui est également le président de la commission politique souhaiterait que la discussion de son rapport soit reportée à la prochaine période de session.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

Je voudrais signaler que le Parlement européen a jusqu'à présent respecté scrupuleusement l'ordre des travaux et notamment celui de cet après-midi, qui a été arrêté lors de la séance du lundi 5 juillet.

La discussion du rapport de M. Scarascia Mugnozza est renvoyée à la prochaine période de session. Le bureau déterminera où elle se placera dans l'ordre des travaux.

**7. Autorisation d'établir des rapports**

**M. le Président.** — J'informe le Parlement que le bureau élargi a autorisé, au cours de sa réunion d'aujourd'hui, les commissions ci-après à faire rapport :

— la commission politique est autorisée à faire rapport sur :

1. les problèmes institutionnels qui se posent à la Communauté au moment de son élargissement ;
2. l'extension des pouvoirs du Parlement européen.

— La commission des affaires sociales et de la santé publique est autorisée à faire rapport sur :

1. le nouveau Fonds social européen : rapport complémentaire ;
2. la nécessité d'une action commune en matière de lutte contre la pollution de l'air, la commission économique étant saisie pour avis de ce problème.

**8. Renvoi à une commission**

**M. le Président.** — Lors de sa séance du 17 novembre 1970, le Parlement avait rejeté une proposition de résolution présentée par la commission juri-

dique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes concernant une directive relative aux modalités de la réalisation de la libre prestation des services pour certaines activités de l'avocat (doc. 44/69).

Par lettre en date du 2 juillet 1971, le Conseil des Communautés européennes a une nouvelle fois invité le Parlement à lui faire connaître son avis sur cette proposition.

Dans sa réunion de ce matin, le bureau élargi, après avoir examiné l'avis de la commission juridique sur les aspects juridiques du rejet d'un rapport d'une commission parlementaire, a décidé de proposer au Parlement de renvoyer la proposition de directive à la commission juridique en lui demandant de rédiger un nouveau rapport.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

**9. Ordre du jour de la prochaine séance**

**M. le Président.** — La prochaine séance aura lieu demain, vendredi 9 juillet 1971, à 9 h, avec l'ordre du jour suivant :

- rapport de M. Artzinger sur l'exemption par catégories et l'article 4 du règlement n° 17/62 ;
- rapport de M. Zaccari sur l'organisation commune des marchés des céréales et du riz ;
- rapport de M. Houdet sur l'organisation commune du marché du riz ;
- rapport de M. Vals sur les vins mousseux de qualité.

Je rappelle que la commission de l'agriculture demande que ce rapport soit examiné selon la procédure de vote sans débat.

- rapport de M. Vals sur certaines mesures transitoires relatives au marché du vin ;
- rapport de M<sup>lle</sup> Lulling concernant le secteur du tabac ;
- rapport complémentaire de M. Califice sur les aliments diététiques.

La séance est levée.

(La séance est levée à 18 h)

## SÉANCE DU VENDREDI 9 JUILLET 1971

### Sommaire

<p>1. Adoption du procès-verbal ..... 191</p> <p>2. Règlements concernant l'exemption par catégories et l'article 4 du règlement n° 17/62. — Discussion d'un rapport de M. Artzinger, fait au nom de la commission économique :</p> <p style="padding-left: 20px;">M. Artzinger, rapporteur ..... 191</p> <p style="padding-left: 20px;">MM. Lange, au nom du groupe socialiste ; Borschette, membre de la Commission des Communautés européennes .... 193</p> <p style="padding-left: 20px;">Adoption de la proposition de résolution ..... 194</p> <p>3. Règlement concernant l'organisation commune des marchés des céréales et du riz. — Discussion d'un rapport de M. Zaccari, fait au nom de la commission de l'agriculture :</p> <p style="padding-left: 20px;">M. Zaccari, rapporteur ..... 194</p> <p style="padding-left: 20px;">M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes .. 195</p> <p style="padding-left: 20px;">Examen de la proposition de résolution .. 195</p> <p style="padding-left: 20px;">Amendement n° 1 au paragraphe 5 :</p> <p style="padding-left: 40px;">MM. Houdet, Zaccari, Mansholt ..... 195</p> <p style="padding-left: 20px;">Rejet de l'amendement n° 1 et adoption du paragraphe 5 ..... 196</p> <p style="padding-left: 20px;">Adoption de la proposition de résolution ..... 196</p> <p>4. Règlement concernant l'organisation commune du marché du riz. — Discussion d'un rapport de M. Houdet, fait au nom de la commission de l'agriculture :</p> <p style="padding-left: 20px;">M. Houdet, rapporteur ..... 196</p> <p style="padding-left: 20px;">M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes .. 197</p> <p style="padding-left: 20px;">Adoption de la proposition de résolution ..... 198</p> <p>5. Règlements concernant les vins mousseux de qualité. — Vote sans débat de la résolution contenue dans le rapport de M. Vals, fait au nom de la commission de l'agriculture ..... 198</p>	<p>6. Règlement concernant certaines mesures transitoires relatives au marché du vin :</p> <p style="padding-left: 20px;">Adoption d'une résolution contenue dans le rapport de M. Vals, fait au nom de la commission de l'agriculture ..... 198</p> <p>7. Règlements concernant le secteur du tabac. — Discussion d'un rapport de M<sup>lle</sup> Lulling, fait au nom de la commission de l'agriculture :</p> <p style="padding-left: 20px;">M<sup>lle</sup> Lulling, rapporteur ..... 198</p> <p style="padding-left: 20px;">MM. Richarts, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes ..... 200</p> <p style="padding-left: 20px;">Examen de la proposition de résolution .. 200</p> <p style="padding-left: 20px;">Amendement n° 1 au paragraphe 9 :</p> <p style="padding-left: 40px;">MM. Vredeling ; Vetrone ; M<sup>lle</sup> Lulling ; M. Mansholt ..... 201</p> <p style="padding-left: 20px;">Adoption de l'amendement n° 1 ..... 202</p> <p style="padding-left: 20px;">Adoption de la proposition de résolution ..... 202</p> <p>8. Rapprochement des législations concernant les aliments diététiques. — Discussion d'un rapport complémentaire de M. Califice, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique :</p> <p style="padding-left: 20px;">M. Califice, rapporteur ..... 203</p> <p style="padding-left: 20px;">M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes .. 203</p> <p style="padding-left: 20px;">Adoption de la proposition de résolution ..... 203</p> <p>9. Autorisation d'établir un rapport ..... 203</p> <p>10. Démission de membres du Parlement .... 203</p> <p>11. Calendrier des prochaines séances ..... 204</p> <p>12. Adoption du procès-verbal ..... 204</p> <p>13. Interruption de la session ..... 204</p>
---	---

## PRÉSIDENCE DE M. LUCIUS

*Vice-président**(La séance est ouverte à 9 heures)***M. le Président.** — La séance est ouverte.1. *Adoption du procès-verbal***M. le Président.** — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?

Le procès-verbal est adopté.

2. *Règlements concernant l'exemption  
par catégories et l'article 4  
du règlement n° 17/62***M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Artzinger, fait au nom de la commission économique, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à :

- I - un règlement habilitant la Commission à arrêter des règlements d'exemption par catégories ;
- II - un règlement portant modification de dispositions de l'article 4 du règlement n° 17 du 6 février 1962. (doc. 78/71.)

La parole est à M. Artzinger qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Artzinger parlera aussi au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Artzinger, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, vous venez de lire le point de l'ordre du jour et vous avez certainement constaté que le titre est d'un effet tellement rébarbatif que je ne peux m'imaginer qu'un grand nombre de nos collègues ait vraiment lu ce rapport ; c'est pourquoi je voudrais — et je vous prie de faire preuve de compréhension — essayer d'exposer l'essentiel de ce problème complexe dans mon introduction.

Je pense que nous sommes tous d'accord, dans cette Assemblée, sur le fait qu'un marché élargi exige également des entreprises dotées d'une plus grande capacité de production. Cette plus grande capacité de production peut résulter d'ententes mais également d'une coopération. Dans ce dernier cas, l'indépendance des entreprises est sauvegardée, ce pourquoi il y a lieu, en principe, de lui donner la préférence. Mais même dans le cas de la coopération se pose un problème relevant des règles de concurrence : dans quelle mesure une telle coopération reste-t-elle

neutre du point de vue de la concurrence ou contrevient-elle à l'interdiction des accords prévue à l'article 85 du traité de la CEE.

En vertu de l'alinéa 3 de l'article 85 du traité CEE l'interdiction du paragraphe 1 peut être déclarée inapplicable à certains accords qui ont pour effet de limiter la concurrence. Seule compétente à cet effet est la Commission qui a développé différentes formes pour l'interprétation du paragraphe 3.

Une de ces formes est le règlement d'exemption par catégories. Pour édicter un tel règlement, la Commission a toutefois besoin d'un règlement d'habilitation. Et c'est de cela qu'il s'agit ici : un règlement d'habilitation pour les règlements d'exemption par catégories.

Si le Conseil de ministres arrête ce règlement d'habilitation, la rédaction et la promulgation des règlements d'exemption par catégories relèvent de la compétence exclusive de la Commission. Ni le Parlement européen ni le Conseil de ministres n'auront plus alors de droit d'intervention. Il en résulte donc un problème particulier pour votre Parlement.

Cela ne confère évidemment pas carte blanche à la Commission car la procédure est réglée de façon très précise. Le Comité consultatif en matières d'ententes et de positions dominantes, c'est-à-dire les experts nationaux, doivent être entendus. L'ensemble de la procédure se déroule en cinq étapes jusqu'à la promulgation du règlement, ce qui garantit que tous les points de vue pourront être exposés. Quoi qu'il en soit, nous n'avons plus aucun droit d'intervention sur la base du traité. C'est pourquoi nous sommes reconnaissants au membre compétent de la Commission, M. Borschette, de vous avoir donné l'assurance qu'il informera la commission parlementaire du contenu des règlements d'exemption par catégories. La résolution se réfère, dans son paragraphe 1, aux critères qui doivent être respectés, à savoir les conditions de l'article 85, paragraphe 3, qui prévoient différentes garanties.

Or, la Commission propose de l'habiliter à arrêter des règlements d'exemption par catégories dans cinq secteurs, à savoir la recherche, le développement et l'exploitation de leurs résultats, l'application de normes et de types, la spécialisation, l'achat et la vente en commun.

Je commencerai par le dernier point. Il résulte de la discussion entre l'exécutif et votre commission que l'exécutif n'a pas encore précisé ses idées sur la portée des exemptions par catégories concernant l'achat et la vente en commun. Aussi votre commission a-t-elle jugé qu'il n'était pas utile d'octroyer, dès à présent, cette habilitation. En accord avec l'exécutif, votre commission propose donc de rayer ce point de l'habilitation (paragraphe 2 de la résolution).

L'efficacité pratique d'un règlement d'exemption par catégories portant sur l'application de normes et de

**Artzinger**

types sera relativement peu importante. Déjà en vertu de l'article 4 du règlement n° 17/62, de telles ententes ne sont pas soumises à la notification. Votre commission n'a donc aucune objection à faire valoir contre l'habilitation de l'exécutif.

Pour ce qui est de l'habilitation demandée pour les ententes de spécialisation, le problème a été, en revanche, plus compliqué à résoudre pour votre commission. L'exécutif estime que cette exemption par catégories est particulièrement urgente, la spécialisation constituant un moyen approprié pour renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises. Il s'est avéré en République fédérale allemande que l'allègement des dispositions sur les ententes avait eu un effet bénéfique pour les ententes de spécialisation. L'exécutif voudrait également appliquer ce moyen au marché commun, en particulier en vue d'une coopération internationale. D'autre part, on ne peut méconnaître que la spécialisation peut avoir un effet analogue à celui des concentrations. Dans des déclarations écrites très exhaustives, l'exécutif a montré quelles étaient les conditions qu'il voulait imposer aux exemptions par catégories. La commission fait confiance à l'exécutif pour qu'il formule son règlement en conséquence. C'est pourquoi elle a estimé ne pas devoir y revenir dans la résolution.

— Au paragraphe 3 de la résolution, vous trouverez toutefois, et l'exécutif en est d'accord, que seules les petites et moyennes entreprises pourraient bénéficier de l'exemption par catégories pour les ententes de spécialisation.

Cette même exigence de l'application aux seules petites et moyennes entreprises, la commission l'a également jugée indispensable pour la première série d'exemptions, c'est-à-dire celles pour la recherche commune et le développement ainsi que l'exploitation de leurs résultats.

Dans le secteur de la recherche et du développement, ainsi que l'exploitation de leurs résultats, votre commission s'est donné beaucoup de peine et en a considéré tous les aspects de manière très approfondie. Dans ce cas encore, on s'est heurté au dilemme classique de toute politique de concurrence, car si, d'une part, nous savons que l'état de la recherche scientifique et technique détermine de façon décisive la compétitivité et que nous devons à l'égard des pays hautement développés, promouvoir la recherche et le développement et éliminer les obstacles pour la poursuite de meilleurs résultats, nous savons aussi, d'autre part, que nous pouvons méconnaître les dangers qui peuvent s'y rattacher. La Commission s'est tout dernièrement encore déclarée de façon explicite, dans un memorandum sur la politique industrielle, en faveur d'une collaboration dans le secteur de la recherche et du développement. Mais si nous voulons que les règles de concurrence du traité de la CEE soient respectées, nous devons également sur ce point faire certaines réserves.

Votre commission a poussé ses recherches d'une solution vers un accès de principe des tiers aux résultats de la recherche et du développement. Quiconque est disposé à verser un dédommagement approprié doit pouvoir prendre connaissance des résultats de la recherche commune et les exploiter. Tant que le régime des brevets n'offrira pas de solution satisfaisante dans ce domaine, il faudra rechercher la solution par le biais du régime de la concurrence. Ces points de vue sont repris au paragraphe 3 de la résolution, là où il est dit que les accords de recherche et de développement communs ne doivent pas prévoir de « droits d'exclusivité ».

La même idée est approfondie au paragraphe 4 de la résolution. Ce paragraphe se réfère à l'article 8 du règlement d'habilitation qui prévoit, dans ces cas particuliers, des mesures de la part de la Commission.

Enfin, au paragraphe 5, l'attention est attirée sur le fait que l'article 86 du traité de la CEE qui concerne l'exploitation abusive d'une position dominante peut éventuellement être appliqué.

J'en arrive maintenant à la deuxième partie de la proposition — à savoir la proposition de modification de l'article 4 du règlement n° 17. Le règlement n° 17 de 1962 contient les dispositions fondamentales du droit européen des ententes. L'article 4, alinéa 1, prévoit la notification de principe de toutes les ententes. L'alinéa 2 en exclut certains accords. La proposition de règlement de l'exécutif prévoit la suppression de cette obligation d'une part pour les accords sur les recherches et les développements communs et, d'autre part, pour les accords de spécialisation qui remplissent certaines conditions.

L'exécutif motive sa proposition par le fait que la suppression de l'obligation de notification facilite la coopération entre les entreprises du fait qu'elle les libère de formalités fastidieuses, mais aussi parce que ce genre d'accords ne nécessite plus de publication.

Votre commission approuve la suppression de l'obligation de notification pour les accords de la recherche et de développement. J'ai déjà dit que les accords de recherche et de développement sans exploitation commune des résultats ne contreviennent pas, de manière générale, au régime des ententes.

C'est pourquoi nous n'avons aucune objection à ce que ce genre d'accords, dans la mesure où ils n'englobent pas l'exploitation en commun des résultats, ne soit pas soumis à notification.

En revanche, la commission n'a pas pu se rallier à la proposition de l'exécutif sur la dispense de la notification pour les accords de spécialisation. Nous estimons que la Commission devrait au moins être informée par la notification et qu'elle a également besoin de cette déclaration pour être en mesure d'observer le marché. Vous trouverez cette décision au paragraphe 6 de la proposition de la résolution.

**Artzinger**

J'espère avoir ainsi suffisamment précisé la portée des propositions.

J'invite cette assemblée à adopter la proposition de résolution et, en tant que porte-parole de mon groupe, j'ajoute que nous l'approuvons.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Lange, au nom du groupe socialiste.

**M. Lange.** — (A) Monsieur le Président, le rapporteur ayant donné son approbation également au nom de son groupe, je voudrais apporter celle du groupe socialiste.

Je voudrais ajouter qu'en approuvant cette résolution, nous réalisons ce que nous avons demandé expressément dans le rapport Békhouwer que nous avons adopté au cours de la session passée. C'est dans cet esprit que nous ajoutons finalement une nouvelle pièce au puzzle de la politique de concurrence, ce qui est indispensable vis-à-vis des grandes entreprises du marché commun et de l'économie mondiale et ce qui trouve toute notre approbation.

**M. le Président.** — J'invite Monsieur Borschette à faire connaître au Parlement la position de la Commission sur les propositions de modification présentées par la commission parlementaire.

La parole est à M. Borschette.

**M. Borschette, membre de la Commission des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, lors de la dernière session du Parlement, un dialogue très fructueux — en tout cas pour la Commission — sur la politique de la concurrence de la Communauté s'est instauré. Je me bornerai donc aujourd'hui à quelques considérations et réflexions portant sur la proposition de résolution et les deux règlements d'habilitation qui vous sont présentés.

La première proposition de règlement, qui suit la technique juridique du règlement n° 19/65, vise à obtenir pour la Commission, de la part du Conseil, la possibilité d'exempter globalement de l'interdiction des ententes certaines catégories d'accords.

Votre commission économique, comme M. Artzinger vient de le rappeler, a bien reconnu la légitimité et l'importance de ce pouvoir d'exécution que le traité a conféré à la Commission.

Je suis toutefois tout à fait d'accord — j'ai déjà eu l'occasion de le dire devant la commission économique — pour que, le moment venu, la Commission soumette à votre commission économique, pour information, les règlements d'application qu'elle prendra en vertu de l'habilitation qui lui sera conférée par le Conseil.

Parmi les genres d'accords d'exemption qui ont été les plus critiqués il y a, en premier lieu, les accords d'achat en commun et de vente en commun qui, en raison même de leur nature, ont soulevé des objections.

Je rappellerai tout d'abord — et je m'y rallie entièrement —, le premier paragraphe de la proposition de résolution, selon lequel les règlements d'exemption par catégories d'accords doivent nécessairement être conçus de façon à garantir que les quatre conditions prévues au paragraphe 3 de l'article 85 soient remplies et respectées.

En incluant ces accords de vente et d'achat en commun dans ses propositions, la Commission a surtout voulu éviter de devoir, encore une fois, engager plus tard la procédure d'habilitation.

J'ai déjà pu dire à la commission économique que, de toute façon, la Commission voulait encore étudier ce problème de façon approfondie, surtout après les discussions qui ont eu lieu au sein de la commission économique. Néanmoins, je puis déjà dire aujourd'hui — et je voudrais le souligner — qu'il ne saurait en aucun cas être question d'exempter certaines catégories d'ententes, celle des comptoirs de vente dans leur forme la plus poussée avec des conditions de prix, des conditions de quotas et des conditions de vente. A notre avis, de tels comptoirs ne sont pas conformes à la politique de la concurrence et ne sont pas des systèmes opportuns de coopération. Je tenais à le souligner à l'occasion de ce débat.

De toute façon, la Commission réexaminera l'ensemble de sa conception à ce sujet et, bien entendu, dans le cadre de la procédure d'information dont j'ai parlé tout à l'heure. Le moment venu, quand la Commission aura fixé sa nouvelle doctrine, j'en informerai votre commission économique.

Les accords concernant la spécialisation ou l'exploitation des résultats de la recherche et du développement ont également donné lieu à discussion. Il est inutile de souligner leur importance ; en effet, ils peuvent permettre aux entreprises d'accroître leur efficacité industrielle sans nécessairement recourir à la concentration ; la recherche, en particulier, est à la base du développement technologique de la Communauté. C'est à leur sujet et en raison de la matière en cause que les esprits ont le plus tendance à se partager entre ceux qui craignent un libéralisme jugé excessif et ceux qui craignent une rigueur jugée, elle aussi, excessive.

Au cours de la dernière session du Parlement européen, j'ai pu rappeler que la politique de la concurrence consiste, pour l'essentiel, à appliquer les règles spécifiques en vue d'assurer dans le Marché commun le maintien d'une concurrence effective, l'élimination des restrictions et des distorsions de concurrence et la protection du consommateur.

**Borschette**

Dans ce but, la Commission formulera des conditions de l'exemption d'interdiction de telle manière — et en cela la Commission souscrit entièrement à la proposition de résolution — qu'il en résulte un encouragement à la coopération de petites et moyennes entreprises désireuses de faire de la recherche ensemble sans nécessairement procéder à la concentration. Pour la coopération des grandes entreprises qui, je le souligne, doit normalement, dans ce domaine, relever d'autorisations individuelles, les choses continueront sans changement. Ces dispositions contribueront à garantir l'application sans restriction de l'article 86, tel que le demande le paragraphe 5 de la résolution.

Quant à la deuxième proposition de règlement d'habilitation qui tend, par une modification de l'article 4 du règlement n° 17/62, à étendre la dispense de la notification obligatoire à certains accords de spécialisation, la proposition de résolution — M. Artzinger vient de le répéter — y est hostile ; la commission économique estime que la Commission doit être informée de façon aussi complète et aussi continue que possible des accords conclus entre les entreprises.

Votre commission économique soulève ainsi le problème de la nécessité de concilier les deux principes contenus au paragraphe 2b de l'article 87, qui prescrit, je cite : « ... d'une part, d'assurer une surveillance efficace et d'autre part, de simplifier dans la mesure du possible le contrôle administratif. »

A la suite de la prise de position du Parlement, la Commission examinera à nouveau s'il y a lieu de redéfinir, pour les accords de spécialisation, le point d'intersection qui a été choisi pour tenir compte de ces deux principes, sans oublier toutefois qu'il s'agit ici d'une simple règle de procédure et non d'une règle de fond, comme celles qui sont prises sur la base du paragraphe 3 de l'article 85.

Pour conclure, Monsieur le Président, permettez-moi de remercier tout particulièrement M. Artzinger de son rapport très clair et très objectif, votre commission économique et spécialement son président, M. Lange, de son travail assidu et constructif. Je considère ce débat comme un élément nouveau dans le dialogue continu entre le Parlement et la Commission, dialogue qui est, à mon avis, un élément essentiel du développement d'une véritable politique de la concurrence de la Communauté.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

(\*) JO n° C 78 du 2 août 1971, p. 69.

### 3. Règlement concernant l'organisation commune des marchés des céréales et du riz

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Zaccari, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant les règlements n° 120/67/CEE et n° 359/67/CEE portant organisation commune des marchés respectivement dans les secteurs des céréales et du riz (doc. 94/71).

La parole est à M. Zaccari, qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Zaccari, rapporteur.** — (1) Monsieur le Président, le règlement soumis à l'Assemblée modifie les règlements n° 120/67 et n° 359/67 portant organisation commune des marchés respectivement dans les secteurs des céréales et du riz et contient 4 modifications distinctes ; la première concerne la classification douanière de produits déterminés (articles 1, 2 et 3) ; la deuxième la liste des produits pour lesquels peuvent être octroyées des restitutions à l'exportation et la troisième le système d'intervention en faveur du blé dur et du maïs (article 4), la quatrième sur l'indemnité compensatrice pour le maïs (article 5).

Les deux premières modifications ont un caractère éminemment technique et sont pleinement justifiées du fait qu'elles apportent un élément de clarté qui permettra, entre autres, d'empêcher que certains produits puissent bénéficier, comme cela s'est produit souvent, de restitutions qui souvent ne s'imposent pas. Les autres modifications, en revanche, portent sur des problèmes plus délicats et plus complexes. La Commission propose en effet, dans l'article 4, un règlement particulier pour le maïs et pour le blé dur qui s'écarte des principes généraux fixés dans le règlement de base. Tandis que le règlement de base affirme le principe des prix d'intervention dérivés, la Commission propose, pour les deux produits, l'abandon de ce principe et la fixation d'un seul prix d'intervention.

Or, le prix unique d'intervention n'était appliqué jusqu'à présent pour le maïs que de manière exceptionnelle, étant donné qu'il aurait dû être remplacé par des prix d'intervention dérivés dès que la production communautaire aurait dépassé 45 % de la consommation intérieure de la Communauté, comme cela s'est déjà produit, et comme cela a été appliqué au blé dur en Italie sur la base d'une dérogation prévue par l'article 32, paragraphe 3, du règlement n° 120/67 ; une dérogation qui avait été requise par l'Italie pour les dernières campagnes de commercialisation.

L'exécutif justifie sa proposition par le motif qu'au cours des années passées, durant lesquelles il avait appliqué le système qu'il se propose de régulariser d'une façon permanente, en le transformant de sys-



**Zaccari**

tème d'exception en règle fixe, le mouvement des marchés s'est déroulé régulièrement de sorte que l'application des prix d'intervention dérivés pourrait perturber les cours normaux de ces marchés.

En effet, selon la Commission, les prix du marché des deux produits ont été constamment supérieurs au prix d'intervention et les quantités de produits soumises à l'intervention ont été extrêmement faibles. La commission de l'agriculture a pris acte des affirmations de l'exécutif et en tenant compte, elle a adopté le système proposé, mais elle n'a pas manqué d'exprimer une certaine réserve sur le caractère définitif de cette disposition, tant parce que le système général des prix d'intervention dérivés continue à être appliqué à toutes les autres céréales (blé tendre, orge, seigle) et à d'autres produits (graines oléagineuses) que du fait qu'on peut craindre qu'à l'avenir, le nouveau système porte préjudice aux producteurs ; et enfin parce que le système en question, que de transitoire on veut rendre définitif, n'a pas empêché cette anomalie grave pour la Communauté : la France exporte vers les pays tiers d'importantes quantités de maïs, tandis que l'Italie en importe des quantités de loin supérieures.

La commission de l'agriculture a voulu exprimer ses hésitations dans les paragraphes 1 à 5 de la proposition de résolution, afin que l'exécutif en tienne compte et étudie de plus près le problème de l'écoulement du maïs de la zone excédentaire vers la zone déficitaire de la Communauté, pour éliminer l'anomalie qui existe, comme je viens de le dire, entre l'Italie et la France.

Dans l'article 5 enfin, l'exécutif propose que l'indemnité compensatrice accordée jusqu'à présent aux stocks de maïs qui se trouvent dans les zones de production excédentaires soit étendue à toutes les quantités de maïs récoltées dans la Communauté et se trouvant en stock à la fin de la campagne de commercialisation.

La commission de l'agriculture a bien compris que le règlement proposé tend à favoriser la mobilité du produit, mais elle a également envisagé le danger que l'indemnité soit accordée au maïs importé de pays tiers et se trouvant en stock à la fin de la campagne de commercialisation ; c'est pourquoi elle a voulu rappeler ses réserves au paragraphe 6 de la proposition de résolution, afin que l'exécutif puisse, lors de la mise en œuvre de ces mesures, étudier toutes les garanties possibles et nécessaires pour éviter cet inconvénient.

Monsieur le Président, j'ai voulu exposer le plus brièvement possible le contenu du règlement proposé par l'exécutif qui a été longuement discuté par la commission de l'agriculture. Celle-ci a adopté à l'unanimité la proposition de résolution soumise aujourd'hui au vote de l'Assemblée. Je souhaite vivement que l'Assemblée renforce par son vote la confiance

que la commission de l'agriculture a voulu exprimer en approuvant ce règlement.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Mansholt.

**M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Je remercie M. Zaccari de son rapport dans lequel figurent un certain nombre de remarques importantes sur l'importation et l'écoulement du maïs dans notre Communauté. L'exécutif s'emploie actuellement à mettre sur pied une enquête approfondie sur l'achat, l'écoulement, le chargement — et les coûts y afférents — du maïs dans la Communauté afin de tenter de faire face aux futures difficultés.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

Sur les paragraphes 1 à 4 je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets ces paragraphes aux voix.

Les paragraphes 1 à 4 sont adoptés.

Sur le paragraphe 5, je suis saisi d'un amendement n° 1 déposé par M. Estève et dont voici le texte :

Compléter comme suit le paragraphe 5 :

« ... tout en demandant, pour atténuer les effets de la modification préconisée, que le prix d'intervention de base soit maintenu pour au moins un centre par pays producteur pendant la prochaine campagne. »

La parole est à M. Houdet pour défendre cet amendement.

**M. Houdet.** — En son absence, M. Estève m'a demandé en effet de bien vouloir défendre son amendement.

Le paragraphe 5 de la résolution prévoit un essai du nouveau système et un retour au système général, si cet essai n'est pas satisfaisant pour la défense des producteurs.

M. Estève souhaiterait que, pour assurer une continuité plus certaine entre l'ancien système et le nouveau, on ajoute : « tout en demandant, pour atténuer les effets de la modification préconisée, que le prix d'intervention de base soit maintenu pour au moins un centre par pays producteur pendant la prochaine campagne. » Cela permettrait d'éviter toute difficulté au moment du passage de l'ancien système au nouveau règlement.

**M. le Président.** — Quel est l'avis du rapporteur ?

**M. Zaccari.** — (I) Monsieur le Président, je viens de recevoir à l'instant l'amendement présenté par M. Estève au paragraphe 5 de la résolution. Je comprends les motifs qui ont incité mon collègue à le présenter. Je laisse toutefois le soin à M. Mansholt de décider car s'il n'existe aucun motif d'ordre technique qui s'y oppose, je pense qu'on pourrait éventuellement adopter cet amendement.

Je m'en remets, je le répète, à la décision de M. Mansholt.

**M. le Président.** — La parole est à M. Mansholt.

**M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, en attendant le résultat de l'enquête que nous allons mener sur l'évolution du marché du maïs et sur les débouchés qui s'ouvrent au sein de la Communauté, en particulier au maïs français, je voudrais déconseiller l'adoption du présent amendement.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 1.

L'amendement est rejeté.

Je mets aux voix le paragraphe 5.

Le paragraphe 5 est adopté.

Sur les paragraphes 6 à 8, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix les paragraphes 6 à 8.

Les paragraphes 6 à 8 sont adoptés.

Personne ne demande plus la parole ? ...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (\*).

#### 4. Règlement concernant l'organisation commune du marché du riz

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Houdet, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement modifiant le règle-

ment n° 359/67/CEE portant organisation commune du marché du riz (doc. 92/71).

La parole est à M. Houdet qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Houdet, rapporteur.** — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, l'organisation commune du marché du riz a été fixée, il y a quatre ans par le règlement 359/67 du 25 juillet 1967. Cette organisation a fonctionné pendant quatre campagnes rizicoles ; la Commission exécutive a pu étudier son application et en tirer une grande expérience.

Se fondant sur l'expérience tirée de cette application, la Commission nous propose aujourd'hui un certain nombre de modifications au règlement n° 359/67. Ces modifications sont à la fois d'ordre technique et d'ordre économique.

Les modifications d'ordre technique portent sur deux points :

1. Se rattacher aux nouvelles définitions du riz et des produits rizicoles données par la FAO pour le marché international. C'est l'objet de l'article 11 de ce projet de règlement.
2. Mieux différencier les garanties données par le marché, tant pour le riz rond que pour le riz long, de meilleure qualité. Elle tend à simplifier les termes de l'accord que l'on a été obligé de prendre dans le règlement précédent en se référant au riz à grains ronds.

Ces modifications techniques apportent certainement une très grande simplification dans l'application du règlement précédent. Elles sont très bien expliquées dans l'exposé des motifs de la Commission et je ne m'y attarderai pas.

Par contre, il y a des modifications d'ordre économique qui sont plus importantes sur lesquelles je veux appeler l'attention du Parlement.

Dans le règlement actuel, l'indemnité compensatrice pour le riz paddy est au maximum égale à la différence entre le prix indicatif du riz décortiqué valable le dernier mois de la campagne de commercialisation et celui du premier mois de la campagne suivante ajustée en fonction du taux de conversion. Il n'y a pas de prix indicatif du riz paddy, d'où cette formule complexe. Le prix indicatif du riz décortiqué est celui de Duisbourg ; il n'est pas représentatif de la situation du marché de paddy dans les régions productrices.

La Commission propose de fixer cette indemnité compensatrice sur le prix d'intervention du paddy, qui est certainement un meilleur reflet de la situation réelle.

Le second point touchant les problèmes économiques est le prix de seuil des brisures. Jusqu'à présent ce prix de seuil résultait d'un calcul complexe consi-

(\*) JO n° C 78 du 2 août 1971, p. 74.

**Houdet**

dérant les prix de seuil du riz décortiqué et du maïs et la moyenne des prix caf des brisures de maïs. Or, les constatations de l'exécutif sur le marché extérieur, sur les utilisations possibles et les recoupements faits au cours des trois dernières campagnes permettent de conclure qu'un équilibre est atteint en fixant un prix de seuil des brisures de riz égal à 130, 140 % du prix du seuil du maïs.

Le principe est bon ; quant au taux de 130 à 140 %, nous devons nous en rapporter aux calculs de la Commission.

Un autre point qui touche l'organisation du marché, c'est l'aide alimentaire qui a été décidée par la Conférence des Nations unies au cours de sa session de février dernier. La Conférence a décidé d'inclure le riz dans l'aide matérielle qui peut être apportée aux pays bénéficiaires. Le nouvel article 10 fixe la base juridique et les principes généraux relatifs à cette aide. La mobilisation du riz et des produits rizicoles destinés à ces aides se fera par achat sur le marché communautaire ou aux organismes d'intervention. Ce n'est que dans des cas exceptionnels que les achats seront faits sur le marché mondial, pour tenir compte des engagements d'aide pris à l'égard des pays bénéficiaires.

L'article 3 revêt par contre une importance économique beaucoup plus grande sur laquelle je dois insister. Dans l'ancien règlement, il était prévu que si la qualité du riz paddy offert différait de la qualité type pour laquelle a été fixé le prix d'intervention, ce dernier serait ajusté par l'application de montants correcteurs représentant les différences de valeur entre la variété correspondant à la qualité type et les autres variétés.

Pour un prix d'intervention — Arles et Vercelli — de 12,5 u.c., le correctif variait de 0,55 u.c. à 2,50 u.c.

La Commission vous propose de supprimer l'obligation de fixer des montants correcteurs sur toutes les qualités de riz et d'en laisser simplement la faculté au Comité de gestion des céréales pour l'une ou l'autre ou plusieurs de ces qualités de riz si les conditions économiques extérieures l'y obligent.

L'argumentation avancée ne manque pas de logique. Le marché du riz est déficitaire à l'intérieur de la Communauté, en particulier celui du riz à grains longs, c'est-à-dire les riz de qualité supérieure. Ce riz est cependant très recherché et il ressort d'une enquête récente du Comité des céréales que les consommateurs préfèrent les riz à grains longs de qualité supérieure et, en premier lieu, la variété américaine Blue Bonnet, puis les qualités INRA 68/2 et Ribe. Si ce marché est nettement déficitaire, des montants correctifs ne seront cependant pas nécessaires, puisque la fluidité du marché permettrait aux producteurs de riz de qualité de placer leur marchandise.

L'expérience prouve toutefois qu'il n'en est pas ainsi. L'on constate avec étonnement que, pour les quatre

exercices 1966 à 1971, sur une masse d'intervention de 134 000 tonnes, les riz des types C et D, c'est-à-dire de qualité, ont représenté 69 000 tonnes, soit près de 50 % de la quantité totale. Cela tendrait à prouver — à moins que la Commission ne se trompe — que la fluidité des marchés n'est peut-être pas aussi grande qu'on le pense, ou que ces montants ont été mal calculés.

Dans l'état actuel des renseignements donnés par la Commission, il n'aurait pas été nécessaire de fixer des montants correcteurs pour toutes les catégories de riz ; mais en application de l'article 5, le Comité de gestion des céréales aurait été obligé de fixer des montants compensateurs pour toutes les qualités de riz C, D, E, F, G. Ce qui compliquait d'abord le calcul et justifierait cette « paresse » du producteur de riz qu'il aurait dû écouler sur le marché normal.

Nous ne comprenons pas très bien que la Commission ait été obligée d'appliquer des montants correcteurs pour toutes les qualités de riz. Il paraît que c'est juridiquement fixé par le règlement. La proposition d'amendement qu'elle fait a donc pour but de remplacer l'obligation par une faculté en ajoutant les mots « le cas échéant ». Mais cette disposition s'appliquerait également à tous les montants correcteurs, c'est-à-dire qu'elle entraînerait les mêmes difficultés que par le passé.

La commission de l'agriculture propose un amendement qui, je le crois, pourrait donner satisfaction tant à la Commission qu'au Parlement. Nous indiquons cependant que, tout en acceptant cette modification profonde, en faisant confiance à la Commission exécutive pour appliquer ces montants correcteurs, nous souhaitons que, de toute manière, cette production de riz de qualité soit encouragée. Si on la décourage, nous risquons de voir ces producteurs se retourner vers des qualités moindres allant normalement à l'intervention.

Sous réserve de cet amendement de la commission, je propose au Parlement, Monsieur le Président, d'accepter la proposition de résolution qui lui est soumise.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Mansholt pour faire connaître au Parlement la position de la Commission des Communautés européennes sur la proposition de modification présentée par la commission parlementaire.

**M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, l'exécutif est reconnaissant à la commission de l'agriculture pour le remarquable rapport qu'elle a présenté et pour les remarques faites par M. Houdet sur un sujet de nature extrêmement technique comprenant cependant un certain nombre de questions de principe sous-jacentes.

**Mansholt**

L'exécutif remercie la commission de l'agriculture de recommander au Parlement l'adoption de la présente proposition de règlement. Je reconnais que M. Houdet a fait un certain nombre de remarques qui méritent un examen plus approfondi. C'est donc bien volontiers que je déclare que nous tiendrons compte des remarques de M. Houdet si nous devons éventuellement recourir aux montants correcteurs. En outre, nous veillerons certainement, dans l'application de ce règlement, à encourager les producteurs à produire du riz de qualité supérieure.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Plus personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (\*).

*5. Règlements concernant les vins mousseux de qualité*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle le vote sans débat sur la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Vals, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant :

- I - un règlement relatif aux vins mousseux, produits dans la Communauté, définis au point 12 de l'annexe II du règlement (CEE) n° 816/70,
- II - un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 817/70 en ce qui concerne les vins mousseux de qualité produits dans des régions déterminées (doc. 85/71).

Je n'ai aucun orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*\*).

*6. Règlement concernant certaines mesures transitoires relatives au marché du vin*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Vals, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant les règle-

ments (CEE) n° 816/70 et 817/70 en ce qui concerne certaines mesures transitoires (doc. 102/71).

M. Vals, rapporteur, m'a fait savoir qu'il n'avait rien à ajouter à son rapport écrit qui a été distribué.

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

*7. Règlements concernant le secteur du tabac*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M<sup>lle</sup> Lulling, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à :

- un règlement portant modification du règlement (CEE) n° 727/70 en ce qui concerne la fixation des primes pour le tabac brut,
- un règlement fixant, pour le tabac emballé, les prix d'intervention dérivés et les qualités de références applicables à la récolte 1971,
- un règlement fixant les primes octroyées aux acheteurs de tabac en feuilles de la récolte 1971 (doc. 96/71).

La parole est à M<sup>lle</sup> Lulling qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M<sup>lle</sup> Lulling, rapporteur.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, ce Parlement est saisi pour avis de trois propositions de règlements relatives aux prix du tabac.

Malgré les soucis que cause, à certains d'entre nous, cette organisation de marché d'un produit, dont seulement 8 % du total de la production communautaire font l'objet d'échanges intracommunautaires, nous avons aujourd'hui une raison de nous réjouir.

Ainsi que nous l'avions demandé il y a un an, lors de la première consultation de ce Parlement sur les prix du tabac, nous sommes maintenant aussi consultés sur le montant des primes. C'est important car, contrairement à ce que d'aucuns veulent faire croire, le calcul des prix octroyés aux acheteurs ne résulte pas d'une simple opération mathématique. C'est d'ailleurs l'octroi de cette prime aux acheteurs, destinée à ramener les prix des tabacs communautaires à un niveau inférieur au prix des tabacs de variété comparable sur le marché mondial qui coûte quelque 120 millions d'unités de compte par an au FEOGA et cela pour une valeur totale de la production communautaire de l'ordre de 133 millions d'u.c. aux prix concurrentiels.

(\*) JO n° C 78 du 2 août 1971, p. 75.

(\*\*) JO n° C 78 du 2 août 1971, p. 76.

(\*) JO n° C 78 du 2 août 1971, p. 77.

**Lulling**

Nous nous réjouissons, Monsieur le Président, d'être consultés sur la fixation des primes. Nous proposons au Parlement d'envisager favorablement la modification du règlement 727/70 qui s'impose pour assurer dorénavant cette consultation du Parlement européen.

L'organisation commune du marché du tabac brut est en rodage, ce qui explique le retard de la consultation sur la fixation des prix d'intervention dérivés pour la campagne 1971 qui aurait dû se faire avant le 1<sup>er</sup> août 1970.

Cela explique aussi le retard de la consultation sur le montant des primes qui, pour la récolte 1971, aurait dû être fixé avant le 1<sup>er</sup> novembre 1970.

Le fait que l'organisation commune de marché du tabac brut est en rodage explique aussi la proposition de la Commission de reconduire pour la campagne 1971 les prix d'intervention dérivés et le montant des primes fixées pour la récolte 1970.

Vous vous rappelez que ces prix d'intervention dérivés — qui ne concernent d'ailleurs que les tabacs italiens — et les primes avaient été fixés à un montant considéré, il y a un an, comme très élevé par ce Parlement.

Aussi l'écoulement des tabacs s'est-il fait dans des conditions satisfaisantes, si l'on fait abstraction du fait que l'on ne connaît pas encore les quantités de tabacs qui seront présentées à l'intervention — on croit qu'il s'agira de quelque 5 % de la récolte —, et de cet autre fait, que les échanges intracommunautaires de tabac brut ne portent que sur 10 000 tonnes, donc sur moins de 8 % de la production et que ces échanges ne sont pratiqués qu'à partir de l'Italie vers l'Allemagne et la Hollande, ce qui prouve que les fabricants des pays où il n'y a pas de monopole ne bénéficient que dans une infime mesure des prix de préférence atteints grâce aux primes.

Cela est tellement vrai que, par exemple, il a été impossible à un fabricant d'un pays du Benelux de s'approvisionner en France.

Il faudrait, à notre avis, veiller à ce que l'accès aux tabacs communautaires, meilleur marché grâce aux primes, soit accessible à tous les fabricants et pas uniquement aux monopoles qui ont des relations privilégiées avec les planteurs.

Parce qu'il en est ainsi, l'on doit aussi se demander quel rôle jouent les monopoles pour empêcher les mécanismes de maîtrise du marché de jouer. Selon certaines informations, la politique des monopoles consisterait à acheter les quantités de tabac nécessaires pour éviter que, par exemple, 20 % d'une variété soient présentés à l'intervention parce que c'est ce plafond qui déclenche les mesures de maîtrise du marché, quitte à présenter ces quantités stockées lors d'une prochaine campagne.

Il faudrait donc veiller à empêcher de telles pratiques, si elles existent vraiment, parce qu'elles ne sont pas compatibles avec l'esprit de l'organisation des marchés.

Comme les prix fixés pour la dernière campagne qu'on vous demande de reconduire ont été très rémunérateurs surtout pour les concessionnaires et comme la Commission n'a toujours pas été en mesure de se pencher, comme le règlement de base le lui prescrit, sur les conditions réelles de gestion des entreprises de première transformation et de conditionnement installées dans la Communauté, la reconduction des prix et des primes peut être acceptée comme un moindre mal.

La Commission propose cependant deux ajustements : en premier lieu, une augmentation de la prime pour le Bright, ce qui nous paraît justifié ; ensuite, une diminution de la prime pour le Burley.

Sur cette deuxième proposition, votre commission de l'agriculture n'a pas pu se mettre d'accord à l'unanimité.

Une majorité — elle était plutôt de hasard — s'est prononcée pour le maintien de la prime.

Une minorité, dont votre rapporteur, s'est ralliée à la proposition de la Commission des Communautés.

La majorité de la commission de l'agriculture a estimé qu'il n'y avait pas lieu de décourager la production de Burley, variété qui fait d'ailleurs l'objet d'échanges intracommunautaires.

C'est surtout ce Burley qui circule, dans un ordre de grandeur de 9 000 tonnes par an, de l'Italie vers certains pays de la Communauté.

La minorité de la commission de l'agriculture, d'accord avec la Commission des Communautés, a estimé qu'il était dans l'intérêt du planteur de ne pas trop encourager la production d'une variété dont les prix sont d'ailleurs plus rémunérateurs que pour d'autres variétés, de façon à éviter aux planteurs le risque de mettre en marche les mécanismes de maîtrise du marché qui se retournent notamment contre le planteur, tandis que le maintien de la prime telle qu'elle est proposée par la majorité de la commission de l'agriculture est uniquement un avantage pour l'acheteur.

Ainsi, en voulant trop favoriser l'acheteur de tabac communautaire on risque de nuire finalement aux planteurs ; ce n'est certainement pas cela que voudra la majorité de la commission de l'agriculture.

Cette majorité craint cependant que si l'on abaissait la prime pour le Burley, ce qui est proposé par la Commission, trop de Burley pourrait être présenté à l'intervention.

Voilà, Monsieur le Président, les deux thèses qui sont en présence.

**Lulling**

C'est donc au Parlement de juger s'il veut faire confiance à la Commission qui estime qu'une augmentation trop forte de la production est à déconseiller, ou, s'il fait confiance à ceux qui veulent maintenir la prime au niveau actuel.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Richarts, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Richarts.** — (A) Monsieur le Président, cette jeune réglementation du marché du tabac a fait ses preuves. C'est ce que l'on peut constater non sans une certaine satisfaction. Elle ne s'est pas non plus révélée plus onéreuse que prévu.

La culture du tabac est une culture spéciale et demande beaucoup de travail. Elle se pratique dans les régions où la main-d'œuvre est suffisamment abondante et disparaît peu à peu dès qu'il existe suffisamment d'emplois en dehors de l'agriculture. Telle est la constatation que nous pouvons faire dans tous les pays producteurs de tabac de la Communauté.

Le Burley figure parmi les tabacs de première qualité ; il trouve de bons débouchés. Selon les spécialistes, la demande du Burley italien dépasse même l'offre. Dans ces conditions, nous saisissons mal, Monsieur le Président, pourquoi l'on a diminué la prime accordée à ce tabac qui précisément a d'excellents débouchés. Dans les conversations avec l'exécutif, il est apparu nettement, Monsieur Mansholt, que d'autres influences jouaient en la matière ; je n'en dirai pas plus.

Nous soulignons, pour notre part, le principe de la préférence. Nous nous efforçons donc d'abord de faire quelque chose pour le Burley qui est cultivé sur le sol des pays membres de la Communauté. Aussi la commission de l'agriculture s'est-elle, dans sa grande majorité, prononcée pour que le Burley bénéficie des mêmes mesures d'aides que par le passé.

Je vous demanderai donc de rejeter l'amendement présenté à ce sujet et d'approuver le rapport de la commission de l'agriculture.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Mansholt.

**M. Mansholt,** *vice-président de la Commission des Communautés européennes.* — (N) Monsieur le Président, je n'ai que peu de choses à ajouter au remarquable rapport de M<sup>lle</sup> Lulling, mais je tiens cependant à faire une remarque. Le porte-parole du groupe démocrate-chrétien estime qu'il faut maintenir la prime pour la variété Burley au même niveau que l'année dernière. L'exécutif propose par contre une diminution de la prime pour le Burley, eu égard à la position très favorable occupée par cette variété sur le marché intérieur.

J'estime qu'en matière de politique agricole, notre position doit être nette. Si nous octroyons des garanties — et cette prime est une forme de garantie de prix — celles-ci ne doivent pas être plus élevées qu'il n'est nécessaire. En premier lieu, toute garantie constitue une charge, soit pour le consommateur, soit pour le contribuable. En l'occurrence, le montant de la garantie est à charge du contribuable, car il doit être versé directement au producteur par le FEOGA. Si nous constatons que nous pouvons diminuer la prime, précisément parce que le Burley occupe une position favorable sur le marché, j'estime injustifié le maintien à un niveau trop élevé d'une prime fixée pour la première fois. Il n'y a aucune raison de ne pas diminuer cette prime pour des considérations d'ordre financier. En second lieu, il ne s'agit pas seulement de problèmes de préférences, mais également du problème relatif au maintien d'un certain équilibre entre la production de la Communauté et les importations en provenance de pays tiers, en l'occurrence des États-Unis. J'estime que nous ferions fausse route en maintenant une prime par souci de plaire aux planteurs de la Communauté et en lésant ainsi certaines importations en provenance des États-Unis. Je constate que certains membres donnent des signes d'assentiment. Notre exécutif tient également compte des intérêts des pays tiers. Il estime qu'il faut veiller à la protection des planteurs lorsque leurs intérêts ne sont pas sauvegardés par des importations en provenance de pays tiers.

Le rendement à l'hectare de cette variété augmentant considérablement, la production risque de s'accroître dans une large mesure, provoquant ainsi une diminution des importations. L'exécutif estime qu'une protection plus limitée des planteurs de la Communauté s'impose alors, sans mettre en cause leurs intérêts légitimes. C'est une question de mesure. Certes, je sais qu'il est particulièrement difficile de plaider en faveur d'une diminution de prix devant ce Parlement. Pourtant, c'est ce que je fais, notamment parce que je suis persuadé que les planteurs y trouvent leur compte, malgré une diminution de la prime. Je n'ai donc pas l'intention de proposer à mes collègues de réserver une suite favorable à un éventuel avis du Parlement visant à maintenir le niveau des primes.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Je vous remercie, Monsieur Mansholt.

Personne ne demande plus la parole ? ...

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

Sur le préambule et les paragraphes 1 à 8, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ? ...

**Président**

Je les mets aux voix.

Ces textes sont adoptés.

Sur le paragraphe 9, je suis saisi d'un amendement n° 1, présenté par M. Vredeling et qui tend à supprimer le paragraphe ainsi que le texte modifié figurant à l'Annexe.

La parole est à M. Vredeling pour soutenir cet amendement.

**M. Vredeling.** — (N) Monsieur le Président, je serai très bref. D'ailleurs, M. Mansholt vient de défendre notre amendement. Nous aimerions rétablir la proposition de l'exécutif dans sa forme initiale afin d'aboutir à une diminution de la prime pour le Burley, eu égard aux considérations qui viennent d'être avancées. En premier lieu, nous estimons que, loin de léser les intérêts des planteurs, nous les servons à long terme en adoptant cette disposition. En second lieu, l'intervention abusive du FEOGA provoquera, ou plutôt renforcera l'hostilité de l'opinion publique à l'égard de l'agriculture et de la politique agricole, ce qui ne sert pas les intérêts de l'agriculture.

Eu égard à ces considérations, je constate avec un certain étonnement que, du côté démocrate-chrétien, on ne désire pas se rallier à la proposition de l'exécutif, bien que M. Mansholt ait déclaré sans ambage que l'exécutif n'avait pas l'intention de se conformer à l'avis du Parlement si, contre toute attente, notre amendement était repoussé. Je me demande quelles conséquences on tirera de cette déclaration.

**M. le Président.** — La parole est à M. Vetrone.

**M. Vetrone.** — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, j'ai fort apprécié le rapport de M<sup>lle</sup> Lulling. Ce que j'ai moins apprécié, toutefois, et je crois que dans sa majorité la commission partage mon point de vue, c'est que l'on ait prétendu qu'il s'agissait peut-être d'une majorité de hasard. Il n'en est rien ! C'est une majorité qui a voté en tout état de cause après l'exposé que j'ai fait en commission et que je répéterai devant cette assemblée.

Monsieur Mansholt, dans le problème du tabac, on ne peut pas toujours tenir compte des intérêts des États-Unis. Le tabac a déjà payé son tribut dans les négociations Kennedy quand il n'était pas encore l'objet d'un règlement et la Commission l'a troqué pour plaire précisément aux États-Unis. Il s'agit moins de la réduction — minime à vrai dire — de la prime, fixée à 0,35 unité de compte par kilogramme, que d'une question de principe.

Avons-nous oui ou non voté l'article 13 du règlement de base ? Or, quelles sont les dispositions de cet article ? Il stipule la mise en place d'instruments de contrôle du marché qui commenceront à fonctionner lorsque la production globale augmentera de plus de 20 % et, en ce qui concerne la variété,

dès qu'une catégorie est présentée en quantités excessives aux organismes d'intervention.

Or, on se propose ici de décourager la production du Burley, tabac de grande qualité, qui est la seule variété à bénéficier de bons débouchés dans la Communauté puisque de 7 000 tonnes on est passé à 9 000 tonnes. On veut décourager cette culture, car elle importune la Grèce ; on veut la décourager car ceci sert les intérêts du monopole italien qui, reconnaissons-le, ne s'est pas amendé. Je m'étonne que ni M. Vredeling ni M<sup>lle</sup> Lulling n'aient compris que le monopole désire une production de Burley suffisante pour concurrencer les autres manufactures de la Communauté. Voilà pourquoi on cherche à décourager cette production ; on ne veut pas en acheter plus qu'il n'est nécessaire, mais on ne veut pas non plus que les industriels des autres pays de la Communauté en achètent.

Or, si on cherche à décourager la production de Burley pour complaire à une politique de monopole national (je veux parler du monopole italien), on ne peut manquer de constater que cela portera un préjudice considérable aux cultivateurs. En effet, dès lors que nous réduisons la prime accordée au Burley, il est évident que cette variété, dont 2 000 tonnes ont cette année approvisionné les manufactures des autres pays de la Communauté, cessera d'être produite dans les mêmes quantités. Donc le monopole italien sait qu'il peut pratiquement imposer son propre prix de monopole. Or, ceci est à mon sens illégal ! Une proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil a été distribuée ces jours derniers concernant un règlement relatif à l'octroi d'une aide spéciale à certains tabacs des récoltes 1968 ou 1969, utilisés pour le capage de cigares, c'est-à-dire produits durant une période où le règlement n'était pas encore applicable. Cette proposition tend, en d'autres termes, à donner une prime de 270 000 liras par quintal au tabac des récoltes 1968 et 1969. Ceci, je le répète, est à mon sens tout à fait illégal ! Ce ne sont pas en l'occurrence les intérêts des cultivateurs qui sont en jeu puisque le tabac est produit directement par les manufactures auxquelles on veut donc octroyer cette prime spéciale.

J'ignore quel sera le vote du Parlement, mais je sais que l'exécutif cherchera à faire passer la proposition dans sa forme actuelle. Je pense toutefois que l'exposé des motifs adopté est contraire à un article précis d'un règlement communautaire et que la question du tabac pourra éventuellement être portée devant la Cour de justice.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M<sup>lle</sup> Lulling.

**M<sup>lle</sup> Lulling, rapporteur.** — Je crois qu'il n'y a pas lieu de se passionner outre mesure. En proposant de

**Lulling**

diminuer la prime aux acheteurs, la Commission n'entend pas décourager la production du Burley, mais elle ne veut pas encourager outre mesure une production qui donne déjà des prix beaucoup plus rémunérateurs à l'hectare que les autres variétés.

Je comprends très bien ce qui n'a pas été dit ici, à savoir qu'on veut tirer argument, plus tard, de ces prix très rémunérateurs pour nous proposer d'autres augmentations de prix qui amèneraient graduellement les acheteurs à payer leur tabac beaucoup plus que le tabac communautaire, alors qu'en fait, il n'y a pratiquement pas de marché communautaire du tabac brut puisqu'il ne représente que 8 % du total.

Tous ces avantages iraient finalement dans la poche des monopoles et non pas seulement, Monsieur Vetrone, des planteurs. C'est pour ne pas conduire les planteurs sur une voie qui, à moyen terme, profiterait moins qu'elle ne nuirait à la situation des producteurs que cette légère diminution de la prime à l'acheteur nous paraît être un élément de régularisation du marché, nécessaire dans l'intérêt même du planteur.

Voilà pourquoi nous ne devrions pas trop nous passionner sur cette matière et faire plutôt confiance à la Commission afin d'essayer de réglementer le marché de façon à ne pas faire preuve, une fois encore, dans la Communauté, d'un protectionnisme exorbitant, que ce soit à l'égard de la Grèce ou des États-Unis, protectionnisme qui se retournerait finalement contre nous.

En ce qui concerne le nouveau règlement sur certaines sortes de tabacs, surtout ceux pour la fabrication des cigares, je voudrais dire à M. Vetrone que nous aurons le grand plaisir de nous en entretenir, lui et moi, au cours de la prochaine session, et que je me réjouirai de me trouver d'accord avec lui sur la proposition que présentera la commission de l'agriculture.

Si M. Vetrone estime qu'il y a lieu de respecter le règlement de base, je voudrais, notamment lorsqu'il s'agit de la fixation des prix, lui rappeler l'article 2, paragraphe 2 du règlement de base qui prescrit que les prix d'objectif sont fixés de façon à prendre en considération la gestion rationnelle et la viabilité économique des entreprises. C'est un des éléments qui entrent en ligne de compte pour la fixation des prix.

Je crois, Monsieur Vetrone, que nous avons raison de ne pas trop nous arrêter pendant cette période de rodage à des points de cet ordre, parce que, si la Commission devait effectivement prendre en considération notamment les critères de gestion rationnelle et de viabilité économique des entreprises, il faudrait procéder à une diminution beaucoup plus forte de la prime. Or, c'est précisément ce que nous ne voulons pas, l'organisation du marché étant ce qu'elle est ; et vous savez qu'elle n'est pas celle que la commission de l'agriculture et moi-même avions voulu.

**M. le Président.** — La parole est à M. Mansholt.

**M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, après les déclarations que je viens de faire, je puis être très bref. Cependant, je ferais injure à la brillante intervention de M. Vetrone si je n'y répondais pas.

Cette intervention qui, à mon avis, est passée à côté du véritable problème, ne m'a guère impressionné.

La prime accordée aux acheteurs de tabac étant un des éléments déterminants du prix à la production, est-on disposé, en matière de politique des prix agricoles, à tenir compte de la nécessité de procéder tantôt à une hausse, tantôt à une baisse des prix ?

Certes, j'y suis en principe disposé, mais j'ai rarement rencontré un cas où il apparaissait aussi clairement qu'une petite réduction de prix s'imposait, même dans l'intérêt des producteurs et certainement du point de vue d'une bonne politique agricole.

Il s'agit ici d'un produit qui, en raison de ses qualités, dispose d'un excellent marché. En d'autres termes, il faudra consacrer moins de ressources fiscales à l'aide aux producteurs.

Notre proposition de règlement n'est donc pas dirigée contre les producteurs. Je suis personnellement convaincu que, si nous faisons preuve de modération en ce qui concerne cette prime, les producteurs de Burley seront en fin de compte avantagés.

La Commission maintient donc sa proposition au Conseil et prie le Parlement d'adopter l'amendement de M. Vredeling, si je puis me permettre d'en faire état dès à présent.

**M. le Président.** — Je vous remercie, Monsieur Mansholt.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 1 de M. Vredeling.

L'amendement n° 1 est adopté.

Sur les paragraphes 10 à 12, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ? ...

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 10 à 12 sont adoptés.

Personne ne demande plus la parole ? ...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

(\*) JO n° C 78 du 2 août 1971, p. 79.



### 8. *Rapprochement des législations concernant les aliments diététiques*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport complémentaire de M. Califice, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur l'activité de la Commission des Communautés européennes dans le domaine du rapprochement des législations des États membres concernant les aliments diététiques (doc. 83/71).

La parole est à M. Califice, qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Califice, rapporteur.** — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le 10 octobre 1969, le Parlement européen a adopté une résolution sur une directive-cadre qui concernait le rapprochement des législations des États membres sur les aliments diététiques.

Cette directive-cadre a trouvé immédiatement une application concrète dans une seconde directive qui, elle, était relative aux aliments diététiques pauvres en sodium et qui a été adoptée le 14 mai 1970.

Ainsi, depuis l'adoption de ces résolutions, il y a vingt et un mois pour la première et quatorze mois pour la seconde, le Conseil de ministres n'a encore mis en vigueur aucune de ces deux directives.

Sans doute le Conseil estimait-il, avant de se prononcer sur la directive-cadre, devoir être en possession d'une première directive d'application, de manière à supputer les effets de cette directive-cadre. Néanmoins, voilà quatorze mois que le Conseil est en possession de ces documents. Voilà pourquoi la commission des affaires sociales et de la santé publique propose au Parlement d'insister auprès du Conseil afin qu'il arrête immédiatement ces directives.

Il est un deuxième aspect du problème.

Lors de l'examen et de la préparation de ces différentes résolutions, la Commission européenne a été invitée par la commission des affaires sociales et de la santé publique à faire connaître le programme de réalisation pour ce qui est des autres directives d'application. Or, jusqu'à présent, nous n'avons pas été saisis de ce programme. Nous avons bien reçu quelques indications générales, selon lesquelles les futures propositions de directive concerneraient les aliments pour nourrissons et petits enfants, les produits alimentaires d'appoint, les produits alimentaires concentrés et les produits de régime, mais nous n'avons encore été saisis d'aucune de ces nouvelles propositions de directive.

Sans doute, les aliments diététiques sont-ils un élément important dans l'alimentation de personnes dont la santé est délicate : il est alors apparu à la commission des affaires sociales et de la santé publique que ces directives devraient voir le jour le

plus tôt possible, tant en ce qui concerne celles qui ont déjà fait l'objet d'un avis du Parlement européen que celles qui doivent encore nous être proposées.

Aussi insistons-nous auprès de la Commission et demandons-nous au Parlement européen d'insister avec nous pour que la Commission nous saisisse de ces propositions de directive, tout en tenant compte des exigences fondamentales que nous avons proposées au Parlement européen en ce qui concerne l'étiquetage et le contrôle du respect de ces dispositions nouvelles.

Voilà, Monsieur le Président, l'intérêt de ce rapport complémentaire qui vise, d'une part, à ce que le Conseil prenne enfin une décision sur ces directives et, d'autre part, à ce que la Commission continue les travaux qui ont été entrepris dans ce secteur des produits alimentaires pour les personnes disons de santé délicate.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Mansholt.

**M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, la Commission des Communautés européennes est reconnaissante à M. Califice de son rapport. Elle est, en outre, d'avis de donner satisfaction à votre commission sur les points 4, 5 et 6 de sa résolution et de donner suite aux observations de la commission parlementaire et du Parlement.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

### 9. *Autorisation d'établir un rapport*

**M. le Président.** — J'informe le Parlement que la commission des finances et des budgets a été autorisée à faire rapport sur la coopération entre le Conseil et le Parlement européen en matière budgétaire et financière.

### 10. *Démission de membres du Parlement*

**M. le Président.** — Par lettre du 7 juillet 1971, MM. Boersma et Boertien m'ont fait savoir qu'ils donnaient leur démission de membres du Parlement européen.

Acte est donné de ces démissions.

(\*) JO n° C 78 du 2 août 1971, p. 80.

### 11. *Calendrier des prochaines séances*

**M. le Président.** — Le Parlement a épuisé son ordre du jour.

Le bureau élargi propose au Parlement de tenir sa prochaine période de session du 21 au 23 septembre 1971 à Luxembourg.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Il en est ainsi décidé.

### 12. *Adoption du procès-verbal*

**M. le Président.** — Conformément à l'article 17, paragraphe 2, du Règlement, je dois soumettre à

l'approbation du Parlement le procès-verbal de la présente séance qui a été rédigé au fur et à mesure du déroulement des débats.

Il n'y a pas d'observation ? ...

Le procès-verbal est adopté.

### 13. *Interruption de la session*

**M. le Président.** — Je déclare interrompue la session du Parlement européen.

La séance est levée.

*(La séance est levée à 10 h 35.)*